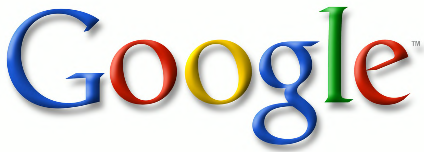


CATHERINE II

ET

SON RÈGNE

Paris. — Typographie HENNUYER, rue du Boulevard des Batignolles, 7.

CATHERINE II

ET

SON RÈGNE

PAR E. JAUFFRET

TOME PREMIER.

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR,

Libraire de la Société des gens de lettres,

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13.

1860

I. Kir[illegible]

JA!

PRÉFACE

—

Le différend qui, en 1854, alluma la guerre entre la Russie et l'empire ottoman, et qui, pendant plus d'une année, tint l'Europe inquiète et incertaine sur ses destinées, a tourné les regards vers cet empire russe, si redouté et si peu connu. Chacun a voulu dès lors pénétrer les secrets de sa politique, étudier ses forces, ses ressources et ses besoins; mais la plupart des esprits, en France comme ailleurs, sont restés jusqu'à nos jours si étrangers à l'histoire du peuple russe, que nous avons pensé qu'il ne serait pas sans intérêt comme sans utilité de mettre sous les yeux des lecteurs le tableau d'un des règnes les plus remarquables de cette histoire, celui de Catherine II. Ce règne, qui a duré

près d'un demi-siècle, s'est trouvé mêlé à tous les grands événements qui agitèrent l'Europe. C'est pendant ce temps que la Pologne fut partagée, que la Crimée fut détachée de la Turquie et que l'empire ottoman eut à soutenir cette longue lutte à laquelle il faillit succomber.

La Russie a été diversement jugée par les écrivains de l'Occident. Les uns l'ont mal vue, les autres mal étudiée; tous l'ont jugée à des points de vue particuliers, qui plus d'une fois ont égaré leurs jugements. On se figure, en général, que la nation gémit sous le poids d'une oppression barbare, que la parole y est toujours contrainte et que la pensée même a des échos; on ne doute pas que la justice n'y soit essentiellement vénale, l'administration arbitraire, et l'intérêt de la nation continuellement sacrifié à celui d'une classe puissante, mais peu nombreuse.

Nous avons exposé les faits avec sincérité; nous avons consulté avec le plus grand soin tous les documents relatifs à l'époque dont il s'agit; nous les avons discutés avec impartialité, et, lorsque nous avons porté un jugement ou exprimé une opinion, nous l'avons fait en dehors de toute espèce d'intérêt et dégagé de toute prévention.

[illegible] tous les maté-riaux [illegible] et quelques parties même [illegible] la [illegible] de la guerre est venue don-ner [illegible] une direction nouvelle et [illegible]. [illegible] rien changé à l'expres-sion [illegible] ni à la manière dont nous [illegible] certaines parties de l'organisation [illegible]

On s'étonnera peut-être que nous ayons donné de trop grandes proportions à la figure de Cathe-rine, dont le règne ne rappelle aux uns que des souvenirs de galanterie, à d'autres que celui d'un grand crime. Nous croyons n'avoir rien dissimulé : nous avons loué ce qui doit être loué, blâmé ce qui nous a paru digne de blâme, et nous ne doutons pas qu'après la lecture de cet ouvrage beaucoup d'opinions ne soient modifiées, beaucoup de pré-ventions dissipées et beaucoup de faux jugements remis dans leur véritable voie.

CATHERINE II

ET

SON RÈGNE.

INTRODUCTION.

L'empire de Russie est le plus vaste que le soleil ait jamais éclairé. Il s'étend des mers du Japon à la Vistule et du pôle arctique jusqu'au Phase. Ses deux points extrêmes, Kalisch et Petropavlofsk dans le Kamtchatka, sont séparés par une distance de 14,000 kilomètres. Deux fois plus grand que l'Europe, plus étendu que l'empire romain, il occupe une superficie de plus de 20 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire la sixième partie des terres du globe ; mais hâtons-nous d'ajouter qu'une partie de ces immenses possessions est déserte, inculte, et, en plusieurs endroits, impropre même à la culture. Le 60e degré de latitude paraît être la ligne de démarcation au delà de laquelle la terre devient rebelle au travail de l'homme. Les rayons du soleil, dont la présence sur l'horizon est de

trop courte durée, ne suffisent plus en effet pour échauffer et féconder un sol couvert d'une glace profonde et presque éternelle.

Plus de quatre-vingts peuples, différents de mœurs, de figure et de langage, vivent paisiblement sous le sceptre des tsars. Ces peuples divers appartiennent à quatre races primitives. Au nord, jusqu'aux plaines glacées de la Laponie, et au nord-est, jusqu'aux monts Ouraliens, les Finnois, auxquels se rattachent les Tchoudes dans l'Esthonie, les Vogouls sur les confins de l'Asie, les Votiakes, les Tschérémisses et les Mordwins, répandus çà et là dans les gouvernements de Viatka, de Simbirsk, de Kazan et de Nigegorod ; au centre, les Slaves ; à l'est, les Mongols, qui comprennent les Kalmouks, les Soungares, les Ostiakes et les Tongouses, dont les tribus éparses occupent le tiers de la Sibérie orientale ; enfin, au midi, les Tartares, dont les branches principales sont les Baschkirs, les Tschouwass, les Boukhares, les Kirghiz, les Nogaïs et les Tcherkesses ou Circassiens.

La race finnoise, aujourd'hui dispersée depuis la Scandinavie jusque dans le nord du continent asiatique, d'où elle s'étend vers la mer Caspienne et le Volga, fut connue de la plus haute antiquité. Mais, placés entre les Scandinaves et les Russes, contre lesquels ils épuisèrent successivement leurs forces, la destinée de ces peuples fut de suivre en tout temps la fortune des vainqueurs, de sorte qu'ils n'ont laissé dans l'histoire aucun

monument de leur civilisation. Les Huns et les Hongrois sont les seuls de cette race qui aient joué un rôle dans le monde. Cependant une tribu finnoise, connue sous le nom de Permiens, paraît avoir élevé, entre la mer Blanche et les monts Ourals, un État qui atteignit dans le moyen âge un certain degré de prospérité par son commerce avec les Indes, mais qui dut céder à la fortune de la riche et puissante Novogorod.

Les traits distinctifs de la race finnoise sont des cheveux d'un blond fade, des pommettes saillantes, des joues enfoncées, la barbe rare, le teint brun et terne.

Les efforts du gouvernement pour pénétrer dans l'administration de leurs affaires ont été longtemps infructueux. Les Mordwins ont subi assez promptement l'influence russe. Il n'en est pas de même des Tschérémisses, dont le caractère ferme et opiniâtre n'a jamais cessé d'opposer à cette action une résistance passive. Quoiqu'ils aient embrassé le christianisme, leurs croyances sont encore chargées de superstitions païennes. Du reste, rien de mieux ordonné que l'organisation intérieure de ce peuple.

Les Finnois méridionaux, laborieux, doux et honnêtes, n'ont jamais inspiré d'ombrage ni suscité aucun embarras à la domination moscovite. Les Tschérémisses ne connaissent pas le servage. Leur gouvernement est celui d'une démocratie pure, sans aristocratie ni noblesse. Ils sont au nombre de 155,000. Les Tschonwass, d'origine turco-tartare, sont un

peu plus nombreux et libres aussi, à l'exception d'un très-petit nombre d'entre eux, qui sont encore sous les liens du servage. Doux, soumis, complaisants, on les reconnaît à leur visage pâle et large, à leurs yeux gris et enfoncés dans la tête, à leurs cheveux noirs, mais peu fournis. Le chiffre de tous les individus de race finnoise, qui vivent sous les lois de la Russie, s'élève à 3 millions.

La branche la plus considérable de la famille mongole est celle des Kalmouks, dont les hordes occupent les steppes qui séparent les eaux de la mer d'Azof de celles de la mer Caspienne. Les Kalmouks sont d'un caractère pacifique. Ils se livrent à l'agriculture et à l'entretien d'innombrables troupeaux. Depuis la grande émigration de 1771, leurs priviléges ont été réduits et leur humeur indépendante fixée.

Les Baschkirs habitent le gouvernement d'Orenbourg. Ils joignent à beaucoup d'opiniâtreté et de hardiesse une grande force physique. Ils ont de la pénétration et du bon sens, mais un extérieur rude et sauvage. Leurs richesses consistent dans leurs troupeaux, leur nourriture dans la chair du cheval. Leur culte est un mélange de mahométisme et de croyances naturelles.

Les peuples de race tartare s'étendent au midi de l'empire jusque dans les plus hautes montagnes du Caucase. Leur soumission, qui est encore imparfaite, a coûté aux Russes des efforts prodigieux, de longues et sanglantes guerres, et beaucoup de persévérance. Au-

jourd'hui encore, quelques-uns d'entre eux luttent contre leur domination avec une énergie souvent couronnée de succès. Depuis la conquête de la Crimée, le Caucase est devenu le dernier asile de l'indépendance des Tartares. Les Tcherkesses ou Circassiens, qui, avec les Abazes leurs vassaux, occupent le versant méridional de la chaîne, depuis l'embôuchure du Kouban jusqu'aux frontières de la Mingrélie, dominent plus de cent lieues de côtes sur la mer Noire, de sorte que la Russie ne sera tout à fait maîtresse de cette mer que lorsqu'elle les aura complétement assujettis. On croit en général qu'elle ne poursuit avec tant d'acharnement cette guerre meurtrière que dans un vain désir de gloire. Rien n'est moins vrai. La possession du Caucase est indispensable à la sécurité des deux mers qu'il domine, et par conséquent des relations commerciales avec les peuples de l'Asie.

Depuis que la Russie, dégagée des langes de la barbarie, a trouvé son développement dans la civilisation européenne, sa mission nous semble attachée à rapprocher les deux continents. Ce qu'elle emprunte à l'Europe devient entre ses mains un moyen de puissance pour agir sur l'Asie. Voilà pourquoi ses conquêtes dans cette partie du monde nous réjouissent plus qu'elles ne nous effrayent. Chaque pas qu'elle fait dans le Caucase recule en quelque sorte les frontières de la civilisation. La Mingrélie, où elle domine, jouit aujourd'hui, sous sa protection, de la plus grande sécurité, tandis

qu'elle était auparavant exposée aux incursions continuelles de ses voisins, les Turcs et les Persans. Les Russes ont respecté ses lois, ses institutions, ses croyances, et s'immiscent fort peu dans son gouvernement.

Une taille noble et dégagée, des traits réguliers, un air fier, une grande bravoure, l'amour de la liberté, qui caractérisent les Tartares, semblent être les signes d'une race autrefois puissante et dominatrice. Mais c'est la race slave qui mérite plus particulièrement de fixer notre attention, comme étant la plus nombreuse, la plus intelligente et la plus susceptible de civilisation. Elle compte en Europe plus de 60 millions d'habitants, répandus depuis le golfe Adriatique jusqu'à la mer Baltique d'une part, jusqu'à la mer Noire de l'autre. Entre la mer Baltique et les monts Carpathes, ils prenaient le nom de Vénètes; entre les bouches du Danube et le Dnieper, c'étaient les Antes; enfin, une autre branche de cette famille innombrable occupait tout l'espace compris entre le Teiss et le Dnieper, entre le Danube et les sources de la Vistule. Au nord de la Germanie, ils se nommaient Polabes, Lutetzes, Bodritzes, Sorbes, Mittchanes; à l'ouest, on les appelait Lekhs, nom sous lequel on comprenait les Polonais, les Silésiens et les Poméraniens, les Bohêmes, les Moraviens et les Slovaks de la Hongrie; au sud, c'étaient les Bulgares, les Illyriens, les Serbes, les Bosniaks, les Dalmates, les Monténégrins et les Slaves de la Carinthie; enfin, les Russes, subdivisés eux-mêmes en trois grandes zo-

nes : la Russie blanche, la Russie rouge, et la Russie noire, la plus importante de toutes, Tchernaïa Rosseïa, qui seule garda le nom de grande Russie ou Moscovie, après que les deux premières se furent en quelque sorte fondues dans la république de Pologne.

On a beaucoup discuté sur le berceau de cette race. Qu'on le place en Asie ou ailleurs, cela nous importe peu. Nous la voyons sous des noms différents établie en Europe longtemps avant le cinquième siècle. Mais lorsque les grandes invasions des Goths et des Huns eurent menacé leur existence, ils formèrent, à l'exemple des Germains et des Scandinaves, des confédérations guerrières et se donnèrent le nom de *Slaves*, qui, dans leur langue, voulait dire *gloire.* Quelques-uns cependant le font dériver du mot *Slovo*, *parole*, par opposition à *Niemtzi*, c'est-à-dire *muets*, nom sous lequel ils désignaient eux-mêmes les peuples de la Germanie.

Les Grands-Russes ou Moscovites, au nombre de 35 millions d'individus, forment le grand noyau de la puissance actuelle de l'empire. Ce sont eux qui, pendant plus de deux siècles, furent écrasés sous le joug des Mongols, ce qui leur fit donner le nom de Russes noirs ou esclaves ; mais ce sont eux aussi qui, lors de l'affaiblissement de la horde, surent conquérir leur indépendance, après s'en être rendus dignes par leur courage au milieu des supplices.

Pendant ce temps, les Russes blancs, réunis en confédération sous la présidence de Novogorod, s'étaient

élevés à une grande prospérité. Les Malo-Russes, nation turbulente et belliqueuse, placés entre les Mongols de la horde et la république de Pologne, s'étaient constitués en état de brigandage, sous le nom de Cosaques ou *hommes armés*. Ces Cosaques devinrent assez redoutables pour être recherchés des Polonais, avec lesquels ils contractèrent des liens de fédération. Mais, comme ils professaient, ainsi que les autres Russes, la religion gréco-slave, les évêques polonais par zèle religieux, et les nobles par raison politique, voulurent attenter à leur indépendance. Ils avaient en quelque sorte envahi le pays, s'étaient emparés des emplois et avaient abusé de leur puissance jusqu'à contraindre les Cosaques à reconnaître l'autorité du pape. Tant d'outrages portèrent leur fruits. Les Cosaques prirent les armes ; mais, trop faibles pour résister aux Polonais, ils invoquèrent la protection des tsars (1554). Les Slaves de l'Occident, les Polonais et les Bohêmes, avaient suivi depuis des siècles l'influence des mœurs et des idées germaniques. Leur législation ayant revêtu le même caractère, leurs institutions primitives en avaient été considérablement modifiées. De là cette lutte sanglante entre les Slaves grecs et les Slaves latins, qui ne s'est terminée que par le partage de la Pologne.

Les Cosaques sont l'expression militaire de la race slave. L'histoire est remplie de leurs expéditions contre les infidèles. Ce qui domine dans leur association, c'est la pensée chrétienne. Il fallait, pour y être admis, faire

profession de la religion grecque. Unis à la Pologne, ils avaient été le boulevard de cette république contre les Turcs ; quand ils se furent placés d'eux-mêmes sous la protection des souverains de Moscou, ils devinrent les sentinelles avancées de l'empire. L'Ukraine, dans laquelle ils étaient établis, jouissait d'une fertilité merveilleuse. Longtemps ils se gouvernèrent par leurs propres lois, sous la conduite d'un chef éligible qu'ils nommaient *hetman* ou *ataman*, de sorte que leur dépendance était plus nominale que réelle. Mais, lorsque le gouvernement russe eut commencé à mettre en pratique ce système d'unité par lequel il s'est élevé à un si prodigieux degré de puissance, leur indépendance fut menacée. Pierre le Grand lui porta les premiers coups, après la révolte de Mazeppa, et, depuis cette époque, ses successeurs ont successivement enlevé aux Cosaques presque toutes leurs libertés.

La constitution de ce peuple était purement militaire. Pour mieux préserver l'Ukraine des invasions des Tartares, ils avaient établi sur la frontière méridionale un camp fortifié, au-dessus de l'endroit où le Dnieper se jette dans la mer Noire. Cette contrée devint bientôt un lieu de rassemblement pour la jeunesse guerrière. Leur nombre s'accrut, et, lorsque les Polonais eurent manifesté plus ouvertement le dessein de les assujettir, les Cosaques y accoururent en foule, suivis des vagabonds et des réfugiés des pays voisins, qu'attiraient l'espoir du pillage et le goût de la liberté. Ils devinrent alors si puis-

sants et si redoutables, qu'ils se séparèrent du reste de la nation, se nommèrent un chef particulier et prirent le nom de Zaporogues, de la situation de leur camp au delà des cataractes du Dnieper. Nul ne pouvait être admis dans l'association, s'il n'était célibataire. Les femmes en étaient exclues. Mais, afin d'empêcher la république de s'éteindre par le manque de population, ils avaient ouvert un asile aux criminels de tous les pays, et ils allaient enlever de jeunes garçons qu'ils transportaient dans leurs repaires, pour les associer ensuite à leur vie aventureuse. Le résultat de ces habitudes sauvages fut de porter une atteinte profonde au caractère primitif de la race. Leurs mœurs s'altérèrent rapidement, au point de présenter les contrastes les plus étranges. Aux instincts les plus farouches, les Cosaques Zaporogues joignaient toutes les vertus de l'hospitalité. Ils étaient avides et prodigues, paresseux et actifs. Du reste, tous les vices avec les qualités des peuples barbares.

Après la révolte de Mazeppa, Pierre le Grand avait ravagé leur *setcha*; c'est ainsi qu'ils nommaient leur camp fortifié. Mais ce fut Catherine II qui mit à jamais un terme à leurs brigandages. Leur humeur indépendante ne pouvait se concilier avec les projets d'unité auxquels cette princesse s'efforçait de soumettre tous les peuples de son empire. Leur existence, comme association guerrière, n'avait plus d'utilité, depuis que les frontières de la Russie avaient été portées jusqu'aux rivages

de la mer Noire, et que l'empire Ottoman, autrefois la terreur des peuples chrétiens, était lui-même menacé par la puissance russe. Les Zaporogues ayant élevé des prétentions sur le territoire de la nouvelle Servie et en ayant chassé à main armée les colons que l'impératrice y avait établis, elle les fit envelopper par un corps de troupes qui les désarma. Les uns furent transportés dans des provinces éloignées, au pied du Caucase, où ils furent chargés de défendre les nouvelles possessions de l'empire contre les Circassiens; les autres abandonnèrent leur vie sauvage et vagabonde, pour se livrer à l'agriculture, et devinrent d'utiles sujets.

A l'époque où les Cosaques Zaporogues se rendaient redoutables dans les îles du Dnieper, une autre association guerrière se formait sur les bords du Tanaïs, par l'émigration des paysans moscovites qui fuyaient la tyrannie de leurs maîtres. Cette nouvelle association prit en peu de temps un accroissement si considérable qu'elle servit de boulevard à l'empire contre les Tartares. De son sein sortirent ensuite les Cosaques du Volga, du Terek et de l'Oural; ce furent enfin ces intrépides guerriers, qui, sous la conduite d'Yermak, poussèrent leurs expéditions jusque dans le nord de l'Asie, et soumirent la Sibérie à l'empire des tsars.

Les Cosaques de l'Oural habitent le steppe sablonneux et marécageux qui sépare le Volga du fleuve Oural ou Yaïk, sur une longueur de 700 verstes. Au delà est le steppe des Kirghiz, dont ils sont chargés de

réprimer les brigandages. Pendant longtemps ils ne connurent eux-mêmes d'autre genre de vie que le pillage. Ils étendirent leurs excursions jusqu'aux rivages de la mer Noire ; ils prirent une part active à la révolte de Pougatschef; mais la Russie est parvenue à dompter leur humeur sauvage, et aujourd'hui ce sont des sujets paisibles, enrichis par les produits de la pêche du Volga et par le soin de leurs troupeaux. Quoique les terrains bas et les rives du fleuve soient d'une grande fertilité, un petit nombre d'entre eux cependant se livrent à l'agriculture. Ils jouissent du reste d'une très-grande liberté civile et même politique. Ils ne sont assujettis ni à la capitation ni au recrutement. Chaque *stanitza* ou village, composé de cent ou deux cents maisons, et placé à une distance de quinze à vingt verstes l'un de l'autre, a son magistrat électif et forme une compagnie militaire. Lorsque la couronne les requiert, ils sont obligés de marcher en masse; mais c'est toujours par leur hetman que ses ordres leur sont transmis. Quant au mode d'exécution, ce sont eux qui le déterminent dans une assemblée générale, où les décisions sont prises à la pluralité des voix. Du reste, ils se plaisent dans les combats; ils en aiment les émotions et surtout le pillage. Un air martial, une taille souple et nerveuse, un regard noble et fier, font du Cosaque un des types les plus remarquables. Dans la paix, au milieu de ses steppes, rien n'est plus doux, plus fidèle, plus hospitalier. Comme l'Arabe, il aime son coursier avec passion.

Les récits de batailles, le souvenir de ses dangers continuent en quelque sorte pour lui cette vie aventureuse qui lui rappelle son ancienne liberté, dont le sentiment ne s'éteint jamais dans son cœur.

Ainsi, dans ce mélange de nations, tout diffère, les traits, les mœurs, les costumes, le genre de vie. Les uns font leur occupation de poursuivre dans les forêts les bêtes féroces, dont la chair est leur seule nourriture ; les autres se livrent exclusivement à la pêche, dont le produit est à peu près leur unique ressource ; ceux-ci parcourent avec leurs troupeaux les immenses steppes de la Russie orientale et ne se fixent nulle part ; ceux-là ne vivent que de rapines et sont la terreur de leurs voisins. Ils ne connaissent ni propriété, ni morale, ni religion. La même diversité se remarque dans la constitution civile et politique de ces peuples. Ici règne sans partage l'autorité des pères de famille ; là c'est une démocratie pure ; ailleurs, comme chez les Kirghiz et les Kalmouks, une monarchie républicaine. Les uns sont en possession d'une noblesse héréditaire, les autres d'une sorte d'aristocratie fondée sur le respect de l'âge, de la fortune et des qualités personnelles. Mais, quelle que soit la nuance de civilisation dont ils retracent l'image, et de quelque manière qu'ils honorent la Divinité, aucun ne songe à troubler l'empire sous lequel ils vivent en paix, et tous concourent à sa grandeur.

Dans les contrées sauvages, la population est rare, et la nature, avide de ses dons, ne se présente presque

partout que sous un aspect triste et désolé. Mais à mesure qu'on se rapproche de l'Europe, les arts commencent à paraître; l'activité de l'homme se déploie; les campagnes se couvrent de moissons et l'industrie enfante ses prodiges. C'est donc là seulement, au centre de la population russe, que réside la force de l'empire, car les peuples barbares n'ajoutent presque rien à sa puissance.

A mesure que l'empire se constituait dans le système d'unité qui paraît avoir été le but vers lequel avait tendu sans interruption la politique des tsars, depuis qu'ils avaient délivré la nation du joug des Tartares, la population s'était accrue dans une proportion égale. Sous le règne d'Ivan III (1462), elle était à peine de 6 millions; à la mort d'Ivan IV (1584), elle s'était, déjà élevée au double de ce chiffre. Pierre le Grand l'avait trouvée de 15 millions (1689); le dénombrement qui fut fait après sa mort constata une augmentation de 5 millions. Enfin, sous le règne de Catherine, de 1762 à 1796, elle fut portée de 23 à 36 millions; aujourd'hui elle s'élève au chiffre de 68 millions. Ainsi, c'est un accroissement progressif de 15 millions par siècle. Cet accroissement prodigieux n'est pas seulement le résultat des conquêtes; car il est à remarquer que les nations conquises perdent au lieu de gagner, observation politique et morale fort curieuse. Il est dû particulièrement au développement de la race slave, dont le génie paraît doué d'une grande force d'expansion.

Cette race remarquable, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, occupait les vastes plaines de la Sarmatie européenne, et grandissait à peine aperçue au pied des monts Carpathes. Lorsqu'elle parut sur la scène du monde, ce fut d'abord sous les drapeaux des Huns, puis sous ceux des Goths, qui l'avaient enveloppée dans leur domination. Ce fut donc comme sujets et non comme vainqueurs que les Slaves firent leur entrée dans l'histoire. Mais, après que le torrent des invasions fut rentré dans son lit, lorsque la monarchie des Huns eut été dispersée, la race slave se dégagea de ses éléments étrangers et se montra sous sa propre individualité. On l'aperçoit alors avec étonnement couvrant de ses rameaux toute la partie de l'Europe qui s'étend de l'Elbe au Borysthène, et de ce dernier fleuve à la mer Adriatique.

Quelques-unes de ces tribus, engagées au milieu des populations germaniques, y furent en quelque sorte contraintes d'en subir l'esprit et les mœurs; mais celle des Antes ou Russes, la plus considérable d'entre elles, restée sur son propre sol, s'y développa librement, s'étendit à l'est et au midi aux dépens des Finnois et des peuples scythiques, et jeta les fondements des grandes cités de Kief, de Novogorod, de Vladimir et de Moscou.

Ces villes, séparées par de grandes distances, n'avaient entre elles d'autres liens que ceux d'une commune origine. Elles s'étaient constituées dans une complète indépendance, elles se développaient de même. Cet isolement les mit en péril. C'était l'époque où la

Scandinavie envoyait partout des colonies guerrières, dont l'intrépidité et la bravoure ne connaissaient aucun obstacle. Novogorod, agitée par des dissensions intestines, crut assurer son repos en appelant pour la gouverner un prince varèghe nommé Rurick (862). Mais Rurick traita bientôt cette république divisée comme un pays de conquête. Il distribua les terres à ses capitaines et manifesta le dessein d'assujettir toute la nation.

Les tribus slavonnes, disséminées sur un vaste territoire, dépourvues d'organisation et sans goût pour la guerre, n'eurent en effet d'autre parti à prendre, pour ne pas être détruites, que d'accueillir les étrangers comme des maîtres. Les Varèghes, ayant donc trouvé les Slaves sans défense, élevèrent partout, sans opposition, des trônes militaires, à Kholmogory, à Novogorod, à Pskof, à Polotsk, etc. Kief suivit le sort de Novogorod et devint le siége de cette nouvelle puissance.

La race slave avait cherché jusqu'alors son développement dans la paix, où la portaient sa nature ainsi que les lois de sa constitution. Il est à remarquer, en effet, que les démocraties sont rarement agitées par l'ambition des conquêtes, et qu'elles ne se répandent violemment au dehors que lorsque l'esprit aristocratique s'est emparé de la république. Sous l'impulsion des Varèghes, les Slaves apprirent à connaître leurs forces, et une carrière inconnue s'ouvrit alors à leurs destinées. L'histoire nous apprend que les peuples, comme les familles, languissent et s'éteignent sans avoir jeté aucun éclat, s'ils

[illegible] à d'autre [illegible]

[illegible] Les [illegible]

[illegible]

nt

ces

main d'une princesse grecque (980). C'est de la sorte que le christianisme fut introduit en Russie. Mais cette contrée sauvage fut longtemps encore sans en retirer de fruits. Les mœurs restèrent barbares, les croyances mêlées de superstitions grossières, et nous verrons dans la suite par quelles causes le christianisme fut d'abord presque sans influence sur les destinées du pays.

La ville de Novogorod avait atteint pendant ce temps un degré de prospérité remarquable, autant par le commerce que par les armes. Des rives du Volkhoff, sur lesquelles on aperçoit encore de nos jours les ruines de sa vaste enceinte, son territoire touchait d'un côté à la Finlande, dont elle disputait la possession aux Suédois, et de l'autre s'étendait jusqu'à la mer Blanche et au fleuve Obi. On y voyait arriver régulièrement les marchands de la Germanie, les négociants des villes hanséatiques, pour y échanger les productions de l'Occident contre celles de l'Asie et de la Russie septentrionale. Deux voies leur étaient ouvertes pour entrer en communication avec l'Orient, celle du Dnieper et celle du Volga; la première aboutissait à la mer Noire, la seconde à la mer Caspienne. La ville de Boulgary, placée sur le chemin des caravanes de la Perse et de l'Arménie, avait pris un développement considérable. De Boulgary, dont on voit encore les ruines sur la rive gauche du Volga, près de l'embouchure de la Kama, une partie des marchandises de l'Inde remontait le cours supérieur du Volga pour atteindre Novogorod; le reste était transporté par

la Dvina septentrionale à Kholmogory, où se rendaient les vaisseaux normands.

Le Dnieper était la voie par laquelle Novogorod entretenait des relations avec Constantinople, où ses marchands occupaient tout un faubourg. Kief, placée de son côté sur la route de la Baltique à la mer Noire, avait atteint une splendeur remarquable. Ainsi, à l'époque où l'Europe occidentale, bouleversée par les barbares, se couvrait de ruines et de ténèbres, un mouvement régulier poussait la Russie dans une voie de progrès, dont elle ne fut ensuite détournée que par la plus effroyable des tempêtes. Sous l'influence des richesses, le souffle de la liberté avait animé Novogorod, où le principe électif avait remplacé le pouvoir militaire des Varèghes.

La Russie avait reçu de ses communications avec Constantinople, outre la religion, quelques connaissances des lettres et des arts. Une foule de Grecs, séduits par la nouveauté, beaucoup de prêtres, en vue d'étendre l'influence de la foi sur un peuple barbare, étaient accourus à Kief, dont la splendeur ne tarda pas à réfléchir l'image de Byzance. Vladimir, devenu chrétien, avait établi des écoles dans le voisinage de presque toutes les églises; son fils Jaroslaf en augmenta le nombre, donna aux études une plus grande impulsion, appela des artistes étrangers pour embellir les temples chrétiens, et fut le premier souverain qui dota la Russie d'un code de lois, dont les dispositions nous permettent de juger de l'état social de cet empire. Plusieurs de ces

dispositions supposent un développement au moins égal, si ce n'est même supérieur, à celui des peuples de l'Occident.

La lumière de la civilisation, quoique faible encore, avait donc commencé à dissiper les ténèbres épaisses qui couvraient cet immense empire, lorsqu'une effroyable tempête vint s'abattre sur la nation (1233). Nous voulons parler de la grande invasion mongole. Sous ce déluge de calamités, tout faillit disparaître. Ce joug effroyable pesa sur la Russie plus de deux siècles, pendant lesquels les Slaves subirent tous les maux qu'on peut imaginer, et produisit l'abaissement moral de la nation; car les Tartares les poursuivirent dans leur culte, dans leur indépendance et dans leurs biens. Ils introduisirent au milieu d'eux les punitions corporelles, qui sont restées comme une trace profonde de cette longue servitude. Les vainqueurs, pour étouffer l'esprit de résistance, s'attachèrent en effet à imprimer le sceau de la servitude sur le caractère de la nation.

Si nous recherchons quelle était à cette époque la forme du gouvernement russe, nous y trouvons presque tous les éléments qui constituaient alors ceux des autres États de l'Europe : mêmes lois, mêmes usages; les fiefs distribués comme simples bénéfices, puis à vie et entraînant le service militaire; enfin des assemblées de boyards et d'évêques. Le germe de la féodalité, qui était à cette époque la loi de tous les peuples de l'Occident, avait été porté en Russie par les Varèghes (862).

Rurick, en distribuant les terres à ses capitaines, à titre de fiefs militaires, avait jeté le fondement de la noblesse russe ; car les Slaves, dont l'élément était la démocratie ou l'égalité, ne connaissaient pas avant lui ce genre de supériorité sociale. Leur vie était la vie de tribu, qui est l'état des peuples encore libres, tandis que l'aristocratie est généralement le fruit de la conquête, l'oppression exercée par une race guerrière qui s'est emparée violemment du sol.

Vladimir avait partagé (1015) ses États entre ses enfants, à l'exemple de Swiatoslaf, et par là il avait affaibli le pouvoir souverain. Ce ne fut plus dès lors que guerres intestines, que meurtres, que trahisons. La Russie, presque épuisée par la division toujours croissante des apanages, était hors d'état de résister à la tempête qui vint tout à coup fondre sur elle, et en effet elle ne résista pas. Elle ne perdit pas cependant le sentiment de sa force. Unie au contraire par la même foi et les mêmes douleurs, elle conçut un violent désir de briser ce joug odieux. Plus elle avait supporté ses maux avec constance, plus, lorsque la domination tartare se fut affaiblie, elle entra dans la lutte avec impétuosité et énergie. Les anciennes divisions furent oubliées; le sentiment national, fortifié par la haine et entretenu par le malheur, avait puisé en outre dans la religion, devenue sa consolation et son refuge, une force invincible. C'est cette union du peuple avec l'Église qui a donné à celle-ci un caractère exclusivement national. Ils se sont iden-

tifiés au point que le jour où la Russie chancellerait dans sa foi, les ressorts du pouvoir seraient ébranlés.

Les Tartares, en ne se mêlant point aux Russes, ne perdirent jamais à leurs yeux le titre de conquérants et d'ennemis. Du fond de la grande horde, leurs ordres allaient semer la terreur; leurs collecteurs se répandaient ensuite dans toute la contrée et revenaient chargés des dépouilles de la nation. Au lieu de maintenir la division du territoire, ils travaillèrent au contraire à la réunion des petites principautés sous le sceptre du grand prince, dont ils avaient réduit le rôle à celui d'un fermier. Mais cette arme, quelque odieuse qu'elle fût aux Russes, n'en devint pas moins l'instrument de leur délivrance.

Une autre circonstance n'avait pas contribué moins puissamment à l'influence de Moscou. Ce fut la succession régulière de la souveraineté dans la même famille, pendant que les autres principautés continuaient à s'affaiblir en restant soumises à la loi des apanages.

Il ne manquait donc à la nation qu'un chef qui connût le secret de ses forces. Ivan III parut, doué d'une volonté ferme, d'un caractère inflexible. Sous son règne finit la grande horde ou horde d'or (1475). Ivan IV s'occupa sans relâche de trois objets qui remplirent sa vie : la destruction de la puissance des Mongols, l'affaiblissement de la Pologne et de la Suède, et la civilisation de son peuple.

Novogorod avait résumé la période libérale de la

Russie; Kief, celle des aventures; Moscou, la nouvelle capitale, située au centre de la race slave, devint le vrai berceau de la puissance russe. Après la chute de Constantinople, Ivan se posa en quelque sorte comme l'héritier de l'empire d'Orient. Il avait épousé une princesse grecque, et, à la mort du dernier Paléologue, il ajoute à ses armoiries l'aigle noir à deux têtes. La loi des apanages est abolie dans la famille des grands princes, pendant qu'elle continue à régir les successions de leurs sujets. La création d'une armée permanente, la destruction du pouvoir des boyards, la ruine de Novogorod, où l'esprit de liberté animait encore les citoyens, les derniers coups portés à la domination des Tartares, établissent enfin sur des bases inébranlables la nouvelle puissance des tsars.

Une période de barbarie et de mœurs cruelles avait suivi l'établissement de la principauté de Moscou. Mais les vertus inhérentes à la race slave : l'attachement à la famille, l'hospitalité, la patience, les forces physiques, le patriotisme se confondant avec la foi, toutes ces vertus ne pouvaient rester longtemps ensevelies. Aussi le peuple sortit-il insensiblement de ces ténèbres épaisses. Le joug des Tartares s'était cependant si profondément empreint dans la nation que tout, excepté le langage et la religion, était tartare, arts, mœurs, habillement. Ce fut donc une pensée politique qui porta les tsars de la Moscovie à substituer aux usages de l'Orient les arts et les coutumes des peuples occidentaux. Ils appelèrent de

l'Allemagne et de l'Italie des architectes et des peintres, qui élevèrent ces étranges monuments, moitié chrétiens, moitié tartares, dont la vue frappe le voyageur d'un merveilleux étonnement.

Les mêmes causes qui avaient amené l'asservissement de la Russie à la domination des Mongols produisirent sa délivrance. De la part de la horde, division du pouvoir ; du côté de la Russie, concentration de ses forces. Le génie militaire des Varèghes avait donné au peuple russe l'organisation qui lui manquait ; mais les vainqueurs ayant été absorbés par les vaincus, beaucoup plus nombreux, cet esprit s'était insensiblement affaibli. Les grands princes avaient travaillé eux-mêmes, à leur insu, à l'affaiblissement du pouvoir par la création des apanages, qui formaient en quelque sorte, au commencement du treizième siècle, dix États indépendants.

C'est à ce moment que Tchengis-Khan, ayant réuni sous son sceptre presque tous les peuples de l'Asie, avait lancé contre l'Europe ses hordes obéissantes. Les princes apanagés, loin de s'unir pour opposer une digue à l'invasion, jaloux les uns des autres, plus ennemis de leurs voisins que des Tartares eux-mêmes, rivalisèrent de bassesse pour tourner au profit de leur autorité les désastres publics, devinrent des instruments d'oppression entre les mains des Tartares, et travaillèrent ainsi l'asservissement de la nation.

Mais la Providence, qui ménageait à la race slave de

plus glorieuses destinées, se servit des mêmes moyens pour renverser la domination étrangère. Pendant que les Tartares s'affaiblissaient par leurs divisions, le prince de Moscou prenait sur les autres une prépondérance qui, au bout d'un certain temps, se termina par la réunion de toutes les principautés en une seule. Ce résultat, si important pour l'avenir de la Russie, fut dû à leur habileté plus encore qu'à leurs armes.

Le pouvoir ne suivit pas dans son établissement les mêmes lois qui, dans la société germanique, avaient présidé à sa formation. Ici, il s'était développé d'après les principes de la féodalité. Le prince n'était, à proprement parler, que le chef d'une aristocratie militaire, dont le principe avait la même origine que la sienne. Au-dessous d'eux, les bourgeois des villes, méprisés d'abord, exposés à des vexations de toutes sortes, avaient pris petit à petit dans la société féodale une place plus considérable, lorsque le commerce les eut enrichis, et que les rois eux-mêmes, dans des vues personnelles, leur eurent ouvert la carrière des honneurs et des emplois publics. Puis enfin, le peuple des campagnes, longtemps réduit à une sorte de servitude, étant parvenu à briser ses fers, le tiers état, c'est-à-dire la nation, s'était constituée. Telles sont les bases sur lesquelles se sont élevées les sociétés de l'Occident.

En Russie, au contraire, les choses suivirent une autre marche. Le pouvoir des grands princes, qui avait conservé des Varèghes un caractère féodal, subit sous

l'influence des Mongols une transformation complète. Il exista bien encore une sorte de constitution féodale, un système d'obligations réciproques, fondé sur les concessions de terres, mais le pouvoir avait changé de nature ; de germanique qu'il était, il s'était transformé en empire slave.

A l'exception de la république de Novogorod, les villes étaient peu nombreuses. La bourgeoisie, si l'on peut donner ce nom à quelques marchands avilis, obscurs et sans fortune, n'osait prétendre à aucune autorité. Lorsqu'enfin le peuple eut été réduit en servitude, un pouvoir unique, absolu, sans contrôle, sans obligations, fit peser son sceptre de fer sur une nation muette et dégradée par une longue domination étrangère. Avant l'invasion des Mongols, toute la nation était libre ; mais au milieu de cette effroyable oppression, elle avait perdu le souvenir de ses droits, de sorte qu'après avoir brisé le joug des Tartares, les grands princes n'eurent aucune lutte à soutenir et peu d'efforts à faire pour fonder leur autocratie.

Dans l'Occident, la réformation avait exercé, partout où elle avait pénétré, sa puissante influence, et préparé par l'activité de la raison humaine le règne de la liberté. Il n'en fut pas de même en Russie. Le clergé russe, déjà façonné au joug du pouvoir temporel et isolé de toute influence étrangère, resta sous la main des grands princes. Bornant tous ses efforts à se rendre le pouvoir favorable, il s'était éloigné du peuple, et par cela même il

n'eut que peu d'action sur les destinées du pays. La lutte seule forme les grands caractères. Le clergé russe n'ayant pas eu de lutte à soutenir ne discuta point et resta par conséquent dans une profonde ignorance. Aussi ne s'est-il signalé par aucun travail de l'esprit. Comme il ne pouvait donner aucune impulsion, il est resté lui-même immobile. Les couvents avaient seuls répandu quelque lumière sur les ténèbres qui couvraient tout ce vaste empire. Les lettres y étaient cultivées avec une certaine application. Mais l'invasion des Mongols ayant étouffé ces faibles lueurs, tout était retombé dans l'obscurité.

Si le clergé russe n'a pas joué le rôle dont le clergé latin s'était mis en possession, il n'a porté dans la société aucune des passions qui ont rendu ce dernier si tristement célèbre dans les luttes de religion, luttes qui n'ont abouti qu'à des guerres épouvantables, et qui ont couvert de sang presque tous les champs de bataille de l'Europe.

A défaut de force morale, le despotisme avait réuni tous les éléments épars de la nationalité. Le flambeau de l'Église, étouffé par les affreuses ténèbres de la domination tartare, ne jetait plus alors qu'une lueur douteuse; la confusion régnait partout; il n'y avait ni unité dans le dogme, ni uniformité dans les cérémonies du culte. L'anarchie menaçait l'Église russe d'un danger plus grand peut-être que celui auquel l'avait exposée la persécution. Après avoir ramené l'État à l'unité politique,

les grands princes le ramenèrent à l'unité religieuse en créant le patriarchat. Ils avaient affranchi le pays du joug des Tartares, ils l'affranchirent de l'anarchie. C'est pour cela que leur pouvoir est resté si populaire.

Il résulta de cette situation que les tsars, ayant assuré leur autorité au dedans, dirigèrent alors contre leurs voisins toutes les forces de la nation, et que cette nation, fière d'avoir échappé au joug des Tartares, mais n'ayant encore en elle-même aucun principe favorable à son développement moral, devint entre les mains de ses maîtres un puissant instrument de conquêtes. Les royaumes de Kazan et d'Astrakan étant tombés sous leurs coups (1552-1557), les frontières de l'empire furent portées jusqu'à la mer Caspienne. Tout secondait alors l'ambition des grands princes. Par un événement des plus heureux, pendant que le pouvoir tendait à se constituer plus fortement en Russie, la Pologne voyait s'éteindre la dynastie des Jagellons (1572), et elle préparait par le principe électif, devenu la base de sa constitution, la longue anarchie qui la conduisit rapidement à sa ruine.

Ce fut surtout à l'avénement des Romanof (1612) que la politique de la Russie devint ouvertement conquérante. Cette famille, d'origine étrangère, mais illustrée par de grands services et par de nombreuses alliances avec la dynastie de Rurick, introduisit un autre élément de force dans la société slave, l'élément germanique, sous l'influence duquel elle s'organisa plus vigoureusement.

La période de conquêtes, qui avait suivi l'affranchissement de la Russie, avait été motivée par le besoin d'assurer l'unité de la nation; la seconde période, inaugurée par l'établissement de la nouvelle dynastie, paraît avoir eu pour but de faire entrer la Russie dans la famille européenne.

Ce vaste pays était encore à cette époque plongé dans la plus profonde barbarie. Les grands se montraient environnés d'un faste grossier, avec des mœurs et des habitudes presque sauvages; le peuple, abruti par le despotisme, devenu cruel et débauché par les scènes de violences et de désordres dont il avait été si souvent le témoin ou la victime, le peuple se consolait de sa misère par la plus stupide superstition. Le clergé lui-même n'était ni moins ignorant ni moins corrompu, et l'administration de la justice était livrée aux mêmes vices et aux mêmes désordres. Une armée barbare et insolente, la terreur du souverain plutôt que l'appui du pays; un revenu sans rapport avec l'étendue de l'empire; le commerce entre les mains des Anglais; aucun port sur la Baltique ni sur la mer Noire, par conséquent point de flotte; une population rare et disséminée; les communications lentes et difficiles d'une province à l'autre : telle était la situation de ce vaste empire. Il doit paraître singulier qu'il prétendît au même moment à élever si haut sa fortune.

Déjà quelques souverains avaient essayé de porter au milieu de cet amas de barbarie le flambeau de la civili-

sation. Il était réservé à Pierre le Grand de changer la face de la Russie. L'œuvre était difficile; mais Pierre avait toutes les qualités et même les défauts qui pouvaient en assurer le succès. Il se servit, en effet, pour atteindre ce but, de la force, de l'artifice, de la cruauté, de la perfidie, de l'audace. Il savait tout ce que sa nation était capable de supporter; il connaissait à fond tous les intérêts de l'Europe et il n'ignorait aucune de ses passions et de ses faiblesses. Il créa vite, brusquement, violemment; d'une main il montrait aux Russes le point d'où ils étaient partis, de l'autre celui où ils devaient tendre.

La Russie avait en elle-même si peu de moyens de sortir de la barbarie, qu'elle y serait restée ensevelie pendant bien des siècles sans les efforts violents de ce prince. Après avoir échappé au joug des Mongols, elle s'était en quelque sorte repliée sur elle-même; mais, comme tout progrès est traditionnel, elle sentit bien qu'elle ne pourrait l'obtenir avec ses propres forces; c'est en effet son isolement qui faisait sa faiblesse. D'autre part, les seuls peuples avec lesquels elle eût eu jusqu'alors des rapports suivis, Tartares, Turcs, Persans, Grecs eux-mêmes, étaient ou dégénérés ou non moins barbares. C'était donc vers l'Europe qu'il fallait tourner ses regards : c'est ce que Pierre avait surtout compris; c'est ce feu sacré qu'il avait résolu de dérober à l'Occident, afin de réveiller la raison engourdie de son peuple.

Cependant, tant que la Russie n'aurait aucun accès

sur la mer Baltique, elle ne pourrait être comptée parmi les puissances de l'Europe. Il fallait pour cela dominer la Pologne et affaiblir la Suède. Celle-ci était, à cette époque, la puissance prépondérante dans le Nord. Son alliance avec la France et les victoires de Gustave-Adolphe avaient inspiré à tous ses ennemis autant de jalousie que de terreur. Cette prépondérance tenait, d'une part, au caractère personnel du monarque, de l'autre, à la possession des provinces situées sur la mer Baltique. La Suède, dans l'enivrement de ses succès, avait commis la faute d'affaiblir et d'humilier la Pologne. Pierre sut profiter avec habileté des troubles de ce pays pour y établir une sorte de protectorat; puis, lorsqu'il eut organisé l'armée sur le modèle de celles de l'Occident, il attaqua la Suède, qui était alors le royaume le mieux réglé et le plus puissant par son trésor, par ses flottes, par la bravoure de ses troupes, par l'éclat de ses victoires, et qui, dans un roi de dix-huit ans, possédait un héros. Pierre fut d'abord battu; mais son esprit contenu, sa persévérance, son courage froid et inébranlable, son génie fertile en ressources, son adresse à profiter des fautes de son rival, finirent par triompher d'une bravoure presque prodigieuse, mais téméraire, et d'une impétuosité sans règle. Le traité de Nydstadt (10 septembre 1721) ayant enlevé à la Suède l'Ingrie, la Livonie, la Carélie et l'Esthonie, une partie du territoire de Wiborg avec toutes les îles comprises entre cette ville et la Courlande, la Russie prit définitivement

la place que la Suède avait occupée jusqu'à cette époque.

Dès ce moment, la Russie eut, pour ainsi dire, un pied en Europe. La fondation de Pétersbourg devint un lien entre l'Asie et les peuples de l'Occident. La situation de cette ville à l'extrémité de l'empire, au milieu des lagunes du lac Ladoga, entourée de marais pestilentiels et de forêts impénétrables, pouvait sembler une sorte d'extravagance ; mais, dans la pensée de Pierre le Grand, c'était le poste avancé de l'empire sur le territoire de l'Europe, la porte par laquelle devait pénétrer plus facilement la civilisation des nations occidentales. Dès lors, en effet, l'activité de la Russie dans cette partie du monde fut immédiate et continue; elle balança l'influence de la Pologne, de la Prusse, de la Suède et du Danemark. Cette dernière puissance, placée dans un degré d'infériorité à l'égard de la Suède, s'engagea dans les liens d'une étroite alliance avec la cour de Russie, dont elle devint en quelque sorte la vassale. La Prusse n'osait encore aspirer au rôle qu'elle joua dans la suite. La Pologne, travaillée par les intrigues du cabinet de Pétersbourg, achevait de se consumer dans d'éternelles divisions; la Suède enfin, réduite à se défendre contre les desseins avoués de la Russie, ne pouvait plus désormais prétendre à mêler ses querelles à celles de l'Europe.

A l'autre extrémité de l'empire, sur la route de l'Asie, dont il était maître par ses mers intérieures, un ennemi plus formidable par ses nombreuses armées, par un territoire immense, et qui plus d'une fois avait fait trembler

l'Europe, ne semblait pas aussi facile à vaincre. Mais dans le sein de cet empire existaient, d'autre part, de nombreux éléments de dissolution. Une population chrétienne, asservie sans être soumise, aspirait à rompre ses fers ; une longue habitude des jouissances matérielles, une ignorance profonde des arts de l'Europe, aucun progrès dans les sciences, un fanatisme sauvage, l'affaiblissement de la discipline militaire, de fréquentes et terribles révoltes, la situation enfin de ce vaste empire sur les rivages de l'Europe, plus semblable à un campement militaire qu'à une paisible possession, rien de tout cela n'avait échappé au génie de Pierre le Grand.

Sur les confins des deux États, on rencontrait les principautés de Moldavie et de Valachie, remplies d'une population chrétienne du rite grec, et qui s'étaient soumises volontairement aux sultans, à des conditions qui n'avaient point été respectées. La Moldavie devint un centre de propagande russe. Dès l'année 1711, Pierre avait ébranlé la fidélité du prince de Moldavie, Démétrius Cantemir, avec la promesse de rendre la dignité de prince héréditaire dans sa famille. Il avait pris pour conseillers, pour ambassadeurs, pour amis, des Moldo-Valaques, et il laissait entrevoir à la nation la perspective d'un affranchissement par les armes de la Russie. De la Moldavie, les intrigues de la Russie avaient pénétré parmi les Valaques, chez les Bulgares, au milieu de tous les peuples d'origine slave, jusqu'aux rivages de la mer Adriatique.

Les Turcs ayant évité, par principe religieux, de se mêler aux populations chrétiennes qu'ils avaient conquises, leur isolement les avait affaiblis. Comme ils avaient pour les chrétiens plus de mépris que de haine, leur oppression n'avait rien de systématique ni de régulier. Ceux-ci, malgré le joug souvent très-dur sous lequel ils gémissaient, avaient continué à jouir de certaines libertés. Ils avaient conservé le droit de s'administrer eux-mêmes par des municipalités électives. Incapables de prétendre aux emplois publics, mais affranchis du service militaire, leur nombre s'était accru, pendant que la population musulmane ne cessait de décliner, à cause des guerres continuelles que sa position lui faisait une obligation de poursuivre.

Pierre le Grand avait en quelque sorte pris possession de la Baltique par la fondation de Pétersbourg; il jeta les fondements de sa puissance sur la mer Noire par la prise d'Azof. De cette époque date en effet la puissance russe comme puissance européenne. La pensée de ce grand homme fut continuée par ses successeurs avec une si merveilleuse persévérance, que l'on dirait que c'est encore lui qui préside aux destinées de l'empire; ses alliances de famille dans les cours de l'Allemagne, les envahissements successifs des souverains qui régnèrent après lui, ont amené peu à peu la Russie au centre de l'Europe.

Cette période de conquêtes peut être appelée à juste titre période politique. Le démembrement de la Pologne

a non-seulement assuré ses frontières, mais il a surtout fait tomber les barrières qui séparaient la Russie de l'Europe; la conquête de la Crimée a donné l'essor à son commerce et développé sa puissance maritime; enfin, la possession du Caucase est le lien par lequel elle rattache l'Europe à l'Asie. Après la bataille de Pultava, Pierre avait établi une ligne de postes militaires entre le Don et le Volga, pour protéger l'empire contre les Tartares; ces postes se trouvent aujourd'hui à deux cents lieues plus loin, sur les rives de l'Araxe. La Russie enveloppe la Perse au nord, à l'est et à l'ouest, et elle possède entre cet empire et la Turquie une position formidable, d'où elle peut les atteindre tous deux.

Depuis la mort de Pierre le Grand jusqu'au règne de Catherine II, ce ne fut cependant qu'une succession de troubles et de révolutions de palais. Des minorités faibles, des femmes plus occupées de leurs plaisirs que des devoirs de la royauté, des intrigues de cour[1], des révoltes militaires, des chutes violentes et rapides, des vengeances terribles et des cruautés inouïes, ne détournèrent pas un seul instant le cabinet russe du but que Pierre lui avait marqué. En vain le vieil esprit moscovite s'efforça-t-il de détruire l'œuvre de ce grand homme; Pierre avait poussé la Russie vers l'Europe; il fallait que ses destinées s'accomplissent. Personne cependant ne s'inquiétait encore de cette redoutable ambition. On

[1] *Histoire du ministère de Walpole.*

méprisait les Russes comme des barbares. Les peuples de l'Occident n'avaient avec eux ni rapport de mœurs, ni rapport de religion, ni communauté d'origine. Mais, à la faveur de cette indifférence, la Russie marchait invariablement à l'accomplissement de ses desseins.

Un des premiers actes de Catherine Ire, après la mort du héros, fut de conclure avec les cours de Vienne, de Berlin et de Madrid, un traité d'alliance (9 août 1726), qui mêla de plus en plus la Russie dans les intérêts de l'Europe. Ce traité, dirigé contre la France, le Danemark et la Suède, était dans l'esprit de la politique de Pierre le Grand. Il fallait affaiblir l'influence française en Pologne, intéresser la maison d'Autriche à la ruine de l'empire ottoman, et dominer plus complétement la Baltique. La cour de Vienne, aveuglée par sa passion contre la France, se laissa en effet entraîner, quelques années après, dans la guerre que l'impératrice Anne venait de déclarer à la Turquie, et qui aboutit à la révocation de tous les traités antérieurs (17 octobre 1739). La Pologne fut abandonnée à l'influence exclusive de la Russie. Le traité d'Abo (16 juin 1743), par lequel cette dernière puissance se fit céder plusieurs districts de la Finlande, réduisit presque la Suède à l'état d'une province russe.

Enfin, le traité de Versailles (1756) fit comprendre à la Suède, à la Pologne, ainsi qu'à l'empire ottoman, que l'Europe était devenue presque indifférente à leur sort. Le résultat de cette alliance imprévue fut en effet de permettre aux troupes russes de violer impunément le

territoire polonais, de porter leurs armes jusqu'au centre de l'Allemagne, d'étudier la tactique des armées européennes, d'effrayer l'Europe par leur barbarie et leur bravoure, et de maintenir l'empire, suivant la pensée de Pierre le Grand, dans un état permanent de guerre, qui aguerrit la nation et qui laissa dans tous les esprits une profonde impression des ressources de cet empire.

A l'avénement de Catherine II, la Russie comptait à peine 23 millions d'habitants. C'était peu, si l'on considère la grandeur de cet empire, qui s'étendait sur une superficie d'un million de kilomètres carrés. Mais une même langue et une même religion donnaient à la nation un caractère et des sentiments communs. L'esprit militaire, qui s'était développé dans une suite de guerres heureuses, une puissante organisation, une obéissance passive, la barbarie dans le peuple, mais l'intelligence dans les hommes qui présidaient à ses destinées, avaient déjà placé la Russie au rang des grandes puissances, et lui avaient révélé à elle-même le sentiment de sa force. Pierre en avait fait, malgré elle et malgré l'Europe, une puissance européenne. Catherine la fit reconnaître pour telle, et ne souffrit pas qu'on lui contestât son titre impérial.

On put croire cependant qu'une princesse jeune, belle, étrangère par son éducation et par ses mœurs à la nation qu'elle était appelée à gouverner, laisserait flotter les rênes de l'État entre les mains des hommes qui lui avaient frayé le chemin du trône, et qu'un règne

qui avait pris naissance dans les plaisirs ne jetterait qu'un éclat éphémère. Mais il se trouva que la nouvelle impératrice était douée d'une âme virile, d'une intelligence supérieure, et dévorée en outre par une soif insatiable de gloire.

La race de Pierre le Grand était éteinte; mais la pensée de ce grand homme vivait dans Catherine. Aucune de ses vues n'avait échappé à cette femme extraordinaire. Elle en poursuivit l'exécution avec une ardeur infatigable, et, en même temps, avec une audace qui frappa l'Europe d'admiration et de terreur. Elle sut mettre à profit la faiblesse des uns, l'intérêt des autres, la crainte de tous, pour élever l'empire russe au plus haut degré de puissance où il fût encore parvenu.

Elle se conduisit d'abord, suivant une expression du maréchal Munich, comme une coquette habile, provoquant les hommages, sans se livrer à personne. Elle paraissait flotter encore entre plusieurs alliances, que déjà son choix était fixé. Celle de la France ne pouvait convenir à ses projets contre la Pologne, la Suède et l'empire ottoman. L'Autriche, d'autre part, avait un intérêt plus grand encore à ce que la Pologne et la Turquie, alors sans danger pour ses possessions, lui servissent de barrière contre l'ambition de la Russie. A ces considérations politiques se joignait, en outre, du côté de Marie-Thérèse, un sentiment de dégoût pour l'impératrice, sentiment dont elle ne pouvait contenir l'expression.

La situation du roi de Prusse, au contraire, se prêtait plus facilement à une alliance entre les deux couronnes. Ce prince était resté sans allié, après la paix d'Hubertsbourg. Il redoutait les intrigues de la cour de Vienne, que la perte de la Silésie maintenait à son égard dans une secrète hostilité, et que le traité récent de Versailles rendait plus redoutable qu'auparavant en lui assurant l'appui de la France; d'autre part, Frédéric avait blessé l'Angleterre, dont il n'avait d'ailleurs obtenu que des subsides, lorsqu'il aurait eu besoin de soldats. Il avait donc compris, par les dangers qu'il avait courus dans la dernière guerre, où les troupes russes avaient pénétré dans sa capitale, les avantages d'une alliance avec cet empire, et dès lors toutes ses pensées et tous ses efforts avaient été dirigés vers ce but. D'ailleurs, il désirait lui-même s'agrandir, et la Pologne était le seul État qui lui en offrît les moyens sans guerre et sans dépense. De son côté, Catherine trouvait en lui un allié docile, peu scrupuleux, et disposé dans des vues personnelles à favoriser les desseins de la Russie contre cette république divisée.

Pierre le Grand, pénétré de cette pensée que la Baltique et la mer Noire étaient les deux grandes voies commerciales du monde, avait conseillé à ses successeurs une alliance intime avec l'Angleterre, afin que les Russes apprissent à cette école à devenir d'habiles marins. Catherine avait conçu de bonne heure, pour la nation anglaise, dont elle admirait la dignité et l'esprit

sérieux, une haute estime et une sorte d'attachement. Elle aimait jusqu'à sa morgue et sa roideur, qui lui semblaient un signe de force et de loyauté. Elle répugnait cependant à leur livrer le commerce exclusif de son empire, et, si elle le fit par le traité de 1766, ce fut moins pour obéir aux instructions de Pierre le Grand, que par le désir de s'assurer les secours des Anglais dans la guerre qu'elle méditait à cette époque contre la Turquie. Il lui fallait contenir la France, qui pouvait être tentée de soutenir l'empire ottoman ; l'alliance avec l'Angleterre suffisait à ce dessein. Quant à l'Autriche, Catherine comptait sur la Prusse pour la tenir en échec.

L'Angleterre, en effet, se prêta complaisamment aux vues de cette princesse, en mettant à son service des officiers et des vaisseaux, soit qu'elle regardât comme une chimère ses projets contre l'empire ottoman, soit qu'elle se flattât d'en tirer elle-même de plus grands avantages. Les Anglais ne concevaient encore aucune inquiétude de cette ambition qui portait la Russie à devenir une puissance maritime et commerciale, et, si les progrès de la puissance russe étonnaient quelques esprits, le danger leur paraissait si éloigné qu'ils se persuadaient aisément que l'Angleterre saurait toujours le conjurer, en rejetant la Russie dans l'obscurité dont elle s'efforçait de sortir. Ce fut pourtant à la faveur de cette alliance que l'impératrice Catherine put accomplir l'acte le plus audacieux que le monde eût encore vu, le partage de la Pologne, et qu'une flotte russe, après avoir

soulevé la Grèce, put se présenter impunément à l'entrée du Bosphore.

Tel fut le grand art de Catherine, qu'elle fit servir tour à tour à l'accomplissement de ses desseins presque toutes les puissances de l'Europe. Mais c'est alors que l'Angleterre put juger de la faute qu'elle avait commise en contribuant au développement de la puissance russe; car l'impératrice, non contente d'exercer une sorte de dictature sur les peuples du continent, prétendit à l'empire des mers. La Pologne n'existait plus; l'empire ottoman était partout ébranlé ; la Suède et le Danemark étaient asservis; le Caucase s'était abaissé sous le sceptre des tsars; enfin, Catherine menaçait la Perse, par où elle pouvait atteindre la domination anglaise dans ses vastes possessions de l'Inde.

Tels furent au dehors les résultats de la politique russe pendant ce règne de quarante ans. Sous cette grande impératrice, la Sémiramis du Nord, comme Voltaire la nommait, la Russie avait atteint le plus haut degré de puissance. Sa population s'était élevée à 36 millions d'habitants, et son territoire s'était agrandi de 126,000 lieues carrées. Enfin, jusqu'à sa dernière heure, Catherine était restée l'arbitre de l'Europe. Dans l'intérieur, elle s'était appliquée à élever l'esprit de ses peuples à la hauteur de leurs destinées. Elle avait corrigé la barbarie des institutions, multiplié les écoles, dirigé le mouvement des esprits vers le commerce, l'agriculture, l'industrie, les arts et les sciences. La Russie

commençait à produire des poëtes, des littérateurs. Ses hommes d'État avaient dans toutes les cours un grand renom d'habileté. On vantait sa magnificence, la finesse de son esprit, la distinction de ses manières, sa fermeté et sa justice. Il est une chose surtout qui rendra sa mémoire à jamais immortelle, c'est la douceur de son gouvernement. Elle avait dépouillé l'autocratie, cette puissance terrible et mystérieuse, non-seulement de ses formes barbares, mais encore de son esprit violent. Les mœurs grossières disparurent ou s'affaiblirent, et le pouvoir perdit son caractère tyrannique, sans perdre de sa force.

La pensée de Pierre le Grand, portée par Catherine à sa plus haute expression, n'a pas cessé d'animer le cabinet russe, qui, dans les convulsions dont l'Europe fut agitée sur la fin du dernier siècle, devint en quelque sorte le centre du mouvement politique. Ses envahissements successifs, ses desseins avoués, ses prétentions à réunir sous le même sceptre tous les débris épars de la race slave, ont longtemps placé la Russie en face de l'Europe comme une menace.

La situation de cet empire le rend en effet presque inaccessible aux attaques des autres puissances. Placé sur les confins de l'Europe et de l'Asie, il pèse à la fois sur les deux. La possession de la Pologne a porté ses forces jusqu'au centre de l'Allemagne. La Suède, son ancienne rivale, n'est plus un danger ni même un obstacle, depuis qu'elle a perdu la Finlande. L'empire

ottoman ne se soutient plus par lui-même. La Prusse, par sa position, est subordonnée à la politique de la Russie, qui, dans une guerre contre l'Allemagne, n'aurait besoin que d'un simple mouvement pour séparer les parties mal unies de cette monarchie. L'Autriche elle-même, composée de races diverses, sans union entre elles, jalouses et ennemies, ne saurait opposer une résistance efficace. Depuis que la Pologne a cessé d'être une barrière entre les deux empires, une armée russe pourrait ouvrir la campagne à cinquante lieues de Vienne.

La rive droite de l'Elbe est en quelque sorte la limite qui sépare le monde slave de la terre germanique. Jusqu'à l'Oder, la population allemande est encore nombreuse, mais elle diminue sensiblement, dès qu'on a franchi ce fleuve. Le tiers des États prussiens appartient à la race slave. Dans l'empire d'Autriche, cette race occupe la Bohême, la Moravie, la Gallicie, une partie de la Hongrie et les provinces illyriennes. Dans la Turquie d'Europe la proportion est plus considérable encore.

Tous les peuples de race slave sont restés séparés par leur idiome et par leurs mœurs, et, dans l'empire ottoman, par leurs croyances, des peuples qui les ont soumis. Isolés les uns des autres, leur faiblesse les pousse vers la Russie, avec laquelle ils ont une origine commune, une même religion et les mêmes tendances. Habitués à regarder ce vaste empire moscovite comme une sorte de mère patrie, ils sont moins effrayés de sa puis-

sance qu'éblouis de sa grandeur. Ce sentiment des peuples slaves est un fait extrêmement sérieux. On ne peut, en effet, s'empêcher d'y voir le caractère d'une lutte cachée contre la race romaine et teutonique. Cette lutte n'a rien encore de déterminé, mais chaque jour l'arbre pousse plus profondément ses racines dans le sol. Voilà pourquoi l'Autriche a si longtemps ménagé, caressé la Russie et recherché son alliance. Voilà pourquoi la Prusse s'y est attachée par tant de liens. A chaque mouvement de l'Europe, elles sentent frémir sous leurs mains les populations slaves de leur empire, restées rebelles à l'influence de l'esprit germanique.

La situation de la Russie est plus favorable encore pour une guerre défensive. Protégée par son climat, par son éloignement, par ses plaines immenses et par ses éternelles forêts de sapins, elle peut laisser une armée ennemie consumer ses forces en la privant de subsistances, et l'envelopper ensuite par des nuées de cavaliers cosaques, dont la course rapide et l'attaque désordonnée déconcertent les plus habiles combinaisons. La force défensive de ce vaste empire consiste donc dans son isolement, dans ses inépuisables ressources, dans le peu de besoin qu'il a de l'Europe. Sous le rapport de la guerre, elle s'est placée au niveau des peuples les plus avancés. Ses soldats sont braves, obéissants et puissamment organisés; ses chefs ne le cèdent en rien aux militaires des armées européennes.

Avec tous ces avantages, la Russie a-t-elle plus d'in-

térêt à rester dans cette sorte d'hostilité à l'égard de l'Europe, qu'à s'unir avec elle pour marcher ensemble dans la voie des améliorations? Le soldat russe est brave, il est vrai, mais il n'aime pas la guerre. La Russie peut entretenir dans l'intérieur de nombreuses armées; le bas prix des denrées, la manière de vivre des troupes, leur extrême sobriété, chargent peu les finances de l'empire; mais il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de transporter au loin ces masses énormes. La Russie trouverait sa perte dans un développement exagéré de sa puissance. Il est à remarquer qu'ayant emprunté une partie de sa civilisation à l'Europe, elle n'a pu faire accepter ses mœurs qu'aux peuples moins avancés qu'elle. Voilà pourquoi elle n'a pu jusqu'à ce jour s'assimiler ni la Pologne ni les populations allemandes de la Baltique, auxquelles elle a pris plus d'idées qu'elle ne leur en a donné. Que serait-ce donc si elle parvenait un moment à étendre ses conquêtes en Europe? Sa domination n'y serait qu'éphémère, et ce développement artificiel aurait en outre un plus grand inconvénient, celui de troubler le mouvement qui s'opère dans le sein de la race slave.

Lorsque Rome portait la puissance de ses armes jusqu'aux extrémités du monde, la civilisation suivait ses pas. Partout où elle plantait ses aigles, les ténèbres de la barbarie se dissipaient. Si nous suivons attentivement les progrès de la Russie, depuis qu'elle est sortie du joug des Mongols, nous la voyons au contraire em-

prunter à l'Europe ses arts, ses sciences, tous les instruments de sa civilisation ; soit bon sens ou politique, elle n'a jamais tenté d'imposer violemment aux pays vaincus ses mœurs, sa religion ou ses lois. La Russie paraît entrer sérieusement dans une carrière nouvelle. Quelles seront ses destinées dans l'avenir, sous l'impulsion qui la pousse vers l'Occident, non plus comme une menace, mais pour se pénétrer davantage de ses sentiments et de ses idées? Elle a du reste à remplir dans le nord de l'Asie une mission providentielle. Après avoir emprunté à l'Europe l'instrument de sa civilisation, sans rien perdre, le peuple du moins, de son caractère primitif, elle s'est repliée sur elle-même pour se développer dans les conditions de son génie. Aussi est-elle admirablement située pour devenir le lien qui, dans un temps prochain, doit rattacher complétement les peuples de l'ancien monde avec les populations chrétiennes de l'Occident.

La Russie compte aujourd'hui 68 millions d'habitants. Ce mouvement, qui n'a pas été interrompu un seul instant depuis le règne d'Ivan III, ne paraît pas près de s'arrêter ; car on évalue à environ 500,000 par an l'augmentation de la population de l'empire, et à plus de 200,000 lieues carrées le terrain susceptible d'être cultivé à l'égal des plus riches contrées de l'Europe. Déjà quelques gouvernements, tels que ceux de Moscou, de Kalouga, de Tchernigof et de Toula, ne le cèdent en rien aux autres États du continent, et si les meilleures

provinces de la Russie, dit Storch, étaient peuplées de même, la seule partie européenne aurait plus de 100 millions d'habitants. A quelle formidable puissance pourra donc s'élever, dans l'avenir, un peuple qui possède en lui-même de pareilles conditions d'existence!

Ce développement est dû en grande partie à la population russe proprement dite, qui figure pour environ 49 millions dans ce chiffre. Un territoire d'une immense étendue, dont une partie se trouve située sous les latitudes les plus favorables à tous les genres de productions; une fertilité presque inépuisable, des fleuves sans nombre qui courent dans toutes les directions et qui semblent avoir été creusés par la main de la Providence pour servir de voie au commerce du monde; tous les produits réunis de la nature; tout ce qui, en un mot, contribue à développer la puissance et la richesse d'une grande nation, se trouve réuni dans ce vaste empire. Lors donc que la Russie aura brisé les dernières entraves qui la séparent de l'Occident; lorsqu'elle verra fleurir les arts et les sciences, l'industrie, des lois commerciales plus libérales, un régime intérieur moins absolu; lorsqu'enfin la Russie ne pèsera plus sur l'Europe comme une menace, qui pourra assigner les limites où ce mouvement s'arrêtera?

La plaie des peuples de l'Occident est le paupérisme. Les esprits y sont trop contenus pour qu'ils puissent toujours s'y développer librement, et il en résulte que les aspirations ne sont pas toujours légitimes. De là, en effet, ces agitations perpétuelles, ces luttes cachées, qui ne

permettent jamais au pouvoir de s'endormir avec impunité. En Russie, au contraire, la nature semble n'avoir mis aucune limite aux désirs de l'homme. C'est là sa sécurité pour le présent; ce sera sa force dans l'avenir.

La Russie a fondé sa puissance par la guerre; elle peut s'élever encore plus haut par la paix. Le gouvernement passe avec raison pour être éclairé et habile. Le peuple est doué des qualités les plus propres au développement social : il est brave, doux, patient, rusé, industrieux, et, sous le joug qui pèse encore sur lui, il a conservé une dignité que beaucoup de peuples libres connaissent à peine. La noblesse, ayant adopté la culture européenne, s'est trouvée tout à coup à une distance infinie du peuple, chez lequel se sont conservées dans toute leur pureté les mœurs primitives de la race slave; mais la même foi et la même langue forment les liens indissolubles de la nationalité russe.

Le gouvernement réunit en outre deux conditions de force et d'avenir : une puissante centralisation, avec une organisation municipale la plus large et la plus complète qui existe dans le monde. La centralisation ayant été l'œuvre du temps et des circonstances ne s'est point établie sur les ruines des libertés publiques, comme cela arrive dans les sociétés en décadence, et elle n'a laissé par conséquent aucun regret dans les esprits. Le pouvoir, en réunissant au centre toutes les forces de la nation, avait pourvu au contraire à deux besoins impérieux, l'ordre et l'indépendance. L'ordre avait été blessé

par le système des apanages, qui avait couvert la Russie d'une multitude de petits tyrans; l'indépendance avait succombé sous la domination des Tartares. Il fallait donc un pouvoir unique, absolu, tout-puissant, pour détruire cette double tyrannie. La nécessité l'avait créé; la reconnaissance du peuple le consacra. Nous retrouvons, en effet, l'expression touchante de ce sentiment dans les paroles que la douleur arrache aux Russes, lorsqu'ils souffrent d'une injustice : Ah! si le père le savait! Le père, c'est le tsar. Le tsar est à leurs yeux l'image de la justice, le représentant de la Divinité.

La société russe repose sur l'idée la plus ancienne du monde, celle de la famille unie sous le gouvernement du père. Là, tout était commun, le sol lui-même appartenait à la nation, et le tsar, en qualité de chef de la communauté, ne jouissait que du droit de distribution et de partage. Nulle part, en effet, on ne trouve, avant le seizième siècle, de vestige de stabilité dans la propriété. Le prince concédait aux boyards des terres, à titre de récompense; on appelait ces biens *poméstia,* comme on les nommait ailleurs *bénéfices.* Chaque *poméstchick,* ou détenteur de bénéfices, était tenu de fournir un soldat par un certain nombre de feux; mais passait-il au service d'un autre prince, sa terre lui était reprise et faisait retour à la communauté. Ce ne fut qu'au commencement du dix-septième siècle que les bénéfices concédés à temps ou à vie furent transformés en propriétés héréditaires. Lorsqu'enfin l'armée eut été organisée sur le mo-

dèle de celles de l'Europe; qu'aux fonctions publiques furent attachés des appointements fixes, et que le gouvernement s'efforça d'introduire en Russie la civilisation de l'Occident, les conditions de la propriété achevèrent de se modifier dans le même sens; mais le principe slave est resté entier dans la commune.

L'empereur gouverne et administre au moyen d'un Conseil de l'empire, qui se divise en cinq départements : législation, guerre, affaires civiles et religieuses, administration et finances, et affaires de la Pologne; d'un sénat ou tribunal supérieur, gardien et interprète des lois; enfin d'un synode, autorité suprême de l'Église grecque.

Dans chacun des gouvernements de l'empire, l'empereur est représenté par un gouverneur, exclusivement chargé de l'administration civile. La justice y est exercée par un tribunal supérieur siégeant au chef-lieu et comprenant une section civile et une section criminelle, des décisions desquelles on peut appeler au sénat.

Les districts, qu'on pourrait comparer à nos sous-préfectures, jouissent d'attributions administratives moins étendues, et ont des cours de judicature ou tribunaux de première instance.

Cette organisation ne remonte pas à une époque fort ancienne; mais, au-dessous de tous ces pouvoirs, émanation de l'autorité souveraine, la commune agit comme une personne civile, dans une complète indépendance de l'action du gouvernement : elle répartit l'impôt, dis-

tribue à chacun de ses membres le lot de terre qu'il doit cultiver, surveille et réprime elle-même. Elle a son grenier, son hôpital, ses tribunaux, sa prison, son dépôt d'armes. L'élection est le principe de l'administration communale; le pouvoir n'intervient que très-rarement.

La noblesse possède aussi des assemblées publiques, où sont discutés les intérêts de sa classe, sous la présidence d'un maréchal. Chaque district a la sienne qui répartit l'impôt et les recrues; mais les affaires les plus importantes sont renvoyées à la diète générale, qui comprend tous les députés d'un gouvernement. Une des principales attributions de ces assemblées est de constituer des tribunaux particuliers, sans la participation desquels une enquête judiciaire, concernant un noble ou ses biens, ne peut être ni ouverte ni poursuivie par les procureurs impériaux. Ces assemblées n'ont qu'une influence indirecte sur la marche politique du gouvernement; cependant l'occasion de se voir et de se juger, l'habitude des discussions publiques, des rapports fréquents et réguliers avec le pouvoir, doivent avoir pour résultat de donner à la noblesse russe des sentiments communs et d'être un jour pour le pays un puissant instrument de force.

Depuis que Pierre le Grand, en vue de réduire l'esprit de résistance de l'ancienne noblesse, a déterminé les conditions auxquelles on entre dans cette classe et on s'y élève, la noblesse a perdu son indépendance; mais d'autre part elle est devenue plus utile à l'État. Les au-

tres priviléges de la noblesse consistent à n'être sujette ni à l'impôt personnel, ni aux punitions corporelles; à disposer librement de ses biens, et à n'être jugée, dans les affaires criminelles, que par des hommes de la même classe. Quelques-uns de ces priviléges existaient avant Catherine; mais cette princesse les ayant étendus et consacrés dans l'oukase du 21 avril 1785, cet acte est resté dans les souvenirs de la noblesse comme un des plus glorieux de ce grand règne.

Catherine, sentant le danger de la hiérarchie bureaucratique établie par Pierre le Grand, aurait voulu lui donner pour contre-poids une aristocratie territoriale, et c'est dans ce but qu'elle avait constitué la noblesse sur des bases plus larges.

Le régime communal paraît avoir une origine fort ancienne. On le retrouve partout, dans les campagnes, dans les villes et jusque dans l'organisation de la classe des marchands, sans qu'il soit possible de déterminer l'époque de son établissement. Il tient à l'essence du génie slave, comme l'esprit militaire, plus favorable à l'unité du pouvoir, tient à la nature des peuples de la Scandinavie. Cet esprit a longtemps dominé et domine encore en Russie; c'est par lui en effet qu'elle s'est agrandie et qu'elle est parvenue à ce degré de puissance militaire dont l'Europe s'est plus d'une fois inquiétée. Aujourd'hui que l'empire est établi sur des bases inébranlables; que tant de nations n'ont plus entre elles qu'une même pensée et qu'une même manière de sentir,

il est permis de regretter qu'un peu de liberté ne vienne féconder tant d'éléments restés inactifs. Il ne s'agit pas de rêver pour la Russie telle ou telle forme de gouvernement; celui qu'elle possède a suffi à son indépendance et à sa gloire; mais le temps amène dans son cours de nouveaux besoins et des nécessités impérieuses, qui, pour avoir été méconnues, ont souvent causé dans les États les mieux assis de profondes perturbations. D'ailleurs, la liberté est la loi de la civilisation. Sans elle, les peuples s'écoulent comme des torrents, pour ne laisser après eux que des ruines. Que reste-t-il aujourd'hui de ces puissants empires de l'Asie, qui se sont écroulés avec tant de fracas? Un souvenir vague, quelques récits incertains; tandis qu'une petite contrée de la Grèce remplit encore le monde du souvenir de sa gloire. Le génie de ses poëtes, de ses philosophes, de ses hommes d'État, retentit dans nos écoles, enflamme notre imagination et nous donne un sentiment élevé de la dignité humaine.

La Russie a subi elle-même cette loi; car, si nous la comparons à elle-même dans l'espace d'un siècle, avec quelle rapidité nous la voyons s'élever au degré de force et de grandeur où elle est parvenue! Si nous la comparons aux autres États de l'Europe, nous y trouvons les mêmes goûts, les mêmes lumières, les mêmes besoins de l'esprit, les mêmes aspirations vers le progrès.

Mais il est une chose où elle est inférieure à l'Europe, c'est dans la condition du peuple, c'est-à-dire

dans cette masse de 45 millions d'individus courbés sous le joug de la servitude. Le servage russe n'a pas sans doute le caractère de l'esclavage des anciens ni celui des États-Unis d'Amérique. La condition matérielle des serfs est même, sous bien des rapports, préférable à celle d'une partie des paysans de l'Europe; mais le servage n'en est pas moins contraire à la loi du christianisme ainsi qu'au développement des forces morales de la nation. Le gouvernement l'a compris; car, depuis plus d'un siècle, il n'a cessé de travailler à rendre plus légères les chaînes de la servitude. Le servage russe ne date réellement que de la fin du seizième siècle. Avant cette époque, les paysans étaient libres de s'établir où ils voulaient. La conquête des provinces méridionales sur les Mongols ayant attiré vers ce pays une foule de paysans, cette émigration, devenue plus considérable encore par les mauvais traitements que les maîtres exerçaient contre leurs serfs, fit naître l'oukase de 1597, lequel ordonnait à tous les paysans des propriétés privées de revenir aux lieux qu'ils avaient abandonnés. Ce fut ainsi qu'ils furent attachés à la glèbe. Sous ce rapport, les paysans de la couronne jouirent de plus de liberté; ils continuèrent à s'établir dans les villes, à exercer des métiers, et à se livrer soit au commerce, soit à une industrie manufacturière. Ils peuvent aujourd'hui envoyer leurs enfants dans les institutions publiques et dans les universités, ce qui leur ouvre l'accès à toutes les carrières qui dépendent de l'État.

Déjà Catherine avait conféré aux communes rurales le droit d'élire des assesseurs auprès des tribunaux ordinaires. Toutes ses institutions avaient pour but de faire disparaître la plaie de la servitude et de créer une classe moyenne, qu'elle considérait comme l'élément essentiel de la puissance d'un État. Ses successeurs ont marché dans cette glorieuse voie. La réforme la plus radicale tentée en faveur des serfs est celle qui, le 2 avril 1842, leur a donné le droit de passer des contrats. Ce droit est, à nos yeux, le dernier coup porté à l'esclavage. Le temps n'est pas éloigné où un autre oukase fera de tout le peuple russe un peuple d'hommes libres. Ce sera la gloire du gouvernement, et c'est par là qu'il gardera sa force et son prestige.

Le clergé, s'il avait mieux compris sa mission, aurait travaillé de son côté à l'affranchissement des serfs. Le champ était vaste et la moisson abondante; mais il préféra se faire le serviteur du pouvoir, et aujourd'hui, en eût-il la volonté, il n'aurait pas l'autorité nécessaire pour y parvenir. Lorsque l'empire romain succomba sous les coups des barbares, le clergé s'était mis à la place de l'autorité affaiblie, impuissante à défendre les populations. Aussi joua-t-il un rôle considérable dans la nouvelle société, sur laquelle il obtint, par son activité et ses lumières, une influence toute-puissante. En Orient, au contraire, il était resté sous la dépendance du pouvoir temporel, et, lorsqu'un plus grand théâtre se fut ouvert à son zèle par la conversion de la Russie,

il y porta les mêmes sentiments à l'égard du pouvoir et il y subit par conséquent la même domination. Ce fut grand dommage, car n'ayant jamais eu de luttes à soutenir, il s'endormit dans une dépendance servile. Plus tard encore, lorsque la réformation eut remué l'Europe jusqu'en ses fondements, le clergé russe ne prit aucune part à ce grand mouvement, resta isolé et sans action. Il avait subi le joug des Mongols; il fut étranger à la délivrance de la Russie, qui fut opérée par les armes seules des tsars.

Cet état d'infériorité à l'égard du pouvoir tient particulièrement à la manière dont le christianisme fut introduit en Russie. Le grand prince avait demandé le baptême et la main d'une princesse grecque avec la même autorité qu'il aurait demandé le prix d'une bataille gagnée. Ce fut donc une conquête plutôt qu'une soumission spontanée de l'esprit. Le peuple, de son côté, habitué à obéir, avait embrassé la nouvelle religion sans entraînement, de la même manière qu'il aurait exécuté un ordre de ses maîtres.

Le haut clergé, si remarquable par ses lumières et par sa piété, dépend trop du pouvoir pour agir en dehors de lui et contre lui. Le bas clergé, au contraire, dépend trop du peuple pour ses besoins matériels pour en être honoré. L'obligation où il est de s'engager dans les liens du mariage, le soin d'une famille souvent nombreuse, la nécessité de se créer en dehors de son ministère des moyens d'existence que l'État lui refuse, en

le plaçant dans la dépendance des soins domestiques, ne lui permettent pas de s'occuper avec assez de sollicitude des intérêts spirituels de son troupeau.

Comme représentants du culte et dispensateurs des sacrements, les prêtres sont l'objet d'une grande vénération. Le peuple les dépouille en quelque sorte de la partie matérielle et profane de leur existence, pour ne voir en eux que les ministres du Seigneur. Mais là se borne l'influence du clergé. Comme il n'a jamais pratiqué le soin des âmes; comme il n'a jamais connu la sollicitude pastorale; comme il est resté, en un mot, étranger à l'éducation du peuple, son action a été incomplète, pour ne pas dire nulle. Toutes les réformes religieuses sont parties du pouvoir séculier. Le clergé lui-même n'a gagné en instruction que depuis la suppression du patriarcat. De là est résulté cette situation unique dans les États chrétiens, que la religion a revêtu en Russie, sans lutte et sans contestation, un caractère exclusivement national, et que le pouvoir temporel, en s'identifiant avec l'idée religieuse, est devenu lui-même très-populaire.

L'Église russe n'a jamais eu, il est vrai, le zèle pour l'universalité, qui distingue l'Église catholique; mais elle a racheté ce défaut d'activité par un avantage inappréciable, l'esprit de tolérance. Uniquement concentrée dans l'intérieur de l'empire, elle a négligé le prosélytisme, dont la religion romaine s'est fait un si puissant instrument de domination; mais aussi elle a évité les

écueils de la persécution et les tempêtes religieuses qui ont bouleversé l'Europe catholique.

Lorsque le christianisme s'empara du monde romain, il revêtit en Occident le caractère de la domination, qui était celui de la société latine, et en Orient le caractère de la fédération ou des libertés communales, qui était celui de la société grecque. Dans l'un, il produisit la papauté, pouvoir souverain et absolu, qui exclut l'examen; dans l'autre, des églises indépendantes, sous l'autorité des conciles. Voilà pourquoi l'Église d'Orient n'a jamais prétendu à l'universalité; voilà pourquoi les tentatives faites pour opérer sa réunion à l'Église latine ont rencontré et rencontreront toujours des répugnances invincibles. Ce ne sont pas seulement des points de dogme qu'il s'agirait de mettre d'accord; ce sont des nationalités distinctes, des principes opposés, qu'il faudrait auparavant réunir.

Nous ne saurions cependant ne pas signaler, comme un obstacle sérieux au développement moral de la nation, l'abaissement du clergé séculier. Cet abaissement d'une part, et le servage de l'autre, retiennent la Russie dans le mouvement qui la pousse vers l'Occident. L'esclave, dans l'antiquité, placé en dehors de la société, en était l'ennemi naturel. Il n'en est pas de même en Russie, où le serf est animé du plus profond sentiment de patriotisme; il aime la patrie; il la défend, il travaille, il souffre et meurt pour elle, le plus souvent sans profit et sans gloire pour lui-même. Il est soumis à la

capitation et au recrutement. Ce dernier impôt est celui qu'il abhorre le plus; car la durée du service militaire étant de vingt-deux années, il est rare qu'il revoie jamais ses foyers. Cependant, une fois sous les drapeaux, le soldat russe ne montre plus qu'une profonde résignation, sentiment qui prend sa source dans sa nature religieuse. Aucun peuple en Europe ne possède ce sentiment avec plus de sincérité. Les Russes aiment les arts de la paix; ils sont industrieux et entreprenants. Si, au lieu d'exciter leurs instincts militaires, on les portait vers l'industrie, pour laquelle ils semblent formés, on ne saurait imaginer à quel degré de fortune la Russie pourrait prétendre et s'élever. L'accroissement de la population, le développement de la richesse publique par l'agriculture et le commerce, sont les principes qui devraient diriger à l'avenir la politique du cabinet russe. Toute lutte contre l'Occident ne ferait que retarder le mouvement qui pousse la nation dans la voie de ses véritables intérêts.

La Russie est un pays essentiellement agricole. Parmi cette population de 68 millions d'individus, 55 millions se livrent à l'agriculture. Un sol d'une prodigieuse fertilité s'étend, sur une superficie de 65,000 lieues carrées, dans les immenses plaines de la région méridionale, depuis la longue chaîne de l'Oural jusqu'aux monts Carpathes. C'est cette région qu'on désigne par le nom de zone de terre noire, en partie livrée à la culture des céréales, en partie couverte d'une herbe épaisse,

au milieu de laquelle errent d'innombrables troupeaux. Ce n'est donc point la terre qui manque à la Russie; c'est la population qui fait défaut. C'est d'une part l'état social; de l'autre ce sont les habitudes de la noblesse russe, la situation des paysans, et, dans beaucoup d'endroits, l'absence de voies de communication, qui s'opposent encore au développement de l'agriculture.

L'aspect de la Russie européenne, des monts Ourals aux monts Carpathes, et du Caucase à la mer Baltique, est une immense plaine ondulée, coupée au centre par les collines du Valdaï. Au nord, le pays est encore couvert de forêts qui la protégent contre les vents de la mer Glaciale. Ce sont, dans la grande Russie et la Lithuanie, les gôuvernements d'Archangel, de Vologda, de Viatka, d'Olonetz, de Perm, une partie de ceux de Novogorod et de Kostroma, de Minsk, de Grodno, de Vilna et de Gitomir, dont la richesse forestière est la plus considérable. Après eux viennent les provinces de la Baltique, le gouvernement de Pétersbourg, la Russie blanche, la petite Russie, les gouvernements de Riazan, de Tambof, de Nijni-Novogorod, de Vladimir et de Penza. Les forêts du nord sont peuplées de pins, de mélèzes, de sapins et de cèdres. Le pin domine dans la partie occidentale; le chêne et le hêtre dans la Russie d'Asie et dans la région caucasienne. Au sud de l'empire, on rencontre plus communément l'érable, le frêne, le peuplier, le tilleul et le chêne.

On se fait en général une idée fausse de la Sibérie.

Cette immense contrée, qu'on s'était longtemps habitué à regarder comme une terre de désolation, est bien loin d'être partout rebelle au travail de l'homme. Une grande partie est susceptible d'une bonne culture ; les gouvernements d'Irkoutsk et de Tobolsk sont couverts de belles forêts, et ses richesses minérales sont inépuisables. Rien ne peut donner une idée de la beauté de ses fleuves qui, descendus des monts Altaï, roulent leurs masses à travers des plaines immenses, à peine entrecoupées par quelques collines. A certaines époques de l'année, ces plaines présentent l'image de vastes oasis de verdure, où l'œil de l'homme ne rencontre aucune limite.

Ce sont surtout les céréales qui forment la principale richesse de l'empire. Le lin, le chanvre et le tabac sont cultivés avec le plus grand succès dans l'Ukraine et dans les gouvernements de Novogorod, de Tver et de Riga. Le chanvre croît même naturellement sur les bords du Volga, du Terek et de l'Oural. Les gouvernements de Saratof, de Simbirsk, de Perm, de Novogorod, et la Crimée particulièrement, produisent une immense quantité de sel. Les fleuves regorgent de poissons, et les forêts, d'une étendue presque incalculable, fournissent à la marine des planches, du goudron et les plus belles mâtures du monde. Rien ne manque à la puissance russe, ni le fer, ni le cuivre, aucune matière première. Enfin, elle possède des cours d'eau d'une longueur prodigieuse et reliés entre eux par un système

complet de canalisation, au moyen duquel toutes ses mers se communiquent.

Aucun peuple dans le monde n'a été doué d'autant de persévérance que le peuple russe, et d'un esprit de colonisation plus énergique. Du Valdaï, où nous le voyons surgir comme un point, il se porte en avant comme un intrépide pionnier, abattant les forêts, s'étendant le long des fleuves et couvrant de vastes contrées de ses colonies pacifiques. Ce n'est point par les armes qu'il a conquis le territoire qu'il occupe; c'est par son industrie. Telle était sa force d'expansion qu'il a successivement absorbé, sans guerre et sans violence, les races diverses qu'il a rencontrées dans sa marche.

Avant le quatorzième siècle, la Sibérie, cette contrée mystérieuse, qui tôt ou tard servira de route à la Russie pour pénétrer dans l'empire chinois, cette contrée était inconnue aux Russes. Avant qu'un chef de Cosaques y eût fait reconnaître l'autorité de la Russie, de hardis colons, commerçants et agriculteurs, s'étaient aventurés sur le versant oriental des monts Ourals, défrichant des terres, bâtissant des villes et des forteresses, pendant qu'un simple négociant, Anika, établissait un comptoir dans le pays des Tongouses et des Samoyèdes, et mettait la Sibérie septentrionale en rapport avec Moscou. C'est ainsi que cette vaste contrée fut réellement soumise à l'empire des tsars.

La Russie porte aujourd'hui ses plus grands efforts dans la Sibérie méridionale, dont la frontière touche au

lac Balkhaash ou Tenghiz. Elle a créé sur cette mer intérieure un port avec une place de guerre. Une flottille à vapeur sillonne sans cesse ses eaux et remonte le cours de l'Ili, qui, sur une étendue d'au moins 60 lieues, parcourt une vallée fertile. La population a plié sous la supériorité des armes russes. Elle se livre à l'agriculture et à l'industrie. Les peuplades voisines ne tarderont pas à être également fixées, et le temps n'est pas loin où les Mongols eux-mêmes se trouveront en présence de cette formidable puissance, dont ils seront forcés de subir le joug. Pour nous, que la Russie étende ses bras vers l'Asie ; qu'elle embrasse dans sa domination les tribus sauvages de la Sibérie, ensevelies dans les ténèbres, n'est-ce pas la lumière de la civilisation qu'elle présente à leurs yeux? Ses efforts entrent dans les vues de la Providence, qui se sert de tous les moyens pour conduire les peuples dans sa voie.

De toutes les familles de race slave, c'est celle des Grands-Russes qui a déployé au plus haut degré cet esprit de persévérance. Placée au centre de l'empire, elle s'est mêlée au nord et au nord-est avec les Tchoudes ; au midi, avec des Russes tartares et mongols; à l'ouest, avec d'autres Russes, et enfin avec les Lithuaniens. C'est la plus belle, la plus forte et la plus intelligente de toutes les tribus de cette race si féconde et si extraordinaire. Le sol qu'elle occupe est peu fertile; le climat en est rigoureux ; elle a donc lutté sans relâche et contre les rigueurs du climat et contre la stérilité du sol. Elle

a, pour ainsi dire, conquis ce sol par un travail opiniâtre. La Providence a secondé ses efforts. La race des Grands-Russes s'élève aujourd'hui à 36 millions d'individus, et c'est en elle que réside la véritable puissance de la Russie.

Ce développement naturel qui, depuis plusieurs siècles, n'a pas été interrompu un seul instant, pourrait être cependant retardé par trois causes principales, que nous croyons devoir signaler en peu de mots : elles consistent dans la condition du servage, dans les mœurs de la noblesse et dans les partages trop fréquents des terres communales.

Dans les gouvernements où le sol n'a besoin que d'une culture légère, le paysan trouve dans les produits qu'il en retire le prix de ses fatigues; mais tous ne jouissent pas des mêmes avantages. Il en est plusieurs où le sol est peu fertile, et le climat si rigoureux que les travaux des champs n'occupent les paysans que deux ou trois mois de l'année. Il en résulte que le serf, qu'une tendance naturelle porte d'ailleurs vers l'industrie et le commerce, se met à l'*obrock* et néglige complétement les travaux agricoles. Le seigneur favorise lui-même cette tendance, qui lui procure momentanément de plus grands avantages, et qui n'exige pas de sa part une intervention aussi active dans l'administration de sa fortune. C'est là une des causes les plus sérieuses de la stagnation de l'agriculture. Le maître, après avoir fixé le taux de l'obrock, ne se met plus en peine de savoir

par quels moyens le paysan acquittera ses charges. Le plus souvent celui-ci quitte sa commune et s'éloigne de sa famille pour aller dans les villes exercer une profession plus lucrative que les travaux des champs. Catherine II avait condamné très-énergiquement cette pratique, comme contraire aux bonnes mœurs, à la population, ainsi qu'aux progrès de l'agriculture.

La noblesse russe a vécu jusqu'ici dans les grandes villes, uniquement occupée de ses plaisirs, au milieu d'un luxe où sa fortune va trop souvent s'engloutir. Le premier inconvénient de cette vie dissipée est de placer la noblesse à une trop grande distance du peuple, de lui inspirer du dégoût pour cette vie des champs, simple et forte, qui donne en général aux hommes qui s'y livrent une plus grande indépendance de caractère. Que ne gagnerait-elle pas cependant à s'occuper directement de l'administration de ses terres ! Elle y acquerrait plus de dignité et une influence réelle sur les paysans, par des rapports fréquents avec eux, par l'étude de leurs besoins et par l'habitude de les secourir dans leurs misères. Ce serait un excellent moyen pour retenir les nobles dans les campagnes et pour appeler vers l'agriculture les capitaux qui la fuient.

La noblesse russe possède plus de la moitié des terres de l'empire et plus de la moitié de la population ; elle jouit de priviléges personnels très-étendus ; elle a dans l'administration intérieure une part considérable, et cependant son influence est presque nulle sur le gouverne-

ment et tout aussi nulle sur les serfs eux-mêmes. Cette institution, ayant pris naissance au milieu des conquêtes de Rurick, ne pénétra jamais profondément dans la société slave, dont le caractère était exclusivement démocratique. Les Slaves acceptèrent ensuite des princes varèghes des terres et des hommes, dans certaines conditions de dépendance et de services; mais la noblesse ne fut jamais considérée par la nation que comme une importation étrangère. Aussi fut-il facile à Pierre le Grand de renverser un édifice qui reposait sur des bases aussi fragiles. Du reste, à part les *kniaz*, princes apanagés, descendants ou alliés de Rurick, au-dessus desquels le souverain ne porta longtemps que le titre de *veliki-kniaz* (grand prince), la noblesse était purement personnelle; le titre de boyard n'était accordé par le tsar qu'à ceux qui occupaient de grandes charges civiles ou militaires, et ne constituait aucun droit à l'hérédité.

Les deux éléments constitutifs de la société slave sont d'une part la démocratie, de l'autre l'autocratie, l'une et l'autre d'une nature patriarcale et fondées sur la religion. Autocratie et démocratie ne sont point en Russie deux principes rivaux. L'autocratie représente le pouvoir paternel ou patriarcal dans son acception la plus large. La noblesse, placée entre le peuple et le tsar, n'ayant pas la même origine, n'a jamais eu de racines profondes dans le sol. Quant à la démocratie, elle n'est pas autre chose que la famille réunie sous l'administration du père. Chacun de ses membres jouit des mêmes droits;

tous sont frères ; tous délibèrent et agissent avec une égale liberté. Rien, comme on le voit, ne ressemble à la démocratie des peuples de l'Occident, ou d'origine latine. En Russie, la démocratie est de l'essence du génie slave, comme l'autocratie. En Occident, au contraire, la démocratie n'ayant pu s'établir que sur les ruines d'une société fondée sur le privilége, ses luttes n'ont souvent profité qu'au despotisme.

La troisième cause que nous avons signalée comme contraire au développement de l'agriculture consiste dans les mutations trop fréquentes de la terre. Ces mutations tiennent d'une part au peu d'attachement de la noblesse pour les héritages de famille, et de l'autre à la constitution même de la commune russe. Les nobles, n'ayant aucun goût pour les exploitations agricoles, ne résident presque jamais dans leurs propriétés, les connaissent à peine et n'hésitent pas à s'en débarrasser, au moindre revers de fortune.

La constitution de la commune présente un autre inconvénient. Les terres affectées à la communauté sont divisées en autant de lots qu'il y a d'individus capables de les cultiver ; mais ces divisions, trop souvent répétées, détruisent en quelque sorte l'émulation, et arrêtent l'essor de l'activité individuelle. Les paysans le comprennent si bien qu'ils appellent ce partage le partage noir (*tchornoï perediel*).

Le servage est donc un obstacle aux progrès de l'agriculture. Si le serf est à l'obrock, il néglige les tra-

vaux des champs; s'il est soumis à la corvée, il ne travaille pas avec soin, parce qu'un autre recueillera le fruit de ses labeurs. Le système des corvées serait sans contredit plus favorable au progrès de l'agriculture, en ce qu'il permettrait de cultiver une plus grande étendue de terre, et que les paysans, par le travail en commun, s'éclaireraient et propageraient ensuite les bonnes méthodes; mais il a le défaut d'être souvent arbitraire et oppressif. Le mieux serait sans doute que la terre fût libre, le travail libre et libre la population [1]. L'agriculture prendrait alors un essor merveilleux, et la Russie verrait elle-même avec étonnement une population forte et innombrable sortir de son sein.

Depuis que la Russie a conquis la mer Noire, elle est devenue une grande puissance maritime et commerciale. Toutes les mers baignent ses côtes. Ses fleuves, reliés entre eux par un admirable système de canalisation, portent au nord et au midi les innombrables produits de son sol. Il est peu de pays au monde auxquels la nature ait prodigué autant de faveurs. La terre y jouit d'une fécondité prodigieuse; les climats y sont nombreux et les productions variées. La Russie pourrait étendre ses produits à l'infini, car sa situation sur cinq mers lui offre la perspective du commerce le plus vaste et le plus riche. La mer Caspienne lui ouvre par la

[1] Ce vœu a été réalisé par le rescrit de l'empereur Alexandre II, en date du 20 novembre (2 décembre 1857), sur l'abolition du servage.

Perse les portes de l'Inde; par la mer Noire, ses produits se répandent dans tout le midi de l'Europe; par la mer Baltique, dans tout le nord. D'autre part, elle touche à l'Amérique, à la Chine et au Japon. Quel avenir se déroule devant cet empire si vaste ! Quel sera l'instrument de sa puissance? l'agriculture. L'agriculture encouragée, développée au moyen du travail libre, augmentera les matières premières et multipliera les hommes. C'est là tout le secret de la puissance à laquelle ce peuple doit parvenir.

La Russie peut donc étendre son commerce dans toutes les parties du monde; mais il n'est pas de pays plus favorablement placé que la France pour entretenir avec elle des relations commerciales très-actives. Par l'Océan, elle se trouve liée avec Riga, Archangel et Pétersbourg, les trois grandes villes commerciales du nord de l'empire; par la Méditerranée, avec les provinces du sud qui avoisinent la mer Noire. Marseille, la reine de la Méditerranée, couvre les flots de ses innombrables navires. La France a besoin de mâts, de chanvre, de cordages, de cuirs, de goudron, de cire, de salpêtre, de viandes salées, que la nature a prodigués à l'Ukraine; les blés des provinces polonaises, les fourrures de la Sibérie, le fer et le cuivre des monts Ourals, trouvent sur nos marchés un écoulement facile et avantageux. De son côté, la France fournit à la Russie ses vins, ses fruits secs, ses étoffes de soie des fabriques lyonnaises; ses glaces, les plus belles du monde; ses

objets d'art d'un goût si pur, et ses modes recherchées du monde entier.

La France et la Russie n'ont point d'intérêts rivaux, ou plutôt leurs intérêts sont communs. L'Inde, où la puissance russe est exposée à rencontrer cette immense domination anglaise, aujourd'hui si fortement ébranlée, est une source de jalouses terreurs; les puissances allemandes, divisées entre elles, sentent de trop près le poids de l'empire russe pour ne pas concevoir beaucoup d'inquiétude; la Suède et la Turquie ont depuis longtemps renoncé à une lutte inégale. La France, maîtresse de la plus formidable puissance militaire qui soit au monde, n'a aucune vue d'ambition. Son rôle consiste à protéger et non à conquérir. Au point de vue des relations commerciales, les intérêts des deux peuples exigent une union intime; au point de vue des relations politiques, cette union les rendrait les arbitres de l'Europe. Concevez ces deux grandes puissances placées aux extrémités de l'Europe, animées du seul désir de ramener dans le monde la paix et l'harmonie, qui oserait troubler cet accord? Il y a dans les goûts, dans les mœurs et dans l'esprit des deux nations des similitudes si frappantes, qu'une alliance intime rencontrerait de part et d'autre une approbation générale.

Si, renonçant à toute idée d'agrandissement, la Russie entrait dans la pensée de la France pour rétablir l'harmonie de l'Europe troublée par de funestes ambitions, et pour développer les forces morales des peuples,

cette mission providentielle serait le fait le plus admirable des temps modernes. Les peuples marcheraient alors avec confiance dans la voie qu'ils ont vainement cherchée jusqu'à ce jour. Alors s'écrouleraient les barrières qui les séparent, barrières morales plus difficiles à franchir que les montagnes et les fleuves. Alors disparaîtraient l'ignorance, les préjugés, les passions jalouses; alors enfin tous les peuples ne formeraient plus en réalité qu'une seule famille. Que ces vœux soient considérés comme un rêve, nous n'en serons ni surpris ni découragé. Nous n'en resterons pas moins convaincu que nous marchons avec rapidité dans cette voie, et que la pensée chrétienne, pensée d'amour et de paix, triomphera un jour de toutes les agitations, soit qu'elles proviennent des passions royales, soit qu'elles aient leur source dans les inquiétudes populaires.

LIVRE I.

La Russie, à peine sortie de son obscurité, devient en peu de temps une grande puissance. — Deux souverains ont plus particulièrement contribué à ce résultat : Pierre Ier et Catherine II. — Naissance et éducation de cette princesse. — Son mariage avec le duc de Holstein-Gottorp, devenu l'empereur Pierre III. — Caractère d'Élisabeth. — Fin de son règne. — Intrigues qui se forment autour de Catherine. — Ses liaisons avec Soltikof et Poniatowski. — Le chevalier Williams Hampburg. — Caractère du grand-duc. — Conduite d'Élisabeth à son égard. — Disgrâce du chancelier Bestoujef. — Son portrait. — Mort d'Élisabeth. — Avénement de Pierre III. — Sa politique extérieure. — Ses réformes intempestives. — Son admiration pour le roi de Prusse. — Mécontentement de la nation. — Les amis de Catherine fomentent ce mécontentement. — Retraite et occupations de cette princesse. — La princesse Daschkof. — Le Piémontais Odart. — Les Orlof. — Le baron de Breteuil, ambassadeur de France. — Il apprécie mal la conspiration. — Activité des conjurés. — Obstination de Pierre III à ne prendre aucune mesure. — Arrestation de Passek. — Projets de guerre contre le Danemark. — Catherine quitte le château de Peterhof. — Elle arrive à Pétersbourg et se rend aux casernes. — Soulèvement des régiments de la garde. — Le général d'artillerie Villebois. — Arrestation du prince Georges. — Manifeste de Catherine. — Elle se rend à l'église de Kazan. — Enthousiasme du peuple et de l'armée. — L'impératrice marche contre son mari. — Incrédulité de ce prince. — Sa fureur et son découragement, quand il ne peut plus douter de la réalité. — Vaine tentative pour s'emparer de Cronstadt. — Conseils du maréchal Munich. — Frayeur des courtisans. — Faiblesse de Pierre III. — Il se rend à Peterhof. — Entrevue avec le comte Panin. — Abdication. — Retour de l'impératrice à Pétersbourg. — Aspect de la capitale. — Panin nommé

premier ministre. — Élévation des Orlof. — Bestoujef rétabli dans ses biens et ses dignités. — Pierre III conduit prisonnier à Ropcha. — Sa mort. — A qui faut-il l'attribuer. — Renvoi des soldats du Holstein. — Le prince Georges nommé gouverneur de ce duché. — Catherine va se faire sacrer à Moscou. — Agitations militaires. — L'impératrice confirme la paix avec la Prusse. — Opinion des cours de l'Europe sur cette princesse. — Mesures de Catherine au sujet des biens du clergé. — Ses occupations. — Ses vues. — Ses projets.

A une époque où la plupart des États de l'Europe avaient déjà parcouru une longue carrière de gloire, la Russie était encore plongée dans les ténèbres dont les Mongols l'avaient couverte. On savait en général qu'au delà des frontières de la Pologne s'étendaient des terres immenses, des solitudes sans nom, et que cette vaste partie du globe était habitée par des peuples de mœurs et de races différentes; mais on ne connaissait qu'imparfaitement les habitudes, les lois et les limites de ces peuples. Les habitants de ce vaste empire n'avaient avec les autres nations de l'Europe que des rapports accidentels, et leurs souverains étaient restés jusqu'alors étrangers aux mouvements de la politique générale; en un mot, la Russie, quoique maîtresse d'un immense territoire sur le continent européen, était plutôt considérée comme une puissance asiatique, et elle n'était ni consultée ni recherchée par les autres puissances de l'Europe, lorsqu'il s'agissait de régler leurs rapports réciproques.

Comment s'est-il donc fait que, dans un si court espace de temps, c'est-à-dire dans moins d'un siècle et demi, elle soit parvenue à un si haut degré de puissance, que son opinion réglait naguère celle de l'Europe, et qu'aujourd'hui encore elle pèse d'un si grand poids sur les destinées d'une partie du monde? Deux souverains ont particulièrement concouru à ce prodigieux résultat : Pierre Ier et Catherine II, ou Catherine le Grand, suivant l'expression du prince de Ligne. La pensée de Pierre le Grand, qui consistait à faire entrer la Russie dans le concert européen, se développa sous Catherine II avec une si rare habileté, que cette femme remarquable devint en quelque sorte l'arbitre de l'Europe.

Catherine cependant semblait n'être point née pour un rôle aussi glorieux. Son père, souverain du petit État d'Anhalt-Zerbst, était au service de la Prusse et gouverneur de Stettin. C'est là qu'elle naquit, le 2 mai 1729. C'est là, c'est-à-dire au milieu d'une garnison, entourée des hommages des soldats, qu'elle passa les premières années de sa vie.

Ses parents, sans prévoir ses glorieuses destinées, s'étaient attachés à former son esprit, qui était naturellement vif et droit; mais en même temps elle avait contracté, sous la direction de sa mère, des habitudes simples et modestes. Son instruction était plus solide que brillante; son esprit appliqué, son imagination contenue. Elle connaissait et parlait plusieurs langues,

et plus tard, lorsqu'elle fut arrivée en Russie, elle employait avec la même facilité, soit en parlant, soit en écrivant, l'allemand, le russe et le français. Sa taille, plutôt au-dessous qu'au-dessus de la moyenne, était pourtant noble et agréable. Mais la façon dont elle portait la tête, jointe à la beauté de son cou, la faisait paraître presque grande, surtout lorsqu'elle était assise. Son air était fier et majestueux, et tous les traits de son visage portaient l'empreinte d'un grand caractère. Elle avait le front large et ouvert, la bouche d'une grande fraîcheur, de belles dents, un nez presque aquilin, des yeux doux et perçants, et des cheveux d'un blond cendré, qui donnaient à l'éclatante blancheur de son teint un charme inexprimable.

Élisabeth Petrowna, fille de Pierre le Grand et de Catherine, régnait alors sur le vaste empire de Russie, et se laissait gouverner par les plaisirs et par ses favoris. Comme elle n'avait point d'enfants, le trône, où elle était montée par la violence, revenait au jeune Ivan, plongé dans un cachot dès l'âge le plus tendre. Mais, en Russie, la succession n'était point assujettie à des règles fixes et dépendait beaucoup du caprice des souverains. D'ailleurs, afin d'ôter à la famille déchue tout espoir de remonter sur le trône, Élisabeth s'était choisi pour successeur Charles-Pierre-Ulrich, duc de Holstein-Gottorp, issu du sang de Pierre Ier, par le mariage de sa mère, Anne Petrowna, avec Charles-Frédéric, régent du duché de Holstein-Gottorp et duc de Schleswig. Ce

prince prit le nom de Pierre Fedorovitch, abandonna le culte luthérien pour suivre la religion grecque, et fut déclaré grand-duc ou *tsarovitch*, à l'âge de quatorze ans (18 novembre 1742). Deux ans après[1], Élisabeth lui fit épouser Sophie-Auguste-Frédérique d'Anhalt-Zerbst, qui prit, en embrassant la même religion que lui, le nom de Catherine Alexeïeuna, sous lequel elle s'est rendue immortelle. Il fut stipulé dans son contrat de mariage qu'elle succéderait à la couronne si le grand-duc mourait sans héritier[2].

Ce mariage avait donné lieu à beaucoup d'intrigues. La cour de Saxe, qui venait de s'allier avec Marie-Thérèse, avait eu dessein d'offrir la princesse Marianne, seconde fille d'Auguste, et le chancelier Bestoujef avait promis son concours; mais dans l'intervalle, le roi de Prusse, qui désirait se former des appuis à la cour de Russie, dans le cas où l'Autriche voudrait reprendre la Silésie, proposa la princesse de Zerbst, dont la mère était tante du grand-duc. Le baron de Mardefeld, son ambassadeur, manœuvra si habilement que la princesse arriva à Pétersbourg avant même que l'Europe se fût en quelque sorte doutée qu'il avait été question de mariage. Il obtint de plus, afin d'assurer l'avenir des deux époux contre de nouvelles intrigues, que la famille déchue de

[1] Ils furent fiancés le 11 juillet 1744, mais leur union ne fut célébrée que le 1er septembre 1745.

[2] *Histoire des gouvernements du Nord.*

Brunswick serait *transférée* de Riga au delà d'Archangel[1].

La faction ennemie de Bestoujef se crut alors assez puissante pour obtenir son éloignement de la cour; elle mit en avant l'ambassadeur prussien et le ministre de France, La Chétardie. Mais la faveur du chancelier était solide, et le résultat de cette intrigue fut, au contraire, d'accroître son crédit; car Élisabeth, d'autant plus facile à tromper qu'elle avait horreur de tout travail sérieux, s'étant laissé prévenir contre les vues du roi de Prusse, conclut un traité d'alliance avec l'Autriche et l'Angleterre (1746). Ces premiers dissentiments furent si bien envenimés par les ennemis de Frédéric, contre lequel les coups étaient particulièrement dirigés, qu'on ne cherchait qu'une occasion d'éclater. On avait persuadé à Élisabeth que ce prince avait ourdi une conspiration pour replacer le jeune Ivan sur le trône; on lui répétait avec une feinte indignation les sarcasmes que la verve satirique du roi se permettait sur la cour de Russie; dans sa colère, elle rappela son ambassadeur, et toute relation entre les deux gouvernements fut interrompue[2].

Il s'en fallait de beaucoup que le grand-duc fût l'égal de sa femme par le génie. Aussi lui laissa-t-il d'abord prendre sur son esprit un ascendant auquel il aurait dû ne jamais se soustraire. Catherine, de son côté, se prêtait complaisamment à ses goûts, malgré sa répugnance

[1] A Kholmogory, dans une île de la Dvina, à 72 verstes d'Archangel.
[2] Œuvres de Frédéric II, *Histoire de mon temps*, chap. IX.

pour un homme dont l'extérieur avait quelque chose de hideux. On assure même qu'ils se dérobaient quelquefois aux yeux de la cour pour aller faire l'exercice à la prussienne; car, soit bizarrerie naturelle, soit désir de contrarier les intentions d'Élisabeth, dont les exigences paraissaient le fatiguer, le grand-duc professait pour le roi de Prusse une admiration qui allait jusqu'au ridicule.

Elisabeth avait espéré que cette union donnerait des rejetons à l'empire. Cependant plusieurs années s'étaient passées dans cette attente[1]. Le jeune Ivan vivait toujours. Il est vrai qu'elle aurait pu, à l'insu de la nation, mettre un terme à son existence et calmer ses propres frayeurs; mais elle avait horreur de pareils moyens. Elle se bornait à le faire porter de forteresse en forteresse, afin de tromper l'espoir de ses partisans par l'incertitude du lieu de sa retraite.

Telle était la situation de cette cour, lorsqu'on encouragea le jeune Soltikof à devenir l'amant de la grande-duchesse. Bestoujef s'en ouvrit, dit-on, lui-même à Catherine. Elle pleura, s'indigna et menaça de se plaindre; mais, à la longue, l'habileté du chancelier triompha de sa pudeur. Il fit observer à cette princesse qu'elle vivait dans une cour sujette à des révolutions; qu'elle était entourée de périls; que son contrat de mariage ne la garantirait pas contre un sort funeste, quand bien même

[1] Paul Petrovitch ne naquit que le 1er octore 1754.

le grand-duc mourrait sans enfants, et que l'impératrice, loin de s'en irriter, verrait avec plaisir une intrigue, dont le but était d'assurer des héritiers à la couronne.

Le premier pas que la grande-duchesse fut en quelque sorte contrainte de faire dans cette voie de désordres décida de ses penchants. Au bout de quelques mois, soit colère contre Catherine, malgré les assurances de Bestoujef, soit crainte d'éveiller les soupçons du grand-duc, Élisabeth éloigna Soltikof, en lui confiant une mission diplomatique. Catherine se plaignit, mais on ne tint aucun compte de ses plaintes. Elle se consola par de nouveaux choix. On mit des obstacles à ses désirs, après les avoir excités, et, à force de contraindre ses inclinations, on la poussa à les avouer hautement.

Un homme doué de beaucoup de hardiesse et fort dépravé dans ses mœurs, le chevalier Williams Hampburg, qui venait d'arriver à Pétersbourg avec le titre d'ambassadeur de la Grande-Bretagne, eut une grande part dans les résolutions de la grande-duchesse. Il avait avec lui un jeune Polonais, le comte Poniatowski, qu'il avait connu en Angleterre, et sur lequel la renommée avait répandu des bruits injurieux, qui n'avaient d'autre fondement que la dépravation des mœurs du chevalier. Poniatowski était allié par sa mère à la maison des princes Czartoryski, une des plus anciennes et des plus puissantes de la Pologne. Remarquable par sa beauté, par la noblesse de sa taille, l'élégance de ses formes et

les grâces de son esprit, il possédait en outre une instruction des plus variées et parlait la plupart des langues de l'Europe. Son regard était séduisant, son sourire plein de finesse, et il avait un son de voix dont la douceur allait à l'âme. Sa mère, qui semblait avoir prévu ses glorieux destins, s'était appliquée à développer en lui tous les trésors dont la nature l'avait doué.

Tel est l'homme que le chevalier Williams proposa pour amant à la grande-duchesse. Poniatowski avait toutes les qualités qui plaisent. Il inspira une vive passion, à la faveur de laquelle il jeta les fondements de sa grandeur future. L'éclat dont cette intrigue fut suivie irrita le grand-duc, qui dès lors s'éloigna de sa femme et cessa de se gouverner par elle; mais en même temps il se laissa voir tel qu'il était, c'est-à-dire bizarre, dépourvu de talents et sans suite dans ses desseins.

Il y avait en quelque sorte deux hommes dans Pierre III, anomalie qui prenait sa source dans la direction donnée à ses idées, à deux époques de sa vie. Son enfance avait été confiée à un homme fort distingué, le colonel Bruhmer, qui l'avait élevé dans de grandes vues; mais, dès qu'il fut arrivé en Russie, on lui retira le sage Bruhmer, pour placer auprès de sa personne un des esprits les plus bornés de l'empire. On l'abandonna sans précaution à des flatteurs. Il en résulta que conservant les traces de cette double éducation, il visa au grand et tomba dans le ridicule. Imitant Pierre Ier, qui n'avait voulu s'élever qu'en franchissant successivement chaque

grade, il se vantait d'être devenu, par son mérite, premier violon dans les concerts de la cour.

D'ailleurs Élisabeth l'éloigna des conseils, et l'entoura d'espions. Elle paraissait le redouter comme un rival, et, dans cette lutte cachée entre ses sentiments et sa raison, elle préparait à l'empire un avenir chargé d'orages. Les amis de Catherine affectaient d'entretenir ses frayeurs, que la conduite du grand-duc semblait justifier. Car, irrité de n'avoir aucune part dans les affaires, contrarié dans ses sentiments pour le grand Frédéric, il ne pardonnait pas au chancelier Bestoujef d'avoir conclu une alliance avec la maison d'Autriche, et uni les armes de la Russie à celles de Marie-Thérèse pour détruire le roi de Prusse. Il fondait en conséquence tout son espoir sur la mort d'Élisabeth et se proposait de changer toutes ses alliances.

Pour bien comprendre ce que nous venons de dire, il faut savoir qu'il s'était opéré depuis peu dans la politique de l'Europe une révolution générale et inattendue. La France, qui, depuis Charles-Quint, n'avait cessé d'être l'ennemie de la maison d'Autriche, se rapprocha d'elle tout à coup, à la suite de l'agression dont elle avait été l'objet de la part de l'Angleterre, au sujet des limites de l'Acadie, et fit entrer la Russie dans cette alliance. Par ce concert, la France, n'ayant rien à craindre sur le continent, pouvait tourner toutes ses forces contre les Anglais. L'Autriche, de son côté, n'étant plus obligée d'entretenir sur le Rhin des armées considérables, res-

tait libre d'agir avec toute sa puissance contre le roi de Prusse, dont elle avait juré la ruine. Seule, la Russie semblait n'avoir qu'un intérêt fort éloigné dans ces querelles. Cependant le traité de Versailles (1756) eut pour effet d'accroître son importance et de fermer les yeux de l'Europe sur l'objet de son ambition; car la France permit alors que les troupes russes traversassent le territoire de la Pologne pour aller au secours de l'Autriche, son alliée, et elle ne prit aucune précaution pour calmer les inquiétudes de la Porte et de la Suède, que cette alliance avait troublées à juste titre.

Fidèle aux obligations du traité, Élisabeth fit marcher des troupes contre le roi de Prusse et les mit sous les ordres du feld-maréchal Apraxin. Ces troupes étonnèrent les ennemis par leur bravoure; mais tout à coup, après des succès assez éclatants, Apraxin revient sur ses pas et distribue son armée dans ses quartiers d'hiver. Ce mouvement s'était opéré à l'insu d'Élisabeth et contrairement à ses intentions. Dès qu'elle en fut instruite, elle envoya l'ordre au feld-maréchal Apraxin de laisser le commandement au général Fermor, et à celui-ci de rentrer sur-le-champ en Prusse. Apraxin comparut devant une commission que l'impératrice avait chargée de rechercher sa conduite; mais, par des raisons dont on connut plus tard le secret, ses juges le renvoyèrent absous. Bestoujef, au contraire, fut disgracié, comme l'auteur des instructions en vertu desquelles Apraxin avait agi. Vorontzof prit sa place.

Le comte Bestoujef Rumin, issu d'une famille originaire de la Grande-Bretagne, avait conservé une affection particulière pour le pays dans lequel il avait été élevé. Porté au pouvoir sous le règne d'Élisabeth, par l'influence de l'Angleterre, il laissa prendre à l'ambassadeur de cette puissance une trop grande part dans les affaires de l'empire. L'Angleterre savait reconnaître par des pensions considérables un dévouement aussi utile à ses intérêts ; car, perdu de dettes et de débauches, Bestoujef avait sans cesse besoin d'argent. Du reste, laborieux, infatigable, il avait non-seulement la pratique des affaires, mais encore beaucoup de discernement. Le séjour qu'il avait fait, au début de sa carrière politique, dans un grand nombre de cours de l'Europe, en qualité de ministre, lui avait donné le secret de leurs besoins, de leurs passions et de leurs intérêts.

Mais ses sentiments à l'égard du roi de Prusse lui avaient aliéné l'esprit du grand-duc, dont il avait en quelque sorte bravé le ressentiment, en formant une alliance avec le Danemark, et en préparant la cession à ce royaume des duchés de Schleswig et de Holstein. Il fallait donc prévenir la colère de ce prince. Bestoujef avait remarqué que Pierre était un esprit brouillon, inquiet, sans consistance; que sa femme, au contraire, était douée d'un génie vigoureux, d'une intelligence supérieure; en conséquence, il s'était attaché à son parti. Dans l'intervalle, Élisabeth étant tombée gravement malade, Bestoujef crut l'occasion favorable pour se pro-

noncer, et il envoya l'ordre au feld-maréchal Apraxin de rentrer en Russie avec l'armée qu'il commandait. Son dessein était de placer sur le trône le jeune Paul, sous la tutelle de sa mère, et de faire servir l'armée à l'exécution de son plan. Mais Élisabeth ne mourut pas, et elle n'eut pas plus tôt appris ce qui s'était passé, qu'elle fit arrêter Bestoujef.

Ainsi, dès cette époque, il existait à la cour de Russie des prétentions rivales. Élisabeth pouvait donc prévoir que sa mort serait suivie de troubles. Le parti de Catherine était faible et n'avait point encore de desseins arrêtés, mais il travaillait à perdre le grand-duc dans l'esprit de la nation. Au milieu d'une foule de jeunes gens aimant le plaisir, vifs et ardents, on distinguait quelques hommes sérieux, nourris dans les affaires, et dont l'autorité pouvait entraîner, au moment d'une révolution, beaucoup d'esprits irrésolus.

La disgrâce du chancelier Bestoujef, qui était l'âme du parti de la grande-duchesse, obligea Catherine à vivre plus retirée. Elle s'était formé une petite cour composée de femmes remarquables par leur esprit, qui s'attachaient à multiplier le nombre de ses partisans par l'influence que donne le mérite, et surtout par l'espoir d'une grande faveur, si cette princesse venait à monter un jour sur le trône.

Tel était l'état des choses, lorsque la mort d'Élisabeth, arrivée le 5 janvier 1762, amena le règne éphémère de Pierre III. Elle avait, sur la fin de sa vie, essayé

de réconcilier les deux époux. En effet, le grand-duc avait paru se placer de nouveau sous l'autorité de sa femme, et se laisser conduire par ses conseils; mais Élisabeth eut à peine rendu le dernier soupir qu'il brisa ses liens. Suivant l'usage antique des Russes, il se fit proclamer par les régiments des gardes, et, pour prouver à Catherine ce qu'elle devait craindre de son ressentiment, il annonça publiquement que son fils ne lui succéderait pas [1].

Les premières démarches de ce prince indiquèrent des intentions généreuses, mais elles manquèrent de prudence. La tête remplie de certaines idées confuses sur la liberté, il rendit un édit qui proclamait libre la noblesse de ses États, sans cesser toutefois de marquer ses désirs par une volonté capricieuse et absolue. Avant cette époque, on allait dans les provinces enlever les gentilshommes pour les obliger à servir; Pierre les affranchit de cette obligation, sauf le cas d'un besoin urgent [2].

On avait vu se former sous les règnes précédents une espèce de tribunal désigné sous le nom de *chancellerie privée*, instrument des vengeances des tsars et de leurs ministres. C'était une inquisition qui avait pour but de rechercher les crimes de haute trahison vrais ou prétendus. Sur le plus léger soupçon, on était traîné devant ce tribunal suprême, qui laissait rarement échapper ses victimes. On se débarrassait ainsi, sous le voile de la

[1] *Memoirs of the princess Daschkaw*, London, t. I.
[2] Oukase du 18 février 1762, art. 7.

justice, de tous ceux qui faisaient ombrage au prince, aux favoris, aux ministres, ou dont les biens tentaient leur cupidité. On conçoit la terreur que devait inspirer aux Russes le nom seul de ce tribunal; Pierre III l'abolit.

Pour favoriser le commerce, il abolit aussi le droit de 2 pour 100 qui frappait les marchandises de la Perse ou celles qui entraient par Archangel sur les terres de l'empire.

Jusque-là chacun de ses pas n'avait été marqué que par des bienfaits, et il n'avait froissé aucun intérêt puissant; mais, en voulant avancer trop vite dans cette voie de réformes, il rencontra sur sa route des obstacles contre lesquels sa couronne se brisa. Pierre le Grand avait beaucoup affaibli le clergé en le réglant; mais, comme le clergé russe possédait encore d'immenses terres peuplées de serfs, il ne l'avait point abattu. Élisabeth, avec plus de mesure, avait aussi essayé d'introduire quelques réformes dans l'Église, sans soulever de réclamations, tant on était peu disposé à se méfier de ses intentions!

Mais Pierre III se précipita dans cette voie dangereuse avec un zèle si excessif qu'il ne put s'arrêter à temps sur le bord de l'abîme. Il s'empara de tous les biens du clergé [1] et lui assigna des pensions inférieures aux revenus qu'il possédait auparavant. Il divisa les ecclésiastiques en trois classes. Ceux de la première classe eurent 500 roubles; ceux de la seconde, 300; ceux de la

[1] Oukase du 21 mars.

troisième, 150. On estime que les serfs appartenant à l'Église étaient au nombre de 900,000. Le couvent de Troïtza en possédait à lui seul 107,000, ce qui de nos jours représenterait une fortune de plusieurs millions.

Pierre défendit en outre de recevoir des novices dans les monastères avant l'âge de trente ans [1]. Cette mesure était sage ; mais il dépassa le but, lorsqu'il fit enlever des églises beaucoup d'images de saints, objets de la vénération des Russes, et qu'il obligea les ecclésiastiques à se faire couper la barbe.

Par un effet de cette ardeur extrême qu'il mettait dans toute ses actions, et qui l'empêchait de juger sainement, il faisait construire une chapelle luthérienne dans la forteresse d'Oranienbaum, tandis qu'il se dispensait dans le même temps d'assister à la consécration d'une église russe. Il ne manquait jamais une occasion de se moquer des popes, et poussait l'indécence jusqu'à leur tirer la langue en signe de mépris, pendant qu'ils remplissaient les fonctions de leur ministère [2].

A chacun de ces attentats, la nation poussait des cris d'indignation et de fureur. Le clergé mécontent fomenta la révolte parmi les serfs et affaiblit par ses prédications l'autorité souveraine. Cette opposition irrita le tsar et le jeta sur la pente de la persécution. Non content d'avoir dépouillé l'Église, insulté au

[1] Oukases des 16 février et 21 mars 1762.

[2] *Memoirs of the princess Daschkaw*, London, t. I.

culte, il voulut contraindre l'archevêque de Novogorod à souscrire à ses innovations. Le prélat fut inflexible; il l'exila. Mais les cris du peuple le forcèrent à le rappeler, ce qui détruisit l'effet de ses réformes, en laissant entrevoir à tous les yeux qu'elles étaient moins le résultat d'une volonté ferme et éclairée qu'une sorte d'entraînement irréfléchi.

Le grand Frédéric, en apprenant les tentatives de Pierre III contre le clergé, l'avait averti d'être prudent. Mais, tout rempli de ses propres idées, Pierre négligea ce sage conseil et continua, par des mesures intempestives, à irriter les sentiments les plus délicats de la nation.

Ce qu'il fit cependant, à l'égard des nombreuses victimes envoyées en Sibérie, à la suite des révolutions dont la Russie avait été troublée depuis la mort de Pierre le Grand, mérite d'être rappelé. Ce fut une résolution généreuse qui le porta à les tirer de leur prison de glace. Chose étrange ! on vit alors réunis à la cour les hommes qui, sous les règnes précédents, avaient successivement gouverné l'empire : Biren, l'effroi de la Russie, qu'il avait inondée de sang; Munich, génie vigoureux, une des gloires de ce siècle; Lestock qui, par son audace, avait mis la couronne sur la tête d'Élisabeth.

Le rappel de Biren cachait un projet politique. L'empereur avait résolu de donner le duché de Courlande à son oncle, le prince Georges, qu'il avait créé maréchal et gouverneur du Holstein, et il ne pouvait y parvenir

qu'en y rétablissant Biren , dont on ferait valoir les droits et dont on achèterait ensuite la renonciation, au moyen des seigneuries de Wartemberg et de Militsch, qui seraient érigées en principautés. Déjà même on avait sondé les dispositions de la noblesse courlandaise, et tout préparé pour le succès de ces vues. On se flattait de vaincre, par de vigoureuses déclarations, les obstacles que la Pologne ne manquerait pas d'élever. Décidé, s'il le fallait, à employer la voie des armes, pour renverser le prince Charles de Saxe, possesseur actuel du trône de Courlande, l'empereur était d'autant plus ardent à l'exécution de ce projet, qu'il détestait personnellement ce prince.

Élisabeth avait à peine cessé de vivre qu'il envoya l'ordre au général Tchernychef de ramener ses troupes en Pologne. Deux jours après, un nouveau courrier lui apporta l'ordre de se joindre au roi de Prusse et de suivre en tout point les volontés de ce prince. Cette nouvelle causa à Vienne une rumeur extraordinaire. Outre le regret d'avoir perdu en un seul jour le fruit de tant d'avantages, on était alarmé des dispositions du tsar à changer ses alliances. On lui prêtait des vues sur la Pologne. La position de ce pays, exposé presque sans défense aux attaques de ses voisins, l'ambition connue du roi de Prusse, les passions furieuses de Pierre III, ouvraient un vaste champ aux conjectures des ministres étrangers. Ils étaient persuadés que la vacance du trône, qu'on croyait prochaine, dévoilerait les projets de ces deux

princes, et qu'un démembrement de la république était une des conditions de leur alliance[1]. Lorsque les ambassadeurs de France et d'Autriche se montraient à la cour, Pierre les accueillait avec froideur. Celui de Danemark, le comte de Ranzau, n'en recevait que des dégoûts. Pierre se plaisait à les humilier et à exalter en leur présence les grands talents du roi de Prusse. Il dit un soir au comte de Hordt, qui remplissait à la cour de Russie les fonctions de ministre du roi de Prusse : « Proposez à votre ami Keith de me donner, demain, à souper chez lui ; les ministres des autres cours en prendront de la jalousie ; mais je m'en mets fort peu en peine. » Keith était le ministre anglais à Pétersbourg et le seul, avec celui du roi de Prusse, qui partageât les bonnes grâces de l'empereur.

A l'occasion du traité qu'il venait de conclure avec le roi de Prusse, le 5 mai 1762, il donna des fêtes superbes, et il y parut avec un uniforme prussien, sur lequel brillait l'ordre de l'Aigle-Noir, que Frédéric lui avait envoyé. Le comte de Merci, ambassadeur d'Autriche, y fut invité, mais il refusa avec fierté. Pierre III, qui n'avait eu d'autre dessein que de l'insulter, lui annonça qu'il avait résolu d'envoyer 20,000 hommes de plus en Allemagne, afin d'arrêter l'ambition de Marie-Thérèse, et il excitait en même temps la Porte à se jeter sur la

[1] Correspondance diplomatique du baron de Breteuil avec le duc de Praslin, juin 1762.

Hongrie[1]. A son avénement au trône, Pierre III s'était empressé de relâcher les prisonniers prussiens, dont la plupart étaient en Sibérie. Il se plaisait à nommer le roi de Prusse : *le roi mon maître*. Il se vantait même de lui avoir fait connaître pendant la vie de sa tante les secrets du cabinet, ainsi que les plans de campagne arrêtés contre lui. « Que craignez-vous? dit-il un jour au conseiller d'État Wolkof, ancien ministre d'Élisabeth, qui lui en témoignait sa surprise et sa terreur; la vieille femme n'est plus; elle ne peut vous envoyer en Sibérie[2]. »

Il savait jusqu'aux plus petits détails des campagnes de Frédéric; il connaissait l'uniforme et la force de ses régiments; il mit toutes ses troupes sur le pied de l'armée prussienne, et leur fit quitter le vert pour prendre le bleu, qui était la couleur de l'uniforme prussien. Enfin, sa manie fut telle, qu'il envoya au sénat le Code que Frédéric avait rédigé pour son royaume, avec ordre de le faire exécuter dans tout l'empire, sans réfléchir aux différences de mœurs, de croyances et de civilisation qui existaient entre les deux peuples. L'envoyé de Prusse jouissait à la cour de la plus grande faveur. « Si j'étais resté duc de Holstein, lui disait-il un jour, je commanderais à présent un régiment au service du roi de Prusse, honneur que j'estime beaucoup plus que ce-

[1] Correspondance diplomatique du baron de Breteuil avec le duc de Praslin, 1762.

[2] *Memoirs of the princess Daschkaw*, London, vol. I.

lui de grand-duc[1]. » Il voulut toutefois avoir un grade dans l'armée prussienne, et, à la réception du brevet de lieutenant général, il revêtit son nouvel uniforme, fit tirer tous les canons de la forteresse, célébra sa nomination par une fête magnifique, et but jusqu'à l'ivresse à la santé de son *maître*.

Mais ce mépris qu'il semblait affecter pour sa nation ne fut pas longtemps à porter ses fruits. Les Russes méprisèrent à leur tour un prince qui s'avilissait à ce point. La noblesse n'avait pas vu sans dépit qu'il eût nommé son oncle, le prince Georges de Holstein, généralissime de ses armées. Déjà les régiments des gardes murmuraient. Habitués aux délices de la capitale, ces espèces de prétoriens avaient la guerre en horreur, et Pierre venait d'annoncer tout à coup la résolution de les conduire dans ses États de Holstein, pour aller reprendre sur le Danemark, auquel elle avait été cédée par un traité, la partie du duché de Schleswig que ses pères avaient autrefois possédée. Cette guerre ne plaisait pas à la nation. Depuis celle que la Russie avait faite au roi de Prusse, et qui avait coûté beaucoup d'hommes et beaucoup d'argent[2], toute expédition éloignée était devenue odieuse aux Russes. Ils regrettaient que l'empereur exposât la

[1] *Mémoires du comte de Hordt*, t. II, ch. xx.

[2] On évaluait à plus de 30 millions de roubles les sommes sorties de l'empire à cette occasion, et à plus de 300,000 hommes les pertes essuyées soit par les combats, soit par les maladies, soit par d'autres causes.

vie de ses troupes pour un objet aussi peu important et pour une cause toute personnelle.

Le roi de Prusse, instruit des intrigues qui se tramaient contre ce prince, lui écrivit pour le dissuader de ce projet. Il l'engageait en même temps à témoigner plus d'égards à sa femme. Frédéric prévoyait que le tsar courait à sa perte, et il recommandait à son ministre de ménager l'impératrice.

En effet, l'autorité de Pierre était minée sourdement par les amis de Catherine. Celle-ci vivait solitaire; pendant que son mari prenait à tâche de blesser tous les sentiments honorables de la nation, elle se faisait aimer par sa fidélité aux pratiques de la religion grecque, par le respect qu'elle montrait publiquement aux popes, par l'affabilité de ses manières, par ses soins empressés auprès des soldats. Plus son mari montrait d'éloignement pour la nation et de préférence pour les Allemands, plus elle affectait de paraître russe. Ce fut en effet l'arme la plus terrible dont elle se servit pour l'attaquer et pour le perdre. Le charme de son esprit cultivé, sa conversation solide et intéressante, toutes les grâces de sa personne formaient en outre un éclatant contraste avec les mœurs dissolues d'une cour ignorante et grossière. On savait, d'un autre côté, que l'empereur ne l'aimait pas. Le bruit s'était répandu qu'elle était maltraitée et que sa vie même était en danger. Lorsque fut célébrée la paix avec la Prusse (mai 1762), Pierre, qui, pendant le feu d'artifice, était assis auprès de l'impératrice, ayant

aperçu la comtesse Vorontzof, sa maîtresse, l'appela et la fit placer près de lui. Catherine se retira aussitôt, sans qu'il fît aucune tentative pour la retenir. D'autres fois elle ne craignait pas de laisser voir les pleurs qu'elle versait. Le jour de la fête de l'empereur, celui-ci l'avait soumise à la plus cruelle humiliation qu'elle eût encore subie; il l'avait obligée, le matin, à décorer la favorite de l'ordre de Sainte-Catherine. Pendant le repas, l'empereur, ayant porté la santé de la famille impériale, trouva mauvais que l'impératrice ne se fût pas levée. « La famille impériale, répondit-elle, ne se composant que de deux personnes, il ne me semblait pas convenable de me faire cet honneur à moi-même. » — « Allez lui dire de ma part, dit-il à un de ses officiers, qu'elle n'est qu'une bête; » et, de peur que son messager ne voulût adoucir la dureté de ses paroles, il lança à travers la table cette épithète injurieuse à l'impératrice. Celle-ci ne put retenir ses larmes. Tant que durèrent les fêtes, elle garda la chambre, afin de n'être plus exposée à de nouveaux outrages[1]. Le comte Strogonof, qui avait essayé de lui faire oublier cette humiliation, s'attira le ressentiment de Pierre III et fut exilé dans ses terres[2].

L'empereur passait une grande partie de son temps dans la société de la comtesse Vorontzof, au milieu d'un cercle de femmes galantes et de favoris débauchés. Les

[1] *Mémoires du comte de Hordt*, t. II, ch. xxxi.

[2] *Memoirs of the princess Daschkaw*, London, vol. I.

fêtes qu'il donnait, tantôt dans une espèce de camp, tantôt dans une maison de plaisance près d'Oranienbaum, n'étaient, à proprement parler, que des orgies militaires, où la fumée du tabac mêlée à la vapeur du punch enveloppait les assistants dans un nuage impénétrable. C'est là qu'entouré d'officiers allemands, la plupart soldats ou caporaux au service de la Prusse, il triomphait d'avance du Danemark.

Partout cependant régnait une sourde agitation. Le tsar n'avait point encore exprimé sa volonté sur le sort qu'il réservait à son épouse; mais on ne pouvait douter qu'un homme aussi étrange, dont l'âme était sans cesse tourmentée par des mouvements irréfléchis, ne se portât contre elle à quelque extrémité fâcheuse. Sa volonté de frustrer son fils de la succession au trône paraissait ferme et inébranlable. Il avait fait venir le malheureux Ivan à Schlusselbourg, forteresse voisine de la capitale, où il était allé le visiter. Il avait rappelé le premier amant de la grande-duchesse, le jeune Soltikof, et l'avait engagé à se déclarer publiquement le père du grand-duc, malgré les témoignages contraires que la nature avait écrits sur les traits de ce jeune prince. Enfin, un bruit encore faible courait dans l'intérieur du palais, et se répandit ensuite dans tout l'empire, qu'il était résolu à rompre son mariage avec l'impératrice.

On se livrait, en conséquence, aux plus tristes pressentiments. Chacun semblait redouter quelqu'une de ces catastrophes si terribles et en même temps si fréquentes

dans ce pays. Des murmures, des plaintes commençaient à se faire entendre. Les troupes étaient mécontentes; le peuple se croyait trahi, et le clergé l'excitait en secret. Toutefois, ce mécontentement n'allait pas encore jusqu'à la sédition. Mais un observateur attentif eût jugé qu'une seule étincelle pouvait allumer un incendie. Le roi de Prusse, avec sa sagacité ordinaire, prévoyant ce qui arriva peu de temps après, avait engagé le tsar à se faire couronner à Moscou, afin de rendre sa personne inviolable aux yeux du peuple russe, et l'avait conjuré de prendre pour sa sûreté les précautions dont la prudence lui faisait un devoir.

Pierre III repoussait avec énergie tout ce qui paraissait tenir au soin de son existence. Il répondit à Frédéric : « A l'égard de l'intérêt que vous prenez à ma conservation, je vous prie de ne pas vous en inquiéter. Les soldats m'appellent leur père, et ils disent qu'ils aiment mieux être gouvernés par un homme que par une femme. Je me promène seul et à pied dans les rues de Pétersbourg; si quelqu'un me voulait du mal, il y a longtemps qu'il aurait exécuté son *dessein*. Je me confie uniquement à la garde de Dieu[1]. »

De son côté, le visage de la tsarine paraissait tranquille. Dans la solitude où elle était en quelque sorte condamnée à vivre, la culture des lettres était devenue sa consolation et sa force. Les sentiments élevés qu'elle

[1] Œuvres de Frédéric, t. II.

y puisait, ses craintes, ses malheurs, les outrages qu'elle était encore quelquefois contrainte de subir, donnèrent à sa raison plus d'étendue et à son caractère une plus grande fermeté. Cette apparente tranquillité reposait en outre sur une liaison qu'elle avait formée depuis peu. Elle avait alors pour amant un homme aux intrigues et à l'audace duquel elle dut en partie l'empire. Ainsi, du sein des plaisirs et de l'étude, Catherine suivait d'un œil attentif les folies de son époux, le spectacle de ses saturnales, le dégoût du peuple, l'indignation de l'armée et la haine non moins redoutable des popes.

Grégoire Orlof, dont la beauté n'avait pas d'égale parmi les Russes, avait ravi au comte Schouvalof, grand maître de l'artillerie, le cœur de la princesse Kourakin, sa maîtresse. Il aurait expié cruellement cet avantage, si une main mystérieuse ne l'avait arraché au ressentiment du grand maître, dont il était l'aide de camp. Cette main n'était autre que celle de la tsarine. Grégoire Orlof, âgé de vingt-huit ans, entraîné au plaisir par un violent penchant, ouvrit alors son âme à l'ambition, et devint l'agent le plus actif et le plus infatigable de la révolution qui renversa du trône Pierre III, pour y faire monter Catherine.

On se souvient de ce jeune strelitz qui, dans le massacre de ses compagnons, avait repoussé du pied les cadavres entassés près du billot pour y poser sa tête, en disant : *Il faut pourtant que je me fasse place.* C'était le

grand-père d'Orlof. La même audace brillait dans son petit-fils.

A la mort du comte Schouvalof, dont la place fut donnée au lieutenant général Villebois, fils d'un Français réfugié, Orlof fut nommé trésorier de ce corps par les soins de l'impératrice, à laquelle Villebois était tout dévoué. Orlof avait quatre frères, dont plusieurs servaient dans les régiments des gardes, tous d'une audace et d'une force de corps prodigieuses. Ils se répandaient fréquemment dans les cabarets et travaillaient sans relâche à faire des partisans à l'impératrice. Ils parvinrent en effet à gagner deux compagnies des gardes Ismaïlof, dont le colonel, le comte Rasoumofski, avait connaissance des projets de l'impératrice et ne s'y opposait pas.

A côté de ces intrigues, qui avaient pour but de séduire les troupes, d'autres influences agissaient dans une sphère plus élevée. La princesse Daschkof en était l'âme. Elle était la cadette de trois sœurs, qui ont été célèbres à divers titres. L'une était la princesse Boutourline, qui remplit le monde du bruit de ses galanteries; l'autre, cette Vorontzof, laide, stupide et grossière, dont le grand-duc avait fait sa maîtresse [1].

La princesse Daschkof, dans une cour où le despotisme affectait les formes les plus brutales, s'était passionnée pour la liberté. Sa famille s'était flattée que

[1] *Mémoires du comte de Hordt*, t. II, chap. xxx.

l'ascendant de son esprit la rendrait maîtresse de l'État au lieu de sa sœur, la comtesse Vorontzof; mais la vue d'un palais où ne régnaient que de grossières débauches la remplit de dégoût. On la força de s'éloigner. Elle avait lié avec la tsarine, dans l'intimité de laquelle elle passait presque tout son temps, un commerce où l'horreur du despotisme était le sujet continuel de leurs entretiens. Esprit hardi et cultivé, caractère hautain et absolu, une grande ambition était mêlée dans son âme à l'amour de la liberté. Quoiqu'elle fût à peine âgée de dix-huit ans, elle n'avait aucune des grâces de la femme ; mais en revanche elle avait l'énergie d'un homme.

Quelque temps après son éloignement de la cour, elle vint habiter, sous prétexte de rétablir sa santé, un jardin situé aux portes de Saint-Pétersbourg, afin d'être plus à portée de suivre les intrigues, qui prenaient de jour en jour plus de consistance. Déjà plusieurs des grands étaient gagnés. Les évêques, encore irrités des attaques du tsar, entraient dans la conspiration avec toute l'ardeur de la vengeance, et il était peu d'hommes d'État distingués qui ne se trouvassent plus ou moins engagés dans la conspiration. On citait le comte Panin, le prince Repnin son neveu, le prince Bariatinski, Cyrille Rasoumofski, hetman des Cosaques, les deux comtes Tchernychef, le prince Volkonski, le baron Strogonof, le comte Bruce, etc. Ils s'accordaient tous dans la pensée de détrôner Pierre III, mais ils différaient en secret dans leurs vues, quant aux résultats de la révolution. Les uns

agissaient ouvertement dans l'intérêt de Catherine, sans aucune espèce d'arrière-pensée; d'autres, tels que Panin, rêvaient une forme de gouvernement, sur le modèle de la constitution suédoise; mais leur nombre était si peu considérable, qu'ils étaient en quelque sorte réduits à n'exprimer que des vœux timides, convaincus d'ailleurs que l'armée, qui faisait la force des conspirateurs, ne souffrirait pas qu'on affaiblît l'autorité souveraine de l'impératrice.

Jusqu'à ce moment la conjuration était restée concentrée dans deux régions différentes, les grands et les troupes. On se mit en devoir de faire pénétrer l'esprit de révolte parmi le peuple, et, dans ce dessein, on sema des bruits fâcheux. On répandit que les provinces murmuraient; que les esclaves des prêtres, mécontents du dernier oukase, avaient déjà pris les armes; que les Tartares de la Crimée s'avançaient vers les frontières, et qu'ils n'attendaient pour les franchir que le départ de l'empereur.

Ces bruits divers eurent pour effet d'agiter le peuple, ainsi qu'on se l'était proposé, à tel point qu'on parlait tout haut des affaires publiques, ce qui était déjà un commencement de révolte. On allait jusqu'à dire qu'il fallait détrôner un prince qui avait dédaigné de se faire sacrer. En effet, Pierre III, tout entier à ses préparatifs de guerre contre le Danemark, avait négligé de se rendre à Moscou, suivant l'usage, pour la célébration de cette cérémonie religieuse, qui était, aux yeux des Russes, la prise de possession légitime du pouvoir. On rappelait à cette occasion qu'il avait fait ériger une chapelle luthé-

rienne dans le château d'Oranienbaum ; qu'il avait distribué lui-même à ses soldats protestants du Holstein des cantiques en langue allemande, et qu'il méprisait du fond du cœur la religion grecque, qu'il n'avait embrassée que par contrainte.

Durant ce temps, Catherine s'appliquait à gagner les ministres des cours étrangères, dont l'empereur venait d'abandonner la cause. Ce fut au baron de Breteuil qu'elle s'adressa d'abord. Comme les conjurés manquaient d'argent, elle s'ouvrit à lui, afin d'obtenir de sa cour quelques moyens de crédit. Avec plus de pénétration, ce ministre aurait assuré l'influence de la France ; mais il traita de folie un projet dont le roi de Prusse avait déjà prévu l'issue, refusa toute espèce de subsides et profita même d'un congé qu'il avait obtenu, pour quitter la Russie dans une circonstance aussi grave.

Après le refus du baron de Breteuil, Odart, secrétaire de la tsarine, s'adressa à M. Weltden, négociant anglais, qui engagea le comptoir de sa nation à lui prêter 100,000 roubles. L'impératrice n'oublia jamais ni le refus de l'un ni l'empressement de l'autre. En effet, les Anglais obtinrent sous son règne des avantages commerciaux considérables, et nul doute qu'ils ne fussent le résultat de l'impression qu'elle avait reçue de ses premiers rapports sérieux avec cette nation.

Odart était un Piémontais que le désir de faire fortune avait conduit en Russie. Ses connaissances littéraires et une certaine liberté de penser avaient attiré sur lui les

regards de la princesse Daschkof. Sa discrétion, son esprit d'intrigue, un dévouement réel ou affecté pour sa protectrice, le conduisirent rapidement à une plus haute fortune. Catherine, charmée de ses talents, désira se l'attacher, et, en effet, Odart fut un des instruments les plus actifs de la révolution. Mais ensuite, moins touché de la gloire d'avoir contribué au succès de cet événement que du soin de mettre en sûreté sa vie et ses richesses, il quitta presque aussitôt une cour où l'expérience lui avait appris que le triomphe était souvent suivi de terribles revers.

Il est rare que le secret d'une conspiration soit si bien gardé qu'il n'en transpire pas quelque chose. L'obligation de se confier à tant d'hommes, différents d'humeur et de caractère, est presque toujours ce qui fait échouer ces sortes d'entreprises. Dans les circonstances actuelles, rien ne servait mieux les projets des conjurés que la confiance de l'empereur. Sur certaines indications qui eussent été suffisantes pour pénétrer le complot, quelques amis de ce prince l'avaient pressé d'ordonner des recherches, mais il s'y était refusé avec une sorte d'opiniâtreté fatale. Il se mettait presque en colère lorsqu'on lui en parlait. Enfin, son aveuglement était tel, qu'un de ses courtisans lui ayant présenté la liste des conjurés : « Quoi ! toujours ce vieux conte ! s'écria-t-il ; reprenez votre papier et ne me fatiguez pas davantage avec vos sornettes. »

Le prince Georges, son oncle, lui adressait vainement

des remontrances à ce sujet. Pierre III n'avait aucune idée de sa situation. Le jour même où la révolution éclata, un officier s'étant rendu à Oranienbaum pour l'avertir que la capitale était agitée, il le fit mettre aux arrêts, parce qu'il avait troublé son sommeil.

Ainsi le dénoûment approchait, sans qu'aucune précaution eût été prise. Mais un événement imprévu faillit tout perdre. Un des conjurés, le capitaine Passek, fut arrêté le 8 juillet, à neuf heures du soir, dénoncé, disent les uns, par un soldat qu'il avait maltraité; suivant d'autres, pour quelques irrégularités dans son service [1]. Quoi qu'il en soit, les conjurés furent saisis de frayeur. La princesse Daschkof, chez laquelle on s'était réuni, voulait que l'on commençât à l'instant même l'exécution de leurs projets, assurant que le peuple serait entraîné; que l'empereur ne s'attendait à rien et n'avait rien préparé contre ce coup. Elle ajouta que l'arrestation de Passek allait effrayer tous les conjurés, et qu'il valait mieux essayer de réussir par l'audace que de s'exposer à périr par la trahison.

Panin ne partageait pas cet avis. Il objecta que l'empereur avait autour de lui 3,000 soldats holstenais qui lui étaient dévoués, une place forte; que l'on ne devait pas espérer de soulever la capitale; et il conclut qu'il ne fallait rien précipiter.

La lenteur de Panin ne s'accordait pas avec l'esprit

[1] *Voyage en Russie* par Coxe.

aventureux de la princesse Daschkof. Elle s'enveloppe dans un manteau d'homme et se rend à la maison d'un des conjurés, située sur la Moïka. Sur sa route elle rencontre un des Orlof, échange avec lui quelques paroles et apprend de sa bouche que Passek était accusé d'un crime d'État. Elle revient aussitôt sur ses pas, plus inquiète qu'effrayée, mais surtout résolue à forcer les conjurés de se prononcer. Ceux-ci accueillirent avec joie la proposition d'agir immédiatement.

Alexis Orlof, qu'une cicatrice à la figure avait fait surnommer le Balafré, fut envoyé à la tsarine pour l'inviter à quitter Peterhof et à se rendre à Pétersbourg. Nul messager n'était capable de plus de résolution. Alexis avait vingt-six ans, une haute stature, une force prodigieuse et beaucoup d'ambition. Les autres conjurés passèrent la nuit à préparer la révolution. Ils le firent si habilement qu'à l'arrivée de Catherine toutes les dispositions étaient prises pour en assurer le succès. Ils avaient toutefois, dans la prévision d'un échec, ménagé à cette princesse une retraite en Suède.

Catherine habitait à cette époque le château de Peterhof, à huit lieues de la capitale, où elle s'était en quelque sorte exilée de la cour. Sous prétexte de laisser la place à l'empereur, que l'on attendait ce jour-là, elle avait quitté ses appartements pour occuper un pavillon isolé, donnant sur un canal qui communiquait avec la Newa. Cette situation était favorable à ses desseins ; car,

en cas de malheur, une barque, amarrée sous ses fenêtres, pouvait servir à son évasion.

Le Balafré, qui connaissait tous les détours du parc, arrive au milieu de la nuit, éveille la tsarine et lui dit : « Levez-vous, madame, et venez, car le temps presse. » Pendant que l'impératrice s'habille, il court chercher une voiture. Elle y monte avec sa femme de chambre Ivanowena, se laisse entraîner sans réflexion, et conserve tant de calme, qu'elle rit avec sa suivante du désordre de sa toilette. Bientôt apparaît Grégoire Orlof, dans une autre voiture. Il crie à la tsarine que tout est prêt, et retourne à Pétersbourg, où Catherine arriva quelque temps après, entre sept et huit heures du matin, le 9 juillet 1762.

Les casernes étaient situées à l'orient de la ville et formaient, de ce côté, un grand espace fortifié. L'arrivée de l'impératrice y causa une agitation extraordinaire. Les deux compagnies du régiment Ismaïlof, qu'on avait gagnées, et dont le comte Rasoumofski était colonel, furent les premières qu'on aborda. Les soldats n'avaient pas encore quitté leurs logements. Ils s'habillèrent à la hâte et accoururent au-devant de leur souveraine. Elle leur dit avec émotion qu'elle venait se jeter dans leurs bras ; que l'empereur avait donné des ordres pour la faire tuer, et que ses barbares agents s'étaient déjà mis en route ; mais que, connaissant leurs desseins, elle les avait prévenus. Elle ajouta que son crime était d'avoir désapprouvé des réformes intempestives, et d'avoir

blâmé le mépris que son époux affectait pour la nation, la religion et l'armée. Les soldats, électrisés par ces paroles, s'écrièrent qu'ils mourraient pour la défendre.

Cependant la foule grossissait à chaque instant. Catherine ayant ordonné qu'on fît venir le prêtre du régiment, reçut le serment des troupes sur le crucifix. Rasoumofski ne tarda pas à se présenter. Il fut suivi du prince Volkonski, neveu de l'ancien chancelier Bestoujef et major général des gardes, du comte Schouvalof, du comte Bruce, premier écuyer des gardes, et du comte Strogonof.

L'exemple des gardes Ismaïlof avait entraîné d'autres régiments, ceux de Semonoski et de Préobragenski. Deux officiers de ce dernier corps avaient essayé de s'opposer aux vœux des soldats, mais ils avaient été arrêtés à l'instant même. Le major Tschépélof ayant évité de paraître, Catherine lui envoya dire qu'elle n'avait pas besoin de lui et lui fit garder les arrêts.

Ainsi s'accomplissait sans trouble, sans obstacles, cette singulière révolution. Les régiments des gardes secondaient avec empressement les projets de la tsarine. Dans la crainte qu'il n'arrivât malheur à sa personne, les soldats s'étaient rangés autour d'elle en bataillon carré.

Il restait encore à gagner le régiment d'artillerie dont Orlof était le trésorier. Celui-ci, présumant trop de son influence sur l'esprit des soldats, avait tenté de leur faire prendre les armes en faveur de l'impératrice, mais ils s'y étaient refusés avant d'en avoir reçu l'ordre de leur géné-

ral. C'était Villebois, distingué jadis par Catherine, dont il croyait encore posséder les bonnes grâces. La nouvelle des événements qui venaient de se passer fut pour lui comme un coup de foudre, car Orlof l'avait tenu en dehors de la conspiration. Le général était occupé avec des ingénieurs, lorsqu'un envoyé de la tsarine vint lui porter les ordres de sa souveraine. Villebois demanda si l'empereur était mort; mais le messager ayant répété les mots de sa mission, il se tourna vers ses officiers : « Au fait, dit-il, tout homme est mortel, » et il obéit. Villebois ne vit pas sans dépit la foule qui entourait la tsarine. Comme il parla des difficultés qu'il pourrait trouver dans les dispositions de ses troupes, dont il n'avait pu sonder l'esprit, n'ayant pas été prévenu à temps, Catherine lui dit avec sévérité : « Je ne vous ai pas fait venir, monsieur, pour me demander des conseils, mais pour savoir ce que vous voulez faire. » Villebois, tombant à genoux, lui répondit : *Vous obéir, madame*, et il la quitta pour aller faire prendre les armes à ses soldats.

Catherine avait alors autour d'elle plus de 10,000 hommes de troupes. Elle se dirigea vers l'église de Kazan, pour y rendre au ciel des actions de grâces. Le peuple accourait en foule sur son passage, en criant hourra. L'archevêque de Novogorod l'attendait à l'autel, revêtu de ses habits pontificaux. Ce spectacle frappa vivement l'imagination du peuple. Le palais où elle se rendit en sortant de l'église était situé près de la rivière et donnait d'un côté sur une vaste place ; on en ferma

les issues par des détachements. Des canons furent braqués, la mèche prête, à toutes les avenues; des postes furent distribués de distance en distance, et, afin de dérober à l'empereur la connaissance de ce qui se passait dans la capitale, on fit garder par un corps de troupes le pont qui conduisait dans la campagne. Son oncle, le prince Georges, avait été arrêté au moment où il venait d'apprendre par un de ses aides de camp qu'il y avait du mouvement dans les casernes, et où il s'apprêtait à y courir. La populace pilla son palais, maltraita ses domestiques, et elle eût poussé plus loin sa fureur, sans le courage d'un officier de la garde qui la contraignit à se retirer. L'impératrice le rassura sur son sort et lui donna même des marques de sa bienveillance.

Un seul homme se montra fidèle au malheureux Pierre; c'était un étranger nommé Bressan, originaire de Monaco. Le tsar l'avait pris à son service comme valet de chambre et l'avait élevé à une assez grande fortune. En voyant le danger auquel allait être exposé son bienfaiteur, Bressan lui dépêcha un domestique déguisé en paysan, avec ordre de ne remettre qu'à ce prince un billet, par lequel il l'informait de l'état de la capitale. Cet homme venait à peine de franchir le pont lorsque le détachement chargé d'en défendre l'abord y arriva.

Pendant ce temps un officier courait à l'appartement du grand-duc qui occupait un autre palais. Ce jeune prince parut si effrayé en se voyant entouré de soldats qu'il en conserva toute sa vie une profonde impression. Le comte

Panin, l'ayant pris dans ses bras, le rassura par de douces paroles et le porta lui-même à l'impératrice. A la vue de cet enfant, les troupes, qui le croyaient aussi l'objet de la haine de son père, firent éclater une vive satisfaction. Quelques-uns savaient si peu ce qui se passait qu'ils croyaient proclamer le grand-duc sous la régence de sa mère.

Le lendemain, un manifeste imprimé annonça que l'impératrice, cédant à la prière de ses peuples, montait sur le trône de sa patrie pour la sauver de sa ruine. « Tous les vrais enfants de la Russie, y disait-elle, ont vu clairement le danger auquel cet empire a été exposé : les fondements de notre religion ébranlés, sa tradition menacée, et un culte étranger sur le point de prendre sa place. La gloire que nous avons acquise, au prix de tant de sang, a été comme foulée aux pieds par la paix conclue avec notre plus grand ennemi. Enfin, les règlements domestiques, qui sont la base de la prospérité d'un pays, ont été renversés par un étrange égarement de l'esprit. »

En même temps elle fit remettre aux ministres étrangers la note suivante : « Sa Majesté Impériale, qui est montée aujourd'hui sur le trône de toutes les Russies, pour répondre aux sollicitations de tous ses fidèles sujets, a ordonné de faire part de cet événement à tous les ministres étrangers résidant à sa cour, et de les assurer qu'elle est dans l'intention de vivre en bonne intelligence avec les souverains leurs maîtres. »

Au milieu du tumulte qu'avaient excité ces scènes diverses; pendant que les seigneurs arrivaient en foule au palais, joyeux, inquiets, étonnés; pendant qu'on agitait dans un conseil tumultueux le plan de conduite qu'il convenait de tenir, les soldats, toujours persuadés que la tsarine n'était pas en sûreté dans ce vaste palais qui donnait sur la rivière, demandèrent à grands cris qu'elle vînt habiter un ancien palais de bois, situé sur la même place, mais dont les proportions permettaient qu'ils pussent l'entourer de tous côtés. Elle traversa donc d'un air souriant cette foule agitée, ivre d'enthousiasme, et dont on avait soin d'échauffer les esprits par des libations de bière et d'eau-de-vie.

Un seul régiment était morne et silencieux; c'était un magnifique régiment de cavalerie, dont l'empereur avait été nommé colonel dès son enfance, et qu'il avait ensuite élevé au rang des régiments des gardes. Les officiers de ce corps, tous dévoués à ce prince, ayant refusé de prendre parti contre lui, on les avait arrêtés et remplacés par d'autres; mais les soldats témoignaient par leur silence qu'ils n'obéissaient qu'à regret.

Cependant on voyait se diriger vers le palais des popes à barbe blanche, revêtus de riches habits et portant avec eux les ornements du sacre, le globe, la couronne, les livres saints. Ils passèrent à travers les troupes, et leur marche lente, solennelle, produisit sur tous les esprits une impression de crainte et de respect. Chacun augurait bien d'une entreprise que le Ciel semblait

approuver. Ainsi la religion faisait disparaître les traces de la violence.

L'impératrice ayant pris d'un jeune officier l'ancien uniforme des gardes, que Pierre III avait en quelque sorte proscrit, pour affubler les soldats d'un habit ridicule, fit à cheval le tour de la place où toutes les troupes étaient réunies, ayant à ses côtés la princesse Daschkof, aussi en uniforme des gardes, et leur annonça qu'elle les conduirait elle-même à l'ennemi.

Ce fut dans ces dispositions que les troupes sortirent de la ville, où tout rentra dans le calme, comme si rien n'eût été changé dans ce vaste empire. Catherine était à leur tête. Un corps de 3,000 Cosaques, qui traversa Pétersbourg peu de temps après, se joignit à l'impératrice, et prouva, par sa promptitude à seconder la révolte, combien les souverains doivent être attentifs à éviter tout ce qui peut blesser le sentiment national.

Tandis que ces événements s'accomplissaient, le malheureux Pierre III était encore au château d'Oranienbaum; il devait se rendre à Peterhof, lorsque la tsarine abandonna la nuit cette résidence pour courir à Pétersbourg s'emparer du trône. Oranienbaum est situé sur une colline qui borde la rive gauche de la Newa, à 36 verstes de la capitale. C'est là que ses 3,000 soldats du Holstein attendaient le signal du départ; c'est dans le port de Cronstadt, en face d'Oranienbaum, qu'une partie de la flotte était prête à mettre à la voile.

Pierre était loin d'avoir la moindre crainte pour sa

couronne. Lorsque, le matin même de ce jour funeste, on était venu lui annoncer l'arrestation de Passek, il s'était contenté de répondre : « C'est un fou ! » et il était parti pour Peterhof. Il était dans une voiture découverte, avec sa maîtresse, le ministre du roi de Prusse et plusieurs dames de la cour, ne respirant que le plaisir, tandis qu'à Peterhof on était dans l'inquiétude. Le départ, ou plutôt la fuite de l'impératrice, y avait répandu l'alarme. Ceux qui arrivaient de Pétersbourg, ne soupçonnant pas ce qui se passait dans les casernes, au moment où ils avaient quitté cette ville, affirmaient que la plus profonde tranquillité y régnait ; mais l'absence de Catherine et les circonstances de son évasion laissaient les esprits en proie à de tristes pressentiments.

On court sur la route d'Oranienbaum, au-devant de l'empereur. Son favori, Goudowitch, qui le devançait à cheval, ayant appris cette nouvelle, revient sur ses pas, fait arrêter la voiture du prince qui s'irrite, et lui parle bas quelques instants. Pierre pâlit, fait descendre toutes les femmes, leur ordonne de le rejoindre au château, dont on était à peu de distance, et se fait conduire avec une extrême rapidité jusqu'au pavillon occupé la veille par l'impératrice. Il en visita les appartements avec la plus grande attention, sonda tout : le plancher, le lit, les boiseries même, et s'adressant ensuite aux dames qui venaient d'arriver : « Je vous l'avais bien dit qu'elle était capable de tout. »

Quelques instants après survint ce valet travesti chargé

de remettre à l'empereur le billet de Bressan. Pierre le prend et lit tout haut ce qui suit : « Les régiments des « gardes sont soulevés, l'impératrice est à leur tête ; « neuf heures sonnent : elle entre dans l'église de Ka- « zan ; tout le peuple paraît suivre le mouvement, et les « fidèles sujets de Votre Majesté ne se montrent pas. » « Hé bien ! n'avais-je pas raison de dire, s'écria l'empereur, qu'elle était capable de tout? »

Cependant il avait mandé ses soldats du Holstein ; il avait envoyé dans tous les environs pour rassembler les paysans ; mais on remarquait à son agitation qu'il n'avait aucun dessein arrêté. Tantôt il donnait l'ordre d'aller tuer l'impératrice, tantôt il se laissait aller au plus violent désespoir. Il occupait ses courtisans à transcrire deux manifestes remplis d'injures contre sa femme, et ses hussards à les distribuer. Il courait à sa perte comme un insensé. Alors, comme si un instinct secret lui eût tout à coup révélé la cause de ce désastre, il quitta l'uniforme et le cordon prussiens, pour prendre les insignes de son empire.

Un homme aurait pu le sauver, malgré ses folies, c'était Munich. Cet homme, auquel ses malheurs aussi bien que ses victoires avaient donné tant d'éclat, se trouvait, après vingt ans d'exil, dans cette cour bizarre, où rien ne rappelait les anciennes mœurs de la Russie. Il connaissait le génie du peuple russe et savait mieux que personne comment dans ce pays une révolution réussit ou échoue. Il dit à l'empereur que Catherine arriverait

dans une heure, à la tête de 20,000 hommes; qu'il n'avait sous sa main aucune force capable de lui résister, mais que Cronstadt serait son salut; que la place était bien fortifiée, qu'il avait dans le port une flotte prête à mettre à la voile, et une armée dévouée à sa personne; en un mot qu'il fallait à tout prix gagner du temps, et que, si le mouvement de la capitale ne tombait pas de lui-même, il aurait bientôt à ses ordres une armée assez importante pour faire trembler ses ennemis.

Ce parti vigoureux releva d'abord le courage des courtisans. Plusieurs, qui se disposaient à quitter le malheureux tzar, se décidèrent à rester auprès de lui, dans l'incertitude des événements. Sur ces entrefaites, ses soldats du Holstein arrivèrent à Peterhof. Mais ce qui aurait pu le sauver causa sa ruine. Au lieu de mettre le temps à profit, Pierre ne parla plus que de combats, et traitait de lâches tous ceux qui le pressaient de gagner Cronstadt. Telle était l'erreur de ce prince, quand tout à coup accourt un de ses aides de camp, pour annoncer que les troupes de la tsarine marchaient rapidement vers Peterhof et qu'elles ne tarderaient pas à paraître. Aussitôt chacun se précipite sur le rivage où deux yachts avaient été préparés, et l'on fuit vers Cronstadt à force de rames et de voiles.

Cette ville est bâtie à l'extrémité orientale d'une langue de terre sablonneuse, coupée dans sa longueur par une chaîne de rochers granitiques. Elle est à sept lieues environ de Pétersbourg, à trois et demie des côtes de la

Carélie et à trois quarts de celles de l'Ingrie. La possession de cette place avait d'autant plus d'importance qu'elle commande le canal étroit par où les vaisseaux d'une certaine grandeur peuvent approcher de la capitale. Sur le côté opposé de ce canal figure la petite île de Cronschlot, que dominait une forteresse en bois élevée sur un banc de sable. A l'époque où se passaient les événements que nous racontons, ce point important avait été fort négligé; mais Catherine II, qui en avait compris l'utilité, y fit exécuter dans la suite des travaux considérables, et le rendit propre à la construction ainsi qu'au carénage des vaisseaux de haut bord.

Lorsque les premiers mouvements de Pétersbourg s'étaient fait sentir, personne n'avait songé à Cronstadt. Ce fut un jeune officier allemand qui, dans un conseil tumultueux, en prononça le nom. L'importance de cette position était si peu douteuse, que chacun s'étonna de ne pas y avoir songé. Le vice-amiral Talisin sollicita la faveur de s'y rendre, pour y faire reconnaître l'impératrice. Il part et défend à ses rameurs, sous peine de mort, de dire d'où il vient et de parler des mouvements de Pétersbourg. Le général Lievers avait le commandement de la ville. Aux premiers bruits venus de la capitale, il avait donné l'ordre de n'y laisser entrer personne. Lorsque Talisin se présenta, il vint lui-même à sa rencontre pour avoir des nouvelles, ne le soupçonnant d'aucun mauvais dessein, à cause du petit nombre d'hommes dont il était accompagné. Talisin lui raconta que de sa

maison de campagne où il était, il avait entendu dire qu'il y avait des mouvements à Pétersbourg, et que, sa place étant sur la flotte, il s'empressait de se rendre à son poste. Le commandant le crut ; mais Talisin eut à peine atteint le rivage, qu'il montra l'ordre de l'impératrice, et fit arrêter Lievers par ses propres soldats. Il dit à ces derniers que l'empereur avait cessé de régner et qu'il fallait se faire un mérite d'offrir Cronstadt à leur nouvelle souveraine. Il convoqua ensuite toutes les troupes de la garnison et leur fit prêter serment au nom de Catherine, sans qu'une voix s'élevât pour protester en faveur du malheureux tsar.

Voilà ce qui venait de se passer dans l'île lorsque ce prince y aborda. Il était dix heures du soir. Le nouveau commandant avait déjà pris ses mesures. Deux cents canons, mèche allumée, bordaient les remparts de la ville et étaient prêts à faire feu. Toute la garnison était sous les armes, la baïonnette en avant. « Qui vive ? cria la sentinelle. — L'empereur. — Il n'y a plus d'empereur, » répondit-elle. Pierre s'avance et ouvre son manteau. « C'est moi, mes amis, ne me reconnaissez-vous pas ? » Pour toute réponse, Talisin menace de faire feu, si on ne s'éloigne à l'instant même. L'empereur, anéanti, tombe dans les bras de ses gens.

Du haut des remparts, on continue de crier au yacht de prendre le large. Alors Goudowitch, saisissant un des barreaux de la balustrade qui entourait le port, dit à l'empereur : « Sire, placez votre main à côté de la

mienne et sautez à terre, personne n'osera faire feu, et Cronstadt sera à vous ; » mais Pierre avait perdu toute énergie. Le capitaine du yacht ordonna de couper les câbles et se hâta de fuir. Dans ce moment le cri de : Vive Catherine! retentit dans toute la ville et se prolongea sur les flots silencieux. Ce cri parut au malheureux empereur son arrêt de mort. Il répétait, baigné de pleurs : « Le complot est général, je l'ai vu dès le premier jour de mon règne. »

Les deux yachts s'éloignèrent donc. La nuit était calme. Pendant que Pierre III pleurait sur son infortune, seul avec sa maîtresse, Munich, assis près du tillac, le front superbe, rappelait ses longs souvenirs et cherchait les moyens de relever la fortune de cet indigne souverain. L'empereur l'ayant fait venir : « Feld-maréchal, lui dit-il, j'aurais dû suivre plus tôt vos conseils, mais pensez-vous que je puisse concevoir encore quelque espérance? » Munich l'assura que tout n'était pas perdu, qu'il fallait se rendre promptement à Revel, monter sur un vaisseau, gagner la Prusse et se mettre à la tête de ses troupes ; il ajouta qu'il se chargeait de le remettre sans obstacle en possession de son empire.

Les dames et les courtisans, qui avaient suivi Munich dans la chambre de l'empereur, s'écrièrent que les forces des rameurs ne suffiraient pas pour gagner Revel. « Eh bien ! nous ramerons tous, » leur répondit-il avec feu. A ces paroles énergiques, la terreur se peignit sur tous les visages; ils firent observer à l'empereur qu'il n'en

était pas réduit à cette extrémité, qu'il avait des troupes sous sa main, que toute la nation n'était point soulevée contre lui, et que ce qu'on voulait sans doute était de le réconcilier avec sa femme. La trahison la mieux conçue n'aurait pas conduit avec plus de succès ce malheureux prince dans l'abîme que cette coupable faiblesse. Pour les esprits médiocres, qui sont au-dessous de la position où la Providence les a placés, les avis timides sont toujours ceux auxquels ils s'attachent de préférence. Pierre suivit le dernier et donna l'ordre aux rameurs de débarquer à Oranienbaum.

A peine ses gardes du Holstein l'eurent-ils aperçu, qu'ils accoururent se ranger autour de sa personne. Les uns s'efforçaient de lui baiser les mains, les autres s'élevaient pour mieux le voir, quelques-uns se prosternaient, tous versaient des larmes d'attendrissement et le conjuraient de les mener contre ses ennemis, heureux de pouvoir sacrifier leur vie pour sa défense. Ces témoignages de zèle et de fidélité, bien éloignés de la circonspection des courtisans, semblèrent un instant avoir enflammé son âme; il cria aux armes! mais les gémissements des femmes, la mobilité de ses propres impressions, et, en outre, la crainte d'une résistance inutile, étouffèrent sa résolution plus promptement qu'il ne l'avait formée.

L'impératrice avait fait une première halte à Crasnoe-Kabak, village situé à quelques lieues de Pétersbourg. A la pointe du jour, Grégoire Orlof était allé reconnaître

les environs de Peterhof et n'y avait trouvé que quelques paysans, qu'il avait dissipés au cri de : Vive Catherine ! Après avoir pris quelques heures de repos dans une misérable chaumière, cette princesse était remontée à cheval et s'était arrêtée à Strelna, monastère de Saint-Serge.

Le voisinage de sa femme avait jeté le malheureux empereur dans de nouvelles agitations. Il fit seller le meilleur de ses chevaux, afin de s'enfuir en Pologne ; mais, sur les instances de sa maîtresse, il écrivit à Catherine pour la prier de lui permettre de se retirer dans ses possessions du Holstein avec la comtesse Vorontzof et son favori Goudowitch, et chargea de ce message le vice-chancelier, prince Galitzin. Impatient dans ses désirs, il dépêcha presque immédiatement le général Ismaïlof, dans lequel il avait une entière confiance, avec ordre d'offrir sa renonciation à l'empire.

Ismaïlof trouva l'impératrice à Strelna. Le grand intérêt de cette princesse était de s'assurer de la personne de son mari sans effusion de sang. Pierre avait autour de lui des forces encore imposantes : 2,000 soldats du Holstein, pleins d'ardeur et de dévouement, quelques détachements tirés des régiments de campagne, plusieurs pièces de canon, et, en outre, un assez grand nombre d'hommes et de femmes dont les familles n'avaient pas quitté Pétersbourg, et qu'il pouvait retenir comme otages.

Catherine s'attacha donc à démontrer au général

Ismaïlof qu'il y aurait de la folie à vouloir se défendre; elle parla du nombre de ses troupes, du danger de les irriter; mit en avant le vœu du peuple, de la noblesse, du clergé, et demanda que son mari se rendît à Peterhof, où l'on pourrait traiter avec lui.

Ismaïlof, séduit par les manières gracieuses de l'impératrice, prit sur lui d'engager le tsar à céder au désir de sa femme. Pierre n'y était que trop disposé. La crainte d'essuyer un refus l'avait même jeté dans un si grand trouble qu'il accueillit avec joie cette proposition, sans réfléchir qu'il courait à sa perte. Le vieux Munich fut saisi d'indignation. Il lui demanda s'il ne savait pas mourir en empereur. « Vous avez peur d'être sabré, ajouta-il, prenez un crucifix, je vous réponds qu'ils ne vous feront aucun mal. » Mais sa résolution était prise. Ce malheureux prince était conduit à sa perte par ceux qui paraissaient lui montrer encore quelque attachement. Plusieurs, qui ne l'avaient pas quitté jusqu'à ce moment, se hâtèrent alors de l'abandonner.

Pierre monta donc avec la comtesse Vorontzof et Goudowitch dans la voiture qui avait amené Ismaïlof, et se rendit à Peterhof sans suite et sans gardes. Ils y arrivèrent à midi et demi. Les premières troupes qu'il rencontra sur sa route furent ces trois mille Cosaques dont nous avons parlé au commencement de ce récit; ils gardèrent sur son passage un profond silence, mais les cris de : Vive Catherine! qui l'accueillirent ensuite en approchant du château, portèrent le trouble jusqu'au

fond de son âme. Sa maîtresse lui fut enlevée, son favori fut l'objet des insultes des soldats. Lui-même resta seul, au milieu de cette soldatesque, exposé à tous leurs outrages. On lui ordonna de se déshabiller. Lorsqu'il eut ôté son cordon, son épée et son habit, il leur dit : *Me voilà donc entre vos mains.* Ils le laissèrent quelque temps dans cette indigne position, nu-pieds et couvert seulement d'une mauvaise pelisse.

L'impératrice lui envoya le comte Panin, qui eut avec ce prince une longue conférence, dont le résultat fut son abdication. Les termes de cet acte mémorable méritent d'être rapportés, pour l'instruction de l'histoire. « Durant le peu de temps de mon règne absolu sur « l'empire de Russie, j'ai reconnu que mes forces ne « suffisaient pas pour un tel fardeau, et qu'il était au- « dessus de moi de gouverner cet empire. Aussi en ai-je « aperçu l'ébranlement qui aurait été suivi de sa ruine « totale et m'aurait couvert d'une honte éternelle. Après « avoir donc mûrement réfléchi là-dessus, je déclare, « sans contrainte, solennellement, que je renonce pour « toute ma vie au gouvernement de l'empire de Russie, « ne souhaitant y régner ni souverainement, ni sous « aucune autre forme, sans aspirer même à y parvenir « jamais par quelque secours que ce puisse être. En « foi de quoi je fais serment devant Dieu et tout l'uni- « vers, ayant écrit et signé cette renonciation de ma « propre main, le 12 juillet 1762. »

Pendant ce temps, Pétersbourg était dans l'attente et

l'inquiétude. Les étrangers avaient été avertis de ne pas quitter leurs maisons, parce qu'on craignait de ne pouvoir les défendre contre la fureur du peuple, s'il soupçonnait leur attachement pour l'empereur. Plusieurs d'entre eux avaient déjà fait transporter sur les vaisseaux de leur nation leurs effets les plus précieux. Chacun attendait donc, pour se déclarer, l'issue de la révolution.

Si l'empereur avait suivi les conseils de Munich, il aurait trouvé des partisans dans cette grande ville, et une résolution énergique aurait peut-être relevé la fortune de Pierre III. Mais lorsque le bruit du canon eut annoncé la victoire de Catherine, tous les esprits furent fixés. Un sentiment unique les domina, celui de la joie. Le lendemain, chacun s'empressa d'aller reconnaître la nouvelle souveraine. En voyant aux pieds de l'impératrice plusieurs personnes de sa famille, la princesse Daschkof lui dit : « Madame, voilà ceux que je vous ai sacrifiés. » Catherine les accueillit avec beaucoup de bienveillance et remit ensuite à la princesse le cordon et les pierres de sa sœur, la comtesse Vorontzof, qui cependant ne fut point inquiétée, car elle vécut dans la capitale, moins honorée, mais aussi tranquille sur son sort que pendant le règne de Pierre III.

Munich se trouvait aussi dans cette foule. L'impératrice l'ayant aperçu : « Feld-maréchal, lui dit-elle, vous avez voulu me combattre. — Oui, madame, répondit Munich, mais désormais mon devoir est de combattre pour

vous.» Loin de lui en faire un crime, Catherine lui témoigna beaucoup de considération, et le nomma directeur général des ports de la Baltique et des canaux du Ladoga. Munich acheva d'illustrer sa carrière par des ouvrages considérables construits à Narva et à Revel, et mourut à Riga, le 16 octobre 1767, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Dans l'après-midi de ce jour, Catherine retourna dans la capitale, où son entrée ne fut qu'un long triomphe. Le peuple accourut sur ses pas. Chacun s'efforçait de lui baiser la main. Les popes l'attendaient à la porte du palais. Catherine, ayant mis pied à terre, s'en approcha et baisa sur la joue les principaux d'entre eux, ce qui est en Russie une grande marque de distinction.

L'impératrice avait montré dans cette courte et singulière révolution autant de résolution que de présence d'esprit. Elle s'appliqua, dès les premiers jours de son règne, à faire aimer et respecter son autorité. Affable envers le peuple, bienveillante et digne dans ses rapports avec les ministres des puissances étrangères, assidue au sénat, elle remplit d'espérance la nation et attira sur elle les regards de toute l'Europe.

Panin fut nommé premier ministre. Les Orlof, qui avaient pris une si grande part à la révolution, furent faits comtes et comblés de faveurs. Grégoire fut élevé au grade de général-major, nommé chambellan et décoré du cordon de Saint-Alexandre-Newsky. Elle le nomma successivement son aide-de-camp, chef des chevaliers-

gardes et lieutenant-colonel de la garde à cheval, général en chef, et, en 1766, grand maître de l'artillerie. Elle fit bâtir pour lui le Palais de marbre et lui donna le château de Ropcha avec 4,000 paysans. Grégoire était poli, bienveillant, accessible à tout le monde : il chercha alors à acquérir ce qui lui manquait d'instruction.

Plusieurs des officiers dont le zèle à servir les desseins de l'impératrice avait été remarqué furent avancés dans leurs grades et obtinrent des terres considérables ; mais pas un des amis ou des partisans de Pierre III ne fut recherché pour son dévouement à ce prince. Soit politique, soit modération, Catherine ne commit aucun acte de rigueur. La postérité doit lui en savoir gré, car la Russie, nous pourrions dire l'Europe entière, n'avait pas encore fourni l'exemple d'une révolution accomplie sans une seule goutte de sang versé.

Il y avait encore un homme qui avait perdu, pour la cause de cette princesse, sa haute position, son honneur, sa fortune, c'était Bestoujef. Catherine se hâta de le rappeler de l'exil. Elle le rétablit ensuite dans ses biens et ses dignités, et le déclara, par un oukase, innocent du crime dont il avait été accusé [1].

La cour de Russie offrait en ce moment un spectacle fort curieux. On était dans la joie du succès, mais on ne négligeait aucune des précautions que la prudence com-

[1] *Histoire des Gouvernements du Nord.*

mande. Chacun s'attachait à prendre la position à laquelle son ambition le faisait aspirer. Mais au milieu de cette foule de désirs et de prétentions diverses, un nom seul ne tarda pas à dominer tous les autres, celui d'Orlof.

Un jour que la princesse Daschkof entra chez l'impératrice avec la familiarité que semblait autoriser le souvenir récent des services rendus, ce ne fut pas sans une extrême surprise qu'elle vit ce jeune homme étendu sur un canapé, occupé à parcourir des papiers d'État, et l'impératrice attentive à lui plaire [1]. Elle fit d'abord des représentations, prit ensuite un ton plus sévère et provoqua sa disgrâce. Ses projets de liberté avaient beaucoup déplu ; ses manières impérieuses achevèrent de la perdre ; car, s'exagérant la part qu'elle avait prise à la révolution, elle se croyait en droit d'exiger de l'impératrice les plus grandes récompenses. Celle-ci, de son côté, se croyant offensée par les propos de la princesse plus encore que par ses prétentions, lui montra beaucoup de froideur et l'avertit secrètement qu'elle désirait ne pas oublier ses services [2]. Cette lettre ayant détruit les dernières illusions de la princesse Daschkof, elle prit le parti de se retirer à Moscou ; puis, sous prétexte de la santé de ses enfants, elle obtint l'autorisation de les conduire en Italie. L'impératrice, qui redoutait son

[1] *Memoirs of the princess Daschkaw*, vol. 1.

[2] *Ibid.*

esprit, mit un soin tout particulier à prévenir l'opinion de l'Europe contre les prétentions de cette jeune femme [1]. Elle sut pourtant lui faire oublier dans la suite le souvenir de sa rigueur, par le don de 2,500 paysans attachés à la terre de Kruglo. La princesse, rentrée dans les bonnes grâces de l'impératrice, ne sortit plus de la réserve dont sa jeunesse avait méconnu la nécessité. Elle reçut des mains de son ancienne amie, au retour de ses voyages, une somme de 300,000 francs, et quelque temps après une autre somme considérable pour l'acquisition d'un palais.

Six jours s'étaient à peine écoulés depuis la révolution qui avait mis l'empire aux mains de Catherine. Pierre III était gardé à Ropcha, maison de plaisance de l'hetman Rasoumofski, à quelques lieues de Pétersbourg. A peine arrivé, il avait demandé son violon, son chien et son nègre, sans paraître affecté de son changement de fortune.

Dans un pays tel que la Russie, où les révolutions éclataient alors si soudainement, que la tête des souverains semblait sans cesse menacée par une puissance mystérieuse; où l'audace avait souvent rendu le pouvoir à l'homme que la fortune venait d'abandonner, la vie de ce prince était un obstacle au repos de ses ennemis. Un événement imprévu pouvait le replacer sur le trône,

[1] Correspondance diplomatique du baron de Breteuil avec le duc de Praslin (Archives du ministère des affaires étrangères).

aussi facilement qu'il en avait été précipité. Les soldats, après les premiers moments d'ivresse, ne comprenaient pas comment ils avaient pu se laisser entraîner jusqu'à détrôner le petit-fils de Pierre le Grand. Dans les cabarets, où ils se rencontraient avec les soldats de la marine, qui n'avaient point trempé dans la révolution, ceux-ci leur reprochaient d'avoir livré leur empereur. Une certaine agitation régnait dans les esprits, et il n'eût fallu peut-être qu'une circonstance fortuite pour changer en deuil la joie des vainqueurs. Cette disposition générale faisait présager quelque nouvelle catastrophe.

Un des Orlof, celui que nous avons déjà fait connaître par le surnom de Balafré, avait été chargé de la garde du prince, avec Passek, Baskakof, Teplof et le prince Fœdor Bariatinski. Pierre avait conservé dans sa prison l'habitude de boire avec excès. Ses gardiens, devenus les compagnons de ses orgies, le traitaient avec si peu de respect, que leur familiarité dégénérait souvent en violences. Un jour, entre autres, la conversation avait pris un ton plus animé. La dispute devient bruyante : des injures on passe aux coups, et bientôt commence une lutte affreuse, dont le souvenir jette une ombre lugubre sur l'éclat de ce grand règne. Alexis Orlof s'était précipité sur le malheureux empereur, qui, malgré la force prodigieuse de son ennemi, se défendait avec l'énergie du désespoir. Mais au bruit de la lutte et aux cris d'Orlof, les autres accourent, se jettent sur l'empereur, étouffent ses cris avec une ser-

viette, le terrassent et l'étranglent (12 juillet 1762) [1].

L'impératrice était chez le comte Panin, avec le grand chambellan Schouvalof, lorsque le Balafré se présenta devant elle, les vêtements en désordre et les yeux hagards. Elle fut saisie d'un mouvement d'effroi, et les larmes qu'elle répandit ensuite, au récit de cette effroyable aventure, ne laissent aucun doute sur la sincérité de sa douleur. « L'idée seule de cette mort, dit-elle à la princesse Daschkof, me glace d'horreur et de dégoût. » On publia que l'empereur avait succombé à une colique hémorroïdale, et l'on ordonna des prières pour le salut de son âme. L'impératrice crut devoir, à cette occasion, instruire la nation, ainsi que les puissances étrangères, des causes de la révolution qui l'avait portée au trône [2]. Frappée de l'idée que ses ennemis ne manqueraient pas de donner à cet événement une interprétation fâcheuse, elle s'efforça de justifier sa conduite par les folies de son mari.

Toutefois, comme il était à craindre que les mécontents n'agitassent un jour l'empire avec le nom de ce prince, elle fit porter son corps dans la capitale et le laissa pendant trois jours exposé aux yeux du peuple, dans l'église de Saint-Alexandre-Newski.

[1] *Histoire de Pierre III; Nouveaux mémoires du règne et du détrônement de Pierre III*, publiés à Berlin en 1762; *Voyage d'un Français en Allemagne*, t. IV (ces trois écrivains sont peu favorables à Catherine II); *Voyage de deux Français dans le nord de l'Europe*, t. IV.

[2] Manifeste du 22 juillet.

Les soldats du Holstein, que cette vue avait remplis de pitié et d'horreur, furent embarqués pour leur patrie; mais, comme si la Providence avait eu quelque faute grave à leur faire expier, ils furent assaillis par une affreuse tempête, et la plupart d'entre eux ne revirent plus leur patrie. Peu de temps après, Catherine fit partir pour le Holstein tous les parents du feu roi et donna l'administration de ce duché au prince Georges.

Cette princesse ayant recueilli les fruits de la mort de son époux, sans l'avoir ordonnée, et sans pouvoir en punir les auteurs, obligée même de les combler d'honneurs et de biens, l'opinion publique a dû faire peser sur elle l'odieux de cet attentat. Il est pourtant vrai de dire que la conspiration qui renversa du trône Pierre III, ainsi que l'attentat qui le priva de la vie, furent uniquement l'œuvre des Orlof. On conçoit que Catherine, jeune, ardente, menacée dans ses jours par un tyran capricieux et barbare, se soit laissé entraîner jusqu'à lui enlever le pouvoir; mais rien ne prouve qu'elle ait ordonné sa mort. Le fait accompli, elle l'accepta par nécessité, et, tout en craignant le parti que ses ennemis pourraient en tirer pour ternir sa réputation, elle se conduisit alors avec autant de dignité que de prudence. Ce ne fut qu'après sa mort qu'une lettre d'Alexis Orlof déchira le voile qui avait couvert jusqu'alors ce mystérieux attentat[1]. Cette lettre, où respirait l'ivresse du

[1] *Memoirs of the princess Daschkaw*, vol. 1.

crime, où régnait un mélange confus de repentir et d'horreur, fut trouvée dans les papiers de l'impératrice et lue publiquement en présence de Paul. « Dieu soit loué ! s'écria-t-il, mes doutes sont dissipés. »

Les Orlof, qui avaient obtenu dans le gouvernement une part si considérable, n'avaient cru son pouvoir et le leur affermis que lorsqu'ils auraient enlevé aux mécontents, par la mort de Pierre III, le drapeau avec lequel ceux-ci auraient pu soulever les troupes. Tel est le secret de cet événement.

Lorsque l'impératrice eut pourvu aux besoins que réclamaient l'empire et sa propre tranquillité, elle se rendit à Moscou pour s'y faire sacrer dans l'antique palais des tsars (3 octobre 1762), cérémonie que Pierre avait malheureusement négligée. Le peuple de Moscou la vit, dit-on, avec indifférence, tandis qu'il fit éclater à la vue du jeune grand-duc des sentiments qui durent inquiéter sa mère. On vit même quelques complots se former et plusieurs de ses anciens amis se déclarer contre elle ; mais elle parvint sans peine à les déjouer, et, par ses premiers succès, elle affermit les bases de son autorité naissante. Elle aurait pu déployer la plus grande rigueur, car les coupables, livrés au sénat, avaient été condamnés à mort ; elle préféra la clémence. Quatre seulement furent exilés aux extrémités de l'empire [1].

Tout le crédit resta dans les mains des Orlof. Grégoire

[1] *Histoire des gouvernements du Nord.*

se fit donner la place de grand maître de l'artillerie, occupée par Villebois. Un autre de ses frères domina dans le sénat, et le Balafré exerça, comme major en second dans un des régiments de la garde, une influence presque sans bornes. Grégoire osa même porter ses regards plus haut. Ébloui de l'éclat de sa fortune, il se persuada que le trône n'était point une récompense au-dessus de ses services. Catherine fut suppliée de contracter une nouvelle union. Les principaux seigneurs furent intimidés ou séduits. Mais lorsque Bestoujef, qui s'était fait l'agent de cette intrigue, eut présenté la pétition au chancelier Vorontzof, ce ministre ne put cacher ni son étonnement ni son indignation. Quoique malade, il demande sa voiture et se rend au palais. Il représente à l'impératrice le tort qu'une pareille union ferait à sa gloire. « La nation, ajouta-t-il, loin d'avoir exprimé ce vœu, s'indignerait d'être gouvernée par un tel maître. » Soit que l'impératrice craignît en effet le mécontentement du peuple, soit plutôt qu'elle n'eût point approuvé ces démarches, elle répondit au chancelier, en louant son zèle, qu'elle n'avait pas autorisé cet intrigant vieillard (elle parlait de Bestoujef) à disposer de sa main [1].

L'Europe ne tarda pas à porter son attention sur la cour de Russie. Toutes les puissances étaient agitées par des mouvements contraires, ignorant encore quelle serait la direction de la politique russe. L'Autriche, que

[1] *Memoirs of the princess Daschkaw*, vol. 1.

Pierre III avait abandonnée pour s'attacher au roi de Prusse, n'avait pas vu sans un vif plaisir la révolution qui venait de détrôner ce prince bizarre et imprudent. Catherine envoya l'ordre, il est vrai, au général Tchernychef, de rentrer immédiatement en Russie avec son armée, mais en même temps elle confirma la paix que son mari avait conclue avec le roi de Prusse.

La cour de Versailles, de son côté, avait conçu l'espoir de fonder son crédit avec quelque solidité auprès d'une jeune et gracieuse impératrice, dont les goûts ne paraissaient nullement en rapport avec ceux de la nation qu'elle gouvernait; mais elle ne tarda pas à s'apercevoir de son erreur. Catherine aimait les arts qui régnaient en France; elle flattait l'amour-propre de ses philosophes, dont les éloges établirent sa réputation en Europe; elle offrit même à d'Alembert de se charger de l'éducation du grand-duc; mais elle était bien éloignée de vouloir régler sa politique sur celle de Louis XV, pour lequel elle professait une médiocre estime. Cette cour s'était d'ailleurs complétement trompée sur le caractère de l'impératrice. On la croyait spirituelle, mais légère; habile à conduire une intrigue, mais sans talents sérieux, et l'on prédisait que son règne serait de peu de durée et sans éclat[1].

L'intention de Catherine parut être, au contraire, d'entretenir avec toutes les puissances des relations con-

[1] Correspondance diplomatique du baron de Breteuil avec le duc de Praslin (Archives du ministère des affaires étrangères).

venables, mais sans intimité ; de n'enchaîner sa politique aux passions de personne, et de faire respecter son isolement par une conduite prudente et ferme. Au moment de son élévation, elle avait publié un manifeste, dans lequel le roi de Prusse était traité de perturbateur du repos public et d'ennemi de l'empire russe. Mais ayant trouvé dans les papiers de son mari la lettre suivante, écrite par Frédéric : « La guerre contre le Danemark « est hors de saison. Vous n'avez rien de plus pressé que « d'aller vous faire couronner à Moscou. Les Russes sont « superstitieux. Au surplus, consultez l'impératrice ; « elle ne peut que vous donner de bons conseils, et je « vous exhorte à les suivre, » cette découverte changea la direction de ses idées.

On ne vit donc pas sans étonnement cette princesse nouer des relations amicales avec le roi de Prusse. L'œil pénétrant de Frédéric avait aperçu l'abîme dans lequel Pierre III allait se jeter aveuglément. « Puisque « l'empereur veut se perdre, avait-il mandé à son mi- « nistre, il faut se tourner du côté de l'impératrice. Ce « pauvre prince veut imiter Pierre le Grand, mais il n'en « a pas le génie. » Aussi le baron de Goltz, qui avait été le compagnon de plaisir du tsar et le confident de ses pensées, fut-il le premier à l'abandonner. Catherine l'accueillit avec distinction et traita avec la même faveur l'ambassadeur anglais, M. Keith, qui en profita pour obtenir des priviléges considérables en faveur du commerce de son pays.

Ainsi les prévisions de plusieurs furent trompées. C'est d'ailleurs le résultat de presque tous les changements. La nouvelle impératrice avait une âme grande, un esprit éclairé, un caractère viril. Elle s'aperçut en peu de temps que quelques-uns de ceux qui avaient pris part à la révolution ne tendaient à rien moins qu'à gêner son autorité.

Le clergé, de son côté, se crut au moment de rentrer dans la possession de ses biens, dont Pierre III l'avait imprudemment dépouillé. Mais là où ce prince n'avait gardé aucune mesure, Catherine apporta la prudence et l'habileté qui caractérisent tous les actes importants de son règne. Elle triompha des prêtres par eux-mêmes. L'examen de cette affaire fut soumis à une commission composée de créatures dévouées à ses volontés. Ce fut, dans le clergé, le métropolitain de Novogorod, l'archimandrite de Pétersbourg et l'évêque de Péréialoslaf, et, parmi les laïques, le comte Vorontzof, les princes Kourakin et Gagarin, Koslovski et Teplof.

L'administration des biens de l'Église était détestable. Quoique les paysans fussent accablés sous le poids des plus rudes corvées, les terres n'étaient ni mieux cultivées ni par conséquent plus productives. La commission fut invitée à porter particulièrement son attention sur la nature et la qualité des terres. Elle trouva que le nombre des paysans appartenant à l'Église s'élevait à 910,866. Aux corvées elle substitua la capitation, dont elle fixa le chiffre à un rouble et demi, im-

pôt d'autant plus modéré qu'il mettait un terme aux exactions dont les malheureux serfs avaient été jusque-là victimes. La commission ayant terminé son travail, un manifeste impérial du 20 février 1764 en approuva toutes les dispositions, et, dès ce moment, la sécularisation des biens de l'Église fut consommée.

Les principaux membres du clergé avaient été effrayés ou séduits ; le reste fut sacrifié et se contenta de nourrir de vains projets de vengeance. Arsène, évêque de Rostof, secrètement excité par quelques-uns de ses confrères, s'était montré fort insolent dans son opposition, et, à l'imitation du clergé catholique, il avait soutenu le principe des deux puissances. D'abord on s'était borné à lui imposer silence ; mais sa violence s'en étant accrue, on le déféra au synode, qui le condamna comme coupable d'attentat contre le pouvoir souverain. Il fut dégradé et livré au bras séculier ; mais l'impératrice lui fit grâce et se contenta de le reléguer dans un monastère.

Bien que les prêtres en Russie n'aient jamais exercé sur les populations cette redoutable influence à laquelle d'autres contrées ont été soumises, cependant des milliers de voix secrètes arrivèrent au cœur de la nation. On évoqua le nom du jeune Ivan ; on insinua que le trône lui appartenait ; on répéta que Pierre III l'avait tiré de sa prison pour le rétablir dans ses droits ; enfin on déterra un ancien manifeste dans lequel ce prince désavouait son fils comme étant le fruit de l'adultère.

Il résulta de tout cela quelques regrets parmi les trou-

pes, une certaine agitation dans le peuple. Mais Catherine sut étouffer par des mesures aussi promptes que vigoureuses, avant qu'ils fussent tout à fait formés, ces mouvements de l'opinion égarée. Les soldats appartenant aux régiments des gardes eurent défense de s'assembler sans y être autorisés par leurs officiers; quelques-uns furent châtiés sévèrement; d'autres allèrent expier dans les déserts glacés de la Sibérie la part qu'ils avaient prise à la chute de Pierre III. Ces châtiments ne détruisirent pas entièrement l'esprit de sédition, car on le vit à peu de temps de là faire un dernier effort pour abattre la puissance de la tsarine, avant qu'elle se fût plus solidement établie. Pendant un jour entier, Catherine eut à craindre un sort pareil à celui de son mari, mais elle ne s'abandonna pas elle-même; elle répondit avec une si ferme confiance à ceux qui paraissaient inquiets des suites de ce mouvement, qu'elle releva leur courage. Les promesses, l'or et les faveurs, répandus par les mains des Orlof, avaient sauvé l'impératrice. Dès que les troupes furent rentrées dans le devoir, on arrêta vingt-quatre officiers. Quatre furent condamnés, comme coupables de haute trahison, à être écartelés; mais Catherine commua leur peine en un exil en Sibérie, persuadée que la clémence affermirait son autorité beaucoup mieux que les supplices. Du reste, philosophe par opinion, elle était profondément humaine et généreuse, et jamais la passion ne prit assez d'empire sur son âme pour étouffer ses sentiments ou sa raison.

Lorsqu'elle crut n'avoir plus rien à craindre, elle s'occupa très-activement de l'administration intérieure de son empire, sachant allier le devoir avec le plaisir, pour lequel elle avait une ardeur extrême, sans toutefois s'y laisser entraîner au delà de sa volonté ou de ses intérêts. Elle assistait régulièrement au Conseil, dont elle dirigeait les délibérations ; dictait elle-même à ses ministres les dépêches les plus importantes, et les étonnait tous par la puissance de sa raison et de sa volonté. Quand une fois elle avait embrassé une résolution, elle ne l'abandonnait plus. Ferme dans ses principes, constante dans ses vues comme dans ses affections, on disait d'elle qu'elle n'abandonna jamais ni un projet ni un ami.

En attirant autour d'elle les hommes qui avaient acquis la connaissance des affaires, elle mettait à profit leurs lumières, sans leur laisser prendre un trop grand ascendant sur son esprit. Elle fut souvent trompée, quelquefois séduite, mais jamais dominée. Comme elle ne craignait pas de passer pour être gouvernée, elle donnait à ses agents l'autorité la plus étendue, et comme, d'autre part, elle n'était ni faible ni défiante, chacun jouissait de son emploi avec sécurité, sans craindre ni l'espionnage ni l'intrigue. Habile d'ailleurs à discerner le mérite, elle mettait chaque homme dans la position où il pouvait rendre le plus de services à l'empire.

L'ancien chancelier Bestoujef, qu'elle avait rétabli

dans ses honneurs, lui faisait connaître la politique et les ressources des puissances de l'Europe; Munich, qui, pendant ses longues années d'exil, avait conçu le plan de chasser les Turcs de l'Europe, lui en développait la suite dans des entretiens familiers qui échauffaient son imagination. « On portera sans doute sur cette conquête, écrivait-il, le même jugement que sur la construction d'un port sur la mer Baltique; on la qualifiera de chimère. Je suis cependant en état de démontrer que Pierre le Grand, depuis le premier siége d'Azof jusqu'à sa mort, a eu principalement en vue de conquérir Constantinople, de chasser de l'Europe les infidèles et de rétablir la monarchie grecque. Je pourrais même dresser le plan de cette vaste entreprise ; j'y avais travaillé pendant mon exil [1]. »

Ces entretiens ne tardèrent pas à porter leurs fruits, comme nous le verrons dans le livre suivant. L'état de l'Europe laissait un libre cours à l'ambition de Catherine ; la manière dont elle avait acquis l'empire lui faisait en quelque sorte une loi de l'entourer de gloire ; et, comme d'ailleurs le ciel l'avait douée d'une âme forte et d'une imagination ardente, elle se trouvait portée naturellement vers les grandes entreprises.

[1] *Histoire raisonnée du commerce de la Russie,* par Schérer, t. II.

LIVRE II.

Premier acte de la politique extérieure de Catherine. — La Courlande fief de la république de Pologne. — Le duc de Biren. — Le prince Charles de Saxe, fils d'Auguste III, et duc de Courlande. — Déclaration de l'impératrice. — Manifeste de Biren. — Il se rend à Mittau, escorté par des troupes russes. — Déclaration menaçante de Keyserling, ambassadeur russe à Varsovie.— Le prince Charles quitte la Courlande.— Agitation en Pologne. — Deux partis en présence, celui des Potocki et celui des princes Czartoryski. — Leur but et leurs moyens. — Caractère des princes Auguste et Michel Czartoryski. — État de la Pologne. — Vices de sa constitution. — Son infériorité politique. — Prétention de la Russie à exercer en Pologne une sorte de protectorat. — Conduite de la France. — Elle veut se servir de la Turquie pour contenir les Russes. — Décadence de l'empire ottoman. — Le sultan Mustapha. — Le divan entre dans les vues de la Russie pour l'élection d'un roi de Pologne. — Résolution de l'impératrice en faveur de Poniatowski. — Motif de ce choix. — La situation de l'Europe favorable aux desseins de Catherine. — Erreur du duc de Choiseul au sujet de la Pologne. — Frédéric II, roi de Prusse. — Son alliance avec la Russie. — Le prince Repnin nommé ministre plénipotentiaire à Varsovie. — Occupation de la Pologne par des troupes russes. — Ouverture de la diète de convocation. — Elle est rompue. — Les partisans des princes Czartoryski se forment en confédération. — Ces princes présentent leurs réformes et les font approuver par la diète confédérée. — Ouverture de la diète d'élection. — Élection de Poniatowski.— Il prend le nom de Stanislas-Auguste. — Toutes les puissances le reconnaissent. — La Russie et la Prusse attaquent les réformes des princes Czartoryski. — Question des dissidents. — Les États protestants secondent les vues de la Russie. — Importance politique de la question. — Fanatisme du peuple excité par le clergé catholique. — Rétablissement des anciennes formes constitutionnelles. — Fausse position de Stanislas-Auguste. — Despotisme du

prince Repnin. — Confédération de Radom. — Folies des confédérés. — Convocation d'une diète extraordinaire. — Les troupes russes entrent dans Varsovie. — Demandes adressées à la diète par le prince Repnin. — Radziwill propose de déléguer les pouvoirs de la diète à des commissaires. — Discours de l'évêque de Cracovie. — Repnin fait enlever quatre nonces et les fait conduire en Russie. — La diète délègue ses pouvoirs et s'ajourne. — Tout plie sous la volonté de l'ambassadeur russe. — Résolutions de la délégation. — La diète approuve tout et se sépare. — Comment on apprécie en Pologne la situation de la république. — Agitation. — Nouveaux efforts de la France pour réveiller la Turquie de son assoupissement. — La guerre devient imminente.

La première occasion que Catherine eut de manifester aux yeux de l'Europe la vigueur de son caractère s'offrit au sujet de la Courlande. Les duchés de Courlande et de Semigalle, restes des anciennes possessions des chevaliers livoniens, étaient devenus, par un concours de circonstances particulières, un fief du royaume de Pologne. Les Courlandais, qui n'avaient pas été consultés, avaient d'abord refusé de ratifier la convention par laquelle leur vieux duc avait cédé leur pays à la Pologne, et lui avaient donné pour successeur Maurice, comte de Saxe, un des plus grands généraux de ce siècle. Mais les événements survenus en Pologne, à la mort d'Auguste II, ayant entraîné la Courlande dans un nouveau courant d'agitations, on vit alors renaître dans le sein de la république les deux partis qui l'avaient troublée quelques années auparavant, l'un attaché à Stanislas, l'autre à l'électeur de Saxe. Ce dernier l'em-

porta et, usant du droit que lui avait accordé la diète de 1736, de conférer à son choix le duché de Courlande, il en donna l'investiture à Biren, favori de l'impératrice de Russie (13 juin 1737), aux armes de laquelle il devait en quelque sorte la couronne de Pologne.

Jean-Ernest, comte de Biren, était d'une basse extraction; mais son père, qui avait élevé l'édifice de sa fortune en exploitant les forêts des ducs de Courlande, en avait fait usage pour donner à son fils une éducation distinguée. Après avoir sollicité vainement un emploi à la cour de Russie, le jeune Biren revint en Courlande, où, par le crédit de Bestoujef, père de celui qui fut plus tard chancelier, sous le règne d'Elisabeth, il fut introduit auprès de la duchesse, qui, charmée de ses manières, le prit à son service en qualité de secrétaire, et le nomma peu de temps après gentilhomme de la chambre. Il était bien fait de sa personne, d'une figure agréable, et joignait à beaucoup de hardiesse un art infini dans la conversation. Ses progrès dans la faveur de la duchesse furent si rapides, qu'il parvint bientôt à gouverner à son gré son esprit, malgré la jalousie et la haine qu'il excita par son caractère hautain, ambitieux et cruel.

Lorsque les députés russes vinrent offrir à la duchesse de Courlande la couronne de Russie, une des conditions qu'ils lui imposèrent fut qu'elle laisserait Biren à Mittau. Anne le promit; mais elle fut à peine maîtresse du pouvoir, qu'elle lui en abandonna les rênes. Biren dé-

ploya, dans sa nouvelle position, une férocité dont les Russes gardèrent longtemps le souvenir. La hache du bourreau frappa les plus nobles têtes, et la Sibérie se peupla de victimes.

Régent de l'empire après la mort de sa bienfaitrice, qui avait ajouté ce nouveau bienfait à ses autres faveurs, Biren aspirait peut-être à une plus haute fortune, lorsqu'une révolution le précipita dans l'abîme qu'il avait ouvert sous les pas de tant d'autres. Il n'avait qu'une instruction ordinaire, mais il possédait une qualité plus rare, un très-grand bon sens. Il concevait avec justesse, exécutait avec promptitude, et joignait à cela une ardeur infatigable pour le travail. Lorsqu'il avait quitté la Courlande pour venir régner en Russie sous le nom de l'impératrice, il n'avait qu'une idée superficielle de ce vaste empire; quelques années après on remarquait avec étonnement qu'il en connaissait à fond toutes les ressources. Aussi avait-il coutume de dire que c'étaient les affaires qui faisaient les hommes.

Durant son exil en Sibérie, le roi de Pologne et la noblesse de Courlande demandèrent vainement sa liberté. Elisabeth allégua des raisons d'État, ajoutant qu'elle verrait avec plaisir le prince Charles, fils d'Auguste III, en possession de la Courlande. En conséquence, le sénat de Pologne prononça la vacance du duché, et désigna le prince Charles pour y exercer les droits de la souveraineté, sous l'autorité de la république (1759)

Ce prince en jouissait en paix depuis trois ans, lorsque Biren fut tiré de l'exil. Catherine II, voulant essayer par lui ce qu'elle pourrait tenter sur la Pologne, s'empressa de rappeler les droits de Biren sur le duché de Courlande, et demanda son rétablissement (3 août 1762). La surprise du roi de Pologne fut extrême. Il répondit à l'impératrice qu'il avait disposé de la Courlande suivant le principe des fiefs; rappela les circonstances qui avaient déterminé la nomination de son fils et feignit de croire que l'intention de Catherine ne pouvait être de prescrire des bornes à l'exercice de ses droits, de même qu'elle ne permettrait pas qu'il en fût assigné à son autorité légitime.

L'impératrice n'avait point engagé ce débat sans en avoir prévu les difficultés; mais, décidée à les vaincre par la force, si la persuasion échouait, désireuse surtout de donner à la Pologne, au commencement de son règne, une preuve de cette volonté ferme dont son âme était douée, elle fit communiquer à la cour de Varsovie une déclaration portant en substance : « Qu'il avait été « statué en 1736 qu'après l'extinction de la famille « Kettler, celui à qui les duchés de Courlande et de « Semigalle seraient conférés en jouirait sa vie du- « rant, pour les transmettre à ses descendants mâles; « que le duc Jean-Ernest ayant reçu le diplôme royal « et souscrit aux conditions qui lui avaient été imposées « par les commissaires de la république, il avait acquis « un droit indubitable; qu'ayant été dépouillé de ses

« duchés, sans avoir été ni entendu ni jugé, il n'était « pas juste qu'il restât plus longtemps privé d'un bien « qu'il avait obtenu légalement et qu'il n'avait perdu « par aucun acte de félonie envers le roi ou la répu- « blique de Pologne. » Quant à la raison d'État, elle n'existait plus, et en outre, ajoutait-elle, il y a justice à rendre à chacun ce qui lui appartient, sans compter que les droits de la nature et du bon voisinage obligent toute puissance à protéger un prince opprimé contre une injuste persécution.

Cette déclaration fut suivie d'un manifeste de Biren. Il établissait : 1° que le décret du sénat, en vertu duquel le prince Charles avait été investi des duchés de Courlande et de Semigalle, n'avait point été unanime ; 2° que le roi de Pologne et le sénat n'avaient pas l'autorité requise pour décider cette affaire, qui était uniquement du ressort de la diète ; 3° que celle de 1736 n'avait donné au roi le pouvoir de nommer un duc de Courlande que pour une seule fois, et qu'ainsi le duc Jean-Ernest avait été établi souverain de Courlande par la seule autorité légitime ; 4° que la république de Pologne n'avait pas cessé un seul instant de reconnaître les droits de ce prince, en sorte qu'il n'avait pu en être privé tout à coup par un jugement du sénat, dans lequel aucune des formes requises n'avait été observée.

Biren était, par son caractère et son expérience, propre à jouer le rôle auquel le destinait la politique de Catherine. Hautain, vindicatif, il nourrissait contre le roi de

Pologne une profonde haine. La position de ce prince était donc très-difficile. Accablé de maux, placé entre la crainte d'attirer sur la république les armes de la Russie et l'humiliation de détrôner lui-même son propre fils, il n'osait ni l'engager à céder, ni l'encourager à la résistance. Au milieu de ces hésitations, l'impératrice avait donné l'ordre à ses troupes d'occuper la Courlande. Charles, qui se trouvait en ce moment éloigné de sa capitale, se hâta d'y revenir; mais les troupes russes y entrèrent en même temps que lui et furent distribuées sur les terres des partisans du duc, pour y vivre à discrétion jusqu'à ce qu'il se soumît.

De son côté, Biren était accouru avec le dessein d'employer la violence pour le triomphe de sa cause. Cependant, il crut devoir attendre à Riga, dernière ville de la Russie, le départ de son rival. Mais celui-ci, prisonnier dans son propre palais, où un simple résident russe avait apposé les scellés sur tous les objets publics, opposait aux outrages le mépris, aux menaces une fermeté calme, aux offres de l'impératrice les droits qu'il tenait de son père. Les employés qui lui étaient restés fidèles étaient sans cesse menacés de la colère de la Russie: c'est ce qui affectait le plus son cœur. On mit des gardes aux marchés, aux étangs, aux bûchers, dans les basses-cours, afin que les provisions n'arrivassent pas jusqu'au duc, et que, lassé de tant d'outrages, il abandonnât lui-même la Courlande. Le chancelier lui ayant signifié, de la part de Catherine, qu'il eût à se retirer au plus vite,

il répondit qu'il avait pour l'impératrice tout le respect possible, mais qu'il n'avait d'ordre à recevoir que du roi de Pologne. On lui offrit des dédommagements ; il les refusa.

Mais, dès ce moment, les Russes ne mirent plus de bornes à la violence. Biren, lassé d'attendre à Riga le départ de son rival, fit un voyage de quelques heures à Mittau, pour y convoquer la noblesse de Courlande ; car les lois du pays voulaient que les lettres de convocation ne pussent être expédiées que dans le pays même. Ces lettres furent accompagnées d'une circulaire adressée à la noblesse par le ministre russe. Il promettait à ceux qui obéiraient la protection de la tsarine, et menaçait de sa colère ceux qui resteraient attachés aux intérêts du prince Charles. Malheureusement la Courlande offrait le spectacle déplorable d'un petit État divisé, et, en présence des maux dont ils étaient menacés, la crainte glaçait les cœurs des Courlandais, dont la fidélité n'avait pas encore chancelé. Dans cette triste situation, le duc envoya demander à son père des conseils et des ordres. Auguste était en proie à une horrible perplexité. Il n'osait engager son fils à commettre une lâcheté ; il osait encore moins l'exposer à des dangers sérieux, en lui ordonnant de résister. Il prit le parti de convoquer le sénat et d'adresser, en attendant, une exhortation à la noblesse de Courlande.

Au jour annoncé (20 janvier 1763), Biren fit son entrée dans Mittau, escorté par les troupes russes. Il

descendit à la principale église, où le clergé le reçut avec les honneurs souverains. Mais, comme le prince Charles n'avait pas quitté le palais ducal et qu'on n'osait pousser la violence jusqu'à l'en chasser, il se logea avec sa famille dans quelques maisons particulières situées sur la place même du palais. Telle fut alors la confusion dans ce malheureux pays, que toute l'administration resta suspendue et que les tribunaux cessèrent de rendre la justice.

Pendant que ceci se passait en Courlande, le sénat de Pologne s'assemblait. Déjà deux sénateurs étaient partis pour aider le prince de leurs conseils. Ils parvinrent jusqu'au palais qu'entourait un cordon de soldats étrangers; mais un officier russe leur signifia, au nom de l'impératrice, qu'il leur était défendu d'exercer en Courlande aucun acte de juridiction. Nonobstant cette défense, les deux sénateurs envoyèrent un héraut d'armes à tous les Courlandais, pour les inviter à ne pas se rendre à l'assemblée convoquée par Biren. Un écrit affiché aux portes des églises fut arraché en même temps, et le héraut conduit au delà des frontières de la Courlande.

Dès l'origine de cette lutte, Catherine avait envoyé à Varsovie, en qualité d'ambassadeur, un homme dangereux pour le repos de la Pologne, le comte Keyserling, originaire de Courlande. C'était un esprit fin et rusé, qui savait concilier la violence avec un respect apparent pour les formes républicaines. Il avait ordre de s'arrêter à Mittau et d'employer son habileté à obtenir du prince

Charles qu'il quittât la Courlande sans paraître céder à la force ; mais il échoua contre l'inébranlable volonté de ce prince. Keyserling poursuivit donc sa route vers la Pologne, sans cesser toutefois de s'occuper de la Courlande ; car, outre le désir de remplir les intentions de sa cour, il avait un autre motif pour désirer le succès de sa mission ; il était lié à Biren, auquel il devait son élévation, par des liens de reconnaissance et d'amitié, et il espérait, en le replaçant dans cette haute fortune, s'en faire un appui contre les disgrâces qui pourraient l'atteindre lui-même.

Au moment où le sénat de Pologne allait s'assembler, Keyserling publia, au nom de sa souveraine, une déclaration menaçante, dans le but de frapper cette assemblée de terreur. Catherine s'y attribuait la gloire d'avoir fait cesser la guerre qui affligeait l'Europe à son avénement au trône. Elle se plaignait que la Pologne eût manqué d'égards envers elle, en rappelant dans une note les malheurs du jeune Ivan ; enfin, en ce qui concernait la Courlande, elle disait que ce pays ayant toujours été considéré comme une barrière entre les deux États, elle devait à son repos de ne pas souffrir qu'il devînt un foyer de troubles. En même temps elle envoyait l'ordre aux troupes qu'elle avait en Pologne de ne pas quitter la république. Un corps de deux mille hommes venait en dernier lieu de s'établir à Graudentz, ville située sur une hauteur, au milieu d'une plaine marécageuse, et, comme point militaire, excellente position.

Ce fut sous de pareils auspices que le roi ouvrit le sénat. Ce prince, étant sur le point de partir pour la Saxe, où il espérait que l'air natal rétablirait sa santé chancelante, avait informé les sénateurs, par une note, qu'il appellerait d'abord leur attention sur deux points fort importants : l'affaire de Courlande et la présence des troupes russes sur le territoire de la république. Sur le premier, quarante-huit sénateurs sur soixante reconnurent les droits du prince Charles comme duc de Courlande, et décidèrent qu'on ferait le procès à Biren et à ses complices. Le prince Michel Czartoryski, grand chancelier de Lithuanie, homme ardent et ambitieux, qui voulait employer la Russie à changer la constitution de la république, parla contre cette mesure avec beaucoup d'habileté, sans ébranler toutefois la résolution du sénat.

Pour détruire l'effet de cette résolution, Keyserling s'appliqua à donner de la consistance au bruit d'une prochaine invasion d'une armée russe. En effet, cette menace acheva de jeter le trouble dans l'esprit du roi de Pologne, qui envoya l'ordre à son fils d'abandonner la Courlande, et aux deux sénateurs de le suivre. Sa frayeur était si grande qu'il partit lui-même sans avoir pris aucune mesure pour mettre la république à l'abri des agitations qui déjà éclataient de toutes parts.

Le prince Charles quitta le palais où il était en quelque sorte assiégé depuis sept mois, manquant de tout et ne subsistant que par le dévouement de quelques Cour-

landais ; il quitta, dis-je, le palais, non en fugitif, mais en héros malheureux. Il traversa en plein jour les troupes russes, qui, frappées de son courage, lui rendirent les honneurs qu'on rend aux souverains.

Le départ d'Auguste avait donné aux intrigues dont la Pologne était le théâtre une plus grande activité. Chacun prévoyait que de grands malheurs étaient près de fondre sur elle, et cependant chacun n'avait en vue, dans ces circonstances malheureuses, que le succès de son ambition. Deux partis divisaient la Pologne, celui des princes Czartoryski, qui s'appuyait sur la Russie, et celui des Potocki, famille puissante, ennemie de la cour, qui avait la prétention de ne rien devoir qu'à sa seule force. Tous les deux sentaient la nécessité d'apporter certains changements dans la constitution polonaise, et notamment de supprimer le *liberum veto*, c'est-à-dire la loi qui exigeait l'unanimité dans les diètes ; loi déplorable qui avait produit tous les maux dont les Polonais se plaignaient, et conduit la république à ce degré d'abaissement où nous la verrons descendue. Mais leur but était différent. Les premiers désiraient fortifier la royauté à leur profit ; les seconds voulaient, au contraire, l'affaiblir davantage au profit de la noblesse, et ils se proposaient, à cet effet, d'établir, à côté de la couronne, un conseil permanent, dont le pouvoir presque souverain aurait flatté l'orgueil des grandes familles.

Les princes Czartoryski, hommes d'un rare mérite,

dont l'un était grand chancelier de Lithuanie, et l'autre palatin de la Russie polonaise, avaient des vues plus élevées, et ils fussent parvenus en d'autres temps à rendre la Pologne heureuse en fondant un gouvernement régulier. Mais les moyens par lesquels ils espéraient réussir étaient dangereux et devaient tromper leurs espérances. La présence des troupes étrangères, qu'ils appelèrent au sein de leur patrie, souleva contre eux l'indignation de leurs concitoyens, et leurs projets, lorsqu'ils furent mieux connus, rencontrèrent les plus grands obstacles de la part de la Russie, dont le but était d'entretenir la division parmi les Polonais. Ce furent donc les deux écueils contre lesquels la longue ambition de cette famille alla se briser, au moment même où elle croyait n'avoir plus qu'à jouir de son ouvrage.

Le prince Auguste, palatin de Russie, jouissait d'une haute réputation de sagesse, et joignait à un faste de souverain une sévère économie. Sa conduite mesurée, la gravité de ses manières, son immense fortune semblaient le rendre l'arbitre des destinées de la Pologne, dont la noblesse presque tout entière lui était dévouée; mais, nonchalant par caractère, il ne croyait pas que le pouvoir méritât qu'on le poursuivît aux dépens de son repos, de sorte qu'il traitait les affaires avec une sorte de dédain, et qu'il n'y apportait ni ardeur ni persévérance.

Son frère Michel, au contraire, grand chancelier de Lithuanie, avait une âme ardente et opiniâtre, une

grande expérience des hommes et des choses, et il se sentait capable de jouer dans une république le rôle de dictateur. Il connaissait plus de cent mille nobles par leurs noms, ce qui l'avait rendu extrêmement populaire. Il avait l'art de diriger une assemblée, savait à propos exciter les passions, employer l'intrigue ; mais, avec un génie inquiet, remuant, audacieux, il se nuisait par le ton d'ironie qui régnait habituellement dans ses discours.

L'anarchie dans laquelle il voyait la république menacée de s'engloutir lui avait inspiré un violent désir de réformer le gouvernement, et ce sentiment, joint à l'espoir de fixer la couronne dans sa famille, donnait à son ambition une ardeur que la prudence avait de la peine à contenir. Abolir le *liberum veto ;* augmenter les prérogatives de la couronne et la rendre héréditaire ; réduire l'autorité des grandes charges ; placer les tribunaux en dehors des passions populaires ; abaisser la puissance des grandes familles, puissance dont elles avaient si souvent abusé ; en un mot, faire entrer la république dans la voie où les États voisins étaient depuis longtemps engagés, telles étaient les vues de ces princes. Mais l'ignorance de la nation, son attachement pour une liberté orageuse, dont parfois elle déplorait l'usage funeste, la crainte de dévoiler leur ambition, la défiance qu'inspirent toujours des projets dont on n'entrevoit qu'imparfaitement le but ; enfin l'obligation de ne pas éveiller la jalousie de leurs voisins, tout les invi-

tait à marcher dans cette voie de réformes avec une extrême circonspection.

Depuis longtemps la Pologne se reposait dans une tranquille anarchie[1]. La nation avait des mœurs douces, mais des lois vicieuses. Tandis que la plupart des peuples de l'Europe étaient en travail pour améliorer leur état social, la Pologne n'avait fait aucun progrès. Elle ne songeait à réformer ni ses lois[2], dont les défauts n'échappaient à personne, ni l'administration de la justice, qui rappelait une époque de barbarie[3], ni les principes de la propriété fondée sur le privilége, ni son organisation militaire qu'elle croyait parfaite, parce que les armées polonaises étaient d'une grande bravoure, et que leur gloire avait retenti dans tout l'univers; ni enfin la condition du peuple, réduit presque tout entier à l'esclavage. Le pays offrait en général un aspect misérable; les villes étaient sans industrie, les campagnes mal cultivées, et la population diminuait d'année en année d'une manière sensible.

« Je ne pense qu'avec crainte, écrivait le roi Stanislas

[1] *Polonia confusione regitur* était passé en proverbe.

[2] Aucun noble ne pouvait être arrêté qu'après avoir été condamné juridiquement, ou pris en flagrant délit.

Le coupable était absous, dès qu'aucun particulier ne l'accusait et ne le poursuivait en justice.

[3] Un individu s'était emparé du bien d'un autre : si la justice décidait en faveur de ce dernier, tout n'était pas fini pour cela; il fallait que, le décret à la main, il assemblât des troupes, et qu'il mît, s'il le pouvait, son ennemi à la raison.

Leczinski en 1738, à tout ce qui nous environne. Quelles forces avons-nous pour résister à nos voisins, et sur quoi fondons-nous cette confiance qui nous tient enchaînés et comme endormis dans le repos? Nous croyons que nos voisins, par leur propre jalousie, s'intéresseront à notre conservation ; vain préjugé qui nous trompe ! Ils s'accorderont plutôt à partager nos États. Il est vrai que ce sont les mêmes nations que nos pères ont connues et qu'ils n'ont jamais appréhendées, mais ne savons-nous point que tout est changé? Elles ont à présent d'autres mœurs, d'autres lois, d'autres usages, d'autres systèmes de gouvernement, d'autres façons de faire la guerre, j'ose même dire une plus grande ambition. Cette ambition s'est augmentée avec les moyens de la satisfaire. Tandis que nous, esclaves de nos usages, nous croyons notre gouvernement supérieur aux autres. Cette fastueuse prévention nous retient dans notre ignorance. Ainsi nous n'avons ni troupes, ni artillerie, ni argent, ni provisions, pas même le moindre rempart autour de nos villes. Qui que ce soit de nos voisins qui veuille nous faire la guerre ne trouve pas une barrière qui l'arrête. »

La souveraineté résidait dans la personne d'un roi, dans un sénat composé d'évêques, de palatins ou gouverneurs de province, de castillans ou gouverneurs de districts, et dans une chambre de nonces ou députés. Ceux-ci étaient élus dans les diétines de provinces, où les passions soulevaient le plus souvent d'effroyables

tempêtes. Les diètes n'avaient lieu que tous les deux ans; mais les Polonais ne craignaient pas que, dans l'intervalle, le roi étendît son pouvoir, ou l'exerçât arbitrairement, surveillé qu'il était par une commission permanente tirée du sein du sénat, et par des ministres qu'il ne pouvait destituer. D'ailleurs, la force de la république, c'est-à-dire les troupes, ne se trouvaient pas dans ses mains; elles étaient sous les ordres absolus de deux grands généraux, un pour la Pologne, l'autre pour la Lithuanie; et, afin que ces derniers n'eussent même pas la pensée de s'en servir pour opprimer la nation, la diète s'était réservé de voter, à chaque session, les subsides nécessaires pour son entretien.

Il résultait de cet état de choses que, les diètes étant aussitôt rompues que formées, l'armée se trouvait sans solde et mal équipée. Ainsi, pendant que tous les États de l'Europe s'appliquaient à développer leurs forces militaires et à leur donner une organisation plus vigoureuse, la Pologne, au contraire, avait diminué les siennes et en laissait tomber la discipline. Ses forteresses même étaient en ruines, et, de peur qu'elles ne devinssent un instrument de servitude, on ne prenait aucun soin de les relever. Ses arsenaux étaient vides ou négligés, et ses frontières, dans un pays ouvert de toutes parts, étaient complétement dégarnies [1]. L'administration avait subi le même abaissement. Il n'existait pas

[1] Discours du primat prononcé à la diète générale de 1764.

de grandes routes, ce qui rendait les communications difficiles et incertaines. Les terres restaient sans culture dans beaucoup d'endroits; le commerce languissait, et, à côté de fortunes presque royales, régnait la plus effroyable misère.

Cette nation, douée de qualités brillantes, généreuse dans ses instincts, mais trop attachée aux formes d'une trompeuse liberté, refusait de porter remède à des abus monstrueux, dans la seule crainte de laisser prendre une trop grande influence à la royauté. D'un autre côté, quand elle voyait l'exercice de sa souveraineté anéanti par l'opposition d'un seul membre de la diète, au moyen de ces trois mots : *Nie poz walam* (je ne puis consentir), elle déplorait l'abus de ce droit funeste et vouait à la malédiction le mauvais citoyen qui l'exerçait; mais elle n'était pas assez sage pour y renoncer, tant elle craignait d'ouvrir la porte au despotisme. La liberté était bannie des diètes, où presque toujours un parti opprimait l'autre et ne triomphait que par la violence.

Cependant rien en apparence ne paraissait changé dans l'État. Les mœurs valaient mieux que les lois. Les hommes s'y faisaient remarquer par leur esprit et leur courage; les femmes par une élégance et un charme incomparables. Nulle part ne régnait plus de distinction qu'à Varsovie, plus d'agrément dans la conversation, plus d'urbanité dans les mœurs, avec plus de magnificence, plus de faste et de galanterie. Le goût des arts, une éducation parfaite, une facilité merveilleuse à par-

ler toutes les langues, un costume un peu théâtral, une tournure orientale, beaucoup d'éloquence, des figures nobles, de grands caractères, tout cela avait pour les étrangers un attrait particulier. Du reste, une sécurité complète régnait dans toute la Pologne. Mais, en réalité, le désordre avait pénétré dans le cœur de la république. L'intérêt particulier se cachait sous toutes les formes. L'habitude de la dissipation, une hospitalité fastueuse, dans laquelle il entrait plus d'ostentation que de sentiment, avaient agrandi le cercle des besoins, sans plus de moyens de les satisfaire, en sorte que la plupart des nobles, mécontents de leur sort, passaient leur vie dans des intrigues sans dignité, toujours prêts à favoriser un changement dans l'État, s'ils en espéraient quelque profit pour eux-mêmes. Les grandes charges étaient exercées sans contrôle. Les hommes en place n'ayant rien à redouter de personne, puisque personne n'avait le droit de les reprendre en l'absence des diètes, apportaient dans leurs fonctions moins de zèle et de probité.

Ces déplorables abus avaient encouragé les puissances étrangères à se mêler plus activement des affaires de la Pologne. Pendant que tout déclinait chez elle, les États voisins n'avaient pas cessé de s'agrandir et de se fortifier. La Prusse était devenue une puissance considérable; la Russie, presque étrangère à l'Europe un siècle auparavant, avait maintenant des armées nombreuses, disciplinées, et commençait à mesurer son ambition à ses forces. Les troupes russes s'étant habituées à regarder

la Pologne comme une province conquise, y entraient sous le plus frivole prétexte et ne se pressaient jamais d'en sortir, ce qui produisit deux résultats également funestes. Le premier fut de rendre les Polonais presque indifférents à la présence des troupes étrangères; car en voyant leur territoire sans cesse envahi, ils n'eurent plus pour elles cette horreur salutaire qui doit être dans le cœur de tout bon citoyen. En second lieu, pendant les deux règnes d'Auguste II et d'Auguste III, la Russie domina seule en Pologne et se fit à l'idée qu'elle seule devait y dominer. Cette idée avait pris de telles racines dans l'esprit de l'impératrice, que le baron de Breteuil, ambassadeur français à Pétersbourg, ayant proposé à cette princesse de s'unir avec sa cour pour donner à la Pologne un roi de leur choix, elle lui répondit que c'était à elle seule de décider du sort de cette république, par la raison que la position de son empire lui faisait un devoir ainsi qu'une nécessité d'en écarter toute autre influence, ajoutant que la France ne devait qu'à la faiblesse de ses prédécesseurs d'y avoir joué jusqu'à ce jour un rôle important.

Cette prétention de la Russie d'établir sa domination en Pologne, à l'exclusion des autres puissances, remontait plus haut que l'impératrice actuelle; nous avons la preuve de ses desseins dans une lettre qu'Hélène, fille d'Ivan Wasilewitch et femme d'Alexandre Jagellon, écrivait à son père (1502), pour se plaindre des incursions et des envahissements de la Russie. « On dit ici, ajoutait-

elle, que vous ne m'avez envoyée en Lithuanie que pour mieux asservir ce pays. »

La Russie n'avait pas encore employé, en parlant au ministre d'une grande puissance, un langage aussi hautain que celui dans lequel venait de s'exprimer l'impératrice, soit qu'il prît sa source dans le sentiment que cette princesse avait conçu de sa puissance, soit qu'il lui fût inspiré par la faiblesse de l'Europe. La cour de Versailles, justement effrayée de cette ambition persévérante, dont la Suède était contrainte de subir les lois, et qui maintenant menaçait ouvertement l'indépendance de la Pologne, avait songé depuis longtemps à la contenir par les forces de l'empire ottoman. Mais la Porte, déjà fort affaiblie par une succession non interrompue de révolutions intérieures et par les guerres malheureuses qui avaient précédé la paix de Carlowitz et celle de Passarowitz, paraissait résolue à ne pas sortir du sommeil léthargique dans lequel elle était comme ensevelie.

Pendant le long règne de Mahmout (1730-1754), l'empire ottoman avait été en quelque sorte circonscrit dans l'enceinte de Constantinople. Ce prince cruel et voluptueux, porté au trône par une révolte populaire, ne s'était plus occupé que de prévenir par la corruption de pareils attentats. Les provinces furent négligées ; on laissa tomber la discipline dans les troupes ; on excita parmi le peuple le goût des plaisirs et du luxe, qu'il ne connaissait pas encore, et l'action du pouvoir ne s'appliqua plus qu'à étouffer l'esprit de révolte, dont la capi-

tale était devenue le foyer. Il en était résulté pour la nation la perte de ses mœurs simples et frugales, et pour le sultan l'oubli de sa dignité au dehors. Car, habitué à ne voir que des ennemis dans ses sujets, il avait adopté pour règle de conduite de conserver la paix avec ses voisins, afin de pouvoir comprimer, en tout temps, les mouvements séditieux de l'intérieur. Il avait donc laissé les Russes, au mépris du traité du Pruth, envahir de nouveau la Pologne.

La France avait essayé vainement d'effrayer ce prince sur les dangers que ces tentatives audacieuses faisaient courir à l'empire, et de lui faire comprendre la nécessité d'une entente sérieuse pour s'y opposer et en prévenir le retour. Mais ces démarches avaient échoué contre la résolution du sultan d'éviter toute espèce de conflit pour des questions extérieures. Elles continuèrent sous Osman, sans plus de succès. Ni les promesses, ni les présents, ni les influences occultes n'avaient pu vaincre et l'indolence du sultan et l'imprévoyance des ministres.

Parvenu au trône à l'âge de cinquante-sept ans, Osman ne connaissait d'autres hommes que ceux que l'ombrageuse méfiance de son frère avait commis à sa garde. Loin de rougir de son ignorance, il ne vit dans la possession du pouvoir, pendant son règne éphémère (1754-1757), que le plaisir puéril de satisfaire ses fantaisies, de sorte que les rênes de l'état continuèrent à flotter au gré de mille passions diverses.

Le peu d'espoir qu'avait conçu le ministre français à

Constantinople de faire accepter les projets de sa cour s'évanouit d'ailleurs à l'occasion d'un événement auquel personne en Europe ne s'attendait et qui vint en bouleverser les alliances. La France, menacée à cette époque par une guerre maritime avec l'Angleterre, ne doutait pas que celle-ci ne fît les plus grands efforts pour l'étendre sur le continent. En effet, l'Angleterre voulant mettre en sûreté ses possessions allemandes, s'était hâtée de resserrer ses liens avec la Russie par un traité d'alliance et de subsides. Le roi de Prusse comprit le danger auquel ce traité l'exposait lui-même, menacé d'un côté par les Russes, et de l'autre par les Autrichiens, qui n'avaient pas renoncé à l'espoir de rentrer en possession de la Silésie. Il prit son parti avec résolution, c'est-à-dire qu'il abandonna l'alliance de la France pour se rejeter sur l'Angleterre, avec laquelle il conclut à son tour un traité d'alliance et de garantie mutuelle. Ce brusque changement en produisit un autre qui fut encore plus imprévu. La France et l'Autriche, dont la rivalité avait ensanglanté tous les champs de bataille de l'Europe, se rapprochèrent soudainement et conclurent à Versailles, en 1756, un traité auquel accéda la Russie, pour ne pas se séparer de la cour de Vienne.

Ce traité produisit à Constantinople autant de surprise que de mécontentement. Habitués à voir la France et l'Autriche ennemies, les Turcs se crurent trahis et sacrifiés, surtout lorsqu'ils eurent acquis la certitude que la cour de Versailles ne les avait pas exceptés du

cas où elle serait obligée de secourir son alliée. En vain leur donna-t-on l'assurance que ce cas n'arriverait jamais, et qu'on était résolu à ne pas se séparer d'eux. La conviction contraire avait pris dans leurs conseils de si profondes racines, que la Porte [1], éblouie par les succès du grand Frédéric et voyant l'Autriche épuisée, fut sur le point de se jeter dans les bras de la Prusse. Si la France ne fût parvenue à parer ce coup, l'Autriche eût été précipitée vers sa ruine.

Telle était la situation de l'Europe, lorsque Mustapha monta sur le trône. Il était moins ignorant que son prédécesseur, mais il n'avait ni plus de connaissance des hommes, ni plus d'expérience des affaires. Porté cependant à la réflexion par son caractère soupçonneux et mélancolique, le gouvernement devint l'objet particulier de son attention, et il travailla sérieusement à ramener l'empire à la sévérité des mœurs, dans laquelle il avait si longtemps puisé sa force. Mais tels étaient les ravages que le règne de Mahmout avait produits dans les mœurs publiques, que son économie fut taxée d'avarice et sa justice de rigueur. Quoiqu'il fût naturellement ombrageux, il s'inquiéta peu de ces murmures, voulant que la guerre, s'il était contraint de la faire, justifiât sa pré-

[1] Ce mot désigne, à proprement parler, la résidence du grand visir, où tous les bureaux sont rassemblés et où tous les autres ministres siégent dans le jour pour vaquer aux affaires de leur département. On l'emploie pour exprimer l'idée même du gouvernement, parce que c'est de là qu'émanent toutes les résolutions, tous les actes importants.

voyance. Une certaine inclination le portait vers la gloire des armes, et, s'il n'avait rencontré dans ses propres ministres et dans la situation de l'empire des obstacles presque insurmontables, peut-être eût-il saisi l'occasion qui s'offrait alors d'élever contre la Russie l'étendard du Prophète.

La Porte d'ailleurs, dans son ignorance des rapports politiques de l'Europe, habituée à regarder toutes les nations chrétiennes comme autant d'ennemis du Croissant, se souvenant que la Pologne lui avait porté plus d'un rude coup, sans vouloir reconnaître la décadence de ce royaume, se réjouissait en secret de ses embarras, et ne comprenait pas que, si les Polonais avaient été, à une autre époque, le boulevard de l'Europe contre les invasions des musulmans, ils fussent devenus celui de Constantinople contre l'ambition plus formidable de la Russie. Elle servit donc les desseins de l'impératrice en croyant les combattre. Le choix d'un Piast pour occuper le trône de Pologne triompha des ressentiments du sultan, qui, ne se doutant pas du piége tendu à son ignorance, loua cette combinaison [1] comme devant flatter d'une part l'orgueil des Polonais, et, de l'autre, écarter les influences étrangères. Lorsqu'il ouvrit ensuite les yeux, il fit quelques tentatives pour s'y opposer; mais les assurances de la Russie, ses promesses captieuses,

[1] Lettre du grand visir au primat et au grand maréchal de la couronne, dans l'*Histoire des révolutions de Pologne*. Varsovie, 1778.

ses flatteries et ses présents endormirent de nouveau les ministres de la Porte.

La Russie avait en effet semé le bruit qu'un Piast, c'est-à-dire un Polonais, devait occuper le trône. Ce bruit flattait les Polonais et nourrissait l'ambition des grandes familles, qui toutes aspiraient à la royauté et s'en croyaient dignes. En éloignant ainsi tous les candidats étrangers, Catherine avait la certitude de faire prévaloir le sien. Depuis longtemps son choix était connu d'un certain nombre de personnes. C'était le comte Poniatowski, son ancien amant. A peine montée sur le trône, elle lui avait écrit en ces termes : « J'envoie « Keyserling en Pologne pour vous faire roi, après la « mort de celui-ci (Auguste III), et, en cas qu'il ne « puisse réussir pour vous, je veux que ce soit le prince « Adam, votre cousin [1]. » En effet, Keyserling avait reçu des ordres formels à ce sujet. C'était un Courlandais d'un esprit ordinaire, mais souple et intrigant. Il avait autrefois donné des leçons de grammaire à Poniatowski, qu'il appelait son fils, et l'assurance qu'il avait de le dominer, quand il serait pervenu au trône, réchauffait son zèle pour la mission dont il était chargé. Ce n'était pas toutefois le souvenir de son ancienne passion qui avait déterminé le choix de Catherine. Le sentiment n'entrait pour rien dans ses déterminations. Ponia-

[1] Le prince Adam était fils de Pierre-Auguste Czartoryski, palatin de Russie.

towski, avec des qualités brillantes, une instruction supérieure, beaucoup de lumières et de bienveillance, était faible, irrésolu, et par conséquent incapable de secouer le joug doré dont elle avait résolu de le charger. Elle ne tenait à lui que parce qu'elle le croyait plus propre à seconder ses vues.

La situation de l'Europe était à cette époque tout à fait favorable aux desseins de l'impératrice. Fatiguées de la guerre, épuisées par les énormes dépenses qu'elle avait occasionnées, toutes les puissances commençaient à peine à jouir du repos que la paix venait de leur procurer, en sorte que chacun regardait la reprise des hostilités comme un malheur qu'il fallait éviter à tout prix. La Porte elle-même, ainsi que nous en avons déjà fait l'observation, la Porte, plus directement intéressée à ce que la Russie n'écrasât pas la Pologne, venait de déclarer que son désir était conforme à celui de l'impératrice de Russie, relativement au choix d'un Piast pour occuper le trône[1]. Elle avait d'abord protesté contre l'entrée des troupes russes sur les terres de la république; mais au fond, peu disposée à s'engager dans une guerre pour une question dont elle appréciait mal l'importance, travaillée d'ailleurs par le ministre de Russie, elle borna son action à donner aux Polonais des conseils et des avertissements sur les dangers de la

[1] *Histoire des révolutions de Pologne*, publiée à Varsovie en 1778, t. Ier, pièces justificatives.

discorde. En vain l'ambassadeur français à Constantinople avait essayé de l'effrayer sur la marche des Russes; le Divan avait répondu que de tout temps les troupes étrangères avaient pénétré en Pologne, sans que la république en eût reçu aucun dommage ; que le cas présent n'avait pas été prévu par le traité de Carlowitz, et qu'il n'appartenait pas à la Porte d'en faire un sujet de négociation. Cette manière de penser, consacrée en quelque sorte par la loi religieuse qui leur interdisait une participation trop directe dans les affaires des chrétiens, décelait au fond la faiblesse des ministres ottomans et ne laissait aucun doute sur l'influence cachée que la Russie avait prise dans les conseils de la Porte.

Enfin, chaque puissance, par des motifs différents, laissait la Russie agir en toute liberté, sous la condition qu'elle n'introduirait pas en Pologne une nouvelle forme de gouvernement, et qu'elle quitterait le pays lorsqu'elle aurait accompli sa mission.

Le comte de Broglie, qui représentait la France à Varsovie, favorisait le parti national, dont les Potocki et les Radziwill étaient les chefs, moins peut-être pour la Pologne elle-même, que par un sentiment d'opposition à l'Angleterre, dont le ministre approuvait les réformes. Le duc de Choiseul était à cette époque presque indifférent aux affaires de la Pologne. Tout occupé de former au Midi une grande ligue politique, sous le nom de *pacte de famille*, de tous les membres de la maison de Bourbon, il ne s'était point encore inquiété de l'in-

fluence que la Russie pouvait acquérir dans le Nord. Il détestait en secret les Polonais, éprouvait un profond dégoût pour leurs intrigues, et, sous l'influence de ces sentiments, il se persuadait que la France n'avait aucun intérêt dans la question. Rassuré d'ailleurs par la rivalité des puissances voisines de la Pologne, il envisageait cette rivalité comme la plus sûre garantie de la république. Pourquoi la France, disait-il, patronnerait-elle un candidat? Dans quel but épuiserait-elle ses trésors? Si elle parvenait à placer sur le trône un prince de son choix, elle serait engagée à l'y maintenir, au risque d'éveiller la jalousie de l'Europe.

Telle était l'erreur du duc de Choiseul. Aux yeux de Louis XV, la question polonaise avait au contraire une haute importance. Mais convaincu d'ailleurs de l'inutilité de ses efforts pour faire élire un prince étranger, il était d'avis de se rejeter sur un Piast. C'est ainsi que chaque puissance, avec des vues différentes, concourait à favoriser les vues de Catherine.

Le roi de Prusse observait la Russie et devinait ses projets. Il aurait pu, réuni à la France et à l'Autriche, ou seulement en restant neutre, en empêcher la réussite. Mais sa position était délicate. Après la paix d'Hubertsbourg, qui avait terminé la guerre de sept ans, Frédéric était demeuré sans allié. Il avait essayé de se rapprocher de la Russie, dont les rapports ne lui inspiraient ni crainte ni méfiance, mais il avait rencontré jusqu'alors des obstacles sérieux dans le Conseil,

où dominaient Orlof et Bestoujef, tous deux favorables à l'Autriche. La mort d'Auguste III[1] et les vues de l'impératrice sur la Pologne décidèrent la politique du cabinet russe. Panin devenu premier ministre, les intrigues de la France et de l'Autriche échouèrent complétement, et le traité d'alliance que le roi de Prusse sollicitait avec tant d'ardeur fut conclu le 11 avril 1764. Ce prince était en effet le seul allié qui pût servir les desseins de l'impératrice, car la France et l'Autriche avaient en Pologne des intérêts opposés aux siens.

Par ce traité, dont la durée devait être de huit ans, les deux cours se garantirent réciproquement leurs possessions, et se promirent au besoin un secours de douze mille hommes, ou un subside équivalent, s'obligeant à ne faire ni paix ni trêve sans le consentement l'une de l'autre. Mais de toutes les clauses de ce traité, celle qui regarde la Pologne mérite une attention particulière. « L'intérêt du roi de Prusse et de S. M. l'impéra-« trice de Russie, y est-il dit, exigeant que la Pologne « soit maintenue dans son état de libre élection, et « qu'il ne soit permis à personne de rendre le royaume « héréditaire dans sa famille, ou absolu, le roi de Prusse « et l'impératrice s'engagent, par cet article secret, « non-seulement à ne point le permettre, mais encore « à prévenir et à détruire par tous les moyens possibles,

[1] 5 octobre 1763.

« et d'un commun accord, les vœux et les desseins qui
« pourraient tendre à ce but, et à avoir même recours,
« en cas de besoin, à la force des armes, pour empê-
« cher le renversement de la république et de ses lois
« fondamentales. »

Tel est le germe qui produisit dans la suite le démembrement de la Pologne. Sans doute, il était de l'intérêt de la Russie, plus encore que de la Prusse, de s'opposer à tout changement dans la constitution de la république, pour avoir toujours une porte ouverte à son intervention; mais n'était-il pas odieux que deux puissances voisines réglassent entre elles, sans y être invitées, et la forme du gouvernement de la Pologne et les principes de sa constitution?

Dès ce moment, les intrigues de ces deux cours devinrent plus actives. Le roi de Prusse envoya à son ministre à Varsovie l'ordre d'assister dans toutes ses démarches celui de l'impératrice de Russie, conduite qui contrastait avec les déclarations de l'Autriche et de la France; car, le 16 mars, le comte de Merci et le marquis de Paulmy avaient annoncé à la diète que l'intention de leurs cours était de ne point se mêler de l'élection du nouveau roi, et de reconnaître celui qui aurait été porté au trône par un choix libre et conforme aux lois [1].

[1] *Coup d'œil sur les causes réelles de la décadence de la Pologne*, par Komarzewski.

A cette époque, les négociations dont nous venons de parler entre la Russie et la Prusse n'étaient qu'imparfaitement connues. Or, le cabinet de Vienne, voulant à tout prix empêcher cette alliance, avait cru, par sa déclaration, donner une complète satisfaction à l'impératrice, et l'éloigner de Frédéric. Mais la fausse politique dans laquelle ce cabinet avait entraîné la France n'eut d'autre résultat que de laisser le champ ouvert aux intrigues de la Russie et de la Prusse.

Jusqu'au moment décisif, Keyserling avait rempli les vues de son gouvernement; on crut alors devoir renforcer l'action de ce ministre par celle du prince Repnin, qui fut envoyé en Pologne en qualité de ministre plénipotentiaire. Le prince Repnin, lorsqu'il parut pour la première fois sur la scène politique, n'était connu que par ses dissipations. Quoiqu'il eût fait la guerre de sept ans, il était alors trop jeune pour que son nom eût jeté aucun éclat. Mais il est probable que l'impératrice, si habile à découvrir le mérite, avait deviné celui de Repnin, qui devint en effet un des hommes les plus remarquables de son règne, comme diplomate, comme militaire et comme administrateur. Repnin avait alors trente ans. Il déploya, dans sa mission en Pologne, tant de hauteur et de violence; il se montra constamment si impérieux, qu'il est impossible d'affirmer s'il fut ébloui par la grandeur de son pouvoir, ou si l'idée qu'il s'était formée des Polonais avait été le mobile de sa conduite à leur égard. Du reste, naturelle-

ment humain, généreux à l'excès et désintéressé, il ne fit jamais servir son pouvoir à sa fortune[1].

Keyserling était plus souple, Repnin plus audacieux. Aussi, dès son arrivée, tout changea de face. Aux manœuvres astucieuses du premier, succédèrent les déclarations les plus absolues, les ordres les plus hautains, les menaces même, à tel point que l'impératrice, informée de la fâcheuse impression que produisait sur l'esprit des Polonais la conduite de son ministre, se vit en quelque sorte obligée de rassurer la nation par une protestation publique au sujet des desseins qu'on lui prêtait. Mais, tandis qu'elle déclarait n'avoir d'autre désir que le bonheur de la Pologne, elle répandait l'argent à Constantinople pour assoupir les craintes des ministres de la Porte, et faisait arriver deux millions à Varsovie, pour servir à l'élection de Poniatowski. D'un autre côté, la Lithuanie était remplie de troupes russes; 10,000 hommes, commandés par le prince Daschkof, étaient aux portes de la capitale; 40,000 Prussiens gardaient les frontières, sous prétexte d'intercepter les communications avec les provinces turques infectées de la peste, et une division de hussards prit possession de la ville de Posen.

L'entrée des troupes russes sur les terres de la république y avait jeté l'inquiétude et l'effroi. Quelques dié-

[1] *Mémoires secrets sur la Russie;—Diairies and correspondence of James Harris*, London; — *Notice sur les principales familles russes*, par le comte d'Almagro.

tines avaient été troublées par leur présence. La ville de Graudentz, où se tenait la diète générale de la province, avait été investie par un corps de troupes sous les ordres du général Kommotof. Les Russes avaient occupé toutes les portes de la ville et s'étaient avancés jusqu'au lieu de la réunion, qui s'était dispersée à leur approche. Les Polonais s'en plaignirent, et les chefs du parti opposé à l'élection de Poniatowski obligèrent le primat à faire à ce sujet des représentations aux ambassadeurs russes. Ceux-ci répondirent, le lendemain 17 avril, que l'occupation du territoire polonais n'avait d'autre but que le maintien de la tranquillité publique et la liberté des élections; qu'il fallait prévenir les troubles dont la Pologne était menacée dans les circonstances présentes, et qu'on veillerait de la manière la plus sérieuse à ce qu'il ne fût commis aucune violence. Tels étaient les ordres de l'impératrice. Ils défendirent en effet au corps du général Daschkof d'arrêter les personnes qui se rendaient à Varsovie, et d'intercepter le transport des vivres et des fourrages. Mais ces mouvements de troupes ayant continué d'agiter la nation et répandu partout une sorte de terreur, il fallut, par de nouvelles déclarations (4 mai), rassurer tout à fait les esprits sur les vues désintéressées de Catherine.

Le roi de Prusse avait exprimé de son côté les mêmes sentiments. On disait toutefois que l'accord de ce prince avec l'impératrice, dans l'élection d'un candidat de leur choix, cachait des vues moins désintéressées, et on leur

supposait le dessein de s'approprier une partie de la Pologne. On savait qu'ils avaient honoré Poniatowski des plus flatteuses distinctions[1], et l'on craignait que ce candidat, s'il obtenait la couronne, ne se trouvât trop engagé par la reconnaissance.

Suivant les partisans de la Russie, l'impératrice ne se proposait que le bonheur de la Pologne. Ils attribuaient la rupture des diétines aux violences de quelques seigneurs mécontents, et prétendaient que le nombre des troupes russes, qui avaient envahi le territoire de la république, n'était pas assez considérable pour attenter à son indépendance.

Rien n'était plus faux et plus dangereux que cette manière de sentir et de raisonner. Parmi les hommes qui pensaient ainsi, les uns étaient de bonne foi et croyaient sincèrement que la Pologne ne pouvait se soutenir qu'avec l'appui d'une force étrangère ; les autres, plus ambitieux et par conséquent moins sincères, s'efforçaient de justifier leur conduite par celle de leurs adversaires. En effet, le grand général de la couronne, chef du parti national, s'était servi des troupes de la république pour opprimer les diétines. Il s'était même fait suivre d'un corps de trois cents Tartares, qu'il avait pris à sa solde, et il était entré dans Varsovie avec un appareil plus menaçant que protecteur.

[1] Catherine lui avait envoyé le collier de Saint-André avec une épée garnie de brillants ; Frédéric, l'ordre de l'Aigle-Noir.

tines avaient été troublées par leur présence. La ville de Graudentz, où se tenait la diète générale de la province, avait été investie par un corps de troupes sous les ordres du général Kommotof. Les Russes avaient occupé toutes les portes de la ville et s'étaient avancés jusqu'au lieu de la réunion, qui s'était dispersée à leur approche. Les Polonais s'en plaignirent, et les chefs du parti opposé à l'élection de Poniatowski obligèrent le primat à faire à ce sujet des représentations aux ambassadeurs russes. Ceux-ci répondirent, le lendemain 17 avril, que l'occupation du territoire polonais n'avait d'autre but que le maintien de la tranquillité publique et la liberté des élections; qu'il fallait prévenir les troubles dont la Pologne était menacée dans les circonstances présentes, et qu'on veillerait de la manière la plus sérieuse à ce qu'il ne fût commis aucune violence. Tels étaient les ordres de l'impératrice. Ils défendirent en effet au corps du général Daschkof d'arrêter les personnes qui se rendaient à Varsovie, et d'intercepter le transport des vivres et des fourrages. Mais ces mouvements de troupes ayant continué d'agiter la nation et répandu partout une sorte de terreur, il fallut, par de nouvelles déclarations (4 mai), rassurer tout à fait les esprits sur les vues désintéressées de Catherine.

Le roi de Prusse avait exprimé de son côté les mêmes sentiments. On disait toutefois que l'accord de ce prince avec l'impératrice, dans l'élection d'un candidat de leur choix, cachait des vues moins désintéressées, et on leur

supposait le dessein de s'approprier une partie de la Pologne. On savait qu'ils avaient honoré Poniatowski des plus flatteuses distinctions[1], et l'on craignait que ce candidat, s'il obtenait la couronne, ne se trouvât trop engagé par la reconnaissance.

Suivant les partisans de la Russie, l'impératrice ne se proposait que le bonheur de la Pologne. Ils attribuaient la rupture des diétines aux violences de quelques seigneurs mécontents, et prétendaient que le nombre des troupes russes, qui avaient envahi le territoire de la république, n'était pas assez considérable pour attenter à son indépendance.

Rien n'était plus faux et plus dangereux que cette manière de sentir et de raisonner. Parmi les hommes qui pensaient ainsi, les uns étaient de bonne foi et croyaient sincèrement que la Pologne ne pouvait se soutenir qu'avec l'appui d'une force étrangère; les autres, plus ambitieux et par conséquent moins sincères, s'efforçaient de justifier leur conduite par celle de leurs adversaires. En effet, le grand général de la couronne, chef du parti national, s'était servi des troupes de la république pour opprimer les diétines. Il s'était même fait suivre d'un corps de trois cents Tartares, qu'il avait pris à sa solde, et il était entré dans Varsovie avec un appareil plus menaçant que protecteur.

[1] Catherine lui avait envoyé le collier de Saint-André avec une épée garnie de brillants; Frédéric, l'ordre de l'Aigle-Noir.

Ainsi commençaient à se réaliser les craintes exprimées par le primat dans les lettres qu'il avait publiées après la mort du roi pour la tenue des diétines. « Si l'on considère attentivement, disait-il, l'état présent de la république, on peut facilement prévoir que sa ruine ne saurait être éloignée. Nous avons vu depuis trente-sept ans toutes les diètes rompues. Ce vaste empire, qu'environnent de toutes parts des voisins puissants et aguerris, est abandonné depuis près d'un demi-siècle à sa propre destinée. Les lois sont sans exécution, la justice sans vigueur, la liberté opprimée, le commerce presque éteint, les villages ruinés, le trésor public sans argent. Cette situation doit nous faire craindre que la Pologne ne touche à son dernier moment ; qu'elle ne vienne à se dissoudre ou à être envahie par l'ennemi. »

Le premier jour de la diète de convocation, qui se réunissait après la mort du roi, les Russes, dès le point du jour, se rangèrent en bataille hors de la ville. Cinq cents grenadiers se tinrent sous les armes dans la cour de l'ambassadeur. Des corps de cavalerie occupèrent les places publiques; plusieurs piquets de Cosaques furent postés, soit dans les carrefours, soit aux environs du château où la diète était assemblée, et, chose plus incroyable encore ! beaucoup d'hommes de guerre, Polonais et Russes, s'étant glissés dans la chambre des nonces, s'y emparèrent des tribunes. Aussi, l'assemblée fut-elle extrêmement tumultueuse. Le vieux comte Ma-

lakowski, maréchal de la dernière diète, qui tenait encore le bâton, en attendant l'élection de son successeur, déclara qu'il n'ouvrirait la séance que lorsque les troupes étrangères auraient évacué la salle. Le général Mokranowski, nonce de Cracovie, ayant appuyé cette déclaration, de tous les points de la salle les sabres furent tirés, et bientôt le désordre fut à son comble. Mokranowski fut obligé de se mettre en défense, et, sans le prince Adam Czartoryski et quelques nonces, qui se jetèrent au-devant de lui, pour lui faire un rempart de leurs corps, il aurait été massacré. Le tumulte s'étant apaisé, Mokranowski remit son épée dans le fourreau et se présenta, les bras croisés sur la poitrine, au-devant de ceux qui en voulaient à sa vie : « S'il vous faut une victime, leur dit-il, me voilà ; mais du moins je mourrai libre. » Il sortit précédé de Malakowski, et la diète fut rompue. Le parti le plus fort étant resté dans la salle proclama pour maréchal, ou directeur des travaux de l'assemblée, le prince Adam Czartoryski, et se constitua, malgré cette opposition.

La diète rompue, la nation se trouva plus divisée qu'auparavant. Les partisans du grand général, comte Branicki, sortirent de la ville avec l'armée de la couronne, suivis du prince Radziwill, palatin de Wilna, et de tous les chefs du parti national, et se retirèrent à Piacezno, à trois lieues de Varsovie, résolus de combattre les décisions d'une diète que la présence des troupes étrangères entachait d'illégalité.

De leur côté, les partisans des princes Czartoryski, désignés sous le nom de parti russe, en majorité dans l'assemblée, bravèrent cette opposition et, s'étant confédérés, rendirent leurs décrets à la pluralité des voix. Ils nommèrent le prince Michel Czartoryski général des troupes de la couronne, et en donnèrent avis à tous les commandants des régiments, avec ordre de se rendre à Varsovie, sous peine d'être privés de leurs charges. Le prince ayant fait ramener dans la capitale l'artillerie que le comte Branicki avait tirée de l'arsenal de cette ville, les troupes que ce dernier avait entraînées le quittèrent en grand nombre pour se ranger sous les drapeaux de la diète.

Le prince Michel Czartoryski ayant été nommé maréchal de la confédération, on lui donna vingt-quatre conseillers pour assistants. Déjà le prince Radziwill en avait formé une autre en Lithuanie, pour combattre les décrets de la diète confédérée. Ce prince féroce et débauché avait établi les tribunaux, le sabre à la main, épouvanté les diétines, forcé les votes et commis d'effroyables violences.

La formation de ces tribunaux tenait à l'essence même de la constitution polonaise. Ils étaient au nombre de deux, un pour la Pologne, l'autre pour la Lithuanie. Les membres en étaient choisis dans les diétines, et leurs décrets ne souffraient appel qu'à la diète générale. Toutes les causes, civiles et criminelles, étant du ressort de ces tribunaux, les grandes familles s'efforçaient d'y domi-

ner ; car ces juges suprêmes, pendant les quinze mois que durait leur magistrature, disposaient arbitrairement de la fortune et de la réputation de leurs concitoyens.

Les tribunaux établis par Radziwill furent cassés et ses décrets annulés ; mais Radziwill, maître des places fortes de la Lithuanie, faisait chaque jour de tels progrès que ses adversaires furent contraints de s'adresser à l'impératrice de Russie pour en obtenir de nouveaux secours. Radziwill, de son côté, avait envoyé Pac à Berlin, en vue d'intéresser le roi de Prusse à la cause de la Pologne ; mais celui-ci, que son intérêt unissait à l'impératrice, se borna au rôle de conseiller et l'engagea fortement à se rattacher à la république. Bientôt après, son armée fut dissipée, lui-même obligé de s'exiler à Dresde, et ses immenses possessions devinrent la proie de ses ennemis.

Les princes Czartoryski proposèrent alors à la diète les mesures qui devaient modifier si profondément la constitution polonaise. On résolut de supprimer le *liberum veto*, et d'établir deux commissions, l'une pour la guerre, sous la présidence du grand général, l'autre pour les finances, présidée par le grand trésorier, mais soumises toutes les deux au contrôle de la diète. On substitua également des commissaires aux deux autres grandes charges de la justice et de la police générale, qui, avec les deux premières, composaient toute l'administration de la république.

La diète porta aussi son attention sur l'état misérable des relations commerciales de la Pologne. Elle établit un

système de douanes; mais tel était le mépris dans lequel la république était tombée que le roi de Prusse en obtint la suppression, comme contraire au traité de Welhau [1].

Elle s'occupa des monnaies, des poids et des mesures; agrandit les prérogatives de la couronne, limita l'autorité absolue des seigneurs sur les paysans, et voulut qu'on ouvrît de nouvelles routes et qu'on rendît praticables celles qui existaient déjà.

L'indépendance des grandes charges ainsi restreinte par l'établissement des commissions des finances et de la guerre, la diète avait décrété que toutes les propositions d'un intérêt public, et l'on comprenait sous cette dénomination les questions de finances, de justice et de guerre, seraient présentées par ces deux commissions, et résolues par l'assemblée à la pluralité des voix. Tout cela était sage; on le reconnut plus tard; mais alors il s'éleva dans tout le royaume, sous l'influence des vieux Polonais, un mécontentement général, dont les puissances voisines ne tardèrent pas à tirer parti.

Enfin, la diète d'élection s'ouvrit le 27 août, dans la plaine de Wola. Au centre s'élevait un grand bâtiment, qu'on désignait par le nom de Szopa, entouré d'un rempart et d'un fossé, et percé de quatre portes, par où l'on pouvait entrer, sortir et communiquer librement avec la noblesse, dont les tentes se dressaient à quelque distance. C'est dans ce bâtiment que le primat du royaume,

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

qui en était le chef durant l'interrègne, recevait les sénateurs et les ministres étrangers. C'est là que ces derniers proposaient leurs candidats et que l'on discutait leurs titres. Pendant ces conférences, les nonces, les nobles même sans caractère légal, avaient le droit d'entrer dans le Szopa et d'assister à l'entretien. Le soir, chaque nonce était obligé de faire à la noblesse de son palatinat un rapport de tout ce qui s'y était passé. Tel était néanmoins l'esprit de méfiance des Polonais, que la constitution les autorisait à changer chaque jour leurs nonces, dans la crainte qu'ils ne se laissassent intimider ou corrompre.

Les troupes russes s'étaient approchées en plus grand nombre de Varsovie. A mesure qu'elles arrivaient, elles se logeaient à quelque distance de la ville, pour ne pas enfreindre la loi qui défendait aux troupes étrangères d'approcher du camp d'élection. Quelques jours auparavant les ministres de Russie et de Prusse s'étaient rendus au Szopa, où se trouvaient réunis un grand nombre de sénateurs, de nonces et d'officiers de la couronne. Ils avaient expliqué dans cette assemblée les intentions de leurs cours au sujet de l'élection, et recommandé particulièrement Poniatowski. Du reste, dès l'ouverture de la diète, tous les partis avaient paru favorables à ce candidat.

Le 7 septembre 1764, jour de l'élection, le primat, après la messe du matin, célébrée dans l'église paroissiale de Saint-Jean de Varsovie, monta dans un carrosse à six

chevaux et se rendit au camp d'élection avec le faste accoutumé, précédé des officiers de sa cour et suivi des sénateurs, des nonces et de l'ordre équestre. Chacun ayant pris place, les sénateurs au centre, les nonces avec les citoyens de leurs palatinats, qui s'étaient rangés sous leurs bannières respectives, le primat, après l'invocation au Saint-Esprit, fit à cheval le tour des palatinats pour recueillir les suffrages. A peine eut-il adressé la parole aux nonces placés à l'extrémité du champ, que ceux de l'autre bout s'écrièrent : *Nous voulons le grand panetier de Lithuanie*. Quatre palatinats ayant tardé à répondre, le primat dit au palatin de Kiovie : « Quel candidat souhaitez-vous pour roi ?—Celui que les autres veulent, répondit-il. — Eh bien, reprit le primat, nommez-le tout haut. » Le palatin nomma le comte Poniatowski. A son exemple, le palatin de Podolie ainsi que les deux autres se déclarèrent pour ce candidat. Poniatowski fut donc proclamé roi de Pologne, et prit le nom de Stanislas-Auguste.

Aucune élection n'avait été plus calme et plus unanime. Les hommes qui avaient témoigné le plus d'éloignement pour le candidat de la Russie, ceux même qui, après avoir protesté contre les réformes des princes Czartoryski, avaient quitté la diète pour courir aux armes, reconnurent le nouveau roi et le servirent. Le grand général revint, sans être inquiété, dans sa splendide résidence de Bialistok. Le comte Potocki, woïvode de Kiovie, le seul qui eût brigué le trône, dit au roi :

« Puisque vous ne devez, sire, votre élévation à aucune force humaine, mais aux décrets de la Providence, je vous promets, en mon nom et pour ma famille, obéissance et constante fidélité. » L'Europe entière reconnut Poniatowski.

Ce prince avait alors trente-deux ans. Il était instruit, éclairé, plein de bienveillance et de bonnes intentions. Il comprenait et désirait toutes les réformes, mais sa faiblesse rendit ses qualités inutiles. La Pologne toutefois aurait pu se promettre un avenir heureux, si dans son sein n'avaient bouillonné des passions furieuses, et cette agitation insensée qui semble toujours annoncer la chute des nations.

Les Czartoryski, pour éluder les inconvénients de l'unanimité dans la diète, avaient formé la confédération dont nous avons parlé. Une confédération était une sorte de dictature nationale, qui avait pour but de secourir la république envahie ou la constitution menacée. Dans cette extrémité, tous les pouvoirs cessaient. La république tout entière passait dans la confédération, qui, comprenant le danger du *liberum veto*, en rejetait les entraves et prenait toutes ses décisions à la pluralité des voix.

Dans la diète qui suivait l'élection, toutes les lois rendues pendant l'interrègne devaient être examinées. Les Czartoryski, redoutant cette épreuve, n'avaient pas dissous la confédération, et ce fut en conséquence sous ce nœud, *nexu confederationis*, comme on s'exprimait

alors, que la diète se réunit. Tout semblait donc assurer le succès des réformes. La Pologne allait enfin entrer dans une voie régulière, corriger les vices de sa constitution et se placer à la hauteur des États voisins.

Mais c'est ici qu'apparaissent dans tout leur éclat les vices de cette république. Soit ignorance, soit jalousie, les vieux Polonais s'indignèrent de ce qu'ils nommaient la perte de leurs libertés, et, dans cette fausse croyance, ils se firent volontairement les instruments de leur ruine. Les puissances voisines, au contraire, savaient que le *liberum veto* était la plaie vive de la Pologne, l'élément de sa désorganisation. Il fallait donc, pour atteindre leur but, que cette monstrueuse loi fût maintenue[1]. Frédéric II, qui suivait plus attentivement que la Russie, quoique avec une apparente indifférence, le travail des réformes, les lui signala comme une usurpation des princes Czartoryski. L'impératrice, dont il était facile d'éveiller les susceptibilités, lorsqu'il s'agissait de la Pologne, vit clairement l'erreur dont elle avait été dupe, et, déjà mécontente du roi et de ses oncles, elle envoya Saldern à Varsovie pour leur faire des remontrances et surveiller leur conduite[2].

Le motif de son mécontentement aurait dû rappeler les Polonais à des sentiments plus justes à l'égard de ces princes. L'impératrice avait proposé à la Pologne une

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

[2] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 12 mars 1765.

alliance offensive et défensive; mais, sur les observations du grand chancelier de Lithuanie, la proposition avait été repoussée comme étant sans utilité pour la république et pouvant même devenir dangereuse pour son indépendance. Il en résulta d'abord que l'impératrice garda profondément le souvenir de ce refus, et ensuite que les ennemis du roi, ceux-là même qui lui avaient fait un crime de ses rapports avec la Russie, plus fidèles à leur haine qu'à la dignité de leur patrie, se rapprochèrent aussitôt de cette puissance, dont ils se plurent à glorifier les intentions.

Le prince Repnin se montra d'autant plus irrité contre les princes Czartoryski, que leurs desseins avaient échappé à sa pénétration, et qu'il s'en était fait involontairement le complice. Son humeur altière se déchaîna particulièrement contre le prince Michel, jusqu'à vouloir qu'il se dépouillât de ses dignités et ne prît plus aucune part aux affaires publiques. « Quoique mon âge et mes infirmités m'eussent fait songer à la retraite, répondit ce prince, avec autant de courage que de dignité, cependant, dès qu'on l'exige, je reste. Je n'ai pas reçu mon emploi de Sa Majesté Impériale. Ainsi, elle me pardonnera si je refuse de m'en défaire. » Repnin, devenu furieux de ce refus, le fit mettre en jugement, on ne sait sous quelle accusation; mais il ne trouva, pour l'honneur de la Pologne, ni juges, ni preuves, ni témoins. Radziwill lui-même, dont la faiblesse et la haine servaient alors les vues de la Russie, déclara qu'il perdrait

plutôt la vie que de la flétrir par la condamnation d'un homme dont il estimait les talents et les vertus.

Le roi de Prusse, de son côté, protesta contre l'établissement des nouveaux impôts et l'augmentation des troupes de la couronne [1], et, le 11 novembre 1766, son ministre à Varsovie, de concert avec celui de l'impératrice, présenta une déclaration à la diète au sujet du *liberum veto*. Ils partaient de ce point que supprimer cette loi, c'était changer le principe du gouvernement et renverser la liberté polonaise. Les deux puissances se faisaient l'organe des craintes des patriotes, ou plutôt de quelques ambitieux, qui, après avoir tonné contre l'intervention de la Russie, mendiaient maintenant son appui. Cette déclaration, qui n'était pas seulement un avertissement, mais une menace, porta l'alarme dans l'assemblée.

Ce fut sous l'influence de cette menace qu'elle s'occupa des dissidents, question religieuse et politique à la fois. Ce nom de *dissidents* était originairement celui que s'étaient donné les gentilshommes polonais divisés sur la foi. Lorsque le protestantisme s'était introduit en Pologne, sous le règne de Sigismond Ier, ce prince s'était efforcé d'en arrêter le mouvement par des mesures de rigueur. Mais le nouveau culte fit de si rapides progrès, malgré la persécution, que Sigismond-Auguste se vit contraint d'accorder aux protestants, ainsi qu'aux

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

ariens et aux grecs, la liberté religieuse et le suffrage dans les diètes (16 juin 1563). Suivant les termes de ce privilége, tous les nobles lithuaniens ou russes d'origine, pourvu qu'ils fussent chrétiens, étaient admis d'une manière égale aux honneurs et aux dignités, tant du sénat que de la couronne, et à toutes les charges nobles.

Ces principes d'équité s'étaient si bien établis chez les Polonais, qu'après la mort de Sigismond-Auguste, en 1572, les nobles catholiques et protestants, appelés à se donner un nouveau roi, s'engagèrent à ne reconnaître que celui qui aurait juré de maintenir leurs droits, et de conserver la paix entre les dissidents en matière de religion. Ce serment, Henri de Valois le prêta le premier, et il devint un des fondements de la constitution polonaise. Plus tard, en 1660, le traité d'Oliva plaça les droits des dissidents sous la garantie de l'Europe [1].

Par une de ces réactions dont l'humanité s'afflige, les catholiques, sentant leurs forces, commencèrent à poursuivre les cultes rivaux et donnèrent le nom de dissidents aux différentes communions chrétiennes que l'Église romaine avait rejetées de son sein. Les grecs et les ariens furent les premières victimes de cette persécution. Les protestants, non moins intolérants que les

[1] *Histoire de la dernière guerre entre les Russes et les Turcs*, par Keralio, pièces justificatives, *pro memoriâ*.

catholiques, ayant eu l'imprudence de se joindre à eux, furent attaqués à leur tour. Une loi, rendue en 1717, restreignit l'exercice de leur culte. Ils perdirent le droit de siéger dans les diètes, de faire partie des tribunaux, d'aspirer aux grandes charges et de briguer les starosties (1736). C'étaient des terres ayant jadis appartenu aux rois, et qu'ils avaient été dans la suite obligés de concéder à la noblesse, à titre de récompense. On en comptait plus de quatre cents, dont quelques-unes rapportaient jusqu'à 60,000 livres. D'autres jouissaient même d'une espèce de juridiction, qui donnait au staroste ou possesseur le droit de décider de certaines affaires contentieuses. Enfin, un dernier décret déclara coupables de haute trahison les dissidents qui auraient recours aux puissances étrangères pour obtenir, par leur intervention, le rétablissement des lois anciennes.

Poniatowski fut à peine monté sur le trône, que les dissidents invoquèrent son appui. Ils sollicitèrent en même temps la faveur des cours de Londres, de Pétersbourg, de Berlin, de Stockholm et de Copenhague, comme garantes du traité d'Oliva. La Russie fut la première à faire entendre sa voix[1]. Le ministre prussien à Varsovie déclara que le roi son maître regardait le rétablissement des dissidents comme un acte de justice et comme une des conditions de son alliance avec la Russie[2]. Les

[1] Keralio, pièces justificatives, *pro memoriâ*.

[2] *Mémoires de Frédéric II*, roi de Prusse.

autres puissances firent des déclarations semblables [1]. Les Polonais prétendaient que le garant, n'ayant aucun droit par lui-même, ne pouvait intervenir dans l'exécution du traité sans être requis, et que les dissidents, n'ayant pas été partie contractante dans le traité d'Oliva, ne pouvaient requérir l'assistance des puissances étrangères. Ils contestaient même à l'Angleterre le droit de garante, sur lequel elle se fondait pour justifier son intervention.

Du reste, le cabinet de Saint-James ne croyait se diriger que par des motifs d'humanité et de justice; mais il se bornait à blâmer en secret les violences de ses alliés [2]. Ses ministres à Vienne, à Varsovie, à Berlin et à Pétersbourg suivaient très-attentivement la marche de la Russie et de la Prusse; ils étaient persuadés que la cause des dissidents n'était qu'un prétexte pour couvrir des vues plus profondes; ils parlaient même d'un arrangement conclu entre ces deux puissances pour le partage de la Pologne; et, cependant, ils n'en témoignaient ni crainte ni indignation. Catherine s'était assuré l'appui de la Grande-Bretagne par un traité de commerce, dont les avantages avaient comblé de joie les intérêts an-

[1] Les déclarations des cours de Russie, de Prusse, de Danemark, de Suède et d'Angleterre furent remises aux États de la république, d'abord le 14 septembre, pendant la diète d'élection, et le 28 novembre pendant celle du couronnement, puis à la diète de 1766.

[2] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Londres, 5 octobre 1766.

glais[1]. L'Autriche elle-même ne paraissait point effrayée de ce concert, et elle voyait avec une sorte d'indifférence le roi de Prusse compléter ses armements. On ne croyait pas que ce prince philosophe, habitué à se railler des croyances populaires, voulût s'exposer au risque d'une guerre pour un intérêt religieux, et l'on en concluait que la cour de Vienne était mieux instruite qu'elle ne feignait de le paraître[2].

Les hommes sérieux ne se trompaient donc pas sur le véritable caractère de la question; mais il n'en était pas de même des Polonais. Ils persistaient à ne l'envisager que sous le point de vue religieux, et cette erreur les jeta dans des excès de zèle catholique, dont leurs ennemis profitèrent habilement. En France, commençaient à se développer ces doctrines de tolérance, qui sont une de nos plus légitimes conquêtes. L'Europe, trompée ou séduite, semblait se prêter complaisamment à toutes les manœuvres de la Russie et de la Prusse, qui, sous le voile de la justice, préparaient l'asservissement de la Pologne. « Jusqu'ici, écrivait Voltaire au comte Schouvalof, on n'a fait marcher des armées que pour dévaster des villages, voler des bestiaux et pour détruire des moissons. Voici la première fois qu'on déploie l'étendard de la guerre uniquement pour donner

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais, Mitchell à sir Georges Macartney. Berlin, 14 février 1767.

[2] *Ibid.*, Berlin, 4 mars et 2 mai 1767.

la paix et pour rendre les hommes heureux. Cette époque est sans contredit ce que je connais de plus beau dans l'histoire du monde. »

Pendant ce temps, les paysans de l'Ukraine s'étaient révoltés, au nombre de trente mille, et s'étaient livrés aux plus effroyables excès. Cette province polonaise, toute peuplée de grecs non unis, était devenue le centre le plus actif des intrigues de la Russie. Leur soumission à l'autorité synodale de Saint-Pétersbourg et leur aversion pour les dogmes de l'Église catholique se confondaient avec la haine de la Pologne. Ils ne comprenaient pas que la souveraineté politique fût séparée de la suprématie religieuse, de sorte que les liens qui les attachaient à la république de Pologne étaient toujours près de se rompre. Les évêques et les prêtres étaient les agents de cette doctrine, agents infatigables. Une première révolte avait été étouffée en 1765 par le prince Czartoryski, palatin de Russie, alors régimentaire des troupes de la couronne; mais ce feu mal éteint se ralluma bientôt après. Trois chefs de Cosaques Zaporogues s'étant réunis au monastère du Montryn, ils y arrêtèrent le plan d'une révolte générale. Un moine grec, Melchisédech Jaworski, était l'âme du complot. Tout fut mis en œuvre pour entraîner la multitude : les prédications des prêtres, l'annonce d'une puissante protection, l'espérance de la liberté. Ce peuple barbare, égaré par le fanatisme, s'enivra de carnage. La Pologne tremblait que l'incendie ne gagnât les provinces voi-

sines, lorsque le grand général Branicki parvint à réprimer la révolte.

Ce fut sous l'influence de cette agitation que s'ouvrit la diète de 1766 (6 octobre). Le prince Repnin avait été chargé de faire connaître à la république le désir de sa cour au sujet des dissidents. Il rappela que la Russie avait pris l'engagement de veiller à la sûreté de tous les citoyens ; que d'autres puissances avaient contracté les mêmes obligations par le traité d'Oliva, et que dès lors le rétablissement des lois relatives aux dissidents n'était pas seulement du ressort de la diète, mais tombait naturellement dans le domaine du droit international. Suivant lui, tout faisait un devoir à la Russie d'intervenir dans les affaires intérieures de la Pologne : le voisinage, le besoin qu'elles avaient l'une de l'autre, la part désintéressée que la Russie avait prise à la dernière élection. Il considérait comme une usurpation les décrets qui avaient anéanti les droits des dissidents, et il admettait que, dans le cas où ceux-ci ne pourraient obtenir justice, ils se trouveraient déliés de leur serment envers la république, et pourraient invoquer la protection d'une puissance étrangère.

Les prétentions des dissidents avaient pour objet deux espèces de droits : les droits religieux et les droits politiques. Au sujet des premiers, ils demandaient le libre exercice du service divin, la suppression de l'impôt auquel étaient assujettis les dissidents vis-à-vis des curés catholiques, pour les baptêmes, mariages et en-

terrements ; la liberté des mariages entre les personnes de culte différent, et le droit, pour les dissidents, de ne ressortir qu'aux juridictions séculières. Quant au temporel, ils demandaient, en vertu de l'égalité, qu'on déterminât leur part dans l'administration de l'État et dans les avantages de la couronne[1].

Ces prétentions n'avaient rien que de raisonnable. Un petit nombre d'hommes sages paraissaient disposés à garantir aux dissidents le libre exercice de leur culte. Les deux princes Czartoryski ne doutaient pas que la Pologne ne trouvât dans ces concessions un repos qui menaçait d'être si violemment troublé. Ils blâmaient le zèle inconsidéré du clergé catholique; ils auraient voulu dissiper les préjugés dont la nation était encore enveloppée[2]; mais il régnait dans les provinces une agitation dont la capitale commençait à ressentir les funestes effets. Les prêtres catholiques avaient prodigieusement exalté les passions populaires. Les deux chefs du clergé, Gaetan Soltyk, évêque de Cracovie, et celui de Wilna, Massalski, tous deux puissants par la fortune, par les talents et par leur haute position, tous deux renommés par leur courage et par la ferveur de leur zèle, avaient publié, à l'approche des diétines, des lettres pastorales pour raffermir la foi de leurs ouailles. En vain Repnin les avait menacés de la Sibérie. Soltyk

[1] Keralio, pièces justificatives.

[2] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 3 septembre 1766.

avait répondu qu'il s'opposerait à toutes les mesures favorables aux dissidents, au péril même de sa vie[1]. Malheureusement la plupart des Polonais étaient animés des mêmes passions. Les plus éclairés d'entre eux, ceux même qui auraient été disposés à adoucir en leur faveur la sévérité des anciennes lois, auraient combattu leurs prétentions à la participation au gouvernement et aux charges.

Le roi se plaignait que l'impératrice, après avoir borné ses demandes au libre exercice du culte, voulût maintenant placer les dissidents sur un pied d'égalité politique. Il voyait clairement qu'elle ne l'avait élevé au trône que pour servir d'instrument à ses desseins. Elle, de son côté, l'accusait de trahir son amitié, et elle repoussait avec une impérieuse obstination les transactions les plus raisonnables[2]. Repnin avait annoncé qu'une armée russe était rassemblée sur les frontières et qu'il traiterait avec la dernière rigueur tout Polonais, quel qu'il fût, qui s'opposerait aux intentions de sa souveraine.

Ces menaces eurent pour effet de porter l'irritation à son comble. L'évêque de Cracovie ayant pris la parole dans la Chambre déclara qu'il était résolu de souffrir tous les maux plutôt que de voir les dissidents admis dans le sénat, et de permettre qu'un temple protestant s'élevât dans son diocèse. Il proposa de décréter immédiate-

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 27 septembre 1766.

[2] *Ibid.*, 27 octobre 1766.

ment une loi frappant d'infamie quiconque oserait parler en leur faveur dans la diète. A ces mots, un cri général s'éleva : « Faites, faites ! »

Le roi ayant tenu dans cette circonstance un langage modéré, on l'accusa de trahir la cause de la religion. Sa position était d'autant plus difficile qu'il n'approuvait pas ces mesures, dont l'injustice répugnait à son caractère, et qu'il avait à lutter, d'un autre côté, contre les exigences de la Russie. Le nonce du pape contribua beaucoup par ces démarches à irriter les esprits. Il faisait arriver aux oreilles du peuple des paroles imprudentes. Il l'exhortait à veiller sur ses lois menacées par le despotisme, et travaillait incessamment, soit auprès du roi, soit auprès du sénat et des nonces, pour obtenir qu'il ne fût accordé aux dissidents que les priviléges dont ils étaient actuellement en possession [1]. Les ministres des puissances étrangères agissaient de leur côté pour calmer l'irritation des prélats. Ils voyaient la Pologne menacée des plus effroyables calamités. Mais à peine si quelques nonces osèrent élever la voix en faveur des dissidents. L'assemblée confirma donc à l'unanimité, et dans toute leur rigueur, les lois existantes.

Telle était la fureur qui s'était emparée des esprits que le roi fut exposé à des outrages pour avoir essayé de s'opposer à cet emportement. Les hommes sages étaient

[1] *Histoire des révolutions de Pologne*. Varsovie, 1778, liv. III.— *Diairies and correspondence of James Harris*, t. Ier.

consternés. Les Czartoryski gardaient le silence. « Montrer seulement une apparence de modération, disaient-ils à l'ambassadeur d'Angleterre, serait pour nous un arrêt de mort dans la Chambre; et si nous parvenions à y échapper, nous risquerions d'être taillés en pièces dans le pays [1]. »

Quelle étrange folie que celle de ce peuple! Avec des sentiments généreux, il venait de se montrer injuste et cruel; avec des lumières, il se laissait conduire à sa perte, par imprévoyance. La passion étouffait en lui la raison et la justice. La constitution de 1764, ouvrage des princes Czartoryski, avait eu pour but de placer la république dans une situation régulière, en supprimant le *liberum veto*, et de prévenir les abus d'une liberté qui dégénérait en licence. Mais elle avait blessé les sentiments des vieux Polonais, dont chacun, s'estimant au-dessus de tous, s'était habitué à considérer comme un attentat contre ses droits toute mesure qui tendait à en régler l'exercice. L'indignation de la Russie et de la Prusse auraient dû leur ouvrir les yeux. Ils n'en furent que plus ardents à poursuivre l'abolition des nouvelles réformes. Les Czartoryski, soupçonnés d'aspirer au despotisme, abandonnés de presque tous leurs amis, furent en quelque sorte contraints de détruire de leurs propres mains l'édifice qu'ils avaient élevé avec tant d'efforts. Les ministres

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 27 novembre 1766.

polonais ayant soumis à la Chambre un rapport sur cette affaire, leurs conclusions tendant à l'abrogation de la constitution de 1764 furent adoptées après une légère opposition.

Personne, au milieu de cette confusion des esprits, ne ressentit aussi vivement que le roi le coup mortel dont ce vote venait de frapper la Pologne. Il n'en parlait que les yeux pleins de larmes [1]. « Comment ne pas voir, disait-il, le sort qui nous attend ! A mesure que nous avancerons, nous serons plus opprimés. Quant à moi, je ne sens que trop les épines dont ma couronne est semée, et je l'aurais déjà envoyée à tous les diables, si je n'avais honte d'abandonner mon poste [2]. »

Le rétablissement des anciennes formes constitutionnelles combla de joie les ennemis de la Pologne. Mais l'échec essuyé par la Russie dans la question des dissidents troublait l'orgueil de son triomphe. Le comte de Solms, ministre prussien à Saint-Pétersbourg, se servait de tous les moyens pour irriter l'impératrice [3]. Il semblait avoir pour mission d'augmenter la confusion et l'anarchie de cette malheureuse république. Les dissidents avaient envoyé en Russie le baron de Goltz, un des hommes les plus ambitieux qui fussent au monde, et qui,

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 26 novembre 1766.

[2] *Diairies and correspondence of James Harris*, t. Ier.

[3] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Pétersbourg, 7 décembre 1766 ; 2 janvier 1767.

sous une apparence de modération, cachait une âme implacable. Il était l'ennemi du roi et il ne songeait à rien moins qu'à le précipiter du trône. C'était avec lui que le comte de Solms concertait toutes ses démarches. Ce fut le baron de Goltz qui, le premier, conçut l'idée d'une confédération générale et qui en fit la proposition à Panin.

Ce projet fut accueilli par les Polonais avec une sorte de délire. La confédération de Radom compta bientôt plus de 60,000 adhérents. Un corps de 24,000 Russes était entré en Pologne, à la faveur de cette agitation. Personne n'avait protesté contre l'occupation du territoire de la république par des troupes étrangères. La passion égarait tous les esprits. Soltyk lui-même n'avait pas aperçu le piége. La Russie avait promis aux confédérés d'abolir jusqu'aux dernières traces des réformes introduites par les Czartoryski. Les ennemis du roi se flattaient de le renverser, et, soit qu'ils prissent le silence de la Russie pour un consentement à leur désir, soit qu'ils eussent reçu quelque promesse plus formelle, leur impatience et leur fureur ne connaissaient plus de bornes. Repnin s'efforçait en vain de les contenir. Ils lui reprochaient sa modération. Ils allèrent enfin jusqu'à faire partir des députés pour se plaindre à l'impératrice de la partialité de son ministre en faveur du roi de Pologne.

Repnin employait de son côté la violence pour réduire ces milliers d'esprits indociles, dont les projets ne ten-

daient qu'à la destruction de toute espèce de gouvernement. Tantôt il feignait de vouloir les abandonner à leurs propres folies; d'autres fois il les menaçait des rigueurs d'une exécution militaire. Enfin, plusieurs d'entre eux, égarés par la haine, s'abaissèrent jusqu'à signer un écrit dont nous nous bornerons à mettre les termes sous les yeux du lecteur : « Je, soussigné, m'engage envers M. le prince Repnin... et lui promets que je ne converserai, à moins d'en avoir obtenu la permission, avec aucun sénateur, ministre ou nonce, avec aucun ministre étranger, ni avec qui que ce soit, dont les sentiments soient contraires aux projets proposés par ledit ambassadeur. De plus, je lui promets que je ne porterai à la diète rien de ce qui m'a été enjoint dans l'instruction donnée par la noblesse de Halicz, et qu'en un mot je ne m'opposerai d'aucune manière aux volontés de cet ambassadeur. En cas de contravention, je me soumets aux peines de mort, de dégradation de noblesse, de confiscation de biens ou à celles des autres peines corporelles qu'il lui plaira de m'infliger. »

Il est difficile, en voyant cette malheureuse nation polonaise devenir le jouet des États voisins, de ne pas ressentir pour elle un vif intérêt; mais lorsque, d'un autre côté, on la voit courir elle-même à sa perte, se jeter dans les bras de ses ennemis comme dans le sein de ses libérateurs; lorsque, sans aucune prévoyance, elle se détruit par ses propres excès, cet intérêt s'affai-

blit, et, s'il nous reste encore quelque pitié, c'est en songeant aux artifices dont elle fut la victime, et à la cruelle habileté avec laquelle on se servit de ses passions pour consommer sa ruine.

Aussitôt que la confédération générale de Radom eut été constituée, les confédérés envoyèrent des députés à Pétersbourg (11 août 1767) pour remercier l'impératrice de la magnanimité avec laquelle elle avait daigné s'intéresser au rétablissement de leurs droits, et pour la supplier d'accorder sa garantie à ce qui serait statué pour le maintien de la paix et la conservation des libertés publiques. Les députés étaient Louis Pociey, général de l'avant-garde de Lithuanie; Michel Wielhorski; Joseph Potocki, grand écuyer tranchant de la couronne, et Joseph Ossolinski, staroste de Sandomir, tous les quatre distingués par leur naissance et par la considération dont ils jouissaient parmi leurs concitoyens [1].

Le prince Radziwill, que la Russie avait rappelé de l'exil pour le placer à la tête de la confédération, avait quitté Radom pour se rendre à Varsovie avec une escorte de deux cents hommes. Ces troupes campèrent vis-à-vis de son hôtel, où chaque jour on posait une garde de quarante hommes pour sa sûreté. Quelques jours après son arrivée dans cette capitale, il invita, comme chef de la république, les commissaires de la guerre et de la

[1] *Histoire de la dernière guerre entre les Russes et les Turcs*, par Keralio. Pièces justificatives, t. Ier.

trésorerie à prêter serment à la confédération. Les uns le prêtèrent, les autres donnèrent leur démission. La confédération générale avait publié son manifeste, dans lequel ses vues étaient clairement exprimées. Les réformes des Czartoryski accusaient, suivant elle, les desseins ambitieux de cette famille et sa marche vers le despotisme. Ils ajoutaient que l'impératrice de Russie, ayant découvert ces funestes projets et offert à la république sa protection, les bons citoyens s'étaient confédérés dans l'unique but de rétablir l'ancienne forme du gouvernement et d'arrêter l'ambition des hommes qui aspiraient au pouvoir absolu. Quant aux dissidents, les confédérés distinguaient l'état de religion d'avec l'état civil. Le premier, intéressant l'âme uniquement, ne devait pas tomber sous les lois du pouvoir temporel; le second les faisant citoyens au même degré que les catholiques, il ne devait exister entre eux aucune différence. Ils consentaient en conséquence à leur rétablissement.

Les confédérés avaient demandé la convocation d'une diète extraordinaire, sous la protection de la Russie. Le roi, dont le cœur était en proie à de continuelles alarmes; abîmé dans une douleur profonde en voyant le mécontentement des esprits, publia des universaux pour la tenue de la diète, qui fut fixée au 5 octobre. C'est alors seulement que les confédérés ouvrirent les yeux sur la faute qu'ils avaient commise. Ils n'avaient regardé la Russie que comme une alliée; ils s'aperçurent avec

terreur qu'elle aspirait à une protection incompatible avec l'indépendance de la république. Un corps de troupes russes avait pris position en dehors de la ville, et un autre corps d'environ 2,000 hommes, étant entré dans Varsovie, occupait le jardin et une partie de l'hôtel du prince Repnin.

Les propositions dont la diète avait été saisie par cet ambassadeur consistaient : 1° dans la faculté pour la Russie d'entretenir en Pologne un corps de troupes, à titre d'auxiliaires, pour le maintien de la tranquillité publique ; 2° dans le rétablissement des dissidents sur le même pied que les catholiques ; 3° dans un droit absolu de garantie accordé à l'impératrice dans les affaires de la Pologne. Les lois voulaient que les matières dont la diète devait s'occuper fussent d'abord préparées par les députés de la confédération ; mais quel ne fut pas l'étonnement de l'assemblée lorsque le prince Radziwill proposa lui-même de déléguer leurs pouvoirs à des commissaires, qui seraient autorisés à régler, de concert avec l'ambassadeur russe, tous les changements qu'il conviendrait d'apporter dans la constitution polonaise.

L'évêque de Cracovie n'eut pas de peine à démontrer le danger d'une pareille proposition. Le 13 octobre, jour où elle devait être discutée, la salle présentait un coup d'œil magnifique. Le roi était sous le dais, entouré de ses ministres, ayant à sa droite le primat du royaume avec une foule de chanoines portant la croix archiépiscopale, et en face l'archevêque de Léopol. Sur les pre-

miers bancs figuraient les sénateurs; derrière eux les nonces. L'assemblée écouta d'abord, sans murmure, le rapport sur les dissidents. Un seul membre, ayant élevé la voix pour protester contre toutes les résolutions qui seraient prises à leur sujet, fut averti et ne se montra plus. Chacun paraissait livré à de pénibles pensées. Ce n'était plus en effet la liberté de quelques citoyens qui était en péril, mais l'indépendance de la nation. Voilà ce qui était au fond de tous les esprits et qui répandait sur l'assemblée comme un sombre nuage. Ce fut donc au milieu du plus profond silence et de la plus douloureuse anxiété que l'évêque de Cracovie prit la parole :

« Il nous a suffi d'entendre, à l'ouverture de la diète, la lecture du projet de l'acte qui en détermine les bornes, pour être pénétré de la plus vive douleur. On ose nous proposer ce qui mettrait le comble à l'opprobre et à l'infamie. On nous croit donc réduits à cet excès d'humiliation et d'abaissement de nous faire consentir à la perte du bien le plus précieux, la religion et la liberté, lorsqu'on nous juge capables d'en remettre le sort à la décision d'un petit nombre de citoyens.

« Je vous ai déjà fait connaître, dans un premier discours, que Dieu, la patrie et la conscience nous défendaient de signer le projet. On avoue qu'il se trouve dans le royaume des soldats étrangers, sous le nom de troupes auxiliaires. Mais qui se laissera séduire à cette dénomination? Par qui ont-elles été appelées? Est-ce

en vertu d'un ancien traité, ou à la réquisition de ceux en qui réside le pouvoir suprême? Sous lequel de ces titres des troupes étrangères peuvent-elles donc porter chez nous le nom d'auxiliaires? Contre quelle puissance sommes-nous en guerre? Nos frontières sont-elles menacées? Serait-ce pour nos discussions intérieures? Quelle honte! Quoi! ne nous reste-t-il donc pas assez de vertu pour accorder nous-mêmes nos troubles et nos différends? Qui fixera le terme du besoin imaginaire qu'on suppose que nous avons de ces troupes étrangères? Examinons les avantages que nous retirerons de ces secours; considérons la situation déplorable de la république, notre liberté asservie, nos sentiments enchaînés, les larmes et le désespoir des citoyens; voilà ce qu'ils ont produit. Pendant les dernières diètes, nous nous sommes trouvés hors d'état de satisfaire à la solde des troupes nationales; comment pourrions-nous subvenir à celle des troupes auxiliaires?

« Le projet de prorogation nous propose la garantie de l'impératrice. Je confesse devant l'univers entier que je regarderais la puissante garantie de cette auguste princesse, qui, par les plus sublimes vertus, est en quelque sorte supérieure à la majesté du trône, comme l'événement le plus heureux pour ma patrie. Mais, dans la situation présente de l'État, je ne puis me persuader de la nécessité de cette garantie, ni concevoir cette contradiction qui consiste à conclure un traité avec la Russie et à lui en demander en même temps la garantie, puisqu'en

traitant avec elle elle devient à notre égard partie intéressée.

« Ce projet, dont la décision est remise à la pluralité de huit suffrages sur quatorze, doit décider de la religion et de la liberté. Qui de nous peut assurer que cette commission ne se portera pas à l'abandon de tous nos droits, puisqu'elle pourra statuer, conclure et signer tout ce qui lui semblera bon dans les affaires qui concernent les dissidents, nos institutions, nos frontières et la forme de notre gouvernement? Qui ne frémirait en songeant aux conséquences qui pourraient en résulter? car la Russie, comme garante, aurait à l'avenir le droit d'interpréter arbitrairement les lois qu'elle veut nous imposer. Son influence ne s'étendrait-elle pas sur toutes nos affaires? Ne se croirait-elle pas en droit d'écouter les plaintes des mécontents? Notre république ne deviendrait-elle pas alors une province russe?

« Je ne veux pas m'arrêter ici à tous les articles du projet; je n'insisterai pas sur l'acte qui sursoit la diète, sans limiter le temps de sa réunion, et qui par là laisse un champ libre aux projets les plus dangereux. L'article qui fixe plus particulièrement mon attention est celui qui donne à quatorze personnes, ou plutôt, comme je l'ai déjà dit, à la pluralité de huit sur quatorze, le pouvoir absolu et inouï de décider en dernier ressort de la religion et de la liberté. O patrie! ô vous, citoyens, qui avez été élevés dans l'amour de ces deux biens, pourriez-vous consentir à un tel projet, sans vous rendre coupables de

trahison? Prenez-y garde, c'est peut-être la dernière fois qu'il vous sera permis d'user de vos prérogatives. Quant à moi, je juge la commission nécessaire, en tant qu'elle se borne à examiner, à vérifier les faits, pour les rapporter ensuite devant la république, à qui seule appartient le droit d'accepter, de refuser, d'approuver ou d'abroger tout ce qui pourra lui paraître utile ou contraire au bien public. Sans ces conditions essentielles, tant qu'il me restera dans les veines du sang à répandre, tant que je serai animé d'un souffle de vie, je m'opposerai de toutes mes forces à l'admission du projet. »

L'effet produit sur la diète par ce discours menaçait le parti russe d'une défaite, malgré l'appareil des armes dont la salle était entourée, lorsque, dans la nuit du 13 au 14 octobre, l'évêque de Cracovie, celui de Kiovie (Joseph Zaluski), le comte Rzewski, palatin de Cracovie, et son fils, nonce de Podolie, furent enlevés, par ordre du prince Repnin, et conduits en Russie. Cet acte monstrueux frappa l'assemblée de terreur. Les citoyens étaient consternés. Varsovie était remplie de troupes russes. Les portes en avaient été fermées, et personne ne pouvait en sortir, sans la permission de l'ambassadeur. Enfin, chose plus étrange encore, celui-ci remit le lendemain à la diète une note, d'après laquelle les personnes arrêtées avaient mérité leur sort, en attaquant les intentions de sa souveraine; ajoutant qu'il avait agi dans l'intérêt de la Pologne, en éloignant de

son sein les ennemis de son repos. Un seul homme, au milieu de l'effroi public, donna l'exemple d'un courage qui ne saurait être assez admiré. Cet homme était le chancelier Zamoiski. Il rendit au roi les sceaux de la république, en lui disant qu'il ne confirmerait jamais par sa signature aucune opération tyrannique. Ni les prières ni les menaces ne purent l'ébranler.

La diète, placée désormais sous la crainte de voir se renouveler de pareils attentats, n'eut plus de volonté. Elle délégua ses pouvoirs à soixante-dix commissaires parmi les membres du sénat et de l'ordre équestre, et s'ajourna au 1er février 1768. Les réunions se tinrent alternativement chez le primat et chez le prince Repnin. Les délégués auraient voulu que la garantie de l'impératrice ne portât que sur les lois cardinales et sur les dissidents. Mais Repnin répondit avec hauteur que la garantie ayant été demandée par la nation confédérée et non par sa souveraine, il entendait qu'elle s'appliquât aux droits, libertés et prérogatives de chaque citoyen, ainsi qu'à la forme du gouvernement. Quelques-uns trouvaient exorbitant le pouvoir dont ils étaient investis de décider en dernier ressort. « On ajoutera, répliqua-t-il : *Salvâ approbatione reipublicæ*. — Ne pourrait-on pas ajouter aussi : *Salvâ approbatione et reprobatione?* — Ce serait outrager la dignité de l'impératrice. Sa Majesté, se faisant représenter par moi, ne peut traiter avec des personnes qui ne seraient pas investies d'un pouvoir suffisant. Je ne puis donc admettre que ce qui se traite entre son ambas-

sadeur et les délégués de la république puisse être rejeté. »

Pour s'assurer de la majorité, Repnin avait fait insérer dans l'acte de prorogation, que les membres présents auraient le droit de statuer d'une manière absolue et définitive, en l'absence de leurs collègues, et qu'à leur retour ceux-ci seraient tenus de tout approuver, sous peine d'être décrétés de prise de corps et déclarés inhabiles à toutes les charges.

Les délégués ayant exprimé des scrupules à ce sujet, le prince leur accorda que les peines n'atteindraient que ceux qui s'absenteraient de leur propre gré. « Au reste, ajouta-t-il, interprétez cela comme vous voudrez, mais sachez-le bien, des instructions ont été données dans les palatinats, conformément à l'acte de confédération; quiconque s'y opposerait résisterait à la volonté nationale, et moi, représentant de l'impératrice, j'userais des forces dont je dispose pour faire respecter cette volonté. Je vous prie donc, messieurs, de ne me point forcer à recourir à des mesures extrêmes. »

Enfin, quelqu'un ayant demandé s'il n'y avait plus aucun espoir d'obtenir que les projets fussent modifiés : « Aucun », répondit Repnin.

Les commissaires ayant sans cesse présent à la pensée le sort de ceux de leurs collègues qui avaient été transportés en Russie, ne délibérèrent plus que sous l'influence de la peur, et ils souscrivirent sans hésitation à tous les désirs, ou plutôt à tous les ordres de l'ambas-

sadeur russe. « Celui-ci, dit Harris, déploya autant de hauteur que la délégation montra d'humilité. » Les dissidents obtinrent un acte par lequel ils furent rétablis dans tous leurs droits, et admis à la jouissance de tous les priviléges de la noblesse catholique, à l'exception de la royauté[1]. Il fut créé un tribunal mixte pour les procès entre les catholiques et les dissidents.

Cette affaire terminée, les commissaires se partagèrent en comités pour la révision des lois nouvelles. L'unanimité fut rétablie pour toutes les affaires d'État, à savoir : la fixation des impôts, l'augmentation des troupes, les traités de commerce, le droit de décider de la guerre et de la paix, et l'élection des rois. Les matières économiques furent seules assujetties à la pluralité des voix, mais en même temps si embarrassées de formes qu'il ne pouvait en résulter aucun avantage pour le pays.

Ainsi furent définitivement renversées les réformes que les Czartoryski avaient introduites dans un intérêt général; ainsi furent perpétués les désordres dont la Pologne donnait depuis si longtemps le déplorable spectacle; ainsi le but de la Russie et de la Prusse se trouvait atteint. Ce but était de rendre impossible le gouvernement et de préparer l'asservissement de la république par l'anarchie.

[1] Cet acte fut signé le 24 novembre, sous forme de traité, d'une part, par les représentants de la Russie, de l'Angleterre, de la Prusse, du Danemark et de la Suède, comme garants du traité d'Oliva, et de l'autre par la Pologne.

Parmi les nouvelles lois, il en est quelques-unes qui méritent d'être louées. On fit des règlements pour les tribunaux; on diminua l'esclavage des paysans, en allégeant le poids de leurs chaînes; on retira aux seigneurs le droit de vie et de mort qu'ils avaient eu sur eux jusqu'à ce jour; on assigna aux serfs des juridictions particulières pour leurs procès avec leurs maîtres; on s'occupa de la discipline des troupes; enfin, on laissa subsister les quatre conseils souverains, ouvrage des Czartoryski, mais on en diminua l'importance.

La lecture de la nouvelle constitution fut interrompue par des murmures, lorsqu'elle fut présentée à la diète. En vain quelques nonces demandèrent la parole, ils ne purent l'obtenir; en vain celui de la Prusse polonaise protesta contre ce refus et contre la diète elle-même. L'ambassadeur russe, entouré de généraux, assistait à la séance, dans une pièce voisine de l'assemblée, et, par des signes de tête ou par des regards menaçants, il s'efforçait d'épouvanter les nonces dont il craignait l'opposition. L'assemblée, forcée de souscrire à tout ce que les commissaires avaient statué, se sépara le 5 mars 1768, et, par cette séparation, la confédération de Radom fut dissoute.

La situation de la république était appréciée différemment par les Polonais eux-mêmes. Les uns affirmaient que c'en était fait de la liberté; qu'ils étaient devenus les vassaux de la Russie; que, désarmés comme ils l'étaient par une longue paix, tandis que l'impéra-

trice entretenait une armée de 30,000 hommes sur les terres de la république, ils étaient réduits à la dure nécessité de courber le front, parce que la guerre entraînerait la ruine de la Pologne. Les autres, ceux-ci formaient le parti de la cour, prétendaient qu'il fallait regarder les Russes comme des amis et non comme des oppresseurs; que la constitution ayant besoin d'être changée, c'était en obtenant leur appui qu'on pourrait seulement y parvenir, parce que la nation, trop attachée aux vices de cette constitution, n'était pas assez éclairée pour voir que ces vices étaient la cause des désordres qui la dévoraient. Le roi avait un autre intérêt; il avait été abandonné par toutes les puissances; ses bonnes intentions avaient été méconnues, et les Polonais eux-mêmes se montraient si ennemis de son autorité, qu'ils auraient détruit, s'ils en avaient eu le pouvoir, jusqu'aux établissements d'instruction qu'il avait fondés avec ses ressources personnelles. Tant de mécomptes et d'ingratitude le jetèrent forcément dans les bras de la Russie, dont les troupes occupaient la Pologne, et qui seule pouvait le défendre.

La question des dissidents avait mis tous les esprits en émoi. La Russie voulait qu'on ne l'envisageât qu'au point de vue politique. Les hommes attachés à la cour déclaraient qu'il ne s'agissait pas de toucher à la religion. Leurs efforts pour calmer l'irritation ne servaient qu'à l'exciter davantage. Le parti opposé, les prêtres surtout, qui savaient combien les Polonais étaient ar-

dents dans leur croyance, affectaient de regarder toute espèce de concession à cet égard comme un attentat contre Dieu même. Les menaces contenues dans le bref du pape Clément XIII, le zèle emporté du nonce apostolique achevèrent d'irriter la nation.

Le prince Repnin essaya de calmer cette irritation par une déclaration publique. Mais ses efforts furent impuissants. Les évêques publiaient que la Russie, d'accord avec le roi de Pologne, avait résolu de détruire la religion catholique, et qu'il était du devoir de chaque citoyen de s'armer pour la défense de la foi. Jamais roi ne s'était trouvé dans une situation plus difficile; abhorré d'une partie de ses sujets, humilié par l'ambassadeur d'une puissance étrangère, lequel était plus roi que lui, il souffrait tout avec résignation, persuadé que le concours de la Russie dans l'œuvre de la constitution polonaise entraînerait moins de maux que l'ignorance et la légèreté de la nation. Plein du désir de faire le bien, Stanislas-Auguste en fut non-seulement empêché par des circonstances qui ne lui permirent pas de l'accomplir, mais qui servirent même de prétexte à ses ennemis pour lui reprocher la ruine de sa patrie. Avant de se séparer, la diète avait prié le roi de demander à l'impératrice de Russie la liberté de ceux de ses membres qu'elle avait fait enlever et qu'elle retenait prisonniers. Le primat répondit que ces Polonais avaient mérité leur sort, en s'opposant au bien qu'elle avait dessein de faire à la Pologne, mais que cependant le gouvernement fe-

rait auprès d'elle les démarches nécessaires pour obtenir leur élargissement. En effet, le résident polonais à Pétersbourg, Psarski, eut ordre d'en faire la demande, en vertu non de la justice et du droit des nations si odieusement violé, mais au nom de la bonté de l'impératrice[1]. Un langage si bas n'attira qu'un refus outrageant, et, en vérité, il ne méritait pas mieux. Dans une note remise en réponse à Psarski, Catherine déclara que son ambassadeur n'avait agi que par ses ordres; qu'elle avait rendu à la république un service éminent, en éloignant de son sein des hommes remuants et ennemis de la paix; qu'elle avait employé les représentations, les instances, les prières même, pour obtenir justice en faveur des dissidents, mais que sa modération n'avait servi qu'à lui attirer plus d'outrages de la part de ses ennemis, et que l'esprit de faction dont la république était possédée aurait rendu vaines les résolutions de la diète, sans la vigueur salutaire de son ministre à Varsovie[2].

Une réponse aussi hautaine fut loin de calmer l'agitation qui régnait dans les esprits. La plupart des nobles, voyant les troupes russes répandues sur le territoire de la république, se méfiaient des intentions de l'impératrice. Ils ne croyaient pas que de si grands efforts ne tendissent qu'à protéger les dissidents; ils y voyaient,

[1] Keralio, pièces justificatives.
[2] *Ibid.*, t. Ier, 23 novembre 1767.

au contraire, l'accomplissement des projets formés depuis longtemps par les empereurs de Russie d'asservir la Pologne ; ils affirmaient que le roi n'était qu'un instrument aveugle des desseins de l'impératrice ; car ce qu'elle faisait dépassait de beaucoup les devoirs d'une alliée. Les catholiques, plus irrités que les autres, continuaient à exciter les passions de la populace. Les paysans, qui étaient sans droits, semblaient soupirer après un changement, dans l'espoir de sortir de la condition misérable où ils vivaient ensevelis depuis des siècles. Cet état se trouvait encore aggravé par l'abandon où les terres avaient été laissées depuis les troubles, et par le dépérissement des relations commerciales.

Tout annonçait donc une crise violente[1] : des bruits sinistres circulaient dans le royaume ; on parlait de rassemblements ; on désignait la ville de Bar comme le siége d'une confédération dirigée contre la Russie et composée des ennemis du roi ; on disait que la Turquie, réveillée de son assoupissement, se préparait à la guerre ; chacun se livrait à l'espérance ou à la crainte, suivant la passion qui l'animait ; en un mot, on prévoyait que de grands événements allaient s'accomplir.

La Russie, en se faisant décerner par la diète un droit de garantie sur la nouvelle constitution, avait eu pour but de se perpétuer armée dans la république, et, sous

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 21 octobre 1767.

prétexte d'y calmer les divisions, de les entretenir et de soumettre en quelque sorte la Pologne à la condition d'une province russe[1]. Une pareille ambition inquiétait l'Europe. La Turquie était seule en état de s'y opposer. La France l'y poussait, en lui représentant l'asservissement de la Pologne comme le prélude des projets de 'impératrice contre l'empire ottoman. Mais le divan, enseveli dans un lâche repos, n'osait paraître trop sensible aux outrages dont il était en partie l'objet, dans la crainte d'être troublé dans ses jouissances; et, pour ne pas compromettre la dignité de l'empire, par des démarches qu'il n'avait pas la volonté de soutenir, il s'était borné jusqu'à ce jour à des déclarations impuissantes, dont la Russie avait triomphé sans effort.

Quelque soin qu'eussent pris les ministres russes pour calmer les ressentiments de la Porte, on semblait craindre cependant qu'un événement imprévu n'entraînât cette puissance à la guerre. La France avait redoublé partout d'activité. D'un côté, elle excitait les Polonais à s'armer, et, de l'autre, elle s'efforçait d'effrayer le divan sur les dangers de laisser la Russie consommer la ruine de la Pologne. Cette double action produisit le résultat que le duc de Choiseul avait envisagé. Mais avant d'aborder ce nouveau récit, portons nos regards dans l'intérieur de ce vaste empire de Russie, dont Catherine

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Saint-Pétersbourg, 15 juillet 1768.

réglait les destinées avec cette autorité souveraine qu'elle mettait dans tous les actes de sa vie, soit publique, soit privée. Ce récit n'aura pas l'attrait qui, dans les actions militaires, séduit en général les esprits par l'éclat de la renommée; mais il ne sera pas sans intérêt pour les hommes qui préfèrent le bonheur de leurs semblables à la vaine gloire de les subjuguer ou de les asservir.

LIVRE III.

Complot formé par Mirowitsch pour délivrer Ivan et le faire proclamer empereur. — Mort de ce jeune prince. — Mirowitsch est arrêté, jugé, condamné à mort et exécuté. — Erreur publique sur cet événement. — Soins de l'impératrice pour réformer son peuple. — Son instruction générale pour la formation d'un code. — Assemblée de Moscou. — Ses travaux. — Réformes judiciaires. — Organisation du sénat. — Création d'un tribunal de conscience. — Opinion de Catherine sur un code pénal. — Organisation des gouvernements. — La commune russe. — Efforts de l'impératrice pour propager l'instruction dans ses États. — Ses vues sur le caractère de l'enseignement. — Abolition de la torture et de la confiscation des biens. — Catherine adoucit le sort des paysans. — Caractère du servage russe. — Paysans de la couronne et paysans de la noblesse. — Institution de la noblesse. — Son organisation par Pierre le Grand.— Avantages et défauts de cette organisation. — Priviléges de la noblesse. — Catherine veut la constituer sur d'autres bases. — Organisation du clergé. — Le synode. — Le clergé régulier. — Les prêtres des paroisses. — A quoi faut-il attribuer leur peu d'influence. — Classe des marchands et des bourgeois. — Les Guildes. — Opinion de Catherine sur l'importance d'un tiers état. — Elle fait étudier par des savants les différentes provinces de l'empire. — Pallas, Falk, Gmelin et Guldenstadt. — Leurs voyages se rattachent à des vues commerciales. — Heureuse situation de la Russie pour commercer avec l'Asie. — Aperçu de ce commerce. — Les Boukhares. — Commerce avec la Perse et la Chine. — Fertilité de la Russie. — Catherine supprime les priviléges de plusieurs branches de commerce et d'industrie. — Balance du commerce de 1760 à 1775. — Améliorations introduites dans le système agricole. — Établissement d'une ferme modèle.— Réformes dans l'administration des mines. — Importance de la richesse minérale de l'empire. — Amé-

liorations dans les manufactures. — Priviléges de la couronne funestes au développement de l'industrie et du commerce. —Défaut de population. — Causes qui en arrêtaient le développement. — Mesures pour les faire disparaître. — Fondation du collége impérial de médecine. — Ses attributions. — Introduction de la vaccine. — Hospice des Enfants trouvés. — Dispositions admirables relatives aux enfants. — Etablissement de colonies agricoles. — Priviléges accordés aux colons. — Leur prospérité. — Avantages que la Russie a retirés de ces colonies. — Fondation de l'Académie des sciences. — Protection que l'impératrice accorde aux savants. — Fondation d'une maison d'éducation pour les demoiselles. — Fondation d'écoles pour le peuple. — Bezki. — Fondation d'une école de commerce par Procope Demidof. — Bureaux de placement pour les ouvriers et les domestiques. — Etablissement d'une caisse de retraite pour les veuves. — Améliorations apportées dans les différents corps des cadets. — Réflexions sur les institutions de Catherine.

La fortune et le génie semblent se partager les événements de ce monde, ou, pour mieux dire, la Providence, dont les vues échappent souvent à notre esprit borné, aplanit aux hommes qu'elle a choisis pour en faire les instruments de ses desseins, les voies qui mènent à la gloire. Catherine, qui avait ravi le trône à son époux, esprit fantasque et capable de faire tourner sa puissance à la ruine de l'empire, n'avait eu à redouter jusqu'ici que les sourds murmures d'un parti sans consistance ou de quelques ambitieux trompés dans leur espoir. Mais il existait encore un prince issu de Pierre le Grand ; c'était le jeune Ivan, détrôné par Élisabeth à l'âge de cinq mois, enfermé dans une étroite prison et transféré de temps à autre dans des lieux éloignés, afin que la nation en perdît peu à peu le souvenir en per-

dant ses traces. Un ordre avait même enjoint aux personnes chargées de sa garde d'empêcher par tous les moyens la délivrance de ce prince. Cet ordre, soit oubli, soit qu'il fût ignoré de la nouvelle impératrice, n'avait pas été révoqué.

On assure que Pierre III, excité par les ennemis de sa femme, avait eu la pensée de la répudier, de déclarer le grand-duc illégitime et d'appeler Ivan à la succession de l'empire. Cette pensée était digne d'un esprit aussi bizarre. Quoi qu'il en soit, il était allé visiter ce malheureux prince dans sa prison, accompagné du grand écuyer Naryschkin et du général Korff, et il s'était entretenu quelque temps avec lui. Ivan, qui avait alors vingt-deux ans [1], ne savait ni lire ni écrire. La solitude avait affaibli ses facultés, et il était tombé dans une sorte d'imbécillité maladive [2]. Catherine le vit aussi, lorsqu'elle fut parvenue au trône, et elle prit soin d'adoucir sa captivité, en lui procurant certaines jouissances dont il avait été privé. Cependant, comme les partis s'attachent volontiers aux souvenirs capables de réveiller les passions, la mort d'Ivan la délivra pour jamais d'inquiétude, en ôtant ce prétexte à ses ennemis.

Cet événement arriva pendant qu'elle parcourait la Livonie (1764). Ivan se trouvait alors enfermé dans la forteresse de Schlusselbourg, située dans une île du lac

[1] Il était né le 19 août 1740.

[2] *Mémoires du comte de Hordt.*

Ladoga. Le régiment de Smolensko tenait garnison dans la ville. Dans ce régiment servait un officier nommé Wassili Mirowitsch, dont le grand-père avait suivi Mazeppa, lorsque ce chef de Cosaques avait uni ses armes à celles du roi de Suède contre Pierre le Grand. Après la défaite de Charles XII, les biens de Mirowitsch furent confisqués. Dans la suite, son petit-fils les réclama, mais ce fut inutilement. Le souvenir de cette injure lui fit rechercher l'occasion d'en tirer vengeance ; le voisinage d'Ivan la lui fournit. Délivrer ce jeune prince, dont toute la Russie connaissait le malheureux sort, et le faire proclamer par les troupes, devint dès ce moment l'unique objet de ses pensées. C'était d'ailleurs un homme enthousiaste, qui mêlait à ses sentiments de haine une grande ambition. Il s'était ouvert de ses desseins au colonel d'un régiment d'infanterie, Apollon Ouchakof, et tous deux s'étaient liés par un serment, dans l'église de Kazan, à Saint-Pétersbourg. Ce colonel étant mort peu de temps après, Mirowitsch était parvenu, à force de promesses et de mensonges, à gagner quelques soldats de sa compagnie.

Il résolut d'exécuter son projet le jour où il serait de garde à la forteresse. Chaque officier y passait une semaine avec sa compagnie. Le tour de Mirowitsch arriva. Mais la semaine s'étant écoulée sans qu'il eût trouvé une occasion favorable, il sollicita, sous un prétexte plausible, le commandement de la compagnie qui devait relever la sienne, et, comme rien ne pouvait faire

soupçonner ses intentions, il obtint sans peine cette faveur.

Pendant ce temps il avait pris des inofrmations précises sur la partie du château dans laquelle le prince était enfermé. Enfin, il fixa au 15 juillet l'exécution de ses desseins. A deux heures du matin, il fait éveiller son détachement, lui ordonne de s'armer, et se dirige vers la chambre du prince. Le gouverneur, qui avait entendu du bruit, paraît et en demande la cause. Pour toute réponse, Mirowitsch le frappe avec la crosse de son fusil, le renverse et le remet aux mains de ses soldats.

Le corridor où la chambre d'Ivan était située se trouvait gardé par plusieurs sentinelles. Deux officiers, Wlassief et Tchekin, couchaient même dans sa chambre. A ce bruit inusité, ils en étaient sortis avec un certain effroi et avaient fait mettre leurs soldats sous les armes. Mirowitsch donna aux siens l'ordre de faire feu; mais on leur riposta sans hésiter. Les assaillants, étonnés de cette résistance, voulurent alors se retirer ou voir l'ordre en vertu duquel on les faisait agir. Mirowitsch, leur ayant montré un faux décret du sénat, qui excluait du trône Catherine II et y appelait Ivan, réussit par de nouvelles promesses, par des prières et des menaces, à les engager à tenter un nouvel effort. Justement on venait de lui amener d'un des bastions de la forteresse une petite pièce de canon. Mais à peine avait-il achevé de la pointer contre le passage qui conduisait à l'appartement du prince, que la porte de cet appar-

tement s'ouvrit tout à coup et laissa voir le corps ensanglanté du malheureux Ivan, que les deux officiers préposés à sa garde venaient d'égorger. Ce spectacle ayant fait tomber les armes des mains de Mirowitsch, il s'écria : « J'ai manqué mon coup; il ne me reste plus qu'à mourir. » On s'empara de sa personne, sans qu'il opposât la moindre résistance, et l'on trouva sur lui un manifeste rempli d'injures contre l'impératrice.

Le gouverneur, Berednikof, ayant envoyé sur-le-champ un rapport de cet événement au comte Panin, celui-ci fit partir pour Schlusselbourg le lieutenant-colonel Kaschkin, avec mission d'y rétablir l'ordre, et dépêcha un courrier à l'impératrice. Catherine reçut à Riga la nouvelle, et partit aussitôt pour sa capitale. Le général Veimarn eut ordre de se rendre à Schlusselbourg pour y prendre les informations nécessaires et préparer les bases du procès, dont il fut nommé rapporteur.

La commission instituée à cet effet était composée de cinq prélats, d'un pareil nombre de sénateurs et de plusieurs officiers généraux[1]. Mirowitsch, comme l'auteur du complot, fut condamné à la peine capitale, qu'il subit le 26 septembre 1764. Il y eut en tout soixante-trois personnes punies; mais en général les traitements qu'on leur infligea ne furent pas très-ri-

[1] Manifeste de Catherine II, en date du 17 août.

goureux. Du reste, cet événement ne fit alors que peu de sensation en Europe.

Lorsqu'on vint dans la suite à réfléchir sur cette mort extraordinaire, il ne manqua pas de personnes pour en charger la mémoire de Catherine, et, comme les hommes sont prompts à adopter sans examen toute opinion qui tend à rabaisser la gloire des grands personnages, celle-ci fut accueillie avec empressement, et, n'ayant pas été contestée, elle a fini par acquérir, aux yeux de certains esprits, la valeur d'une vérité incontestable. Mais il aurait fallu rechercher auparavant si cette princesse avait un intérêt quelconque à commander cet attentat. Or, il est positif qu'elle n'en avait aucun. Le souvenir d'Ivan était presque effacé de la mémoire des Russes, par le soin qu'avait pris Élisabeth de leur dérober le lieu de sa retraite. On concevrait que, dans les premiers jours d'un règne mal affermi, Catherine eût eu l'idée de ce crime; mais après deux ans d'une paisible jouissance, lorsque rien, ni dans l'intérieur de l'empire ni au dehors, n'était venu troubler son autorité souveraine, c'eût été une barbarie gratuite. D'ailleurs, le moyen qu'elle eût employé, en admettant sa participation, était aussi maladroit que contraire à son caractère. Dans un pays tel que la Russie, où le gouvernement peut si facilement dérober ses actes à la connaissance de la nation, la mort d'Ivan eût toujours été ignorée, au lieu que la tentative de Mirowitsch, en laissant soupçonner la complicité du pouvoir, aurait eu

pour résultat de produire une agitation dangereuse.

Libre de toute inquiétude, Catherine étendit ses regards sur toutes les parties de son vaste empire. Génie puissant et solide, rien n'échappait à sa pénétration. Elle fonda des hôpitaux, des écoles, des colonies, admirables conquêtes qu'elle remportait sur la nature; augmenta et fortifia sa marine, réforma les tribunaux et corrigea la barbarie de la législation. Elle avait rédigé elle-même une instruction générale pour servir de base au code dont elle voulait doter la Russie. Cette instruction contenait en substance les grands principes sur lesquels reposent les sociétés, dans les rapports des citoyens entre eux et des citoyens à l'égard de l'État. On y trouvait les maximes suivantes, que la Russie n'était peut-être pas encore assez éclairée pour comprendre, mais qu'il n'était pas moins utile de poser comme fondement d'une bonne législation :

« Il faut qu'un gouvernement soit tel qu'un citoyen ne puisse pas craindre un autre citoyen, mais que tous craignent la loi.

« Il ne faut défendre par les lois que ce qui peut être nuisible à chacun en particulier ou à la société en général. »

La commission, ou plutôt l'assemblée, qu'elle avait chargée de la rédaction de ce code, se composait de cinq cent soixante députés, choisis parmi les membres du clergé, de la magistrature, les hauts fonctionnaires de l'État, la noblesse, la bourgeoisie des grandes villes, et jusque parmi les peuplades les plus sauvages de l'em-

pire. Elle se réunit à Moscou, le 31 juillet 1767, sous la présidence du général Bibikof. Cette assemblée se divisait en commissions, dont le travail était ensuite discuté en assemblée générale. Les commissions continuèrent à fonctionner après la dissolution de l'assemblée, qui eut lieu le 29 décembre de la même année, et ne furent dissoutes elles-mêmes qu'en 1774.

Outre l'instruction de l'impératrice, les députés avaient reçu des instructions particulières, soit des tribunaux, soit des corporations, soit des assemblées de la noblesse. Ce travail immense, digne de la souveraine qui l'avait ordonné, ne fut malheureusement pas achevé; mais il eut cependant pour effet de mettre fin à la confusion qui régnait dans l'application des lois et de supprimer une foule de coutumes locales, dont le moindre inconvénient était d'augmenter cette confusion.

Le nombre et la diversité des peuples qui composaient ce vaste empire étaient un obstacle presque insurmontable à l'unité des lois. Ces peuples n'avaient entre eux aucune ressemblance; ils différaient non-seulement de mœurs, de coutumes et de langage, mais plus encore de culture intellectuelle. Il eût été difficile de leur appliquer des principes généraux; mais quelles difficultés, lorsqu'on entrait dans les détails! « J'ai voulu voir cela par moi-même, écrivait-elle de Kazan. C'est presque un monde à créer, à unir, à conserver. »

Le principe d'autocratie, qui formait la base de l'ordre social en Russie, était d'ailleurs et sera peut-être long-

temps encore un autre obstacle à la division des pouvoirs, sans laquelle il n'existe ni liberté civile, ni liberté politique, ni liberté religieuse; car il ne peut y avoir de droits là où domine la volonté d'un seul, non pas seulement comme un fait, mais comme l'expression d'une volonté supérieure et irresponsable.

Une série de règlements concernant les finances, le commerce, la police, etc., devaient être le corollaire de ce code. Un projet en cent quatorze articles, pour l'établissement d'écoles dans les villes et les campagnes, fut élaboré par la commission d'instruction publique, et soumis ensuite aux délibérations de l'assemblée.

La commission des droits de l'homme et des droits des familles avait émis quelques idées générales, dont l'application eût rencontré de sérieux obstacles, eu égard au peu de développement intellectuel de la nation.

La commission de jurisprudence s'occupa de la rédaction d'un code pénal en quarante-cinq chapitres.

Dans cette assemblée si extraordinaire et si peu connue, toutes les idées eurent la liberté de se produire. Beaucoup de questions, qui eussent été regardées en Europe comme des nouveautés dangereuses, avaient été sondées, approfondies et discutées librement. Catherine en suivait les travaux avec une grande attention, et chacune de ses vues portait le caractère d'un sentiment généreux et de cette rectitude qui distinguait si éminemment son esprit.

Une des choses dont elle avait été le plus vivement

frappée à son avénement au trône était la vénalité des juges. « C'est au point, disait-elle, qu'on trouverait à peine le plus petit siége où l'exercice de la justice ne soit pas livré à cette contagion. » Afin donc que les juges ne fussent plus réduits à justifier leur corruption, en alléguant leur pauvreté, elle augmenta leurs appointements et leur en assigna la moitié pour leurs vieux jours. Dans l'oukase qu'elle publia à ce sujet, elle dit : « Le besoin a pu jusqu'à présent vous donner du penchant à l'intérêt, mais aujourd'hui la patrie paye elle-même vos travaux, en sorte que ce qui pouvait être pardonnable auparavant deviendrait criminel. »

Elle établit dans chaque gouvernement des tribunaux supérieurs, appelés cours de justice ou tribunaux de gouvernement. Ces tribunaux, dont les membres étaient électifs, comprenaient deux sections, une civile, l'autre criminelle, et décidaient en dernier ressort, dans toutes les affaires où la somme en litige ne dépassait pas une valeur déterminée.

La cour de justice était elle-même cour d'appel, comme nos cours impériales, à l'égard des tribunaux de district. Le but de l'impératrice avait été de prévenir les fréquents appels qui intervenaient aux colléges impériaux de Saint-Pétersbourg et de Moscou, ainsi que les dépenses et les délais considérables qui en étaient la conséquence. La nécessité de ces appels rendait la justice difficile pour les pauvres.

On rencontrait dans les cours de district ou de pre-

mière instance (*ouiezdnyi-soude*) les deux sections, civile et criminelle, dont nous venons de parler. Elles se composaient d'un président élu par la noblesse, et de trois juges également élus, l'un par la noblesse, l'autre par les marchands et les bourgeois, et le troisième par les *volostes* des paysans. Leur mandat était de trois ans. A chaque tribunal étaient attachés un greffier et deux bureaux de greffe, l'un pour les affaires civiles, l'autre pour les affaires criminelles.

La troisième instance, ou cour d'appel générale, était le sénat, divisé en huit départements. Au-dessus de chaque section existait, comme instance supérieure, l'assemblée plénière. L'organisation de ce corps était vicieuse. Il fallait d'abord l'unanimité dans les décisions des départements. Après cela, l'affaire était soumise au procureur général près le département auquel elle ressortissait, pour être examinée de nouveau, et, si le département n'adoptait pas les conclusions du rapporteur, elle était renvoyée à l'assemblée générale, où les deux tiers des voix suffisaient. Mais, du reste, quel que fût le jugement, il devait être soumis au ministre de la justice, qui pouvait en prononcer l'annulation et renvoyer de nouveau l'affaire au sénat. Si ce corps exprimait un avis contraire aux conclusions du ministre, l'affaire allait au Conseil de l'empire, dont les attributions avaient le tort de n'être pas exclusivement administratives. Enfin, en dernier ressort, il y avait encore le souverain, qui pouvait se prononcer pour la minorité, ce qui établissait une

série de conflits, dont le moindre vice était de multiplier les délais et de mêler trop d'intérêts dans l'administration de la justice, qui a besoin, pour être comprise, de formes extrêmement simples, et, pour être honorée, d'une indépendance reconnue.

Un des établissements les plus importants du règne de Catherine fut la création d'un tribunal appelé Cour de conscience ou d'équité, dans chacun des quarante-trois gouvernements de l'empire; chaque cour de conscience était composée d'un président et de six assesseurs, dont deux étaient pris parmi les nobles, deux parmi les bourgeois, et deux parmi les paysans. Les uns et les autres étaient élus pour trois ans dans leurs assemblées respectives; mais ils ne connaissaient que des causes dont ils étaient saisis par le gouvernement ou par une cour de judicature supérieure. Cependant, ce tribunal examinait les plaintes qui lui étaient adressées directement. Dans les affaires civiles, son intervention avait quelque chose de nos justices de paix. Il cherchait à concilier les deux parties, soit en aplanissant les difficultés, soit en calmant les passions qui aveuglent souvent les plaideurs sur leurs propres intérêts. Lorsque ceux-ci avaient accepté sa décision, la cour dressait l'acte de leur accommodement et y apposait son sceau. Si, au contraire, ils refusaient sa médiation, elle les renvoyait devant les tribunaux compétents.

Mais voici une circonstance où ressortait l'avantage de cette institution. Un individu avait-il été emprisonné

sans qu'il en connût le motif, ou se trouvait-il détenu depuis plus de trois jours sans avoir été interrogé; il pouvait adresser une réclamation au tribunal de conscience, qui se faisait amener le prisonnier, à moins qu'il n'eût été arrêté pour outrage contre la personne du souverain, pour crime de meurtre ou de trahison, et se faisait rendre compte, séance tenante, des motifs de l'arrestation et des raisons pour lesquelles il n'avait pas encore été interrogé. Lorsque le prisonnier n'avait été arrêté pour aucun des crimes spécifiés ci-dessus, la cour ordonnait immédiatement sa mise en liberté, et le renvoyait devant le tribunal qu'il plaisait au prévenu de choisir dans la province où il avait son domicile.

Nous ne parlerons pas des autres cours de judicature. Le défaut qu'on peut leur reprocher était leur trop grand nombre et leur diversité. Il faut que la justice soit une; que partout elle suive la même voie, obéisse à la même impulsion, et qu'on retrouve, en haut comme en bas, les mêmes principes et les mêmes garanties. Catherine avait compris cette grande pensée, et, si elle laissa aux uns trop de pouvoir, aux autres trop peu; si elle multiplia, non les degrés mais les formes, peut-être faut-il l'attribuer à la constitution politique et plus encore à l'étendue de son empire.

Dans les juridictions inférieures, l'élection était l'élément principal. Mais nous trouvons dans l'organisation de la justice un des caractères qui distinguent les sociétés où il existe des classes privilégiées, c'est-à-dire

des cours distinctes, selon la condition des justiciables.

La commission de jurisprudence, dans l'assemblée de Moscou, avait rédigé un projet de code pénal. L'impératrice écrivait à Voltaire : « Voici l'idée que je me fais du code pour le criminel. Les crimes ne sauraient être en trop grand nombre; mais de proportionner les peines aux crimes, cela demande, je crois, un travail à part et beaucoup de réflexion. Je suis persuadée que la meilleure des procédures criminelles et la plus sûre est celle qui fait passer ces sortes de matières par trois instances, dans un temps fixe, sans quoi la sûreté personnelle des accusés pourrait être à la merci des passions et de l'ignorance. »

Ce n'est pas que le code pénal fût plus sévère en Russie que dans le reste de l'Europe. Les abus de la justice criminelle ne provenaient en général que de la mauvaise application des lois. Aussi, plus on s'élevait en instance, moins on avait à craindre ces abus. La barbarie des mœurs avait en quelque sorte armé les juges subalternes d'une autorité arbitraire, dont la loi ne pouvait tempérer la rigueur, puisqu'ils n'en connaissaient le plus souvent ni l'intention ni les limites. Déjà cependant la peine du knout était devenue plus rare, depuis que l'application en avait été réservée aux cours pénales. Une ancienne loi, qui fut alors remise en vigueur, condamnait les juges qui avaient injustement infligé cette peine à payer au condamné cent roubles pour chaque coup de knout. Quoiqu'il fût au fond très-facile d'éluder cette

loi, elle n'en produisit pas moins un effet salutaire.

Il manquait un couronnement à cet édifice, la publicité. Mais, soit que l'impératrice craignît la prolixité des avocats, soit qu'elle n'appréciât pas suffisamment l'influence de la publicité sur la moralité des juges, soit peut-être aussi qu'elle ne trouvât pas la Russie assez avancée pour ce mode d'instruction, elle conserva la procédure écrite, espèce de tombeau d'où la lumière ne s'échappe qu'avec peine.

Une autre amélioration importante fut la formation de départements distincts dans le sénat pour les finances, la police et les autres branches d'administration. Elle obvia par ce moyen aux conflits de juridiction, et facilita l'expédition des affaires. Elle fixa à six le nombre de ces départements, ayant chacun des attributions spéciales [1]. Catherine appelait ce collége impérial le sanctuaire des lois. C'était le tribunal en dernier ressort; car personne ne pouvait appeler de ses arrêts qu'au souverain lui-même. Catherine avait l'habitude, lorsque l'appel arrivait jusqu'à son trône, de renvoyer l'affaire devant le sénat, toutes les sections réunies; si la décision était unanime, elle ne manquait jamais de s'y conformer. Il ne lui arriva qu'une fois de changer un décret du sénat, tant elle désirait que ce corps fût entouré de considération et de respect. Son opinion était qu'il fallait rendre difficile l'appel au souverain. Armée d'un pouvoir

[1] Oukase du 15 décembre 1763.

absolu, personne en Russie, disait-elle, ne me reprochera d'en avoir abusé.

Elle fit une meilleure répartition des gouvernements, dont le nombre fut porté à quarante-quatre [1]. Plusieurs de ces gouvernements étaient trop étendus. Le gouverneur, chargé d'administrer la justice, de percevoir les impôts, de veiller à la sûreté générale, ne pouvait suffire à des occupations si nombreuses. Il n'existait en outre dans ces anciens gouvernements ni cours de justice, ni conseils d'administration. C'était un chaos ténébreux. Catherine comprit combien cette organisation était déplorable et dans l'intérêt de l'État et dans celui des particuliers. Elle donna aux gouvernements trop étendus des limites convenables, les divisa en cercles, sépara les affaires suivant leur nature et les fit ressortir à des cours particulières. Il en résulta que la justice fut administrée avec plus de promptitude, qu'un nombre considérable d'affaires, engagées dans des lenteurs interminables, obtinrent une solution, et qu'à chacune d'elles fut ouverte une voie simple et régulière, tandis qu'auparavant il était presque impossible d'en suivre la trace, tant il régnait de confusion dans les attributions de chaque fonctionnaire.

Des ordonnances déterminèrent les époques et la durée des sessions des cours de justice, les places dont la

[1] Loi de 1775 intitulée : loi des gouvernements (*outchrejdende goubernii*).

nomination était réservée au souverain, celles réservées au sénat, aux gouverneurs, enfin celles réservées à la noblesse des gouvernements ou des cercles. Chaque gouvernement avait un gouverneur et un vice-gouverneur. Elle créa des gouverneurs généraux, dont le pouvoir s'étendait sur plusieurs gouvernements. Ceux-ci étaient divisés en districts (*ouiezde*). De même que chaque gouvernement avait sa capitale, où siégeaient le gouverneur et la cour de justice; de même chaque cercle eut son chef-lieu, où résidaient les officiers du cercle et les tribunaux de districts.

Ces gouverneurs, armés d'une puissance considérable, ayant sous leurs ordres les troupes de leurs gouvernements, pouvaient toutefois difficilement en abuser, parce que leur pouvoir avait été réglé avec intelligence et renfermé dans de justes bornes. Ils faisaient exécuter les lois et les jugements, et veillaient au bon ordre; mais ils n'étaient eux-mêmes ni juges ni législateurs. Ils administraient à l'aide 1° d'un Conseil de régence pour l'administration et la police, composé de deux conseillers et d'un secrétaire nommé par le souverain; 2° d'une Chambre des finances qui avait dans ses attributions les revenus de la couronne, les taxes, les monopoles du sel et de l'eau-de-vie, les mines, le dénombrement de la population, l'inspection des bâtiments publics et les douanes; 3° du collége de provision générale qui s'occupait des établissements de bienfaisance, des écoles, des hospices et hôpitaux et des maisons de

travail. Ce collége était composé de six assesseurs, deux nobles, deux bourgeois et deux habitants de la campagne. Ce qui réduisait encore le pouvoir des gouverneurs, c'est qu'ils n'étaient en quelque sorte que les présidents de ces colléges, lesquels recevaient directement leurs ordres du souverain ou du sénat, tandis qu'ils jouissaient auparavant d'un pouvoir presque illimité, dont les abus restaient toujours impunis.

Après que la nation eut échappé au joug des Tartares, tous les efforts des grands princes tendirent à fortifier leur autorité aux dépens des libertés publiques. L'administration des provinces fut livrée à la plus effroyable tyrannie. Il était si difficile aux malheureux habitants, écrasés sous le poids de leurs chaînes, de faire parvenir jusqu'au trône leurs réclamations ou leurs plaintes, que la puissance des gouverneurs était devenue en quelque sorte souveraine. De là ce proverbe russe, qui semblait avoir été dicté par le désespoir : « Nous ne pouvons aller à Dieu, parce qu'il est trop haut, ni au tsar, parce qu'il est trop loin. » Personne avant Catherine n'avait tenté de réduire ce pouvoir excessif. C'est un des actes les plus considérables de son gouvernement, et ce fut un bienfait inestimable pour les provinces.

Aux dernières limites de l'organisation sociale se trouvait la commune, dont la constitution est particulièrement remarquable. La commune russe (*mir*) est une république où règne la plus complète égalité; où chaque individu jouit des mêmes droits et des mêmes

avantages ; où l'on ne connaît ni propriété foncière personnelle ni par conséquent prolétariat. C'est là, en effet, que sont pratiquées, dans leur plus extrême développement, les doctrines socialistes, qui, dans les pays d'Occident, épouvantent même les plus hardis novateurs. Mais là, elles sont pratiquées naturellement et sans trouble. Le pouvoir central, si puissant dans ce pays, semble abdiquer ses droits aux limites de la commune. Il n'intervient en aucune façon dans ses affaires intérieures. Pour lui, la commune est une personne collective. L'impôt étant déterminé suivant le nombre de têtes, c'est elle qui le répartit. Quelque chose d'analogue existait autrefois et existe encore aujourd'hui en Égypte, mais avec cette différence qu'ici le chef de la commune est armé d'un pouvoir discrétionnaire, qu'il exerce arbitrairement, tandis qu'en Russie le *starschine* ou maire étant élu par tous les membres de la commune, ceux-ci peuvent le contraindre à donner sa démission, s'il ne répond pas à leur attente.

A des époques déterminées, les habitants se réunissent en assemblée générale (*shod*) et procèdent au partage des propriétés communales, en tenant compte du plus ou moins de fécondité des terres, du plus ou moins d'éloignement des habitations. Il s'ensuit que personne ne possède en propre, et que personne n'a ni droit ni intérêt à léguer ses champs à ses enfants. Ceux-ci, d'ailleurs, dès qu'ils ont atteint l'âge d'homme, sont admis au partage des terres.

C'est d'après ce système que la commune est responsable devant le pouvoir des impôts et des recrues. Ces impôts, au lieu de peser sur l'homme, reposent sur le lot de terre qui lui a été dévolu, en sorte que les malades et les vieillards en sont affranchis. La commune fait elle-même sa police; elle a sa prison, son hôpital, son école, son arsenal et son grenier d'abondance; elle exerce sur elle-même une juridiction disciplinaire, et peut exclure de son sein ceux de ses membres qui troublent l'ordre.

Le maire (*starschine*) est élu par les délégués des villages, dont l'ensemble forme la commune rurale (*selskoïe obschestvo*). Chaque village a lui-même pour chef le *staroste* ou l'ancien, également élu et dont les fonctions durent une année. Des tribunaux ruraux siégent aux chefs-lieux des communes, sous la présidence du starschine, assisté de deux membres (*dobrosoviestnié*), c'est-à-dire hommes de conscience. Ces tribunaux, qui ont beaucoup d'analogie avec nos justices de paix, sauf l'élection, connaissent en dernier ressort des contestations dont le montant ne dépasse pas 5 roubles argent (20 francs), et peuvent infliger des châtiments corporels jusqu'à concurrence de vingt-cinq coups de verges.

Un certain nombre de communes réunies forment le canton (*volost*), dont le chef (*golova*) est élu pour trois ans, de même que plusieurs cantons forment un arrondissement, administré par un agent supérieur appelé *okroujnoï-natschalnik* et appartenant à la septième ou

huitième classe des employés civils. Le tribunal du canton, composé du golova, qui le préside, et de deux hommes de conscience, juge jusqu'à concurrence de 15 roubles argent (60 francs), mais il ne peut qu'adoucir les peines prononcées par les tribunaux ruraux. Si elles lui paraissent trop légères, il doit en référer au chef de l'arrondissement. Il ne s'agit ici que de certains délits dont la nature est déterminée. Quant aux crimes proprement dits, ils sont uniquement de la compétence des tribunaux ordinaires.

On ne saurait disconvenir qu'il n'y ait dans cette organisation le germe de grandes institutions politiques. Le jour, en effet, où la lumière pénétrera plus profondément dans les campagnes, où le sentiment de la liberté aura donné aux âmes plus d'élévation et aux bras plus de vigueur, où, enfin, le même esprit animera les nobles et les paysans, un immense avenir s'ouvrira pour la Russie.

Catherine l'avait compris, car aucun souverain avant elle n'avait fait de plus grands efforts pour propager l'instruction. Plus de deux cent mille volumes distribués aux bibliothèques de l'empire firent naître le désir d'apprendre et en fournirent les moyens. Chaque année elle prenait sur sa cassette une somme de cinq mille roubles pour la traduction des ouvrages classiques. « J'ai lu cet hiver, écrivait-elle à Voltaire, deux traductions russes nouvellement faites, l'une du Tasse, l'autre d'Homère ; on les dit très-bonnes. » Elle encouragea la princesse

Daschkof, qu'elle avait placée à la tête de l'académie des arts et des sciences, à s'occuper d'un dictionnaire russe. Frappée de l'abandon où la langue russe, si riche et si harmonieuse, avait été laissée jusqu'à ce jour, elle eut la pensée de créer une académie des lettres. Elle avait établi une commission d'instruction publique, dont elle suivait les travaux avec la plus grande sollicitude. Elle assistait fréquemment aux leçons des professeurs, afin d'inspirer par son exemple le goût des lettres à ses courtisans. Un jour qu'elle écoutait une leçon d'histoire et de géographie, elle proposa au professeur, savant allemand, membre de l'académie de Pétersbourg, une objection au sujet de la Sibérie. Le professeur ayant répondu victorieusement, les courtisans, peu habitués à ce langage, s'en montrèrent fort indignés. Elle, au contraire, remercia le professeur, avoua qu'elle avait été trompée, et obligea même Zawadoffski, son favori, dont l'indignation avait été plus vive, à lui adresser des remerciements et des excuses.

Pierre le Grand, ayant trouvé son peuple enseveli dans une profonde ignorance, avait employé pour l'éclairer les mêmes moyens dont il s'était servi pour le former aux armes, sans réfléchir que l'éducation d'un peuple ne doit être et ne peut être que l'œuvre du temps. De même qu'il avait placé à la tête de ses troupes des étrangers de toutes les nations, il avait ouvert à d'autres étrangers, la plupart Français, les maisons d'éducation. Ses successeurs ayant adopté le même système, bientôt

on ne connut plus et l'on n'estima plus dans tout l'empire que l'éducation française. Mais rien n'était plus contraire au génie de la nation ; car l'esprit français, léger, frondeur et philosophe, tendait à détruire chez les Russes le sentiment religieux, qui est un des caractères les plus sérieux de ce peuple.

Ce danger n'avait point échappé à la pénétration de Catherine. Quoique philosophe par principe, elle comprenait que la religion est un moyen puissant de gouvernement, et qu'un peuple religieux est en même temps un peuple fort. Elle se prononça donc avec énergie contre cette éducation étrangère, dont les fruits ne pouvaient être que funestes à la Russie. L'éducation française donnait en général la préférence au savoir et s'occupait fort peu de la morale, qui, dans la pensée de l'impératrice, devait au contraire en être la base. Il se fit donc, sous l'inspiration de cette princesse, un changement complet dans l'enseignement. L'éducation, tant privée que publique, devint plus sérieuse et nationale.

Lorsqu'on lui proposa, le 26 août 1765, des modifications aux règlements du corps des cadets, à l'article ainsi conçu : « Pour la jeunesse nommer un inspecteur et des professeurs étrangers, » elle écrivit de sa main : « Conserver, quant à présent, cette disposition ; mais à l'avenir, il faudra tâcher de remplacer ces professeurs par des Russes. » C'est dans ce but qu'elle y avait admis des enfants de bourgeois, dont elle se proposait de former une pépinière de professeurs.

De ce que l'impératrice voulait que la religion servît de base à l'enseignement, il ne faudrait pas conclure qu'elle eût dessein de retenir le peuple dans les langes de la superstition. Autant elle appréciait les bienfaits de la première, autant elle détestait les égarements de la seconde. Indulgente pour les erreurs, elle n'employa jamais, pour les combattre, que les armes de la raison. Elle avait posé en principe, dans son instruction pour le code, qu'il faut se tenir en garde contre toute inquisition en pareille matière. « Poursuivre ces irrégularités, y disait-elle, c'est s'exposer à troubler profondément la paix, la liberté et la prospérité des citoyens. Comme ces sortes d'accusations ne sont pas dirigées contre les actes proprement dits, mais qu'elles ne reposent que sur des conjectures, elles sont extrêmement dangereuses, à cause de l'emploi qu'on peut en faire, soit par intérêt, soit par ignorance. Le citoyen serait toujours en ce cas entouré de périls, dont ni sa conduite, quelque bonne qu'elle fût, ni les mœurs les plus vertueuses, ni l'accomplissement de tous ses devoirs, ne pourraient le défendre. »

La société européenne, tourmentée à cette époque par un esprit d'inquiétude et de doute, semblait s'être réfugiée dans les folies du mesmérisme, du martinisme, de l'illuminisme et des sociétés maçonniques. Catherine considérait ces aberrations comme le produit d'esprits désœuvrés, qui, fatigués du poids des anciennes croyances, s'égaraient dans les sentiers mystérieux de la na-

ture, sans autre guide que l'imagination; mais elles excitaient son mépris plus encore que son indignation. Sa raison éclairée l'éloignait de toute espèce de système, soit politique, soit religieux. Elle croyait sa mission attachée à poursuivre les abus qui blessaient les idées du juste, dont elle avait le sentiment au plus haut degré.

C'est ainsi qu'elle avait résolu d'effacer du code russe jusqu'aux traces de la torture, dont les monstruosités déshonoraient encore tous les États de l'Europe. Ce préjugé en faveur de ce mode barbare d'instruction judiciaire était tellement enraciné, que l'impératrice dut user des plus grands ménagements pour éviter de froisser les esprits. En 1762, l'année même de son avénement au trône, elle avait ôté aux *woïvodes*, ou juges inférieurs, le droit d'ordonner la torture, dont ils avaient prodigieusement abusé, autant par ignorance qu'à cause de la barbarie des mœurs. En 1767, un ordre secret fut donné aux juges des gouvernements, toutes les fois qu'ils croiraient la torture indispensable pour obtenir d'un accusé des aveux complets, de soumettre les principales charges portées contre lui à l'examen du gouverneur. Or, les gouverneurs avaient reçu des instructions, d'après lesquelles ils devaient déterminer les cas où la question pouvait être appliquée, mais ces cas ne pouvaient jamais exister; car, en leur ordonnant de prendre pour base les principes qu'elle avait elle-même posés dans ses instructions pour la formation d'un nou-

veau code, où elle avait établi que la torture n'est pas moins inutile que cruelle pour arriver à l'aveu du crime, elle leur faisait assez entendre qu'ils devaient s'abstenir d'y avoir recours. Ainsi elle se trouvait tacitement abolie ; mais elle le fut ensuite formellement.

Elle abolit également la confiscation des biens, qui n'était pas une plaie particulière à la Russie, car il n'existait pas en Europe un seul gouvernement qui n'eût exercé, avec plus ou moins de violence, ce droit barbare, qui avait le double inconvénient de satisfaire la cupidité et les vengeances des gouvernants.

Catherine s'occupa aussi du sort des paysans, et elle l'adoucit autant que le comportait son époque. Dans son instruction pour la rédaction d'un code de lois, elle avait loué cette maxime des Japonais, que les serviteurs ne doivent pas être traités trop durement, parce que la dureté engendre la résistance.

Nulle part la misère des paysans n'était plus grande que dans les provinces allemandes assujetties à la Russie ; nulle part l'autorité des seigneurs n'était plus dure ni plus arbitraire. Des plaintes fréquentes étaient arrivées jusqu'aux oreilles de l'impératrice, et ce fut une des causes du voyage qu'elle avait fait en Livonie au commencement de son règne. Frappée du spectacle de cette misère, elle exigea que la diète, convoquée l'année suivante (1765), prît des mesures pour y mettre un terme. En effet, les prestations des paysans furent fixées d'une manière légale et authentique, les peines adoucies et le

pouvoir des seigneurs limité. Il fut en outre interdit de vendre des serfs sur la place publique et de séparer les époux.

La noblesse livonienne ne se prêta qu'avec une extrême répugnance à l'exécution de ces mesures; mais le comte Brown, gouverneur général de la province, qui en avait démontré la nécessité, ne permit pas que la justice et l'humanité fussent plus longtemps sacrifiées à l'intérêt mal compris des seigneurs.

Les paysans se divisaient en paysans de la couronne et en paysans de la noblesse. Les premiers payaient, outre la capitation ordinaire, qui était de 70 copecks par tête, les mêmes droits que ceux des particuliers envers leurs maîtres. La fixation de ces droits était attribuée à la chancellerie des domaines de la couronne. Ils étaient soumis en outre à des corvées pour l'entretien des routes, et ils pouvaient être mis en réquisition pour le transport et la nourriture des soldats; mais, dans ces cas, leurs services étaient rémunérés.

En échange de ces charges, les paysans recevaient de la couronne la terre nécessaire à leur subsistance, et jouissaient d'une liberté presque complète. Simplement attachés au sol, ils étaient maîtres de leur temps et ils pouvaient même obtenir l'autorisation de se transporter dans les villes pour y exercer une industrie.

Mais il n'en était pas de même des paysans de la noblesse; leur condition était plus dure. Soumis à l'arbitraire de leurs maîtres, quoique protégés par des règle-

ments sévères, il leur était plus difficile d'éviter certaines vexations. Toutefois, l'adoucissement des mœurs et l'exemple de la souveraine avaient contribué à rendre les dispositions de la noblesse plus conformes aux sentiments d'humanité, qui est le caractère de la religion chrétienne. « Pendant cinq ans que j'ai passés en Russie, dit le comte de Ségur dans ses *Souvenirs*, je n'ai pas entendu parler d'un trait de cruauté commis par un seigneur contre un paysan. »

Du temps de Catherine II, la capitation des paysans de la noblesse était de 71 copecks et demi. Aujourd'hui ils payent à la couronne 8 roubles par tête mâle et doivent donner la moitié de leur temps à leurs maîtres. Ils sont tenus en outre de fournir les gens pour le service domestique de ces derniers, qui, de leur côté, leur accordent la terre nécessaire à leur subsistance. Cette concession varie suivant la fertilité du terrain. Elle est en moyenne de 4 dessiatines, près de 5 hectares, par âme [1], à la charge par eux de cultiver 3 dessiatines du champ seigneurial. Mais si un paysan désire quitter sa commune pour exercer ailleurs un métier, il a besoin de la permission de son maître, qui en profite quelquefois pour lui imposer une redevance considérable. Cette redevance se nomme l'obrok.

Catherine avait songé à l'affranchissement des serfs; mais elle recula devant les obstacles qui auraient

[1] *Tableau de l'empire de Russie*, par Storch.

rendu trop dangereuse l'exécution de cette mesure. Dès les premiers jours de son règne, elle avait institué, sous la présidence d'Alexis Orlof, une société économique dans le sein de laquelle on agitait des questions sociales. On y proposa celle-ci, entre autres : « Est-il utile à la Russie de donner la liberté aux paysans ? »

Dans l'assemblée que l'impératrice avait convoquée à Moscou, à l'occasion du nouveau code, un membre de cette assemblée ayant parlé de donner la liberté aux paysans, plusieurs seigneurs s'étaient écriés qu'ils poignarderaient le premier qui en ferait la proposition. Le temps n'était pas venu pour opérer une transformation sociale aussi importante. La gloire en était réservée à un jeune souverain, dont le nom transmis d'âge en âge ne rappellera que le souvenir d'un bienfait, gloire plus pure que celle des conquérants, dont l'éclat trompeur ne couvre ordinairement que des ruines.

Le servage russe n'a aucun des caractères qui déshonorent la liberté américaine. L'esclave russe possède en toute propriété les biens mobiliers qu'il peut acquérir, et il a le droit d'en disposer à son gré. Le paysan de la couronne, lorsqu'il s'est mis en règle avec sa commune pour le payement de l'impôt, peut se transporter où bon lui semble, exercer la profession qui lui convient et entrer même, moyennant quelques formalités, dans la classe des bourgeois. Il en est de même des serfs des terres seigneuriales soumis à l'obrok. Un grand nombre

de ces derniers jouissent d'une aisance remarquable ; plusieurs possèdent des fabriques ; quelques-uns enfin se sont élevés à des fortunes prodigieuses. Le paysan russe est en général économe, sobre, laborieux et doué d'une intelligence et d'une sagacité merveilleuses. C'est lui qui bâtit sa maison, qui la répare, qui confectionne ses outils, ses instruments d'agriculture, les harnais de ses chevaux et souvent même ses propres vêtements. Le paysan russe, sans en excepter le plus pauvre, a sa cabane, ses chevaux, ses vaches, ses moutons, et, sous le rapport matériel, il est bien certainement dans une position plus heureuse que la plupart des paysans libres de l'Europe.

Nous ne prétendons pas cependant approuver, encore moins louer, l'esclavage. Nous croyons que tous les hommes sont égaux devant Dieu et qu'ils ont le droit de l'être devant la loi. Nous dirons plus, c'est que la Russie libre serait plus forte et plus riche au dedans, et plus puissante encore au dehors qu'elle ne l'est aujourd'hui avec sa population d'esclaves.

L'ordre social en Russie comprend un certain nombre de classes, ayant des droits et des obligations particulières, mais au-dessus desquelles plane la personne de l'empereur ou tsar, en qui réside la puissance souveraine, et de qui émane toute justice. Ces classes sont : les nobles, les prêtres, les bourgeois, les marchands et les serfs.

L'institution actuelle de la noblesse remonte au règne

de Pierre le Grand. A cette époque, la vieille aristocratie, composée de *kniaz* ou princes apanagés, et de *boyards*, simple titre non héréditaire, tenait encore au sol par de fortes racines. Elle formait un corps puissant, qui exerçait une part considérable d'influence dans l'administration de l'empire, et qui, dans plusieurs circonstances, avait décerné la couronne par le choix libre de ses membres. Son pouvoir se manifestait par cette formule placée en tête des actes publics : « Le tsar a ordonné et les boyards ont consenti. » Longtemps le tsar ne porta que le titre de *veliki-kniaz*, grand prince.

Cette aristocratie, éloignée par son éducation et par ses goûts de la civilisation européenne, ne voyait qu'avec méfiance les projets de Pierre le Grand. Celui-ci, de son côté, n'osait affronter ouvertement une institution populaire, fondée sur l'éclat des services et couvrant le sol de ses immenses possessions. Cette aristocratie était plus forte par sa cohésion que par le nombre. Pierre introduisit au milieu d'elle un élément nouveau, par la création d'une noblesse personnelle, sur laquelle son action devait être plus directe et plus sûre. Il divisa les nobles en quatorze classes, dont chacune correspondait à un grade militaire; établit des règles pour le passage de l'une à l'autre, et ouvrit ainsi la carrière des honneurs et des priviléges à des hommes que leur naissance en avait jusque-là éloignés.

Le tsar Fœdor Alexiovitch avait porté la première atteinte à la noblesse, en faisant brûler tous ses titres, afin

de mettre un terme aux querelles de rang qui tendaient à détruire la discipline militaire; car on voyait fréquemment, à l'armée, les jeunes nobles refuser d'obéir à leurs supérieurs, sous prétexte que leurs pères avaient un rang plus élevé. Catherine rétablit le livre généalogique de la noblesse par l'oukase du 21 avril 1785. Mais, comme à cette époque l'institution de Pierre le Grand avait complétement changé l'esprit de cette classe, la concession de Catherine fut accueillie avec la plus grande faveur, sans ramener les anciennes querelles.

La première classe répondait au grade de feld-maréchal ; la quatorzième à celui d'enseigne. Tout roturier parvenu, dans le service militaire ou civil, à la quatorzième classe, commençait à participer aux priviléges de la noblesse; mais il n'en jouissait complétement que quand il s'était élevé à la neuvième classe dans le service militaire, ou à la huitième dans le service civil. La noblesse des classes inférieures est purement personnelle ; celle des autres classes, à partir de la huitième, est héréditaire. Les premiers jouissent de la plupart des priviléges de la noblesse; mais ils ne peuvent ni la transmettre à leurs descendants, ni acquérir des terres avec des serfs. Quant aux autres, ils sont aussi nobles que les premiers nobles de l'empire.

Outre ces priviléges inhérents à la qualité de noble, la noblesse russe jouit encore de certains droits politiques, qu'on ignore généralement ou qu'on a trop l'ha-

bitude de rabaisser. Tous les nobles d'un district ont leurs réunions ou diétines, dans le sein desquelles se discutent les affaires du district, dont les plus importantes sont renvoyées à la diète générale, qui a lieu tous les trois ans, sous la présidence d'un maréchal de la noblesse. Cette assemblée générale répartit l'impôt et les recrues, exerce une sorte de censure sur la moralité des membres de la noblesse, surveille et juge leur conduite à l'égard de leurs paysans, et constitue des tribunaux, sans la participation desquels les procureurs impériaux ne peuvent instruire une affaire judiciaire concernant un noble ou ses biens.

Un noble ne peut perdre la vie, la fortune ou l'honneur, sans un jugement légal, et, en matière criminelle, il ne peut être jugé que par ses pairs.

Malgré l'étendue de ces priviléges, la noblesse russe ne jouit presque d'aucune influence. C'est qu'au fond l'organisation établie par Pierre le Grand était plutôt une hiérarchie bureaucratique qu'une aristocratie territoriale. La noblesse ainsi constituée n'avait aucune racine dans le sol. Habituée d'ailleurs au séjour des villes et aux délices de la cour, elle dissipait sa fortune dans les plaisirs, abandonnant l'administration des affaires à ceux de ses membres qui étaient les moins fortunés ou les plus corrompus. Catherine II, frappée de ce danger, s'efforça de constituer la noblesse sur d'autres bases. Elle aurait voulu développer en elle l'esprit de corporation, l'attacher à la campagne, lui donner le goût des

affaires; en former en un mot une aristocratie éclairée et indépendante.

La deuxième classe dont nous avons parlé est celle des prêtres. On sait que l'Église russe n'est qu'un démembrement de l'Église grecque, et que leur séparation fut amenée par les mêmes causes qui avaient déterminé la rupture des Églises grecque et latine, c'est-à-dire l'ambition du pouvoir temporel. L'Église russe, lorsque Pierre le Grand monta sur le trône, était régie par un patriarche investi d'une autorité souveraine et absolue. Avec les idées que Pierre s'était faites du pouvoir autocratique, l'autorité patriarcale était trop puissante et trop étendue pour qu'elle pût subsister longtemps; il la supprima, et l'autorité patriarcale fut confiée à un synode, espèce de ministère ecclésiastique, où l'empereur est représenté par un procureur général chargé de lui transmettre ses ordres.

Le saint synode, comme on l'appelle, administre donc, au nom de l'empereur, toute l'Église nationale; c'est lui qui présente aux emplois ecclésiastiques, qui exerce un contrôle immédiat sur les commissions des écoles religieuses, et qui veille à l'observation des canons et à la pureté de la doctrine. Outre ces fonctions importantes, il prononce encore, soit directement, soit sur appel des juridictions ecclésiastiques des diocèses, qui embrassent, en matière civile, toutes les causes matrimoniales.

Au-dessous du synode, les métropolites, au nombre de quatre, les archevêques, au nombre de vingt-quatre,

et les évêques, au nombre de trente-sept, composent le haut clergé; mais, sous des titres différents, ces dignitaires sont égaux devant le synode, de sorte que cette hiérarchie de rangs est plus apparente que réelle.

Enfin, au dernier degré de l'échelle ecclésiastique figurent les prêtres de l'ordre inférieur, divisés en deux classes : les moines ou clergé régulier, et les prêtres des paroisses ou clergé séculier. Le prêtre séculier ne peut s'engager dans les ordres que marié; mais, s'il devient veuf, il peut continuer à exercer les fonctions sacerdotales, s'il n'aime mieux prendre l'habit de moine. Réduit, pour tout salaire, aux offrandes volontaires des fidèles, obligé de chercher des moyens d'existence que l'État lui refuse, dans des métiers qui le font descendre au niveau des dernières classes de la société, il est dépourvu d'autorité morale sur ses paroissiens, et de considération auprès des classes plus élevées. Ce n'est pas que les prêtres russes manquent de lumières; c'est leur dépendance qui ne leur permet pas d'obtenir l'influence et la considération qui les rendent ailleurs si puissants.

Cet abaissement n'est guère compensé par les priviléges que les lois accordent au clergé. Il est exempt de la capitation, affranchi du recrutement et des peines afflictives, et n'a d'autre juge que l'autorité ecclésiastique. Il n'est pas rare cependant de voir le synode autoriser la levée des fils des prêtres, et, soit faiblesse, soit complaisance, livrer les membres coupables du clergé

au pouvoir séculier, après les avoir dégradés, par une sorte de respect pour ses prérogatives.

Anciennement, le haut clergé se recrutait parmi les membres de l'aristocratie; mais, après que Pierre le Grand eut aboli le patriarchat, après surtout que Pierre III et Catherine eurent confisqué ses biens, son importance diminua considérablement. Quant au clergé séculier, il n'a cessé de traîner une existence misérable. Plus occupé de pourvoir à ses besoins matériels et à ceux de sa famille, il lui est presque impossible de donner à ses ouailles la nourriture spirituelle. Le voulût-il, qu'il trouverait encore de grands obstacles dans l'étendue des paroisses et dans les distances immenses qui, dans certaines provinces de l'empire, s'opposent à de fréquentes communications. Il en résulte que les populations, d'ailleurs profondément religieuses, privées des secours de leurs pasteurs, se créent souvent des opinions particulières, en dehors du culte officiel, qu'elles sont naturellement portées à regarder comme un instrument de leur misère. De là ce grand nombre de sectes, dans le sein desquelles paraît s'être réfugiée la seule résistance que puisse se permettre une population opprimée.

Le clergé régulier comprend les évêques, archevêques et métropolites. Ces dignitaires ne peuvent être pris que dans l'ordre de Saint-Basile, le seul qui existe en Russie. Un prêtre séculier, pour devenir évêque, doit, une fois veuf ou divorcé, prendre l'habit de moine. Les jeunes gens, fils de prêtres ou autres, qui se destinent

à l'état ecclésiastique, ont, à leur sortie du séminaire, le choix entre la vie monacale ou l'administration des paroisses. Dans ce dernier cas, forcés de se marier, leur existence est obscure et misérable; si, au contraire, ils embrassent la vie du cloître pour continuer leurs études, ils deviennent professeurs dans les séminaires et parviennent assez rapidement à l'épiscopat.

Le haut clergé doit à son mérite, à ses lumières et à sa piété la considération dont il jouit dans tout l'empire.

La Russie ayant reçu le christianisme de Constantinople où il était dans la dépendance du pouvoir temporel, ne prit aucune part au mouvement intellectuel qui remua si profondément les peuples de l'Occident. Les tsars s'en servirent pour dominer la société et ne rencontrèrent que peu d'obstacles, tant on était habitué à envisager l'action du clergé sous ce point de vue. Dans la société latine, au contraire, le clergé, au moment des invasions barbares, se plaça naturellement à la tête des populations opprimées. Le mouvement religieux fut d'autant plus considérable que les souffrances ont en général pour effet de développer les aspirations vers une vie meilleure. Or, cette vie était celle que le christianisme promettait aux fidèles. C'est par là que l'Église d'Occident finit par absorber la société barbare.

Mais, en Orient, l'esprit de sophisme et d'intrigue agissant sur une société plus énervée par les jouissances matérielles et moins bouleversée par les invasions, cet

esprit arrêta l'essor du mouvement religieux. La vie intellectuelle y fut étouffée par le despotisme. Tel est le christianisme que la Russie reçut de Constantinople ; il y conserva ce caractère, à peu de chose près ; mais il est juste dire que, s'il y fut contenu par l'action du pouvoir, la Russie n'eut pas à déplorer ces écarts, ces persécutions, ces vengeances atroces, dont l'Occident a laissé dans son histoire des traces si profondes et si douloureuses. Cette réflexion mérite d'être pesée.

On comprend sous la dénomination de bourgeoisie la classe intermédiaire entre les nobles et les serfs. La loi les divise en marchands et en bourgeois proprement dits. Les premiers jouissent dans tout l'empire, par leur intelligence, leurs richesses et leur activité, d'une considération qui ne fera que s'accroître lorsque la Russie sera entrée plus complétement dans les idées européennes. On les range sous trois catégories ou *guildes*, suivant l'importance du capital, dont la loi exige la justification.

Ceux de la première guilde doivent justifier d'un capital de 15,000 roubles (60,000 francs), et, à cette condition, ils ont le droit d'étendre leur commerce à l'extérieur, d'établir des comptoirs et des banques de change, d'armer des bâtiments pour leur compte, et de placer leurs enfants dans certains établissements d'instruction, au sortir desquels ils peuvent être admis au service de l'État et acquérir la noblesse héréditaire. Eux-mêmes, après douze années d'exercice dans la première

guilde, obtiennent le titre héréditaire de bourgeois notables, qui assure à leurs descendants des droits politiques assez étendus.

Ceux de la seconde sont tenus de faire preuve d'un capital de 6,000 roubles (24,000 francs). Ils font sans restriction le commerce dans l'intérieur de l'empire, mais au dehors leurs transactions sont limitées à 90,000 roubles. Leurs enfants ne sont pas admis dans tous les établissements, et eux-mêmes doivent rester plus longtemps dans leur guilde pour acquérir le titre de bourgeois notables.

Enfin, la loi ne permet à ceux de la troisième qu'un commerce de détail, soit dans les villes, soit dans les campagnes. Ils sont affranchis des peines corporelles et exempts, eux et leur famille, du recrutement et de la capitation.

Les bourgeois proprement dits (*mestchané*) sont à l'égard des marchands à un degré d'infériorité. On comprend en général sous cette dénomination tous ceux qui ne font partie ni des guildes ni de la classe des paysans, les artisans qui se livrent à des métiers ou qui appartiennent à des corporations. Ils ont des tribunaux particuliers, où ils sont jugés par leurs pairs; mais ils sont assujettis à la capitation et, par conséquent, au recrutement.

Jusqu'au règne d'Ivan IV, les marchands et les bourgeois jouissaient de priviléges assez étendus, et on les appelait aux grandes assemblées de la nation, dans les-

quelles ils donnaient leurs suffrages comme les boyards.

Catherine II, qui avait à cœur de former un tiers état, constitua la bourgeoisie sur d'assez larges bases. Elle assujettit aux mêmes charges que les bourgeois les nobles qui possédaient, soit des jardins, soit des maisons, dans l'enceinte des villes. Ces villes avaient le droit d'élire leurs magistrats; elle leur permit d'avoir un sceau, des armes et une caisse. Celles qui possédaient une douane étaient autorisées à percevoir un droit sur les marchandises, soit à leur entrée, soit à leur sortie; d'autres, qui jouissaient d'une vente de boisson, prélevaient également un droit sur les bénéfices; enfin, les amendes résultant des condamnations, et les biens des bourgeois qui mouraient sans héritiers, complétaient le budget de la commune. C'est au moyen de ces ressources qu'elle payait ses employés, et qu'elle entretenait ses écoles, ses hôpitaux, son arsenal, en un mot, tous ses établissements publics[1].

En dehors de ces classes, il existe en Russie plus d'un million de paysans libres, les Odnodvortsi, qui cultivent pour leur compte et qui possèdent même des serfs; mais ils sont soumis à la capitation et au recrutement.

Les institutions de Catherine témoignent de sa sollicitude à l'égard de toutes ces classes. Nobles, serfs, marchands et bourgeois, furent plus ou moins l'objet

[1] Oukase de Catherine, en date du 21 avril 1785. Pétersbourg.

de sa prévoyance et de ses soins. Du reste, tout ce qui touchait à la gloire, à la prospérité et à l'avenir de l'empire, excitait au plus haut degré son attention et son intérêt.

A cette époque, plusieurs contrées de ses vastes États n'étaient qu'imparfaitement connues. Elle y envoya des hommes distingués par leur science, pour en déterminer les points géographiques, en étudier les productions, la religion, les mœurs, la nature du sol et du climat, l'état de l'agriculture, les traditions des peuples, leurs monuments et leurs antiquités, les maladies les plus communes, avec la mission d'en rechercher les remèdes ou les moyens de les prévenir, ainsi que les moyens de rendre à la culture les déserts qui couvraient encore une partie de l'empire.

Pallas, que l'impératrice avait appelé à Pétersbourg comme professeur et inspecteur du Cabinet d'histoire naturelle, partit accompagné de Falk, au mois de juin 1768. Le docteur Samuel Gmelin et Guldenstadt furent les deux autres voyageurs que l'amour de la science conduisit dans des contrées barbares, au mépris de tous les périls auxquels devaient les exposer et la dureté du climat et l'avidité des peuplades qu'ils visitèrent, et la jalousie des petits princes, dont le voisinage de la Russie inquiétait l'indépendance. L'absence du dernier dura sept ans. Gmelin fut arrêté avec ses compagnons, par ordre d'Usméï-Khan, prince tartare, sous prétexte que les Russes avaient donné asile à des déserteurs de sa na-

tion, et transporté de prison en prison jusqu'à ce que, brisé par les fatigues, la douleur et les privations, il expira à l'âge de trente ans dans un village du Caucase, au mois de juillet 1774. Quelques-uns de ses manuscrits avaient été envoyés à Kislar; mais on eut beaucoup de peine à sauver le reste des mains d'Usmél-Khan.

Pallas, de son côté, s'était avancé jusqu'aux frontières de la Chine, à travers les plaines glacées de la Sibérie. A Krasnoyarsk, sur le Yenisei, le froid fut si rigoureux que le mercure gela dans le thermomètre. « Je reviens, disait-il lui-même en terminant sa relation, avec un corps ruiné par la fatigue et des cheveux gris, quoique je n'aie que trente-trois ans. Je suis beaucoup plus fort cependant que lorsque j'étais en Sibérie, et je dois à la Providence de m'avoir préservé de périls sans nombre. » Falk, son compagnon, était mort en route.

C'est à cette pensée, digne du génie de Catherine II, que nous devons les ouvrages de Pallas et de Gmelin, et les premières connaissances certaines des provinces les plus reculées de l'empire russe. On y voit ce que pourrait devenir la Russie avec une population plus nombreuse, et l'énorme puissance qu'elle acquerrait avec une administration plus éclairée et plus active. Sous des latitudes différentes, son sol est susceptible de recevoir toute espèce de culture. Dans son sein se trouvent cachées les plus grandes richesses minérales; en un mot toutes les matières premières y abon-

dent, et elle pourrait en fournir tous les marchés de l'Europe.

Pendant que ces hardis voyageurs étudiaient le continent, des navigateurs exploraient, par les ordres de Catherine, l'océan Pacifique, les côtes septentrionales, et les rivages les moins connus de l'Asie et de l'Amérique. Elle avait fait lever en sa présence une carte de la mer Caspienne et l'avait vérifiée elle-même.

Un de ses projets qui, s'il eût été exécuté, aurait immortalisé son nom, était de joindre ce vaste lac à la mer Blanche par un canal. Pour se faire une idée de ce projet, il faut suivre le cours du Volga depuis Astrakan jusqu'aux environs de Kazan, où la Kama se jette dans ce fleuve. On le remonte ensuite jusqu'à Tzerdin, dans la Permie. A trente-cinq verstes de cette ville (Tzerdin), il prend la Perskaïa, qu'on nomme aussi Kiltma méridionale et qu'on pouvait rendre navigable à dix verstes de sa source. De cette même source est formée la Kiltma septentrionale ou Siranska, qu'on pouvait également rendre navigable à dix verstes de cet endroit. En réunissant ces deux points par un canal de vingt verstes, qui n'aurait eu besoin que de deux écluses, on aurait descendu la Kiltma septentrionale dans la Wyczagda, laquelle se jette dans la Dwina. On sait que celle-ci verse ses eaux dans la mer Blanche, à Archangel. Un ingénieur hollandais leva sur les lieux, en 1787, le plan de ce canal, qui devait être commencé l'année suivante. Déjà même cinq cents ouvriers avaient été dirigés de ce côté, et les tra-

vaux étaient commencés, lorsque la guerre vint les interrompre.

Un autre ingénieur, Gherardt, persécuté par Marie-Thérèse pour ses opinions religieuses, avait trouvé à la cour de Russie un asile honorable. Catherine, qui avait résolu de transformer le gouvernement d'Olonetz, au moyen du lac Onega, envoya Gherardt sur les lieux, pour en diriger les travaux. Il ne s'agissait de rien moins que d'y établir une flotte, former des matelots et ouvrir de nouvelles voies au commerce.

Les voyages dont nous venons de parler se rattachaient également, dans l'esprit de l'impératrice, à des vues commerciales d'une haute importance. Depuis longtemps, les relations de la Russie avec la Perse étaient tombées dans un grand état de langueur. Catherine ayant résolu de tourner de ce côté l'activité de ses sujets, les ordres qu'elle avait transmis à Gmelin portaient que ce voyageur dirigerait son attention sur le commerce actuel de ce pays. Pour se conformer à ses instructions, Gmelin rédigea à Tzaritzin, le 6 août 1772, un mémoire curieux, dans lequel il établit qu'aucun peuple n'est plus avantageusement situé que le peuple russe pour commercer avec la Perse. En effet, à l'exception des étoffes de laine, des ingrédients pour la teinture et des riches tapis, la Perse a besoin des productions de la Russie, telles que fourrures, cuirs, vases de fer, acier, plomb, linge, etc. A son tour, celle-ci reçoit de la Perse la soie de Schamachin et du Ghilan, le coton du Mazen-

deran, les épiceries, les étoffes riches et brillantes, les moelleux tapis.

On ne saurait se figurer l'activité commerciale qui règne entre la Russie et la Boukharie. Outre leurs produits naturels, qui consistent en pelleteries, en rhubarbe, en coton filé et non filé, en toiles de toute couleur, en pierres fines, telles que turquoises et lapis-lazuli, en thés, fruits secs, sel ammoniac, nitre, poudre d'or, châles et étoffes de soie, les Boukhares mettent l'empire russe en communication avec l'Asie orientale. Ils achètent dans le Thibet des poils de chèvre qu'ils transportent à Cachemire, où plus de trente mille métiers sont employés à les convertir en châles. Leurs principaux marchés sont Tomsk, Kiakhta et Orenbourg.

Parmi les peuples de l'Asie qui entretiennent les relations les plus suivies avec les Boukhares, on peut citer les Hindous et les Afghans. Ils apportent en Boukharie des châles fabriqués à Cachemire, à Caboul et à Hérat, des étoffes de soie brochées en or, des toiles fines de coton, des pierreries, de l'indigo, et prennent en échange des mousselines russes, du papier, du cuivre, du fer, de la verroterie, de la cochenille, etc.

De leur côté, les Boukhares tirent de la Russie, soit pour leur usage, soit pour les livrer aux peuples de l'Asie centrale, des clous de girofle, du sucre, de l'étain, du bois de sandal, du drap, des cuirs rouges de Kazan, du miel, de la cire, de l'acier, du fil d'or, des nankins, des vases de fer et de fonte, du corail, des aiguilles,

des perles, etc. Plus de 6,000 chameaux sont employés à ce commerce, moitié pour la Russie, moitié pour l'Asie.

Le commerce avec la Chine avait subi depuis sa naissance de fréquentes interruptions, soit à cause des excès auxquels s'étaient portées les caravanes russes, soit à cause de la politique ombrageuse des Chinois. L'émigration, en 1770, des Kalmouks Tourgaouts ayant élevé de nouvelles difficultés entre les deux pays, l'entrée du Céleste Empire fut en quelque sorte fermée aux Russes; mais le commerce continua sur les frontières. Kiakhta, sur la frontière russe, et Zourouktal, sur la frontière chinoise, furent les marchés où s'effectuèrent les échanges de la Russie et de la Chine. De Kiakhta, située à l'extrémité de la Sibérie, près des confins de la Mongolie et de la Chine septentrionale, les marchandises chinoises traversent les steppes et arrivent à Nijni-Novogorod, après un voyage qui dure trois mois.

Le thé et les soieries formaient les principaux articles de commerce avec la Chine, qui recevait en échange des draps, des velours, des toiles, des cotonnades, du fer, du cuivre, des aciers ouvrés, des cuirs, des pelleteries, des cristaux, etc. Du temps de Catherine, ce commerce était évalué à plus de 20 millions. Les Kirghiz et les Boukhares servaient de liens entre les deux empires. Les hordes Kirghizes, qui occupent les vastes plaines situées au delà de l'Oural, au nord de la mer Caspienne,

se livrent plus particulièrement au soin des troupeaux, et ils en élèvent un nombre considérable qu'ils vendent aux Russes. Ils prennent en retour des objets en fonte et en cuivre, des ustensiles de ménage, des mouchoirs, de l'alun, des perles fausses, des toiles, du tabac, des cuirs ouvrés, etc., produits russes qui ne trouveraient pas d'écoulement en Europe. On estime à plus de 100,000 le nombre de chevaux que les Kirghiz ont livrés aux Russes, de 1762 à 1796, c'est-à-dire pendant le règne de Catherine. Le nombre des moutons s'éleva jusqu'à 5 millions, et celui des chèvres à plus de 400,000.

Avant que les Européens eussent découvert la route des Indes par le cap de Bonne-Espérance, le commerce de l'Asie suivait la route d'Astrakan, qui, par cette raison, avait pris un développement considérable. Par la mer Caspienne, cette ville communiquait avec le Turkestan et les provinces septentrionales de la Perse; par le Don et le Volga, avec les provinces centrales de l'empire de Russie et le littoral de la mer Noire. Au moyen âge, Astrakan d'un côté, et Soldaïa de l'autre, sur la mer Noire, furent les deux grands chaînons qui rattachèrent l'Europe à l'Asie. Ces deux ports échangeaient les marchandises de l'une et de l'autre au moyen des caravanes du Kouban et du Volga. De Soldaïa, les productions de l'Asie passaient partie à Constantinople et de là dans l'Europe méridionale, partie à travers la Russie, jusqu'à Wisby, dans l'île de Gothland, qui était un des comptoirs des villes hanséatiques. Lorsque les

Génois eurent conquis la Crimée, Caffa prit la place de Soldaïa, et le commerce avec l'Asie prit une plus grande activité. Tout porte à croire que les communications entre la mer Noire et la mer Caspienne avaient lieu également par le Don et le Volga, dont la route était plus courte et moins dangereuse que celle de terre, à cause des incursions des Tartares.

La découverte du cap de Bonne-Espérance fit presque tomber le commerce d'Astrakan. Il languit jusqu'à Pierre le Grand, auquel rien n'échappa de tout ce qui pouvait devenir une source de prospérité et de grandeur pour l'empire. Il se transporta lui-même dans cette ville, explora les côtes de la mer Caspienne, sous l'inspection de marins hollandais, parcourut les embouchures du Volga, et annonça le dessein de faire revivre l'ancienne splendeur d'Astrakan; mais la mort arrêta ses projets. Il était réservé à Catherine de relever le commerce de cette ville. Lorsqu'elle eut étendu ses possessions jusqu'au pied du Caucase; qu'elle eut conquis la Crimée et assujetti la plupart des princes barbares des montagnes, les côtes de la mer Caspienne furent de nouveau fréquentées par les navigateurs, et les caravanes de Khiva et de Boukhara reparurent à Astrakan. Les colonies qu'elle avait fondées dans le voisinage servirent ses desseins. Celle de Sarepta, dans le gouvernement de Saratof, se livra à la filature du coton et affranchit l'empire du surcroît de prix qu'il payait à la Boukharie pour la main-d'œuvre; car auparavant la

plus grande partie du coton arrivait tout filé en Russie. Or, le prix du coton filé était à celui du coton brut dans la proportion de 35 à 11.

La Russie tirait de la Perse, année commune, plus de 130,000 kilogrammes de soie. Pour soustraire son empire à ce tribut, Catherine favorisa, par des exemptions de droits, la culture du mûrier dans les environs d'Astrakan et sur les rives du Terek. Sur le rapport de Gmelin, elle avait jeté les bases d'une compagnie de Perse, avec un privilége exclusif; mais les observations du collége de commerce la firent renoncer à ce projet. Elle avait craint que ses sujets n'eussent encore ni l'expérience ni la hardiesse qu'exigent ces sortes d'opérations.

La Russie est un pays essentiellement agricole. Il n'est point de contrée au monde où la terre soit plus féconde et les productions plus variées; car il n'est point de denrées et de fruits qu'elle ne produise ou qu'elle ne puisse produire. Mais Catherine savait aussi que le commerce, pour lequel cet empire est admirablement situé, deviendrait une source intarissable de richesses, si on lui donnait les moyens d'exporter l'abondance de ses productions. Cet empire immense, que baigne l'océan du Nord, qne le détroit de Behring sépare de l'Amérique, qui touche aux fertiles provinces de la Perse et qui s'étend jusqu'aux frontières de la Chine, à travers les vastes plaines de ses possessions asiatiques; cet empire, arrosé en outre par les plus grands fleuves de l'Europe, que

des canaux réunissent ou peuvent réunir sans difficulté, n'avait plus qu'à s'emparer de la mer Noire et de la mer Caspienne pour s'élever au plus haut degré de puissance.

C'est pour ouvrir cette grande voie à son commerce, que l'impératrice Catherine porta les plus terribles coups à l'empire ottoman; c'est dans ce but qu'elle lui enleva la Crimée; qu'elle s'empara des bouches du Danube et qu'elle souleva la Grèce. Les fers et les fourrures de la Sibérie, les grains, le lin et le chanvre de l'Ukraine, les cuirs, la cire, les poissons salés, la poix, le goudron, les cordages, les mâts, les ancres, toutes les munitions navales, trouvèrent alors un débouché naturel, et les peuples du midi de l'Europe des marchés plus avantageux et plus faciles.

Dès le commencement de son règne, Catherine avait annulé le bail à ferme d'un nombre considérable de branches de commerce, comme étant un obstacle à la concurrence. Ainsi, le droit d'exporter le tabac de l'Ukraine avait été concédé pour vingt ans au feld-maréchal Pierre Schouvalof, moyennant une rétribution de 10 *copeks* par *poud* [1]. La récolte produisait alors communément 300,000 pouds, ou 9,768,000 livres, dont le prix sur les lieux variait, dans les bonnes années, entre 40 et 50 copeks, et, dans les années médiocres, de 60

[1] Le *copek* vaut 5 centimes; le *poud* vaut 16 kilogrammes 280 grammes.

à 80 copeks. Catherine abolit ce privilége par une ordonnance du 31 juillet 1762.

La vente de la rhubarbe, de la potasse, du goudron, de la porcelaine, celle des belles fourrures, étaient autant de monopoles que la couronne s'était réservés; elle les abolit également. Elle déclara libre la pêche de la baleine et du hareng, qui ne l'était pas avant elle. C'était un moyen de diriger vers la marine marchande, qui aurait ensuite fourni de bons matelots, l'esprit imitateur de ses sujets.

Animée du désir de faire pénétrer ses idées dans l'esprit du peuple russe, elle établit une commission, chargée de donner au commerce un plus grand développement. Les marchands russes, ayant jusqu'alors borné leur activité aux opérations commerciales qui ne sortaient point des limites de l'empire, manquaient de hardiesse pour les grandes entreprises maritimes. Habitués d'ailleurs à recevoir des étrangers, et surtout des Anglais, les productions des autres pays, ils n'osaient entrer en lutte avec eux, et n'y voyaient même aucun avantage. Mais Catherine n'en jugeait point ainsi. Elle avait résolu de reprendre le système de Pierre le Grand, qui consistait à établir un commerce direct avec les ports de la Méditerranée. Elle y engagea, moyennant quelques priviléges, quatre négociants de Toula.

Cette entreprise ne réussit pas; mais ce n'est point à Catherine qu'il convient d'en attribuer la cause. Le peu d'habitude qu'avaient les Russes des opérations com-

merciales de cette nature, et la concurrence des autres nations, contribuèrent au peu de succès de cette tentative. Toutefois, l'essor que prit le commerce, sous les yeux de cette princesse, fut en quelques années très-considérable. D'après un relevé, dont l'exactitude ne saurait être contestée, la balance en faveur de la Russie, qui, en 1760, présentait un bénéfice de 3,413,000 roubles [1], s'était élevé, en 1775, à 7,258,000 roubles.

Catherine apportait la même attention au développement de l'industrie et de l'agriculture, qui sont les aliments du commerce extérieur. Sans elles, un peuple s'appauvrit et décline; car, moins il produit, plus il devient tributaire des autres nations, et plus sa population diminue. La Société libre d'économie, qu'elle avait fondée, en 1765, a rendu à la Russie, par la publication de ses travaux, qui n'ont jamais été interrompus, des services considérables. Avec un sol doué d'une incomparable fécondité, la Russie méridionale présente, sur une superficie de plus de 65,000 lieues carrées, une couche si épaisse d'humus végétal décomposé qu'elle n'a besoin d'aucun engrais pour produire les plus riches moissons; c'est la région connue sous le nom de *région de la terre noire*. Les céréales fournissent non-seulement à la consommation des provinces de l'empire les moins favorisées sous ce rapport, mais encore à celle de plusieurs contrées de l'Europe, au point qu'aujourd'hui les ports de

[1] Le rouble argent vaut 4 francs de notre monnaie.

la Baltique et de la mer Noire livrent au commerce du monde pour plus de 100 millions de francs de céréales. Les vastes plaines de l'Ukraine, les steppes immenses qui se déroulent comme un océan de verdure dans le voisinage de la mer Noire et de la mer Caspienne, nourrissent d'innombrables troupeaux, dont le suif forme une des branches les plus considérables de son commerce.

Dans ces contrées fortunées, la nature a été prodigue de ses dons. Mais ailleurs, des forêts humides, un climat rigoureux, un sol rebelle, avaient besoin que le travail de l'homme fût secondé par son intelligence. Un obstacle sérieux se présentait, le servage ; car la terre a besoin que les bras qui la cultivent ne soient pas chargés de chaînes. Si les fruits qu'elle donne ne profitent pas à celui dont les sueurs ont fécondé son sein, elle ne les donne qu'avec parcimonie.

Habile cependant à découvrir les hommes instruits en tout genre, Catherine savait admirablement mettre à profit leurs connaissances, dans l'intérêt de sa gloire et pour le bonheur de son peuple. Un ecclésiastique de beaucoup de savoir, Samborski, avait étudié pendant plusieurs années l'agriculture en Angleterre, et plus tard il avait accompagné le grand-duc dans ses voyages, afin de lui faire connaître les diverses méthodes de culture usitées dans chaque pays. A son retour, l'impératrice établit à Sophisk, près Tsarskoe-Selo une ferme de mille arpents, avec les bâtiments nécessaires, dans laquelle on devait enseigner la théorie ainsi que la pratique de l'agri-

culture. Samborski en fut nommé directeur, et les jeunes gens qui l'avaient suivi en Angleterre y enseignèrent sous ses ordres. On fit venir à cette école deux fils de prêtres de chaque séminaire de l'empire, pour s'y instruire à fond de tout ce qui regarde l'économie rurale, afin de pouvoir instruire à leur tour leurs paroissiens. Chaque seigneur, propriétaire de terres, pouvait également envoyer à Sophisk un de ses paysans.

Le gouvernement d'Archangel, si renommé pour ses pâturages, doit à Catherine l'avantage de fournir à l'empire les bestiaux les plus recherchés. Elle y fit transporter des vaches de race hollandaise et les fit distribuer aux habitants.

Les environs de Pétersbourg n'étaient, à proprement parler, qu'un marais, couvert au midi par des forêts de sapins. Outre l'inconvénient pour une grande ville de tirer de lieux éloignés les objets de sa consommation journalière, ces marais étaient dangereux pour la salubrité publique, en ce qu'ils répandaient tant autour des miasmes délétères. Catherine fit abattre les forêts, saigner les marais par de nombreux canaux, rendit ces terrains à l'agriculture et y appela des colons, de sorte qu'on vit s'élever en peu de temps trois grandes fermes dans un lieu où auparavant un homme ne pouvait s'engager sans courir le risque d'être enseveli sous des masses d'eau croupissante.

Le travail des mines reçut un développement remarquable, tant par la suppression d'un grand nombre

d'abus, que par le choix d'hommes plus intelligents et plus intègres. On sait que les mines forment une branche considérable des revenus de la Russie. La chaîne des monts Ourals est une des plus riches du monde par l'étendue et la variété de ses productions minérales. Les minerais de fer de la Sibérie sont d'une qualité supérieure. L'impératrice, par de sages règlements, en augmenta les produits dans des proportions énormes. On estime en effet qu'ils s'élevèrent à plus de 300 millions de roubles, pendant la durée de son règne.

L'industrie manufacturière avait également fait quelques progrès; mais elle était bien éloignée d'avoir pris tout l'essor auquel elle aurait pu prétendre, sans les entraves qui la gênaient. Les Russes étaient encore d'ailleurs si novices dans les arts, qu'ils étaient réduits, le plus souvent, à la nécessité de recourir aux lumières des autres peuples. Dans la manufacture de draps fins, que l'impératrice avait établie à Iambourg et qu'elle soutenait à grands frais, les principaux ouvriers étaient étrangers. Cependant, elle était parvenue à donner à la fabrique d'armes de Toula un degré de perfection qui lui permettait de rivaliser avec les Anglais. Quant à celles de cuirs, elles n'avaient pas de rivales.

Les manufactures de draps ordinaires, employant uniquement les laines du pays, et particulièrement celles de l'Ukraine, inondaient l'empire de leurs produits. Plus de cinquante de ces fabriques occupaient 1,700 métiers, et ne travaillaient que pour l'habillement des

troupes. Les autres, beaucoup plus nombreuses, fournissaient au peuple des draps de bonne qualité, mais grossiers et qui n'auraient pu soutenir la concurrence, sur les marchés de l'Europe, avec ceux des autres pays, à cause des laines courtes et rudes employées pour leur confection. Catherine avait essayé d'y remédier par le renouvellement des races, et elle avait appelé sur ce sujet l'attention de Pallas et de Gmelin, dans les instructions qu'elle avait données à ces deux voyageurs.

La Russie a cet immense avantage que les matières premières y abondent, et que son industrie, fondée sur une grande puissance agricole, pourrait facilement atteindre une prodigieuse prospérité. Mais de nombreux obstacles s'opposaient alors à son développement. Outre les priviléges de la couronne, qui avaient pour effet d'arrêter l'essor du commerce et de l'industrie, tantôt par des prohibitions, tantôt par des restrictions funestes, l'absence d'une classe moyenne et le défaut de population contribuaient encore à maintenir la Russie dans l'état de langueur dont Catherine s'efforçait de la faire sortir par de meilleures institutions.

Les priviléges de la couronne consistaient dans la vente exclusive du sel, du fer et du cuivre, des bois de construction, de la rhubarbe, de la potasse et de l'eau-de-vie. C'était pour le gouvernement une source considérable de bénéfices; mais, d'autre part, ces monopoles pesaient sur les consommateurs. La couronne ache-

tait ces produits à des prix d'autant plus avantageux qu'elle n'avait pas de concurrents, et les revendait ensuite d'après une estimation arbitraire, au gré de ses besoins ou de son intérêt. Pour n'en citer que deux exemples, le gouvernement achetait la rhubarbe à raison de trente roubles le *poud*, et la vendait de cinquante-cinq à soixante. Le bénéfice était plus grand encore dans la vente de l'eau-de-vie, qu'il achetait communément depuis un rouble jusqu'à un rouble quinze copeks le *vedro*, et qu'il revendait trois roubles, sans compter le droit qu'il prélevait sur les fermiers pour le privilége de vendre pour leur propre compte.

Catherine attachait une grande importance à la formation d'une classe moyenne, qui, sous l'influence de la liberté, aurait développé les forces productives de la nation. Nous avons déjà vu, et nous verrons encore dans la suite que plusieurs de ses institutions portaient le caractère de cette pensée.

Mais de toutes les causes qui entretenaient l'agriculture et l'industrie dans la langueur, la plus grande était le défaut de population. Cependant, il n'est pas de pays où les femmes soient plus fécondes. « Nos paysans, dit-elle dans ses instructions, ont pour la plupart douze, quinze et jusqu'à vingt enfants d'un seul mariage ; mais rarement la quatrième partie parvient à l'âge viril. Il faut donc qu'il y ait, ou dans la nourriture ou dans l'éducation, un vice qui fait périr cette espérance de l'empire. Que la Russie serait florissante, ajoutait-

elle, si nous pouvions empêcher ou prévenir cette perte! »

Le vice dont parlait Catherine tenait particulièrement à la mauvaise nourriture du peuple russe, aux épreuves d'un froid excessif auquel on exposait les enfants, sans aucune espèce de ménagement; à l'habitude des bains de vapeur; enfin au scorbut et à la petite vérole, dont les ravages étaient affreux. La tsarine avait invité les membres de la Commission réunie à Moscou, pour la formation d'un nouveau Code, à remonter jusqu'à la source du mal, afin d'en trouver plus facilement le remède.

Un oukase particulier (1775) régla le nombre de chevaux d'attelage, ainsi que la livrée des nobles de la capitale, suivant le rang militaire de chacun. Un autre oukase devait enjoindre à tous ceux qui avaient quitté le service, ou qui se trouvaient sans emploi, de se retirer sur leurs terres. Ces mesures avaient pour but, d'une part, d'empêcher que trop de bras ne fussent enlevés à l'agriculture, et, de l'autre, d'exciter l'intérêt des nobles pour les travaux de la campagne, qu'ils s'étaient habitués à mépriser.

C'est dans le même but que Catherine établit des colonies dans les provinces désertes mais fertiles de son empire, et qu'elle s'efforça de fixer les hordes vagabondes.

Toutes les parties de ce vaste empire n'étant pas douées de la même fertilité, il suffisait quelquefois d'une mau-

vaise récolte pour amener une disette. Catherine y remédia, en établissant dans chaque province un dépôt général de grains [1].

Mais par quels moyens prévenir cette effroyable mortalité dont elle s'affligeait à si juste titre? Le mal était si profond, qu'il semblait presque impossible d'y apporter un remède prompt et efficace. Elle commença par fonder le collége impérial de médecine (novembre 1763), dont les attributions s'étendirent à tout l'empire. «Deux choses, disait-elle dans ses instructions, doivent être l'objet de l'attention de ce corps: la conservation du peuple par les différents arts qui tiennent à la médecine, et, en second lieu, l'administration des pharmacies de l'empire.»

Le collége de médecine était chargé de veiller à ce que les gouvernements et les cercles fussent pourvus d'un nombre de médecins et de pharmaciens déterminé par les règlements; mais il ne permettait l'exercice de la médecine ou de la chirurgie qu'aux individus dont un examen lui garantissait la capacité. Ce collége, composé, outre le directeur et le président, de quatre docteurs, d'un chirurgien, d'un opérateur et d'un pharmacien, avait l'inspection générale des hôpitaux et des écoles de médecine, et entretenait une correspondance régulière avec toutes les provinces de l'empire, à l'effet d'obtenir des informations exactes sur l'état sanitaire du pays. Il

[1] *Tableau de l'empire de Russie*, par Storch.

ne se bornait pas à publier ses travaux ; il encourageait les médecins à composer et à traduire en russe de bons ouvrages de médecine. Un médecin du Hanovre, le célèbre Zimmermann, l'ami de Lavater, ayant été chargé de recruter des médecins instruits et de bonnes mœurs, une foule d'étrangers, la plupart Allemands, se rendirent en Russie, à des conditions avantageuses.

Le collége de médecine établit à Pétersbourg, à Moscou et à Tobolsk, trois fabriques d'instruments de chirurgie pour le service de l'armée, de la flotte et des hôpitaux.

Lorsqu'on présenta à l'impératrice les instructions pour ce collége, elle écrivit de sa main : « Le collége ne doit pas oublier de rédiger des plans sur la manière d'établir des hôpitaux dans les provinces. » Un vif intérêt pour la santé du peuple occupait continuellement son esprit.

Libre de préjugés, elle ne reculait devant aucune épreuve pour en affranchir ses sujets, surtout lorsque ces préjugés tendaient à les priver des bienfaits de la civilisation. A cette époque, l'inoculation de la petite vérole, comme toutes les voies nouvelles que la Providence ouvre devant nos pas pour nous garantir des influences du mal, effrayait encore beaucoup d'esprits, qui en admiraient cependant les merveilleux résultats. Catherine voulut donner elle-même à son peuple l'exemple du courage. Elle se fit inoculer par le docteur Dimsdale, célèbre chirurgien anglais (12 octobre 1768),

et, quelques jours après, elle soumit son fils à la même opération. Le sénat décréta que cet acte de courage, ainsi que le bienfait, seraient rappelés chaque année par une solennité publique. Le docteur Dimsdale fut fait baron, conseiller d'État et médecin de l'impératrice.

Après avoir été inoculée, l'impératrice écrivit à Voltaire la lettre suivante : « Je n'ai pas été au lit un seul instant, et j'ai reçu du monde tous les jours. Je vais faire inoculer mon fils. Le grand maître de l'artillerie, le comte Orlof, ce héros qui ressemble aux anciens Romains du beau temps de la république, qui en a le courage et la générosité, doutant s'il avait eu la petite vérole, s'est mis entre les mains de notre Anglais, et, le lendemain de l'opération, il s'en est allé à la chasse, dans une très-grande neige. Nombre de courtisans ont suivi cet exemple, et beaucoup d'autres s'y préparent. Outre cela, on inocule à présent, à Pétersbourg, dans trois maisons d'éducation et dans un hôpital établi sous les yeux de M. Dimsdale. »

Une des plus belles fondations de l'impératrice est l'asile qu'elle destina aux enfants, que la débauche ou la misère exposaient à une mort presque certaine. Les malheureuses mères, retenues par la honte, allaient se faire délivrer secrètement dans les bains publics, et elles abandonnaient ensuite leurs enfants à la rivière, ou bien les ensevelissaient sous la neige. Ces infortunées créatures ne venaient à la vie que pour en être en même

temps privées par un crime. Cet état de choses, fort grave au point de vue de la morale, avait un autre inconvénient pour la Russie, dont la population était bien loin d'être en rapport avec l'étendue de son territoire, c'était de détruire dans sa source un élément qui eût concouru à l'augmenter.

L'esprit de Catherine ne pouvait manquer d'être frappé de ces désordres. Elle fut à peine montée sur le trône, qu'elle résolut d'y porter remède. Un magnifique établissement, destiné à recevoir les enfants abandonnés, fut fondé à Moscou en 1763, et quelques années après (1770), un autre fut créé à Pétersbourg. Des dépôts furent établis dans les principales villes de l'empire, et les enfants qu'on y accueillait étaient ensuite dirigés sur l'une ou l'autre de ces maisons. Ce plan était loin d'être parfait, car un grand nombre d'enfants envoyés des provinces, ayant déjà souffert dans les premiers moments de leur naissance, privés en outre des soins maternels, mouraient en route, ou conservaient une santé languissante; mais le principe de l'institution n'en était pas moins excellent. Beaucoup de ces malheureuses créatures, que la mort eût saisies à leur entrée dans la vie, durent une longue existence, une existence utile, à la pensée de Catherine. D'ailleurs, ces établissements ne tardèrent pas à se multiplier, et par là disparut ou s'affaiblit le vice que nous venons de signaler.

L'hospice de Moscou était administré avec une admirable intelligence. Les enfants y trouvaient une nour-

riture saine, un air pur, et, à mesure qu'ils grandissaient, des exercices propres à développer leurs forces. Dans les premières années de sa fondation, il reçut de vingt à vingt-trois enfants par semaine. De 1763 à 1786, on évaluait leur nombre à 37,607 [1].

Près de l'entrée, à gauche, était un corps de logis destiné aux femmes en couches, où elles étaient reçues et soignées sans frais. Celles qui ne voulaient pas être reconnues trouvaient à côté de la porte des masques, qui leur sauvaient la honte de leur déshonneur.

L'enfant abandonné appartenait à l'État. La mère ne pouvait le retirer, à moins qu'elle ne présentât une nourrice qui voulût en prendre soin jusqu'à l'âge de six ans. En principe, cette disposition n'était pas très-morale, en ce qu'elle tendait à étouffer le sentiment maternel; mais à l'époque où elle fut établie, il s'agissait moins de rendre facile aux mères l'accomplissement de leurs devoirs que de former des citoyens, et, à tout prendre, c'était un bien pour la plupart des enfants abandonnés; car, du moment qu'ils tombaient sous la tutelle de l'État, ils devenaient libres. L'union même d'une fille orpheline avec un esclave brisait les fers de ce dernier. Rien, à notre avis, n'était plus libéral et plus touchant que ce droit accordé à une pauvre fille, dont nos lois flétrissent la naissance, et que nos préjugés repoussent.

Aussitôt que l'enfant avait franchi le seuil de l'hos-

[1] *Tableau de l'empire de Russie*, par Storch.

pice, il était inscrit et baptisé, s'il était né dans la religion chrétienne; car, dans cet asile comme ailleurs, l'impératrice avait été fidèle à ses principes de tolérance. Tous les cultes y étaient non-seulement tolérés, mais pratiqués. Quelquefois un simple billet attaché aux langes de l'enfant indiquait l'intention des parents qu'il fût élevé dans telle ou telle religion. Leur vœu était fidèlement rempli.

Après un court séjour dans la maison, ces enfants étaient confiés à des femmes de la campagne, qui, moyennant un modique salaire, en prenaient soin jusqu'à l'âge de cinq ans. Ils y rentraient alors pour y commencer leur éducation. Outre le russe et l'allemand, les garçons apprenaient le dessin, les mathématiques et l'architecture; ceux d'entre eux qui annonçaient des dispositions particulières passaient ensuite à l'Académie des arts; les autres étaient confiés à des ouvriers, pour faire l'apprentissage d'un état manuel. Mais dans cette nouvelle position, l'administration continuait à veiller sur eux avec une sollicitude maternelle. Elle les protégeait contre la dureté des patrons qui auraient été tentés d'abuser de leur faiblesse ; elle plaçait leurs petites épargnes et les faisait valoir à leur profit, jusqu'à ce qu'ils fussent devenus assez habiles dans leur profession pour former eux-mêmes des établissements. Si un accident venait à mettre un enfant dans l'impossibilité de se créer des moyens d'existence, la maison lui ouvrait de nouveau ses portes, et elle ne l'abandonnait plus.

Catherine ne se borna pas à conserver la population de son empire, elle s'appliqua plus particulièrement encore à l'augmenter. C'est dans ce but qu'elle avait rappelé, au commencement de son règne, une foule de réfugiés et de proscrits, dissidents persécutés pour leurs croyances, serfs opprimés par leurs seigneurs. L'oubli du passé, l'espoir d'un traitement plus favorable, les promesses de la tsarine, produisirent une vive agitation parmi ces malheureux, qui se hâtèrent presque tous de rentrer dans leur patrie. Ils furent autorisés à s'établir dans les gouvernements d'Astrakan, d'Orenbourg et de Sibirs, près de Tobolsk, où l'impératrice pourvut à leurs premiers besoins.

C'est encore dans ce but qu'elle fonda des colonies d'étrangers, auxquels elle accorda gratuitement des terres dans les provinces méridionales de l'empire. Dès la fin de l'année 1762, elle avait publié un manifeste destiné à recruter des colons dans toute l'Europe, par l'appât de grands privilèges. L'année suivante, elle établit une chancellerie tutélaire, à l'effet de protéger les étrangers, dès qu'ils seraient arrivés en Russie, et de favoriser leur transport jusqu'au lieu de leur destination. Cette chancellerie recevait une allocation annuelle, destinée à pourvoir les colons de blé, de semences, d'animaux domestiques, d'instruments aratoires, ainsi qu'à l'établissement de manufactures. Il lui fut enjoint de prendre des informations sur toutes les terres incultes ; de diriger la construction des fermes et des maisons,

et d'entretenir une correspondance avec les ministres russes dans les cours étrangères.

Un second manifeste fonda en quelque sorte la législation relative aux colonies agricoles. Il permit aux étrangers de s'établir librement dans tout l'empire, sans être tenus à faire d'autres démarches que de s'adresser à la chancellerie tutélaire ou aux gouverneurs et commandants des villes frontières. Si leurs ressources étaient insuffisantes, ils étaient défrayés jusqu'au lieu de leur destination. Là, ils trouvaient des maisons bâties aux frais de la couronne, des vivres et de l'argent pour un an, et en outre une somme considérable à titre de prêt, mais sans intérêt, dont le Trésor se réservait le droit d'exiger le remboursement en plusieurs termes éloignés.

Outre l'exemption du service militaire, et de toute espèce d'impôts pendant trente et un ans, les colons, soumis uniquement aux lois générales de l'empire, jouissaient d'une administration indépendante, d'une justice particulière, exercée par des juges de leur choix, et d'une liberté religieuse complète. Afin de les encourager à créer des produits nouveaux, Catherine en affranchit l'exportation pendant plusieurs années.

Les promesses prodiguées aux colòns en attirèrent un grand nombre. Beaucoup d'Allemands surtout, persécutés pour leur culte, se rendirent à son invitation, séduits par la tolérance de ses opinions et par la douceur de son gouvernement. En Allemagne, où presque tout

le monde savait lire, ce qui alors était rare dans les autres États de l'Europe, le manifeste impérial produisit une grande agitation parmi cette classe d'hommes qui souffre et n'espère rien. Il est d'ailleurs dans notre nature d'aimer la nouveauté. D'abord un petit nombre de familles se rendirent en Russie; mais bientôt celles-ci en attirèrent d'autres, par l'assurance d'une meilleure position, par le récit des avantages dont elles jouissaient, et des espérances qu'elles concevaient pour l'avenir.

Malheureusement la spéculation vint s'emparer d'une chose qui n'avait besoin, pour réussir, que de suivre son cours naturel. Certaines personnes s'étant engagées envers le gouvernement russe à lui procurer des colons, il y eut alors une si grande fureur de recrutement, que l'impératrice ne tarda pas à s'apercevoir qu'on était allé au delà de ses intentions. Un moment elle fut embarrassée de tant d'hommes, dont quelques-uns moururent de fatigue et de besoin, avant même d'être arrivés à leur destination. Pour surcroît d'infortune, l'année 1765 fut pluvieuse et froide; les étrangers, qui abordaient en foule à Cronstadt, étaient aussitôt dirigés sur Oranienbaum; mais le nombre en était si considérable, qu'ils n'y trouvèrent pas de logements suffisants pour les abriter. On leur dressa des tentes; on leur prodigua des soins; mais le changement de climat, la nécessité où l'on se trouva d'entasser tant de monde à la fois dans un lieu qui n'avait point été disposé à cet effet, la misère

enfin firent naître des maladies. La contagion avait sous la main tant de victimes qu'elle fit d'énormes ravages. L'impératrice eut ces malheureux colons à sa charge pendant dix-huit mois, et elle les soutint encore longtemps, après qu'ils furent arrivés sur les lieux où les colonies avaient été établies. Il est vrai qu'on ne s'était point attendu à une aussi prodigieuse émigration. Outre cela, parmi les hommes chargés d'exécuter la pensée de Catherine, les uns avaient manqué d'intelligence, les autres d'honnêteté, en sorte qu'une partie des fonds destinés aux colonies avaient été dissipés ou détournés à leur profit.

La contrée où les colonies devaient s'établir était parfaitement choisie. Cette contrée, qui s'étend le long du Volga, depuis Nikolajewsk jusqu'à Saratof, est d'une admirable fertilité; le climat y est doux et l'air très-sain. Cette douceur dans la température y fait prospérer tous les arbres à fruits.

Le nombre des colons n'excédait pas, dans l'origine, 23,000 individus des deux sexes, formant 102 villages, 56 sur la rive gauche du Volga et 46 sur la rive droite; mais il s'accrut rapidement; car, en 1793, Pallas, qui visitait pour la seconde fois les colonies de Saratof, y trouva 33,000 âmes. Il fut frappé de leur prospérité et de l'état florissant d'une infinité de villages nouvellement fondés. A Sarepta, colonie des frères Moraves, établie en 1769 au confluent de la Sarpa et du Volga, tous ces frères étaient obligés d'exercer un métier. La ville se

remplit en peu de temps de manufactures, et, à la faveur de sa prospérité, elle établit ensuite des comptoirs dans les grandes cités industrielles de l'empire. Chaque rue de Sarepta, chaque maison avait sa fontaine. Les colons ne payaient à la couronne qu'une légère imposition par dessiatine de terre. Ils avaient leur administration à part, et toutes les affaires contentieuses se traitaient chez eux sans l'intervention d'aucun tribunal russe.

Cette contrée, auparavant déserte, s'était animée sous le souffle de l'industrie, et Sarepta était devenue en peu de temps une des villes les plus actives et les plus riches de l'empire. Aujourd'hui il s'y fabrique du velours, des toiles, des soieries, des cotonnades, et ses campagnes sont couvertes de magnifiques plantations de tabac, qui forment une des branches les plus importantes de son commerce.

Les colonies allemandes du Volga ont rendu à la Russie de très-grands services. Ce sont elles qui ont donné l'essor à la fabrication du coton, qui ont appris aux Russes à travailler le fer avec plus de perfection, et qui, par l'établissement de moulins à farine, ont fait d'Astrakan et de Nowotscherkask deux entrepôts considérables, d'où ces produits se répandent partout. Les Russes, naturellement industrieux, ne tardèrent pas à suivre l'impulsion donnée par les colons étrangers. Plusieurs propriétaires obtinrent du gouvernement des concessions de terres pour y établir une partie de leurs

serfs ; on y vit accourir des paysans de la couronne, les uns pour y fonder des établissements agricoles, tous pour y chercher une meilleure fortune et comme une autre patrie.

Pendant ce temps une colonie de mennonites s'était établie sur le Dnieper, à soixante verstes au midi d'Ekaterinoslaf. Ceux-ci se livraient exclusivement aux travaux de l'agriculture. C'était même pour eux un devoir religieux. Ils étaient distribués dans 17 villages, sur une étendue de 82,684 dessiatines de terres.

L'exploitation agricole ayant été le but qu'on s'était d'abord proposé, les colons devaient élever, dans un temps déterminé et d'après l'étendue de leur propriété, un certain nombre d'animaux domestiques. Si cette condition était remplie, le colon recevait un acte de propriété valable pour quatre-vingt-dix ans ; si la même industrie était continuée cinq ans de plus, l'acte de propriété devenait définitif ; mais si, à l'expiration du terme prescrit, le colon n'avait pas rempli la condition qui lui avait été imposée par l'acte de concession, la terre faisait retour à la couronne. Cette obligation fut une des principales causes de la prospérité des colonies agricoles. Plusieurs colons acquirent, au bout d'un certain nombre d'années, des richesses considérables, et tel, qui était arrivé pauvre en Russie, put compter par milliers ses animaux domestiques et contempler avec orgueil ses campagnes couvertes de riches moissons.

C'est à de si nobles soins que l'impératrice occupait les loisirs que lui laissait la paix. Les succès de sa politique avaient effacé les impressions qu'elle avait données à l'Europe au commencement de son règne. La gloire des armes, qu'elle avait ambitionnée, avait entouré son trône d'un grand éclat ; mais elle aspirait à une gloire plus solide. Elle savait que les victoires, achetées le plus souvent par de grands sacrifices, ne laissent presque toujours après elles que des souvenirs douloureux, tandis que les beaux-arts et les sciences donnent aux peuples qui s'y distinguent une supériorité morale qui les fait vivre après même qu'ils ont cessé d'exister. Elle créa l'académie des sciences et voulut que les noms de quelques savants étrangers fussent placés à côté de ceux qu'elle était fière de compter parmi sa nation. Après qu'Euler eut quitté la Prusse, à la suite d'une discussion avec le roi, il offrit ses services à Catherine, qui mit autant d'empressement que de grâce à les accepter et qui sut lui faire oublier par ses bienfaits les procédés peu généreux de Frédéric.

Si elle flattait les philosophes, dont les éloges servaient sa gloire, elle savait aussi bien encourager les savants, dont les travaux plus modestes servaient à élever la grandeur de son empire. Informée que Pallas cherchait à vendre son cabinet, pour donner une dot à sa fille, Catherine lui en fit demander le prix. Pallas l'ayant estimé 15,000 roubles : « Vous vous connaissez mieux en histoire naturelle qu'en dot, lui écrivit-elle;

je prends votre cabinet pour 100,000 francs, et je vous en laisse la jouissance pendant votre vie. »

L'Ermitage, sa demeure favorite, d'où le faste était banni, paraissait plutôt le temple des arts que le palais d'une grande souveraine. Outre les chefs-d'œuvre de la peinture, elle y avait rassemblé une riche bibliothèque et des collections scientifiques. Pendant la guerre de Turquie, lorsqu'on la croyait à bout de ressources, elle avait acheté pour plus d'un million de tableaux tant en Hollande qu'en France, et elle écrivait à Voltaire, qui s'étonnait de cette magnificence : « Avec de l'ordre on est toujours riche, et je ne manquerai, dans cette guerre, ni d'argent ni de soldats. » Diderot fut en quelque sorte contraint d'accepter de sa munificence une somme de 50,000 francs, offerte avec une délicatesse qui en relevait le prix. Elle entretenait un commerce de lettres avec les hommes les plus distingués de l'Europe, et, quand on lit attentivement sa correspondance avec Voltaire, on ne saurait dire lequel des deux montre le plus d'esprit, de finesse et de raison.

En 1764, elle avait fondé à Pétersbourg une maison d'éducation pour les filles des bourgeois et des gentilshommes sans fortune, pénétrée de cette pensée qu'en éclairant les femmes, elle établissait un foyer de lumière dont les hommes seraient forcés de subir l'influence. « Nous les élevons, écrivait-elle à Voltaire, pour les rendre les délices des familles dans lesquelles elles entreront. Nous ne les voulons ni prudes ni coquettes,

mais bonnes mères et capables de prendre soin de leurs maisons. »

Quatre cent quatre-vingts jeunes filles y étaient entretenues à ses frais. Elles y entraient à six ans et n'en sortaient qu'à dix-huit. Leur éducation était proportionnée aux devoirs qu'elles étaient appelées à remplir dans le monde. Celle des jeunes filles nobles était plus relevée; celle des jeunes bourgeoises plus pratique. Dans la quatrième classe, qui comprenait comme les autres une période de trois ans, elles faisaient elles-mêmes la cuisine, pétrissaient le pain et blanchissaient le linge. Leur éducation terminée, les premières recevaient une dot de 2,000 roubles, les secondes une dot de 100 roubles.

Le peuple eut aussi sa part de cette nourriture spirituelle. Catherine institua dans les provinces des écoles publiques élémentaires, chargées de distribuer aux enfants, gratuitement ou à des prix modérés, suivant la position de leurs familles, les premières notions des connaissances humaines. Elle en avait posé les fondements dans les règlements administratifs sur l'organisation des gouvernements de l'empire (1775), et elle en avait recommandé l'établissement aux autorités des villes et même des villages; mais ce ne fut qu'en 1782 qu'elle résolut d'en surveiller elle-même l'exécution. La Commission spéciale, instituée sous sa présidence, fut chargée de tracer un plan d'études et de composer les livres appropriés à chaque degré d'instruction. Enfin,

l'année suivante, la commission établit à Pétersbourg la première école populaire, sorte d'école normale, dont le but était de former des instituteurs.

L'impératrice avait eu le rare bonheur, au commencement de son règne, de rencontrer un de ces hommes qui brûlent d'amour pour leurs semblables et qui n'hésitent pas à mettre au service de la plus noble des causes, celle de l'humanité, leur intelligence, leur fortune et leur vie. Cet homme était Bezki. Frappé de la misère où l'ignorance retient les peuples, témoin de la superstition et des préjugés qui en sont le partage, Bezki avait résolu d'employer les connaissances qu'il avait acquises dans ses voyages à dissiper les ténèbres qui couvraient encore la plus grande partie de ce vaste empire. « C'est une œuvre ingrate, disait-il, de donner l'éducation au peuple ; la postérité seule en recueille les fruits. »

Nommé en 1763 directeur de l'Académie des arts, puis curateur général des établissements d'instruction, chef du corps des cadets de terre, conseiller intime, ce fut lui qui dressa les plans de toutes les maisons d'éducation et qui en composa les règlements. Il avait publié un système complet d'éducation publique et morale pour les personnes des deux sexes ; il entretenait à ses frais un certain nombre d'élèves dans presque toutes les écoles, au corps des cadets, à l'Académie des arts, dans la maison des demoiselles nobles, etc., et il avait au monastère de Smollin une école supérieure, dont il supportait seul toutes les charges.

L'impératrice l'avait comblé d'honneurs ; le sénat voulant à son tour honorer par une distinction particulière son dévouement, sa bienfaisance et son ardeur infatigable pour les intérêts publics, fit frapper une médaille d'or, représentant d'un côté la figure de Bezki, et de l'autre le plan d'une maison d'éducation.

Le mouvement imprimé aux esprits se fit sentir assez rapidement dans tout l'empire. Bezki avait eu des imitateurs. Un seigneur de Moscou, Procope Demidof, aussi connu par ses bizarreries que par sa bienfaisance, avait établi, dans cette ancienne capitale de l'empire, une école de commerce, où cent élèves étaient entretenus à ses frais. Les jeunes gens dont les succès avaient attiré l'attention étaient, au sortir de l'école, envoyés dans les grandes villes de l'Europe, et placés, toujours aux frais du fondateur, dans les maisons de commerce les plus importantes, pour y compléter par la pratique l'instruction qu'ils avaient si libéralement reçue.

La maison d'éducation de Moscou s'enrichit de ses libéralités. On évalue à plus d'un million de roubles les sommes que Procope Demidof affecta à son entretien; 20,000 roubles furent consacrés à la fondation d'une école pour le peuple, et un hôpital pour les mères dans la détresse fut établi et entretenu à ses frais.

La pensée de Catherine avait interrogé tous les besoins. Après avoir créé des établissements hospitaliers pour les enfants délaissés et les vieillards infirmes, elle s'occupa des hommes valides qui cherchaient du travail.

En 1782, elle nomma des agents auxquels pouvaient s'adresser tous les jours, à une heure indiquée, tous ceux qui cherchaient du service ou de l'ouvrage, ou qui avaient besoin d'ouvriers ou de domestiques. L'agent inscrivait sur son registre les noms des demandeurs, la nature de leurs demandes, ainsi que les conventions auxquelles il présidait; car, en cas de contestation, son registre faisait foi. L'impératrice voulut même que les tribunaux n'admissent aucune plainte soit des maîtres soit des domestiques, si leurs conventions n'avaient pas été consignées sur le registre d'un de ces agents.

On ne saurait trop louer la sagesse de ce règlement, lorsqu'on pense aux fréquentes agitations causées dans notre société par les discussions des maîtres et des ouvriers. L'esprit de Catherine avait abordé les problèmes les plus difficiles de l'économie sociale; mais ce qui nous paraît plus digne d'admiration, c'est qu'en les abordant elle les résolvait avec une volonté ferme.

Tous les projets qui tendaient à l'amélioration du peuple étaient accueillis par elle avec empressement, étudiés avec ardeur et appliqués sans hésitation. Combien d'institutions de bienfaisance, dont nous sommes glorieux, ont vu le jour sous son règne! Nous avons nos caisses d'épargne, notre caisse pour la vieillesse; Bezki avait déjà fondé une caisse de retraite pour les veuves, divisée en quatre classes. Une somme de 240 roubles, versée par un mari, assurait à sa veuve une pension de 100 roubles; c'était la première classe. 180 -

donnaient droit à une pension de 75 roubles; c'était la deuxième classe. La troisième et la quatrième, formées par des versements de 120 et de 60 roubles, produisaient, l'une une pension de 50, l'autre une pension de 25 roubles.

Les actes de l'état civil furent rédigés avec plus de soin. Des hôpitaux pour les malades, et des hospices pour les indigents, furent fondés, à l'exemple de Saint-Pétersbourg et de Moscou, dans presque tous les chefs-lieux de gouvernements.

L'impératrice avait trouvé, à son avénement au trône, plusieurs établissements qui, après avoir jeté un certain éclat, languissaient. Elle les releva en leur donnant une organisation plus vigoureuse. Cinq de ces établissements étaient consacrés à l'éducation militaire et aux beaux-arts. La fondation de l'Académie des beaux-arts était l'œuvre d'Élisabeth; Catherine en modifia les statuts et fit porter à deux cent cinquante le nombre des élèves. On les prenait à l'âge de trois ans; on les confiait d'abord à des femmes; ensuite, lorsque le temps était venu de les instruire, on leur apprenait à lire et à écrire, et on leur enseignait les préceptes ainsi que la pratique des beaux-arts. Enfin, après treize ans d'études, ils sortaient de l'Académie pour se livrer librement à la profession qu'ils avaient choisie sans contrainte, par la seule impulsion de leurs goûts et de leurs dispositions naturelles. A ceux dont la conduite avait répondu aux soins de leur éducation, on accordait des titres de noblesse;

ceux, en outre, qui par leur intelligence avaient mérité des distinctions, obtenaient de voyager pendant trois ans dans toute l'Europe, avec une pension de l'impératrice.

Le plus important des établissements militaires que nous venons de rappeler était le corps des cadets de terre. Ce corps, œuvre du maréchal Munich, était placé dans une enceinte de deux verstes et demie. Lorsque Catherine releva cet établissement, qui avait été négligé sous le règne d'Élisabeth, elle lui donna un directeur général avec un conseil d'administration. Le nombre des élèves était de six cent quatre-vingts : six cents nobles et quatre-vingts bourgeois. Une fois admis, ils ne pouvaient quitter l'établissement que leur éducation ne fût terminée. Ils entraient d'abord dans la première classe, où ils se trouvaient confiés, pendant trois ans, aux soins d'une directrice et de dix gouvernantes. Leur costume était alors un petit habit de couleur brune avec une ceinture bleue. Les trois années suivantes, des gouverneurs prenaient auprès d'eux la place que les femmes y avaient occupée. En passant d'une classe dans une autre, les enfants conservaient le même costume, dont la couleur seule était différente. On les retenait trois ans dans chaque classe. L'éducation physique était excellente pour fortifier leur constitution. Ils étaient baignés tous les huit jours et changés de linge deux fois par semaine. Quoique vêtus suffisamment, il ne leur était permis de porter, dans les plus grands froids, ni pelisses ni manteaux. Leur nourriture était simple, leur

boisson de l'eau. Couchés le soir à neuf heures, ils étaient levés à cinq heures du matin.

Tous les étés, les cadets de la quatrième et de la cinquième classe restaient campés pendant plusieurs semaines. Les punitions corporelles étaient bannies de l'établissement. L'égalité la plus complète y régnait. Le fils du prince le plus riche ne pouvait avoir ni plus d'argent, ni plus de linge, ni des habits plus beaux que le plus pauvre des élèves.

On leur enseignait d'abord les éléments de la grammaire et de la religion. Après cela, venait l'étude de la langue russe, du français et de l'allemand. Les cadets de la marine apprenaient de préférence l'anglais. La géographie, la statistique, l'histoire, la physique, les belles-lettres, la logique, l'architecture civile et militaire, l'algèbre et la géométrie complétaient leur éducation intellectuelle; l'escrime, l'équitation, le tour, la voltige, composaient leur éducation physique. Chaque maître donnait sa leçon dans la langue qu'il connaissait le mieux. La salle de récréation pour les élèves de la quatrième et de la cinquième classe était ornée de bustes et d'estampes; les tables couvertes de livres, d'atlas et de dictionnaires, mais fixés de façon à ne pouvoir être déplacés.

L'éducation durait quinze ans. Après ce temps, les cadets cessaient d'être élèves pour devenir lieutenants ou enseignes, ou bien ils obtenaient des emplois civils. Les bourgeois restaient, en général, dans le corps en qualité de professeurs; car le but de Catherine, en les y ad-

mettant comme élèves, avait été de former un corps de professeurs russes et de s'affranchir de l'enseignement des professeurs étrangers. Chaque cadet coûtait à l'empire, pour toute la durée de son éducation, quatre mille quatre cent dix roubles.

Catherine avait fondé, après la guerre de 1769, le corps des cadets grecs, composé de deux cents élèves, dont la plupart étaient Grecs ou Albanais. Nul ne pouvait y être admis s'il n'avait été auparavant agréé par les consuls russes. Cette formalité remplie, ils étaient envoyés à Pétersbourg aux frais de l'impératrice. On leur enseignait, entre autres choses, l'italien et le grec ancien. A la fin de leur éducation, ils recevaient une gratification de cent roubles avec un brevet d'officier. Le prince Potemkin avait eu la pensée de transporter ce corps à Kherson et d'en former une école de marine pour la flotte de la mer Noire.

L'impératrice Anne avait institué une école d'artillerie pour cent cinquante élèves. Catherine fit pour ce corps ce qu'elle avait fait pour les autres, elle le régénéra en lui donnant de nouveaux règlements. Le nombre des élèves fut porté à quatre cents et le corps entier divisé en trois compagnies. On y était admis en tout temps et à tout âge, de six à quatorze ans.

L'enseignement du premier âge consistait dans le catéchisme, les éléments des trois langues russe, française et allemande, l'écriture et les premières règles de l'arithmétique.

Dans le deuxième âge, ils continuaient l'étude des langues, en y ajoutant celle de l'histoire, de la géographie et l'arithmétique en entier.

Enfin, dans le troisième, ils complétaient leurs connaissances, pour devenir bons géomètres, ingénieurs ou artilleurs. Les plus capables sortaient en effet de ce corps avec le grade d'officier d'artillerie ou du génie.

Tel est le tableau des principales institutions de Catherine II. Toutes ne portèrent pas des fruits immédiatement; mais celles-là même qui avaient peut-être besoin du travail du temps pour se développer ne furent pas sans résultat sur le mouvement des idées. Car, ne nous y trompons pas, la civilisation ne consiste pas à devancer les mœurs, mais à les suivre. Lorsque les lois sont le résultat des besoins, l'harmonie règne dans le corps social, au lieu que, si elles les supposent, il en résulte un trouble inévitable, qui nuit au progrès naturel de la nation. Ce ne fut donc pas sans raison que nos poëtes, dont les éloges ont toujours, il est vrai, quelque chose de pompeux, surnommèrent Catherine II la Sémiramis du Nord, et les Russes eux-mêmes la mère de la patrie.

LIVRE IV.

État de l'Europe au moment où la Porte déclare la guerre à la Russie. — Affaiblissement de l'influence française dans le Nord. — Sentiments du duc de Choiseul à l'égard de l'impératrice Catherine. — Tentative infructueuse pour détruire l'influence russe en Suède. — Le roi de Prusse refuse de s'associer à la politique de ce ministre. — Situation de l'empire ottoman. — A quelle occasion la guerre éclate. — Incendie des faubourgs de Balta par les Cosaques Zaporogues. — Effroi des ministres ottomans. — Griefs de la Porte contre la Russie. — Disgrâce du grand visir Muhsin-Sade. — Son remplacement par Hamsa-Pacha. — Celui-ci est remplacé à son tour par Emin-Pacha. — La guerre est résolue dans un grand conseil. — Le ministre russe Obreskof est enfermé au château des Sept-Tours. — Manifestes de la Porte et de la Russie. — Le sultan propose une alliance à l'Autriche pour le partage de la Pologne. — Parallèle entre les puissances belligérantes. — Plan de campagne de la Turquie. — Maksoud-Gueraï, khan de Crimée, remplacé par Krim-Gueraï. — Exil du grand visir. — Destitution de Grégoire Ghika, prince de Valachie. — Expédition des Tartares dans la Nouvelle-Servie. — Mort de Krim-Gueraï. — Il est remplacé par Dewlet-Gueraï. — État de l'armée ottomane. — Plan de campagne de la Russie. — Le prince Galitzin, général en chef. — Le général Roumiantzof commande l'armée de l'Ukraine. — Une troisième armée, sous les ordres du général Meden, entre la mer Noire et la mer Caspienne. — Deux escadres sont envoyées dans l'Archipel. — De quelle manière la Russie fournit aux frais de la guerre. — Les deux principautés de Moldavie et de Valachie. — Leur état physique. — Leur situation morale et politique. — Première opération de l'armée russe. — Siége de Khotin. — Les Russes repassent le Dniester. — Position de l'armée ottomane. — Deuxième siége de Khotin. — Le khan des Tartares opère sa jonction avec Molda-

vangi. — Le prince Galitzin lève de nouveau le siége. — Disgrâce et exécution d'Emin-Pacha. — Moldavangi nommé grand visir. — Révolte et déroute de l'armée ottomane. — Les Russes entrent dans Khotin. — Ils sont reçus dans Jassy. — Prise de Giurgewo. — Reddition de Bukarest. — Administration des deux principautés sous la domination Russe. — Fin de la campagne.

Depuis la révolution qui avait porté Catherine II sur le trône de Russie, la France, qui s'était vue au moment de dominer dans le Nord, n'avait cessé d'y perdre de son influence. L'Angleterre, sa rivale, y était au contraire recherchée, et l'or qu'elle répandait en Russie en éloignait de plus en plus l'influence française. Le cabinet de Versailles, blessé de l'autorité que l'impératrice semblait vouloir s'arroger dans les États voisins, ne garda plus de ménagement avec elle, de sorte que, pendant que les philosophes faisaient retentir les voix de la renommée en faveur de la Sémiramis du Nord, le gouvernement de Louis XV la traitait avec indignité. Voici de quelle manière le duc de Choiseul, ministre des affaires étrangères, formulait les instructions qu'il donnait à l'ambassadeur français à la cour de Russie : « Nous connaissons l'animosité de cette cour contre la France. Le roi méprise si profondément la princesse qui règne dans ce pays, ses sentiments et sa conduite, que notre intention n'est pas de faire un seul pas pour la faire changer. Le roi pense que la haine de Catherine II

est beaucoup plus honorable que son amitié, mais en même temps il désire éviter l'éclat d'une rupture. »

Le duc de Choiseul, après avoir concentré pendant longtemps toute son attention sur le midi de l'Europe, dont il aurait voulu former une puissante ligue, sous la direction de la France, voyait maintenant avec une vive inquiétude l'affaiblissement de la politique française dans le nord de l'Europe; mais cet affaiblissement étant dû à certaines causes que le cabinet de Versailles avait méconnues, il était injuste et surtout peu habile de laisser voir à ce sujet une opinion et des sentiments trop arrêtés.

L'influence que la Russie exerçait alors sur les cours du Nord remontait au commencement du dix-huitième siècle, époque où l'ambition de Louis XIV avait amené pour la France une suite de revers, dont le résultat avait été l'affaiblissement de sa puissance politique. La Suède, épuisée par des guerres sans proportion avec l'étendue et les ressources de son territoire, n'était plus capable de contenir l'ambition des tsars, et la Pologne, livrée à la plus affreuse anarchie, était réduite à subir tour à tour la protection de ses voisins. Quant à l'empire ottoman, l'esprit guerrier qui avait animé ses troupes s'était affaibli dans les voluptés. C'est alors que Pierre le Grand avait conçu le projet de prendre en Allemagne la place que la Suède y avait occupée. Dès lors en effet, il n'avait laissé échapper aucune occasion de s'immiscer dans ses affaires, et sa politique avait pénétré si profondément dans

l'esprit du gouvernement russe que ses successeurs ne la perdirent jamais de vue.

Mais aucun n'en avait poursuivi l'exécution avec plus de suite et de vigueur que ne le fit Catherine II. L'état de l'Europe, dont la fortune s'était en quelque sorte abîmée dans des guerres effroyables; les changements qu'elles y avaient amenés; l'esprit de liberté qui grondait dans son sein; une puissance nouvelle, la Prusse, à laquelle sa position imposait beaucoup de ménagement, tout secondait les vues de la jeune impératrice, dont l'ambition, loin de s'énerver dans les plaisirs, semblait y puiser des forces.

Le duc de Choiseul apercevait cette ambition et voulait en arrêter l'essor; mais il n'était plus aussi facile d'y parvenir, depuis les changements que nous venons d'indiquer. Quoi qu'il en soit, l'objet constant de ce ministre, tant qu'il eut en main le pouvoir, fut de relever la politique de la France en formant une ligue de tous les peuples que la Russie n'avait pas encore asservis. « J'ai vu avec peine, mandait-il au comte de Vergennes, son ambassadeur à Constantinople, que le nord de l'Europe s'asservissait de plus en plus à l'impératrice de Russie, et que les subsides de l'Angleterre étaient l'appât que cette princesse présentait, pour y établir son despotisme. Le Danemark, par crainte, et aussi dans une espérance illusoire d'acquérir la partie du Holstein appartenant au grand-duc, se livre avec bassesse aux volontés de la tsarine. La Suède, par des circonstances

inouïes, ne délibère et n'agit plus que par ses ordres. Le roi de Prusse est ménagé et soutient les opérations de Pétersbourg.... Je vois donc avec peine qu'il se prépare dans le Nord une ligue qui deviendra formidable pour la France. Le moyen le plus certain de rompre ce projet, et peut-être de culbuter de son trône usurpé l'impératrice Catherine, serait de lui susciter une guerre. Il n'y a que les Turcs à portée de nous rendre ce service. Si vous le croyez possible, et que vous espériez y parvenir, on vous fera passer tous les secours en argent qui vous seront nécessaires. »

Le comte de Vergennes reçut ensuite les ordres les plus précis de pousser les Turcs à la guerre[1]. C'était beaucoup d'entraîner la Porte, mais il fallait encore occuper la Russie dans le Nord pour l'empêcher d'éteindre l'incendie que la France se proposait d'allumer sur ses frontières méridionales. Le duc de Choiseul avait essayé sans succès de détruire l'influence russe qui écrasait la Suède, en modifiant la constitution suédoise; ses agents parvinrent jusque dans la Crimée pour y disposer le khan, le fameux Krim-Gueral, à entrer dans les vues du Grand Seigneur; enfin, il fit sonder le roi de Prusse, qui resta sourd à toutes ses insinuations, parce que l'alliance russe lui offrait plus d'avantages et de sé-

[1] *Mémoires de Fabvier* dans l'ouvrage du comte de Ségur, intitulé : *Politique de tous les cabinets de l'Europe*. — *Histoire de la guerre des Turcs contre les Russes, depuis* 1769 *jusqu'en* 1774, tirée des *Annales de Vassif-Efendi*.

curité, et qu'il croyait d'ailleurs que le duc de Choiseul avait pour la maison d'Autriche un dévouement sans bornes[1].

Frédéric se trompait cependant. Le duc de Choiseul avait trouvé son pays dans les liens du traité de Versailles et il n'avait aucune envie de les rompre, mais la dignité de son caractère et le sentiment qu'il s'était formé de la dignité de la France ne l'asservirent jamais aux volontés d'un prince étranger. Ce qu'il eût fallu, au contraire, blâmer en lui, c'était une imagination trop vive, un esprit trop léger et une disposition naturelle à ne s'occuper que d'un seul objet à la fois.

Ni l'occupation de la Pologne par les troupes russes, ni l'affaire des dissidents, à la faveur de laquelle un parti puissant avait secondé par reconnaissance les projets de l'impératrice, ni le droit de garantie qu'elle s'était attribué sur la constitution polonaise, n'avaient pu jusqu'alors tirer le divan de son apathie. Un besoin immodéré de repos, une longue habitude des jouissances matérielles, un sentiment exagéré de leur puissance, qu'ils croyaient hors des atteintes des chrétiens, tout semblait enchaîner l'antique valeur des Ottomans. Pendant que la France bornait son action à des conseils, la Russie employait la corruption pour endormir les ministres de la Porte. Ceux-ci, d'ailleurs, appréciaient mal la question des dissidents, qu'ils ne considéraient qu'au

[1] *Mémoires de Frédéric II*, roi de Prusse.

point de vue religieux, et, sous ce rapport, il leur semblait injuste que des citoyens fussent privés de leurs droits pour une simple différence sur quelques articles de foi.

En vain essayait-on de leur faire comprendre que, sous une couleur religieuse, la question était toute politique. Ils restaient sourds à ces représentations, et, ce qui était bien plus grave, ils ne paraissaient pas s'inquiéter davantage des violences exercées par les Russes sur la diète de 1767, ni du droit de garantie que l'impératrice s'était attribué et qui plaçait la Pologne sous une absolue dépendance de ses volontés. Ils prétendaient que la Russie exerçait ce droit depuis plus d'un siècle ; que la Pologne n'en existait pas moins comme État indépendant, et que, si Catherine avait conçu d'autres desseins, la Porte serait toujours en mesure de s'y opposer.

Ils firent cependant quelques tentatives pour obtenir que les troupes russes quittassent le territoire de la république ; mais ces tentatives ne furent pas soutenues avec assez d'énergie, et la confédération de Bar, formée sur ces entrefaites, loin de leur ouvrir les yeux sur le danger de rester dans l'inaction, servit au contraire de prétexte à leur faiblesse ; car l'impératrice profita fort habilement de cette circonstance pour faire comprendre à la Porte la nécessité de pacifier la Pologne avant d'en retirer ses troupes. Le divan effrayé regarda ce motif comme suffisant, et, calmé d'ailleurs par les assurances

réitérées des ministres russes, il ne fit plus aucun effort pour s'opposer à leurs desseins.

Ainsi les intrigues de la France auraient peut-être échoué, sans une circonstance imprévue qui fit éclater la guerre, malgré les vœux secrets des ministres ottomans, et en dépit des efforts qu'ils avaient faits pour l'éviter. La ville de Balta, située entre le Dniester et le Boug, sur les confins de la Podolie, appartenait au khan de Crimée. Les confédérés polonais, poursuivis par des troupes russes, se jetèrent sur le territoire ottoman et les attirèrent jusque dans Balta, dont les faubourgs furent brûlés. Au milieu de la confusion, quelques musulmans périrent. Cette troupe était une bande de Haïdamaques ou Cosaques Zaporogues, qui, habitant au milieu des cataractes du Dniester, dans des îles d'un accès difficile, ne vivaient que de brigandages. Ils servaient la Russie, moins par dévouement qu'en haine des Turcs et des Polonais; car leur soumission était plus apparente que réelle. Depuis qu'ils s'étaient détachés de la Pologne pour se placer sous la protection de la Russie, ils avaient plus d'une fois ravagé les provinces de la république, couvrant, sous le titre de défenseurs de la religion grecque, leur humeur sauvage et leur instinct pour le pillage. Ils furent dans la suite transportés des bords du Dniester à ceux du Kouban, pour protéger la frontière de l'empire contre les incursions des Circassiens, et changèrent alors leur nom de Zaporogues contre celui de Cosaques de la mer Noire.

L'impératrice n'attendit pas que la Porte lui demandât la punition des coupables; elle envoya contre eux, aussitôt que leur attentat lui eut été connu, un corps de troupes qui les atteignit près de Balta, et qui en tira, en vue même de cette ville, une justice éclatante. Leur châtiment fut donc presque aussi prompt que leur crime, et notifié à la Porte par le ministre russe, avant même que le divan eût exprimé aucune plainte à cet égard[1].

Cependant le gouverneur de Balta avait rendu au Grand Seigneur un compte si exagéré de cet événement, que la frayeur fit sur les ministres ce que n'avait pu faire ni l'intérêt de l'empire, ni le soin de leur dignité. Ils crurent sérieusement à un dessein prémédité de la part des Russes, et ils communiquèrent leur terreur au sultan. Plus, en effet, ils avaient paru indifférents au sort de la Pologne, plus ils se montrèrent indignés et résolus, pour ne pas être accusés de trahison ou de connivence. Mustapha convoqua donc le conseil. C'était un prince violent et soupçonneux, qui ne manquait pas de courage, et qui se fût placé volontiers à la tête de son armée, si les ministres n'avaient mis un frein à son ardeur. Le désir de la gloire, joint à l'espérance de réunir quelques provinces à son empire, le portait à la guerre avec plus d'impatience que de raison. L'assurance que lui donnaient ses courtisans qu'au seul bruit de sa co-

[1] Manifeste de l'impératrice de Russie.

lère, les Russes quitteraient le territoire polonais ; la promesse de la part des confédérés de lui abandonner la Volhynie et la Podolie, pour prix de son intervention[1], les excitations de la France, tout l'entretenait dans des sentiments belliqueux.

Aussi avait-il depuis longtemps résolu en lui-même de rompre la paix. La Porte reprochait à la Russie l'occupation de la Pologne, la construction d'une forteresse dans la nouvelle Servie, la violation du territoire de la Kabarda, le soulèvement des peuples du Monténégro, l'assistance prêtée au prince de Géorgie, enfin les provocations adressées aux Moldaves et aux Valaques. Le ministre russe Obreskof avait répondu qu'Orel, où l'on avait construit une lazaret et non une forteresse, était situé en deçà du Dniester, à quatre-vingts lieues d'Otschakof et à cinquante de Bender ; que la démarcation des limites sur les frontières de la Kabarda était incertaine, ce qui avait donné lieu aux plaintes adressées par le divan ; que les retranchements élevés le long du Terek ne pouvaient être envisagés ni comme une usurpation ni comme une menace ; que la Géorgie, protégée par ses forteresses, ses défilés et ses hautes montagnes, n'avait besoin d'aucun appui, et que la Russie, loin d'exciter à la révolte les populations chrétiennes de la Turquie, désirait conserver avec la Porte des relations de bon voisinage et d'amitié.

[1] Lettre de Catherine II à Voltaire, 1769. L'historien turc Vassif-Efendi le dit formellement.

Le grand visir Muhsin-Sade ne partageait pas la confiance de son maître. Sans être opposé à la guerre, il ne croyait pas qu'on pût la faire avec succès avant d'avoir organisé l'armée, mis les places frontières en état de défense, et préparé tous les moyens d'attaque. Il craignait pour les deux principautés de Moldavie et de Valachie, si l'on ne réunissait pas sur le Danube des forces considérables. Sa prudence passa pour de la pusillanimité ; ses ennemis répétèrent qu'il s'était vendu à la Russie; il fut disgracié, exilé et remplacé par Hamsa-Pacha, qui n'occupa qu'un mois cette haute position. Miné par la fièvre, et n'ayant du reste aucune connaissance des affaires, il céda sa place à Emin-Pacha, moins ignorant, mais plus présomptueux. Ce dernier s'était élevé de la condition la plus obscure, ce qui n'était pas rare en Turquie, jusqu'aux plus hauts emplois du gouvernement. Son ambition lui fit désirer la première dignité de l'empire, sans paraître effrayé du fardeau, dans les circonstances difficiles où se trouvait l'État, mais il lui en coûta la vie [1]. Il avait été successivement secrétaire du grand visir, ministre des affaires étrangères, et nidschangi, ou gardien du sceau. Il s'exprimait avec noblesse et facilité; mais il avait un défaut qui nuisait particulièrement à son mérite, c'était un sentiment exagéré de sa supériorité, qui le rendait hautain, susceptible et implacable dans ses ressentiments.

[1] Vassif-Efendi ; — *Mémoires du baron de Tott*, t. II et III.

Hamsa-Pacha avait convoqué, le 4 octobre, en présence du sultan, un grand Conseil auquel avaient été appelés tous les ministres, les docteurs de la loi, les chefs des janissaires, des spahis et des autres corps militaires. Chacun savait que Mustapha désirait la guerre ; on avait sous les yeux l'exemple du dernier visir ; le résultat de la délibération fut donc une décision unanime pour la guerre, décision que le mufti fut en quelque sorte contraint d'approuver. Cependant, le fetva, par lequel cette mesure prenait un caractère légal, fut tenu secret quelque temps encore, afin de ne pas fermer la voie aux négociations. Une dernière démarche fut tentée auprès du ministre russe, en vue d'obtenir la réparation des griefs que la Porte croyait avoir contre l'impératrice. Ce ministre était Obreskof, auquel un long séjour à Constantinople avait donné une connaissance approfondie des mœurs et de l'esprit des musulmans. Obreskof ayant comparu devant le Conseil, dont les portes restèrent ouvertes, le grand visir lui demanda s'il pouvait prendre l'engagement, au nom de sa souveraine, d'évacuer la Pologne et de ne plus s'immiscer dans les affaires de ce pays ; mais en même temps, comme s'il avait eu dessein de détruire l'effet de cette démarche pacifique, il traita publiquement ce ministre avec une brutale insolence. Obreskof ayant répondu qu'il n'avait pas de pouvoirs suffisants pour signer une pareille déclaration : « La Russie, ajouta-t-il avec dignité, ne demande pas la guerre ; mais, si elle lui est dénoncée, elle

la fera avec énergie. » Plus de six cents personnes avaient assisté à cette conférence, dont le résultat produisit sur le peuple de Constantinople une prodigieuse agitation, où la joie et la fureur fanatique avaient plus de place que la crainte. Obreskof fut conduit sur-le-champ au château des Sept-Tours avec dix-huit personnes de sa suite, et dès ce moment la guerre fut déclarée.

Plus cette mesure était grave, plus elle devait être justifiée par des motifs sérieux. En conséquence, la Porte publia son manifeste, qui fut notifié à toutes les cours de l'Europe. Il portait « que la Russie, au mépris des traités, avait construit des forteresses dans le voisinage des frontières ; qu'elle avait élevé au trône de Pologne, contre la volonté de la nation, un homme indigne d'être roi, parce qu'il n'était pas du sang royal ; qu'elle avait fait entrer dans ce pays des troupes en trop grand nombre pour n'avoir que des vues désintéressées ; que ces troupes y violaient en effet la liberté des élections et massacraient tous ceux qui s'opposaient aux desseins de l'impératrice ; qu'une armée russe avait poursuivi les confédérés polonais jusque sur le territoire ottoman, et attaqué le village de Balta, dont les habitants avaient été égorgés ; en un mot, que la Russie ayant enfreint les traités, la Porte lui déclarait la guerre [1]. »

Il était difficile de montrer plus d'ignorance au sujet

[1] *Histoire de la dernière guerre entre les Russes et les Turcs*, par Keralio, pièces justificatives, t. II.

de la Pologne, et d'appuyer par de plus mauvaises raisons une résolution aussi sérieuse. L'impératrice en fit ressortir la faiblesse dans le manifeste qu'elle publia le 18 novembre. Elle y exposa sous le jour le plus favorable la conduite qu'elle avait tenue à l'égard de la Pologne, et répondit aux autres griefs avec autant de modération que de fermeté.

On lui reprochait d'avoir construit des forteresses sur les frontières des deux empires, mais on ne les nommait pas. Par le traité de paix perpétuelle, ou plutôt par le règlement des frontières dressé par les commissaires des deux États, il avait été stipulé qu'il resterait aux environs d'Azof une certaine étendue de terres inhabitées pour servir de barrière aux deux empires : ce terrain, disait l'impératrice, je l'ai respecté.

Elle établissait ensuite que sa conduite en Pologne était l'effet des engagements contractés entre les deux pays, et notamment du traité de 1686, par lequel il avait été réglé que les Grecs jouiraient en Pologne des mêmes droits que les catholiques ; que les cours protestantes avaient joint leurs efforts aux siens en faveur des dissidents, mais que tout cela n'avait attiré qu'une plus grande rigueur sur les malheureuses victimes du fanatisme ; elle ajoutait que ses troupes n'étaient entrées en Pologne qu'après avoir employé la douceur et les menaces, et qu'en réalité elles avaient préservé la république de sa destruction. Ces troupes se disposaient à quitter la Pologne, lorsque dans la Podolie, près des frontières

de la Turquie, les ennemis de la nouvelle constitution, jaloux de la paix que ce pays commençait à goûter, les avaient attaquées près de Vinitz, et avaient allumé une guerre civile. La république avait alors demandé à la Russie de suspendre le départ de son armée jusqu'à ce que la tranquillité fût entièrement rétablie.

« Mes nouveaux engagements, ajoutait l'impératrice, la sûreté de mes frontières et la dignité de mon empire, m'ont fait un devoir de ne pas repousser la prière des Polonais. Ces bandes de révoltés dissipées, il s'en est malheureusement formé d'autres qui, sous prétexte de défendre la religion catholique, ont perpétué les troubles. Mais je me flatte qu'ils ne tarderont pas à être apaisés, ce qui me permettra de rappeler immédiatement mes troupes de la Pologne. »

L'impératrice faisait observer en outre que jusque-là la Porte avait considéré ces mouvements d'un œil tranquille, mais que les ennemis de la paix, et les Polonais séditieux retirés sur ses frontières, avaient fini par l'entraîner dans une résolution déplorable, les uns en lui persuadant qu'elle ne pouvait souffrir plus longtemps cet état de choses, sans danger pour elle-même, les autres en la flattant de l'espérance que la Podolie et l'Ukraine se soumettraient à sa domination sur le même pied que la Moldavie et la Valachie.

Tels sont les prétextes que la Porte a mis en avant pour rompre la paix dont jouissaient les deux empires. La Russie dénonce à l'Europe le traitement barbare

exercé contre son ministre et remet dans les mains de la Providence le jugement de sa cause et le succès de ses armes. Il lui en coûte de ne pas épargner à ses sujets et au genre humain les flots de sang que leur querelle doit faire couler, mais du moins aura-t-elle cette consolation qu'elle ne sera responsable ni devant Dieu ni devant les hommes de tant de calamités.

Catherine essaya par une dernière protestation de ramener le divan à des vues plus pacifiques; mais les ministres ottomans repoussèrent avec indignation ces nouvelles ouvertures et déclarèrent qu'ils ne pouvaient les accueillir qu'après une bataille.

Cependant, le bruit s'étant répandu à cette époque d'une quadruple alliance entre la Russie, l'Autriche, l'Angleterre et la Prusse, le divan en conçut aussitôt une vive inquiétude. Il est certain qu'une pareille alliance aurait menacé l'empire ottoman d'une ruine inévitable. Des ordres furent en conséquence envoyés aux pachas de Bosnie et de Belgrade pour offrir à la cour de Vienne la satisfaction de certains griefs, qu'elle réclamait depuis longtemps au sujet des frontières. Le sultan espéra même séduire tout à fait l'Autriche en lui proposant, pour prix d'une alliance offensive et défensive, de l'aider à reprendre la Silésie, de disposer du trône de Pologne en faveur du roi de Saxe, ou même, après avoir chassé les Russes du territoire polonais, de partager entre eux ce pays. Mais le prince de Kaunitz refusa d'entrer dans cette voie, bornant alors tous ses

efforts à faire accepter la médiation de sa cour. Ainsi, au moment où la Porte prenait les armes pour protéger la Pologne contre les prétentions de la Russie, elle concevait elle-même le dessein d'un partage de ce pays, pour s'en approprier les dépouilles [1].

Les deux nations rivales allaient donc entrer seules dans la lice : l'une abrutie par une longue habitude des jouissances matérielles, ignorante des progrès en tout genre qu'avait faits l'Europe, énervée, brave, fanatique, mais sans chef renommé ; l'autre réduite par un joug de fer à une discipline sévère, patiente, non moins brave, pouvant tout supporter, la faim, la soif, les douleurs ; plus avancée dans les nouvelles découvertes, ayant des chefs capables et des ressources sans nombre.

Le plan de la Turquie consistait à attaquer l'empire russe avec trois grandes armées. La première, commandée par le grand visir en personne, devait opérer en Moldavie ; la seconde, sous les ordres du khan de Crimée, se jetterait sur la nouvelle Servie et donnerait la main, à travers l'Ukraine, aux troupes musulmanes ; la troisième avait pour mission d'agir du côté d'Astrakan et de remuer toutes les peuplades barbares qui entouraient les possessions de la Russie. Plus de 100,000 hommes furent mandés à cet effet de Bagdad, du Chirvan et du Curdistan. Les Lesghiz, peuple sauvage qui habite les montagnes du Caucase, dans les environs de la mer Cas-

[1] *Histoire de l'empire Ottoman*, par Hammer.

pienne, offrirent au sultan une armée de 30,000 hommes; on se borna à leur confier la défense de la Kabarda [1].

Outre les forces imposantes qui étaient au service de ces trois armées, la Turquie comptait sur les confédérés polonais. Suivant une lettre adressée au commencement de l'année 1769, par ordre du séraskier ou commandant des troupes ottomanes en Moldavie, à l'un des chefs des confédérés [2], ceux-ci avaient promis de seconder de tout leur pouvoir les efforts de cette puissance, de faciliter à l'armée turque le passage du Dniester et de préparer des magasins ainsi qu'une armée de 80,000 hommes. Il était convenu que les Turcs se réuniraient à Khotin, passeraient le Dniester entre cette ville et Kaminieck, et que les confédérés s'attacheraient à harceler les Russes, à s'emparer de leurs magasins et à rendre leurs approvisionnements difficiles. Après la prise de Kaminieck, on chasserait les Russes de la Pologne et l'on porterait le théâtre de la guerre dans leur propre pays. Ce plan eût été excellent, si les Polonais avaient pu disposer, non pas de 80,000 hommes, comme ils s'y étaient engagés, mais d'une force moitié moindre. La Porte ignorait que les confédérés ne formaient que des corps épars, toujours errants, presque toujours poursuivis par les Russes, sans union entre eux et capables tout au plus d'inquiéter la

[1] *Mémoires du baron de Tott*, t. II.

[2] Cette lettre, écrite en mauvais latin, fut trouvée dans les papiers de Pulawski.

marche de l'armée ennemie. Le projet de s'appuyer sur les Turcs répugnait d'ailleurs à certains Polonais. « Attirer ces barbares en Pologne, pour se défaire des Russes, écrivait à Potocki l'évêque de Kaminieck, c'est mettre le feu à la maison pour se débarrasser des souris. »

Le Grand Seigneur avait pris des mesures pous s'assurer de la Crimée. Maksoud-Guéraï, prince faible, soupçonné d'être favorable aux Russes, avait été déposé, et Krim-Guéraï rétabli sur le trône des Tartares. Celui-ci joignait à beaucoup de bravoure une haine implacable contre les Russes, auxquels il attribuait sa disgrâce. Il était âgé d'environ soixante ans, mais l'énergie de son caractère, sa haute intelligence, ses connaissances peu communes parmi les princes tartares, promettaient à la Porte un appui vigoureux. C'est avec lui que le sultan concerta les premières opérations de la campagne.

L'influence du nouveau khan fut signalée par la chute du grand visir et par celle d'Alexandre Ghika, prince de Valachie, qui avait livré sa province aux intrigues des Russes. Le premier fut exilé à Gallipoli ; le second fut remplacé par Grégoire Ghika. Enfin, une disgrâce non moins éclatante atteignit Ibrahim-Efendi, secrétaire près l'interprète de la Porte, dont le divan avait découvert les intelligences avec Obreskof. Il était fils d'un renégat hongrois, et attaché depuis vingt-cinq ans au service de la Turquie.

Avant de quitter Constantinople, Krim-Guéraï avait

demandé à Mustapha de n'être pas sous les ordres du grand visir, afin d'agir avec plus de liberté. Il avait obtenu cette faveur, mais par cela même il s'était suscité des ennemis puissants.

En conséquence de ce plan, l'armée tartare réunie à Kichela, dans la Bessarabie, eut ordre de se mettre en marche le 7 janvier 1769. Krim-Gueraï partit lui-même de Kauschan, où un envoyé des confédérés s'était rendu pour conférer avec lui sur l'ouverture de la campagne. L'armée se trouvait divisée en trois corps : le premier, s'élevant à 40,000 hommes, devait marcher sur le Donetz; le second devait prolonger la rive gauche du Borysthène jusqu'au delà de l'Orel; enfin, l'armée principale, commandée par Krim-Gueraï en personne, devait se jeter sur la nouvelle Servie. Quelques livres de farine de millet rôti, pilé et pressé dans un sac de cuir pendu à la selle de chaque tartare, assuraient à l'armée plusieurs jours de vivres. On comptait pour le reste sur le pillage.

La marche des troupes fut pénible. Le froid était rigoureux, la neige couvrait la terre, et les spahis, qui précédaient les Tartares, avaient réduit en cendres la plupart des villages qu'ils avaient traversés. On ne voyait partout que les traces d'une horrible dévastation.

Arrivé sur les frontières de la nouvelle Servie, Krim-Gueraï convoqua un conseil de guerre dans lequel on discuta les meilleurs moyens de destruction. Une partie des troupes fut destinée à s'abattre sur cette mal-

heureuse province, à enlever les habitants et les troupeaux, et à livrer aux flammes tout ce qui ne pourrait être emporté.

Cet ordre barbare fut exécuté dans toute sa rigueur. Trente mille prisonniers furent emmenés par les Tartares; cent cinquante villages furent brûlés. Pendant quatorze jours l'armée tartare, disposée sur vingt colonnes, parcourut, le fer et la flamme à la main, les provinces méridionales de la Russie. Les bois mêmes furent fouillés. Un grand nombre de paysans s'étaient cachés dans les meules de blé et de fourrage; les soldats y mirent le feu et firent périr ces malheureux dans d'affreuses tortures[1]. Tout ce qui put échapper à la destruction devint la proie des vainqueurs. Chaque soldat eut pour sa part plusieurs esclaves et environ soixante à quatre-vingts brebis. Les enfants, enfermés dans un sac attaché à l'arçon de la selle, les jeunes filles jetées devant les cavaliers, les mères en croupe, les pères et les fils sur des chevaux de main, les troupeaux chassés en avant, tout cela présentait un spectacle extraordinaire, toutes les passions réunies, la douleur et l'abattement chez les vaincus, une joie sauvage sur le visage des vainqueurs.

Mais, de leur côté, les Tartares avaient extrêmement souffert dans cette expédition. Les spahis, habitués à la

[1] *Mémoires du baron de Tott*, t. II. L'auteur accompagna le khan dans cette expédition.

mollesse, avaient presque tous succombé à la rigueur du froid autant qu'à leurs propres excès. Beaucoup d'entre eux furent engloutis dans l'Ingoul, dont la glace s'était brisée sous le poids de leurs chevaux. Il fallut toute l'énergie de Krim-Guéraï pour contenir ses troupes prêtes à se soulever. Les Tartares, avides de butin, ne se bornèrent pas à ravager la nouvelle Servie ; quelques-uns passèrent dans l'Ukraine, à l'insu du khan, et y commirent les mêmes horreurs[1].

Krim-Gueraï était revenu à Kauschan, où il faisait de nouveaux préparatifs pour une seconde campagne, lorsque le poison vint terminer sa vie. Depuis quelque temps, ce prince était en proie à une affection hypocondriaque dont il ne pouvait se rendre maître et qui le torturait horriblement. Pendant un de ces accès, un Grec nommé Siropolo, médecin du prince de Valachie et son agent en Tartarie, lui présenta une potion calmante. Krim-Gueraï la prit avec confiance, quoiqu'il eût été mis en garde contre les desseins de cet étranger, et il ne tarda pas à en ressentir les funestes effets. Le crime était évident, mais l'instigateur fut toujours inconnu. Krim-Gueraï avait des ennemis puissants à Constantinople, lui-même ne l'ignorait pas. Le grand visir, dont il connaissait l'incapacité, lui avait voué une haine sourde. Cependant ce n'était pas sa haine que redoutait le khan, mais bien plutôt les effets de son incapacité sur le sort

[1] *Mémoires du baron de Tott.*

de la guerre actuelle. Emin-Pacha, en apprenant sa mort, se hâta de lui donner pour successeur Dewlet-Guéraï, aussi faible que Krim-Guéraï était ferme, mais entièrement dévoué à ses intérêts.

La mort de ce prince, en privant l'empire d'un de ses principaux appuis, ne changea rien toutefois aux dispositions de la Porte. Les préparatifs de la guerre avaient été poussés avec une incroyable célérité. Le sultan animait par sa présence les travailleurs et les soldats. Il assistait aux exercices des troupes, aux expériences des mineurs. Quelquefois il parcourait la ville sous un déguisement pour juger par lui-même de l'opinion publique et de l'esprit de l'armée. Cette opinion était telle qu'il pouvait la désirer. Partout, la déclaration de guerre avait été accueillie avec des transports de joie. Mais les excès de la multitude étaient montés à un tel point, qu'il n'était plus possible de les contenir, encore moins de les réprimer [1].

Les troupes quittèrent Constantinople, où les chrétiens avaient été insultés, maltraités, massacrés même, dans un désordre qui faisait mal augurer du succès de la campagne (21 mars 1769). Le corps des janissaires, amolli par une longue paix, n'avait conservé de sa vigoureuse institution que l'orgueil. Dans une armée aussi nombreuse, il régnait une confusion extrême. La plu-

[1] *Histoire de la guerre des Russes contre les Turcs en* 1769, par Keralio, t. II, p. 82. Paris, 1777.

part des soldats n'avaient pas de baïonnettes à leurs fusils. Comme ils étaient armés à leurs frais et à leur guise, il existait une grande diversité, tant dans les armes que dans les costumes. La même confusion se faisait remarquer dans les campements, où chaque troupe prenait la place qui lui convenait, ce qui engendrait des querelles incessantes. En revanche, ils avaient dans eux-mêmes une confiance excessive. Des troupes de fanatiques s'étaient attachées à l'armée, moins pour combattre que pour exciter les combattants et profiter de la victoire. Le luxe le plus effréné avait présidé aux équipages des officiers. Leurs tentes étaient tissues d'or et de soie, certains que la victoire les dédommagerait de tant de frais. Si nous ajoutons à ce tableau que l'artillerie ottomane offrait les mêmes vices; que les canons étaient mal montés et mal servis; que l'armée manquait de pontons; nous aurons une idée sinon complète du moins suffisante de la dégénération dans laquelle étaient tombées les armées d'une nation autrefois si redoutable. En effet, leurs canons n'étaient que des masses gigantesques, dont le poids écrasait des affûts lourds et si mal construits qu'il était presque impossible de les mouvoir. Les hommes qui servaient cette artillerie n'avaient aucune connaissance de ses règles, ne tenaient aucun compte des lois du recul, tiraient au hasard, et s'enivraient d'un orgueil insensé lorsqu'ils étaient parvenus à faire un bruit effroyable.

Par une inconcevable imprévoyance, aucun magasin

n'avait été établi sur la route que l'armée devait parcourir. Il en résulta que les soldats, traitant les provinces de l'empire comme un pays conquis, pillaient, brûlaient, saccageaient et ne laissaient à ceux qui les suivaient qu'un désert affreux [1], où beaucoup d'entre eux trouvèrent la mort. La Valachie et la Moldavie avaient déjà souffert d'horribles ravages de la part de quelques corps de spahis destinés à joindre le khan des Tartares. Tel était donc l'état de l'armée ottomane, lorsqu'elle parvint sur le territoire de la Moldavie, où les Russes avaient déjà pénétré.

Avant que la guerre eût été déclarée, Catherine aurait fait des sacrifices pour l'éviter [2]; car, loin de la désirer, elle en craignait les suites. Elle s'était endormie sur les assurances de paix qu'elle avait reçues de la Porte. La Pologne s'agitait: les confédérés devenaient chaque jour plus nombreux et plus hardis. D'autre part, les troupes n'étaient pas encore rassemblées, et quelques-unes avaient à parcourir des distances énormes pour se rendre sur le théâtre de la guerre. Lorsque cependant elle eut acquis la certitude qu'elle ne pourrait conjurer l'orage, elle fit des préparatifs qui indiquaient de grandes vues. Son dessein parut être alors non-seulement de repousser l'agression, mais encore d'ébranler l'empire

[1] *Mémoires de M. de Vergennes* dans l'ouvrage du comte de Ségur, intitulé : *Politique de l'Europe.*

[2] *Histoire de la guerre entre la Russie et la Porte, de* 1768 *à* 1774. Vienne, 1788, en allemand.

ottoman jusque dans ses bases. Le plan de la Russie, quoique vaste, avait été conçu avec autant d'habileté que de hardiesse. Il consistait à couvrir, sur une étendue d'environ six cents lieues, toute la frontière de ses États confinant à la Turquie et à la Pologne, et d'attaquer à son tour les provinces de l'empire ottoman les plus à la portée de ses coups et les plus faciles à détacher.

En conséquence, trois armées furent mises sur pied. La première, destinée à protéger la Pologne et à empêcher les Turcs de se réunir aux confédérés, était commandée par le prince Alexandre Galitzin et pouvait être forte de 60,000 hommes, avec un train d'artillerie de cent pièces de canon. Mais lorsqu'elle entra en campagne, sa force réelle n'était que de 30,000 hommes, réduite à ce nombre par la nécessité d'en laisser une partie à la garde des magasins, des hôpitaux, des places fortes, et de maintenir en Pologne de nombreux détachements. Les ennemis ayant consommé en vert les fourrages de la Moldavie, le prince Galitzin avait en outre disséminé sa cavalerie pesante sur le territoire polonais.

Ce fut pourtant avec une armée ainsi réduite que la Russie ne craignit pas de se mesurer contre les troupes ottomanes, dont on évaluait la force à plus de 100,000 hommes. Cette infériorité numérique fut ce qui détermina le prince Galitzin à prendre l'offensive. Il fallait, en effet, pour empêcher les Turcs de pénétrer en Pologne, où leur apparition aurait produit un soulèvement

général contre les Russes, porter le théâtre de la guerre sur leur propre territoire et les étonner par quelques succès éclatants, avant qu'ils eussent rassemblé toutes leurs forces. Attendre au contraire l'ennemi derrière le Dniester, c'était accepter la lutte dans les conditions les plus défavorables; car, ce fleuve franchi, ce qui n'était point une entreprise difficile, il devenait impossible aux Russes de se maintenir en Pologne, de défendre leurs magasins, d'assurer leurs convois et de conserver leur ligne d'opération. Ce plan n'exigeait, en conséquence, ni cavalerie pesante, ni artillerie de siége, mais bien plutôt une armée légère et aguerrie. Le succès dépendait uniquement de la promptitude des marches, de l'habileté des manœuvres et de la vigueur de l'attaque.

Le prince Galitzin avait fait ses premières armes sur le Rhin, en qualité de volontaire, sous les ordres du prince Eugène. Plus tard, il combattit contre le roi de Prusse et reçut un coup de feu à la bataille de Francfort. Lorsque la paix eut été conclue, il obtint la division des troupes de la Livonie, et fut un des premiers, après la révolution de 1762, à se déclarer pour Catherine, qui ne cessa de lui montrer autant de bienveillance que d'estime. Comme homme, il était d'une probité à toute épreuve; comme général, une chose le distinguait, c'était un sang-froid remarquable dans les occasions difficiles; mais il manquait de décision. Les soldats l'aimaient, parce qu'il les aimait lui-même, qu'il les traitait

avec douceur et qu'il leur donnait l'exemple de la patience et du devoir.

La seconde armée devait occuper l'Ukraine, où quelques corps de Tartares s'étaient déjà montrés, et se porter sur Otschakof. Elle était sous les ordres du général Roumiantzof, et elle avait été formée de 14 régiments d'infanterie, d'un nombre égal de régiments de cavalerie, de 10,000 Cosaques, et de 40 pièces de campagne. Un détachement de cette armée, confié au lieutenant général de Berg, avait pour mission spéciale de surveiller la Crimée avec 16,000 Kalmouks.

Le major général Medem avait le commandement de la troisième. Ses instructions portaient qu'il descendrait le Don avec des troupes régulières, renforcées de Cosaques, et qu'il s'avancerait entre ce fleuve et le Volga jusqu'aux rivages de la mer Noire et de la mer d'Azof.

Le comte de Tottleben avait été envoyé en Géorgie, pour diriger les opérations d'un corps de troupes que le prince Héraclius s'était engagé à mettre à sa disposition, et pour soulever contre la Porte les princes de la Mingrélie, de la Cartalinie, du Guriel et de l'Imirette. Quelques-uns de ces princes étaient chrétiens, et, comme ils ne portaient qu'à regret le joug ottoman, ils avaient promis à l'impératrice de Russie de lever 40,000 hommes. Elle fit occuper par un corps de ses propres troupes les défilés de leurs montagnes, par où les Lesghiz auraient pu faire une irruption sur les terres de l'empire.

Les opérations de ce corps eurent peu d'influence sur le résultat général de la guerre, et elles sont restées presque ignorées. Le but de Catherine était moins d'agir que de priver l'empire ottoman des ressources qu'il aurait pu trouver dans la bravoure de ces peuples; car c'était des provinces situées au delà du Caucase que le Grand Seigneur tirait une partie de ses meilleurs soldats. Héraclius ayant battu les troupes ottomanes sous Acalziké, Tottleben, qui avait combiné ses mouvements avec ceux de Salomon, prince d'Imirette, s'empara de deux forts, que l'impératrice nomme, dans sa correspondance, Schéripan et Bagdat, et, s'étant rapproché de la mer Noire en suivant les rives du Phase, il attaqua Poti, ville ou village situé dans l'ancienne Ibérie.

Enfin, deux escadres parties de la Baltique devaient entrer dans l'Archipel, pour y appuyer les mouvements des Grecs, franchir ensuite le détroit des Dardanelles, et se montrer sous les murs du sérail. La première de ces escadres, commandée par l'amiral Spiritof, était composée de 13 vaisseaux de ligne, de 3 galiotes à bombes, de 2 pinques de 8 galères et de 44 chaloupes. Elle portait 60 pièces de canons montés sur leurs affûts, outre l'artillerie dont chacun de ces bâtiments était armé. L'équipage consistait en 8,910 matelots et en 1,660 soldats de marine, en tout 10,570 hommes. Les galères avaient été chargées sur les plus grands vaisseaux, en pièces détachées, avec leurs agrès et leur artillerie, et elles ne devaient être assemblées que lorsque la flotte

serait arrivée à sa destination. Deux vaisseaux de transport suivaient cette première escadre.

La seconde, sous les ordre d'un Anglais, le contre-amiral Elphinston, était de 8 vaisseaux de ligne, de 2 galiotes à bombes, d'autant de pinques, de 5 galères, et de 27 chaloupes, 3 grandes et 24 petites. L'équipage consistait en 3,960 matelots et 860 soldats, en tout 4,820 hommes.

La Russie avait demandé à plusieurs cours de l'Europe la liberté pour sa flotte de relâcher dans leurs ports, soit pour réparer ses avaries, soit pour y prendre des provisions. Toutes, à peu d'exceptions près, s'étaient empressées d'accéder à sa demande. Alexis Orlof, muni de pleins pouvoirs, quoiqu'il n'eût jamais commandé une frégate, devait au besoin réunir les deux escadres sous ses ordres. Son titre officiel était celui de général des troupes de terre. Il eut le bon esprit de se montrer docile aux conseils de l'amiral anglais.

Une autre flotte, construite et équipée dans le gouvernement de Voroneje, était destinée à croiser dans la mer Noire, afin de couvrir les opérations des armées de terre. Elle consistait en 15 galères, dont chacune portait 300 hommes et 15 canons d'un petit calibre; en 10 demi-galères chargées de 200 hommes chacune et de 12 canons, et en 5 brigantins portant 2,000 hommes et plus de 100 canons. On y avait joint 30 petits bateaux armés chacun d'un canon, avec 80 hommes d'équipage, ce qui donnait un total de 60 bâtiments, 10,900 hommes

et 875 canons. Cette petite flotte était sous les ordres de l'amiral Siniavin. Son but, outre celui que nous avons indiqué plus haut, était de gêner la communication de Constantinople avec la presqu'île de Crimée.

Pour fournir aux frais de la guerre, le gouvernement augmenta les impôts. Les employés civils furent taxés à 20 pour 100 de leurs appointements; les propriétaires de voitures à 5 roubles par cheval. La Livonie et l'Esthonie, qui avaient une juridiction particulière, produisirent à la couronne 120,000 roubles chacune. Catherine fit en outre des emprunts en Hollande. Elle donna aux capitalistes de ce pays une hypothèque spéciale sur les douanes de Saint-Pétersbourg et de Riga, et sur d'autres branches du revenu public. Les intérêts en furent payés avec une si scrupuleuse exactitude que les emprunts suivants ne rencontrèrent point d'obstacle. Un banquier de Corfou, le marquis Maruzzi, servit l'impératrice par son crédit. On l'attira à Pétersbourg; on le combla de caresses; on flatta sa vanité par le cordon de Sainte-Anne et le titre de ministre de Russie à Venise. Ce fut 35 millions qu'elle trouva en Italie par son intermédiaire; en sorte qu'Alexis Orlof ne manqua ni de fonds ni de crédit[1].

On est encore surpris, malgré tout cela, que la Russie, dont les revenus étaient alors peu considérables, ait pu soutenir la guerre pendant plusieurs années. Mais peu de personnes se rendent un compte exact des res-

[1] *Politique des cabinets de l'Europe*, t. Ier.

sources de ce pays, encore moins de la manière dont il fait subsister ses troupes. La Pologne fit les frais des deux ou trois premières campagnes. La Volhynie et la Podolie furent taxées, en différentes fois, à plus de 60,000 chevaux et de 20,000 chariots attelés de quatre bœufs chacun, pour le transport des équipages, des vivres et des fourrages qu'elles avaient fournis. Les armées russes ne connaissaient ni munitionnaires, ni boulangers. Chaque soldat faisait de sa ration de farine ce qu'il voulait ou ce qu'il pouvait. Les chariots se vendaient à mesure; ils servaient alors à faire du feu, et les bœufs étaient distribués aux troupes, qui se nourrissaient de leur chair. L'armée n'en était que plus légère et n'était point arrêtée dans sa marche. Le soldat russe est d'ailleurs d'une incroyable sobriété. L'habillement complet d'un chasseur à cheval, hiver et été, ne coûtait à cette époque que 11 roubles et 8 copeks. Enfin, les domaines de l'État administrés avec plus d'intelligence, les dépenses de la cour réglées avec plus d'économie, les mines de la Sibérie et de l'Oural exploitées avec plus d'activité, les monopoles accordés à des favoris sous les règnes précédents réunis à la couronne, le prix du sel, de l'eau-de-vie et du tabac élevé, la capitation portée de 70 à 90 copeks, étaient autant de revenus dont une campagne ne pouvait tarir la source.

Le prince Galitzin avait établi des magasins non loin du théâtre de la guerre, à peu de distance du Dniester,

n de profiter du cours du fleuve. Il devait avoir constamment à Polonne, à Mendzibos et à Berditchef, des vivres et des munitions pour son armée. Ces trois dépôts servaient à alimenter d'autres magasins moins considérables. On ajouta de nouvelles fortifications à Polonne, et l'on plaça une bonne garnison tant à Mendzibos qu'à Berditchef. Berditchef était un grand couvent bâti en pierres et situé sur une hauteur qui domine les environs. On y traîna quelques canons, dépouilles des confédérés, et l'on en fit par ce moyen une position assez sûre. Un hôpital général fut établi à Saslav; mais les malades graves, dont le traitement exigeait plus de temps et de soin, devaient être dirigés sur Kief. L'impératrice avait recommandé aux troupes de ménager les pays qu'elles auraient à traverser, et aux généraux de réprimer avec sévérité les violences dont elles se rendraient coupables envers les habitants.

Ainsi, d'un côté, étaient l'ordre, la prévoyance; de l'autre, la confusion et le plus déplorable aveuglement. Il ne nous reste plus qu'à faire connaître, avant d'entrer dans le récit des faits militaires, le théâtre des opérations. Ce théâtre comprenait la Moldavie et la Valachie. La Volhynie, la Podolie et l'Ukraine polonaise n'ayant ressenti que le contre-coup de la guerre, nous n'en parlerons que succinctement, et lorsque les événements nous forceront à nous y transporter.

La Moldavie et la Valachie forment un vaste bassin borné au nord et à l'ouest par les monts Carpathes, et

au midi par le Danube, dont le cours les sépare de la Bulgarie. La Moldavie s'étend du nord-ouest au sud-est sur environ cent lieues de long et vingt-cinq de large, et présente une superficie de 32,000 kilomètres carrés. Ses limites au nord sont les montagnes de la Pokutie, province polonaise, et une partie du cours du Dniester, qui la sépare au nord-est de la Podolie; les montagnes de la Transylvanie et le Bannat au sud-ouest. Le Budziack ou Bessarabie, canton aride, la borne au sud-est; enfin, elle est séparée de la Valachie par les cours du Milkov et du Sereth, qui se réunissent près de Galatz pour se perdre dans le Danube. Ce n'est cependant qu'après avoir reçu le Milkov, que le Sereth sert de limite aux deux principautés; car, depuis sa source dans les montagnes de la Pokutie, il traverse le territoire moldave du nord au sud, jusqu'à ce que, chargé des eaux de plusieurs rivières, il se dirige tout à coup vers l'est, où il atteint le Danube, à l'endroit où ce fleuve forme l'angle, sur l'un des côtés duquel est situé Galatz. Cette ville importante, couverte au nord et à l'est par des marais et le lac Bratisch, au sud par le Danube, et à l'ouest par le Sereth, est dominée par des hauteurs qui commandent les trois routes venant de Tecouez, de Birlat et de Faldji.

Au nord de la Moldavie s'élèvent des collines boisées, entrecoupées de champs de maïs, de vignobles et de vergers. Mais à mesure qu'on descend le long du Dniester, les collines s'abaissent et les forêts diminuent.

Le Dniester sort d'un lac de la Pokutie, au-dessus de Léopol, dans une branche des monts Carpathes; roule rapidement du nord-ouest au sud-est, entre des rochers et des montagnes abruptes, et va se perdre dans la mer Noire, à peu de distance d'Ackerman. De grandes forêts de chênes et de bouleaux couvrent ses rives. La droite surtout est coupée par des ravins, des vallons et de petits cours d'eau, qui tombent dans son lit à peu de distance les uns des autres. Peu de ces cours d'eau sont navigables, et, en été, on les passe facilement à gué; mais les marais, les ravins et les défilés gênent et ralentissent la marche d'une armée chargée de bagages. Les plaines y sont courtes et peu favorables au développement d'une armée, surtout de la cavalerie. Le passage du Dniester est en général difficile, à cause de l'escarpement de ses bords et de la rapidité de son courant. L'été, on le traverse fréquemment à cheval, quoique près de trente rivières s'y jettent d'un seul côté; mais une pluie abondante enfle si subitement ses eaux que leur fureur entraîne tout. Cependant, entre Kalus et Kaminieck, et plus bas encore, du côté de Mohilef, le passage est assez facile.

Lorsqu'on est au delà du fleuve, on entre dans la Pokutie par la Bukovine, magnifique forêt de hêtres, pleine de vallons, de ravins et d'embuscades. Sur la gauche, en tirant vers Khotin, le terrain est plus uni, mais les deux rives du Dniester y sont très-élevées, tandis que vers Kalus on rencontre de très-beaux rivages. Cette dernière ville est située au centre d'une forêt dans

laquelle on pénètre par des chemins étroits et tortueux.

Bornée par la Transylvanie, la Moldavie et le Danube, la Valachie présente une superficie de 71,000 kilomètres carrés, en y comprenant les îles du Danube. Elle est couverte de petits lacs, d'étangs, de marécages, et sillonnée par d'innombrables courants. Son territoire forme deux parties bien distinctes. Du nord-est au sud-est, le long du Danube, depuis le Sereth jusqu'à Orsowa, des plaines de douze à vingt lieues de large s'étendent jusqu'au pied des Carpathes, et, du sud au nord, le pays est sillonné par les rameaux de cette chaîne, dont la hauteur et les défilés ont été souvent le refuge des habitants contre leurs oppresseurs.

Ces deux provinces, qu'on désigne habituellement sous le nom de Principautés danubiennes, forment l'ancienne Dacie, que Trajan avait soumise à l'empire romain. Les plaines immenses qui s'étendent dans la partie orientale, sur les deux rives du Danube, s'élèvent graduellement jusque dans les Carpathes, où elles atteignent une hauteur de 2,587 mètres. Mais au nord elles vont rejoindre, par delà le Pruth et le Dniester, les vastes champs de la Russie méridionale. C'est par là que s'étaient précipitées sur l'empire romain les hordes barbares de l'Asie. Dans ces plaines ouvertes rien ne protége les populations, à moins qu'elles ne soient puissamment organisées, contre une invasion étrangère, ce qui explique la facilité avec laquelle ce pays a toujours

accepté ou subi sans résistance le joug de tous les conquérants.

Les Moldo-Valaques se glorifient de leur origine romaine ; mais les fréquentes invasions dont ils ont reçu le choc depuis le quatrième siècle ont singulièrement altéré leur caractère primitif. Après avoir reconnu pendant quelque temps la suzeraineté de la Hongrie, les deux principautés avaient passé, l'une par la force (1393), l'autre volontairement (1513), sous la suprématie de la Porte, à la condition de n'être gouvernées que par des princes indigènes, élus par les boyards, de conserver leurs lois, leur administration intérieure et leur culte, en un mot tous les droits de la souveraineté. Un tribut en argent fut l'unique signe de leur soumission ; mais ce pacte ne fut pas longtemps observé. D'abord, le divan substitua au nom de *woïvode*, qui était le titre de ces princes, celui de *hospodar*, et peu après il cessa de les prendre parmi les indigènes.

Il existait à Constantinople un quartier connu sous le nom de Fanar et uniquement habité par des Grecs, qui remplissaient auprès de la Porte ottomane les fonctions d'interprètes dans ses relations avec les cabinets de l'Europe ; car la loi interdisait aux musulmans d'apprendre aucune des langues à l'usage des infidèles. C'est là que le divan alla prendre les princes chargés de gouverner les principautés ; c'est ce régime odieux, dont les Moldo-Valaques aspiraient à briser le joug. La nomination de ces princes était devenue une espèce

d'enchère. Le Grand Seigneur les déposait à son gré, avec la même liberté qu'il déposait un simple pacha, sans avoir à redouter, de la part des malheureux habitants, que la servitude avait avilis, ni opposition ni murmure. Le hospodar, c'est ainsi qu'on nommait ce fantôme de souverain, qui avait acheté sa principauté à un prix exorbitant, n'avait plus qu'un moyen pour relever sa fortune abîmée, c'était d'écraser ses sujets sous le poids des impôts, et c'est à quoi il ne manquait jamais. Étrangers aux mœurs et aux besoins des Moldo-Valaques, les princes du Fanar ne marquaient leur passage que par des ruines, opprimant, corrompant la nation et détruisant un à un tous ses priviléges; car la Porte semblait être devenue indifférente au sort des principautés. D'ailleurs les Turcs avaient deux motifs pour faire subir aux Moldo-Valaques les plus indignes traitements : leur religion et leur titre de maîtres. Un Turc, pourvu qu'il fût revêtu d'une mission quelconque, parcourait la Moldavie et la Valachie comme un conquérant, entouré d'hommages, de respect et de crainte, distribuant des coups de bâton, et s'appropriant tout ce qui excitait ses désirs [1].

Mais il résulta de cette servitude humiliante que les Moldaves et les Valaques, tout abrutis qu'ils étaient, ne tardèrent pas à abhorrer le joug sous lequel ils gémissaient, et que, dans leur infortune, ils tournèrent les yeux vers la Russie, avec laquelle ils avaient du moins

[1] *Mémoires du baron de Tott*, t. II.

des rapports de croyances. Plus d'une fois, cette puissance était intervenue dans les deux principautés de Moldavie et de Valachie, afin d'arrêter le système d'oppression suivi par le divan avec une atroce barbarie [1]. Dans la guerre actuelle, les sympathies des habitants étaient pour elle, leur vœux pour le succès de ses armes [2].

Le 11 avril, l'armée russe sortit de ses cantonnements en Pologne et campa dans la Podolie, aux environs de Minkovitz, près du village d'Antonowka. Les corps détachés, savoir : l'avant-garde commandée par le général major prince Prozorofski, et la réserve, par le lieutenant général Stoffeln, prirent leur position près du Dniester.

Pendant ce temps, les troupes ottomanes disséminées dans la Moldavie avaient reçu l'ordre de se rassembler. L'infanterie se retira dans les lignes de Khotin ; la cavalerie se mit en campagne pour arrêter la marche des Russes; mais elle ne put les empêcher de passer le fleuve près de Kalus (15 avril), partie à la nage, partie sur des radeaux.

Après avoir dispersé les cavaliers d'Abasa au débouché de la forêt de Swanlas, l'armée continua sa marche et se dirigea vers Khotin, sans être inquiétée. De temps à autre on voyait apparaître quelques partis d'ennemis, qui se dispersaient à l'instant même, de sorte qu'elle se

[1] *Tableau de la Moldavie et de la Valachie*, par Wilkinson.

[2] *Histoire de la guerre des Russes contre les Turcs, en* 1762, par Keralio, t. II.

trouva le 18 en vue de la ville, et qu'elle campa à une lieue des remparts. Le lendemain, le prince Galitzin reconnut la position des Turcs, occupa les points les plus importants, éleva des batteries et fixa l'attaque pour trois heures de l'après-midi.

La ville de Khotin, située sur la pente d'une montagne qui borde la rive droite du Dniester, était la clef de la Moldavie. La citadelle, entourée de maisons bâties en terre, sans ordre et sans alignement, occupait le centre. C'était une mauvaise fortification ; mais une enceinte de remparts flanqués de distance en distance, du côté de la campagne, par des tours à pans, et défendus par un large fossé, un chemin couvert, des contre-mines et 20,000 combattants, faisaient de Khotin une place presque imprenable, surtout à une époque où l'art des siéges n'était point encore parvenu à l'état de perfection qu'il semble avoir atteint de nos jours. Outre ces moyens de défense, Karaman-Pacha occupait, sous le canon de la forteresse, avec ses cavaliers, un vaste retranchement non achevé. Cet ouvrage, qui n'était guère qu'une levée de terres, sans banquette, avec une espèce de fossé, dans une étendue d'un quart de lieue, avait pour but d'enfermer quelques hauteurs qui commandaient la place ; on l'avait garni de canons.

Les Russes se présentèrent d'abord devant le retranchement. Leur feu, dirigé par le colonel Mélissino, fut si vif et si soutenu, qu'à six heures du soir les Turcs se retirèrent en désordre. Le général Stoffeln et le prince

Dolgorouki se mirent à leur poursuite, à la tête de huit bataillons de grenadiers et de cinq régiments de carabiniers formant la réserve, mais ils furent arrêtés par les palissades de la forteresse. Les Turcs ayant eu le temps de mettre le feu aux faubourgs, où l'artillerie des Russes avait fait de grands ravages, firent à la lueur de l'embrasement un tel feu de mousqueterie et de canon, du haut des remparts, des jardins et des maisons, qu'ils forcèrent l'ennemi à reculer.

L'incendie dura toute la nuit et consuma la plus grande partie de la ville. Au milieu de cet affreux tumulte, les Grecs avaient quitté Khotin pour se réfugier dans le camp des Russes, qui s'établirent alors dans les retranchements d'où les Turcs venaient d'être chassés. Ils y trouvèrent plusieurs drapeaux, sept pièces de canon, des tentes en grand nombre, quelques centaines de chevaux et des bagages. Ils avaient perdu peu de monde, mais le prince Dolgorouki, qui commandait les grenadiers, reçut une blessure dont il mourut au bout de quelques jours. Le lendemain ils se rapprochèrent davantage de la ville, et de nouvelles batteries furent établies près des faubourgs.

Ce premier échec paraissait avoir produit quelque impression sur l'esprit des Turcs. Toutefois, comme la ville était abondamment pourvue de vivres et de munitions, qu'elle avait une garnison nombreuse, et qu'elle attendait, en outre, des secours puissants, elle ne marquait encore aucune faiblesse. L'attaquer d'emblée était

dangereux; l'assiéger en forme offrait plusieurs inconvénients. Le prince Galitzin n'avait fait aucune disposition en vue d'un siége; il n'avait point de grosse artillerie, et ce qu'il redoutait le plus, c'était d'être séparé de ses magasins, établis sur l'autre rive, par l'arrivée des troupes ottomanes qui marchaient contre lui. La Moldavie, ravagée par les Turcs, présentait peu de ressources et ne fournissait aux chevaux exténués par de longues marches que des feuilles d'arbres [1].

Le prince résolut donc de regagner la rive gauche du fleuve, et il exécuta son dessein dans la nuit du 24 avril. L'armée était à peine à trois lieues de Kothin que les Turcs attaquèrent ses équipages et lui enlevèrent quelques voitures. Mais le major Samiatin, leur ayant coupé le chemin de Khotin, les chargea si vivement qu'ils prirent leur course du côté du Pruth, après avoir laissé une centaine d'hommes sur la place. Le prince Prozorofski les poursuivit avec les troupes légères, leur tua 300 hommes, leur enleva le butin qu'ils avaient fait, et leur prit, en outre, leurs bagages, dans lesquels on trouva beaucoup d'argenterie, des provisions, des drapeaux et des têtes coupées. On apprit de la bouche des prisonniers que ce corps était composé de 5,000 à 6,000 hommes de leur meilleure cavalerie, sous les ordres d'Abasa-Pacha.

[1] Dans une lettre à Voltaire du mois de novembre 1769, Catherine attribue la levée du siége au manque de fourrages.

L'armée russe, ayant alors continué sa marche, repassa le Dniester à Kalus. L'avant-garde et la réserve furent laissées au delà du fleuve pour observer les ennemis. Les détachements envoyés sur le Pruth rapportèrent que des corps nombreux de Tartares et de Turcs étaient en marche vers Khotin et que le grand visir lui-même approchait avec le reste des troupes. L'armée russe ayant pris du repos pendant trois jours, le prince Galitzin ordonna de replier les ponts et de se préparer au départ. Son dessein était de se rapprocher de ses magasins et particulièrement de Mendzibos. On reçut à cette époque des nouvelles sur les opérations des troupes qui combattaient en Pologne contre les confédérés. Elles avaient attaqué, le 17 avril, le bourg de Kouta où Pulawski s'était enfermé, lui avaient tué 40 hommes, fait 18 prisonniers et dispersé le reste.

Le prince Galitzin répandit ses troupes dans une excellente position, entre Bar et Mendzibos; l'artillerie à Mendzibos, l'infanterie dans les environs et à Schoumetza. Le général Stoffeln avec la réserve tenait le bourg de Tchérejna ; le comte Soltikof, avec une partie de la cavalerie, le village de Schmélinsk. Enfin le prince Prozorofski, qui commandait les troupes légères, avait pris position près de Bar, d'où il observait l'ennemi. Le général en chef désirait garder ses quartiers le plus de temps possible, afin de pouvoir former les recrues qui venaient d'arriver, et de donner à son armée tout le repos dont elle avait besoin. L'important était de se

procurer des provisions suffisantes. Les détachements chargés de ce soin étaient continuellement harcelés. Les provinces polonaises, ravagées par des partis turcs et par les confédérés, étaient menacées de la disette. Les propriétaires cachaient leurs grains; dans beaucoup d'endroits les campagnes n'étaient plus cultivées; enfin les magasins de Polonne, d'Olitz, de Mendzibos étaient exposés à des tentatives d'enlèvement. Le prince Galitzin ordonna de renforcer les corps commis à leur garde.

Durant ce temps, le désordre régnait à Khotin. Les Turcs, entassés dans une ville de peu d'étendue, éprouvèrent bientôt la disette et la contagion. Les soldats, fatigués de réclamer leur paye, passèrent des murmures à la révolte, massacrèrent le gouverneur et désertèrent en grand nombre. Mais cette révolte n'eut pas de résultat plus fâcheux, parce que les Russes étaient trop loin pour en profiter, et que, d'autre part, il arrivait journellement de nouvelles troupes. On assurait, en outre, qu'un corps de 12,000 hommes se dirigeait sur la ville, escortant un convoi de farine.

De son côté, le grand visir s'avançait entre Bender et Khotin, prêt à secourir l'une ou l'autre de ces places ou à se jeter sur la Pologne, position excellente dont il ne sut pas tirer parti. C'était un homme prudent, réfléchi, mais qui ne connaissait pas la guerre. Il se contenta de pousser quelques Tartares au delà du Dniester, et ceux-ci bornèrent leurs exploits à piller les bourgs, à

incendier les villages de la Podolie, à massacrer les habitants et à faire des prisonniers.

Avant de quitter Isaktchi, où il s'était arrêté vingt jours pour compléter les approvisionnements de l'armée, le grand visir avait délibéré si l'on marcherait sur Bender ou sur Khotin. L'aveu qu'il avait fait de son ignorance sur la conduite de la guerre avait consterné le conseil. Il fut conclu qu'on franchirait le Danube, et qu'ensuite on se déterminerait d'après les circonstances. Le passage du fleuve s'effectua le 12 juin sur un pont de bateaux et, quatre jours après, l'armée atteignit Riabala-Mogila sur le Pruth, entre Jassy et Khotin. Mais, au lieu de continuer sa marche vers cette ville, elle fit un mouvement du côté de Bender, où elle espérait trouver des vivres dont elle manquait. Poursuivie par des tourbillons d'insectes, exposée aux rayons d'un soleil brûlant, elle parvint à Khantepessy, où le grand visir, malade et irrité, semblait avoir perdu de vue le sujet de la guerre. Il se croyait trahi par les Polonais; il reprochait au comte Potocki d'avoir compromis le sort de l'armée ottomane par de fausses promesses. Le projet de marcher contre la Pologne fut discuté sérieusement, et en effet un fetva déclara légitimes le ravage de la république et l'asservissement des Polonais, sous prétexte qu'ils étaient devenus semblables aux Russes.

Telle était la situation de l'armée, lorsque la nouvelle que les Russes avaient franchi de nouveau le Dniester et qu'ils étaient sous les murs de Khotin parvint au camp

du grand visir. Cette nouvelle y produisit une certaine agitation, car on ne croyait pas les Russes, depuis leur premier échec, disposés à tenter si promptement la fortune. Des mesures furent prises cependant pour délivrer la ville assiégée. Le khan des Tartares fut chargé de voler à son secours ; Moldavangi-Ali-Pacha eut le commandement en chef des forces destinées à protéger Khotin, et reçut l'ordre d'agir de concert avec le khan ; enfin, Abasa-Pacha fut investi du gouvernement de Bender, par suite de la disgrâce d'Ahmed, que le grand visir avait fait arrêter comme coupable de n'avoir pas suffisamment pourvu aux besoins de l'armée.

Lorsque le prince Galitzin s'était déterminé à passer de nouveau le Dniester, quelques corps ennemis s'étaient montrés sur l'autre rive, mais ils n'étaient pas en mesure de s'y opposer ; il espérait que la terreur lui ouvrirait les portes de Khotin, avant que l'armée ottomane eût quitté Bender. Il avait donc envoyé l'ordre aux détachements répandus dans les provinces polonaises d'observer avec soin les mouvements des ennemis qui avaient passé le fleuve, et recommandé particulièrement au général Prozorofski d'éviter d'en venir aux mains avec des forces inégales.

La faute que commirent les Turcs dans cette guerre fut d'avoir laissé dans l'isolement les confédérés polonais. Livrés à leurs propres efforts, ceux-ci ne pouvaient tenir la campagne contre les Russes, qui étaient disciplinés et mieux exercés ; tandis qu'appuyés sur l'armée

ottomane, ils auraient pu arrêter leurs convois, inquiéter leur marche et nuire à leurs approvisionnements. Au lieu de cela, les Turcs laissèrent les Russes maîtres de la Pologne, et, dans le temps où le comte Potocki agitait la Volhynie, le lieutenant-colonel Chander suffit pour tenir en échec les confédérés.

Cependant les Turcs continuaient à passer le Dniester. Prozorofski, fidèle aux ordres qu'il avait recus, les observait, tout en se rapprochant lui-même du fleuve. Un corps ennemi qui l'avait aperçu fut chargé et mis en fuite (18 juin). L'armée russe était campée au village de Jerdni situé tout près du fleuve, et à une demi-lieue de Kaminieck. Le dessein du prince Galitzin était de s'opposer au passage des troupes ottomanes rassemblées sous les murs de Khotin, de couvrir Kaminieck et de se porter lui-même sur l'autre rive. En conséquence, il envoya la division Rennekampf et le major général Kamenski prendre position vis-à-vis Khotin, entre le village de Janchintz et Dolichka, avec ordre de s'étendre le plus possible, afin d'en imposer aux Turcs, et d'inquiéter la garnison par un feu soutenu. Rennekampf était un Livonien qui avait servi sous Munich et suivi en France Lowendahl. Il était froid, mais appliqué; Kamenski, au contraire, était vif et emporté.

Rennekampf s'étant établi sur les hauteurs, l'infanterie en face de la ville, la cavalerie sur la droite, vis-à-vis le faubourg d'Ivanetz, l'armée remonta le Dniester jusqu'à Tchernokosnitza, où les Tartares avaient commis

d'effroyables cruautés. Le 23 juin, elle se trouvait près d'Outcha, sur les hauteurs de Samochine, et elle commença le même jour à construire un pont sur le fleuve. Ce pont ayant été achevé dans la nuit, le passage s'effectua sans désordre et sans difficulté, quoique les eaux fussent hautes.

Le prince Galitzin ayant continué à s'avancer, la réserve et les troupes légères occupèrent les bois de la Bukovine. Le reste marcha droit à Rogosi, village situé à une lieue du Pruth et à trois lieues environ de Khotin. Les gros bagages avaient été laissés à Samochine avec une garde suffisante, et l'on avait envoyé le colonel Schirkof en Pokutie former un magasin à Stanislavof.

Les Turcs ne commencèrent à se montrer que le 29. Les Russes ne s'arrêtèrent point, quoique le chemin dans lequel ils étaient engagés fût montueux et coupé çà et là par des ravins. Un détachement ennemi, qu'ils avaient poussé de hauteurs en hauteurs, s'étant grossi peu à peu jusqu'au nombre de 30,000 hommes, Turcs et Tartares, se mit tout à coup en bataille. Les Russes se formèrent sur deux lignes, tirèrent quelques coups de canon et virent se dissiper cette nuée de barbares plus promptement qu'elle ne s'était formée, laissant en leur pouvoir un petit nombre de morts, des prisonniers et des chevaux. Dès ce moment, les Russes ne furent plus retardés que par la nature du pays et par les pluies qui avaient dégradé les chemins, en sorte que le 1er juillet ils n'étaient plus qu'à une lieue et demie de Khotin. Leur

avant-garde venait de traverser un fond marécageux et commençait à occuper les hauteurs voisines, que couvraient d'épaisses broussailles, lorsque quelques milliers de Turcs se montrèrent sur la gauche pour lui en disputer la possession. Ils chargèrent deux fois avec tant de vivacité, que les Russes furent obligés de se replier sur l'infanterie par l'intervalle des colonnes. Le prince Galitzin, informé de ce mouvement, se porta lui-même à cet endroit, fit avancer les grenadiers de la réserve et leur ordonna de se former, serrés les uns contre les autres, sur le milieu de la colline. Les Turcs se répandirent aussitôt le long des chevaux de frise et tentèrent de les couper à coups de sabre, mais ils furent arrêtés par un feu terrible de mousqueterie. Pendant ce temps, l'infanterie déboucha d'un défilé, et, s'étant déployée à droite et à gauche, borda toute la hauteur.

Les Turcs, suivant leur habitude, s'étendirent sur le front de cette longue ligne; mais, dépourvus d'artillerie, ils furent contraints de s'éloigner pour éviter le feu des Russes. A une demi-lieue de là, ils se montrèrent plus nombreux et pourvus de canons et de mortiers. C'était le corps du seraskier de Roumélie[1] qui, ayant renoncé à poursuivre l'armée russe dans les montagnes, se pro-

[1] *Seraskier* ou *Serasker* est un mot turc composé de *ser* (tête) et de *asker* (soldats). C'est un grade militaire qu'on ne peut comparer qu'à celui de *généralissime*. On donne ordinairement ce titre à ceux qui commandent sur la frontière ou qui sont détachés avec un corps de troupes considérable.

posait de lui livrer bataille, dès qu'elle déboucherait des défilés qui aboutissent à la plaine. En effet, il eut à peine aperçu la tête des premières colonnes qu'il tomba sur elle. Son armée n'était guère composée que de cavaliers. Au signal donné, ils s'étaient répandus sans ordre, attaquant sur tous les points, faisant feu à la fois de tous leurs canons, mais avec si peu de discernement et de justesse qu'ils ne firent presque point de mal aux Russes. Ceux-ci, au contraire, ayant jeté au milieu des Turcs quelques bombes, le ravage qu'elles causèrent, joint à celui du canon, les dissipa avec une extrême rapidité. Les uns prirent la fuite vers Khotin, les autres derrière le Pruth. Les Turcs avaient perdu plus de 300 hommes, les Russes 1 officier seulement et 53 soldats.

En voyant fuir les ennemis, ces derniers eurent beaucoup de peine à se contenir, quoique fatigués. Cependant, comme l'armée ottomane était forte en cavalerie, il eût été difficile de l'atteindre. Ce que le prince Galitzin eût préféré, c'eût été de profiter de leur épouvante pour les attaquer sous les murs de Khotin; mais la fatigue et la nuit ne le permirent pas. Il fit donc arrêter l'armée au village de Bachkiwtzi, près de la redoute de Munich, à trois quarts de lieue de la place. C'était une de ces redoutes que le maréchal faisait élever, lorsqu'il marchait en Moldavie, afin d'assurer ses communications. La garnison de Khotin tira quelques boulets, qui n'arrivèrent pas jusqu'aux Russes.

La terreur était encore si grande chez les Turcs, qu'ils

abandonnèrent leurs retranchements, dans lesquels ils laissèrent beaucoup d'artillerie, des bombes, des boulets, des tentes et des bagages, pour se retirer partie dans la ville, partie derrière le Pruth. Galitzin les fit occuper immédiatement par six régiments. Du reste, ce retranchement était peu susceptible de défense. Ce n'était à proprement parler que des tranchées faites à la hâte, et dont la terre avait été jetée du côté de la place sans aucun art.

L'armée avait son camp sur une hauteur, entre deux ruisseaux qui se jettent dans le Dniester, la gauche appuyée à la rivière. L'infanterie formait un carré long, dont un des grands côtés regardait la place. Il était défendu par cinq redans. Une partie de la cavalerie se déployait le long de cette éminence. Le reste avait été distribué sur les bords du ruisseau qui couvrait le front de l'armée. Les régiments qui avaient occupé les retranchements abandonnés par les Turcs furent employés à soutenir trois batteries, dont le prince Galitzin avait donné le commandement au colonel Mélissino. Indépendamment de ces trois batteries, le prince avait fait construire à mi-côte quatre redoutes garnies de canons, pour protéger la droite de l'infanterie.

Cela fait, le général Rennekampf, qui s'était rapproché de la rive gauche du fleuve avec la grosse artillerie, et qui avait dressé des batteries sur une hauteur dominant plusieurs quartiers de la ville, se mit à foudroyer les maisons que les boulets pouvaient atteindre. La garnison

répondit par un feu très-vif, mais sans effet. Le général russe avait compté, pour tenter un coup de main, sur la terreur dont les Turcs avaient été saisis à son approche; mais ils paraissaient disposés à se défendre vaillamment. Galitzin résolut en conséquence de changer le siége en blocus. Le prince Prozorofski, avec 10,000 hommes de troupes réglées, 3,000 Cosaques et 10 pièces de canon, fut placé en avant du village de Leycaucy, pour entretenir la communication avec la rive gauche du fleuve. Les six redoutes établies le long des lignes, jusqu'au Dniester, furent occupées par l'infanterie et l'artillerie; les intervalles des redoutes par la cavalerie. Zwanin fut occupé par un corps de réserve.

La garnison, entassée dans un étroit espace, souffrit bientôt du feu des Russes, du manque d'eau et de fourrages. Resserrée de plus en plus par le cordon que formaient les ennemis, elle vit mettre en batterie de nouvelles pièces et ne tarda pas à essuyer une canonnade des plus vives. Les troupes légères se tenaient en observation, soit pour empêcher les convois d'arriver dans la place, soit pour surveiller les routes de Bender et de Jassy. L'artillerie de Rennekampf, qui enfilait les rues de Khotin, incommodait horriblement les habitants, en même temps qu'elle leur défendait l'accès du Dniester.

Les Russes avaient donc pris une position excellente. Les vivres arrivaient dans leur camp en abondance par les deux ponts d'Okopi, et jusqu'à ce jour ils avaient

repoussé, sans avoir essuyé de pertes sérieuses, les sorties de la garnison. La ville commençait au contraire à manquer de subsistances; les maladies y faisaient de grands ravages, et cependant ni les Tartares, ni le grand visir, qui se trouvait encore aux environs de Bender, ne semblaient prendre un parti. Le prince Galitsin ayant envoyé quelques régiments pour renforcer les postes les plus voisins de la ville, ces troupes chassèrent les Turcs des jardins et des maisons ruinées, et les forcèrent à se renfermer dans l'intérieur de la place.

Le major Missuref, détaché par le prince Prozorofski avec des hussards et quelques Cosaques, rencontra, le 15, à deux lieues et demie de Khotin, un corps de 3,000 Turcs, Tartares et confédérés, contre lequel il escarmoucha. Ce corps précédait la grande armée ottomane. Une division de cette armée, composée de 20,000 hommes et munie d'artillerie, sous le commandement de Moldavangi, avait pris la direction de Jassy, où elle devait se réunir au khan des Tartares pour marcher au secours de Khotin. Le prince Galitzin donna l'ordre à Prozorofski d'aller au-devant de cette armée, d'en reconnaître la force, et de s'attacher à l'inquiéter, et au comte de Bruce de le soutenir avec trois régiments d'infanterie, deux bataillons de grenadiers et six régiments de carabiniers, pendant que Stoffeln observerait la garnison de Khotin pour l'empêcher d'entrer en communication avec les Tartares. L'ennemi s'étant retiré à l'approche du comte de Bruce, Galitzin

jugea que ce n'était qu'une partie de l'armée ottomane et rappela ce général.

Mais le 22 juillet, on découvrit derrière le bourg de Liptschane un corps de Tartares. On apprit qu'il pouvait être de 20,000 hommes, qu'il avait 12 pièces de campagne et que le khan le commandait en personne. Peu après, les postes avancés découvrirent les têtes des colonnes, et vers midi elles furent en présence. Le feu des Russes obligea plusieurs fois les Tartares de se retirer; mais leur nombre augmentant sans cesse, les Russes firent un mouvement en arrière, afin de les attirer sous le feu de leur artillerie. Les Tartares, repoussés par le canon, effrayés par l'éclat des bombes, poursuivis par les hussards, se retirèrent en désordre à l'entrée de la nuit, à la faveur de laquelle ils échappèrent aux poursuites. Pendant le combat, les troupes de la garnison avaient fait une tentative pour se joindre aux Tartares, mais elles avaient été repoussées dans la place. Le lendemain, on trouva sur le champ de bataille un nombre considérable de morts. Les Russes avaient perdu 22 hommes et 26 chevaux.

Les Tartares s'étant éloignés dans la direction du Pruth pour attendre Moldavangi, le blocus de la place fut repris. Les assiégés étaient réduits aux plus dures extrémités. Les vivres étant devenus rares, on ne distribuait plus aux troupes qu'un peu de froment. Galitzin fit passer dans la place des billets portant la promesse de traiter la garnison avec douceur si elle voulait se ren-

dre, mais elle résista courageusement. Elle espérait être promptement secourue.

En effet, le khan des Tartares ayant opéré sa jonction avec Moldavangi, le prince Galitzin rappela tous ses corps détachés, dans l'attente d'une bataille générale. L'armée ottomane s'était placée dans une excellente position, le long du Dniester, entre des rochers presque inaccessibles. Si Moldavangi avait envoyé au delà du fleuve quelques détachements considérables pour surprendre les convois des Russes, attaquer leurs magasins, tomber sur leurs fourrageurs, qui étaient obligés d'aller au loin et ne revenaient que vingt-quatre heures après, il les aurait à coup sûr forcés de repasser le Dniester dans des conditions défavorables, et leur aurait fermé les portes de la Moldavie.

Le prince Galitzin le craignit, en apprenant qu'un de leurs corps venait de franchir le fleuve à quinze lieues de là, avec l'intention de se porter sur ses derrières. La position devenait alors si dangereuse qu'il n'hésita plus. Dans la nuit du 1er au 2 août, toutes les troupes furent en mouvement. La nuit était claire; mais les mesures avaient été si bien prises, le silence fut si bien gardé, que les Turcs ne s'aperçurent de leur retraite qu'au point du jour, lorsque déjà la plus grande partie des troupes était sur la rive opposée. En vain, un corps de cavalerie tartare se mit en devoir de séparer du corps principal la dernière colonne commandée par Rennekampf; protégée par le régiment d'Inghermanie, qui

gardait la tête du pont d'Okopi, et par neuf batteries établies sur la rive gauche, elle passa avec ordre et sans perte, et aussitôt les ponts furent repliés.

Le premier soin du prince Galitzin, sans perdre de vue les bords du fleuve, fut de chercher une position où son armée pût facilement subsister. Il se dirigea en conséquence du côté de Kaminieck, où sa cavalerie trouva encore quelques fourrages; établit des postes le long du fleuve et fit battre les environs par des patrouilles de troupes légères. Un gros de cavalerie tartare ayant passé le Dniester sous le canon de Khotin, dont le feu ne faisait aucun mal aux Russes, Galitzin, sur l'avis qu'il en reçut du prince Prozorofski, y envoya quatre régiments d'infanterie et deux de carabiniers, sous les ordres du lieutenant général Soltikof, pour soutenir les troupes légères, et détacha le prince Repnin avec le général major Potemkin, à la tête d'un corps nombreux, tant de cavalerie que d'infanterie. Ces forces en imposèrent aux Tartares qui se hâtèrent de gagner l'autre rive.

On apprit alors, et par la voix de la renommée et par les salves d'artillerie que tira la place (7 août), que le grand visir Emin-Pacha avait été rappelé, et que Moldavangi venait d'être élevé à cette haute dignité. C'était un homme présomptueux et violent, qui ne justifia point les espérances de Mustapha.

L'armée ottomane, sous les ordres immédiats du grand visir, était restée près d'un mois aux environs de

Bender, dans une complète inaction. Pendant ce temps, elle avait consommé le peu de vivres qui s'y trouvâient, en sorte qu'elle était réduite à un état déplorable, avant même d'avoir aperçu l'ennemi. Les soldats murmuraient hautement; chaque jour des corps entiers désertaient; le grand visir, qui était malade, en éprouvait un violent chagrin; ses ordres étaient méconnus, car il avait perdu par son incapacité et sa faiblesse toute autorité sur les troupes. Dans cette situation, il résolut, au lieu de marcher en avant pour se joindre au khan des Tartares et à l'armée qui défendait Khotin, de retourner à Khantepessy, où il espérait tirer des vivres d'Isaktchi et d'Ismaïl. Le jour de son arrivée dans cette ville, il fit exécuter Karaman-Pacha, accusé d'avoir dissipé les fonds destinés à l'entretien des troupes. Le drogman de la Porte, un Grec nommé Nikoloki, aux conseils duquel le grand visir attribuait une partie des malheurs de cette expédition, fut envoyé à Constantinople, où il eut la tête tranchée. Mais ces sanglantes exécutions n'étaient que le prélude de la disgrâce qui devait le frapper lui-même. Le sultan, qui, au lieu des victoires dont on l'avait flatté, apprenait que les Russes avaient impunément franchi le Dniester, le regarda comme le principal coupable. Il fut rappelé, décapité, et chaque habitant de Constantinople put lire à la porte du sérail cette inscription placée sur le poteau qui portait la tête du ministre : *Pour n'avoir pas suivi le plan de campagne envoyé directement par le sultan.*

Emin-Pacha sentait si bien son incapacité qu'il avait à plusieurs reprises sollicité le sultan de le décharger du fardeau des affaires. Ce ne fut cependant qu'après la délivrance de Khotin que, sur les plaintes du khan des Tartares et des autres chefs de l'armée, Mustapha s'était résolu à le sacrifier. Outre l'inaction dans laquelle Emin avait d'abord laissé l'armée, et plus tard ses incertitudes et ses mouvements sans but, on l'avait accusé de s'être approprié 25 millions de piastres destinées à l'approvisionnement des troupes.

Aussitôt que les Russes eurent atteint la rive gauche du Dniester, le prince Galitzin fit ses dispositions pour empêcher les ennemis de franchir le fleuve, ou pour les attaquer avec avantage, s'il ne pouvait s'y opposer. Son camp était situé vis-à-vis Khotin, à un quart de lieue du rivage. Il fit construire des redoutes et des batteries, principalement aux endroits guéables, et, pour empêcher les Turcs de donner la main aux confédérés, il invita le général Roumiantzof, qui commandait l'armée de l'Ukraine, à veiller sur les mouvements des Polonais. Il était surtout important que les Turcs n'approchassent pas de Braclaw, d'où les Russes tiraient leurs fourrages. Les troupes envoyées pour couvrir les magasins rencontrèrent près de Rechova un corps de confédérés, sous les ordres du prince Lubomirski. Les Polonais furent battus, dispersés, et perdirent leurs canons.

Le prince Galitzin continuait cependant à se fortifier. Il avait établi son armée sur deux lignes, sa droite vers

Ivanetz d'où elle découvrait le camp ennemi, sa gauche à un terrain inégal d'où elle plongeait également sur eux. L'infanterie occupait les hauteurs sur un carré long; l'aile droite faisant face à Khotin était protégée par deux redoutes; le centre et l'aile gauche, qui s'étendaient dans la plaine, étaient couverts par d'autres redoutes; le front et l'arrière par treize redans. Le village de Rouda, situé un peu en arrière de la gauche, fut garni de hussards. La cavalerie, échelonnée entre les hussards et le bourg de Gabrilovitz, soutenait l'infanterie. On jeta quelques fantassins dans un petit bois qui masquait le front de l'armée; on pratiqua dans ce bois, qui s'étendait jusqu'au pied des hauteurs, des abattis et deux redoutes, dans lesquelles on plaça 300 grenadiers; enfin, tout le bord du fleuve fut gardé par des postes de Cosaques, qu'une chaîne de patrouilles et de sentinelles liait les uns aux autres.

Moldavangi, de son côté, fier d'avoir éloigné l'ennemi des murs de Khotin, avait formé le projet de conduire son armée sur les terres de Pologne et d'engager une action générale. On estimait à plus de 100,000 hommes toutes les troupes réunies sous les murs de la place. Chaque jour des corps entiers passaient le Dniester à gué ou à la nage, et se mesuraient avec les Russes. Des récompenses attendaient ceux qui revenaient au camp avec des prisonniers ou des têtes coupées.

Le pont ayant été achevé le soir du 20 août, on y fit passer une centaine d'hommes protégés par de la cavalerie, mais les Russes les repoussèrent.

Pendant ce temps le canon de la forteresse ne cessait de tonner, quoique sans succès ; car la plupart des boulets tirés à toute volée passaient par-dessus le camp des Russes. D'autres, au contraire, n'arrivaient pas jusqu'à eux. Le 22, à la pointe du jour, un corps d'environ 4,000 hommes atteignit la rive droite, et s'y retrancha. Il devait attendre, pour agir, que d'autres corps le rejoignissent.

Le prince Galitzin, qui n'avait rien fait pour l'empêcher de s'établir, conçut l'espoir de détruire ces 4,000 hommes et de mettre le feu au pont. Il désigna, pour l'exécution de ce projet, quatre officiers dont l'audace et la prudence lui en garantissaient le succès. C'étaient les colonels Soukotin, Igelstrom, Weismann et Kreczetnikof. Leurs instructions portaient qu'ils prendraient chacun 1,000 hommes, qu'ils sortiraient du camp sans bruit, et qu'ils fondraient en même temps sur l'ennemi, par quatre côtés différents, une heure avant le jour, en ne faisant usage que du sabre et de la baïonnette, afin de ne pas attirer l'attention de la rive opposée. Après avoir détruit ou chassé ce corps, ils devaient se porter vers le pont et y mettre le feu, au moyen de fascines préparées à cet effet.

Les troupes chargées de cette expédition s'en acquittèrent heureusement. Elles marchèrent avec tant de précautions que les Turcs n'eurent aucun avis de leur approche. A peine arrivés, les grenadiers franchirent le retranchement au cri de : *Vive Catherine !* et se précipi-

tèrent sur les ennemis, que cette attaque imprévue avait jetés dans un désordre extrême, et qui, au milieu du trouble et des ténèbres, tiraient au hasard; aussi ne s'en sauva-t-il qu'un petit nombre. Les Russes, s'étant rendus maîtres du pont, essayèrent trois fois d'y mettre le feu, mais deux pontons seulement brûlèrent. Le bois était trop mouillé. Ils ne purent non plus parvenir à le rompre.

L'ennemi répara son pont et ne se montra point les jours suivants. Il se borna à faire gronder ses canons, dont les Russes ne s'inquiétaient guère. La plupart des boulets n'arrivaient pas jusqu'à leur camps. Ils s'aperçurent cependant qu'il régnait sur l'autre rive un mouvement inusité, et ils entendaient de temps à autre des clameurs bruyantes. Ils en conclurent que les Turcs méditaient quelque tentative plus importante. En effet, le 29 août, à la pointe du jour, ceux-ci couvrirent tout le rivage et se dirigèrent en colonnes, les uns près du bois de Ratchef, à la gauche des Russes, les autres contre l'aile droite. Par une heureuse prévision, le prince Galitzin avait renforcé, la veille, le poste couvert par le bois, qui par conséquent ne put être ébranlé. La cavalerie ottomane chargea l'aile droite avec impétuosité, mais le feu d'une batterie commandée par Mélissino et celui de deux redoutes contraignirent les assaillants à se replier sur l'infanterie. Les Turcs dirigèrent alors toutes leurs forces contre le bois de Ratchef, où, pendant six heures, le soleil fut témoin d'un combat acharné. Le

comte Bruce, attaqué cinq fois avec furie, les repoussa autant de fois et parvint à les chasser de tous les postes dont ils s'étaient rendus maîtres.

Les Turcs, que ces deux échecs n'avaient pas découragés, résolurent d'engager un combat général. Ils enveloppèrent toute l'armée russe, depuis le village de Gabrilovitz jusqu'à Schvanietz ; mais, comme ils avaient épuisé leur furie dès le commencement de l'action, cette seconde charge fut molle et sans effet. L'artillerie russe fit d'affreux ravages dans leurs rangs. Fatigués, effrayés de leur perte, ils se retirèrent vers sept heures du soir, poursuivis jusqu'au Dniester. Quelques instants après, on ne voyait plus aucun turban sur la rive gauche du fleuve, où le silence le plus lugubre avait succédé au tumulte, aux cris des blessés et des mourants et au bruit du canon. Plus de 3,000 morts furent trouvés sur le champ de bataille.

Aussitôt après le combat, le général major Volodimer Galitzin fut envoyé à Saint-Pétersbourg, pour annoncer la victoire à l'impératrice et mettre à ses pieds neuf drapeaux. Le prince lui signala particulièrement les comtes Bruce et Soltikof, comme ayant eu la principale part au succès de la journée.

Les Turcs qui, malgré leurs échecs, s'étaient rapprochés de la rive, ne cessèrent pendant plusieurs jours de jeter des bombes et des boulets dans le camp des Russes. Quelques détachements se hasardèrent même à passer le fleuve, soit pour escarmoucher, soit pour aller en

fourrage. D'autres les suivirent, en sorte que leur nombre s'éleva bientôt jusqu'à 12,000. Mais le fleuve ayant grossi pendant la nuit, le pont se rompit et fut emporté par le courant (6 septembre).

La position de ces 12,000 hommes, séparés de l'armée par un fleuve rapide et furieux, était affreuse. Ils veillaient dans une inquiétude mortelle, quoique résolus à vendre chèrement leur vie. Le prince Galitzin ayant désigné cinq colonnes pour les attaquer, elles partirent du camp, à neuf heures du soir, dans le plus grand silence. Elles avaient ordre de n'employer d'autre arme que la baïonnette. L'obscurité de la nuit favorisa leur marche et rendit presque nul le feu des batteries ennemies. Cette expédition n'était pas cependant sans difficultés. La pluie avait rompu les chemins et rempli les fossés, au delà desquels se dressait un retranchement garni d'une artillerie formidable. Les Russes les franchirent sans hésitation, au cri de *Vive Catherine!* atteignirent le parapet et se précipitèrent dans le camp, au milieu des clameurs confuses des assiégés et du feu de la mousqueterie et du canon. Il resta dans ce premier choc plus de 1,000 hommes sur la place. Bientôt les Turcs épouvantés se dispersent; les Russes les suivent et les tuent à coups de sabre et de baïonnette. Quelques-uns s'étaient jetés dans le bois voisin, où ils furent atteints et massacrés les jours suivants. Les cavaliers tentèrent de gagner à la nage la rive opposée, mais le fleuve les engloutit. Le lendemain, lorsque le jour éclaira le champ de ba-

taille couvert de morts et de blessés, souillé de sang et de boue, ce fut un horrible spectacle. A tout moment, les Russes retiraient de l'eau des cadavres, dont ils vendaient les dépouilles. Ils prirent tout le camp des Turcs, dans lequel ils trouvèrent un grand nombre de drapeaux, deux pièces de canon et plusieurs bâtons de commandement.

Dès lors les Turcs cessèrent leur canonnade. Galitzin, au contraire, ayant placé quelques batteries sur une colline voisine du Dniester et vis-à-vis leur camp, fit ouvrir le feu. Ils y. répondirent d'abord, mais peu de temps. Quelques-unes de leurs tentes ayant pris feu, ils se retirèrent aussitôt derrière la place. Ce fut le signal d'un tumulte horrible. Les troupes ottomanes, déjà disposées à la révolte, ne connurent plus de frein. Les ordres du grand visir étaient méconnus, et l'on assure que que quelques pachas, jaloux de l'élévation de Moldavangi, excitèrent eux-mêmes l'armée à la révolte. En peu d'instants, la déroute fut complète. Chacun se disperse. La garnison de Khotin suit cet exemple, et le grand visir lui-même, cédant à l'entraînement, précipite sa fuite et ne s'arrête qu'à Khantepessy.

Pendant ce temps, les Russes s'étaient rapprochés du fleuve. Quelques Cosaques, l'ayant passé à la nage, s'avancèrent jusqu'aux portes de la ville et revinrent annoncer avec étonnement que le plus profond silence y régnait. Les Russes osaient à peine ajouter foi à ce récit, tant il leur paraissait invraisemblable. Le prince Ga-

litzin rassembla à la hâte quelques pontons, fit embarquer le premier et le troisième régiments de grenadiers, sous les ordres du baron d'Elmpt, du général Kamenski et du colonel d'artillerie Mélissino, et se disposa lui-même à les suivre sur les bateaux qu'on avait sauvés du pont des Turcs.

Les grenadiers, ayant escaladé les murs de la ville, en ouvrirent les portes au détachement du colonel Mélissino, et l'on ne trouva dans l'intérieur de la place qu'une vingtaine de personnes. Galitzin fit élever l'étendard impérial sur un des bastions de la forteresse et dépêcha immédiatement le général major Stoupichin pour en informer l'impératrice. Le lendemain, 10 septembre, un *Te Deum* fut chanté, au bruit de l'artillerie, dans la cour même du pacha qui commandait la place. On trouva dans Khotin 165 canons, 16 mortiers de grand calibre, avec des magasins remplis de munitions. On s'empressa de nettoyer les rues encombrées de cadavres et d'ordures ; on répara les maisons que les bombes avaient ruinées, et le général donna le commandement de la place au colonel Weismann, officier plein de zèle et de bravoure.

Ces dispositions arrêtées, le prince mit une partie des troupes à la poursuite des fuyards. Le grand visir n'avait eu ni le temps ni la pensée de pourvoir à la sûreté des places de la Moldavie et de la Valachie. Arrivé à Khantepessy, il avait convoqué les principaux officiers de l'armée, pour délibérer sur le parti qu'il convenait de prendre. La frayeur était si grande parmi

les troupes, qu'il fut décidé dans un conseil tumultueux qu'on porterait le camp de l'autre côté du Danube et qu'on ferait passer la grosse artillerie à Isaktchi, avant que le fleuve ne devînt impraticable. On laissa quelques troupes à Mogila pour en défendre le gué; on chargea Abasa-Pacha de protéger la Moldavie; on prononça quelques destitutions; puis chacun prit sa course, et l'armée entière arriva à Isaktchi, épuisée de fatigues, manquant de tout et dans un désordre effroyable.

Abasa-Pacha, fidèle à ses instructions, avait commis en Moldavie les plus grandes férocités; mais le prince Galitzin ayant détaché le baron d'Elmpt avec 10,000 hommes pour soumettre la Moldavie, un détachement commandé par le lieutenant-colonel Chorvat entra dans Jassy sans beaucoup d'obstacle; un autre sous les ordres du major Heiking occupa Zozori, et un troisième se mit à la poursuite des Turcs. Le joug ottoman était si abhorré dans les principautés que les habitants de Galatz se joignirent aux Russes pour attaquer la garnison.

Le baron d'Elmpt fut reçu dans Jassy, le 26 septembre, avec des honneurs extraordinaires et de grandes démonstrations de joie; car les Moldaves, qui suivaient la religion grecque, et que les Turcs opprimaient depuis si longtemps, aspiraient à rompre leurs fers et ne voyaient alors dans les Russes que des libérateurs. L'évêque et le clergé l'attendaient aux portes de la cathédrale, que remplissait une foule immense. Dès qu'il en eut franchi le seuil, les voûtes retentirent d'actions

de grâce, pendant que le canon grondait au dehors. Les prières terminées, le baron d'Elmpt fit prêter serment au peuple, au nom de l'impératrice, ce qui fut exécuté avec de nouvelles acclamations, et donna l'ordre au divan ou conseil municipal de reprendre ses fonctions. Ensuite on s'occupa de mettre la ville en état de défense ; on creusa des fossés et l'on éleva de nouvelles fortifications.

La soumission de la Valachie n'exigea pas de plus grands efforts. Le lieutenant-colonel Karasin arriva sur Bukarest, dont il s'empara, après s'être saisi de Grégoire Ghika, de son frère, de son fils et de toute sa maison. Les Turcs furent taillés en pièces. Partout retentissait le cri de guerre russe : En avant ! L'archimandrite d'Ardschisch guidait lui-même les assaillants, une médaille russe autour du cou et un pistolet dans chaque main.

En apprenant la défection des Moldaves et des Valaques, le sultan s'abandonna à la plus violente colère. Il voulait qu'on leur fît une guerre d'extermination, que leurs biens fussent confisqués, et que leurs enfants et leurs femmes fussent réduits en esclavage. Mais ces menaces devaient avoir et eurent en effet pour résultat de pousser plus ardemment ces peuples dans les bras des Russes.

Pendant que ses lieutenants achevaient de soumettre les principautés, le prince Galitzin se disposait à quitter les bords du Dniester, où le fourrage était rare et le froid incommode. Ses premières opérations avaient mécontenté l'impératrice ; la nouvelle de son double échec contre Khotin avait surtout produit une fâcheuse im-

pression. A ces motifs se mêlaient des intrigues de palais. Grégoire Orlof redoutait la franchise de la princesse Galitzin, femme d'esprit, sage et fort estimée à la cour, où elle parlait avec fermeté. Ne pouvant atteindre la princesse, il dépréciait son mari ; et, comme il ne manquait pas de courtisans à l'armée, ceux-ci peignaient dans leurs rapports les actions du général sous les couleurs les plus défavorables. Du reste, il faut dire, pour être juste, que le prince Galitzin avait manqué de vigueur dans ses opérations, et que, sans l'inconcevable déroute de l'armée ottomane, il aurait complétement échoué, ce qui faisait dire au grand Frédéric, avec sa causticité habituelle, que c'était la guerre des borgnes contre les aveugles.

On avait donc résolu de le rappeler et de le remplacer par le comte Roumiantzof, qui aurait abandonné à Panin le commandement de l'armée de l'Ukraine. Mais, avant que ces ordres fussent parvenus dans les deux camps, la fortune livra au prince la Moldavie et la Valachie. Ainsi, ce général qui, avec plus d'audace et de talent de la part du grand visir, eût compromis l'honneur des armes russes, était maintenant victorieux, et, au lieu de recevoir les reproches de sa souveraine, il allait mettre à ses pieds l'hommage de deux magnifiques provinces, le boulevard de l'empire ottoman.

L'armée, s'étant rapprochée de Kaminieck, campa dans les environs de Tchertchi où elle attendit son nouveau chef, le général Roumiantzof. A son arrivée, le prince

lui remit le commandement et partit pour Saint-Pétersbourg. L'impératrice, oubliant ses premières fautes, ne vit en lui que le vainqueur des Turcs et le nomma feld-maréchal et gouverneur général de la capitale.

Le baron Stoffeln, détaché par Roumiantzof, acheva la conquête de la Valachie. Il envoya Karasin le long de l'Orghich, le major Heiking à Kapoutchani et marcha lui-même contre Giurgewo. Rien ne l'arrêta, ni un gros de cavalerie qui le harcela à la faveur d'un brouillard épais, ni l'impétuosité d'un autre corps de cavalerie sorti de la place. Stoffeln fit reculer ce dernier et ordonna l'attaque. Malgré le feu de l'artillerie ennemie, les grenadiers s'avancèrent vers le parapet, s'emparèrent des batteries et rejetèrent les Turcs dans la ville.

Les rues de Giurgewo étaient coupées par de larges fossés et des retranchements garnis de canons. Les Turcs tiraient de tous côtés, cachés dans les maisons; mais étonnés et presque effrayés de l'intrépidité des Russes, ils prirent la fuite et coururent à leurs bateaux. La confusion était telle qu'un grand nombre d'entre eux, impatients d'échapper au carnage, se jetèrent dans le fleuve, où ils trouvèrent la mort. Ils perdirent 3,000 hommes dans cette affaire, 7 pièces de canon, et laissèrent 376 prisonniers entre les mains des Russes. Une grande partie des maisons furent détruites; mais Stoffeln ne réussit pas à se rendre maître du château, qu'un bras du Danube séparait de la ville.

Il eût été dangereux d'aller en avant, à cause de la

saison. Toute la contrée qui s'étend de Bukarest à Giurgewo était déserte et marécageuse. Stoffeln, pour ne pas être inquiété par des partis ennemis, envoya des détachements au-dessus et au-dessous de la ville, le long du Danube, ordonna au général major Samiatin de retirer tous les vivres et les fourrages qu'il trouverait dans Giurgewo, et reprit le chemin de Bukarest, où il arriva le 11 février 1770. Les habitants lui avaient érigé un arc de triomphe, tant leur joie était grande. Le lendemain, les boyards se rendirent à la cathédrale et demandèrent à prêter serment à l'impératrice. Après la cérémonie, ils présentèrent au général le bonnet de velours orné de plumes, les deux queues de cheval et les quatre drapeaux que le Grand Seigneur donnait au hospodar en lui conférant la souveraineté. Ces trophées furent envoyés à l'impératrice; mais ce qui la flatta davantage fut une députation des chefs moldaves et valaques, chargés de lui offrir des actions de grâce pour les avoir délivrés du joug ottoman.

Après avoir été admis en présence de l'impératrice, le vice-chancelier leur fit connaître que cette princesse était satisfaite de leur soumission et qu'elle avait dessein de leur accorder tous les priviléges dont ils avaient droit de jouir comme chrétiens. En effet, pendant le peu de temps que dura la domination russe dans les principautés, des ministres de la religion grecque furent placés dans chaque ville, et ces ministres, fidèles à la pensée de Catherine, s'attachèrent à gagner l'esprit des

habitants[1]. Le général Roumiantzof composa, avec quelques boyards et quelques prélats, un haut divan ou conseil suprême, qui fut chargé, sous sa direction, de l'administration des principautés. Ce conseil introduisit quelques réformes, soulagea les habitants du poids de la capitation, et leur procura, tant que dura l'occupation, c'est-à-dire jusqu'au traité de Kainardji, un repos dont ils n'avaient jamais joui[2].

La saison ne permettant pas de continuer la guerre, le général Roumiantzof établit ses quartiers d'hiver dans les principautés, de façon que les différents corps eussent entre eux une communication facile, et partit ensuite pour Saint-Pétersbourg, afin d'y arrêter le plan de la campagne suivante.

[1] Vassif-Efendi.

[2] *Histoire de la Romanie*, par Vaillant. Cet écrivain n'est pas favorable aux Russes. Ainsi, son opinion n'en a que plus de poids.

LIVRE V.

Le général Roumiantzof, général en chef. — Position des Russes au commencement de la seconde campagne. — Tentative du général Stoffeln pour s'emparer de Braïlow. — Préparatifs de la Porte. — Elle ôte le visiriat à Moldavangi. — Elle remplace Dewlet-Gueraï par Kaplan. — Caractère du nouveau grand visir Khalil-Pacha. — Il fait passer le Danube à une partie de ses troupes. — Abdi-Pacha fait une tentative infructueuse contre Bukarest. — Roumiantzof entre en Moldavie. — Le général Panin se dirige sur Bender. — Batailles de Faldji et de Larga. — Les Turcs sont rejetés au delà du Danube. — Prise de Bender, de Braïlow et d'Ackermau. — Soumission des Tartares du Budziack et du Jédissan. — Soulèvement de la Grèce. — État de la marine turque. — Incrédulité des Ottomans au sujet d'une expédition maritime de la Russie contre leurs possessions de l'Archipel. — Le Grec Papapoulo. — Révolte des Monténégrins. — Désarmement des Grecs. — Alexis Orlof nommé commandant de l'expédition. — L'Angleterre fournit à la Russie des vaisseaux et des officiers. — Proposition du duc de Choiseul d'attaquer l'escadre russe. — Siége de Coron. — Prise de Misistra. — Massacre des musulmans. — Les Albanais accourent dans le Péloponèse. — Bravoure de Mauro-Mikali. — Les Grecs sont battus et poursuivis. — Alexis Orlof abandonne le Péloponèse. — Vengeances des Turcs. — Arrivée de l'amiral anglais Elphinston avec une seconde escadre. — Retraite de la flotte ottomane. — Elle est poursuivie par les Russes. — Combat naval de Tchesmé. — Destruction de la flotte turque. — Effroi que ce désastre cause à Constantinople. — Description des Dardanelles. — Le baron de Tott. — Les Russes perdent l'occasion de franchir le canal. — Nouveaux préparatifs de guerre sur le Danube. — Révolte d'Ali-Bey, pacha d'Égypte. — Destitution du grand visir Khalil-Pacha. — Il est remplacé par Selihdar, et Kaplan-Gueraï par Selim. — Les Russes s'emparent

de Giurgewo, de Tultscha et de Babadaghi. — Giurgewo repris par les Turcs. — Inaction de Roumiantzof. — Motifs de cette inaction. — Attaque de la Crimée. — Description de cette presqu'île. — Gouvernement des Tartares. — Le prince Dolgorouki chargé de l'expédition de Crimée. — Il enlève Perekop. — L'armée russe envahit la presqu'île. — Soumission des Tartares. — Prise de Caffa. — Le prince Tcherbatof occupe Kertch, Iénikalé, et passe dans l'île de Taman. — Échecs des Turcs sur le Danube. — Les Russes pénètrent en Bulgarie. — Ils sont partout victorieux. — Dispositions des puissances belligérantes en faveur de la paix. — Conduite équivoque de Mustapha. — Il réclame la médiation des cours de Vienne et de Berlin. — Convention du 6 juillet 1771 entre la Porte et l'Autriche. — Congrès de Fokschani. — Les plénipotentiaires Grégoire Orlof et Osman-Efendi ne s'entendent pas. — Rupture du congrès. — Congrès de Bukarest. — Il est également rompu. — Situation des deux armées. — Le nouveau grand visir Muhsin-Sade. — Attaque de Silistrie par les Russes. — Ils sont repoussés. — Mort du général Weismann. — Préparatifs pour une nouvelle campagne. — Plan du général Roumiantzof. — Les Turcs sont repoussés. — Le grand visir cerné dans Choumla. — La Porte demande la paix. — Traité de Koutchout-Kaïnardji. — Ses résultats.

Le nouveau général en chef, Pierre-Alexandrovitch Roumiantzof, était un homme de quarante ans, que son admiration pour le roi de Prusse avait rendu l'objet de l'estime et de la bienveillance de Pierre III. Entré jeune au service, il était parvenu rapidement au grade de général. Après la chute de ce prince, le général Roumiantzof s'était hâté de donner sa démission, dans la crainte que sa faveur passée ne l'entraînât dans une plus grande disgrâce. Mais Catherine, que son caractère élevait au-dessus de ces mesquines passions, loin de lui faire un crime de sa fidélité, lui avait confié le gouvernement

de la Petite-Russie, et, lorsque la guerre eut éclaté, elle lui donna le commandement du deuxième corps d'armée, qui avait pour mission d'envahir la Bessarabie et de s'emparer de Bender. Roumiantzof était brave, réfléchi, non moins prudent que son prédécesseur, mais doué d'un coup d'œil plus sûr et plus rapide.

A l'ouverture de la campagne, les Russes étaient maîtres de la Valachie jusqu'au Danube, à l'exception d'un petit nombre de places que les Turcs possédaient encore sur la rive gauche du fleuve, et dont la plus considérable était Braïlow. Le Danube forme ici plusieurs bras, dont un servait de port à la ville; car Braïlow était à cette époque une place de commerce fort importante. L'escarpement de la rive sur laquelle elle était bâtie en rendait l'accès difficile, outre qu'elle était protégée par un château fortifié de cinq bastions et par une redoute qui défendait l'approche du port. Le général Stoffeln, à qui Roumiantzof avait laissé, à son départ, le commandement de l'armée, frappé de l'importance de cette position, soit que les Russes portassent la guerre dans la Bulgarie, soit qu'ils se bornassent à défendre leurs conquêtes, avait depuis longtemps résolu de s'en emparer. Il n'avait osé cependant en former le siége dans une saison aussi rigoureuse, d'autant que la place était forte et défendue par une garnison nombreuse. Il crut y parvenir avec moins de risques en employant la ruse. Il fit en conséquence, dans la nuit du 4 au 5 février, une tentative pour la surprendre. Mais

de quelque précaution qu'il eût couvert sa marche, il ne réussit qu'à brûler une partie des faubourgs. Les Turcs le repoussèrent avec beaucoup de vigueur et lui firent éprouver une assez grande perte.

Ceux-ci, de leur côté, avaient déjà pris leurs mesures pour recommencer les hostilités avec avantage. Le Grand Seigneur, mieux informé sur le compte de Moldavangi, dont l'incapacité avait été si funeste à l'empire, l'avait envoyé comme gouverneur aux Dardanelles, et il avait élevé au visiriat Khalil-Pacha, dont le père avait autrefois commandé les armées avec une certaine gloire. Le nouveau grand visir avait des connaissances militaires fort médiocres. C'était plutôt un homme de plaisirs, tout occupé de dissiper les débris de sa fortune, qu'un ministre capable de relever par ses talents la gloire éclipsée des armées ottomanes.

Un autre changement avait signalé la mauvaise humeur de Mustapha : Dewlet-Guéraï avait été destitué et exilé dans l'île de Chypre. Son peu d'expérience, qui avait eu pour effet de compromettre dans plusieurs circonstances le plan des opérations militaires, et avec cela son importunité à demander des subsides, avaient fini par exciter la colère du sultan, qui lui avait donné pour successeur Kaplan-Gueraï, non moins incapable, et de plus accablé par le poids des années.

La Porte paraissait donc résolue de faire les plus grands efforts pour réparer les pertes qu'elle avait éprouvées dans la dernière campagne. Des ordres furent

envoyés dans toutes les provinces de la domination ottomane. Les pachas de Trébisonde, d'Erzeroum et de Kars furent chargés de défendre la Géorgie et la Crimée ; on fit partir pour cette presqu'île un séraskier avec une armée ; on se hâta de réparer les forteresses ; on leva des troupes dans la Morée ; enfin, on mit à la disposition du grand visir toutes les ressources de l'empire.

Khalil-Pacha, ayant rempli les vides que les malheurs de la dernière campagne avaient laissés dans l'armée ottomane, fit passer le Danube à un corps de 20,000 hommes, qui prit aussitôt l'offensive contre le général Stoffeln. Le séraskier de Moldavie, Abdi-Pacha, ouvrit la campagne par une tentative malheureuse. Voyant les Russes menacer Giurgewo et Kurkut, il marcha droit à Bukarest, qu'il espérait surprendre. Cette ville, située au centre d'une vaste plaine, n'avait ni murailles, ni fossés, ni artillerie. Mais Stoffeln le surprit lui-même près de Giurgewo et lui tua 300 hommes. Les vainqueurs mirent ensuite le feu à la ville et rentrèrent à Bukarest, chargés de gloire et de butin.

Le projet de l'impératrice consistait à s'assurer d'abord la possession des deux principautés qu'elle avait conquises, à passer ensuite le Danube et à marcher en avant, tandis que ses flottes iraient effrayer le Croissant dans l'Archipel et la mer Noire.

Les généraux Repnin, Stoffeln et Prozorofski occupaient la Valachie ; Panin se dirigeait vers Bender par la Podolie, en longeant la rive gauche du Dniester, dans

le temps que le général en chef Roumiantzof pénétrait dans la Moldavie, entre Kalus et Khotin, avec une armée toute fraîche. Enfin, le général Berg avait été détaché du côté de la Crimée, en vue de contenir les Tartares et de couvrir les opérations de Panin contre Bender.

Roumiantzof, ayant passé le Dniester à la fin de mai, se dirigeait vers le Pruth. Ces deux cours d'eau, qui ont leurs sources dans les Carpathes, coulent presque parallèlement du nord-ouest au sud-est. Le Pruth entre sur le territoire moldave au-dessus de Khotin, où il s'ouvre un passage à travers un rameau des Carpathes, qui forment en cet endroit les défilés dangereux appelés Tschernantza ou de Précop. Les deux fleuves, resserrés entre ces montagnes, ne laissent entre eux qu'un espace de quelques lieues; mais au delà de ces gorges étroites, la distance s'élargit de plus en plus; le territoire qu'ils embrassent est ce qu'on nomme la Bessarabie, dont la base s'appuie à la mer Noire. En sortant de la Bukovine, le Pruth prend sa direction vers le sud, sépare la Moldavie de la Bessarabie et se jette dans le Danube au-dessous de Galatz. Dans son cours, aussi long que celui du Dniester, il reçoit plus de vingt rivières.

Une partie du pays depuis Khotin ayant été dévastée, Roumiantzof s'avançait lentement sur la route de Jassy. Il calculait sa marche sur celle de Panin, qui traînait après lui beaucoup de grosse artillerie, avec tout l'attirail nécessaire pour un siége.

Le grand visir, avant de quitter Babadaghi, où l'armée ottomane s'était concentrée, avait envoyé l'ordre à Kaplan-Gueraï de se porter sur les derrières de Panin, afin d'arrêter sa marche contre Bender. Mais lorsque le prince tartare se fut approché du Pruth avec le dessein de le franchir, il en trouva tous les passages garnis de batteries formidables. Quelques troupes russes ayant passé la rivière, à la faveur de la nuit, tombèrent sur les Tartares plongés dans une profonde sécurité, et portèrent dans leur camp un désordre inexprimable.

Après cet échec, ces derniers se retirèrent à Faldji, où ils se hâtèrent d'élever des retranchements pour donner au grand visir le temps de les dégager. Pendant un mois, Kaplan-Gueraï ne quitta pas cette position, écrivant sans cesse au grand visir pour lui en faire connaître le danger. Mais, au lieu de marcher au secours du khan, Khalil se borna à faire partir, dans les derniers jours de juin, l'aga des janissaires, Mohammed-Pacha, avec le corps qu'il commandait, en même temps qu'il envoyait l'ordre à Abdi-Pacha, séraskier de Moldavie, de passer le Pruth au plus vite et de se réunir aux Tartares.

Le résultat de ce mouvement fut que le général Roumiantzof, rassuré pour ses derrières, que menaçait auparavant le séraskier de Moldavie, fit jeter immédiatement un pont sur le Pruth, afin de protéger celles de ses troupes qui tenaient en échec le khan des Tartares. Son dessein était de prévenir l'aga des janissaires et de détruire l'armée tartare avant l'arrivée des secours

qu'elle attendait avec une vive inquiétude. Il fit en conséquence les dispositions les plus promptes pour une attaque générale. Le camp des ennemis était dominé sur la droite par plusieurs points élevés. Roumiantzof les fit occuper, et, à la pointe du jour, trois fusées lancées donnèrent le signal de l'attaque. Au même instant le prince Repnin, chargé d'agir sur la gauche, s'ébranla; le général Bauer s'empara des défilés occupés par des piquets ennemis; le général major Potemkin se porta sur les derrières de l'armée, et Roumiantzof se présenta de front.

Ce mouvement général, exécuté avec beaucoup d'ensemble et de précision, étonna les Tartares, au milieu desquels régnaient déjà de l'inquiétude et quelque désordre. Effrayés, en voyant les grenadiers du général Bauer gravir avec intrépidité la hauteur sur laquelle ils avaient établi leur camp, ils n'essayèrent pas de se défendre. Ils prirent la fuite et se précipitèrent dans les gorges étroites que les Russes n'avaient pas encore occupées, abandonnant leurs tentes, leurs bagages, leurs canons et leurs munitions. A une journée du champ de bataille, ils rencontrèrent Mohammed-Pacha avec ses janissaires; mais la terreur s'empara aussi de ces derniers, et les uns et les autres prirent en courant le chemin de Kartal.

Soltikof, ayant poursuivi les fuyards avec sa cavalerie, fit plusieurs prisonniers et massacra tous ceux qui refusèrent de se rendre. De son côté, le général

Potemkin avait fait passer le Pruth à sa cavalerie légère; mais, à la vue de ce faible corps, la cavalerie ottomane s'arrêta, tomba sur lui avec furie et l'aurait taillé en pièces, sans le feu d'une batterie que le lieutenant-colonel Fabricius établit fort à propos.

L'armée tout entière s'était jetée pendant ce temps sur les traces de l'ennemi, et elle se trouva bientôt en sa présence, non loin d'une petite rivière nommée Larga. Les Turcs passèrent la Larga et prirent une excellente position sur une montagne escarpée, couverts d'un côté par le Pruth, et de l'autre par la Larga; mais Roumiantzof ayant envoyé contre leurs deux ailes les lieutenants généraux Plemiannikof et Repnin, le général Baüer et le général-major Potemkin, marcha lui-même contre leur centre. C'est sur ce point que l'ennemi avait placé la plus grande partie de son artillerie; c'est au-devant de ces bouches formidables qu'il fallait conduire les Russes, après qu'ils auraient gravi une montagne escarpée.

Roumiantzof ayant disposé sur toute l'étendue de son front de bataille des batteries mouvantes, destinées à porter leur feu sur la partie des retranchements qu'il voulait aborder, les troupes s'ébranlèrent aussitôt que ces batteries eurent commencé à jouer. Leur effet fut prodigieux. Les Turcs y répondirent par un feu également terrible; mais ils ne purent empêcher les Russes de parvenir, à travers la mitraille et la mousqueterie, jusqu'au premier retranchement, dans lequel ils se je-

tèrent avec une admirable intrépidité. L'ennemi chassé de ce poste, ils passèrent dans le second, s'en emparèrent, et en peu de temps ils eurent forcé les Turcs à se retirer en désordre, laissant au pouvoir des Russes 130 pièces de canon. Le khan des Tartares, ayant opéré sa retraite dans la direction du Danube, se réunit au grand visir avec une armée désorganisée.

Jusque-là ce dernier avait apporté dans ses mouvements une lenteur incompréhensible. Ce n'est que le 26 juillet qu'il avait quitté Isaktchi, où ses troupes étaient restées dans l'inaction, et qu'il s'était décidé à passer le Danube. Son armée, forte de 150,000 hommes après sa jonction avec le khan des Tartares, se trouvait campée sur la rive gauche de la Kaghul, au-dessus du lac dans lequel elle se jette. Un autre lac, s'étendant le long de sa droite, ne laissait aux ennemis aucune possibilité de l'attaquer par les flancs. Dans cette position elle conservait avec le Danube, qui formait sa base et sur lequel existaient encore les ponts qui avaient servi à son passage, une communication facile et une retraite assurée en cas de malheur. Enfermée dans ses retranchements, l'armée ottomane attendait l'arrivée des Russes. Les Tartares, qui avaient pris position sur la droite, se proposaient, en se développant sur les derrières de l'ennemi, de lui couper ses convois et, au besoin, de le placer entre deux feux.

Le général Roumiantzof n'était plus qu'à quelques milles de l'armée ottomane. Pour prévenir le dessein

du khan des Tartares et couvrir ses convois, il détacha contre ce prince un corps d'infanterie, qu'il fit soutenir par un détachement de cavalerie. Pendant trois jours, ces deux corps eurent à lutter, et ils le firent avec des chances variées de succès et de revers, contre les attaques incessantes des Tartares. Leur résistance assura l'arrivée des convois.

Les Ottomans ne s'attendaient pas encore à être attaqués. Mais Roumiantzof, plein de confiance dans ses troupes, que leurs succès avaient enhardies, avait résolu de livrer immédiatement une bataille générale. Il s'approcha donc, le 1er août, à quatre heures du matin, de l'armée ottomane. Les Turcs, en apercevant les Russes, sortirent de leurs retranchements et se mirent en ligne. Le grand visir plaça Abasa-Pacha, gouverneur d'Ismaïl, à l'aile droite; Hassan-Pacha à l'aile gauche, et donna le commandement de l'avant-garde à Abdi-Pacha. Pour lui, il se réserva le centre. Le khan de Crimée, qui se trouvait en avant de Kartal, l'avait informé que la position des Russes était critique; qu'ils manquaient de vivres, et qu'il se proposait de les tourner, afin de pénétrer dans leur camp, dès qu'ils seraient aux prises avec l'armée ottomane.

Les troupes du grand visir, beaucoup plus nombreuses que celles du général russe, débordèrent des deux côtés, sans pouvoir toutefois les envelopper. L'artillerie des Russes les força même de rentrer dans leurs retranchements, où elles furent immédiatement assiégées.

Alors commença une lutte épouvantable. Pendant cinq heures les deux armées se canonnèrent sans interruption. Mais rien ne pouvait résister à l'intrépidité des Russes. Ils arrivèrent à travers le feu de 140 pièces de canon, la baïonnette au bout du fusil, jusqu'au pied des retranchements, les franchirent et massacrèrent ou mirent en fuite tout ce qui fit obstacle à leur impétuosité. Le grand visir épouvanté se sauva, entraînant après lui toute l'armée. Le camp des Turcs renfermait de grandes richesses; tout fut la proie des vainqueurs : les bagages, l'artillerie, des tentes magnifiques, des armes précieuses, des tapis, des vases d'or et d'argent, en un mot tout le luxe de l'Orient. La perte en hommes ne fut pas moins considérable. Le chemin depuis le champ de bataille jusqu'au Danube était couvert de cadavres.

Cette victoire fit le plus grand honneur à Roumiantzof. Il n'avait alors avec lui que 40,000 hommes; mais la confiance qu'il avait su leur inspirer, et qui fut couronnée d'un succès inouï, parut avoir doublé leurs forces. On assure que ses troupes, après avoir forcé les Turcs à se retirer dans leur camp, éprouvèrent un moment d'hésitation, à la vue de cette enceinte fortifiée; mais Roumiantzof se mit à leur tête, et les anima si bien par ses paroles et par son exemple, qu'elles se précipitèrent contre cet obstacle avec une effrayante intrépidité.

Si ce général, après la défaite des Ottomans, se fût

mis à la poursuite du grand visir, il est probable que cette armée de 150,000 hommes, alors frappée de terreur, eût été complétement anéantie. Les Turcs, arrivés à Kartal, où il n'existait aucune fortification, n'auraient pas même songé à s'y défendre. Le grand visir s'était jeté dans un bateau, à l'insu de l'armée, et avait gagné Isaktchi, où les principaux officiers ne tardèrent pas à le joindre, pendant qu'Abdi-Pacha et l'aga des janissaires prenaient le chemin d'Ismaïl avec une partie des troupes. Le reste fut transporté à Isaktchi sur des barques que le grand visir leur envoya [1].

Roumiantzof avait mis à leur poursuite deux détachements de 10,000 hommes chacun, qu'il avait confiés aux généraux Bauer et Repnin. Ces deux généraux s'acquittèrent de leur mission avec autant d'intelligence que de bonheur. Ils parcoururent la rive droite du Danube depuis Ismaïl jusqu'à Braïlow et en chassèrent les Turcs. Un corps de 20,000 hommes, spahis et janissaires, voulut arrêter le prince Repnin dans sa course victorieuse ; mais il ne tint pas contre le courage des Russes, animés par leurs derniers succès; il fut battu, dispersé et forcé de repasser le fleuve à la hâte. Repnin trouva dans Ismaïl, dont une capitulation le rendit maître, 44 pièces de canon, avec des magasins considérables. De là il courut à Kilia-Nova, qui ne résista que

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, par Vassif-Efendi.

deux jours. C'était pourtant une ville forte, que sa situation à l'entrée de la mer Noire, sur un bras du Danube, rendait importante.

Ni le grand visir ni le khan des Tartares ne s'étaient occupés d'arrêter la marche des Russes. Kaplan-Gueraï avait quitté les environs d'Ismaïl pour se rendre en Crimée. Après sa retraite, toute la Bessarabie, à l'exception de Bender et d'Ackerman, tomba au pouvoir des Russes[1].

On ne saurait se représenter la terreur dont cette suite de revers avait frappé les armées ottomanes. Les uns en rejetaient la faute sur les troupes d'Asie, ramas de volontaires plus prompts à se disperser qu'à braver le danger. On venait de voir en effet sur la Kaghul les troupes du Diarbek, composées en grande partie de Kurdes, se débander au milieu du combat et gagner leurs foyers. On apprenait à chaque instant que d'autres corps, saisis d'une égale frayeur, suivaient impunément ce funeste exemple. D'autres accusaient en secret le grand visir, dont la faiblesse encourageait au désordre. Dans un conseil de guerre, celui-ci fit sentir la nécessité de défendre Otschakof et Ackerman; mais il ne se trouva personne qui voulût s'en charger. Le trésor était vide, et le découragement extrême. En vain le Grand Seigneur avait ordonné de diriger sur Isaktchi

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, par Vassif-Efendi.

tous les hommes en état de porter les armes, et au pacha de la Roumélie de préserver Matchin. Des troupes furent dirigées vers Tultscha, que les Russes menaçaient; mais ces mesures tardives n'étaient plus suffisantes pour dissiper la terreur que les soldats, en fuyant, avaient répandue par tout l'empire.

L'impératrice avait éprouvé tant de satisfaction en apprenant le succès de son armée, qu'elle combla de faveurs les généraux victorieux. Elle envoya à Roumiantzof les insignes et la pension de première classe de l'ordre militaire de Saint-Georges, avec le don d'une terre considérable située en Ukraine et peuplée de 12,000 serfs. Le général Bauer, outre une forte gratification, reçut les insignes et la pension de seconde classe du même ordre, et, ce qui le flatta davantage, une lettre de l'impératrice.

Le général Panin, après les événements que nous venons de rapporter, avait continué sa marche vers Bender, qui était le but de ses opérations. Son principal objet étant d'empêcher les Tartares de s'opposer à son entreprise, il détacha le prince Prozorofski du côté d'Otschakof avec les Cosaques du Don. Prozorofski s'approcha de la place pour la reconnaître; mais, informé qu'elle était bien défendue, il se borna à l'observer et à battre le pays entre le Dniester et le Don. Sa présence contint en effet les Tartares.

Pendant ce temps, Panin s'établissait à peu de distance de Bender, dont il avait examiné la position. Les

ennemis avaient essayé d'éloigner les Russes en dirigeant contre eux un feu soutenu d'artillerie. Ils firent même, à la faveur d'une vive canonnade, une sortie qui fut près de réussir; mais ils furent rejetés dans la place. Aussitôt l'armée prit possession de son camp, s'y fortifia et couvrit de défenses les deux côtés du pont du Dniester. Le 30 juillet, la division Rennekampf ouvrit la tranchée. L'ardeur des troupes était si grande que le feu de la place, quoique très-vif, ne put ni les faire reculer, ni même ralentir leurs travaux. Elles plantèrent sur le parapet de la tranchée leurs drapeaux criblés de balles; et, lorsqu'enfin elles eurent établi leurs batteries sur les deux rives du fleuve, à environ sept cents mètres des ouvrages de la place, elles commencèrent à leur tour à faire un feu terrible sur tous les points à la fois.

Les choses en étaient là quand Roumiantzof, ayant achevé la dispersion de l'armée ottomane, songea sérieusement à renforcer les troupes de Bender. Il détacha à cet effet six bataillons de grenadiers et les fit partir pour cette ville. Ce secours permit à Panin de pousser le siége avec plus de vigueur. La garnison ne lui laissait aucun instant de repos. En seize jours de tranchée, elle sortit sept fois contre les assiégeants. D'un autre côté, la ville fut deux fois mise en feu. La peste y faisait d'effroyables ravages, et le gouverneur Mohammed-Pacha venait d'être emporté par la contagion. Cependant ces divers fléaux n'affaiblirent pas un instant le courage

des Turcs, et le nouveau gouverneur, Demin-Pacha, déploya la même énergie que son prédécesseur.

Cette place qui, de nos jours, n'a plus aucune importance, était regardée à cette époque comme le boulevard de la Crimée et comme une des clefs de la mer Noire. Aussi l'impératrice avait-elle donné les ordres les plus formels de s'en rendre maître, et il semble même que tous les mouvements des autres corps n'avaient eu pour but que de faciliter l'exécution de ce plan.

Le siége durait depuis plus d'un mois. Les Russes n'attendaient pour donner l'assaut que la fin des travaux d'une mine particulière, sur laquelle ils avaient fondé de grandes espérances. Cette mine, appelée *globe de compression*, inventée ou perfectionnée par un ingénieur français, n'était autre chose qu'une suite de mines entrelacées les unes dans les autres, dont l'éclat devait produire d'épouvantables ravages. Lorsqu'elle fut achevée et chargée de poudre, on fixa l'assaut au 27 septembre. Les troupes russes, divisées en trois colonnes, se rendirent à leurs postes en gardant un profond silence. L'explosion du globe de compression devait être le signal de l'attaque. On espérait qu'elle détruirait une partie des ouvrages de la place, et que le trouble qu'elle jetterait dans la ville serait assez long pour que l'armée eût le temps d'y entrer. On avait distribué à chaque soldat des pétards pour mettre le feu aux portes et des échelles pour escalader les murailles.

Le globe éclata à dix heures du soir. La commotion

fut épouvantable. Au même instant toutes les colonnes s'avancèrent à la fois. Les portes de la ville ne purent être entamées, parce qu'elles étaient bardées de fer; mais les Russes ayant atteint le haut des remparts, il se livra, d'abord sur les fortifications, ensuite dans les rues et jusque dans les maisons, une lutte affreuse à la lueur de l'incendie. Ce combat, ou plutôt ce carnage, dura dix heures. Ce n'est qu'à huit heures du matin que les Russes furent complétement vainqueurs. Les femmes et les enfants furent en partie massacrés, en partie ensevelis sous les ruines des maisons incendiées.

Le gouverneur s'était retiré dans la forteresse avec les débris de la garnison. La persévérance avec laquelle les Turcs avaient défendu la ville faisait craindre aux Russes qu'ils ne défendissent ce dernier asile avec le même courage et plus de succès; mais l'incendie, en se propageant, avait déjà gagné le château. La position du gouverneur était horrible; car Panin exigeait qu'il se rendît à discrétion. Demin-Pacha, n'ayant pas d'autre moyen de sauver ses troupes, se livra donc.

Les Russes trouvèrent dans la place une quantité prodigieuse d'armes et de munitions, 350 canons, 86 mortiers, 80 drapeaux, 30,000 boulets et plus de 30,000 livres de poudre. Ils firent 5,500 prisonniers. De leur côté, la perte en hommes ne fut pas moins considérable.

Après cette conquête, qui couronnait si glorieusement la campagne, il ne restait plus aux Turcs, sur la rive gauche du Danube, que Brallow, contre laquelle le

général Stoffeln avait échoué l'hiver précédent, et, à l'embouchure du Dniester, que Bielgorod ou Ackermann. Ces deux places pouvaient servir de base d'opérations, si le grand visir, quoique rejeté au delà du Danube, réunissant les débris épars de son. armée, se décidait à repasser le fleuve et à disputer aux Russes la possession des provinces conquises. Roumiantzof le redoutait, car il désirait prendre ses quartiers d'hiver dans ces provinces, sans courir le risque, comme il l'avait éprouvé en dernier lieu, d'être sans cesse inquiété. En conséquence, il transporta son quartier général à Faldji, pour surveiller les mouvements de l'armée ottomane, et envoya le général Glebof contre Braïlow, et Igelstrom contre Ackermann.

Braïlow est située au confluent du Sereth et du Danube, vis-à-vis Matchin, qui occupe une excellente position sur la rive droite du fleuve. Les Russes, s'y étant présentés le 26 septembre, en commencèrent le siége immédiatement. La garnison, dont les pertes étaient sans cesse réparées par les secours qu'elle recevait de la rive opposée, faisait de fréquentes sorties. Glebof recula même jusqu'à Maximiani, et, sans un renfort de cavalerie que lui envoya Roumiantzof, il eût été réduit à renoncer à son entréprise. La vue de ces troupes effraya sans doute les Turcs, que les derniers combats avaient fatigués, car ils abandonnèrent la ville, dont les Russes prirent possession le 5 novembre. Mais ce n'était plus qu'un monceau de ruines.

Le baron d'Igelstrom s'était emparé d'Ackermann après dix jours de siége ; il avait trouvé dans la place 70 pièces de canon.

Ce fut cependant à la suite de ces brillants succès que le général Roumiantzof, ayant reçu de son gouvernement les pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix, fit proposer au grand visir d'ouvrir des négociations à cet effet, afin de mettre un terme aux maux que la guerre avait déjà causés aux deux empires. Mais celui-ci, au lieu de profiter avec empressement de cette ouverture, en conclut que, puisque les Russes victorieux faisaient de semblables propositions, c'est qu'ils étaient épuisés. Il répondit en conséquence au colonel Patrowna qu'il prendrait les ordres du sultan, et qu'il en instruirait le général Roumiantzof[1].

Pendant ce temps, le général Panin avait conclu, sous les murs de Bender, avec les Tartares du Jédissan et du Budziack, un traité qui ne fut pas sans influence sur les succès obtenus par les Russes. De tous les malheurs qui affligèrent les Turcs, aucun ne leur fut plus sensible.

Les peuples de race tartare se divisaient en quatre grandes hordes, répandues le long du littoral de la mer Noire, depuis le Kouban jusqu'au Danube. Entre ce dernier fleuve et le Dniester, c'était la horde du Budziack ;

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, tiré des *Annales* de Vassif-Efendi.

du Dniester au Dnieper, celle du Jédissan ; entre le Dnieper et le Danube ils se nommaient Nogaïs de Djamboïlouk ; enfin, depuis le détroit d'Iénikalé jusqu'à la Kabarda, ils étaient connus sous le nom de Tartares du Kouban. Mais ils dépendaient tous du khan de Crimée, auquel ils payaient un tribut, et duquel ils recevaient des gouverneurs, qui étaient en général les frères ou les fils du khan lui-même.

Chaque horde était divisée en tribus, et chaque tribu en *aouls*. A l'époque dont nous parlons, toutes les tribus n'étaient pas encore entièrement fixées. La horde du Jédissan, la plus riche de toutes, errait dans les vastes plaines situées au nord du Dniester, entre Bender et Otschakof, se livrant plus particulièrement au soin des troupeaux et faisant avec la Pologne, la Russie et l'empire Ottoman un commerce considérable en grains, bestiaux, cuirs, laines, beurre et laitage. Ils étaient tous cavaliers et soldats. Chaque aoul, au moment d'ensemencer les terres, choisissait le lieu de son campement. Le *mirza*, ou chef de l'aoul, distribuait les lots de terrains suivant l'importance des familles, puis chacun entourait sa portion d'un enclos, jusqu'à ce que, la récolte faite, la tribu transportât ses tentes ailleurs.

Le traité de Bender stipulait : 1° Que les Tartares du Jédissan et du Budziack se plaçaient sous la protection de l'impératrice, en conservant leurs lois et leurs coutumes ;

2° Qu'ils engageraient les autres Tartares, et notam-

ment ceux de la Crimée, à se mettre également sous la protection de la Russie, aux mêmes conditions ;

3° Qu'ils ne reconnaîtraient pour leur khan que celui qui accéderait au traité ;

4° Enfin, qu'ils s'efforceraient de rendre, avec le secours de l'impératrice, la domination tartare libre et indépendante, c'est-à-dire telle qu'elle existait anciennement.

De son côté, le général Panin s'engagea, au nom de sa souveraine, à laisser aux Tartares la jouissance de leurs terres et à les protéger contre les attaques de leurs ennemis, particulièrement des Turcs, si ces derniers cherchaient à les faire rentrer sous leur domination.

Ce traité fut le premier pas de la Russie vers la conquête de la Crimée, sur laquelle ses regards se portaient sans cesse; car là était cette mer Noire, objet de son ambition; là, elle se trouvait aux portes de Constantinople, dont la conquête était devenue son rêve.

Les Turcs rejetés au delà du Danube; la Crimée isolée du continent par la prise de Bender; l'agitation produite par la soumission des Tartares de la mer Noire; les Russes devenus plus confiants et plus audacieux par le succès; les Turcs, au contraire, découragés par leurs défaites, tels furent les fruits de cette glorieuse campagne, dont les commencements avaient été douteux. L'armée ottomane avait ravagé, suivant son habitude, la Moldavie et la Valachie. Les Russes, loin de les imiter, avaient invité les habitants à cultiver leurs terres,

et par là ils s'étaient créé des ressources pour une seconde campagne. La possession de la Bessarabie leur procura des avantages non moins considérables. Outre celui de couper les communications entre les Tartares de la Crimée et l'armée ottomane du Danube, les riches pâturages qui couvrent toute la partie basse de cette province devenaient une ressource inappréciable pour leur cavalerie, tandis que les immenses troupeaux de bœufs qui errent dans ces hautes prairies assuraient à l'armée des vivres en abondance.

Ces résultats, quelque grands qu'ils fussent, ne furent cependant pas les seuls avantages remportés par les Russes. Sur un autre théâtre, ils se couvrirent d'autant de gloire, et furent encore plus près de ruiner l'empire ottoman. Nous laisserons donc le grand visir, qui ne pouvait plus contenir l'impatience de ses troupes, quitter précipitamment Isaktchi, où les approvisionnements étaient devenus moins faciles, depuis que les Russes occupaient la Bessarabie, et nous raconterons l'expédition maritime dirigée contre la Turquie.

Les Turcs n'avaient fait aucun préparatif pour écarter ce nouveau péril. Leur confiance était telle, qu'il ne fallut rien moins que la présence dans l'Archipel d'une escadre ennemie pour les tirer de leur assoupissement. Le gouvernement français avait informé le divan du projet des Russes contre la Grèce; mais la plupart des grands de l'empire, persuadés qu'une flotte russe ne pouvait arriver de Pétersbourg dans la Méditerranée,

avaient traité ce projet de vision. Ils avaient des connaissances géographiques si bornées qu'ils ignoraient l'existence d'une communication entre la mer Baltique et la mer Méditerranée. Ils ne croyaient donc pas qu'une escadre russe pût arriver dans l'Archipel par une autre voie que par celle de la mer Noire [1], lorsque tout à coup la nouvelle éclate à Constantinople qu'une flotte ennemie a paru à l'entrée du golfe de Lépante.

Des courriers expédiés par les commandants des places maritimes viennent demander des instructions et des secours, et portent la terreur dans cette grande ville. On s'empresse d'envoyer des ordres à Rhodes, à Anterari, à Dulcigno, à Salonique, pour faire parvenir des vaisseaux et des troupes sur les côtes de la Morée. On arme trente galères, et l'on presse la construction de cent cinquante galiotes, destinées à protéger les ports de la mer Noire. Mais rien de plus misérable que ces vaisseaux. Leurs bords élevés présentaient beaucoup de bois au feu de l'ennemi, tandis que leurs batteries basses étaient exposées à se trouver sous l'eau au moindre mouvement des vagues. Les officiers n'avaient aucune connaissance de l'art nautique, et la plupart des hommes qu'on avait forcés à devenir matelots n'étaient jamais montés sur un bâtiment. On peut juger d'après cela combien les manœuvres devaient être mal exécu-

[1] *Mémoires du baron de Tott*, — *Tableau de l'empire ottoman*, par Eton, t. Ier ; — *Lettres sur la Turquie*, par Ubicini.

tées; hommes et choses étaient, en un mot, dans un état déplorable.

Le projet de soulever la Grèce était fort ancien. La situation de l'empire ottoman, qu'entouraient de toute part des peuples assujettis à son joug, sans pouvoir s'unir à lui par la croyance, avait attiré l'attention de la Russie, avant même Pierre le Grand. Plusieurs de ces peuples, ceux principalement qui habitaient les hautes montagnes de la Grèce, et qui s'étaient maintenus dans une sorte d'indépendance, étaient d'origine slave, et avaient conséquemment avec les Russes une certaine conformité de mœurs, de langage et de religion. Depuis que ce projet avait reçu plus de consistance, le gouvernement de Russie avait mis à profit les dispositions favorables de ces peuples. Il n'avait cessé d'entretenir des intelligences parmi eux, au moyen d'émissaires envoyés dans les montagnes, lesquels, sans avoir un caractère public, parlaient cependant au nom de leur souveraine, vantaient sa puissance et répétaient que son désir était de rompre leurs chaînes.

D'un autre côté, il existait parmi les Grecs une tradition que leur délivrance viendrait du nord, et qu'elle serait l'œuvre d'un peuple aux cheveux blonds. Ces bruits étaient vagues, mystérieux; mais, à mesure que la puissance des tsars grandissait, les Hellènes s'attachaient à cette croyance avec une plus grande force de conviction. D'ailleurs, l'action de la Russie était devenue de plus en plus active. Des croix, des ornements

d'église, des livres de prières, des médailles de saints, envoyés de Pétersbourg au couvent du mont Athos, étaient pour les Grecs un témoignage certain de la sollicitude impériale, qui les rattachait à la gloire de la Russie.

Sous le règne de Catherine II, princesse ambitieuse et romanesque dans les premières années de sa jeunesse, l'idée de fonder un royaume, dans cette brillante contrée où de si grandes républiques avaient fleuri, fut accueillie avec empressement par la plupart des hommes qui l'entouraient. Elle écrivait elle-même à Voltaire, au mois d'août 1770: « J'ai fait mon possible pour orner les cartes géographiques de la communication de Corinthe à Moscou. Il ne dépend que des Grecs de faire revivre la Grèce. » Mais énervés depuis des siècles par un despotisme barbare, les Grecs avaient presque perdu le sentiment de la liberté. Cependant, les souvenirs d'une gloire éclipsée ne s'étaient pas entièrement effacés de leur esprit, et de vagues espérances se perpétuaient d'âge en âge pour les consoler de leur abaissement.

Un Thessalien nommé Papapoulo, capitaine au service de la Russie, avait flatté l'orgueil d'Orlof en l'entretenant de ce projet, dont il lui aplanissait à dessein les obstacles. C'était une âme inquiète et dévorée d'ambition. Chargé de parcourir la Grèce pendant plusieurs années, et de recueillir des informations sur l'état de cette contrée, ses rapports favorables décidèrent Orlof à partir lui-

même pour le Péloponèse, vers la fin de l'année 1766. Les intrigues de la Russie prirent alors un plus grand degré d'activité. Papapoulo enrôla des agents ; on ne fit presque plus de mystère des projets qu'on avait conçus; en un mot, la plus vive agitation régnait parmi les Grecs.

Les Monténégrins, qui habitaient les hautes vallées au nord-ouest de l'Albanie, le long du golfe Adriatique, peuple à demi barbare et n'ayant d'autre profession que celle des armes, levèrent les premiers l'étendard de la révolte. Ils furent battus, poursuivis de rochers en rochers, et leurs villages réduits en cendres. Mais ce mouvement, quoique promptement étouffé, ne laissa pas moins subsister au sein de ces vallées profondes une prodigieuse fermentation.

Voilà où en étaient les choses lorsque la guerre avait éclaté entre la Russie et la Porte ottomane. Les Grecs furent désarmés; mais la plupart cachèrent leurs armes ou s'en procurèrent de nouvelles. On les empêcha de se réunir; on ferma leurs églises; on interdit jusqu'aux prières publiques. Ces mesures extrêmes accrurent le mécontentement et ne firent qu'irriter parmi les Hellènes le désir de secouer le joug.

Ce fut alors que le projet d'envahir la Grèce fut définitivement adopté dans les conseils de Pétersbourg. Papapoulo, ayant pénétré dans les montagnes du Péloponèse, eut avec les chefs des Maniotes des conférences secrètes, dont le résultat fut qu'ils se soulèveraient aus-

sitôt qu'on leur apporterait des munitions et des armes, et qu'une escadre russe apparaîtrait sur les côtes de la Grèce. Ce peuple avait la prétention de descendre des Spartiates, dont il avait l'intrépidité et les mœurs farouches. Le pays qu'il occupait s'étendait des montagnes du Taygète au promontoire de Mégare.

Alexis Orlof partit alors de Pétersbourg, accompagné de son frère Théodore, pour se rendre sur le théâtre des événements. L'escadre qu'il commandait, composée de 7 vaisseaux de ligne, de 4 frégates et de quelques bâtiments de transport, et chargée de 1,200 hommes de débarquement, sortit des ports de la Baltique au mois de septembre 1769, dans le même temps où l'armée russe, repoussée de la Moldavie, venait de repasser le Dniester.

L'Angleterre avait fourni à la Russie des marins, un amiral et des officiers expérimentés. Avant que l'escadre russe eût paru dans la Méditerranée, le duc de Choiseul avait proposé, dans un conseil de ministres, de l'attaquer à son passage dans cette mer. Cette tentative eût infailliblement changé le sort de la guerre; mais les autres ministres en jugèrent comme autrefois Aristide d'un projet pareil communiqué par Thémistocle: ils le trouvèrent injuste, et il fut abandonné [1].

Cette considération morale ne fut pas celle, toute-

[1] *Politique des cabinets de l'Europe*, par le comte de Ségur, t. II.

fois, qui domina le plus dans les conseils de la France. On craignait une lutte avec l'Angleterre, dont les vaisseaux protégeaient cette audacieuse expédition, et, comme à cette époque la France n'abordait plus qu'avec timidité les questions dans lesquelles elle s'engageait autrefois avec le sentiment de sa force, elle saisit avec empressement l'occasion qui se présenta d'abriter sa faiblesse derrière la moralité d'un acte, que, du reste, il n'eût pas été possible de justifier.

Une partie de la flotte arriva, sur la fin du mois de février, dans le golfe de Passava, fort maltraitée par les vents contraires. La nécessité de réparer ses avaries fit perdre aux Russes un temps précieux. Théodore Orlof ne put débarquer qu'au milieu de mars. Il mit à terre huit cents hommes et se présenta devant Coron. La garnison épouvantée avait d'abord paru disposée à rendre la place, que protégeaient à peine de faibles murailles; mais, rassurée par la lenteur des Russes, elle reprit courage et résolut de se défendre.

Pendant ce temps, l'évêque de Montanaro, une croix à la main, parcourait les villages de la côte et prêchait la guerre au nom de la religion et de la liberté. Quelques montagnards étant accourus à son appel, on en forma deux divisions, qui furent dirigées l'une à l'orient et l'autre à l'occident du Péloponèse. Celle-ci, sous les ordres d'un jeune Grec de l'île de Mycone nommé Psaros, devait pénétrer par les montagnes vers Misistra, ville

moderne, à une lieue des ruines de Lacédémone. Elle descendit du Taygète dans la vallée que baigne l'Eurotas, et, ayant franchi sans obstacle les défilés abandonnés par les Turcs, elle parut sous les murs de Misistra, où les fuyards avaient déjà porté l'épouvante. Les Turcs offrirent de se rendre, sous la condition qu'ils pourraient se retirer librement avec leurs familles. La convention fut acceptée, et déjà elle avait commencé d'être exécutée, lorsqu'une bande de Maniotes pénètrent dans la forteresse, massacrent tous ceux qu'ils rencontrent, se livrent à un effroyable pillage et poursuivent les musulmans jusque dans l'église, où l'évêque avec son clergé put à peine arrêter leur fureur.

Au bruit de ce succès, la Grèce allait s'ébranler tout entière. L'Arcadie commençait à s'agiter, et le mouvement avait gagné les provinces voisines. Partout les musulmans avaient abandonné les campagnes pour se réfugier dans les villes, à Tripolizza, à Corinthe, à Napoli de Romanie. Patros s'était soulevée. Psaros marchait contre Tripolizza.

Mais déjà les Albanais accouraient dans le Péloponèse, enivrés du sang des Monténégrins, dont ils avaient saccagé les villages. Les pirates musulmans, sortis des îles qui bordent la Grèce, pénètrent le vendredi saint dans la ville de Patras. Les habitants, surpris dans les églises, où ils se livraient avec sécurité à la prière, furent presque tous égorgés. Mille cavaliers albanais accourus au secours de Tripolizza étaient entrés dans la ville et en

avaient massacré les Grecs. De là ils marchent vers Coron. Le défilé de Nysie, qu'ils avaient à traverser, était gardé par Mauro-Mikali avec quatre cents Maniotes. Cet intrépide guerrier, digne du siècle de Pélopidas, s'était retranché dans une bourgade qui occupait le milieu du défilé. Il s'y défendit de maison en maison, jusqu'à ce que, resté seul avec son fils, encore enfant et couvert de blessures, il tomba entre les mains des Turcs. Ces derniers, s'étant réunis aux soldats de Coron, marchèrent alors contre les Russes, firent lever le siége de Modon, après un rude combat, et s'emparèrent de l'artillerie ennemie.

Cette série d'échecs avait jeté les Grecs dans un profond découragement, et dès lors ils ne songèrent plus qu'à chercher des retraites cachées pour se soustraire à la fureur des Turcs.

Jusqu'à présent les succès des Russes s'étaient bornés à la prise de Navarin (mai 1770). Psaros, avec les débris de sa troupe, s'était mis à couvert dans le golfe de Misistra, où l'amiral Elphinston était entré vers la fin de mai avec son escadre. Mais les Russes paraissaient avoir laissé échapper sans retour l'occasion de délivrer la Grèce. Les Hellènes, poursuivis par les musulmans, accouraient en foule à Navarin, épouvantés et sans armes ; car Muhsin-Sade [1], le même qui occupait le visiriat

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes, depuis 1769 jusqu'en 1774*, par Vassif-Efendi.

lorsque la guerre avait éclaté, déployait contre eux tant d'activité et de vigueur, qu'il en fut surnommé le vainqueur des Moraïtes.

L'amiral Elphinston avait quitté le golfe de Misistra pour courir au-devant de la flotte ottomane. L'issue de la bataille aurait peut-être relevé la fortune des Hellènes; mais Alexis Orlof, craignant d'être assiégé dans Navarin, prit le parti d'évacuer la ville. Il fit donc embarquer les blessés et quelques centaines de Grecs avec Papapoulo, qui mourut peu de temps après dans une île de l'Archipel, et se hâta de rejoindre Elphinston, abandonnant cette malheureuse contrée à la vengeance de ses oppresseurs. Cette vengeance fut atroce : 50,000 Grecs furent égorgés, et la Grèce vit de nouveau ses destins enchaînés sous un joug plus pesant. Beaucoup de villages furent détruits; beaucoup de familles réduites en esclavage; la Morée demeura sans culture, et, dans plusieurs endroits, la population chrétienne fut presque anéantie.

L'amiral Elphinston était arrivé tout récemment d'Angleterre avec une escadre de 3 vaisseaux de ligne, 3 frégates et 2 bâtiments de transport. Du golfe de Misistra, dans lequel il se trouvait en ce moment, la flotte ottomane lui ayant été signalée, il s'était mis à sa poursuite. Une partie de cette flotte était en vue du port de Napoli, où elle avait ordre de déposer des munitions et de recueillir des renseignements sur l'état du Péloponèse. Elphinston, s'en étant approché, l'obligea de se retirer sous le feu d'une batterie qui défendait l'entrée

du port, et la tint bloquée pendant deux jours. Mais le mauvais temps l'ayant contraint lui-même de s'éloigner, il fit voile vers l'île de Cerigo (Cythère), où il se proposait d'attendre les secours qu'il avait demandés.

Le capitan-pacha Hosameddin manquait de coup d'œil et de résolution. Au lieu de profiter de l'éloignement de l'escadre russe pour rejoindre le reste de sa flotte, qu'il avait laissée en arrière, et de marcher ensuite contre Elphinston, avant que celui-ci eût reçu le secours qu'il attendait, il demeura dans une sorte d'inaction, convaincu que les Russes quitteraient d'eux-mêmes l'Archipel, après la ruine de leurs espérances, et qu'il fallait par conséquent éviter les combats. Hassan était d'un avis contraire. C'était un transfuge d'Alger, qui, par une suite d'aventures fort singulières, dans lesquelles il avait déployé beaucoup de courage et de hardiesse, avait trouvé le moyen de se faire remarquer. Il était capitaine sur le vaisseau amiral. Le cœur plein de bravoure, mais la tête remplie d'idées extravagantes, il était parti de Constantinople avec la résolution de détruire la flotte russe.

Le capitan-pacha venait de quitter le port de Napoli, sans trop savoir le parti qu'il prendrait ensuite. La flotte ottomane, sortie du port dans la nuit du 30 au 31 juin, aperçut au point du jour celle des Russes, et prit la fuite à toutes voiles. Les Russes la poursuivirent, mais ils la perdirent bientôt de vue. Le capitan-pacha, ayant gagné la hauteur de l'île de Chio, se jeta dans le canal qui sépare l'île de la côte d'Asie, et résolut d'attendre

l'ennemi dans cette position, qu'il croyait excellente. Le canal n'a que quatre lieues dans sa plus grande largeur. Au fond du golfe est bâtie Chio. Du côté opposé, c'est-à-dire sur le rivage d'Asie, apparaît Tchesmé, l'ancienne Cyssus, sur le sommet d'un coteau qui descend à la mer par une pente douce.

Les îles Spalmodari, environnées d'écueils, ferment en quelque sorte l'entrée de ce canal, devenu célèbre par la destruction de la flotte ottomane. Quelques frégates, mouillées sur les ailes de la flotte, qui formait une longue ligne entre la terre ferme et les îles Spalmodari, en avant du port de Tchesmé, avaient ordre de signaler l'ennemi, dès qu'il paraîtrait, et de le laisser s'engager dans ce défilé, où les trente vaisseaux de la marine turque, bien espacés et mouillés sur leurs ancres, devaient les attendre. Les deux extrémités de leur ligne s'appuyaient sur des bancs de sable et sur des rochers à fleur d'eau garnis de batteries.

La flotte russe, ayant doublé Chio et reconnu les premiers vaisseaux ottomans, les prolongea jusqu'au centre de la ligne où les deux amiraux se rencontrèrent. Hosameddin, selon l'usage des Turcs, montait une chaloupe à rames, d'où il dirigeait les mouvements de la flotte; mais Hassan était à bord du vaisseau amiral. Un boulet ayant emporté le gouvernail du vaisseau russe monté par l'amiral Spiridof, le vaisseau dériva si rapidement sur la capitane qu'il ne cessait de foudroyer, que, pour éviter le péril dont cette masse énorme le menaçait,

Hassan fit exécuter un mouvement sur ses câbles, fit jeter le crampon, et l'aborda avec intrépidité. Un combat terrible s'engagea. Le pont fut bientôt couvert de cadavres. Mais la force du vent ayant entraîné le vaisseau, dont les Russes étaient parvenus à détacher le crampon qui le retenait à la capitane, il fut entraîné vers la côte. Greig prit avec un admirable sang-froid une subite résolution. Il monta lui-même aux cordages, mit le feu aux voiles et se jeta aussitôt dans une chaloupe, suivi d'une vingtaine d'officiers. Au milieu de la confusion et du carnage, les soldats et les matelots évitèrent soigneusement de troubler la retraite de leurs chefs, et n'envahirent aucun des canots qui auraient pu les sauver eux-mêmes. Hassan en fut frappé d'admiration. Les Turcs, au contraire, avaient abandonné leurs officiers à la fureur des flammes qui dévoraient le vaisseau amiral sur lequel Hassan était resté presque seul. Lorsqu'il vit que le péril devenait imminent et que personne ne songeait à l'en arracher, il s'élança dans les flots et gagna le rivage à la nage.

Pendant ce temps, les deux vaisseaux embrasés voguaient au gré des vents. Le Russe échoua près du rivage et sauta le premier. La capitane, moins embrasée, était portée par un courant rapide au milieu de la flotte ottomane, qu'elle menaçait du plus grand danger. On coupa les câbles, et chaque vaisseau déployant ses voiles suivit la côte dans un désordre extrême. Toute la flotte se jeta au fond du golfe de Tchesmé. Ce golfe, ou plutôt

cette baie était si étroite que les vaisseaux s'y trouvèrent comme entassés et privés de mouvement. Hosameddin s'y croyait cependant en sûreté, sous la protection de la forteresse. Il avait fait établir des batteries sur le rivage et placé quatre vaisseaux en travers dans la partie la plus étroite du golfe.

Pendant qu'il faisait ces dispositions, les Russes, dont la flotte avait enveloppé l'entrée de la baie, préparaient des brûlots pour incendier l'escadre ennemie. Les brûlots, conduits par le lieutenant anglais Dugdale, et protégés par la division Greig, s'avancèrent dans le silence de la nuit. Le vaisseau que montait cet amiral, étant arrivé à l'entrée du golfe, commença l'attaque et lança des bombes au milieu de la flotte turque. A la faveur de cet engagement, les brûlots purent s'approcher. L'un prit feu trop tôt, et brûla inutilement ; mais un autre ayant attaché ses crampons aux flancs d'un des vaisseaux qui défendaient l'entrée de la baie, le vaisseau s'enflamma en un instant. Dugdale, le visage et les mains brûlés, eut à peine le temps de se sauver à la nage, car le feu gagna presque aussitôt les trois autres bâtiments. Les vaisseaux étaient si serrés que l'incendie se propagea avec une effrayante rapidité. Le golfe de Tchesmé était couvert d'un immense nuage de fumée sillonné par des jets de flamme, qui éclairaient de distance en distance cette scène d'horreur. Lorsque le feu eut gagné les soutes à poudre, tous les vaisseaux volèrent en éclats. Les flots en bouillonnè-

rent, et leurs mugissements portèrent la consternation et l'effroi au milieu même de la flotte russe. Les habitants de Chio, témoins de ce désastre, voyaient de la côte voguer au gré des vagues embrasées les débris des navires, avec les cadavres des victimes. L'incendie dura depuis une heure après minuit jusqu'à six heures du matin, et consuma toute la flotte, à l'exception d'un vaisseau de soixante canons et de cinq galiotes, qui tombèrent au pouvoir des Russes.

Telle fut l'affaire de Tchesmé, qui se passa dans la nuit du 6 au 7 juillet 1770. La terreur que cette nouvelle répandit à Constantinople fut si grande et si générale que, si les Russes, au lieu de perdre leur temps à s'emparer de quelques îles, dont la possession n'avait alors aucune importance, s'étaient portés à l'entrée du détroit, ils l'eussent trouvé sans défense. A Smyrne, d'où l'on avait entendu le bruit de la catastrophe, on craignait de voir les Russes se présenter dans le golfe. Le gouverneur de la ville fit couler cinq vaisseaux marchands devant la forteresse, afin de leur fermer l'entrée de la rade. Il est vrai que la flotte russe se trouvait alors dans un dénûment total, qu'elle était encombrée de malades et qu'elle avait à peine six cents hommes en état de combattre. En attendant que des secours lui permissent de poursuivre ses succès, elle se borna à occuper les îles voisines du détroit des Dardanelles, et à priver la capitale des vivres qui lui arrivaient de l'Archipel. Mais elle commit une grande faute en restant

dix jours dans les parages de Tchesmé, occupée à piller la ville et à repêcher l'artillerie de la flotte incendiée.

Ce délai permit aux Turcs de faire à la hâte quelques dispositions de défense. On envoya l'ordre à tous les gouverneurs de places maritimes de ne laisser sortir des ports aucun vaisseau de guerre, de peur qu'il ne tombât entre les mains des Russes. A Constantinople on fit des prières publiques. Les esprits s'agitaient. On reprochait au sultan d'avoir exposé témérairement l'empire à tant de revers, et l'on redoutait de plus grandes calamités. Le capitan-pacha fut destitué. Djafar-Bey le remplaça, et Hassan fut nommé capoudana, c'est-à-dire amiral. On leur confia quelques vaisseaux qu'on tenait en réserve dans le port de Constantinople, et bientôt trente nouveaux bâtiments furent expédiés sur les côtes de la Morée [1].

Le détroit des Dardanelles, placé entre l'Archipel et la mer de Marmara, à cinquante lieues de la capitale, s'étend sur une longueur de douze lieues, depuis la côte de Troie jusqu'à Gallipoli, vis-à-vis Lampsaque. Il était défendu à son entrée par deux mauvaises forteresses, élevées l'une sur le rivage d'Europe, l'autre sur celui d'Asie; mais la distance de l'une à l'autre [2] rendait leurs feux incertains. En avançant dans le canal, on rencontrait les vieux châteaux, à l'endroit où les deux rivages

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

[2] Cette distance est d'environ 1,500 toises.

se rapprochent le plus. Le premier, situé dans la Natolie, était de figure carrée et flanqué de tours. Du milieu du château s'élevait un donjon, dont la plate-forme était garnie de quelques coulevrines. Le château d'Europe, situé dans la Roumélie, était moins fort et plus irrégulier. Du penchant d'une colline sur laquelle il était placé, ses fortifications descendaient jusqu'à la rade, où étaient ordinairement trente canons à fleur d'eau. Ces deux châteaux sont les clefs de Constantinople. En effet, de cet endroit les feux se croisent, et, s'ils étaient bien servis, une flotte qui voudrait forcer le passage pourrait facilement être anéantie. C'est là que Xerxès fit jeter un pont de bateaux, quand il voulut envahir la Grèce ; c'est là que Soliman traversa le canal sur un simple radeau; c'est enfin ce lieu que les poëtes ont rendu célèbre par la fable d'Héro et de Léandre. Sur la pointe qui tient à l'Europe était l'emplacement de l'ancienne Sestos; du côté opposé, sur le territoire d'Asie, on voyait lesr uines d'Abydos.

Ce passage était mal fortifié, ou, pour mieux dire, il ne l'était pas du tout. Une fois franchi, on voguait dans une mer ouverte, et l'on était porté jusque sous les murs de Constantinople, sur un autre canal qui fait communiquer la mer de Marmara et la mer Noire. La mollesse dans laquelle vivaient les Turcs depuis plus d'un siècle, leur ignorance des progrès que les arts et les sciences avaient faits en Europe, l'habitude du despotisme, qui finit toujours par s'endormir dans l'exer-

cice de sa puissance, l'absence enfin de guerres maritimes, tout avait contribué à laisser les Dardanelles sans défense. Des murailles sèches, élevées au-dessus des batteries à fleur d'eau et menaçant de s'écrouler sur les canons et les canonniers, à la première volée de l'artillerie ennemie, constituaient toute la défense de ce canal, qui serait infranchissable sous un gouvernement vigilant et éclairé.

Moldavangi, ce grand visir que nous avons déjà vu commettre fautes sur fautes, lorsqu'il était à la tête de l'armée, commandait alors aux Dardanelles. On avait borné sa disgrâce au gouvernement des châteaux. Les Turcs avaient cru jusqu'à ce jour cette barrière inexpugnable; mais les lettres remplies d'effroi que Moldavangi écrivait à Constantinople, les demandes de secours qu'il ne cessait d'adresser au divan, firent évanouir toutes les illusions sur la force de ce poste, et augmentèrent encore la terreur.

Le baron de Tott, que le comte de Vergennes avait accrédité auprès du khan des Tartares, avait quitté la Crimée après la mort de Krim-Guéraï et se trouvait alors à Constantinople. Le Grand Seigneur le connaissait particulièrement; il jeta les yeux sur lui, dans le péril où le désastre de Tchesmé avait placé l'empire, et lui abandonna la défense des Dardanelles.

Le baron de Tott trouva le détroit dans un état déplorable. Quelques pièces énormes, lentes à manœuvrer, formaient les batteries principales des châteaux; cette

artillerie était sans affûts, et les culasses, appuyées sur des massifs de pierres, mettaient obstacle au recul. Aussi, les Turcs qui avaient été envoyés aux Dardanelles, profondément découragés, annonçaient le projet d'abandonner les batteries à l'approche des Russes. Ceux-ci, en effet, n'auraient eu qu'à se présenter pour forcer le passage. Leur escadre, sortant du golfe d'Enos, serra la côte d'Europe, la prolongea jusque vers la pointe du château, et se contenta de lâcher sa bordée, à laquelle les Turcs ripostèrent par la décharge d'une énorme coulevrine de fer qui produisit un merveilleux effet, car l'escadre russe vira de bord et ne se montra plus. Son ambition semblait s'être bornée au siége de Lemnos.

Le baron de Tott mit ce temps à profit pour pousser l'armement des châteaux. Les ouvrages qu'il établit, depuis l'embouchure du canal jusqu'à la pointe de Nagara, occupaient, d'espace en espace, une étendue d'environ sept lieues, durant laquelle les feux se croisaient sans interruption d'une rive à l'autre. Bientôt 30,000 hommes arrivèrent aux Dardanelles, et, quoique cette armée ne connût à peu près aucune discipline, sa présence en imposa aux ennemis, et contribua même à faire lever le siége de Lemnos, où Hassan remporta quelques avantages sur les Russes.

Ceux-ci ayant donc quitté les parages de Lemnos avaient fait voile vers Paros et Naxos. Paros, qui leur offrait partout des abris sûrs, devint l'entrepôt de leur marine. Ils construisirent des casernes dans le village

de Naussa; mais les chaleurs excessives d'un climat auquel ils n'étaient point habitués leur enlevèrent beaucoup de monde. Ayant manqué l'occasion de forcer le détroit des Dardanelles, ils paraissaient maintenant n'avoir d'autre but que d'inquiéter Constantinople, d'intercepter ses communications avec l'Archipel, d'où elle tirait une partie de ses subsistances, et d'occasionner dans cette ville quelque sédition. Constantinople ne dut en effet ses approvisionnements réguliers qu'aux bâtiments français, qui, malgré les pirates grecs et les corsaires russes, y maintinrent l'abondance. A cette époque, la flotte russe était réduite à douze vaisseaux en mauvais état, et ses troupes étaient si affaiblies qu'il paraissait impossible qu'elles pussent tenter un débarquement avec succès.

C'était d'ailleurs sur le Danube que tous les efforts semblaient alors dirigés. Mustapha, dans l'espoir de réparer l'affront des armes ottomanes, avait en réalité épuisé son empire. L'armée du Danube avait été portée à 200,000 hommes. On avait ordonné de nouvelles levées dans les provinces de l'Asie; on avait envoyé 12,000 hommes sur les frontières de la Crimée, quelques renforts à Manolaki, nouveau prince de Valachie, et Muhsin-Sade, pacha de Morée, fut appelé au gouvernement de Widdin, une des places les plus importantes de la Bulgarie. Quarante bâtiments portant 10,000 soldats furent expédiés dans la mer Noire, pour protéger les embouchures du Danube, et l'on donna des ordres sé-

vères pour que le camp de Babadaghi fût constamment pourvu de vivres. Cette ville, qui n'est plus aujourd'hui qu'un misérable village, était située dans une vallée marécageuse et communiquait par un lac avec la mer Noire. La Porte avait compris la nécessité de bien garder les côtes de cette mer, au moyen de laquelle elle entretenait une libre communication avec l'armée du Danube.

Un mouvement prodigieux régnait à Constantinople. On fondait de nouveaux canons, les anciens étant trop lourds et d'un trop gros calibre. On en fit parvenir une soixantaine à Babadaghi, par la voie de terre ; les autres furent embarqués pour Ackermann. Malheureusement Mustapha fut obligé d'avoir recours à des moyens extrêmes et par conséquent dangereux, afin de pourvoir aux frais de ces énormes préparatifs [1]. Aussi Constantinople était dans un état de fermentation qui faisait redouter quelque tempête. Par surcroît de malheur, Alî-Bey, pacha d'Égypte, venait de faire révolter cette province, de laquelle on tirait la plus grande partie des subsistances de l'empire. Cette révolte était encore l'œuvre de la Russie [2].

De grands changements avaient eu lieu dans l'armée ottomane. Khalil-Pacha avait été remplacé dans le visiriat par Selihdar-Mohammed, pacha de Bosnie, qui avait fait la guerre avec succès, en 1768, contre les

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

[2] Lettre de Voltaire à Catherine II, septembre 1770.

Monténégrins. Kaplan-Gueraï s'était montré si exigeant, de retour en Crimée, que la Porte, déjà mécontente de son incapacité, le destitua et envoya Selim-Gueraï commander aux Tartares qui le haïssaient. Le nouveau grand visir se rendit à Babadaghi, le 27 décembre 1770, résolu d'employer l'énergie de son caractère à rétablir par des actes de vigueur les liens de la discipline, depuis si longtemps relâchés dans l'armée ottomane.

Les Russes, de leur côté, avaient pris des mesures pour forcer le sultan par de nouvelles victoires à subir les conditions qu'il leur plairait de lui imposer. Ils avaient renforcé l'armée du Danube. De plus grands efforts devaient être tentés en Géorgie, et la Crimée, où ils avaient un parti puissant, devait être attaquée par le prince Galitzin, qui avait sous ses ordres une armée considérable. Comme ils étaient maîtres des principales embouchures du Danube, qu'ils s'étaient emparés d'une foule de bâtiments servant à la navigation du fleuve, le général Bauer, dont les observations avaient puissamment contribué aux succès obtenus dans la dernière campagne, proposait de se jeter dans la mer Noire par ces embouchures, et de porter 25,000 hommes à l'entrée du Bosphore, tandis qu'Alexis Orlof dirigerait une attaque sérieuse contre les Dardanalles. Mais ce projet parut trop hardi pour le moment.

Dès le début de la campagne, Roumiantzof porta son attention sur la seule ville que possédassent encore les Turcs sur la rive gauche du Danube. Cette ville était

Giurgewo, le boulevard avancé de Bukarest. Avant de s'engager dans l'intérieur de la Bulgarie, il croyait utile de s'assurer de cette place, qui aurait gêné son action. Le général Olitz, commandant supérieur de la Valachie, fut chargé de cette expédition. Il partit de Bukarest le 1er mars 1771, avec 10,000 hommes. La garnison de Giurgewo ayant commis la faute de venir à sa rencontre, au lieu de l'attendre derrière l'artillerie formidable de la place, Olitz la repoussa vigoureusement et la poursuivit jusque dans ses retranchements, où les Russes se jetèrent pêle-mêle avec les Turcs. Ceux-ci furent très-maltraités, et l'on assure qu'ils perdirent près de 4,000 hommes dans cette première affaire. La garnison pouvait encore se défendre, car elle était maîtresse de la rive droite du Danube, par laquelle ses communications restaient libres, pour recevoir soit des vivres, soit des secours; mais telle était la terreur que les Russes inspiraient alors aux Ottomans, qu'elle se hâta de demander une capitulation. Le 7 mars, Soliman-Pacha, ayant rendu le château, se retira librement avec ses troupes, suivant un article de la capitulation. Les Russes trouvèrent dans la place 18 drapeaux, 62 canons et des munitions en abondance.

Quelques jours après, le général Weismann fit une tentative sur Tultscha, ville de la Bulgarie. Il s'en empara le 4 avril, mais il ne jugea pas à propos de s'y enfermer, n'ayant pas assez de monde pour s'y défendre.

Un troisième corps fit une descente près d'Isaktchi et

poussa les Turcs épouvantés du côté de Tultscha et de Babadaghi. Les Russes étant entrés dans la place en firent sauter les retranchements, mirent le feu aux maisons, détruisirent les magasins, le pont que les Turcs avaient commencé à construire, les bâtiments qu'il ne purent amener, et se retirèrent ensuite avec un butin considérable. Le grand visir en fut saisi de fureur. Il se déchaîna contre la lâcheté de ses troupes et dégrada le seraskier d'Isaktchi, Daghistani-Ali-Pacha [1].

Ces opérations isolées ne se liaient malheureusement à aucun plan général, de sorte qu'elles ne furent point soutenues. Cependant il eût été nécessaire de conserver Giurgewo, dont l'importance avait paru si grande, afin d'établir la base des opérations pour la campagne sur toute la ligne du Danube. Mais, après s'être emparé de cette ville, les Russes se mirent peu en peine de la conserver. Leurs troupes, disséminées dans la Valachie, sur les bords du fleuve, dans les îles, ne pouvaient se prêter un appui réciproque, vu la distance qui les séparait, et le peu de forces dont chacun de ces corps pouvait disposer. Les Russes n'avaient donc qu'un parti à prendre, se fortifier dans quelques places importantes qui commandaient le cours du fleuve et se borner à les défendre, jusqu'au moment où toutes leurs forces devaient s'ébranler. Mais ils ne prirent pas ce parti, et ce

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, tiré des *Annales* de Vassif-Efendi.

fut une faute; car Roumiantzof n'étant sorti que fort tard de ses quartiers d'hiver, ces lenteurs permirent aux Turcs de tenter un coup de main sur Giurgewo, dont la perte leur tenait à cœur.

La position des Russes leur était bien connue. Izzet-Pacha, gouverneur de Routschouk, ayant fait passer le Danube aux troupes qu'il avait sous ses ordres, marcha contre Giurgewo, en força les retranchements, le sabre à la main, et s'y établit. Il se préparait à donner un assaut à la place, lorsqu'un boulet de canon ayant brisé les chaînes qui retenaient le pont-levis, les portes s'ouvrirent d'elles-mêmes. Les Russes, désespérant alors d'être secourus, rendirent le château aux mêmes conditions qu'ils l'avaient reçu trois mois auparavant.

Le prince Repnin, informé des projets des Turcs contre Giurgewo, était accouru au secours de la place; mais il arriva trois heures trop tard; la capitulation était signée. Éclairé sur le parti que le grand visir pourrait tirer de cette importante position pour le passage de ses troupes, et prévoyant qu'il ne pourrait s'y opposer, il se hâta de rappeler ses détachements, et concentra ses forces. Les Turcs profitèrent avec assez d'habileté de son mouvement de retraite. Ils se portèrent très-rapidement de Nicopolis à Torno et se placèrent entre cette ville et Mogurani, dans une vaste plaine. Le général Potemkin, voulant donner à Repnin le temps de se dégager, et à ses propres troupes la possibilité de rejoindre celles de ce prince, fit diriger une attaque contre Torno, en vue d'obliger les

Turcs à jeter toutes leurs forces sur ce point. Ce qu'il avait prévu arriva. Après un combat acharné, les Russes forcèrent les Turcs à la retraite. Mais une fois leur but atteint, ils ne s'obstinèrent pas à rester sous les murs de Torno. Dès le lendemain, la division Potemkin se réunit à celle du prince Repnin, qui se rapprocha aussitôt de Bukarest, et prit une forte position près du couvent de Bakaruschti. Il y resta sans être inquiété jusqu'au 21 juin.

Ce jour-là, les Turcs, sous les ordres d'Achmet, s'avancèrent pour livrer bataille. Le général Potemkin, qui se trouvait à leur droite, reçut leur choc et les arrêta. Les Russes, s'étant alors jetés sur eux, les culbutèrent et les poursuivirent jusqu'au delà de la Klisetschty, dont ils rompirent les ponts. La nature du terrain rendit la retraite des Turcs difficile. Des bois, des défilés, trois rivières à franchir, arrêtaient à chaque instant leur marche. Les Russes tombèrent sur la queue de leurs colonnes, leur tuèrent trois cents hommes et firent quelques prisonniers.

Cependant, malgré cet échec, la prise de Giurgewo avait relevé le courage des Ottomans. Leur but était alors de remonter vers la Moldavie supérieure, afin de couper les communications des Russes avec la Pologne, et de donner la main aux confédérés. C'est par suite de ce plan qu'Achmet avait attaqué la division Potemkin. Dans le même temps, un corps de janissaires et de spahis ayant passé le Danube et délogé les Russes de tous

les postes qu'ils occupaient entre Jalonicza et la rivière d'Argis, se proposait de tenter un coup de main sur Bukarest; mais la défaite d'Achmet les força d'y renoncer.

La situation des Russes n'en était pas moins alors très-critique. Les Turcs ayant repris la rive gauche du Danube, depuis Widdin jusqu'à son embouchure, avaient passé le fleuve en plusieurs endroits, et, il semble qu'avec moins d'incapacité de la part des chefs, il leur eût été facile de couronner leurs opérations par la retraite complète de l'ennemi. Mais chacun agissait à son gré : pendant que les uns s'aventuraient à la poursuite des Russes, les autres attendaient, pour franchir le fleuve, de connaître le sort de ceux qui les avaient précédés, combinaison détestable, qui subordonnait les mouvements de plusieurs divisions au succès de quelques détachements isolés.

Le général Weismann profita fort habilement de cette indécision. C'était un officier intelligent et hardi. Informé que 12,000 Turcs étaient campés sous Tultscha, il passe le Danube près de Kartal avec une forte division, protégé par le silence de sa marche, et, à peine arrivé, il les attaque, se jette dans leur camp et s'en empare. Les Ottomans laissèrent au pouvoir des Russes treize drapeaux et plusieurs pièces de canon.

Une expédition dirigée contre Giurgewo par le général Essen n'eut pas le même succès. Izzet-Pacha, qui défendait la place, avait fait creuser un second fossé

autour de la forteresse et construire de nouveaux ouvrages. Les Russes s'en étant approchés, munis d'échelles de siége, ne purent pas même franchir le premier fossé. Après une action très-vive, ils furent contraints de se retirer avec une perte considérable (12 septembre).

Le général Roumiantzof n'avait encore fait aucun mouvement, soit pour empêcher la retraite de ses troupes, soit pour soutenir celles qui avaient tenté d'enlever aux Turcs quelques positions importantes. Cette inaction étonne d'abord de la part d'un homme aussi habile que Roumiantzof; mais l'étonnement cesse lorsque l'on voit une autre armée découvrir tout à coup son intention de s'emparer de la Crimée. C'était un des projets les plus chers à la Russie. Après les succès obtenus dans la dernière campagne, on avait délibéré si l'on marcherait contre la Bulgarie ou contre la Crimée. La conquête de la première était difficile, et ne devait procurer aucun avantage immédiat. Elle aurait en outre éveillé les inquiétudes de l'Autriche, qui déjà ne voyait pas sans un grand déplaisir les frontières russes si rapprochées des siennes par la possession de la Valachie et de la Moldavie. La conquête de la Crimée, au contraire, placée pour ainsi dire en dehors des possessions européennes, ne pouvait effrayer que la Porte ottomane, à laquelle chacun témoignait à cette époque une sorte d'indifférence. La politique de l'Autriche était d'ailleurs enveloppée de mystères. Quant à la Prusse, ses liaisons avec

la cour de Russie lui faisaient un devoir de prendre parti pour elle, et, dans la crainte d'une nouvelle collision avec la maison d'Autriche, elle tenait beaucoup à se conserver la faveur d'une alliée aussi puissante que l'impératrice Catherine. Les autres États de l'Europe n'étaient point en mesure de s'y opposer.

Telles furent donc les considérations qui portèrent le cabinet de Pétersbourg à préférer à l'attaque de la Bulgarie celle de la Crimée. La conquête de ce pays, divisé par l'ambition de deux compétiteurs au trône et préparé de longue main à la révolte, offrait des chances presque certaines de succès. Ces deux compétiteurs étaient Sahib-Gueraï et Selim-Gueraï. Ce dernier l'ayant emporté à Constantinople, Sahib s'était jeté dans les bras des Russes et avait entraîné dans sa querelle les Tartares Nogaïs[1].

Après la prise de Bender, le général Panin avait été remplacé par le prince Basile Dolgorouki, auquel l'impératrice avait résolu de confier l'expédition de Crimée; 40,000 hommes composaient l'armée dont il prit le commandement. Le général Roumiantzof, placé le long du Dniester avec une autre armée, protégeait ses derrières et surveillait en même temps les opérations du Danube. Dès que la saison parut favorable, le prince Dolgorouki se mit en marche. Outre l'armée dont nous

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, par Vassif-Efendi.

venons de parler, une flotte composée de 14 vaisseaux de guerre, de 36 bâtiments de transport, de 9 bombardes et de 3 brûlots, croisait dans la mer Noire, pour couper les communications entre Constantinople et la Crimée.

La presqu'île de Crimée, anciennement Chersonèse Taurique, est située entre les 50e et 53e degrés de longitude, et les 44e et 46e de latitude septentrionale. Ses bornes sont au sud et à l'ouest la mer Noire, à l'est le détroit de Zabache et la mer d'Azof, et au nord les steppes des Tartares Nogaïs, qui prolongent le continent de la Crimée. Un isthme fort étroit sépare de ce côté la mer Noire de la mer d'Azof, dont les eaux se répandent dans l'intérieur de la presqu'île, et y forment ce qu'on nomme communément le Sivasch ou mer Putride. Tout atteste que ce passage fut anciennement occupé par la mer Noire, qui, en se réunissant à la mer d'Azof, détachait la Crimée du continent. Les vastes plaines des Nogaïs sont presque au niveau de la mer. Mais l'isthme présente un autre niveau plus élevé de trente à quarante pieds, qui comprend la moitié de la presqu'île. Cette grande plaine aride et sans arbres est surchargée de sel et coupée çà et là, vers la partie septentrionale, par des marais salants, dont les exhalaisons impures répandent tout autour la désolation et la mort. Au midi, une chaîne de montagnes peu élevées court parallèlement à la mer Noire, et occupe par elle-même ou par ses ramifications la seconde moitié de la Crimée. Ces montagnes ont leur direction de l'occident à l'orient. Le Tchadir-

Dagh (montagne de la Tente), dont le plus haut sommet s'élève à quinze cent quarante mètres au-dessus du niveau de la mer, renfermait dans son sein des mines d'or assez abondantes, que les Génois avaient commencé à exploiter, à l'époque où ils étaient maîtres du pays, et que les Tartares négligèrent ensuite, soit par ignorance, soit plutôt pour ne pas exciter l'avidité de la Porte, qui n'aurait pas manqué de s'en approprier les produits.

Cette partie de la Crimée n'est pas moins remarquable par la fertilité de son sol que par la pureté de l'air, dont la transparence est rarement troublée, à cause du voisinage du Caucase. Les vallées y sont d'une admirable beauté, couvertes d'arbres à fruits et arrosées par les nombreux cours d'eau qui descendent du Tchadir-Dagh.

La presqu'île de Crimée est en outre avantageusement située au point de vue des relations commerciales. Elle peut recevoir dans ses ports, qui sont en grand nombre, les marchandises de l'Inde et de la Perse, et toutes les productions de la Russie, pour les échanger contre celles de l'Europe par la mer Méditerranée. Sous la domination des Génois, les marchandises de l'Asie arrivaient à Astrakan, remontaient le Volga, allaient ensuite par terre jusqu'au Don, éloigné de seize lieues, et étaient portées sur ce fleuve jusqu'à Azof, d'où on les embarquait pour Caffa. Le fer, le cuivre, les mâtures, les peaux, le goudron, pourraient arriver de la Sibérie en suivant la Kama et le Volga. Les principaux articles que la Crimée livre au commerce étranger sont le sel

et les grains, les poissons secs et fumés, les feutres, le miel et la cire. La Russie en tire pour elle-même de la laine, des maroquins, des fruits, des peaux d'agneaux et de moutons.

Le gouvernement des Tartares remontait à une époque fort ancienne; mais leur indépendance comme nation avait reçu un coup mortel, lorsque Mahomet II, après la prise de Constantinople, était venu chasser les Génois de la Crimée et rétablir Mengli-Gueraï sur le trône de ses ancêtres. Ce dernier ayant consenti à soumettre sa nomination et celle de ses successeurs à la volonté des sultans, on vit alors les descendants de Tchengis-Khan employer l'intrigue pour obtenir la faveur d'un grand visir; car, avec le droit de nommer les khans, la Porte s'était réservé celui de les destituer. La Crimée ne fut plus en réalité qu'une province de l'empire. Ses principales villes reçurent des garnisons turques; ses ports ne virent plus d'autres vaisseaux que ceux de la marine ottomane; son commerce fut délaissé, son ancienne prospérité détruite.

Outre la famille souveraine issue de Tchengis-Khan, on en comptait cinq autres, dont l'origine remontait aux compagnons de ce conquérant. Ces cinq familles composaient la haute noblesse, dont chaque membre avait le titre de *mirza*. Elles étaient représentées par le plus ancien de leurs membres, lesquels, réunis au souverain, formaient le sénat; mais ce sénat n'était convoqué que dans des cas extraordinaires.

Les familles anoblies, désignées sous la dénomination de *mirzas-capikouly*, c'est-à-dire *esclaves du prince*, étaient aussi représentées par un des leurs, qui avait le titre de *bey*. Afin que le khan ne pût étendre son autorité ou en abuser, dans l'intervalle de ces réunions, un des six beys représentait constamment les cinq autres, et il avait le droit de les convoquer, si le khan refusait ou négligeait seulement de le faire.

Toutes les terres possédées par les Tartares l'étaient à redevance militaire. Elles étaient de trois sortes : les fiefs nobles, possédés en toute propriété, sauf la condition dont nous venons de parler; les domaines royaux, en partie annexés à certaines charges, et les possessions roturières. Cette manière de posséder avait beaucoup d'analogie avec le gouvernement féodal, aux lois duquel toute l'Europe avait été soumise; mais elle s'en éloignait sous d'autres rapports, et particulièrement sous celui de l'administration de la justice, qui était rendue gratuitement au nom du souverain et par son ordre, dans toute l'étendue de ses États. On pouvait appeler des tribunaux particuliers au tribunal du khan. Telle était, en peu de mots et à peu de chose près, la forme de la constitution tartare, à l'époque où la Russie brisa les liens qui attachaient la Crimée à l'empire ottoman.

L'entrée de la Crimée par le continent était défendue par la forteresse d'Orkapou ou de Perekop, et par un mur de fortification qui, partant de la mer Noire, aboutissait au Sivasch, sur une étendue de trois quarts de

lieue. Dans toute la longueur de ce mur, protégé par cinq batteries, régnait un fossé large d'environ vingt-quatre mètres, et de vingt-cinq pieds de profondeur. La ville de Perekop, dans laquelle on entrait par un pont et par une porte voûtée, n'était qu'un amas de maisons de terre et de bois, jetées sans ordre sur les bords du fossé. La forteresse, située à l'est de la porte, formait un parallélogramme, dont une des faces bordait le fossé de la ligne de défense. Elle était construite en pierres de taille, ainsi que le revêtement du fossé qui l'entourait.

Le prince Dolgorouki arriva devant Perekop, le 20 du mois de juin. L'armée russe avait été partagée en trois corps, et devait agir sur trois points à la fois. Le corps principal, sous les ordres du général en chef, se réserva l'attaque des lignes; un autre corps, dont le comte Tcherbatof avait le commandement, était chargé de pénétrer dans la péninsule par cette langue de terre sablonneuse qui la sépare des Palus-Méotides. Cette langue est formée par une chaîne continue de dunes peu élevées, qui part du fort d'Arabat, situé à la réunion de la petite presqu'île à la grande, et se dirige du sud au nord jusqu'à peu de distance de la côte méridionale. Enfin, le troisième corps avait ordre de s'embarquer au port d'Azof et de tomber sur Iénikalé.

Aucune mesure n'avait été prise pour mettre la Crimée en état de défense, quoique le résident français à Pétersbourg (Sabatier) eût averti le divan, dès le mois

de janvier, par la voie de l'ambassade française à Constantinople, que la Russie porterait sur ce point tout le poids de sa puissance, et qu'elle n'aurait qu'une armée d'observation en Moldavie. Sabatier insistait en conséquence sur la nécessité de réparer les lignes d'Orkapou, de fortifier Arabat ainsi que le passage que les Russes, conduits par Munich, avaient forcé en 1736, et d'approvisionner Iénikalé. Mais les Ottomans étaient plongés dans une sécurité si profonde qu'ils se refusèrent d'ajouter foi à ce projet. Ils affirmaient que les Tartares n'avaient aucune inclination pour les Russes, s'aveuglant à dessein sur les événements du mois de mars, lorsque Selim-Gueraï, après sa nomination, avait trouvé Sahib, son compétiteur, agitant le pays par ses intrigues, et s'étant attaché les Nédischkoules, une des nombreuses tribus du Nogaïs. Ils se déterminèrent cependant à faire partir pour la Crimée Abasa-Pacha avec 6,000 Arabes, qui, réunis aux Tartares restés fidèles ainsi qu'aux troupes ottomanes qu'ils y avaient déjà, auraient pu tenir tête aux Russes; mais Abasa n'avait aucun courage, et à peine eut-il mis quelques hommes à terre qu'il se rembarqua précipitamment. Ce furent là tous les secours que le divan fit parvenir en Crimée; son apathie était telle qu'on voyait encore, à la fin de l'année, sur le port de Constantinople, les canons destinés pour cette expédition.

Le prince Dolgorouki, ayant assis son camp à une demi-lieue des lignes, s'y tint renfermé durant trois

jours, attendant pour agir que le général Tcherbatof l'eût informé du résultat de son attaque contre Arabat. Mais il fit ses dispositions sans être inquiété, quoique le khan eût à Perekop une armée nombreuse. Selim-Guéraï, en apprenant que la flotte russe était partie d'Azof, et que le général Tcherbatof venait d'établir un pont vis-à-vis d'Iénikalé, fut saisi d'un si grand effroi, qu'il se hâta d'envoyer dans les montagnes les femmes, les enfants et les troupeaux. La défense des lignes s'en ressentit. L'armée russe les enleva le 24 juin, à la suite d'une attaque prompte et vigoureuse, et força la forteresse à se rendre. Aussitôt elle s'avança sur trois colonnes, l'une sur Baghtschi-Saraï, au centre de la presqu'île, l'autre sur Koslof, ville maritime située sur la côte occidentale, et la troisième sur Karasou-Basar, afin de se rapprocher de la division Tcherbatof.

Celui-ci, après s'être emparé d'Iénikalé, s'était présenté presque soudainement devant Arabat, à l'extrémité opposée de la langue de terre, et s'en était rendu maître, malgré la plus vive résistance. Dans le même temps, la flotte russe paraissait en vue d'Iénikalé, à l'entrée du détroit de Taman, et à quelques kilomètres de Kertch, l'ancienne Penticapée, où mourut Mithridate. Le vieux Ibrahim, qui commandait à Iénikalé, sachant qu'Abasa-Pacha croisait le long des côtes, lui envoya demander des secours; mais ce général se borna, comme nous l'avons dit plus haut, à déposer quelques troupes sur le rivage et fit voile vers Sinope.

En présence des malheurs dont ils étaient menacés, les Tartares avaient député vers le prince Dolgorouki quelques-uns de leurs chefs, pour lui faire des propositions de paix (1er juillet). Ils consentaient à l'occupation de Perekop par les troupes russes, acceptaient le protectorat de l'impératrice, aux mêmes conditions que la Porte exigeait d'eux, et prenaient l'engagement de faire accepter ces propositions par leur khan, ou, à son refus, d'en élire un autre. Le prince répondit aux députés qu'il avait reçu de sa souveraine l'ordre de chasser les Turcs de la Crimée; que l'impératrice ne voulait que les affranchir de la domination ottomane, et qu'elle respecterait les propriétés des Tartares, leurs lois, leurs coutumes et leurs croyances, ne se réservant pour elle-même que le droit de confirmer l'élection du nouveau khan.

Pendant que les députés allaient consulter la nation réfugiée dans les montagnes, le prince Dolgorouki se porta entre Arabat et Caffa, où les Turcs avaient concentré toutes leurs forces. Caffa ou Théodosie, surnommée par les Génois Krim-Stamboul (Constantinople de la Crimée), est située sur une colline qui descend vers la rade en pente demi-circulaire. A l'époque dont il s'agit, elle comptait à peine une centaine de maisons, habitées en partie par des Grecs. Les murs de la ville étaient flanqués de tours, qui présentaient une sorte de défense. Les Turcs avaient pris en avant de la place une position avantageuse. Leur camp, appuyé sur la

gauche à de hautes montagnes, aboutissait à la mer Noire, et il était en outre défendu par vingt-quatre pièces de canon. Mais les Russes s'étant emparés de quelques hauteurs que les Turcs avaient négligé d'occuper, ils y établirent une batterie, dont le feu atteignait à la fois le camp et la ville. Déjà leur feu avait éteint celui des batteries ennemies, lorsqu'une bombe tomba sur le magasin à poudre et le fit sauter. Cet accident ayant jeté l'effroi dans la ville, les Turcs ne se défendirent plus que faiblement. Les Russes, au contraire, attaquèrent avec plus de vivacité les retranchements et y pénétrèrent, le général Soritsch du côté droit, le prince Prozorofski par la gauche. Les Turcs se retirèrent alors dans un grand désordre, les uns dans la ville, les autres sur les vaisseaux qui mouillaient dans le port. Mais les vainqueurs, ayant fait avancer une batterie sur le rivage, se mirent à foudroyer la flotte. Un vaisseau fut coulé à fond, un autre fut mis hors de combat, le reste gagna le large.

La terreur et la confusion se trouvèrent alors à leur comble. Le prince Dolgorouki, résolu de ne pas laisser aux esprits le temps de se relever de l'impression de leur défaite, fit aussitôt reconnaître la place et tout préparer pour un assaut. Dès que l'artillerie des Russes eut commencé de battre les murailles, le séraskier Ibrahim offrit de capituler. Il se rendit à la tente du prince et lui remit les clefs de la ville, où celui-ci fit son entrée, suivi de tout l'état-major. Ibrahim eut la liberté de se retirer,

mais la garnison fut traitée comme prisonnière de guerre, suivant les conditions de la capitulation.

La nouvelle de ces succès ne se fut pas plutôt répandue, que les garnisons de Kertch et d'Iénikalé, saisies de frayeur, montèrent sur les vaisseaux qui étaient à l'ancre dans le détroit de Zabache et se dispersèrent. Le général Tcherbatof eut ordre d'occuper ces deux places, ce qu'il fit le 13 et le 14 juillet.

Ainsi fut soumise, dans l'espace d'un mois, la presqu'île de Crimée, si convoitée par la Russie. Catherine avait recherché dans cette conquête les intérêts de son commerce autant que son influence politique. Il ne restait plus dans toute la contrée que quelques corps épars de troupes ottomanes, incapables de tenir la campagne. Le général Prozorofski fit les uns prisonniers et força les autres à quitter la Crimée. Le général Tcherbatof passa dans l'île de Taman et reçut, le 21 juillet, la soumission des habitants.

Selim-Guéraï, qui avait encore sous ses ordres une armée de 12,000 à 15,000 hommes, avait jusqu'alors refusé de traiter; mais en apprenant la retraite d'Abasa, suivie de la prise de Caffa, il ne songea plus qu'à se mettre en sûreté. Il monta sur un vaisseau avec une partie des Tartares qui lui étaient restés fidèles et gagna Constantinople, où le sultan refusa de le voir[1]. Après son dé-

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

part, les Tartares élirent Sahib-Guéraï, qui souscrivit au traité et fit partir immédiatement des députés pour Saint-Pétersbourg. L'impératrice, que cette conquête avait comblée de joie, les accueillit avec la plus grande bienveillance et leur fit de riches présents. Plus de 10,000 Russes et autres Européens gémissaient en Crimée dans la servitude. Catherine brisa leurs fers et s'empressa d'en informer les cours étrangères. Le prince Dolgorouki reçut le nom de Criméen.

Délivrés de la crainte d'une diversion de la part des Tartares, et libres désormais d'employer leurs forces sur tel point qu'ils jugeraient à propos d'attaquer, les Russes résolurent alors de pousser la guerre du Danube avec plus de vivacité. Nous avons laissé les Turcs, malgré l'échec de Tultscha, maîtres d'une grande partie de la Moldavie, et notamment des places fortes du Danube. Le général Miloradowitz, s'étant jeté du côté de Matchin, afin d'en déloger un corps de troupes ottomanes, réussit complétement. Il mit ce corps en déroute, lui enleva son artillerie, sès munitions, et le chassa de la ville et du château, dont il prit possession.

Alors commença pour les Turcs une série de revers aussi rapides qu'inouïs. Le général Roumiantzof ayant fait passer une division de Braïlow à Matchin, pendant qu'un autre corps, parti d'Ismaïl, débarquait sur la rive droite du Danube, ces deux détachements s'emparèrent de Tultscha et se dirigèrent aussitôt vers Babadaghi, où le grand visir, se croyant en sûreté, n'avait fait aucune

disposition pour recevoir l'ennemi. Une partie de ses troupes fut donc repoussée et poursuivie. Lorsque la nouvelle en parvint au camp; lorsqu'on apprit en outre que les Russes paraissaient déjà à l'une des extrémités de la vallée, les Turcs se hâtèrent d'emporter leurs effets les plus précieux et sortirent par l'extrémité opposée. Le grand visir avait le premier donné l'exemple de cette fuite honteuse. Il enferma dans un étui l'étendard du Prophète et le fit transporter loin du théâtre de la guerre, pour éviter qu'il ne tombât entre les mains des Russes. Il s'arrêta lui-même à Bazardjik (fin octobre), où les corps dispersés de son armée le rejoignirent successivement. Plusieurs de ces corps, se trouvant par cette déroute sans communication les uns avec les autres, furent attaqués par les Russes et éprouvèrent des pertes considérables. Le général Essen battit près de Bukarest le séraskier Moussou-Ouglou (30 octobre), qui s'était avancé dans la Valachie sans être soutenu, lui tua 2,000 hommes et lui prit son artillerie et ses bagages. Ce brillant fait d'armes fit tomber Giurgewo entre les mains des Russes, dont les drapeaux flottèrent alors sur les deux rives du Danube depuis cette place jusqu'à son embouchure.

Le grand visir avait fait élever à la hâte quelques fortifications autour de Bazardjik; la terreur était si grande que les habitants s'y rendaient en foule, pour se mettre sous la protection de l'armée, de sorte que la ville ne put bientôt plus les contenir tous, et qu'on prit

le parti de camper dans des chariots couverts. Il était évident que, si les ennemis s'en approchaient, le désordre et la confusion leur livreraient cette multitude effrayée.

Le grand visir avait promis aux habitants qu'il ne quitterait pas la ville; mais il avait résolu en lui-même que l'armée passerait l'hiver à Andrinople. Déjà plusieurs officiers en avaient pris la route; déjà les mulets et les chameaux qui portaient le *khazné* (caisse militaire) étaient sortis de Bazardjik. Ce manque de foi exaspéra le peuple. Il s'arme de sabres et de fusils, marche droit à la maison du grand visir, y pénètre en proférant des menaces de mort, et demande à ce ministre s'il a le projet de les livrer aux Russes, comme on leur avait livré la Crimée. La vue de ces furieux, prêts à se porter aux derniers excès, glaça d'effroi le grand visir. Il leur promit de nouveau de ne pas les abandonner, et à l'instant même il donna l'ordre de faire revenir le khazné ainsi que les officiers qui avaient déjà quitté la ville.

Quelque brillants que fussent les succès obtenus par la Russie, les efforts qu'elle avait faits pour entretenir des armées sur le Danube, dans la Crimée et en Grèce, avaient épuisé ses finances et affaibli l'empire. Catherine désirait la paix. Elle avait humilié l'orgueil du croissant, frappé l'Europe de crainte, et porté la gloire de ses armes jusque dans les mers du Midi, où le pavillon russe était à peine connu avant elle. Son ambition était satisfaite.

D'autre part, la Porte ottomane, si remplie d'ardeur

au commencement de cette guerre, et qui, malgré ses pertes énormes, avait paru dernièrement encore animée d'intentions si peu pacifiques, dans l'espoir de réparer la honte de ses défaites, la Porte ottomane était maintenant abattue. Elle voyait clairement que les Russes, maîtres de la Crimée, menaçaient Constantinople et qu'ils pouvaient pénétrer par la Bulgarie dans le cœur même de l'empire.

Il semblait donc que ces deux puissances n'eussent plus qu'à s'aboucher pour mettre fin à la guerre. L'Autriche et la Prusse les y engageaient. Depuis longtemps leurs ministres à la Porte avaient offert sans succès leur médiation. Elle fut enfin acceptée. L'Angleterre y avait aussi prétendu, mais l'appui qu'elle avait donné à la Russie la rendait suspecte. La France, de son côté, se croyait autorisée par ses anciennes relations avec la Porte, à réclamer pour elle-même la faveur de travailler à la paix, après avoir contribué plus que personne à faire naître la guerre. Mustapha, au milieu de ce dédale d'intrigues, s'était longtemps flatté de rabaisser les prétentions de la Russie, et, par une politique aussi fausse que tortueuse, il avait entretenu les divisions et les espérances des ministres étrangers. Mais bientôt survint cette série de revers qui faillit conduire l'empire ottoman sur le penchant de sa ruine.

Le danger dans lequel une si prodigieuse perturbation aurait jeté l'Europe avait amené les conférences de Neustadt, où avaient été discutées avec une sorte de

mystère les deux grandes questions de la guerre actuelle et de l'avenir de la Pologne. Ces conférences avaient excité au plus haut degré l'attention du sultan. A cette époque, les succès des Russes, en portant le trouble au sein de la cour de Vienne, avaient inspiré à Frédéric, enchaîné par son alliance, la crainte d'être emporté par les événements au delà du rôle qu'il aurait désiré jouer. Tel fut sans doute le premier objet des conférences, et tel en fut le résultat que, dès ce moment, les deux cours agirent de concert pour faire accepter au sultan leur médiation. Leurs ministres à Constantinople, le baron de Thugut et Zegelin, y déployèrent, à cet effet, la plus grande activité (octobre 1770).

Mustapha essaya bien encore de sortir de cette situation, en proposant secrètement à la cour de Vienne une alliance offensive et défensive, dont une des clauses était le partage de la Pologne. Thugut éluda cette proposition et fut approuvé par sa cour. Mustapha, résolu d'épuiser tous les moyens diplomatiques, avait ouvert en même temps des négociations avec le ministère français. Aucun homme n'avait plus contribué que le duc de Choiseul à pousser le divan à la guerre. Cependant, après avoir allumé cet incendie, il avait laissé l'empire ottoman livré à ses propres forces, contraint lui-même d'assister, sans pouvoir s'y opposer, aux triomphes des Russes. Il jugeait avec raison que l'Autriche avait un intérêt plus direct à ne pas permettre que la Russie portât ses frontières jusqu'au Danube. La cour de Vienne en jugeait

de même; mais la crainte de ne pas trouver dans la France un appui suffisant enchaînait ses résolutions. En politique, rien n'est plus dangereux que la faiblesse; elle n'inspire aux ennemis aucune terreur, aux alliés aucune confiance. C'est du reste ce qui arriva dans cette occasion. Au lieu d'un engagement complet et sérieux, le duc de Choiseul ayant voulu borner son concours à 12 ou 15 vaisseaux de guerre, moyennant un subside de 4 millions payé par la Porte, le sultan ne montra plus aucun empressement pour l'alliance de la France; il ne lui semblait pas qu'une alliance purement maritime dût lui procurer assez d'avantages, depuis que la Grèce était rentrée sous sa domination, pour être achetée au prix d'aussi grands sacrifices.

Le duc de Choiseul avait gardé le secret de cette négociation. Mais Thugut, en ayant eu connaissance par le reis-efendi lui-même, conçut à son tour le projet d'un traité de subsides, qui, discuté pendant plusieurs mois dans des conférences mystérieuses, aboutit enfin à la convention du 6 juillet 1771, par laquelle fut stipulé, de la part du sultan, un subside de 20,000 bourses (11,250,000 florins) avec la cession de la petite Valachie, et, de la part de l'Autriche, l'engagement de procurer à la Porte une paix honorable. Quoique cette convention n'impliquât pas l'engagement de soutenir l'empire par les armes, dans le cas où les parties belligérantes ne parviendraient pas à s'entendre, la cour de Vienne affecta toutefois de laisser croire qu'elle avait ce caractère.

Mais peu de temps après, le projet conçu entre la Russie et la Prusse du partage de la Pologne vint donner à la politique autrichienne une impulsion bien différente. Frédéric s'était servi auprès de Catherine de la convention dont nous venons de parler, pour ramener cette princesse à plus de modération dans ses prétentions; car elle avait repoussé jusqu'à ce jour toute espèce de médiation. Il en résulta premièrement que l'Autriche ne se pressa point d'exécuter le traité de subsides, dont elle avait en partie recueilli les fruits, et qu'assurée de l'impunité elle se mit violemment en possession du comté de Zips; en second lieu, que l'impératrice de Russie n'ayant plus alors d'inquiétude au sujet de la médiation, et certaine de trouver dans les dépouilles de la Pologne, sans attirer sur son empire les armes de l'Autriche, un agrandissement territorial qui augmenterait sa puissance, n'hésita plus à déclarer qu'elle acceptait les bons offices des cours de Vienne et de Berlin.

La Porte ne connaissait pas encore le projet de partage. Mais du reste, persuadée que son alliance avec l'Autriche lui assurait un appui, dont elle s'exagérait l'importance, elle ne fit plus aucune résistance et elle envoya au grand visir des instructions et des pouvoirs suffisants pour conclure la paix. Abdulkerim et le conseiller d'État Simolin, s'étant rendus à Giurgewo, s'occupèrent immédiatement d'une suspension d'armes et de régler quelques points relatifs à la navigation de la mer

Noire. Des difficultés s'élevèrent d'abord sur la durée de la trêve. La Russie ne voulait pas qu'elle excédât trois mois ; la Porte refusait d'en fixer le terme et demandait qu'elle pût être prolongée, dans le cas où le congrès viendrait à se rompre, espérant par ce moyen arriver jusqu'à la mauvaise saison, pendant laquelle les hostilités seraient forcément suspendues. Mais Catherine, qui comptait profiter de ses derniers succès pour porter de plus grands coups à l'empire ottoman, était inébranlable. Le comte Panin parvint cependant à lui faire comprendre qu'un plus long délai ne nuirait point à ses grands desseins ; que les préparatifs d'une campagne nouvelle exigeaient beaucoup de temps, et que ce temps serait employé à pousser plus activement la guerre de Pologne. Il ajoutait que la cour de Vienne ayant adhéré au partage, il fallait éviter d'exciter son humeur ombrageuse ou de l'autoriser à devenir elle-même plus exigeante [1].

Il fut stipulé en conséquence : 1° que chaque puissance belligérante conserverait sa position, sans pouvoir ni relever ni réparer les places ruinées dans la dernière campagne ; 2° que les Turcs n'enverraient ni munitions de guerre ni renforts aux forteresses de Kinbourn et d'Otschakof, et que leurs vaisseaux ne pourraient entrer dans les bouches du Danube et du Dniester [2].

[1] Lettre de Sabatier, résident français à Pétersbourg, en date du 11 mai 1772.

[2] Vassif-Efendi, *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, de 1769 à 1774.

Ces points convenus (10 juin 1772), on arrêta qu'un congrès serait tenu à Fokschani, petite ville de la Valachie, à quelques lieues au nord de Bukarest. Les plénipotentiaires russes furent le comte Grégoire Orlof et Obreskof. Outre l'avantage de parler parfaitement le turc, ce dernier avait acquis, pendant un long séjour à Constantinople, une connaissance approfondie, non-seulement du caractère général de la nation, mais encore des hommes qui occupaient des emplois publics dans le gouvernement. Fin et délié, modéré dans le caractère, mais ferme dans sa conduite, il était en tout l'opposé d'Orlof, dont la hauteur pouvait devenir un obstacle dans les négociations. Osman-Efendi, accompagné du scheik de Sainte-Sophie, Jasindschisade, y représentèrent le Grand Seigneur. Le scheik avait la commission particulière de diriger la discussion des articles relatifs à la religion; mais le choix d'Osman était malheureux. C'était un homme bizarre, entêté, plein de morgue, d'un caractère altier et d'un esprit porté à la chicane. Il remplissait l'office de nichandji ou chancelier.

Catherine voulut que son plénipotentiaire parût au congrès avec magnificence. On lui adjoignit, moins à titre de conseil que pour lui composer une espèce de cour[1], Théodore Orlof, son frère, les généraux Baüer, Lorven, Dolgorouki, et le conseiller d'État

[1] Lettre de Sabatier, 8 mai 1772.

Napokof, en qualité de directeur de la chancellerie.

Les plénipotentiaires étant arrivés à Fokschani vers le milieu du mois de juillet, ou plutôt à Gouleschti, petit village à trois quarts de lieue de cette ville, échangèrent immédiatement leurs lettres de créance. Ils fixèrent la durée de l'armistice au 21 septembre pour les provinces voisines, et au 1er octobre pour les lieux éloignés. Le premier point qu'on examina fut de savoir si on admettrait aux conférences les ministres d'Autriche et de Prusse. Grégoire Orlof s'y opposa, par la raison que sa cour n'avait ni recherché ni accepté leur médiation. Son opposition prévalut.

Dans la seconde conférence on aborda les griefs que les deux puissances se reprochaient mutuellement. Les plénipotentiaires russes déclarèrent que la Porte ayant rompu la paix, l'impératrice était fondée à prétendre une indemnité pour les frais de la guerre. Les Turcs, de leur côté, rejetaient sur la Russie la responsabilité des hostilités. Ils attribuaient aux excès commis en Pologne par les troupes russes la première violation de la paix ; ajoutaient que la Porte avait supporté patiemment cet outrage et qu'elle n'était sortie de son repos qu'après avoir vu son territoire envahi et ses sujets massacrés. La réponse à ces accusations fut la même que l'impératrice avait déjà faite dans son manifeste. Ce n'était encore, pour ainsi dire, que des escarmouches. Mais ces dispositions faisaient présager peu d'accord sur le fond.

En effet, à peine fut-il question de la Crimée qu'on

s'entendit encore moins. Les Russes, qui avaient leurs motifs pour désirer l'indépendance des Tartares, alléguaient qu'ils étaient pour les deux empires une occasion permanente de guerre. Orlof ajouta que ces peuples avaient eu recours à l'impératrice, et que sa souveraine, en acceptant le protectorat de la Crimée, avait pris l'engagement de les aider à rentrer dans leurs droits. Mais Osman produisit aussitôt une requête des principaux mirzas adressée au Grand Seigneur, par laquelle ils le suppliaient de ne point les abandonner, annonçant que, dans le cas où la Porte leur refuserait son appui, ils se retireraient dans le Kouban[1].

Un motif de religion se trouvait mêlé malheureusement à la politique, et ce motif avait une grande importance aux yeux des musulmans. Ils craignaient que le khan de Crimée, s'il cessait d'être soumis à la Porte, ne devînt comme un second vicaire du prophète, ce qui introduirait un schisme dans la religion. Le ministre français à Pétersbourg, tout en informant sa cour que l'impératrice désirait la paix, annonçait que la Crimée en serait le plus grand obstacle. Il avait indiqué à ce sujet une espèce de moyen terme, qui fut alors repoussé, mais qu'on adopta dans le traité de Kainardji; c'était de stipuler la dépendance des Tartares à l'égard de la Porte, pour la religion seulement.

Ajoutons, pour achever de faire connaître les préten-

[1] Lettre de Sabatier, 3 septembre 1772.

tions de la Russie, qu'elle demandait une amnistie complète pour les Grecs[1]; la cession de deux places fortes en Crimée ; la possession d'Azof et la liberté de commerce dans la mer Noire.

Ces propositions n'avaient rien d'exorbitant ; car la Russie renonçait en revanche à la Moldavie et à la Valachie, qu'elle avait conquises. Les droits de la guerre l'avaient rendue maîtresse de la Crimée ; elle ne s'en réservait que deux villes. Il est vrai qu'elle n'en voulait pas souffrir le retour à la Porte, et qu'elle se flattait d'y dominer seule ; mais telles sont les lois de la victoire !

Les Turcs se seraient résignés à l'indépendance des Tartares, quant aux actes du gouvernement, mais ils tenaient à réserver au sultan le droit d'investiture. Orlof combattait cette prétention, sous prétexte qu'un peuple ne possède qu'une indépendance illusoire, si le prince qui le gouverne a besoin que son pouvoir soit reconnu par une puissance étrangère. On assure du reste que ce ministre était au fond ennemi de la paix, et qu'il avait apporté dans les négociations un esprit d'opposition et de hauteur contraire aux intentions de l'impératrice. Orlof regardait la continuation de la guerre comme favorable à la grandeur de sa famille. Maître de la flotte de l'Archipel, par son frère Alexis ; de celle de la mer Noire, par son frère Théodore, auquel il espérait

[1] Lettre de l'ambassadeur français à Constantinople, 3 septembre 1774.

en faire donner le commandement, et, par lui-même, de l'armée de Crimée, il voyait le croissant tomber sous leurs coups, et la puissance de sa famille s'élever à la plus haute fortune, quand ils auraient mis aux pieds de leur souveraine l'hommage d'un des plus grands empires du monde. Après avoir échoué dans son projet d'épouser Catherine, Grégoire Orlof avait rêvé un trône pour lui-même, tantôt sur les rivages de la mer Caspienne, tantôt dans la Grèce, dont le soulèvement avait été en partie son ouvrage. Mais à des qualités aimables il joignait une grande légèreté. Son inconstance et ses propos indiscrets avaient affaibli l'affection de l'impératrice ; sa conduite au congrès de Fokschani acheva de la détacher de lui.

Osman avait déclaré nettement qu'il ne pouvait souscrire à aucune condition qui aurait pour effet de porter atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman, prétention tout à fait absurde, puisque cet empire était vaincu, que ses armées étaient dispersées, et qu'il dépendait uniquement de la Russie de dicter des conditions plus dures.

Les plénipotentiaires étaient donc loin de s'entendre. Toutefois, les conférences continuèrent, mais sans succès, jusqu'à l'expiration de la trêve, soit que de part et d'autre on espérât finir par se mettre d'accord, soit plutôt pour mieux se préparer aux hostilités, qui paraissaient inévitables. Le comte Orlof essaya de fléchir, par une dernière démarche, l'esprit d'Osman. Il se rendit dans sa tente, le conjura de lui abandonner quelque

chose relativement à l'indépendance des Tartares; mais Osman fut inflexible.

Nul cependant n'appréciait mieux que le grand visir le besoin que l'empire avait de la paix. Depuis la publication de l'armistice, les soldats avaient déserté en foule, et les maladies avaient enlevé presque toute la garnison de Routschouk[1]. Il fit donc proposer au général Roumiantzof de reprendre les conférences. Le général russe, dont l'armée était également fort affaiblie, consentit à renouer les négociations et à prolonger la trêve jusqu'au 6 novembre. Son camp était encombré de malades; il manquait en outre de munitions et d'habillements, ce qui était grave à l'approche de l'hiver et à la veille des hostilités. Il n'avait point reçu d'instructions particulières, mais il était persuadé qu'il ne serait pas désavoué par son gouvernement. En effet, l'impératrice approuva sa conduite. Elle lui envoya des pleins pouvoirs, et en conséquence un nouveau congrès fut indiqué à Bukarest, capitale de la Valachie. Obreskof et Abdurrisak, reis-efendi ou ministre des affaires étrangères, s'y rendirent immédiatement, chargés des instructions de leurs cours, et, le 7 novembre, ils ouvrirent les conférences. La première séance fut consacrée à fixer la durée de la trêve. Le reis-efendi demandait six mois. Elle fut réduite à quatre, c'est-à-dire qu'elle devait expirer le 8 mars 1773,

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes, depuis* 1769 *jusqu'en* 1774, tiré des Annales de l'historien turc, Vassif-Efendi.

ce délai ayant paru suffisant pour s'entendre et pour recevoir au besoin de nouvelles instructions de leurs gouvernements.

Depuis la rupture du dernier congrès, il n'était survenu aucun changement dans la position réciproque des puissances belligérantes. C'est pourquoi la Russie reproduisit les mêmes prétentions, et la Porte y opposa les mêmes refus. Obreskof ayant parlé de dédommagements pour les frais de la guerre, dont la déclaration appartenait à la Porte, Abdurrisak fit un exposé de l'état de l'empire au moment où cette funeste guerre avait éclaté ; dit que les places fortes étaient délabrées, les armées incomplètes, et en tira la conséquence que la Porte ne pensait point à rompre la paix. Mais cette manière de raisonner n'était pas exacte. La détermination du sultan prouvait seulement qu'il avait cédé à des influences étrangères ou manqué de prévoyance. Cependant, après de longues et vives contestations, on parvint à s'accorder sur les points suivants :

1° Amnistie pour les raïas qui avaient embrassé le parti des Russes et porté les armes contre les Turcs en Moldavie, Valachie et autres lieux ;

2° Remise entre les mains des Turcs de toutes les forteresses de la Géorgie, sous la condition expresse de cesser le trafic d'esclaves géorgiens ;

3° Exemption de toute espèce d'impôts en faveur des personnes attachées au service des ministres russes auprès de la Porte ;

4° Cession à la Russie de la petite et de la grande Kabarda;

5° Election du khan de Crimée par les Tartares eux-mêmes, sauf la confirmation par le sultan, et avec cette réserve, que dans toutes les mosquées les imans, en prononçant le *khoutbé* (prône), feraient des vœux pour le sultan, comme chef de la religion.

Il faut savoir, pour apprécier l'importance de cet article, qu'être nommé dans le khoutbé et battre monnaie étaient les deux signes caractéristiques de la puissance chez les Turcs.

Au moyen de ces deux dernières dispositions, les rapports religieux et politiques entre la Crimée et l'empire ottoman n'étaient point tout à fait détruits. Catherine, en écrivant au général Roumiantzof, lui avait donné des instructions formelles à ce sujet. Elle avait même consenti que la justice fût administrée au nom du Grand Seigneur, ce qui fut en effet réglé par l'article 8.

Les articles concernant la Crimée avaient donné lieu à des discussions très-vives. Cependant les points les plus importants n'avaient pas encore été réglés, et c'est ici que les négociations échouèrent. Les Russes demandaient Kertch, Iénikalé, avec la libre navigation sur la mer Noire. Les autres places fortes devaient rester entre les mains des Tartares et non des Turcs. Abdurrisak fit observer que livrer à la Russie Kertch et Iénikalé, qui étaient les clefs de la mer Noire, c'était renverser l'indépendance qu'on voulait établir. Il ajouta que le sul-

tan ne consentirait jamais à rendre libre la navigation de la mer Noire, parce que c'était exposer Constantinople; mais il oubliait qu'il ne s'agissait que des bâtiments marchands, et que, la mer Noire étant ouverte à toutes les nations, il devenait presque impossible que l'une d'elles abusât de cette liberté, sans porter atteinte au droit des autres. On convint cependant d'un délai de quarante jours pour demander à ce sujet de nouvelles instructions. Ce délai expiré, on reprit les conférences (15 février).

Les ordres qu'Obreskof avait reçus dans l'intervalle changeaient peu l'état de la question. Ils portaient que l'impératrice renoncerait aux frais de la guerre, mais aux conditions suivantes :

1° Qu'elle serait garante de l'indépendance des Tartares;

2° Que le hospodar Ghika serait réintégré dans la principauté de Moldavie, et qu'après sa mort cette dignité deviendrait l'héritage de ses enfants;

3° Que les princes de Moldavie n'enverraient plus à la Porte la totalité des revenus de cette principauté, mais seulement celui d'une année sur trois, et qu'ils auraient un représentant à Constantinople;

4° Que Kinbourn serait abandonnée en toute propriété à la Russie, et la forteresse d'Otschakof détruite;

5° Que la Russie exercerait un droit de protection à l'égard des sujets de l'empire ottoman qui professaient la religion grecque;

6° Que la mer Noire et l'Archipel seraient ouverts aux bâtiments de toutes les nations;

7° Enfin, que le titre de padischah, ou grand roi, serait donné par la Porte aux souverains de la Russie.

Abdurrisak se récria contre la dureté de ces conditions et déclara qu'il ne pouvait prendre sur lui de les accepter. Cependant il crut devoir les faire connaître à la Porte. Le grand visir et le conseil des généraux étaient d'avis qu'il fallait y souscrire. Le sultan lui-même le désirait, car il dit à l'un de ses confidents que, si Abdurrisak osait prendre sur lui de le faire, il rendrait un grand service à l'empire; mais, comme il ajouta que, si la nation en était mécontente, il serait obligé de le punir, cette crainte arrêta le négociateur. Plusieurs membres du divan, Osman-Efendi entre autres, qui avaient échoué au congrès de Fokschani, s'élevèrent si vivement contre les propositions de la Russie qu'elles furent rejetées.

L'ambassadeur français eut une grande part dans cette résolution. Le succès de la révolution de Suède, dirigée principalement contre l'influence russe, avait entretenu la France dans la persuasion que Gustave III viendrait au secours de l'empire ottoman, et que la Russie, obligée d'employer une partie de ses troupes dans le nord, ne pourrait conserver ses conquêtes. Mais Catherine appréciait mieux sa propre situation. Le partage de la Pologne l'avait rassurée sur les intentions de la cour de Vienne, bien plus à craindre pour elle

que la Suède, où elle avait un parti, abattu il est vrai, mais toujours prêt à se relever, comme nous le verrons dans la suite. Elle n'ignorait pas que Gustave ne pouvait, sans risquer sa couronne, entreprendre actuellement de lui faire la guerre. Aussi les instructions qu'elle avait envoyées à Roumiantzof étaient-elles claires, précises et définitives.

Abdurrisak fit tous ses efforts pour que la Russie se relachât sur quelques points. Ayant reçu l'ordre de tirer en longueur les conférences, il se rendit à la maison qu'habitait le plénipotentiaire russe pour lui demander une dernière entrevue. Obreskof allégua les ordres formels de sa souveraine. En conséquence, les deux ministres se séparèrent. Mais en se séparant, ils convinrent d'entretenir une correspondance particulière, afin de pouvoir se réunir de nouveau, dans le cas où l'un des deux aurait obtenu de sa cour quelque concession.

C'est le 22 mars 1773 que le reis-efendi quitta Bukarest. La Porte avait exprimé le désir que la trêve fût prolongée jusqu'à la fin du mois de juin. La Russie ne voulut pas y consentir. De part et d'autre, on se prépara donc à vider la querelle par les armes. La Russie, presque épuisée, avait été réduite à lever un homme sur quatorze. Ses recrues étaient à peine exercées, ses équipages incomplets. Mais les succès de la dernière campagne avaient porté au plus haut degré la confiance et l'audace des troupes. L'impératrice comptait fermement sur de nouvelles victoires pour faire accepter les condi-

tions qu'elle avait proposées. La trêve lui avait été utile pour remonter ses armées; elle avait retiré de la Pologne, dont le partage était alors consommé, quatre régiments d'infanterie et autant de régiments de cavalerie, et elle avait négocié des emprunts en Hollande et en Angleterre. Quelque lourds que fussent les sacrifices qu'elle imposait à ses peuples, elle se flattait que la victoire l'en dédommagerait amplement. Aussi écrivait-elle à Roumiantzof : *Passez le Danube et poussez les opérations*. Elle donnait elle-même à l'amiral Knoules des instructions pour une expédition dans la mer Noire. « Nous avons résolu, lui mandait-elle, d'aller chercher la paix au centre de la Turquie, de vaincre le divan dans Constantinople même. » Des secours furent aussi envoyés dans la Méditerranée ; mais la flotte russe était dans un si triste état que, malgré ce renfort, Spiritof ne put rien entreprendre. D'ailleurs, grâce au baron de Tott, les Dardanelles étaient maintenant en sûreté [1].

La Porte, moins confiante dans les faveurs de la fortune, fit précéder la reprise des hostilités par un manifeste adressé à toutes les cours de l'Europe. La situation de l'empire était du reste moins fâcheuse. La révolte de l'Égypte avait été réprimée. Les dispositions des autres provinces paraissaient meilleures, et son armée, dont le grand visir avait rétabli la discipline, rassurait le divan

[1] Lettres de l'ambassadeur français à Constantinople, février et mars 1773.

contre de nouveaux revers. Ce grand visir était Muhsin-Sade, le vainqueur des Maniotes, et en dernier lieu gouverneur de Widdin. Il ne manquait ni de pénétration ni d'énergie, et passait même pour un homme de guerre assez remarquable. Aussitôt qu'il eut reçu l'avis de sa nomination, il fit avec beaucoup de promptitude des préparatifs pour compléter les cadres de l'armée, qui se trouvait dans un état vraiment déplorable. En moins de huit jours, il leva 10,000 hommes dans les environs du Danube et les distribua sur les deux rives. Il veilla surtout aux approvisionnements du camp, établit des magasins à Choumla, où les troupes devaient prendre leurs quartiers d'hiver, et envoya un commissaire à Belgrade pour y acheter des vivres. Il fit ensuite évacuer Bazardjik, et en dirigea les troupes vers Choumla, où il se rendit lui-même. Mais, afin de rassurer les habitants de Bazardjik, il laissa dans cette ville Abdi-Pacha avec sa division. La plus sévère discipline fut maintenue parmi les troupes; les brigandages furent impitoyablement punis, et, en même temps, on exerçait les soldats au tir, soit du fusil, soit du canon. Il eut soin, d'un autre côté, que la solde fût régulièrement payée aux troupes, afin de leur enlever tout sujet de mécontentement et de murmure.

L'armée réunie à Choumla et dans les environs fut bientôt grossie par celle du khan des Tartares, Maksoud-Guéraï, auquel le Grand Seigneur avait conféré cette dignité, malgré l'occupation de la Crimée par les Russes.

Le grand visir lui assigna Routschouk et il envoya le kalga ou vice-khan à Varna, avec ordre exprès de veiller sur cette ville, par laquelle l'armée ottomane avait une communication ouverte sur la mer Noire. Le vice-khan avait d'abord séjourné dans la Circassie, dans le but de soulever la nation contre les Russes; il avait ensuite tenté de lier des intelligences avec les Tartares de la Crimée, mais il avait complétement échoué dans cette entreprise[1].

Le début de la campagne n'offrit rien d'important. Les deux armées s'observaient beaucoup, paraissant porter toute leur attention, l'une à occuper quelques postes fortifiés sur la rive droite du Danube, l'autre à défendre le passage du fleuve, ce qui donnait lieu à des combats continuels ou plutôt à des escarmouches, dont le résultat était de fatiguer les troupes, sans procurer aucun avantage sérieux à l'une ou à l'autre des deux parties belligérantes. Roumiantzof, qui avait dessein de porter la guerre en Bulgarie, méditait de s'emparer auparavant de Silistrie, dont il se proposait de faire une place d'armes. En conséquence, il envoya l'ordre à tous ses corps détachés de se rapprocher du fleuve. L'armée russe était à ce moment de 87,000 hommes, dont un tiers environ de cavalerie. Le général Potemkin ayant passé le Danube auprès de Braïlow, dans la nuit du 18 au 19 mai, se

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

réunit au général Weismann, qui se trouvait déjà sur la rive droite, afin de protéger le passage du reste de l'armée, commandée par le général en chef en personne. Leurs troupes réunies formaient un corps d'environ 15,000 hommes, avec lequel ils attaquèrent un détachement de l'armée ottomane, le mirent en fuite et lui enlevèrent son camp. Après cette action, toutes les troupes effectuèrent sans obstacle le passage du fleuve, à Balia-Boghosi, à six lieues au-dessous de Silistrie[1], partie sur des saïques, partie sur des pontons.

La vaste chaîne de l'Hémus, appelée par les modernes chaîne des Balkans, dont les branches pénètrent fort avant dans la Bulgarie, rend cette contrée d'un accès difficile. Le terrain est partout coupé de vallées et de rivières, hérissé de montagnes et presque désert, ce qui augmente pour une grande armée la difficulté de subsister, à moins de conduire avec soi d'immenses approvisionnements. Les nombreux ruisseaux, qui des hauteurs des Balkans descendent au Danube, coulent d'abord avec rapidité; mais, à mesure qu'ils se rapprochent du fleuve, leur marche devient plus lente, et ils forment en plusieurs endroits des fondrières ou d'immenses flaques d'eau. Des vallées étroites et profondes, des ravins escarpés, entourés d'épaisses broussailles, des lacs desséchés, opposent en outre des obstacles, sinon

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

insurmontables, au moins très-sérieux, à la marche d'une armée, surtout si elle traîne après elle de l'artillerie et des bagages ; car quelques-uns de ces défilés sont à peine accessibles aux bêtes de somme. On les traverse par sept ouvertures, dont les trois principales sont la porte de Trajan, près d'Isladi ; la porte de fer, en avant de Ternov, dans la partie la plus élevée de la chaîne, et celle de Choumla, au delà d'Aïdos. La première débouche vers Sofia et les vallées danubiennes, la seconde sur Varna et la mer Noire, par Kasanlik et Choumla.

Le grand visir, après avoir établi son camp au pied de ces montagnes, était resté dans une complète inaction, et il avait laissé les Russes passer tranquillement le fleuve. On croit qu'il s'était proposé d'éviter une action générale, persuadé que l'ennemi se consumerait de lui-même dans un pays privé d'eau et de fourrages, et exposé en toute saison, surtout dans la région montagneuse, à des pluies froides et mortelles. A ces obstacles se joignait le mauvais état des chemins, qui, dans beaucoup d'endroits, étaient impraticables. Aussi l'armée russe avançait-elle difficilement, tant à cause de l'artillerie et des bagages, que des combats qu'elle avait fréquemment à soutenir.

La ville de Silistrie, que Roumiantzof se proposait d'attaquer, était défendue par Osman-Pacha. Les généraux Weismann et Potemkin, s'en étant approchés le 26 mai, se rendirent maîtres de quelques postes impor-

tants. Une partie des Turcs étaient retranchés sur une hauteur qui tient à la ville et qui la dominent. Potemkin, ayant abordé cette position le 28 au matin, fut rejeté jusqu'au pied de la montagne, et il eût complétement échoué, si le général Weismann, avec une promptitude remarquable, n'eût donné l'ordre à quelques régiments de tourner la position, mouvement qui fut exécuté avec autant de rapidité que de succès. Les Russes se logèrent dans les retranchements, que les Turcs venaient de quitter pour se mettre à la poursuite de Potemkin.

Roumiantzof, étant arrivé devant la place avec le reste des troupes, ordonna l'assaut; mais les Turcs se défendirent avec tant de bravoure, qu'après six heures d'un combat meurtrier, les Russes furent contraints de reculer laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés (30 mai). Roumiantzof se hâta de repasser le Danube, et parvint, à la faveur de la nuit et d'une fausse attaque, à opérer sa retraite sans désordre. Son arrière-garde eut seule à souffrir, parce que la garnison de Silistrie, s'étant acharnée à sa poursuite, ne cessa de la harceler. Les Russes firent en outre une perte considérable dans la personne du général Weismann. Ce brave officier, après avoir forcé, à la tête de l'avant-garde un défilé gardé par 13,000 Turcs, tomba frappé mortellement. Mais dès ce moment l'armée ne rencontra plus d'obstacle, elle passa le fleuve sans être inquiétée, et le 7 juillet elle se trouvait campée à Beillick, rangée sur deux lignes, et en mesure de repousser à son tour les attaques de l'ennemi.

Le grand visir ne songeait en aucune manière à poursuivre l'avantage que ses troupes venaient d'obtenir devant Silistrie. Satisfait d'avoir rejeté les Russes de l'autre côté du Danube, il retomba aussitôt dans son immobilité. Il semblait en effet avoir pris pour règle de conduite de temporiser, dans l'espérance que les Russes, décimés par les maladies, obligés de lutter contre les rigueurs du climat et des difficultés de toute nature, se lasseraient d'une guerre aussi peu glorieuse.

Le général Roumiantzof n'avait jamais eu beaucoup de goût pour une expédition en Bulgarie ; il la croyait trop dangereuse, et il pensait qu'un établissement dans ce pays ne pourrait être conservé longtemps. Le Danube, dans la partie de son cours qui longe la Bulgarie, a une étendue si considérable qu'il ressemble plutôt à une mer qu'à un fleuve. Tant que les Russes ne seraient maîtres ni de ses embouchures ni des côtes de la mer Noire, ce général était d'avis que toute tentative contre cette province serait accompagnée de mille périls. Il est en effet hors de doute qu'après son échec devant Silistrie, il aurait couru de grands dangers, si le grand visir, au lieu de rester dans son camp, avait eu soin d'occuper les nombreux défilés que l'armée russe devait franchir avant d'atteindre la rive droite du Danube.

L'impératrice fut mécontente du résultat de cette expédition, qu'elle avait elle-même ordonnée [1]. Elle ré-

[1] Lettre de Catherine à Voltaire, 26 septembre 1773.

solut de faire de nouveaux efforts pour forcer le divan à la paix. On tira des troupes de l'Ingrie, de l'Esthonie et de la Pologne. Ces troupes furent transportées sur des chariots, qui devaient faire deux lieues à l'heure, tant elle avait à cœur d'en finir [1], et l'ordre fut envoyé au général Roumiantzof de recommencer les opérations à la fin de l'automne. C'était l'époque où les Turcs retournaient dans leurs foyers.

Les hostilités furent donc reprises sur toute la ligne du Danube. Plusieurs détachements russes ayant passé le fleuve, sous les ordres des généraux Soltikof, Ungern, Dolgorouki et Souvorof, se trouvèrent bientôt aux prises avec les divisions de l'armée ottomane. Le 26 septembre, Soltikof attaqua près de Borenuzt le séraskier de Widdin, Achmet-Pacha, le battit complétement et le fit prisonnier.

Quelques jours après (7 octobre), les généraux Ungern et Dolgorouki rencontrèrent un corps de 25,000 Ottomans, commandés par Achmet-Benedid. Une partie de ce corps ayant pris la fuite, le séraskier résista quelque temps ; mais, contraint de céder à la valeur des Russes, il se dirigea vers Silistrie, après avoir perdu 800 hommes et laissé 1,000 prisonniers au pouvoir des vainqueurs.

Le général Souvorof obtint des succès plus brillants encore sur le séraskier Naman-Pacha. Celui-ci avait

[1] Lettre du résident français à Pétersbourg, 1773.

lancé contre Hirsova un corps d'environ 8,000 hommes, la plupart d'infanterie, avec quelques pièces de canon, pendant que lui-même menaçait le général Ungern, posté à Babadaghi, pour l'empêcher de secourir la place. Mais Souvorof, ayant été rejoint par une brigade russe, tomba sur l'ennemi avec tant d'impétuosité qu'il le mit dans un désordre épouvantable. Il le poursuivit l'espace de quatre lieues, lui tua 2,000 hommes et lui prit tous ses équipages avec la plus grande partie de ses munitions.

Ces succès ayant mis les Russes en possession de toute la partie supérieure de la Dobrutscha, vaste plaine marécageuse qui s'étend au nord de Varna, permirent à Roumiantzof de passer le Danube sans danger. Son projet consistait à étendre ses opérations du côté de la mer Noire, à se rendre maître des deux rives du fleuve jusqu'à son embouchure, afin de priver l'armée ottomane des vivres et des munitions qu'elle recevait par le port de Varna. Il fallait en conséquence s'emparer de cette place importante. Il en confia le soin aux généraux Ungern et Dolgorouki. Ces deux généraux rencontrèrent près de Karaszu un corps de 15,000 Turcs, qu'ils mirent en fuite; chassèrent de Bazardjik le séraskier Daghistanli, occupèrent la ville et marchèrent ensuite sur Varna.

Deux routes conduisent de cette ville au Danube, celle de Silistrie ou de Valachie, et celle qui, longeant la mer Noire, passe par Kavarna, Kustendsche, traverse

la chaîne rocheuse de Babadaghi et se dirige vers Galatz.

Les Russes débouchèrent, le 19 octobre, par le chemin de Cadi-Keuï, partagés en trois colonnes, et donnèrent l'assaut sur trois points différents. Ils parvinrent à pénétrer dans les faubourgs; mais là se bornèrent leurs avantages. Obligés de battre en retraite, ils furent poursuivis avec acharnement, perdirent leurs canons, et regagnèrent tristement le Danube, abandonnant Bazardjik, qui fut occupé par un détachement de l'armée du grand visir.

Il en résulta que Roumiantzof fut contraint à son tour d'abandonner la position qu'il avait reprise devant Silistrie, pour se hâter de repasser le Danube, avant que les pluies d'hiver, qui avaient déjà causé beaucoup de ravages parmi les troupes, eussent rendu ce mouvement de retraite impraticable. Il distribua dans les environs d'Iassy et le long du Pruth les régiments qui avaient été le plus maltraités; fit occuper la Valachie, où étaient ses magasins, par les troupes légères, et plaça dans Jablonizka une forte garnison, pour surveiller de cet endroit les mouvements de l'armée ottomane.

L'hiver se passa tranquillement. La Russie fit des préparatifs énormes. Elle retira de la Pologne presque toutes les troupes qu'elle y entretenait, et dégarnit les frontières de la Suède. Enfin, on leva 30,000 hommes de nouvelles recrues, qui furent immédiatement dirigés

sur la Moldavie, pour être prêts à agir au printemps. De son côté, le grand visir avait réuni plus de 200,000 hommes. On avait travaillé pendant plusieurs mois à fortifier Choumla. On l'avait entourée d'un fossé large et profond, et derrière ce fossé avaient été élevés des ouvrages en terre garnis de canons et défendus par des redoutes [1].

Le général Roumiantzof ouvrit la campagne le 18 mai 1774, décidé à terminer la guerre par une action générale. Pendant qu'il faisait descendre sur l'Argis, un des affluents du Danube, une flotte de bateaux destinée à faciliter à l'armée le passage du fleuve, ses lieutenants nettoyaient la rive gauche des postes avancés que les Turcs y occupaient encore. Le général Kamenski se répandit jusqu'aux environs de Varna, afin de séparer cette ville de Silistrie, à la suite d'un brillant fait d'armes qui fit tomber de nouveau Bazardjik au pouvoir des Russes. Déjà une partie de leurs troupes se trouvaient au delà du fleuve. L'avant-garde du général en chef l'avait passé dans la nuit du 16 au 17 juin, sous les ordres de Souvorof. Bochnia-Mustapha, qui avait 3,000 hommes aux environs de Toutourkai, avait essayé de s'y opposer, à l'aide de quelques galères ; mais il avait été repoussé. Un autre corps, qui gardait les îles de Kladowa et d'Orsowa, en fut chassé avec des pertes considérables.

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

Les deux rives du fleuve étant devenues tout à fait libres, Roumiantzof en effectua le passage le 21 juin, avec le reste de l'armée, et se porta à quatre lieues en avant, dans la direction de Silistrie. Le général anglais Loyde fut chargé d'occuper avec quatre régiments une petite île située vis-à-vis de la ville, et d'y faire des dispositions pour le siége. Le plan du général russe consistait à couper les communications du grand visir avec ses postes avancés.

La ville de Choumla, où l'armée ottomane se tenait renfermée, est considérée comme la clef des Balkans. C'est en effet une des plus fortes positions de l'Europe, au centre d'un vaste système de défense, où viennent aboutir toutes les routes des forteresses du Danube, depuis Widdin jusqu'à l'embouchure du fleuve, pour se diriger ensuite vers la mer Noire et Andrinople. Aussi l'a-t-on appelée avec justesse les Thermopyles de la Turquie. De Choumla à la mer Noire s'ouvrent une foule de routes ou plutôt de défilés d'un accès difficile, coupés en outre par des rivières qui ont leur direction d'occident en orient, et où une armée ennemie pourrait être arrêtée à chaque pas.

La ville, située sur un terrain montagneux, dont les pentes escarpées sont couvertes d'épaisses broussailles, avait une étendue de 5 kilomètres de long sur 2 de large. Elle était entourée d'un fossé et d'une muraille de briques, flanquée de tours. Mais c'était principalement dans le grand nombre de vallées qui traversaient

l'enceinte des fortifications, dans la rapidité des pentes, dans un terrain accidenté, que consistait la force de la place. L'attaquer régulièrement était difficile; la bloquer présentait des difficultés plus grandes encore, car la place renfermait tout ce qui est nécessaire pour soutenir un long siége, vastes magasins, eau, munitions de guerre, et elle conservait en outre une communication avec Andrinople par le défilé de Selimno.

Aussi bien Roumiantzof ne choisit ni l'un ni l'autre de ces moyens d'attaque. Le Danube étant devenu sa ligne d'opération, par la prise de Silistrie, il lança à droite et à gauche ses colonnes, afin de séparer l'armée de Choumla de ses postes avancés et de lui couper ses communications avec la mer Noire. Il espérait forcer le grand visir à livrer bataille, ou lui inspirer assez de terreur pour lui faire abandonner sa position. Pendant que Soltikof enlevait ou brûlait un convoi de 4,000 chariots, escorté par un corps de 25,000 hommes; que Souvorof délogeait 600 Turcs d'un poste qu'ils occupaient près du village de Keuprikeui, le même jour (25 juin) le général Kamenski s'avançait jusqu'à la Kamtchik, l'ancien Pamisus, et s'emparait de cette partie des montagnes, après en avoir chassé Arnaout-Pacha. Le séraskier Daghistanli l'attaqua près d'Ienibazar avec 5,000 cavaliers, mais il fut repoussé jusqu'aux portes de Choumla. Kamenski, continuant de pousser les Turcs, remporta le 30 juin un nouvel avantage, à la suite duquel les Russes

campèrent près d'un village situé à une demi-lieue de la place [1].

L'effet de ces succès fut prodigieux sur l'esprit des Turcs. Plus ils s'étaient cru inattaquables derrière leurs retranchements, plus ils craignaient maintenant d'y être assiégés. La terreur devint générale. Des murmures les soldats passèrent à la sédition, massacrèrent leurs officiers, et des bandes entières prirent la route de Constantinople. L'effroi qu'elles y apportèrent fut si grand que chacun regardait la ruine de l'empire comme inévitable. Les ministres firent de vains efforts pour engager ces lâches milices à rejoindre leurs drapeaux; mais rien ne put vaincre leur terreur. La crainte de voir la capitale devenir la proie de ces barbares, qui, sur leur route, avaient mis tout à feu et à sang, décida le divan à leur fournir des vaisseaux pour les transporter en Asie.

La position du grand visir dans son camp de Choumla était plus horrible encore qu'on ne le pensait. Les troupes d'Europe et d'Asie, animées par le souvenir d'anciennes querelles, avaient pris les armes les unes contre les autres. Cette fureur, jointe à la désertion qui n'avait pas discontinué, avait achevé de consumer cette armée de 200,000 hommes, dernier espoir de l'empire ottoman. Dans cette situation, le grand visir était à la merci des

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs,* par Vassif-Efendi.

Russes. Le général Roumiantzof avait disposé ses différents corps si avantageusement, que les Turcs se trouvaient privés de toute communication avec leurs magasins, et réduits en outre à l'impossibilité de se retirer, sans s'exposer à être anéantis.

Mushin-Sade, ayant informé la Porte de sa détresse et insisté sur la nécessité de demander la paix, le Grand Seigneur lui fit expédier l'ordre de conclure à quelque condition que ce fût. Mustapha était mort, le 24 décembre 1773, dans des accès de fureur, en apprenant les désastres de son armée. Son successeur Abdul-Hamid, dont la faiblesse et l'ignorance ne pouvaient soutenir le fardeau de ce triste héritage, ne fit, en donnant cet ordre, qu'obéir aux vœux de tous ses sujets. Lui-même, d'ailleurs, n'avait jamais été partisan de la guerre et il avait, dit-on, fait tous ses efforts pour en détourner son frère.

Les plénipotentiaires ottomans furent le nouveau reis-efendi, Ibrahim-Munib, élevé à cette dignité depuis la retraite d'Abdurrisak, et le kiaya-bey [1], Resmi-Achmet-Efendi, renégat d'origine grecque, dont la vénalité avait le plus triste renom. Leurs instructions les autorisaient à accepter les conditions de paix rejetées dans le congrès précédent. Ils se rendirent à Kainardji (15 juillet), où le général Roumiantzof et le prince Repnin étaient arrivés la veille. Les conditions dictées par la Russie furent les mêmes que celles déjà débattues aux congrès de Fokschani et de Bukarest. Cette puis-

[1] Le kiaya-bey est le lieutenant du grand visir.

sance usa de sa victoire avec la plus grande modération. Deux conférences suffirent pour la conclusion de la paix, qui fut signée sous la tente du général Roumiantzof, le 21 juillet, jour anniversaire du traité du Pruth. Le grand visir avait feint d'être malade pour ne pas se trouver en présence de son vainqueur, et il avait laissé à son lieutenant le triste honneur de signer les préliminaires de la paix.

Le traité de Kainardji valut à la Russie Azof avec son territoire (art. 20); le fort de Kinbourn, situé à l'embouchure du Dnieper, sur le Liman; une certaine étendue de terres sur la rive gauche de ce fleuve, à l'angle formé par des terrains déserts entre le Dnieper et le Boug (art. 18); les forteresses d'Iénikalé et de Kertch dans la Crimée, avec leurs ports et leurs territoires (art. 19); la grande et petite Kabarda (art. 21); la libre navigation sur toutes les mers qui baignaient l'empire ottoman, avec les priviléges des nations les plus favorisées (art. 11). Enfin, la Porte fut obligée de reconnaître l'indépendance des tribus tartares de la Crimée, du Budziack, du Kouban, de l'Iédissan et du Djamboïlouk, sous la réserve de la dépendance religieuse du sultan, comme chef de la religion musulmane (art. 37).

La Russie restitua à la Porte la Bessarabie avec les villes d'Ackerman, de Kilia, d'Ismaïl, et la forteresse de Bender, comme aussi les deux principautés de Moldavie et de Valachie. Mais, en les recevant de ses mains, la Porte s'obligea : 1° à accorder aux habitants amnistie

entière; 2° à n'empêcher en aucune façon le libre exercice de la religion chrétienne; 3° à restituer aux monastères les biens qui leur avaient appartenu anciennement et dont ils avaient été dépouillés contre toute justice; 4° à laisser aux familles qui voudraient abandonner leur patrie la faculté de le faire librement, sans être inquiétées, et de disposer de leurs biens comme elles l'entendraient; 5° à ne rien exiger des habitants de ces pays, pour d'anciens comptes, ni aucune contribution, pour le temps de la guerre, attendu les pertes qu'ils avaient faites et les maux qu'ils avaient soufferts pendant l'occupation des principautés par les armées ennemies; 6° à les traiter avec humanité; 7° à permettre à leurs princes d'entretenir auprès de la sublime Porte des chargés d'affaires chrétiens, et aux ministres russes de parler en leur faveur, suivant les circonstances (art. 16).

L'impératrice n'ignorait pas qu'il est certains engagements dont il est difficile de surveiller l'exécution. De cette nature étaient les garanties stipulées en faveur des Grecs. En effet, il était à craindre que ces peuples ne retombassent plus profondément sous la domination ottomane, d'autant plus disposée à leur faire expier leur révolte, que leurs cris ne seraient point entendus. Ce fut pour prévenir le retour de l'oppression, que la Russie obtint l'établissement de consuls et vice-consuls dans tous les lieux de l'empire ottoman où elle le jugerait nécessaire (art. 11).

Cette concession avait une importance plus grande qu'on ne pourrait d'abord se le figurer. Ces consuls étaient autant d'agents dévoués, chargés de surveiller l'exécution des traités, la conduite des pachas, des employés inférieurs, et de transmettre à Pétersbourg les plaintes et les besoins des populations chrétiennes, dont la Russie se constituait en quelque sorte la protectrice. Ils avaient le droit de prendre des drogmans ou interprètes. Ces drogmans étaient presque toujours des Grecs, et, comme ils jouissaient de tous les droits attachés à la personne des consuls, ministres et ambassadeurs, la reconnaissance leur faisait un devoir de servir avec le plus profond dévouement la puissance qui les employait.

Catherine, qui n'avait pas renoncé au projet d'affranchir la Grèce, obtint en faveur des Hellènes, outre une amnistie, le libre exercice de la religion chrétienne, le droit de réparer les églises et d'en construire de nouvelles, ainsi que l'exemption de toute espèce de taxe pour le temps qu'ils étaient restés sous sa domination, et pendant deux ans encore après le retour de la Grèce sous la domination ottomane. Les Turcs violèrent ensuite ces conditions ; mais ils ne firent par là que rendre plus vif le désir des Hellènes de s'affranchir de ce joug odieux.

Du reste, le traité de Kainardji, en accordant à la Russie la libre navigation de la mer Noire et le droit d'accréditer des agents consulaires dans les villes maritimes de l'empire ottoman, devint pour les Grecs une

source de prospérité; ils se livrèrent au commerce avec l'esprit et l'activité dont ils sont doués, les uns à l'abri de leurs immunités, les autres sous le pavillon de la Russie. Il en résulta qu'ils s'habituèrent à regarder leurs destinées comme attachées à celles de cet empire. En attendant qu'ils pussent briser leurs chaînes, ils s'élancèrent avec une ardeur extrême dans la seule voie qui leur fût ouverte, celle du commerce. Bientôt, en effet, l'Archipel et la mer Noire se couvrirent de leurs vaisseaux : de grandes fortunes s'élevèrent; les richesses firent naître le désir d'en jouir avec indépendance et sécurité; l'esprit public se réveilla; ils s'adonnèrent aux lettres; ils fondèrent des écoles, et ces foyers de lumière, en dissipant les ténèbres de l'ignorance, hâtèrent le moment de l'émancipation.

En échange des sacrifices que nous venons d'énumérer, la Russie remit aux Tartares tout ce qu'elle avait conquis dans la Crimée et le Kouban, à l'exception de Kertch et d'Iénikalé (art. 3). Elle restitua les forteresses de la Géorgie et de la Mingrélie, non à la Porte, mais à ceux qui les possédaient avant elle, et pour lesquels elle stipula une sorte d'indépendance.

Enfin, par un article séparé du traité de Kainardji, la Porte s'obligea à payer à l'impératrice, pour les dépenses de la guerre, 15,000 bourses[1] ou 4 millions et demi de roubles, en trois ans et en trois termes.

[1] La bourse turque était de 500 piastres, qui représentaient une valeur de 1,800 livres.

Nous n'insisterons pas sur les avantages que la Russie retira de ce traité. Matériellement, ils se bornent à une acquisition de territoire d'une médiocre étendue ; mais qui ne voit déjà la Crimée tomber sous sa domination ? L'influence qu'elle exerça sur les Grecs de la Moldavie et de la Valachie, la soumission des Tartares de la mer Noire, la protection dont elle couvrit tous les peuples de race slave, protection publique, reconnue par le traité, fut une conquête morale d'une valeur bien supérieure. Dès ce moment la Russie gagne du terrain ; elle agit sans cesse auprès de la Porte, comme chargée des intérêts de ces peuples, et nous verrons ensuite, soit par la convention de 1779, soit par d'autres actes émanés du divan, combien sa voix avait acquis d'autorité.

Un autre avantage que le traité de Kainardji procura, non-seulement à la Russie, mais encore à toute l'Europe, fut la liberté de la mer Noire. Depuis la destruction des colonies génoises de la Crimée, la mer Noire, interdite aux peuples de l'Occident, avait été pour la Turquie un véritable domaine. Les Turcs et les Grecs de l'Archipel, sujets de la Porte, avaient seuls le droit d'y naviguer, et tout le commerce avec cette partie de l'Orient se trouvait entre leurs mains. Les conquêtes de Catherine II opérèrent donc une révolution dans les relations commerciales de l'Europe, et donnèrent à la puissance russe une influence immense sur les destinées de l'Orient.

Lorsqu'ensuite le traité de Kainardji eut reçu une

plus grande extension, tous les peuples participèrent aux bénéfices de cette navigation, et la Russie, en ouvrant au commerce du monde de nouveaux débouchés, mérita justement la reconnaissance publique. Catherine attira dans ses ports une grande partie du commerce de l'Europe, et la mer Noire reprit une activité qu'elle avait perdue depuis longtemps. En considérant ces glorieux résultats, on oublie les horreurs d'une lutte sanglante, les provinces ravagées, les villes détruites, et l'on ferme les yeux sur l'ambition d'une princesse, dont les conquêtes ont ouvert une si large voie à la civilisation.

Si l'on se reporte à l'origine de cette guerre, on se rappellera que la Pologne en avait été la cause, ou du moins l'occasion. Il semblait donc naturel que la Porte, ne fût-ce que par convenance, exprimât dans les négociations l'intérêt que lui inspirait le sort des Polonais. Le comte de Saint-Priest, qui représentait la France à Constantinople, essaya d'appeler sur les confédérés l'intérêt des ministres ottomans; mais il ne rencontra qu'indifférence, et la résolution qu'ils paraissaient avoir prise de ne pas compliquer leur propre situation pour de pareils débats rendit toutes ses démarches vaines. Pas une voix ne s'éleva donc au sein du congrès en faveur des malheureux Polonais. Ce fut une preuve de plus que leur cause n'avait été qu'un prétexte pour la Turquie, et que Mustapha s'était précipité dans cette guerre avec autant de légèreté que d'ignorance.

Ce prince avait pu voir, avant d'expirer, les malheurs qu'il avait appelés sur son empire. Mais, si la Providence lui avait permis de pénétrer les secrets de l'avenir, il n'aurait pu contempler, sans une profonde tristesse, l'abaissement où il devait encore être réduit. Après l'avoir affaibli, Catherine l'isola, et, par sa fermeté à ne vouloir admettre aucun médiateur, elle prit sur les conseils de la Porte une influence presque absolue. Elle en éloigna les autres puissances; plaça dans toutes les avenues du pouvoir des hommes dévoués à sa politique, séduisit les uns par des promesses, corrompit les autres par des présents; enfin, elle entretint dans tous la pensée qu'elle seule pouvait protéger l'empire ottoman contre ses ennemis, de sorte qu'elle réduisit peu à peu cet empire à une sorte de vassalité.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE I.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

LIVRE V.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

CATHERINE II

ET

SON RÈGNE

CATHERINE II

ET

SON RÈGNE

Paris. — Typographie HENNUYER, rue du Boulevard des Batignolles, 7.

CATHERINE II

ET

SON RÈGNE

PAR E. JAUFFRET

TOME SECOND.

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR,

Libraire de la Société des gens de lettres,

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13.

1860

vues de Frédéric II sur le royaume de Pologne. — Négociations au sujet du démembrement. — Traité de partage. — Part que chaque puissance s'attribue. — La conduite des trois cours dans les provinces envahies. — Comment la France fut trompée par la cour de Vienne. — Indifférence de l'Europe à la nouvelle du partage. — Les ministres des trois cours font convoquer une diète pour la confirmation du traité. — Vaines démarches de Stanislas-Auguste auprès des cours étrangères. — Menaces employées pour contraindre le roi et les nonces. — La diète forcée de déléguer ses pouvoirs. — Les délégués refusent de céder à la Prusse les villes de Thorn et de Dantzig. — Mesures que prend Frédéric pour contraindre ces deux villes à se livrer. — Traité de partage confirmé. — Nouvelle constitution imposée à la Pologne. — Causes qui avaient amené la ruine de la république. — Sentiments du roi de Prusse et de Marie-Thérèse au sujet du partage. — Résultats de cet acte de spoliation.

Pendant le cours de la guerre glorieuse qui venait de jeter sur le nom russe un si grand éclat, il s'était passé en Europe un événement dont on chercherait en vain dans l'histoire un souvenir pour le justifier, et qui avait plongé le monde dans une sorte de stupeur : la Pologne avait été partagée. Trois puissances rivales unies par l'ambition, qui est ordinairement un principe de discorde, avaient envahi ce royaume, autrefois le boulevard de la chrétienté, sans que les autres États s'en fussent émus, et avaient donné le spectacle inouï d'une spoliation préparée avec artifice et poursuivie avec une prodigieuse persévérance. Nous allons nous attacher dans ce livre à rapporter fidèlement le récit de cette grande et douloureuse iniquité.

La diète de 1767, malgré l'oppression et les violences exercées par l'ambassadeur russe, avait satisfait les vœux des vieux Polonais en rétablissant le *liberum veto*, qu'ils avaient pris l'habitude de regarder comme le palladium de leurs libertés, et la partie plus éclairée de la noblesse, en rendant aux dissidents les droits dont ils avaient autrefois joui. On pouvait donc se promettre encore quelques années de tranquillité. Les esprits étaient si calmes que le prince Repnin, dont la conduite avait excité beaucoup de mécontentement, reçut des félicitations publiques lorsqu'il eut annoncé que les troupes russes quitteraient prochainement le territoire de la république et qu'à la prochaine diète, convoquée pour le mois de novembre de cette même année, il ne s'y trouverait plus que deux mille hommes.

Telle était, en général, la disposition des esprits, lorsque la nouvelle éclata dans Varsovie qu'une confédération avait été formée à Bar, en Podolie, à cinq lieues de Kaminieck et à sept lieues des frontières de la Turquie (29 février 1768), par les soins de Krasinski, frère de l'évêque de Kaminieck. Ce Krasinski était un homme d'une intelligence ordinaire, simple, crédule, mais brave, généreux et capable de tout sacrifier, sa vie même, s'il croyait que la patrie exigeât de lui ce sacrifice. Pulawski, dont l'ambition, au contraire, égalait le dévouement pour son pays, se fit nommer régimentaire de la confédération. Ils étaient excités l'un et l'autre par le staroste Wareski et par Martin Lubomirski.

Quoique le moment eût été mal choisi pour lever l'étendard de l'insurrection, tout le pays étant alors occupé par les Russes, les confédérés, d'abord peu nombreux, furent bientôt cependant au nombre d'environ huit mille. Ils enlevèrent les troupes des gentilshommes du voisinage, qui, soit frayeur soit connivence, ne firent aucun effort pour repousser leurs attaques. La ville de Berditchef, avec son couvent fortifié, se livra entre leurs mains, ce qui leur acquit beaucoup de faveur parmi la population religieuse du pays. Un moine du couvent, le père Marc, qui jouissait d'une grande réputation de sainteté, parcourut les campagnes, une croix à la main, pour exciter le peuple à prendre les armes, et les prêtres refusaient de donner l'absolution à leurs pénitents, lorsque ceux-ci ne voulaient pas s'engager sous les lois de la confédération. Les confédérés portaient sur leurs drapeaux d'un côté un aigle aux ailes déployées avec ces mots : *Aut vincere aut mori*, et de l'autre cette devise : *Pro religione et libertate.*

Ainsi, du côté du peuple, zèle fanatique ; de la part des nobles, la haine de l'oppression et une certaine disposition naturelle pour le désordre, tel est le double caractère qui distingue la confédération de Bar. Lorsque la nouvelle en fut portée à Varsovie, la surprise, l'inquiétude, de vagues espérances, puis un grand abattement s'emparèrent des esprits, et, suivant les intérêts qui les dominaient, l'un ou l'autre de ces sentiments prit le dessus. Parmi les ennemis du roi, ceux que la raison n'avait

pas abandonnés craignirent qu'une démonstration prématurée n'entraînât la ruine de la république. Ils s'étaient flattés qu'une entreprise de cette nature serait appuyée par quelque grande puissance, et que la Russie reculerait devant le danger de compromettre ses premiers succès, ou bien qu'au milieu d'une conflagration générale la Pologne retrouverait sa liberté. Mais lorsqu'ils apprirent que la confédération n'avait obtenu aucune promesse semblable, ils ne conservèrent plus d'espoir sur le résultat de la lutte. Ce fut, en effet, une grande faute de n'avoir pas attendu, pour agir, que l'armée russe eût quitté le territoire de la république, ou que la Porte, dont la France poussait alors les conseils à la guerre, se fût tout à fait déclarée.

Les confédérés n'admettaient pas que l'impératrice de Russie se fût arrogée le droit de garantir à perpétuité la nouvelle constitution, attendu que cette garantie enchaînait la liberté de la Pologne, en subordonnant tous ses mouvements aux volontés d'une puissance étrangère. D'après cela, tout bon citoyen devait chercher à s'affranchir d'un joug aussi honteux. Ils publièrent en conséquence des universaux (16 avril) pour convoquer les états de la république, décrétèrent la levée d'un certain nombre de soldats, et prirent, en un mot, toutes les mesures qu'on avait coutume de prendre lorsque la patrie était en danger.

De son côté, le roi avait convoqué les sénateurs présents à Varsovie (fin mars). Le primat combattit les pré-

tentions des confédérés, justifia l'intervention de la Russie dans les affaires de la république et fut d'avis qu'il fallait essayer de ramener leurs concitoyens égarés à plus de modération. Il ajouta que, si cette démarche était infructueuse, on prierait l'impératrice de ne pas retirer ses troupes. Son avis ayant prévalu, le sénat désigna le général Mokranowski pour se rendre auprès des confédérés de Bar. Le choix d'un pareil homme, dont toute la Pologne admirait les sentiments élevés, le caractère ferme et indépendant, ne pouvait être suspect. Cependant Mokranowski échoua dans sa mission, et dès lors tout espoir de conciliation s'évanouit.

Les confédérés obtinrent d'abord quelques avantages dont ils furent enivrés. Mais lorsque les troupes russes, qui avaient déjà pris le chemin de leur pays, se furent retournés contre eux, ils éprouvèrent une suite de revers qui les força de se retirer sur le territoire ottoman, où ils ne cessèrent de fatiguer la Porte du bruit de leurs divisions et de leurs intrigues[1]. Les confédérés étaient en général des hommes de beaucoup de bravoure, mais orgueilleux, turbulents, et portant jusque dans la guerre ce luxe oriental qui affaiblit la discipline.

Après avoir été battu par le colonel Weismann, le comte Potocki s'était réuni aux confédérés de Bar, dans les environs de Kaminieck. Potocki leur amenait un ren-

[1] *Coup d'œil sur les causes réelles de la décadence de la Pologne*, par Komarzewski.

fort considérable, tout un régiment dont il était propriétaire, et l'éclat de son nom semblait le désigner pour le commandement des troupes. Mais le vieux Pulawski refusa de se laisser dépouiller de l'autorité qu'il avait acquise au prix des plus grands sacrifices. Potocki, poussé par le dépit et l'ambition, ne craignit pas de recourir à l'autorité du pacha de Khotin, qui fit jeter Pulawski dans un cachot où il le laissa mourir. Ses trois fils se séparèrent alors des confédérés, rentrèrent en Pologne avec les troupes qui leur appartenaient et prirent le chemin de la Lithuanie. Malheureusement ils ne connaissaient pas l'art de la guerre. Les Russes, les ayant rencontrés près de Wlodawa (1769), leur livrèrent un combat dans lequel l'aîné perdit la vie et le plus jeune la liberté. Le second, Casimir Pulawski, se retira vers les monts Carpathes, où, à la faveur des bois, des rochers et des défilés presque inaccessibles, il parvint à se maintenir. Il remporta même des avantages sur les troupes russes et se fit un nom glorieux dans cette malheureuse guerre.

Après la défaite des confédérés de Bar, les nobles du palatinat de Cracovie prirent les armes, au nombre d'environ cinq mille. Mais, au lieu de mettre à profit les positions avantageuses dont cette contrée abonde, ce corps s'enferma dans Cracovie, où il n'existait que de faibles défenses. Il y fut attaqué par les Russes et forcé de capituler.

Le prince Radziwill éprouva un sort presque semblable. Devenu le jouet de tous les partis, il ne compre-

nait pas qu'il aidait à précipiter la république vers sa ruine. Après s'être prononcé contre les projets des Czartoryski et les avoir combattus sans discernement, la haine qu'il portait au roi de Pologne l'avait jeté dans les bras des Russes. Placé par eux à la tête de la confédération de Radom et comblé de plus de faveurs qu'il n'avait reçu d'outrages; dépourvu d'éducation, toujours plongé dans l'ivresse, il ne fit plus qu'obéir aux inspirations des ennemis de son pays, dont il servit aveuglément les desseins.

Après le prince Radziwill, la grande Pologne avait publié son adhésion à la confédération de Bar. Les confédérés, conduits par un maréchal sans expérience, s'approchèrent de Varsovie et y jetèrent l'alarme; mais les Russes les ayant atteints dans la plaine, les battirent à leur tour et les dispersèrent. De leurs débris, un maréchal plus expérimenté parvint à former une troupe qu'il porta jusqu'à cinq mille hommes et qu'il conserva jusqu'au moment où fut définitivement accomplie la ruine de la république. Maîtres des points les plus importants du territoire, les Russes couraient d'un lieu à un autre, de sorte qu'une confédération était à peine formée qu'ils la dispersaient aussitôt. Leurs marches rapides déconcertaient les confédérés.

Pour le malheur de ces derniers, il n'existait entre eux ni unité de vues ni conformité de but. Des intérêts particuliers prenaient souvent la place des intérêts de la patrie. Chacun espérait qu'au milieu de l'anarchie où la Pologne était plongée, il parviendrait à obtenir une

position que la paix ne lui aurait pas donnée. Il n'y avait de sûreté nulle part, ni dans les villes ni dans les campagnes. Les catholiques attaquaient les dissidents partout où ces derniers étaient les plus faibles. Les Grecs de l'Ukraine et de la Kiovie, pour se venger de la longue oppression sous laquelle ils avaient jusqu'alors vécu, se soulevèrent au nombre de plus de vingt mille, massacrèrent les catholiques et les juifs et se livrèrent aux plus effroyables excès.

Des soldats licenciés ou qui avaient abandonné leurs drapeaux, des paysans réduits à la misère, beaucoup de gens sans aveu, se réunissaient en troupes et devenaient la terreur des campagnes. Ces prétendus confédérés, dont quelques-uns se rendirent fameux sous le nom de *ravisseurs*, ne faisaient aucune distinction entre les Polonais et les Russes. Tout propriétaire était un ennemi; le pillage était leur loi; chacun tremblait à leur approche; le cours de la justice était partout interrompu. La capitale elle-même était chaque jour le théâtre de vols et d'assassinats. Si l'on joint à tous ces maux les excès des Russes, la famine qui ne tarda pas à désoler plusieurs provinces de la Pologne, le dépérissement de l'agriculture, la difficulté des relations par le peu de sûreté que présentaient les routes, et par conséquent l'interruption du commerce de l'intérieur, on aura une idée à peu près exacte de l'état affreux dans lequel était tombée cette malheureuse république.

Les Polonais croyaient généralement que le roi de Prusse excitait sous main les confédérés, non qu'il favorisât leur cause, mais en vue d'augmenter les troubles. Le roi de Pologne, au contraire, désirait ardemment y mettre un terme. Dans cet espoir, il convoqua la diète pour le 7 novembre, et fit remettre au prince Repnin un mémoire moins favorable aux dissidents. Mais la plupart des diétines ne purent s'assembler, tant il régnait d'agitation dans les esprits. Tous les partis se reprochaient mutuellement des excès ou des fautes. Les Russes blâmaient les Polonais de se montrer indifférents à la répression des désordres. Les Polonais s'indignaient de l'autorité que les Russes s'étaient arrogée. Les dissidents, à leur tour, se plaignaient des restrictions qu'on apportait à leurs droits. L'impératrice, vivement émue des attaques dirigées contre les desseins qu'on lui prêtait, s'empressa de rassurer la nation (7 août 1768) par de nouvelles protestations en faveur de ses vues désintéressées. Mais en voyant les troupes continuer à vivre à discrétion sur les terres de la république, passant d'un palatinat dans un autre, saccageant les propriétés des Polonais restés fidèles à la cause de leur pays, se conduisant, en un mot, avec l'insolence habituelle aux vainqueurs, on se disait que ses déclarations n'étaient que de trompeuses assurances.

Il serait impossible de suivre les mouvements particuliers de chaque confédération; car chaque jour en voyait surgir de nouvelles. Mais, au lieu d'unir leurs

efforts, les chefs se disputaient le commandement et n'agissaient que suivant leurs caprices ou leurs vues particulières, ce qui faisait dire au duc de Choiseul qu'il y aurait de l'absurdité à fonder le plus petit espoir sur les confédérés, dont les folies conduiraient la Pologne à sa ruine [1]. Cependant les hommes qui avaient travaillé à cette levée de boucliers, dont ils n'avaient pu arrêter le mouvement prématuré, ces hommes, dont le chef était l'évêque de Kaminieck, tout en regrettant qu'une folle précipitation eût peut-être détruit toutes leurs espérances, n'écoutèrent plus que leur amour pour la patrie. L'évêque de Kaminieck courut dans toutes les cours de l'Europe, fit parler tour à tour la crainte, l'indignation, la pitié. Ce fut en vain. Partout il fut accueilli avec réserve, et il ne remporta que le stérile témoignage de l'intérêt que leur inspiraient les confédérés.

La France elle-même, dont la politique avait fait naître cette situation, la France borna sa sollicitude à faire parvenir quelques subsides aux confédérés, et à autoriser un certain nombre d'officiers de son armée à leur offrir leurs services, mesure imprudente et inefficace. Les Polonais auraient souhaité que la France eût accrédité auprès de la confédération un ministre public, et qu'elle eût secondé leurs efforts par un subside de deux

[1] Instructions donnees à M. de Chateaufort, archives du ministère des affaires étrangères.

millions, dont l'emploi aurait été réglé par l'ambassadeur lui-même. Ils affirmaient que la Pologne entière se soulèverait ; que les confédérés, partagés en différents corps, après avoir chassé les Russes, s'attacheraient à fatiguer l'armée qu'ils avaient en Moldavie, intercepteraient ses communications, attaqueraient leurs convois, pilleraient leurs hôpitaux et leurs magasins, et s'uniraient aux Ottomans pour les repousser au delà de leurs frontières. Le duc de Choiseul avait paru goûter ces idées; mais retenu par ses liens avec la cour de Vienne, dont la conduite était douteuse, il craignit de déplaire à cette cour, ou d'être entraîné au delà de ses intentions, et par là il contribua, sans le vouloir et plus qu'on ne pense, à la ruine des Polonais.

Le premier homme sur lequel ce ministre jeta les yeux fut le chevalier de Taulès, capitaine de dragons, non moins remarquable par son esprit que par l'étendue de ses connaissances. Il partit pour la Pologne et fit avec les confédérés, dans la Podolie, une campagne malheureuse.

Pendant qu'il fut au milieu d'eux, il acquit la conviction que tout ce qu'on pourrait tenter en leur faveur serait inutile. Les chefs, jaloux les uns des autres, nourrissaient des divisions déplorables et ne savaient assujettir leurs troupes à aucune espèce de discipline. Il voulut faire partager sa conviction au gouvernement français et lui persuader qu'il serait sage, dans l'intérêt même de la Pologne, autant que dans celui de la paix

de l'Europe, de ne point exciter les confédérés. Mais le duc de Choiseul ne se rendit pas à ses raisons, et s'occupa même de lui donner un successeur.

Il avait eu l'occasion d'apprécier l'intelligence et l'activité de Dumouriez, qui joua plus tard un rôle considérable dans les événements de la révolution française. Dumouriez, rempli d'ambition, n'hésita pas à se charger de la mission qui lui fut offerte. Il avait des qualités remarquables, mais encore plus d'orgueil. C'était un esprit inquiet, absolu, en tout porté aux extrêmes. Il traita les confédérés avec une hauteur et un mépris qui les révoltèrent. Du reste, il confirma par son opinion les observations du chevalier de Taulès. Il ajouta même que la guerre de Pologne avait un attrait puissant pour les troupes russes, dont les chefs semblaient à dessein encourager les violences et le pillage. Témoin du luxe et de la licence qui régnaient dans le camp des confédérés, frappé des désordres qu'enfantait la jalousie des chefs, il prévit le sort qui les attendait, et déclara qu'ils ne pouvaient plus être sauvés que par la protection des puissances de l'Europe.

Dumouriez étant arrivé à Eperies, dans la haute Hongrie, siége de la confédération générale, au mois d'août 1770, n'y trouva pas les forces que l'évêque de Kamieniec avait annoncées dans ses lettres. Ces forces ne consistaient qu'en 3,000 ou 4,000 hommes commandés par Zaremba et répartis dans la grande Pologne; en 1,000 chevaux sous les ordres d'un officier nommé

Sawa, brave, actif et audacieux; en un autre corps de cavalerie, dont Casimir Pulawski était le chef, et en quelques détachements qui fournissaient les garnisons de Landskroon, Zator, Oswietzim, ainsi que les postes de la petite Pologne. Toutes ces troupes réunies auraient à peine formé une armée de 16,000 à 17,000 hommes, ressources bien faibles pour lutter contre la Russie. Si l'on ajoute que les chefs agissaient indépendamment les uns des autres; que les soldats étaient mal équipés et mal payés; qu'ils n'avaient pas une pièce d'artillerie, et qu'ils vivaient dans un extrême relâchement, on se convaincra qu'ils ne pouvaient manquer de succomber.

Les Russes n'avaient alors en Pologne qu'environ 25,000 hommes disséminés sur une grande surface; mais le lieutenant général Essen, formant l'arrière-garde du général en chef Roumiantzof, occupait avec 10,000 hommes le pàlatinat de Kiovie, l'Ukraine et la Podolie. Les confédérés firent quelques tentatives qui furent couronnées de succès. Pulawski surprit la forteresse de Czenstokoff, sur la frontière de la Silésie, et en éloigna le colonel Drewitz qui s'en était approché pour l'attaquer. Sawa, de son côté, s'était jeté sur le palatinat de Brzesc, et, par une marche audacieuse, avait pénétré jusqu'à la frontière de la Lithuanie, dont il espérait soulever les habitants, lorsqu'il fut arrêté par Branicki, contre lequel il livra deux combats, et contraint de rentrer précipitamment à Czenstokoff (fin novembre 1770).

Pendant ce temps Dumouriez faisait fortifier Landskroon et Tynieck, deux positions fort importantes. Landskroon, vieux château situé sur une hauteur à la tête des monts Carpathes, dominait la plaine du palatinat de Cracovie et couvrait la communication avec la Silésie autrichienne; Tynieck, à deux lieues de Cracovie, sur la rive gauche de la Vistule, tenait en échec cette ville et gênait ses approvisionnements. Il était fort important pour les Russes d'empêcher les confédérés de former des établissements dans le voisinage de Cracovie, Souvorof l'avait parfaitement compris; il attaqua Landskroon avec fureur, mais il fut repoussé avec une perte considérable et poursuivi par la cavalerie de Miaczinski.

Pulawski, nommé commandant de la petite Pologne, fit en outre fortifier le château de Bolbreck, au milieu des marais, à l'endroit où la Vistule sort des montagnes.

L'attention des Russes étant occupée à cette époque par la guerre de Turquie, les confédérés seraient devenus des ennemis dangereux pour peu qu'ils eussent été soutenus. Aussi, le général Weymar ne cessait-il d'écrire à Pétersbourg pour demander des renforts.

Le projet des confédérés était alors de rejeter les Russes sur la rive gauche de la Vistule, de se rendre maîtres de la rive droite, de s'établir à Cracovie, et de s'attacher à les harceler sans cesse. Ces opérations semblaient être, en effet, les seules qui leur offrissent des chances de

succès. Mais il était à craindre que, sous la direction d'un homme aussi ardent et aussi avide de gloire que Dumouriez, ils ne voulussent entreprendre une guerre régulière, que ni l'état de leurs forces, ni la composition de leur armée, ni l'esprit des chefs ne permettaient de faire avec succès. En effet, sitôt qu'ils l'eurent tenté, toutes leurs opérations furent marquées par des revers.

La confédération, comme pouvoir politique, se composait de quatre commissions : une pour la justice, une autre pour les finances, la troisième pour la guerre, et la quatrième pour les affaires étrangères. Le siége de ce pouvoir, établi dans une ville autrichienne, perdait beaucoup de sa considération aux yeux des Polonais eux-mêmes. D'un autre côté, on commençait à craindre que l'Autriche, qui avait jusqu'à ce jour toléré les confédérés sur son territoire, ne finît par leur retirer cette sorte de protection, quelque faible qu'elle fût ; car déjà, dans plusieurs circonstances, elle avait paru leur montrer de la froideur, pour ne pas dire de l'aversion. L'empereur Joseph, en passant à Eperies, leur avait offert ses bons offices auprès de la Russie, mais il ne leur avait pas caché que c'était aux manœuvres de la France qu'ils étaient redevables de leur situation. « Voilà, avait-il ajouté, à quoi ont abouti ses promesses et votre confiance en elle. » Ces paroles étaient le résultat des conférences de Neustadt.

Du reste, un changement considérable était survenu dans les dispositions de plusieurs cours de l'Europe,

particulièrement de celles qui avaient témoigné le plus de faveur aux confédérés. Le duc de Choiseul, l'instigateur de la confédération de Bar, l'excitateur de la guerre entre la Russie et la Porte, paraissait n'avoir plus ni la même activité ni la même vigueur. Tout occupé de repousser les intrigues de ses ennemis, il ne portait plus un intérêt aussi puissant aux affaires de la Pologne. Il avait même recommandé à ses agents d'éviter de compromettre la France et de laisser les Polonais se conduire à leur fantaisie. Il commençait à craindre qu'ils ne devinssent une source d'embarras. Lorsqu'il avait décidé la Porte ottomane à déclarer la guerre à la Russie, il s'était flatté que l'Autriche, dont les intérêts étaient plus directs que ceux de la France, prendrait une attitude menaçante. Il voyait, au contraire, cette cour incertaine, ménageant Catherine et presque désireuse de se rapprocher d'elle, dans l'espoir de lui faire abandonner l'alliance de la Prusse.

La cour de Vienne avait donné d'abord quelques encouragements aux confédérés; Marie-Thérèse leur avait même témoigné publiquement l'intérêt qu'elle prenait à leurs malheurs; mais cet intérêt s'affaiblit insensiblement après les conférences de Neustadt, sans que la cour de Versailles en conçût de l'ombrage, cette cour attribuant à la timidité, à la réserve, à la crainte de la Prusse ce qui était le résultat d'une profonde dissimulation; car, au moment même où l'Autriche consentait à l'envoi d'officiers français auprès de la confédération

et à leur séjour dans la haute Silésie, sur les terres de l'empire, elle refusait aux confédérés des armes et des munitions que la France offrait de payer elle-même. Son dessein paraissait être de montrer à Pétersbourg et à Berlin qu'elle dirigeait à son gré les mouvements de son alliée et qu'il ne dépendait que d'elle de la pousser en avant, tandis qu'elle se glorifiait à Versailles de l'appui qu'elle donnait aux confédérés. Ce fut dans des vues pareilles qu'elle contracta vers la même époque un traité de subsides avec la Porte ottomane ; d'où il résulta, d'une part, que la France et la Turquie furent entretenues par elle dans de funestes illusions, et, de l'autre, que la Russie et la Prusse, craignant une alliance plus intime entre ces trois puissances, furent en quelque sorte contraintes de jeter aux pieds de l'Autriche une partie des dépouilles de la Pologne.

Tels étaient donc les desseins cachés de cette cour et les dispositions du duc de Choiseul, lorsque ce ministre fut disgracié le 24 décembre 1770. Son renvoi eut une grande influence sur les destinées de l'Europe, en ce qu'il donna la mesure de la faiblesse de Louis XV. Une autre circonstance, qu'il n'importe pas moins de signaler, avait aussi contribué à imprimer cette direction à la politique du duc de Choiseul. Convaincu de l'impuissance des confédérés, on avait imaginé un projet dont la réalisation eût peut-être empêché les malheurs qui ne tardèrent pas à fondre sur la Pologne : c'était que Stanislas-Auguste se mît à la tête de la con-

fédération. On savait qu'il supportait quelquefois le joug de la Russie avec impatience; on se flattait de le soustraire tout à fait à l'influence de Catherine, et l'on espérait qu'une fois la nation réunie à son chef naturel, toutes les divisions cesseraient.

Parmi les confédérés, un très-grand nombre eût adhéré avec empressement à cette combinaison. Le général Mokranowski, un des nonces les plus ardents à combattre les réformes des princes Czartoryski, apporta de Paris l'ordre à Durand, résident auprès de la cour de Vienne, de seconder ce projet de toute son influence. Mokranowski, de retour à Bialistok, résidence du grand général, avait engagé la comtesse à faire au roi son frère des ouvertures positives au sujet d'une reconfédération.

Mais ce projet était loin de satisfaire les vœux d'une autre fraction de confédérés, qui, plus attachés à leurs passions qu'au bien de la patrie, étaient moins les ennemis des Russes que du roi de Pologne. Le comte Pac, que la confédération avait envoyé à Vienne pour y suivre les intérêts du parti, fut sondé sur la réunion dont il s'agit et la repoussa comme impossible. Ce fut une grande faute, qui eut pour résultat immédiat de priver les confédérés de l'appui secret que leur donnaient les cours de Vienne et de Versailles. La première surtout, déjà fort ébranlée par les insinuations de la Prusse, sépara tout à fait sa cause de la leur et ne s'attacha plus qu'à entraver leurs opérations. Dumouriez, au lieu de se conformer aux instructions que Durand lui avait

transmises, ainsi que son devoir l'y obligeait, échauffa au contraire les passions des confédérés, et, dans la réunion où devait être discutée la proposition d'admettre le roi parmi eux, Bohucz, un des hommes les plus ardents du parti national, fit prononcer la déchéance de ce prince, faute plus grave encore, dont l'effet soudain fut de jeter tout à fait entre les bras de la Russie Stanislas-Auguste et ses partisans.

Cet acte produisit une vive sensation en Europe. Toutes les cours le blâmèrent, à l'exception peut-être de celle de Saxe, dont Bohucz servait les intérêts. La France en exprima son mécontentement et l'Autriche menaça la confédération de lui retirer son appui.

Cependant les succès que les Russes venaient d'obtenir contre l'empire ottoman ayant effrayé cette cour, elle ne se pressa pas de rejeter une arme dont elle pouvait se servir, si la Russie voulait triompher avec trop d'orgueil. La Prusse, de son côté, n'était pas sans inquiétude sur l'issue de la lutte; car, si la Pologne périssait, rien ne la défendrait elle-même contre l'ambition des tsars. Que deviendrait alors ce royaume élevé avec tant d'efforts? Que deviendrait-il si la Russie, abandonnant son alliance, venait à se rapprocher de l'Autriche, dont le désir appelait alors ce rapprochement? L'Autriche avait conçu à peu près les mêmes craintes. Si la Moldavie et la Valachie tombaient au pouvoir des Russes, la Hongrie se trouvait menacée, la Hongrie, où une partie de la population professait la religion grec-

que, dont l'impératrice était regardée comme la protectrice. Que deviendrait en outre la balance européenne, si la Russie, poursuivant ses avantages, allait jusque sous les murs du sérail dicter des lois au sultan[1]?

Cette inquiétude mutuelle rapprocha l'Autriche et la Prusse, naguère ennemies acharnées, et qui, depuis la paix d'Hubertsbourg, n'avaient cessé d'entretenir leur haine par des souvenirs irritants. La cour de Vienne, gouvernée par le prince de Kaunitz, avait encore sur le cœur la perte de la Silésie. Elle ne pouvait s'empêcher de regarder le roi de Prusse comme un vassal rebelle, dont la fortune avait favorisé les armes, et que la fortune moins fidèle pouvait abandonner. Aussi toute alliance qui l'eût aidée à satisfaire sa rancune eût comblé ses vœux. Malgré son antipathie pour Catherine, qu'elle avait l'habitude d'appeler *cette femme*, Marie-Thérèse aurait fait taire ses sentiments pour amener un accord entre les deux empires, si cet accord avait laissé le roi de Prusse dans l'isolement. Frédéric, au contraire, satisfait de ses conquêtes, ne songeait qu'à fermer les plaies que la guerre avait faites à son peuple, et, dans cette disposition d'esprit, un rapprochement avec l'Autriche lui paraissait désirable.

Par un caprice de la fortune, comme il en avait déjà ressenti les heureux effets dans sa vie politique, ce rapprochement eut lieu, sans qu'il l'eût sollicité autrement

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

que par ses vœux. L'empereur Joseph, accompagné de ses meilleurs généraux, visita pendant l'été de l'année 1768 les champs de bataille de la Saxe et de la Bohême, pour y étudier les causes qui avaient déterminé les victoires ou les défaites des armées autrichiennes. Dans le même temps, Frédéric était occupé de ses revues annuelles sur les frontières de la Silésie. Il envoya complimenter le prince et lui témoigner le désir de le connaître personnellement. Joseph se fût rendu avec empressement à l'invitation du roi de Prusse, pour lequel il professait une sincère admiration; mais il n'osa risquer une démarche de cette nature, sans avoir auparavant consulté sa mère. Marie-Thérèse, d'accord avec le prince de Kaunitz, s'y opposa formellement. Le jeune prince, dont le caractère impatient s'irritait par la contradiction, en témoigna hautement son déplaisir; il fit plus, il écrivit au roi de Prusse qu'il trouverait le moyen de réparer la *grossièreté* que ses *pédagogues* venaient de lui faire commettre.

En effet, l'année suivante, la cour de Vienne demanda elle-même cette entrevue. Il fallait que de bien graves événements fussent survenus dans l'intervalle, pour que les dispositions de Marie-Thérèse eussent changé en si peu de temps. La France avait manifesté un certain désir de renouer avec la Prusse ses anciennes liaisons. C'en fut assez pour exciter au plus haut degré les inquiétudes de la cour de Vienne. Il paraît en effet probable que ce sentiment, joint à la guerre entre la Russie

et la Porte, eut une influence considérable sur les résolutions de cette cour.

La ville de Neiss, en Silésie, avait été choisie pour le lieu des conférences. L'empereur y fut accompagné par les deux premiers généraux de l'Autriche, Lascy et Laudon; Laudon, de qui Frédéric disait : « Partout où j'ai regardé pendant la guerre, je l'ai toujours trouvé au bout de ma lunette. » Les deux souverains arrivèrent à Neiss le 25 août 1769, et Joseph en repartit le 28, enivré par les flatteries du roi de Prusse. Ils eurent ensemble plusieurs entretiens publics et deux conférences secrètes. La guerre d'Orient était à ce moment l'objet de la préoccupation générale. C'était moins les succès des Ottomans que redoutaient les deux souverains que l'ambition de Catherine, dont les entraînements pouvaient allumer une guerre européenne. Frédéric fit observer que son alliance avec la Russie lui imposait une grande réserve; mais il donna à entendre qu'il agirait volontiers de concert avec la cour de Vienne pour assurer le repos de l'Allemagne. Il était bien éloigné de désirer la destruction ou l'affaiblissement de l'empire ottoman; car, au besoin, les forces de cet empire pouvaient opérer une puissante diversion, soit contre les frontières russes, soit contre les provinces autrichiennes du Danube.

Par suite du plan que les deux cours avaient adopté, l'Autriche rassembla des troupes sur les frontières de la Transylvanie, y établit des magasins, et attendit

l'effet que produiraient ces mesures sur les parties belligérantes. A cette époque, le grand visir Moldavangi venait de faire lever le siége de Khotin. Dans la crainte que la Porte, excitée par le ministère français, se montrât peu favorable à un arrangement, les ministres d'Autriche et de Prusse à Constantinople eurent ordre d'unir leurs efforts pour la disposer à la paix. Mais on apprit presque en même temps que les troupes russes avaient obtenu de grands succès contre les Turcs. En Allemagne, l'inquiétude redoubla, ce qui fut cause que Frédéric et Joseph eurent une seconde entrevue au camp de Neustadt, en Moravie (3 septembre 1770). Cette fois, ainsi que Frédéric en avait exprimé le désir, le prince de Kaunitz y assista. Ce fut même avec lui que furent concertées les mesures que les deux cours se proposaient de prendre, pour arrêter l'impératrice de Russie dans ses conquêtes.

Le prince de Kaunitz avait la réputation du plus habile politique de l'Europe. Esprit hautain et absolu, la longue faveur dont il avait joui et le poids de l'empire qu'il avait porté avec une certaine grandeur lui avaient inspiré un sentiment si outré de sa supériorité, qu'il ne croyait pas qu'on pût se soustraire à l'ascendant de son génie. Ce sentiment l'avait suivi aux conférences de Neustadt. Kaunitz accordait au roi de Prusse une supériorité militaire, où il entrait autant de hasard que de génie, mais il ne croyait pas qu'il pût lui disputer la gloire de diriger les mouvements politiques de l'Europe.

Frédéric, résolu de profiter de son erreur, affecta de lui prodiguer les flatteries les plus outrées, pour mieux faire servir sa vanité à ses propres desseins.

Dès l'ouverture des conférences, le prince de Kaunitz déclara que Marie-Thérèse ne souffrirait pas que les Russes franchissent le Danube, et il ajouta que l'union de l'Autriche et de la Prusse était la meilleure barrière qu'on pût opposer à l'ambition de Catherine. Frédéric avait peine à contenir sa joie; car il avait aussitôt compris, avec sa sagacité ordinaire, le parti qu'il pouvait tirer de cette union, pour l'accomplissement d'un dessein qu'il nourrissait en secret contre la sûreté d'une autre puissance. Aussi écrivait-t-il à Voltaire (16 septembre 1770), dans un accès d'enthousiasme un peu affecté : « J'ai été en Moravie, et j'ai revu cet empereur qui se prépare à jouer un grand rôle en Europe. Né dans une cour bigote, il en a secoué les superstitions; élevé dans le faste, il a adopté les mœurs simples; nourri d'encens, il est modeste. »

Il est certain que ce jeune prince, dont l'esprit était aussi romanesque que son caractère était ambitieux, ne pouvait échapper à la fascination qu'exerçait alors sur tout le monde la grande renommée du roi de Prusse, dont l'art infini savait, en outre, caresser les faiblesses des personnes qu'il voulait séduire.

Les conférences de Neustadt duraient encore, lorsqu'un courrier y apporta des lettres de Constantinople. Le Grand Seigneur demandait aux deux cours leur mé-

diation pour terminer ses différends avec l'impératrice de Russie. Les Turcs, qui venaient d'éprouver de grands revers, désiraient alors la paix avec plus d'ardeur qu'ils n'avaient désiré la guerre.

Le roi de Prusse, malgré ses liaisons avec la Russie, n'avait rien perdu de son crédit à la Porte, parce qu'il n'avait cessé de la détourner de la guerre. L'Autriche, au contraire, quoique unie à la France, n'y jouissait d'aucune faveur, et elle y était considérée moins comme une amie que comme une rivale. Ce fut donc l'influence de Frédéric qui détermina le divan à solliciter la médiation de la cour de Vienne.

Le prince de Kaunitz parut flatté de cette déférence. Il hésitait cependant à engager l'autorité de sa souveraine dans une démarche dont le résultat pouvait changer en hostilité la froideur qui existait encore alors entre les cabinets de Vienne et de Pétersbourg. Selon lui, le roi de Prusse était dans des conditions plus favorables. Si Catherine, disait-il, accueillait mal ses ouvertures, son humeur ne serait que passagère, tandis que, si l'Autriche éprouvait un refus, elle serait obligée d'avoir recours à la voie des armes, ce qui ferait manquer le but qu'elle se proposait. Il ajouta que son gouvernement ne consentirait jamais à ce que la Russie possédât la Crimée; à ce qu'elle établît des princes indépendants dans la Moldavie et la Valachie, et à ce qu'elle exerçât en Pologne, comme elle l'avait fait jusqu'à ce jour, un pouvoir aussi arbitraire.

Le roi de Prusse avait au fond les mêmes vues, et, comme son alliance l'autorisait à plus d'abandon, il écrivit à l'impératrice pour l'engager à conclure la paix, après les succès que ses armées venaient d'obtenir. Il ne lui cachait pas que ses victoires remplissaient d'inquiétude et de colère ses ennemis, et que le moindre revers les comblerait de joie. Enfin il lui faisait craindre que les Turcs ne s'adressassent à la France, si la médiation de l'Autriche était refusée[1].

Catherine répondit qu'ayant rejeté la médiation de l'Angleterre, elle ne pouvait en accepter une autre sans désobliger cette puissance; qu'elle ne repoussait pas la paix, qu'elle la désirait même, et qu'elle serait heureuse si les bons offices des cours de Vienne et de Berlin pouvaient conduire à ce résultat.

En effet, il n'est guère permis de douter qu'elle ne fût de bonne foi dans le désir qu'elle venait d'exprimer. Lorsque le général Roumiantzof avait envoyé, le 5 septembre, le colonel Patrowna à Isaktchi, auprès du grand visir, avec des propositions de paix, il n'avait fait qu'obéir à ses instructions. Les succès qu'elle obtint après cette démarche ne changèrent point ces dispositions, car elle écrivait à Voltaire le 2 août 1771 : « J'ai eu de grands succès durant cette guerre; je m'en réjouis très-naturellement; mais je vous dirai que, pour épargner le sang humain, je souhaite sincèrement la paix. Je

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

souhaite également la pacification des querelles de la Pologne. Malheureusement j'ai affaire là à des têtes écervelées dont chacune, au lieu de contribuer à la paix commune, y nuit au contraire par caprice et par légèreté. »

Lorsqu'elle avait reçu l'avis de l'entrevue de Neustadt, Catherine, déjà mécontente de celle de Neiss, et sachant que cette entrevue avait pour objet la guerre qu'elle faisait à la Turquie, résolut de mettre à profit l'impression que ses victoires avaient produite sur l'esprit du Grand Seigneur pour traiter directement avec lui. Elle croyait sincèrement qu'ils s'entendraient mieux et plus vite. Mais les Turcs avaient fait échouer ses desseins par une fausse interprétation de sa démarche, s'imaginant, parce qu'elle offrait la paix, qu'elle ne pouvait plus continuer la guerre. Ils espéraient, en outre, obtenir des conditions moins dures, si la médiation des cours de Vienne et de Berlin était admise. C'est alors seulement qu'ils s'empressèrent de la solliciter.

La réponse de l'impératrice de Russie ayant été communiquée au prince de Kaunitz, ce ministre en fut troublé. Il craignit que le roi de Prusse n'eût resserré ses liens avec l'impératrice et que la Russie ne fît, sans médiation, une paix trop avantageuse. Ce qui lui donnait cette crainte était le voyage que le prince Henri, frère de Frédéric, avait fait à Pétersbourg, où il se trouvait encore. C'est pourquoi il continua à flatter les Turcs de l'espoir d'une triple alliance avec l'Autriche et la

France, certain que cet espoir déciderait le divan à refuser toute espèce d'ouverture concernant la paix. Mais d'un autre côté, il envoya Van Swieten à Berlin, afin de connaître les véritables intentions du roi de Prusse.

Il est bon de savoir qu'il existait dans les conseils de l'Autriche deux opinions bien différentes : celle du prince de Kaunitz, partagée par Marie-Thérèse, qui, dans le but d'empêcher l'agrandissement de la Russie, penchait pour un rapprochement avec la Prusse et pour une alliance avec la Porte ottomane. La seconde opinion était celle de Joseph, qui aurait préféré une alliance avec la Russie, et qui ne tendait à rien moins qu'au partage de l'empire ottoman. Le démembrement de cet empire y fut examiné à tous les points de vue. Le voisinage de la Russie après ce partage n'effrayait pas Joseph, dont l'imagination était plus ardente que sage. Il croyait que cette puissance, épuisée par ses propres efforts, mettrait un demi-siècle à réparer ses blessures. Mais le prince de Kaunitz ne partageait pas cette confiance. Il montra que l'empire ottoman, dont les ressorts étaient usés, n'était plus d'aucun danger pour l'Autriche ; qu'au lieu de l'affaiblir, il fallait au contraire l'arrêter sur le penchant de sa ruine ; poursuivre les négociations du traité dont on avait flatté la Porte, traité qui devait rester secret, afin que la cour de Vienne pût toujours prétendre à la médiation ; il conclut à ce que l'Autriche prît en même temps quelques mesures pour

imposer à la Russie et à la Prusse. L'avis du ministre l'emporta dans le conseil et détermina la politique de cette cour.

On mit en effet dans un meilleur état de défense les places frontières de la Hongrie ; on y établit des magasins de vivres ; on y fit plusieurs envois de munitions ; on avait rappelé des troupes de l'Italie et de la Flandre, pour les diriger sur ce point ; enfin, un grand mouvement régnait au ministère de la guerre, et l'on annonçait hautement que, si les hostilités ne cessaient pas, la cour de Vienne serait forcée d'y prendre part[1]. « Je vous confie, écrivait le prince de Kaunitz à la cour de Versailles, que nous sommes prêts à tout et qu'incessamment nous assemblerons une forte armée en Hongrie. Il est étrange que, pour une cause commune à toutes les grandes puissances, nous soyons les seuls à courir les risques de notre entreprise. » Nous verrons bientôt à quoi se bornèrent ces mouvements dont l'Autriche avait fait tant de bruit.

La Russie s'était abstenue jusqu'alors de faire connaître les conditions au moyen desquelles on pouvait traiter de la paix. Elle demandait qu'avant toutes choses Obreskof fût mis en liberté, ce qu'elle obtint par les bons offices des deux cours. Du reste, elle ne pouvait plus conserver l'espoir de traiter directement. Le comte Panin, son ministre des affaires étrangères, remit donc,

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

le 30 mai, au prince Lobkowitz, ambassadeur de Sa Majesté autrichienne, un mémoire contenant les conditions que son gouvernement se proposait d'imposer à la Porte. Ces conditions étaient la cession d'Azof, la libre navigation sur la mer Noire, le séquestre de la Moldavie et de la Valachie pendant vingt-cinq ans, comme indemnité des frais de la guerre, l'indépendance de ces deux principautés, l'indépendance des Tartares de la Crimée et une amnistie générale en faveur des Grecs du Péloponèse. Catherine ajoutait qu'elle se bornait à ces conditions, par égard pour la cour de Vienne; mais elle annonçait que, si elles étaient repoussées, elle dirigerait une attaque contre la presqu'île de Crimée, et que les mesures étaient prises pour continuer la guerre avec plus de vigueur.

Ces prétentions révoltèrent l'Autriche et troublèrent au dernier point le roi de Prusse. Marie-Thérèse, malgré son désir d'achever dans la paix sa longue carrière, fut si courroucée à la lecture de ce mémoire, qu'elle parut disposée à recourir à la voie des armes, et elle envoya l'ordre au prince Lobkowitz de notifier sa résolution au cabinet de Pétersbourg. Cette résolution était : que les Turcs resteraient en possession de la Moldavie et de la Valachie; que les Tartares continueraient à relever de la Porte, et que rien ne serait changé relativement à la mer Noire. La cour de Vienne, dans une circonstance aussi grave, se contenta de donner communication de ce mémoire au roi de Prusse, sans lui en

laisser copie, pour montrer à ce prince que sa détermination était irrévocable.

Quoique blessé de ce procédé, Frédéric, toujours maître de lui-même, aussi passionné pour la paix qu'il avait été jadis ardent à faire la guerre lorsqu'elle avait été nécessaire à son indépendance, Frédéric envoya l'ordre au comte de Solms, son ambassadeur en Russie, d'appuyer les démarches du prince Lobkowitz. Mais, consulté en même temps sur la question de savoir s'il resterait neutre, au cas où la guerre éclaterait, il répondit qu'il était lié par son traité et que son intention était d'y rester fidèle. Il conseillait cependant la modération et ne doutait pas que l'impératrice de Russie, après avoir savouré les premières douceurs de la victoire, ne réfléchît très-sérieusement au danger d'attirer contre son empire les armes d'une puissance aussi redoutable que l'Autriche.

Le cabinet russe ne se pressa pas de répondre. Mais, lorsque les lignes de Perekop eurent été forcées (24 juin 1771), il se réunit pour délibérer sur la réponse à faire au mémoire de la cour de Vienne. Les questions déjà traitées furent reprises une à une, et l'impératrice ne dédaigna pas de prêter sa plume pour la rédaction d'un mémoire qui fut remis au prince Lobkowitz dans les premiers jours du mois d'août. La réponse de Catherine était remplie d'égards pour la cour de Vienne; mais elle n'abandonnait aucune de ses prétentions. Suivant elle, il importait peu à cette cour que la Moldavie et la Vala-

chie fussent retirées à la Porte pour passer sous la domination d'un autre prince. Si ce prince est déjà puissant, disait-elle, ce surcroît de territoire n'ajoutera rien à son influence; s'il ne possède que ce pays, il ne pourra jamais nuire à personne. Le cabinet de Vienne, de son côté, faisait observer avec beaucoup de justesse que la Moldavie et la Valachie étaient peuplées par une race d'hommes qui avaient avec les Russes une communauté de croyances; que ces peuples, opprimés par le despotisme des Ottomans, tournaient leurs regards vers la Russie, et que leur indépendance ne serait qu'illusoire, n'étant pas assez puissants pour se protéger eux-mêmes.

La Russie n'avait jamais dissimulé son désir de porter les frontières de l'empire jusqu'aux rivages de la mer Noire. Ce désir avait été le rêve de Pierre le Grand; Catherine, en affectant de croire que l'indépendance des Tartares de la Crimée n'avait rien d'inquiétant pour l'Autriche, aurait abandonné toutes ses prétentions sur la Moldavie et la Valachie, pourvu que la Crimée fût à jamais détachée de l'empire ottoman. Elle offrait donc, pour calmer les craintes de l'Autriche et de la Prusse, de s'en rapporter à leur décision pour le choix du prince auquel serait dévolue la souveraineté de ces deux provinces. Mais la cour de Vienne fut d'autant moins touchée de cette offre qu'elle venait de conclure avec la Turquie un traité secret qui lui assurait de plus grands avantages.

Frédéric s'en inquiéta peu, persuadé que, si l'Autriche en avait désiré l'exécution, elle en aurait au contraire

recherché la publicité, et surtout elle n'en aurait point écarté la France, qui avait ignoré comme tout le monde cette mystérieuse négociation; mais il réfléchit qu'il pourrait en tirer parti pour obtenir de l'impératrice qu'elle se relâchât de ses prétentions. Il renouvela donc avec plus de force ses premières observations, qui frappèrent cette fois le cabinet de Pétersbourg. La certitude qu'elle ne parviendrait pas à écarter les autres puissances des négociations, et, d'autre part, le désir de renouveler avec la Prusse le traité d'alliance, qui était à la veille d'expirer, ramenèrent l'impératrice aux sentiments de modération, que les conseils de Frédéric avaient commencé à faire naître. Ajoutons que Saldern, envoyé en Pologne pour calmer les esprits, avait complétement échoué. Les confédérés, secondés par des officiers français, avaient repris courage; Oginski se fortifiait en Lithuanie, et, quoique surveillé, on tremblait qu'il n'éclatât.

Cependant les négociations marchaient lentement. Cette lenteur avait pour cause une autre négociation, que les trois cours, la Russie, l'Autriche et la Prusse, conduisaient dans un mystère impénétrable : nous voulons parler du partage de la Pologne. Dans cette malheureuse affaire, chacun hésitait. Les trois cours, par un sentiment de pudeur, n'osaient s'avouer l'une à l'autre leurs désirs secrets, de sorte que cette réserve tenait la paix en suspens. Mais aussitôt que le voile eut été déchiré et qu'on se fut entendu sur la question du démembrement, les négociations prirent une grande ra-

pidité. Catherine renonça tout à fait à l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie, se bornant à demander une indemnité pécuniaire, dont les cours de Vienne et de Berlin fixeraient elles-mêmes la valeur. Quant aux Tartares, on en parlait comme d'une nation libre; on ne paraissait pas douter de leur indépendance.

Le roi de Prusse avait annoncé à l'impératrice de Russie que l'Autriche, après ce sacrifice, consentirait probablement à ce qu'on traitât sur les bases que le cabinet russe avait posées. En effet, dès ce moment Thugut engagea la Porte à ne plus refuser les négociations, en lui donnant l'assurance qu'elle obtiendrait des conditions honorables. Les négociateurs se rendirent donc à Fokschani. L'ambassadeur autrichien était parvenu à persuader au divan qu'il n'avait pas de défenseur plus zélé que la cour de Vienne. La Porte le croyait, parce qu'elle ignorait encore le traité de partage, et que d'ailleurs elle comptait sur les engagements que Marie-Thérèse avait pris dans la convention du 6 juillet 1771. Mais à la nouvelle du partage, une grande inquiétude saisit le sultan. Il s'aperçut qu'il avait été trompé, et craignit qu'on eût fait aussi des arrangements sur ses États [1].

L'Autriche ayant obtenu les garanties qu'elle avait désirées, au sujet de la Moldavie et de la Valachie, ne témoigna plus aucun intérêt à la paix. Elle poussa plus

[1] Lettre de l'ambassadeur français à Constantinople, 3 juin 1772.

loin encore sa condescendance à l'égard de la Russie, en prenant l'engagement de garder la neutralité, si le congrès ne parvenait pas à s'entendre.

Ce fut au moment où la confédération de Bar se promettait des succès, que les puissances voisines commencèrent à conspirer la ruine de la république. A cette époque, les troupes des confédérés avaient pris une forme plus régulière. Deux places fortifiées leur assuraient une retraite en cas d'échec, et, si les Turcs se fussent maintenus en Moldavie, l'impératrice aurait pu être obligée de rappeler son armée de la Pologne. Autant la déchéance du roi avait été mal accueillie par les cabinets de l'Europe, autant elle avait exalté certains esprits. Les plus modérés se figuraient qu'une démarche de cette nature n'avait pu être suggérée à ses auteurs que par la certitude qu'elle aurait l'appui des puissances étrangères. Elle reçut, il est vrai, l'adhésion d'un grand nombre de sénateurs [1], mais il ne s'en trouva qu'un petit nombre qui osèrent se déclarer ouvertement.

Au commencement du printemps, la confédération avait sous ses ordres un corps de 5,000 chevaux. Miaczinski, maréchal de Belz, occupait le duché d'Oswietzim et les parties du palatinat de Cracovie qui avoisinaient la Hongrie. Zaremba, maréchal de la grande Pologne, couvrait la rive gauche de la Warta, et poussait des détachements au-delà de cette rivière, pour se procurer

[1] Lettre de Durand, résident français à Vienne, 13 avril 1771.

des vivres et lever des contributions. D'autres corps parcouraient les palatinats de Sandomir, de Podlachie, de Polotsk et de Mazovie; mais trop faibles pour affronter les Russes, ils étaient presque sans utilité pour la cause commune.

Les Russes qui, au commencement de la campagne, se trouvaient disséminés sur une vaste étendue, n'avaient pu empêcher les confédérés de prendre des postes sur la Vistule et le Donayetz, et d'occuper tout le terrain compris entre les deux rivières. Mais en voyant les confédérés faire des dispositions plus sérieuses, ils rappelèrent leurs détachements, passèrent le Donayetz et forcèrent les Polonais à se retirer sous le château de Landskroon, où Souvorof et Drewitz les attaquèrent. Le combat fut fatal aux confédérés, non-seulement pour la perte qu'ils éprouvèrent, mais plus encore pour ses résultats. Leurs différents corps, abandonnés à eux-mêmes, n'agirent plus avec le même ensemble. La cavalerie du prince Radziwill fut détruite. Pulawski ne gagna Czenstokoff qu'avec de grands efforts et qu'au prix de son artillerie, et Zaremba, qui avait passé la Warta et remporté quelques avantages sur Branicki, se vit contraint, en apprenant l'approche des Russes, de repasser la rivière à la hâte. Le brave Sawa, atteint, le 26 avril, près de Schvinski, à deux milles de Soldau, par Souvorof, dont l'activité était infatigable, avait eu une jambe emportée par un boulet de canon, et il était tombé lui-même entre les mains des Russes. Après cet

échec, sa troupe avait été dispersée, poursuivie et détruite.

Les confédérés reprochèrent à Dumouriez d'avoir livré le combat de Landskroon pour satisfaire son ambition de renommée. Dumouriez, de son côté, les accusa de n'avoir pas obéi à ses ordres et d'avoir fait échouer ses mesures par leur répugnance à combiner, d'après un plan général, leurs mouvements particuliers. Il s'était rendu si odieux par sa hauteur et ses exigences, qu'il prit le parti de se retirer.

C'est dans cette situation que le baron de Vioménil trouva les affaires des confédérés. C'était un militaire plein d'honneur et de talent, dont l'esprit conciliant, mais ferme, était tout l'opposé de celui de Dumouriez. Il arriva dans les premiers jours de septembre à Bilitz, en compagnie de quelques officiers français. Le duc d'Aiguillon qui, en prenant le portefeuille des affaires étrangères, avait annoncé l'intention de suivre, à l'égard de la Pologne, la politique de son prédécesseur, avait chargé Vioménil de quelques secours d'argent pour les malheureux confédérés. Le premier soin de cet officier fut de réunir les chefs, d'introduire plus de discipline parmi les troupes, d'assurer leur paye, de réparer les places fortes et de veiller aux approvisionnements.

La Généralité ou Conseil de la confédération, qui venait d'obtenir de la cour de Vienne l'autorisation de s'établir à Teschen, avait sous ses ordres immédiats 1,250 hommes d'infanterie et 1,000 hommes de cava-

lerie. Ces troupes occupaient le duché d'Oswietzim avec une partie du palatinat de Cracovie, dans lequel étaient situées trois forteresses de la haute Vistule. Ces trois forteresses se trouvaient dans un assez bon état de défense. Pulawski gardait Czenstokoff avec 400 hommes. Sa cavalerie, au nombre de 1,200 chevaux, occupait, en avant de cette place, une portion du palatinat de Sandomir et le territoire de Vielun, ayant sa droite sur la Stola, par laquelle il communiquait à Bobreck; sa gauche à Vielun. Zaremba avait sous ses ordres environ 2,500 cavaliers et 200 fantassins de nouvelle levée. Il tenait un poste à Widawa, sur la droite de la Warta, un autre à Peterkow, sur la rive gauche de cette rivière, et, de ces deux points, il dominait un territoire considérable.

Ce fut aussi vers cette époque qu'Oginski leva le masque. Nommé grand général de Lithuanie par le crédit des princes Czartoryski, il s'était conduit avec autant de prudence que d'habileté. Quoique ses sentiments à l'égard des Russes fussent connus, il avait cependant, retenu par des considérations puissantes, résisté jusqu'ici aux sollicitations de ses compatriotes, ainsi qu'à celles de la France, qui lui reprochait son inaction. De leur côté, les Russes se méfiaient de ses intentions, en le voyant à la tête de 2,000 hommes. Ils lui ordonnèrent de les disperser ou de déclarer dans quel dessein il les avait réunis. D'après ses réponses évasives, ils se mirent en mesure de le surprendre dans son camp de Telechany. Il n'était donc plus possible à Oginski de tem-

poriser. Résolu d'attaquer lui-même les Russes, il tomba sur eux près de Redzycza (6 septembre 1771), leur fit 600 prisonniers, et mit au grod ou tribunal de Pinsk son accession à la confédération.

Cette nouvelle produisit une vive sensation dans toute la Pologne. Les confédérés se crurent au moment de triompher. Les Russes comprirent qu'il fallait de nouveaux efforts pour vaincre ce nouveau danger. Oginski, renforcé de quelques recrues et des prisonniers faits à Minski, se porta d'abord sur Nieczwitz, qui refusa de se rendre, et de là à Stolowicze, près de Slonim. Mais le colonel During l'ayant forcé de se replier sur la gauche contre Souvorof, celui-ci tomba sur lui au milieu de la nuit, mit sa cavalerie en fuite, lui prit toute son infanterie, son artillerie, ses bagages et sa caisse contenant 50,000 ducats. Oginski se retira à Kœnisberg et gagna Dantzig dans un extrême dénûment.

Sa défaite ruina complétement les affaires de la confédération dans la Lithuanie, et causa à Pétersbourg une joie d'autant plus grande, qu'on y avait craint que cette flamme ne se communiquât à la Courlande, où les confédérés avaient de nombreux partisans. Kossakowski, après cet échec, fut contraint d'abandonner la Lithuanie. Il se réunit à Pulawski et à Zaremba, ayant l'un à sa droite, l'autre à sa gauche.

Il ne restait plus aux Russes, pour achever la destruction des confédérés, qu'à se rendre maître des trois places fortes que ces derniers possédaient encore. C'était

leur base d'opérations. S'ils les perdaient, ils se trouvaient réduits à la nécessité de se disperser ou de poser les armes. La question fut agitée dans un conseil tenu à Varsovie, chez Saldern, et présidé par Weymar. L'opinion du conseil fut qu'il fallait 12,000 hommes pour attaquer avec succès Czenstokoff, Landskroon et Tynieck, et on résolut, en conséquence, de faire venir des troupes de la Volhynie, et de demander au roi de Prusse des canons de siége, des mortiers et des munitions, que ce prince leur fit en effet parvenir; de partager l'armée en trois corps, dont l'un tiendrait la campagne, pendant que les deux autres se relèveraient dans les travaux de siége; enfin de ne donner aucun assaut, afin de ménager les troupes. Branicki devait en outre se joindre aux Russes, avec l'armée de la couronne [1].

Voici maintenant quelle était la position respective des confédérés et des Russes. Les premiers occupaient dans les deux Pologues une ligne de cent quarante lieues, depuis les frontières de la Hongrie, au point de Nowitag, jusqu'à la Warta, un peu au-dessous de Posen; mais ils n'avaient, pour défendre cette grande étendue de pays, qu'un peu plus de 8,000 hommes. Leur situation était si grave que le baron de Vioménil la jugeait sans espoir. Son zèle, son activité, son courage, étaient uniquement employés à retarder leur chute et à la rendre aussi glorieuse que possible.

[1] Lettre de Durand, Vienne, 18 octobre 1771.

Les forces des Russes consistaient en 10,000 hommes d'infanterie et de cavalerie, et en 5,000 hommes de troupes royales. En Lithuanie, où les confédérés n'avaient plus alors que 5,000 soldats, ils leur en opposaient un pareil nombre. Mais la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie et une partie de la Prusse polonaise étaient occupées par des corps détachés de l'armée de Roumiantzof. Il faut ajouter que les Autrichiens s'étaient emparés de la starostie de Nowitag et du comté de Zips; que le roi de Prusse occupait Thorn et Posen, jusqu'à la mer, ainsi que le reste de la Prusse polonaise. Ce prince entretenait en outre un corps de 4,000 hussards et dragons sur le Dniester, pour protéger les magasins des Russes et couvrir leurs communications.

Ces derniers ayant rassemblé, vers la fin de cette année, un corps de 5,000 hommes, dans les environs de Cracovie, le général Souvorof, qui en avait reçu le commandement, menaçait Czenstokoff et les trois places fortes de la haute Vistule. Deux lieutenants-colonels français commandaient à Tynieck et à Landskroon, mis par eux en assez bon état de défense. Les confédérés espéraient, au moyen d'une contribution volontaire, et à l'aide des subsides qu'ils recevaient de la France, lever quelques mille hommes d'infanterie.

Le projet du baron de Vioménil était de réunir toutes les forces des confédérés. Krasinski et Potocki se trouvaient toujours en Turquie, vivant dans l'inaction et dans une déplorable mésintelligence. L'ambassadeur

français à Constantinople, sur le désir de Vioménil, négocia pour obtenir leur sortie du territoire ottoman avec les sept ou huit cents hommes parfaitement braves et aguerris qu'ils avaient conservés autour de leurs personnes. Krasinski partit sans attendre le firman de la Porte ni les secours pécuniaires qui devaient lui être fournis[1]; mais il fallut contraindre Potocki à quitter sa retraite.

Quelque temps après, le lieutenant-colonel de Choisy, un des plus braves officiers français qui combattaient dans les rangs des confédérés, exécuta une des actions les plus audacieuses dont les annales de la guerre aient gardé le souvenir. On lui avait confié la défense de Tynieck, à une lieue de Cracovie, avec 800 hommes seulement. C'est avec une partie de cette faible garnison qu'il résolut de surprendre le château de Cracovie, où les Russes avaient 500 hommes, outre 800 hommes qui gardaient la ville et à peu près 3,000 soldats répandus tant dans les faubourgs que dans les environs. Un égout, qui du milieu du château recevait les immondices et les portait dans la Vistule, devait introduire les confédérés dans la place.

Partis de Tynieck dans la nuit du 1er au 2 février 1772, au nombre de 500, ils arrivèrent avant le jour au pied des murailles du château, dont ils trouvèrent toutes les issues fermées. Ils n'avaient pour les ouvrir ni canons

[1] Lettre de l'ambassadeur français à Constantinople.

ni pétards. Choisy avait partagé sa troupe en cinq détachements de 100 hommes chacun. Un de ces détachements était commandé par le jeune Vioménil, neveu du général ; un autre, sous les ordres de Dussaillans, devait s'emparer d'une des portes de la ville. Choisy avait regagné Tynieck, après avoir reconnu l'inutilité de l'entreprise. Mais le jeune Vioménil ayant trouvé l'ouverture signalée, qui n'était autre chose qu'un trou de latrines de deux pieds de haut sur un pied de large, s'y engagea sans hésitation, suivi de son détachement, et se trouva tout à coup dans l'intérieur de la place. Une sentinelle à moitié endormie fut tuée d'un coup d'épée. Plus loin une autre eut le même sort. Ils arrivèrent sans bruit jusqu'au corps de garde où Vioménil étant entré en criant : Armes bas ! les Russes, frappés de terreur, se rendirent sans résistance, à l'exception de quelques-uns qui sautèrent par les fenêtres et coururent jeter l'alarme.

Dussaillans ayant rencontré les mêmes obstacles que Choisy, allait se retirer comme lui, désespéré d'avoir échoué, lorsque trois coups de feu tirés dans le château firent changer sa résolution. Il découvrit l'ouverture par laquelle la troupe de Vioménil était entrée, et s'y jeta. A peine l'eut-il rejoint qu'ils entendirent des coups de canon et un bruit de haches : c'étaient les Russes qui brisaient la porte d'entrée. Le jour commençait alors à paraître. Les confédérés furent saisis d'un si grand effroi que, sans la fermeté de Dussaillans, qui tint tête au

feu des Russes avec un petit nombre d'hommes, ils auraient abandonné le château, d'où les ennemis ne se retirèrent qu'après avoir essuyé trois cents coups de fusil avec une perte de 45 hommes. Un canon qu'ils avaient trouvé dans le château leur fut d'un grand secours. Le bruit de ce canon s'étant fait entendre jusqu'à Tynieck, Choisy, que les rapports de quelques paysans avaient déjà prévenu, était revenu sur ses pas, avait repoussé ou évité plusieurs détachements ennemis, et s'était réuni dans le château à Dussaillans et à Vioménil. Il y avait dans la place des munitions considérables, du foin, du seigle, du froment, vingt pièces de drap, deux cents tentes, mais pas une once de farine et point de viande.

Le baron de Vioménil ayant appris la prise du château par un rapport de Choisy, qui demandait en même temps quelques centaines d'hommes pour tenter un coup de main sur la ville, se hâta de lui faire parvenir du renfort. Ce ne fut pas cependant sans obstacle ni sans perte que ce détachement pénétra dans le château.

La garnison se trouvant alors plus en force, Choisy effectua son attaque sur la ville. Mais cette sortie malheureuse coûta aux confédérés une quarantaine de chevaux et 44 hommes tués ou blessés. La ville de Cracovie, située sur la Vistule, était entourée d'un mur flanqué de tours et comptait dans son enceinte une population de 16,000 à 20,000 âmes. Le château, construit sur une

éminence, entre la ville qu'il domine et le faubourg de Casimir, n'avait pour défense qu'un fossé profond et qu'un mur de trente pieds de haut.

Les confédérés, ayant échoué dans leur attaque contre la ville, songèrent à réparer et à fortifier les endroits faibles du château, certains qu'ils ne tarderaient pas à y être assiégés. Ils mirent dans la distribution des vivres tout l'ordre possible; car il n'y avait pas d'apparence qu'ils pussent en recevoir du dehors, les communications étant interceptées par les troupes russes. Souvorof et Branicki étaient arrivés le 4 et le 5 février avec 5,000 hommes, et aussitôt ils s'étaient mis en mesure de bloquer le château, d'occuper Wiliezka et de construire un pont sur la Vistule.

Les confédérés se trouvèrent alors dans la position la plus critique. Le nombre des blessés augmentait chaque jour et ils n'avaient pas de médicaments. Ils déployèrent pendant ce siége tout ce que la nature humaine peut donner de courage, d'activité, de présence d'esprit. Mais, d'un autre côté, une sorte de rage animait les Russes. Deux pièces de canon, qui tiraient continuellement sur eux, ne purent les empêcher de se précipiter comme des furieux dans les embrasures, qu'ils élargirent assez pour y faire passer six hommes de front. « Il n'y a pas d'exemple, écrivait Choisy, d'une attaque aussi brusque et aussi audacieuse que celle de ces gens-là. » Pendant trois mois, les assiégés, mourant de faim, affaiblis par la désertion, exposés à des assauts presque

journaliers, résistèrent aux efforts d'une armée nombreuse et ne capitulèrent (22 avril) qu'après que les Russes eurent ouvert plusieurs brèches aux murailles du château.

Cette défense opiniâtre fit le plus grand honneur aux Français. Elle produisit en Pologne une sensation si profonde et si générale que Saldern lui-même but à la santé du brave Choisy et du jeune Vioménil. Tous les officiers français furent conduits à Smolensk dans la Russie blanche, d'où ils devaient être transportés en Sibérie. Le duc d'Aiguillon n'osa les réclamer ; mais sur les instances du prince de Rohan, notre ambassadeur à la cour de Vienne, Marie-Thérèse demanda leur liberté et l'obtint. L'impératrice de Russie mit d'autant plus d'empressement à briser leurs chaînes, que déjà l'Autriche avait donné son adhésion au démembrement de la Pologne.

Après la prise de Cracovie, les troupes de la confédération, obligées, pour se soutenir, de rançonner et de piller leurs concitoyens, abandonnèrent successivement Tynieck, Landskroon et les autres places qu'elles occupaient encore. Les chefs faisaient de vains efforts pour relever leur parti abattu. Oginski rassemblait de nouvelles bandes. On se flattait d'agiter la Lithuanie. Le baron de Vioménil avait demandé à cet effet un subside au duc d'Aiguillon ; mais ce ministre lui répondit que la situation actuelle de la Lithuanie ne pouvait plus intéresser le roi, au point de continuer à s'imposer des

sacrifices. En conséquence, Oginski fut contraint de renoncer à son projet.

Alors commença à se manifester ouvertement l'accord des trois puissances. Le conseil des confédérés, établi à Teschen, avait reçu l'ordre de se dissoudre, et les membres qui le composaient de quitter les États de l'impératrice. Le bruit se répandit que le roi de Prusse allait renforcer les troupes qu'il avait dans la grande Pologne, et que le prince d'Anhalt devait en prendre le commandement. Dans cette province, Zaremba, Pulawski et Kossakowski, de plus en plus resserrés par les Russes, étaient en outre menacés par les nouveaux mouvements des Prussiens, qui venaient d'entrer dans le palatinat de Posen, où ils commettaient les plus grandes cruautés.

La Généralité envoya l'ordre à ces trois chefs de réunir leurs forces, d'attaquer successivement Lapouchin et Drewitz, qui occupaient Peterkow, Pelica et les passages de la haute Vistule avec 3,500 hommes, d'abandonner Czenstokoff, de passer la Vistule à Bobreck et de se rendre à Zamosk, afin de reporter la guerre dans les palatinats de Belz et de Lublin, où ils trouveraient des vivres en abondance. Ce mouvement exigeait beaucoup de prudence, et surtout le plus parfait accord; mais Zaremba, s'étant séparé de Pulawski, passa la Warta et dissémina ses troupes dans la grande Pologne, sans avoir profité de l'occasion de surprendre Lapouchin. On crut dès ce moment qu'il avait résolu de faire sa paix. Pulawski, réduit à ses propres forces, s'était enfermé

dans Czenstokoff. Mazowiecki, qui s'était approché de Peterkow avec 400 dragons, fut battu par Lapouchin et ne put continuer à tenir la campagne.

Zaremba avait à peine établi ses quartiers entre la Silésie et la Warta, qu'il fut sommé par le général prussien Czettritz de les abandonner et de se soumettre. Les Prussiens s'avancèrent en même temps pour chasser les confédérés des postes qu'ils occupaient à Frauenstadt, à Lezme et à Szduni. Zaremba, ne voulant pas être forcé dans ses cantonnements, remit le commandement de sa troupe à son régimentaire, en informa la Généralité et se retira à Pitchina, dans la Silésie prussienne. Mais il fit ensuite une démarche qui ternit l'éclat de son dévouement à la cause de la Pologne. Il écrivit à Saldern, le 6 mai 1772, pour implorer son pardon et solliciter des secours. Le cœur se serre en voyant un homme qui avait combattu quatre ans les ennemis de son pays, vaincu tout à coup par l'infortune, leur tendre honteusement la main. La réponse de Saldern fut le premier châtiment de cette apostasie. « La porte des négociations est fermée pour vous, écrivit-il à Zaremba. Vous n'avez qu'à vous remettre à la clémence et à la grandeur d'âme de l'impératrice. C'est tout ce que mérite votre infidélité. »

Les malheurs qui vinrent alors accabler les confédérés se succédèrent rapidement. Le comte Esterhazi, à la tête de 10,000 Autrichiens, avait pénétré sur les terres de la Pologne par les frontières de la Hongrie. Casimir

sacrifices. En conséquence,
noncer à son projet.
Alors commença à se m
des trois puissances. Le
Teschen, avait reçu l'ord
bres qui le composaien
ratrice. Le bruit se
renforcer les troup
et que le prince d
dement. Dans
Kossakowski, d
étaient en ou
des Prussi
de Posen,
La Gé
nir leu
et Dr
sage
do
se

›omme faible qui servît ses desseins. En effet, ›noment où elle adopta le projet d'un partage elle ne songeait qu'à s'attacher la Pologne ›aité d'alliance, qui eût mis à sa disposition les de cette république. Mais, lorsque la guerre ›a Turquie eut éclaté; lorsque les succès de ses eurent excité l'inquiétude et la jalousie des au- ›issances; lorsque l'Autriche et la Prusse tendi- ı se rapprocher, elle vit clairement que ces deux › ne souffriraient pas qu'elle s'assujettît la Pologne. ›a politique prit alors une direction différente. Elle ıt entretenu les troubles de ce pays, elle résolut de ›apaiser. Saldern, son ambassadeur, avait trouvé la ›ublique dans un état d'agitation incroyable. Mais la ›olence de son caractère, son humeur impérieuse, sa ›rossièreté et ses artifices, nuisirent au succès de sa mission. D'autre part, le ministre prussien Benoît travaillait à fomenter les divisions, en vue d'empêcher que le roi de Pologne ne tombât tout à fait sous la dépendance des Russes, et de réduire en quelque sorte les deux autres puissances, la Russie et l'Autriche, à la nécessité d'adopter le projet de partage comme l'unique voie de sortir d'embarras.

Le prince Volkonski, successeur de Saldern, avait dans le caractère une douceur opposée à la rudesse de ce ministre. Pour lui, pacifier la Pologne n'était pas seulement une affaire d'honneur, c'était le désir d'une conscience honnête. Il déplorait publiquement les mal-

Pulawski, après une défense des plus glorieuses, fit sortir secrètement de Czenstokoff une partie de ses soldats, en les engageant à se réserver pour des temps meilleurs, désigna un officier pour y commander et, le 15 août 1772, il quitta lui-même la forteresse, qui se rendit après son départ. Les troupes des trois puissances embrassèrent bientôt dans un grand cercle les différents corps de confédérés et les forcèrent soit à mettre bas les armes, soit à quitter le territoire polonais, dont elles prenaient possession.

On est généralement peu d'accord sur celui qui le premier conçut l'idée du partage de la Pologne. La Russie avait le plus grand intérêt à dominer dans cette république divisée, mais il semble qu'elle voulait y dominer seule. « J'ai discuté cette question, la question d'un démembrement, avec le vice-chancelier, écrivait au duc de Praslin le résident français à Pétersbourg, et il est convenu qu'il était non-seulement de l'intérêt de cet empire de maintenir l'étendue des possessions de la Pologne, mais encore de ne jamais souffrir qu'aucune autre puissance s'agrandisse à ses dépens. Il a ajouté que si le roi de Prusse avait des vues moins désintéressées, la Russie les combattrait[1]. » En faisant élire Poniatowski roi de Pologne, le but de Catherine avait été moins de couronner son amant que de placer sur le

[1] Bérenger à Praslin, Saint-Pétersbourg, 20 décembre 1763. Archives du ministère des affaires étrangères.

trône un homme faible qui servît ses desseins. En effet, jusqu'au moment où elle adopta le projet d'un partage commun, elle ne songeait qu'à s'attacher la Pologne par un traité d'alliance, qui eût mis à sa disposition les troupes de cette république. Mais, lorsque la guerre contre la Turquie eut éclaté; lorsque les succès de ses armées eurent excité l'inquiétude et la jalousie des autres puissances; lorsque l'Autriche et la Prusse tendirent à se rapprocher, elle vit clairement que ces deux cours ne souffriraient pas qu'elle s'assujettît la Pologne.

Sa politique prit alors une direction différente. Elle avait entretenu les troubles de ce pays, elle résolut de les apaiser. Saldern, son ambassadeur, avait trouvé la république dans un état d'agitation incroyable. Mais la violence de son caractère, son humeur impérieuse, sa grossièreté et ses artifices, nuisirent au succès de sa mission. D'autre part, le ministre prussien Benoît travaillait à fomenter les divisions, en vue d'empêcher que le roi de Pologne ne tombât tout à fait sous la dépendance des Russes, et de réduire en quelque sorte les deux autres puissances, la Russie et l'Autriche, à la nécessité d'adopter le projet de partage comme l'unique voie de sortir d'embarras.

Le prince Volkonski, successeur de Saldern, avait dans le caractère une douceur opposée à la rudesse de ce ministre. Pour lui, pacifier la Pologne n'était pas seulement une affaire d'honneur, c'était le désir d'une conscience honnête. Il déplorait publiquement les mal-

heurs des Polonais; les lois impuissantes à réprimer les désordres, les biens et la liberté des citoyens sans défense, enfin la république menacée d'une complète destruction. Il se plaignait que les intentions de sa souveraine eussent été mal interprétées, affirmait qu'elle désirait la conciliation des esprits, et, dans ce dessein, il invitait chaque parti à déposer les armes et à se réunir dans une diète de pacification[1].

Ce projet avait trouvé quelques partisans à Varsovie, où le prince Podoski venait de former une société, sous le titre d'*Union patriotique*, dans le but d'opérer un rapprochement entre les confédérés et les Russes. Les instructions de Saldern, comme celles du prince Volkonski, étaient conformes à ces vues. Tous les deux assuraient que l'impératrice ne voulait ni donner des entraves à la Pologne, ni faire des conquêtes sur son territoire. Ils entretenaient des rapports avec tous les partis, voyaient tout le monde sans distinction d'opinion, et menaçaient les Polonais des plus grands malheurs, s'ils refusaient de s'unir. « Le dogue, disait Saldern, en parlant du roi de Prusse, est impatient de se jeter sur sa proie. » Il dénonçait les vues ambitieuses de l'Autriche, qui venait d'envahir le comté de Zips.

Mais deux causes s'opposaient à cette union si désirable : d'une part l'intérêt de la Prusse, de l'autre celui

[1] *Histoire de la révolution de Pologne*, 2 vol. in-8. Varsovie, 1778.

de la Saxe. Le ministre prussien entretenait à dessein les divisions pour les raisons que nous avons indiquées; tandis que la cour de Dresde, qui convoitait le trône de Pologne, excitait sous main les confédérés. Elle avait un parti puissant à Varsovie, répandait l'argent, semait la calomnie contre le roi et se réjouissait de sa déchéance.

A Varsovie, cependant, ce n'était que fêtes et plaisirs. La dissolution des mœurs était effroyable, et chacun vivait dans l'insouciance. Cette insouciance fut à peine troublée par la nouvelle que l'Autriche avait fait entrer ses troupes sur les terres de la république et s'était emparée du comté de Zips et des starosties de Nowitag, Sandeck, Biecz et Pitzno, dans le palatinat de Cracovie. Cette contrée riche et peuplée renfermait cinq villes et plus de soixante villages. Entourée de montagnes presque impraticables, et couverte par d'épaisses forêts, c'était en quelque sorte la clef de la Pologne du côté de la Hongrie. Marie-Thérèse allégua que Boleslas, roi de Pologne, avait cédé ces provinces à Bela IV, roi de Hongrie, et que, en sa qualité de reine et d'héritière de ce royaume, elle les revendiquait. Mais Boleslas, chassé par ses sujets, n'avait pu aliéner les domaines de la république, et, d'ailleurs, jamais les Hongrois n'avaient élevé de réclamations à ce sujet. La cour de Vienne avait mis en avant deux autres motifs qui n'étaient pas plus fondés; la guerre et la peste. Elle avait prétendu que la guerre ayant éclaté à ses portes, son repos et celui

de l'Europe exigeaient qu'elle couvrît ses frontières pour éviter toute espèce de collision. La peste qui s'était déclarée dans les armées ottomanes, et qui avait gagné les Russes, l'avait obligée à faire avancer 3,000 hommes sur la lisière de ses États, afin de garantir l'Allemagne de ce fléau, en coupant les communications avec les pays infestés. Mais son dessein de garder ce qu'elle venait de s'approprier semblait si évident qu'elle donna au commandant de ses troupes, dans la contrée envahie, le titre de *commandant des provinces réincorporées*, et qu'elle fit reconnaître sa souveraineté par les habitants. En vain le roi de Pologne protesta; en vain il avait déclaré que cette usurpation était contraire à la justice, ainsi qu'à l'amitié qui subsistait entre les deux États; la cour de Vienne, après s'être justifiée par les raisons que nous venons de rapporter, ajouta que, les limites de la Pologne et de l'Autriche ayant toujours été incertaines, elle se prêterait à un arrangement, lorsque la paix aurait éloigné les craintes qu'elle avait conçues pour sa tranquillité.

Frédéric n'avait pris aucune inquiétude de cette violente usurpation, qui, dans ses vues, devait conduire au partage [1]. Lui-même, vers la fin de cette année, s'empara de plusieurs districts appartenant à la Pologne, sous prétexte également d'éloigner la peste de son royaume. Il y établit des magasins pour plus de deux ans,

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

y fit circuler une fausse monnaie que les habitants furent forcés d'accepter, leva des impositions arbitraires, et, lorsque les Polonais s'en plaignirent, il leur répondit : « N'est-il pas juste que je sois dédommagé des dépenses que j'ai faites pour arrêter la peste? » Cette connivence prouve que déjà la question du démembrement avait été résolue. Si le roi de Prusse n'avait pas eu le secret de cette usurpation, l'aurait-il vue sans inquiétude? Il est donc probable qu'elle avait été agitée dans les conférences de Neustadt. C'est du reste l'opinion exprimée par le comte de Broglie, un des hommes qui ont le mieux connu la Pologne, dans un mémoire adressé à Louis XV.

Peu de temps après ces événements, le prince Henri, frère du roi de Prusse, partit pour la Suède et fut invité par l'impératrice de Russie à se rendre à Pétersbourg[1], où il arriva le 9 décembre 1770. Le voyage de ce prince, négociateur adroit, instruit, et distingué en outre par ses talents militaires, avait un but apparent, celui d'engager Catherine à conclure la paix, et un but secret, qui était sans aucun doute le partage de la Pologne. Frédéric avait entrevu le parti qu'il pourrait tirer, pour parvenir à ce double résultat, de la récente usurpation de l'Autriche. L'impératrice s'en étant plainte avec humeur au prince Henri, celui-ci lui dit en souriant : « Madame, l'empereur vient de prendre : suivons son

[1] *Mémoires du comte de Bordt.* Il accompagna le prince Henri.

exemple et prenons aussi, c'est le moyen d'être d'accord[1]. » Il ajouta qu'elle pourrait alors abandonner sans inconvénient et sans regret la Moldavie et la Valachie, puisqu'elle recevrait une indemnité en Pologne. Catherine goûta ce conseil, et, comme elle n'était retenue que par certains scrupules plus apparents que réels, il fut aisé au prince de les dissiper.

Le principe du partage portait une atteinte profonde à la morale et au droit des nations. Le prince Henri, au contraire, le considérait comme un acte de sagesse, il voyait la guerre imminente. L'Autriche avait fait un pas vers la Turquie, et pouvait s'unir plus étroitement avec la France pour mettre un frein à l'ambition de Catherine. Celle-ci, enorgueillie par ses victoires, était exigeante, et, de leur côté, les Turcs se croyant soutenus par la cour de Vienne, avec laquelle ils venaient de négocier un traité d'alliance, commençaient à se montrer moins faciles. La Prusse, il est vrai, tenait à rester en paix ; mais elle redoutait d'être entraînée par les événements.

Envisagé sous ce point de vue, le partage assurait le repos de l'Allemagne. La Pologne, regardée comme une source permanente de troubles, ne méritait pas que l'Europe lui sacrifiât son repos. C'est ainsi que raisonnait le prince Henri, qui n'était en cela que l'organe des sentiments de son frère. Mais ce raisonnement était plus spécieux que juste. Il dépendait uniquement du roi de

[1] *Mémoires du comte de Hordt.*

Prusse que la Russie conclût la paix. Il pouvait mettre ce prix à son alliance, sans laquelle tous les projets de Catherine et contre la Pologne et contre l'empire ottoman se fussent évanouis. En effet, les obstacles n'étaient pas en Pologne, mais en Turquie. En décidant l'impératrice à se désister de toutes ses prétentions sur la Moldavie et la Valachie, l'Autriche, comme il l'avait lui-même annoncé, n'aurait plus eu aucun motif pour s'opposer à la paix.

Ce n'est point ainsi malheureusement que raisonnait le roi de Prusse. Il était aussi impatient de s'agrandir qu'il était loin de désirer une guerre nouvelle avec la maison d'Autriche. Sa prudence avait consisté pendant longtemps à balancer l'une par l'autre les deux cours impériales. Mais lorsque les succès des Russes eurent répandu une sorte de terreur en Allemagne, il était parvenu à rapprocher Vienne et Pétersbourg, au moyen de cette infernale pensée du partage de la Pologne, et à réaliser, sans péril pour lui-même, ses projets d'agrandissement.

Du reste, ses vues sur cette république étaient fort anciennes. Il n'était encore que prince royal que cette question s'était présentée à son esprit. Il aurait voulu que son père profitât de la mort d'Auguste II pour s'emparer de la Prusse polonaise, et, sans s'inquiéter de la moralité de l'acte, il en avait démontré la facilité, en insistant sur l'accroissement de puissance qui en résulterait pour la monarchie prussienne. « On croit ici, écrivait le ministre

anglais à Varsovie, qu'il y a une entente entre le roi de Prusse et l'impératrice de Russie, pour le partage d'une partie des possessions polonaises [1]. » Nul mieux que ce prince ne pouvait apercevoir le danger que présentait la configuration de son royaume, qui, formé de possessions éloignées les unes des autres, séparées même par des provinces polonaises, ressemblait à un arbre dont le tronc aurait été séparé de ses branches. Il en avait été surtout frappé pendant la guerre de sept ans, où ce défaut d'ensemble l'avait exposé aux plus grands périls. Pour aller de Berlin à Kœnigsberg, il était obligé de passer sous le canon de Dantzig. Aussi avait-il conçu le projet de corriger les vices de cette constitution, lorsque les événements lui permettraient de le faire sans risque. Ses mémoires ne laissent nul doute à cet égard [2]. « J'étais moi-même bien mal instruit, écrivait Voltaire à Catherine, le 29 mai 1772, ou plutôt aussi simple des yeux de l'âme que de ceux du corps, de ne pas comprendre ce que le roi de Prusse m'écrivait, il y a un an : *Vous verrez un dénoûment auquel personne ne s'attend.* »

Avec cette pensée d'agrandissement, Frédéric ne se dissimulait pas toutefois que de grands obstacles pouvaient en traverser l'exécution. Dans d'autres circon-

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais, 15 juin 1763.

[2] Voir aussi les *Mémoires du comte de Gœrtz.*

stances, la Turquie s'y fût sans doute opposée ; mais elle était alors elle-même si menacée par les armes de la Russie, que tous ses efforts ne tendaient qu'à sa propre conservation. La France et l'Autriche laisseraient-elles consommer un attentat qui éleverait deux puissances rivales à un si haut degré de force et d'autorité et qui changerait tous les rapports de l'Europe ? Il fallait donc s'attacher à rompre les liens de leur alliance. De là, les attentions et les flatteries du roi de Prusse pour le jeune empereur ; de là ses soins infinis pour faire comprendre à la cour de Vienne que la France, énervée par la faiblesse de Louis XV, l'abandonnerait dans la lutte ; que c'était d'ailleurs le moyen le plus efficace pour rompre les projets de l'impératrice de Russie contre l'empire ottoman et pour empêcher une guerre générale, dont les dangers étaient sûrs et les résultats incertains. La cour de Vienne hésitait cependant, et il est certain qu'une déclaration vigoureuse de la France l'aurait arrêtée sur la pente où sa pusillanimité et son intérêt l'entraînèrent ensuite avec tant de rapidité.

C'est donc avec douleur que nous le disons : la faiblesse d'une part, l'ambition de l'autre, furent les causes déterminantes de la ruine de la Pologne. Dans les conseils de Pétersbourg, un parti considérable, dont Panin était le chef, combattit le projet de partage ; mais la crainte d'être abandonné par le roi de Prusse, et de perdre le fruit des victoires remportées sur les Ottomans, fit évanouir tous les scrupules. Frédéric en reçut la nouvelle

avec une profonde satisfaction [1]. Cependant ce fut d'abord avec une certaine timidité que l'affaire s'engagea. Cette réserve ne permettant pas à la cour de Vienne de se livrer du premier coup, elle accueillit froidement les ouvertures qui lui furent faites à ce sujet, et augmenta même immédiatement le nombre de ses troupes sur les frontières de la Pologne; mais d'autre part une circonstance particulière ne laissa plus de doute sur l'issue des négociations. Depuis l'avénement de Catherine, les deux cours de Vienne et de Pétersbourg avaient cessé d'entretenir des relations diplomatiques. On ne vit donc pas sans quelque surprise le prince Lobkowitz partir pour Saint-Pétersbourg avec le titre d'ambassadeur (10 avril 1771). Du reste, les trois cours avaient gardé jusque-là le secret le plus absolu. Les ministres mêmes ignoraient ou affectaient d'ignorer ce qui se passait relativement au projet de partage. En Angleterre, l'ambassadeur russe Moussin-Pouschkin vait à peine l'air d'y croire, et il insinuait que l'exécution ne pouvait en être que très-éloignée. Celui de Prusse était plus incrédule encore. De son côté, la cour de Vienne mettait un art infini à tromper celle de Versailles, protestant avec chaleur qu'elle ne consentirait jamais à l'agrandissement du roi de Prusse. Celui-ci s'entourait du plus grand mystère; il paraissait mécontent de l'Autriche, qui, à son tour, se plaignait, par

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

son ambassadeur à Pétersbourg, de l'avidité de Frédéric.

Jusqu'à ce moment, le prince de Kaunitz n'avait autorisé les deux autres cours à penser qu'il serait favorable au partage, que par des actes qui n'avaient pas une complète signification. Aussi Catherine désirait-elle que le roi de Prusse lui fît des ouvertures plus directes. C'est en effet ce que fit ce prince. Informé que les troupes autrichiennes gagnaient du terrain du côté de la Pologne, il dit à Van Swieten, avec beaucoup d'abandon : « Je suppose que l'intention de votre cour est de s'agrandir en Pologne : c'est aussi la mienne. Il est temps d'ailleurs de mettre un terme aux fureurs de ce peuple. Je vous invite à proposer à votre cour de former un accord entre nous. »

L'Autriche désirait autant que personne l'exécution de ce projet. Cependant elle ne montra pour lors aucun empressement à donner suite à la communication du roi de Prusse. Plus elle voyait l'impatience de ses complices à saisir leur proie, plus elle affectait d'indifférence. Le prince de Kaunitz évita de prendre aucun engagement, mais il était bien résolu de profiter, quand il jugerait le moment opportun, des ouvertures qu'on venait de lui faire. En attendant, le baron de Van Swieten eut ordre de déclarer que si son gouvernement s'était emparé de la starostie de Zips, c'était uniquement pour avoir un gage au sujet de certaines créances qu'il possédait contre la république, mais qu'il était

prêt à l'évacuer, si les puissances qui avaient des troupes en Pologne voulaient, de leur côté, prendre l'engagement de les retirer. Il ajouta que le projet de partage était hérissé de difficultés et que son exécution ferait éclater en Europe de nouvelles guerres.

Le roi de Prusse ne se fit pas illusion sur le sens de cette réponse. Il avait réfléchi que, si l'Autriche n'avait pas eu une arrière-pensée, elle aurait exigé que les troupes russes et prussiennes sortissent du territoire polonais dans un délai déterminé, tandis qu'elle se bornait à en faire la condition de l'abandon de Zips, bien persuadée que cette condition ne serait acceptée par aucune des deux puissances.

Cependant les dispositions de la cour de Vienne ne laissaient pas que d'inquiéter Catherine. Elle venait d'apprendre par le roi de Prusse que le baron de Thugut négociait à Constantinople un traité d'alliance, et que de grands préparatifs de guerre se faisaient en Hongrie. Nous savons ce que pensait Frédéric de ce traité, qui devait rester secret, ainsi que des armements; mais il en grossit l'importance aux yeux de l'impératrice, afin de lui arracher l'abandon de la Moldavie et de la Valachie, et de lui faire entendre qu'une fois d'accord sur le partage, l'Autriche aimerait mieux prendre sa part des dépouilles de la Pologne que de s'exposer à courir les chances d'une lutte inégale.

Ces considérations, présentées à la cour de Russie par le comte de Solms, eurent le résultat que Frédéric s'en

était promis. Catherine s'affermit dans l'idée du partage, et Frédéric, fatigué des lenteurs du cabinet russe, finit par se mettre en possession de toute la partie de la Pologne sur laquelle il avait dessein d'élever des prétentions. Ni la Russie ni l'Autriche ne s'en plaignirent. Cela fait, il envoya un projet de démembrement à Pétersbourg, en laissant à l'impératrice la liberté de prendre ce qui serait à sa convenance. Dans la partie qu'il s'attribuait se trouvaient comprises les villes de Thorn et de Dantzig; mais cette prétention, en excitant les craintes de Catherine, fit naître des difficultés. « J'apprends d'une voie sûre, écrivait Sabatier, notre résident à Pétersbourg (13 mars), que cette princesse est très-résolue à ce que le roi de Prusse ne s'empare pas de Dantzig et de son port[1]. »

L'Autriche paraissait considérer ces mouvements avec la même indifférence qu'elle avait accueilli les ouvertures concernant le partage. Aussi, quelque grande que fût la perspicacité du roi de Prusse, il craignit un moment que cette cour n'eût pris au sérieux le traité d'alliance qu'elle venait de conclure avec les Turcs, et qu'elle ne se décidât à les soutenir, ce qui l'aurait entraîné lui-même dans la guerre. Il abandonna donc ses prétentions sur Thorn et Dantzig, et aussitôt l'obstacle qui l'avait empêché de s'entendre avec la Russie fut levé. Celle-ci, de son côté, cédant aux observations de ce

[1] *Diairies and correspondance of James Harris;* London.

prince, résolut de faire à l'Autriche les concessions dont nous avons parlé, c'est-à-dire l'abandon de la Moldavie et de la Valachie. Le même courrier qui porta cette nouvelle à Vienne y porta aussi l'offre de traiter d'un commun accord au sujet du démembrement de la Pologne (décembre 1771).

La cour de Vienne, qui n'attendait sans doute que ce moment pour faire connaître son adhésion au projet de partage, en ressentit une joie mal déguisée. Quoique sa déclaration fût conçue en termes généraux, la conviction qu'elle ne reculerait pas engagea la Prusse et la Russie à terminer leurs négociations par un traité particulier, signé à Pétersbourg le 17 février 1772. Par ce traité, les deux puissances se garantissaient réciproquement leurs acquisitions. Celles de la Prusse comprenaient la Poméranie, les palatinats de Culm et de Marienbourg, c'est-à-dire toute la Prusse polonaise, que les électeurs de Brandebourg avaient toujours convoitée. Outre l'avantage de lier entre eux les différents corps de la monarchie prussienne, cette fertile province contenait une population riche et nombreuse. C'était environ deux cents lieues carrées que Frédéric ajoutait à ses États.

Par le traité du 5 août (art. 3) les villes de Thorn et de Dantzig n'entraient point dans ses acquisitions; mais ce prince était maître de la Vistule, par laquelle Dantzig recevait dans son port tous les produits de la Pologne, et par laquelle ceux du monde entier se répandaient jusque dans les provinces les plus éloignées du royaume,

il lui était donc facile d'assurer sa ruine ou sa soumission. Frédéric n'était pas d'un caractère à reculer devant les moyens les plus violents pour arriver à ses fins. Il mit des droits exorbitants sur la navigation de la Vistule; il se réserva le monopole des grains, du sel, de la cire, etc., dont la ville de Dantzig était auparavant le marché, et s'occupa de faire prendre au commerce de la Pologne la direction de Stettin, au moyen d'un canal qu'il faisait creuser. Il devenait évident qu'il fallait que Dantzig se livrât ou qu'elle pérît. Ces mesures n'atteignirent pas seulement Dantzig; le commerce étranger s'en ressentit; ce commerce, jusqu'alors si florissant, tomba tout à coup. Les Anglais s'en plaignirent; mais leurs remontrances ne furent point écoutées.

La part de la Russie consista dans une lisière considérable le long de ses frontières, depuis la source de la Wilia jusqu'à son embouchure dans le Niémen, et depuis la source de la Bérésina jusqu'au Dnieper; au total plus de 3,000 lieues carrées. Cette vaste étendue de pays comprenait le palatinat de Mscislaw, les deux extrémités de celui de Minsk, au-dessus et au-dessous du premier; une grande partie de ceux de Vitebsk, de Wilna et de Polotsk; la Livonie polonaise, la Volhynie avec une portion des palatinats de Novogrodek et de Brzesc. Les limites qui séparèrent ces nouvelles possessions du reste de la Pologne furent la Duna, depuis son embouchure jusqu'au-dessus de Vitebsk; puis une ligne droite qui se dirigeait au midi jusqu'à la source

du Drug près de Tolitzin; ensuite le Drug, jusqu'à sa jonction avec le Dnieper, et enfin le Dnieper jusqu'à l'endroit où il reçoit le Soltz. Ce territoire forme de nos jours les gouvernements de Polotsk et de Mohilef. Il produit abondamment du grain, du chanvre, du lin, et possède de riches pâturages. Ses forêts sont peuplées de chênes et de sapins, d'où l'on tire des mâts, de la poix, du goudron, des planches, tout ce qui sert à la construction des vaisseaux. La Russie reçut par cette acquisition une augmentation de population évaluée à 1,600,000 habitants.

Une partie de cette vaste contrée, comprise dans les palatinats de Polotsk, Vitebsk, Mscislaw, Novogrodek et Minsk, et connue plus anciennement sous la dénomination de Russie blanche et de Russie noire, avait été conquise sur les Russes dans les treizième et quatorzième siècles, par les grands-ducs de Lithuanie. Lorsque la Lithuanie avait été réunie à la couronne de Pologne par la dynastie des Jagellons, le peuple, devenu étranger à la Pologne par ses mœurs, sa langue et sa religion, ne s'était jamais identifié avec les Polonais, quoiqu'il eût avec eux une même origine. Son idiome, qui était rousniaque; sa religion, qui était grecque, lui donnaient plus de ressemblance avec le peuple russe. « Je prévois avec douleur, avait dit plus d'un siècle auparavant le roi Jean-Casimir aux états de 1661, je prévois le malheur qui menace notre patrie, et plût à Dieu que je fusse un faux prophète! Le Moscovite et le

Cosaque se joindront au peuple qui parle la même langue qu'eux et s'approprieront le duché de Lithuanie. »

C'est pourquoi l'annexion de cette province à la Russie ne produisit aucune agitation et ne laissa que peu de regrets. La Lithuanie, malgré les excitations de la noblesse, qui seule avait adopté les mœurs et la langue polonaises, ne fit jamais aucun effort sérieux pour se soustraire à sa nouvelle domination. Cette lutte secrète entre le peuple et la noblesse existe encore de nos jours. Le peuple y est plus malheureux que dans les autres provinces de l'empire; soumis aux plus rudes corvées, il déteste profondément ses maîtres, dont la plupart sont Polonais et catholiques. Sa piété, son caractère doux mais triste, la faiblesse de sa constitution, qui contraste avec la vigueur des Grands-Russes, lui donnent l'air d'une race dégénérée.

Cette vaste contrée était presque partout couverte de marais et de forêts impénétrables. Tout s'y présentait sous l'aspect de la plus affreuse misère. Cependant les beaux pâturages qui en coupaient la monotonie, ses riches campagnes, où le seigle, l'orge, l'avoine, le lin et le chanvre donnaient d'abondantes moissons, le voisinage de la mer Baltique, dont elle n'était séparée que par la Courlande, qui tomba plus tard sous la même domination, procurèrent à la Russie une augmentation considérable de forces et de richesses. D'autre part, la possession de la Volhynie, une des provinces polonaises les plus fertiles et les mieux cultivées, lui offrait un point

d'appui et un dépôt de subsistances dans sa guerre contre les Turcs.

Nous avons rapporté ce que la France avait fait sous l'administration du duc de Choiseul, non pour empêcher le projet de démembrement, dont personne à cette époque n'avait soupçonné l'audace et la possibilité, mais afin de s'opposer au dessein de Catherine de faire de cette république une sorte de province vassale de son empire, en dominant dans les diètes. C'est dans ce but que ce ministre avait armé les confédérés de Bar; qu'il avait allumé la guerre entre la Russie et la Porte, et que l'Autriche, non moins troublée par l'ambition du cabinet russe, s'était engagée à protéger la Pologne. Marie-Thérèse voyait alors avec douleur ce malheureux pays livré aux plus effroyables désordres et son indépendance menacée. Kaunitz lui-même, sans être animé des mêmes sentiments, partageait néanmoins ses idées. Il ne concevait pas la possibilité, sans bouleverser l'Europe, d'une spoliation aussi scandaleuse, et, quelque avantage que l'Autriche dût en retirer, il lui semblait que le danger d'agrandir la Prusse et de favoriser le développement déjà trop rapide de la Russie serait plus grand encore. Mais sentiments et raisons d'État s'évanouirent bientôt devant la crainte que lui inspirèrent les victoires de Catherine. Le génie de Frédéric fit le reste.

Après la chute du duc de Choiseul, une politique nouvelle fit tomber la France dans un prodigieux abaissement. Le duc d'Aiguillon, en recevant les rênes de

l'État des mains de Mme Dubarry, avait en quelque sorte pris l'engagement de fortifier dans le cœur de Louis XV l'horreur invincible que ce prince avait conçue pour la guerre. Il continua cependant à soutenir les confédérés; il accrédita même auprès d'eux le baron de Vioménil; il leur fit parvenir des officiers et des subsides; mais cette protection clandestine n'était ni digne de la France ni assez puissante pour sauver la Pologne. Mieux eût valu un langage ferme, qui eût effrayé les uns et soutenu les autres. S'il est vrai que le prince de Kaunitz prévint le cabinet de Versailles du complot qui se formait contre la Pologne, et de l'intention où était sa cour de s'y opposer, pourvu qu'elle pût compter sur l'appui de la France, on ne saurait flétrir avec trop d'énergie la conduite du duc d'Aiguillon, qui aurait confié cette communication au ministre du roi de Prusse [1]. On ajoute même que, dans la pensée d'un rapprochement avec ce prince, il aurait dit à Sandoz qu'il verrait avec indifférence son maître s'agrandir en Pologne. La cour de Vienne se voyant abandonnée par la France, et menacée d'une guerre avec la Russie et la Prusse, aurait ouvert l'oreille aux séductions de Frédéric et n'aurait plus hésité à prendre sa part des dépouilles de la Pologne.

Qu'elle se soit déterminée par la trahison du ministère français, ou qu'elle ait été séduite, ce qui nous paraît

[1] *Politique des cabinets de l'Europe*, t. II; — *Mémoires de Dumouriez*.

plus vrai, par l'appât d'un agrandissement territorial, il est impossible de n'être pas frappé de ses manœuvres à Constantinople pour y affaiblir l'influence de la France, de sa persévérance à la tenir éloignée des négociations, et de ses assurances souvent répétées qu'elle ne consentirait jamais à aucun arrangement qui aurait pour effet d'augmenter la puissance de la Prusse. Elle s'était attachée à rendre à peu près inutiles tous les secours que le cabinet de Versailles faisait parvenir aux confédérés ; elle leur refusa ensuite des armes, des munitions, de l'artillerie, et finit même par ne leur montrer plus que froideur et dédain. Au moment où l'accord était parfait entre les trois puissances spoliatrices, le prince de Rohan, notre ambassadeur à Vienne, ayant entretenu Kaunitz des bruits qui circulaient au sujet du partage et lui en ayant exprimé ses craintes, le ministre le rassura par les mêmes raisons de l'équilibre de l'Europe et du danger d'agrandir la Prusse [1], ce que l'Autriche ne souffrirait pas, et ce qui, en outre, paraissait fort éloigné des vues particulières de Catherine sur la Pologne. « Lorsque la France, ajouta-t-il, s'est emparée de la Corse et du Comtat ; lorsque le roi de Naples est entré dans Bénévent, la maison d'Autriche n'en a marqué ni curiosité ni inquiétude [2]. »

[1] *Mémoires de l'abbé Georgel*. Il était secrétaire du cardinal de Rohan.

[2] Dépêche du prince de Rohan, Archives du ministère des affaires étrangères.

Peu rassuré par ces paroles, l'ambassadeur fit part à sa cour des soupçons qui l'occupaient. « La tranquillité avec laquelle, écrivait-il au mois d'avril 1772, la cour de Vienne a vu les démarches du roi de Prusse, cette union des Prussiens avec les Russes pour décider du sort de la Pologne, ne permettent pas de douter qu'il n'existe un accord secret entre les trois cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin, pour un démembrement, et pour s'attribuer le territoire qui sera le plus à leur convenance[1]. » Le duc d'Aiguillon lui répondit que ses craintes et ses conjectures étaient incompatibles avec les assurances positives de la cour de Vienne, et que d'ailleurs le roi emploierait, s'il en était besoin, pour empêcher le partage, tous ses moyens et toute sa puissance. Mais, après le traité, le cardinal de Rohan ayant demandé à sa cour de nouvelles instructions, le ministre écrivit que le roi, constant dans ses liaisons avec la maison d'Autriche, ne croyait pas devoir s'en mêler[2].

Il s'agissait de savoir quel serait le sort des confédérés. Le cardinal s'en étant ouvert au prince de Kaunitz: « Il m'est impossible de le prévoir, répondit ce prince; cela dépend des événements, qu'on ne saurait encore calculer. Vous n'ignorez pas, mon prince, que je n'ai jamais approuvé la confédération. Je n'en ai jamais fait

[1] Dépêches du prince de Rohan, Archives du ministère des affaires étrangères.

[2] *Mémoires de l'abbé Georgel.*

le moindre cas, et je n'ai jamais espéré qu'elle pût produire le moindre effet. Ne parlons donc plus de ce mauvais *ramassis*. Je ne puis rien pour eux ; je ne puis que les plaindre. Quant à la Pologne, nous sommes décidés à ne point souffrir que nos voisins s'y procurent aucun agrandissement qui puisse altérer l'équilibre ou diminuer l'égalité de la balance politique du Nord[1]. »

Le duc d'Aiguillon fit alors connaître aux Polonais que le roi ne voulait plus ni suggérer, ni autoriser leurs déterminations futures, et que désormais ils n'avaient à prendre conseil que d'eux-mêmes[2].

Les autres puissances ne se montrèrent pas moins indifférentes au sort de ce malheureux peuple. Aucune d'elles ne protesta ; aucune n'osa blâmer ouvertement un acte d'iniquité, dont elles rougissaient intérieurement. L'Angleterre se borna à exprimer la crainte que ce partage, que lord Suffolk qualifia de *curieuse transaction*, ne vînt troubler la tranquillité de l'Europe[3].

Assitôt que l'Autriche eut fait connaître son adhésion au projet de partage, et que des négociations eurent été ouvertes à ce sujet, elle afficha des prétentions dont les deux autres cours s'indignèrent[4]. Marie-Thérèse, auparavant si scrupuleuse, ne craignit

[1] Dépêches du prince de Rohan, Archives du ministère des affaires étrangères.

[2] *Ibid.*

[3] *Diairies and correspondance of James Harris*, London.

[4] *Ibid.*

pas de laisser voir la plus révoltante avidité. Mais comme, d'un autre côté, il ne fallait pas donner à l'Europe le temps de sortir du sommeil léthargique dans lequel elle paraissait plongée, la Russie et la Prusse consentirent à tout. En conséquence, une triple convention fut signée à Saint-Pétersbourg, le 5 août 1772, par le comte Panin, le prince Lobkowitz et le comte de Solms, et fut suivie de déclarations publiques pour justifier cette monstrueuse iniquité[1]. Après avoir rappelé que les troubles de la république avaient souvent entraîné les puissances voisines dans des guerres déplorables, dont il importait d'éviter le retour, ces trois ministres annoncèrent que leurs gouvernements, ayant des prétentions considérables sur des provinces polonaises, ne pouvaient se permettre d'abandonner leurs droits au sort des événements et qu'ils avaient résolu de se mettre en possession des parties de la Pologne les plus propres à établir dorénavant entre eux une limite plus naturelle et plus sûre.

La part de la Russie et de la Prusse fut telle que nous l'avons indiquée. L'Autriche s'appropria toute la rive gauche de la Vistule, depuis les salines de Wietlitska jusqu'à l'embouchure du Viroz; la Russie rouge, Sandomirz, Tynieck, Lemberg, Landskroon, Zamosk, une grande partie du palatinat de Cracovie, celui de Belz et presque toute la Volhynie; environ 2,600 lieues

[1] 11 et 13 septembre 1772.

carrées. Ces acquisitions, qui confinaient à la Moravie et à la Hongrie, furent réunies sous le nom de royaume de Gallicie et de Lodomérie ou Gallicie occidentale. Les treize villes du comté de Zips furent incorporées au royaume de Hongrie. Le dénombrement fait en 1776 donna 2,500,796 habitants. La partie montagneuse de ces provinces est couverte de beaux pâturages; les plaines sont fertiles en blé; les montagnes recèlent des mines de cuivre, de plomb et de fer; les salines de Wietlitska, situées dans les environs de Cracovie, étaient considérées comme une des principales richesses de la Pologne. Du reste, ces provinces étaient si mal administrées qu'elles gagnèrent sous ce rapport au changement de maîtres. La population y augmenta sensiblement au bout de quelques années[1].

Radoucie par cette immense acquisition, l'Autriche promit à la Russie d'employer ses bons offices auprès du Grand Seigneur pour le décider à la paix, aux conditions qu'avait dictées Catherine, et prit de plus l'engagement, si elle échouait dans ses tentatives, d'observer la plus stricte neutralité. En effet, le langage de son ministre à Constantinople changea subitement, et dès ce moment la convention du 6 juillet fut laissée dans l'oubli. Le prince de Kaunitz glorifiait la modération de Catherine, qui, par pure générosité et par amour pour la paix, faisait le sacrifice de la Moldavie et de la Valachie,

[1] *Mémoires de Dumouriez et de l'abbé Georgel.*

qu'elle avait le droit de conserver à titre de conquête[1].

La cour de Vienne, s'autorisant de sa complicité pour étendre son usurpation au delà des limites fixées par le traité de partage, ne mettait à son avidité ni bornes ni décence. Catherine en exprimait publiquement son indignation[2]. Frédéric, au contraire, loin d'en être effrayé, lui fit proposer un nouveau partage, d'après lequel il s'empara des palatinats de Posen et de Kalisch. L'Autriche aurait eu le surplus de la Pokucie, et la Russie un arrondissement du côté de la Volhynie. Catherine repoussa cette proposition; mais elle n'avait plus le pouvoir de s'opposer à son exécution. La convenance ayant été en quelque sorte reconnue comme le principe du démembrement, les deux cours envahirent aussitôt les territoires dont nous venons de parler.

Elles n'attendirent même pas le délai fixé pour la prise de possession. Leurs troupes se répandirent comme un torrent dans les provinces polonaises. La Prusse y établit des taxes énormes; elle y fit des enrôlements forcés et défendit à ses nouveaux sujets d'entrer au service d'aucune puissance étrangère. Le général Billing se fit remettre par chaque canton un état nominatif du nombre et de l'âge des habitants, du montant de leur fortune et des objets dont elle était composée.

L'Autriche entretenait en Pologne une armée de

[1] Dépêches du prince de Rohan, Archives du ministère des affaires étrangères.

[2] Lettre de Sabatier, résident français auprès de la cour de Russie.

30,000 hommes, et elle y percevait des contributions arbitraires. Les habitants eurent défense de s'éloigner de leurs maisons. Ceux qui avaient déjà quitté le pays furent sommés d'y revenir dans un délai de trois mois, sous peine de confiscation de leurs biens. Pergheim, chargé de l'administration des provinces envahies, et Haddick, qui avait le commandement de l'armée d'occupation, firent exécuter ces mesures avec une rigueur extrême.

La Russie joua le rôle le moins odieux. Elle permit aux Polonais qui voudraient quitter leur pays de le faire sans être inquiétés. Les nobles furent exemptés de la capitation. Elle conserva aux villes les priviléges dont elles jouissaient; elle fit cesser immédiatement toute espèce de contributions forcées; enfin, Catherine donna les ordres les plus sévères pour empêcher les excès en tout genre. C'est une vérité aujourd'hui incontestable que la situation des marchands et des bourgeois, dans les provinces polonaises dépendantes de la Russie, a pris depuis le partage un aspect beaucoup plus favorable. Les bourgeois se sont enrichis à mesure que les nobles se sont appauvris. Leur participation au pouvoir a constitué une sorte de tiers état, dont l'importance et la fortune ne cessent de grandir. C'est par ce lien que la Russie est parvenue à s'attacher la classe moyenne, et c'est là une des causes les plus solides de sa puissance.

Si les trois cours s'étaient entendues sur le principe du partage, il n'en fut pas de même lorsqu'il s'agit d'en

faire l'application. L'Autriche et la Russie s'aperçurent alors qu'elles avaient travaillé pour agrandir la Prusse. On disait que Frédéric n'avait auparavant que des hommes et du sable, et qu'on lui avait donné ce qui manquait à sa puissance, des relations commerciales. Mais Catherine avait encore besoin de lui. Elle se borna donc à lui disputer pied à pied le terrain. Elle écrivait à son ambassadeur à Varsovie : « Dites au roi que l'on ne discontinue pas de me solliciter pour un nouveau partage ; que je m'y oppose et m'y opposerai aussi longtemps que je ne verrai ni le roi ni la nation agir contre mes intérêts. Si le contraire arrive, il dépend uniquement de moi que le nom de la Pologne soit rayé de la carte d'Europe. »

Après avoir signé la convention du 5 août, les trois cours convinrent de s'adresser à la diète pour lui faire approuver l'acte de partage. C'était une mesure aussi odieuse qu'inutile ; car pouvaient-elles supposer que les Polonais, à moins qu'ils n'y fussent contraints, voudraient consacrer par un vote public la ruine de leur patrie? et quelle apparence, si la force était employée à dompter leur résistance, que l'Europe crût une si grande usurpation justifiée?

L'annonce du partage avait produit une consternation générale à Varsovie et surtout à la cour. Cette consternation fut d'autant plus grande que le ministre prussien avait constamment repoussé comme faux et calomnieux les bruits qui circulaient publiquement à ce sujet. Le

roi de Pologne avait déjà réclamé des autres cours de l'Europe leurs bons offices et leur protection. « Si l'Europe, disait-il, tarde à remédier aux calamités dont la Pologne est affligée, elle aura un jour à se repentir de tous les malheurs que son indifférence permet d'appesantir sur ce pays. » Il fit cependant expédier les ordres pour la convocation d'une assemblée générale. « Puisqu'il ne nous reste plus, disait-il, aucune espérance d'être secourus, et que de plus longs délais ne serviraient qu'à attirer de plus grandes calamités sur la république, la diète est convoquée pour le 19 avril 1773. » Il avait appelé auprès de lui, à titre de conseil, les sénateurs présents à Varsovie, et ce fut d'après leur avis qu'il en appela de nouveau aux puissances garantes des traités d'Oliva et de Welhau.

Les ministres des trois cours entrèrent dans une violente colère en apprenant que le roi avait adressé à l'Europe une protestation contre le partage. Ils exigèrent que la réunion du sénat fût fixée au 8 février, la convocation de la diète au 19 avril, et le traité définitif au 8 juin suivant. Le sénat, qui aurait dû compter cent vingt-trois membres, se trouva réduit à vingt-sept, parce que la Russie, l'Autriche et la Prusse avaient défendu aux sénateurs des provinces envahies, sous peine des plus sévères traitements, de se rendre à cette assemblée.

Le roi donna communication au sénat des démarches qu'il avait faites auprès des cours étrangères, soit pour prévenir le partage, soit pour protester contre cet atten-

tat, et traça le tableau le plus déchirant des maux que souffrait la Pologne. Le sénat n'avait aucun moyen de changer cet état de choses. Il se borna donc à donner l'ordre aux procureurs généraux de la Pologne et de la Lithuanie de publier des manifestes contre tout projet de démembrement et contre les citoyens qui, au mépris de leur premier serment, en avaient prêté un second aux ennemis de la patrie.

Au moment de la réunion des diétines, où devaient être nommés les nonces à la diète générale, on vit, au lieu de ce sentiment généreux qui devrait éclater dans une assemblée d'hommes libres, les menaces, la crainte, glacer tous les cœurs. Dans les palatinats occupés par les troupes étrangères, il fut impossible aux diétines de se réunir. Dans d'autres, les nonces n'osèrent accepter un mandat inutile et dangereux. Quelques-unes même s'abstinrent d'élire.

Ceux qui briguèrent cette mission étaient, pour la plupart, vendus aux ennemis de la Pologne. On vit les plus vertueux citoyens, qui, dans d'autres temps, avaient bravé la fureur des armes étrangères, reculer devant l'honneur de représenter leur pays. C'est ce que l'évêque de Kaminieck écrivait à celui de Cracovie : « Il est honteux de signer le partage ; il est dangereux de ne point y souscrire. Si notre patrie doit périr, ne creusons pas au moins son tombeau de nos propres mains. Pour moi, j'aime mieux ne rien faire que de me rendre complice de sa ruine. »

L'évêque de Cracovie, Gaétan Soltyck, déjà éprouvé par la persécution, pensait qu'une diète n'aurait pas assez d'énergie pour résister aux menaces des ministres des trois cours. Il travaillait en conséquence à faire rompre les diétines, préférant voir les ennemis employer ouvertement la violence. Trente-trois furent en effet rompues sans avoir nommé de députés. Plusieurs protestèrent contre les résolutions de la diète générale. Le palatinat de Cracovie rappela dans son manifeste les nombreuses déclarations par lesquelles les trois puissances avaient garanti à la Pologne l'intégrité de son territoire.

Quelque peu nombreux que fussent les nonces, il est certain cependant que, si les formes anciennes avaient existé, il se serait trouvé plus d'un membre qui, animé d'une juste indignation, aurait rompu la diète en faisant usage du *liberum veto*. Mais les ministres des trois cours avaient prévu ce cas, et ils avaient exigé en conséquence que la diète se tiendrait sous le nœud de la confédération, *nexu confederationis*, suivant l'expression consacrée. On sait que dans ces sortes d'assemblées, tout se décidait à la majorité des voix. Les ministres étrangers en firent donc prendre l'engagement aux sénateurs, et, à mesure que les nonces arrivaient à Varsovie, on les obligeait à signer l'acte de confédération, avant même que leur pouvoir eût été reconnu. Mais cette diète ainsi confédérée ne l'était pas légalement. Il aurait fallu en premier lieu se confédérer dans les palatinats, seul

moyen de connaître le vœu général. Après avoir foulé aux pieds les droits de la république, les trois cours s'inquiétaient peu de la légalité.

La diète s'ouvrit le 20 avril. Poninski en fut élu maréchal. Il avait de l'esprit, de l'éloquence; mais il était criblé de dettes et vivait dans le désordre. Après avoir servi la maison de Saxe, il s'était vendu à la Russie. La confédération devait faire connaître au roi son existence, et, pour qu'elle existât légalement, il fallait que le roi la reconnût à son tour. Stanislas-Auguste demanda deux jours pour répondre. Ce temps expiré, comme il hésitait encore, Stackelberg lui signifia, au nom des trois cours, que, s'il ne prenait pas promptement un parti, elles feraient entrer 50,000 hommes dans Varsovie. Déjà trois armées s'étaient avancées jusque sur les deux rives de la Vistule, et, sous prétexte de maintenir la tranquillité publique, des détachements avaient occupé les faubourgs de la capitale. Une compagnie de hussards fut logée dans la maison de l'évêque de Lucéorie, qu'on savait être opposé au partage. Le roi plia sous cette menace. Mais dans le sein de la diète, la reconnaissance de la confédération avait déjà soulevé les plus énergiques réclamations. Reytan, nonce de Novogrodek, ennemi de Poninski, plusieurs nonces de Lithuanie, parlèrent avec une grande liberté contre cette violation des lois de la Pologne, ce qui n'empêcha pas que le soir même (20 avril) le tribunal de la confédération ne fût établi. La salle avait été cernée par les troupes de la

couronne. C'est en vain que Reytan avait protesté contre cet outrage. Le jeune Korsach, que son père avait fait élire dans le district de Minsk, ne montra pas moins de courage. Son père lui avait dit : « Je vous fais accompagner à Varsovie par mes anciens domestiques ; je les charge de m'apporter votre tête, si vous ne vous opposez de tout votre pouvoir à ce qu'on entreprendra contre votre patrie. » Ce jeune homme justifia les espérances du vieillard. Il déclara que puisqu'on voulait le dépouiller de ses biens, qui, pour la plupart, se trouvaient sur le territoire envahi par les Russes, il n'était pas besoin de tant de détours. Il remit à Stackelberg un état de ses propriétés, en lui disant : « Je n'ai que cela à sacrifier à ma patrie. Vous pouvez aussi disposer de ma vie. Mais je ne connais point sur la terre de despote assez riche pour me corrompre ni assez puissant pour m'épouvanter. »

Les ministres des trois cours demandèrent à la diète : 1° de ne pas se séparer avant que toutes les affaires ne fussent entièrement terminées ; 2° de nommer une délégation munie de pleins pouvoirs pour régler, de concert avec eux, ce qui était relatif au démembrement de la Pologne, ainsi que la nouvelle forme de gouvernement qu'il conviendrait d'établir. La diète ayant voulu connaître auparavant la démarcation des provinces que les trois cours s'étaient appropriées, ils refusèrent de donner aucune explication à ce sujet. Le roi leur fit observer, mais en vain, qu'elles ne pouvaient être juges dans leur

propre cause; en vain il proposa de faire examiner leurs prétentions par des puissances médiatrices.

La discussion sur la délégation commença le 7 mai, et ne dura pas moins de dix jours. Le roi combattit le projet avec beaucoup de raison. C'était à son avis confier les destinées de la Pologne à un petit nombre d'hommes faciles à séduire ou à effrayer. Il proposait de donner aux députés des pouvoirs spéciaux, sous la réserve des droits de la diète, qui aurait toujours la faculté d'approuver ou de rejeter leurs conclusions. Son discours produisit un grand effet; mais les ministres s'attachèrent à en affaiblir l'impression, en publiant que ce prince était au fond moins touché du démembrement de la république que de la perte de son autorité. Cette manœuvre ayant produit l'effet contraire à celui qu'ils s'étaient proposé, ils résolurent de faire marcher des troupes sur Varsovie. Ces troupes prirent leurs logements dans les hôtels des grands, et des patrouilles de hussards parcoururent la ville dans un appareil menaçant, afin de frapper les habitants de terreur. En effet, Varsovie était dans la plus grande agitation. Le roi continuait cependant à montrer beaucoup de fermeté. Il déclara que, dût-il perdre la couronne, il ne se séparerait pas de la diète.

De leur côté, les ministres des trois cours, habitués à considérer toute résistance comme une sorte de révolte, notifièrent aux nonces qu'ils traiteraient les opposants comme des ennemis publics. Stackelberg fit une der-

nière tentative; il les réunit dans son hôtel. De tous les ministres de Catherine, c'était celui qui avait le plus d'esprit, mais aussi le plus de hauteur. Il poussait la familiarité à l'égard du roi jusqu'à l'indécence, et l'exercice de son autorité jusqu'au despotisme le plus outrageant. On ne s'attendait pas à ce qu'il employât d'autres moyens que les menaces pour vaincre l'obstination de l'assemblée. Aussi fut-elle inflexible. En conséquence, l'ordre fut donné aux troupes d'entrer dans la ville, où elles se rangèrent en bataille.

Au milieu de la confusion et de l'effroi que cet ordre avait produit, Poninski s'agitait pour assurer la majorité au projet des trois cours. Cette majorité cependant était encore incertaine. D'une part la crainte d'échouer, et de l'autre celle de faiblir, fit qu'on choisit un moyen singulier pour sortir d'embarras. Ce moyen consistait à mettre en délibération si on irait aux voix sur le projet. La négative devait en entraîner l'adoption. On croyait, par cette sorte d'accommodement, ne pas donner le scandale d'une délibération publique. Cinquante voix contre cinquante et une ayant prononcé qu'on n'irait pas aux voix (17 mai 1773), le projet fut adopté, et la diète s'ajourna au 14 septembre suivant, à l'effet de ratifier le travail de la délégation.

Il ne restait plus en conséquence qu'à nommer les membres de la commission auxquels le sort de la république devait être confié. Ils le furent le lendemain. Les instructions qui leur furent données étaient aussi sages

que le permettaient les circonstances. Mais, s'il existait encore quelque illusion, elle devait s'évanouir bien vite. Une assemblée peu nombreuse, en partie séduite ou corrompue, pouvait-elle résister longtemps aux menaces des trois cours, lorsque la diète elle-même avait été réduite au silence? L'assemblée n'avait pris aucune part à la nomination des délégués. Ce soin avait été laissé au roi et à Poninski. Le premier désigna tous les sénateurs présents à Varsovie et treize nonces; le second en nomma quarante-sept.

Nous insisterons particulièrement sur un article de leurs instructions, parce qu'il fit naître de si grandes difficultés que, si les puissances de l'Europe avaient eu quelque souci de leur dignité et de leurs véritables intérêts, il eût été encore possible d'empêcher le démembrement. Cet article était relatif à la souveraineté des villes de Thorn et de Dantzig, que le roi de Prusse avait manifesté l'intention de s'approprier. Les commissaires avaient ordre de ne pas les comprendre dans les provinces dont Frédéric demandait la cession. Catherine avait exprimé formellement le même désir; mais le roi de Prusse en avait jugé autrement, et, ainsi que nous l'avons fait observer ailleurs, il avait malheureusement le pouvoir de vaincre toute résistance. L'impératrice de Russie ayant déclaré que ces deux villes seraient exclues du partage, Frédéric avait été contraint de céder; [1] mais il se proposa

[1] *Diairies and correspondance of James Harris*, London.

d'arriver à son but par des moyens détournés. Dantzig était entourée de possessions prussiennes; sa banlieue même en faisait partie, et la Vistule, depuis Graudentz jusqu'à son embouchure, coulait sous les lois de la Prusse. Frédéric entrava le commerce de cette ville; il établit des droits énormes sur la navigation de la Vistule; des troupes, cantonnées dans les environs, interceptaient les approvisionnements de Dantzig; elles formèrent ensuite des magasins et se mirent à réparer les routes pour le transport de l'artillerie. Ces mesures effrayèrent les habitants, sans triompher pourtant de leur résistance. Mais, l'année suivante, sous prétexte que le port de Dantzig était obstrué par les sables, Frédéric ordonna des travaux pour rendre navigable le bras de la Nogath et agrandir le port d'Elbing. Un autre canal était commencé qui devait joindre la Vistule et l'Oder par la Wartha. Les marchandises polonaises, écrasées de droits, lorsqu'elles prenaient l'ancienne route, furent en quelque sorte réduites à la nécessité de suivre la nouvelle, ce qui devait avoir pour résultat, dans un petit nombre d'années, de ruiner complétement le commerce de Dantzig. Dans cette fâcheuse situation, il n'y avait que deux partis à prendre : demander l'incorporation à la Prusse, en stipulant des avantages commerciaux en faveur de la Pologne, ou forcer le roi de Prusse à renoncer à son entreprise. Ce fut à ce dernier parti qu'on s'attacha d'abord, mais on ne pouvait rien sans l'appui de la Russie.

L'impératrice avait témoigné à plusieurs reprises son inquiétude et sa mauvaise humeur en voyant les prétentions toujours croissantes de son allié. Ses représentations avaient arrêté Frédéric, ou, pour mieux dire, elles n'avaient fait que suspendre l'exécution de ses desseins; car il les reprit avec plus d'audace et d'activité, aussitôt que le traité de partage eut été signé, et il les suivit avec une persévérance qui devait en assurer le succès. Les habitants de Dantzig s'étaient placés sous la protection de la Russie; mais en même temps ils avaient réclamé l'intervention de l'Angleterre et de la Hollande. Ce fut ce qui les perdit. Ces deux puissances avaient le plus grand intérêt à ce que leurs relations commerciales avec la Pologne ne fussent pas gênées par les entraves d'un nouveau régime. Leurs observations frappèrent le cabinet russe. Mais Frédéric détourna le coup dont il était menacé en persuadant à Catherine que l'intervention des Anglais dans les affaires du Nord donnerait à ce peuple, déjà si puissant et qui prétendait à l'empire des mers, une influence dont elle serait contrainte elle-même de subir les lois. Son esprit altier goûta ce conseil, et dès ce moment Frédéric resta libre de tenter contre Dantzig tout ce que la violence de son despotisme lui suggéra.

La délégation polonaise luttait pendant ce temps contre les exigences des ministres étrangers. Les difficultés que ceux-ci avaient rencontrées au sujet des limites des territoires envahis les déterminèrent à de-

mander l'acceptation de traités particuliers, au lieu d'un traité collectif. Avant de donner son approbation à cette mesure, la délégation leur fit remettre un mémoire contenant une série d'observations sur plusieurs points très-importants. Elle voulait savoir si la Pologne était placée dans l'alternative de céder ou d'être ruinée, et si, après ce sacrifice, les trois puissances n'élèveraient pas d'autres prétentions. Elle demanda en dernier lieu qu'une carte plus exacte des limites fût dressée par des commissaires, ces limites n'ayant pas été suffisamment déterminées, notamment pour le cours de la Netze.

Il semblerait que des prétentions aussi modérées, et surtout aussi légitimes, ne dussent être accueillies qu'avec empressement. Elles excitèrent au contraire l'indignation des ministres étrangers. Celui de Vienne, le baron de Rewitski, répondit au nom de ses collègues. Il reprocha à la délégation la lenteur de ses délibérations, traita cette lenteur d'inaction coupable, et déclara que, si l'aveuglement et l'esprit de parti continuaient à contrarier les vues *salutaires et désintéressées* de leurs cours, elles n'hésiteraient plus à se servir des moyens que leur puissance et leurs droits les autorisaient à employer afin d'assurer à la Pologne un *gouvernement indépendant et heureux*. En présence des nouveaux malheurs dont cette déclaration menaçait la république, la délégation ratifia séparément chaque traité : celui avec l'Autriche le 3 août, celui avec la

Russie quelques jours après, celui avec la Prusse le 11 septembre.

On avait introduit dans ces trois actes deux clauses qu'il importe de ne pas passer sous silence. La première stipulait que les trois puissances renonçaient à perpétuité, sous quelque prétexte et à quelque titre que ce fût, à toute autre prétention sur le reste des provinces polonaises. La seconde clause garantissait la nouvelle constitution, dont les trois ministres étrangers avaient mission d'établir les principes, de concert avec la diète confédérée.

Dans le sein de la diète, l'adoption des traités éprouva des difficultés si grandes qu'on ignore si elle obtint la majorité. Quelques membres consignèrent leur opposition dans des protestations énergiques. La violence fut employée contre d'autres pour vaincre leur refus de signer. Les ministres des trois cours voulurent exiger que chacun des traités fût revêtu des signatures de tous les délégués, au lieu d'une acceptation générale. Le plus grand nombre signa spontanément ou par faiblesse, mais il s'en trouva trois que ni les promesses, ni la terreur ne purent fléchir. « On se trompe, s'écriait Vilczewski, nonce de Wilna, si l'on espère m'inspirer de la crainte. On croit donc notre adhésion nécessaire; on croit donc que le défaut de signature d'un seul peut rendre les traités invalides. En ce cas, je déclare que je n'en signerai aucun. »

Les trois puissances avaient énoncé un autre genre de

prétention. Les provinces détachées de la Pologne n'étant, suivant elles, qu'une revendication d'anciens droits, elles réclamèrent une indemnité pour le temps pendant lequel elles n'en avaient pas joui. La prescription, disaient-elles, bonne pour les individus, est nulle pour les États. Catherine n'admit pas tout à fait ce principe ; mais elle déclara que ses troupes ayant été appelées par la république, la Pologne devait l'indemniser des dépenses que leur séjour lui avait occasionnées. Ne pouvant être indemnisée en argent, il était juste qu'elle se dédommageât par une acquisition de territoire.

Le partage fit perdre à la Pologne 5 millions d'habitants, que Boleslas I[er] avait conquis sur les princes Varèghes. Le territoire qui échut à la Russie, le plus étendu des trois, en contenait environ 1,600,000. L'Autriche en eut 2,500,000, dans un espace moins vaste, mais plus riche. Le roi de Prusse n'en compta que près d'un million. C'était la partie la plus fertile et la plus peuplée, et, ce qui n'était pas moins important, il fut maître de la Vistule.

Après avoir démembré la Pologne, les trois puissances prirent des mesures pour l'empêcher de devenir jamais redoutable. Ce fut en laissant subsister dans son sein tous les éléments de discorde qui avaient causé sa ruine. Elles dressèrent à cet effet un projet de constitution dans lequel furent conservés les vices de l'ancienne. « Les trois cours, y disaient-elles, sont si intéressées à la pacification de la Pologne, que leurs ministres n'ont pas

cru devoir perdre un moment pour y rétablir l'ordre et la tranquillité. Nous allons, en conséquence, communiquer à la délégation une partie de ces lois fondamentales, à l'acceptation desquelles nos cours ne permettront pas qu'on apporte ni retard ni obstacle. »

La nouvelle constitution se divisait en deux parties, l'une relative à la couronne, l'autre à l'administration. La couronne de Pologne, disait-elle, sera élective à perpétuité, et tout ordre de succession restera prohibé. Les étrangers en seront exclus. Le gouvernement conservera sa forme républicaine, et résidera dans le roi, le sénat et la noblesse.

Jusque-là rien n'était changé. Mais, au moyen de la création d'un conseil permanent, l'autorité royale fut anéantie. Ce conseil jouissait du pouvoir exécutif et de la répartition des grâces, sous prétexte que le roi s'en serait servi pour corrompre. Il suffit de ce changement pour rendre la constitution oligarchique. Comme il flattait l'ambition des grandes familles, le projet ne rencontra qu'une légère opposition. Le roi n'obtint pas même le droit de nommer les membres du conseil permanent. Il fut réservé à la diète. Le conseil était divisé en cinq départements :

Celui des affaires étrangères ;

Celui de la police ;

Celui de la guerre ;

Celui de la justice ;

Celui des finances.

Il recevait tous les arrêts des tribunaux, évoquait certaines affaires, exigeait le compte des recettes et des dépenses, nommait les ministres auprès des cours étrangères, et veillait à l'exécution des traités. La seule prérogative réservée au roi fut de présider le conseil et de jouir de deux suffrages. Le conseil se composait de trente-six membres. Le roi convoquait les diètes; mais il devait prendre l'avis du sénat sur les matières qui leur étaient soumises.

Aucune modification ne fut apportée au sujet de ces assemblées. Quelques nonces exprimèrent le vœu que le *liberum veto* fût supprimé. Les ministres des trois cours s'y opposèrent. Cette loi monstrueuse avait été l'instrument des malheurs de la Pologne; elle fut maintenue comme un élément de trouble. Du reste, il ne s'agissait plus de discuter. La plus faible opposition était suivie de menaces. On faisait entendre que, si la délégation ne cédait pas de bonne grâce, les puissances procéderaient à un nouveau partage. Le roi fut personnellement menacé. On exigeait qu'il donnât l'exemple de la soumission. C'était l'unique ressource qui restât aux malheureux Polonais. Les promesses, les dons, la terreur, vinrent à bout des derniers efforts que firent quelques-uns des commissaires pour sauver leur patrie d'une ruine complète, et la nouvelle constitution fut acceptée au mois de mars 1775.

La Russie en fut seule garante. Après avoir déchiré la Pologne, il importait peu à la Prusse et à l'Autriche

de se mêler de ses affaires intérieures. Persuadées que cette garantie serait pour l'impératrice une source d'embarras, elles retirèrent leurs troupes. La Russie y laissa les siennes et s'occupa d'y rétablir la tranquillité. La Pologne lui dut, en effet, plusieurs améliorations. Elle obtint que la délégation donnerait au roi la nomination des membres du conseil. La diète de 1776 réduisit l'autorité des grands officiers. Enfin, Stanislas-Auguste, dont le caractère était faible, mais dont les vues étaient saines, fit décider, avec l'approbation de la Russie, la confection d'un nouveau code, dont plusieurs dispositions étaient favorables aux paysans et aux bourgeois.

Telle fut l'issue du premier attentat commis sur la Pologne. L'Europe l'accueillit avec une sorte de stupeur. Comme elle n'avait fait aucune tentative pour s'y opposer, elle retomba aussitôt dans son engourdissement, satisfaite de laisser à chacune des puissances spoliatrices la responsabilité d'une action aussi criminelle.

Lorsque nous avons exposé dans un autre livre l'état de cette république, les vices de sa constitution, la faiblesse de son organisation militaire, les violences de ses diètes, aussitôt rompues que formées, la turbulence des nobles, leur attachement aveugle pour des formes impraticables, la misère du peuple, le dépérissement des relations commerciales, et la dépopulation des campagnes, nous avons pressenti que cet étrange état social

la conduirait à sa ruine. Placée entre l'Allemagne, qui la repoussait comme slave, et les populations slaves de la Russie, dont elle s'était détachée, la Pologne était condamnée à périr, à moins d'un effort suprême pour se réformer. Cet antagonisme de l'Allemagne et de la Pologne est en effet le secret de la lutte qui venait de se terminer par le démembrement de cette république. La Pologne ayant embrassé la religion catholique, sans adopter le principe de la civilisation occidentale, s'était isolée et par conséquent affaiblie. Pendant que les États européens, dégagés des liens de la féodalité, s'étaient constitués sur d'autres bases, et que le pouvoir était devenu partout absolu, la république avait continué de s'épuiser dans de stériles agitations. Entre le peuple et la noblesse les liens étaient fort relâchés. Dans les provinces où les habitants professaient la religion grecque, ces liens étaient souvent près de se rompre. Aussi l'action de la Russie y était-elle naturelle, et, lorsque le partage eut été consommé, son autorité n'eut aucunement besoin d'employer la violence pour y être reconnue. L'esprit public s'y trouva plus favorablement disposé que dans les provinces dont l'Autriche et la Prusse s'attribuèrent la possession. Ici la domination étrangère fut d'autant plus dure et plus odieuse qu'il n'y avait entre les oppresseurs et les opprimés aucune affinité de race, de mœurs ou de croyances.

En aucun temps les avertissements n'avaient manqué à la Pologne. Plus d'un siècle auparavant (1657), un

projet de partage avait été signé entre Charles-Gustave, roi de Suède, Georges Racoczy, prince de Transylvanie, et l'électeur de Brandebourg. La défection de ce dernier fit échouer le projet, qui fut repris quelques années après (1667), non plus avec un petit prince de Transylvanie, mais avec l'empereur d'Allemagne. Cette fois, ce fut Louis XIV qui en empêcha l'accomplissement.

Cela malheureusement ne servit pas à corriger les Polonais de leur folle présomption. Entretenus dans leurs illusions par le souvenir de leur gloire militaire, ils partageaient l'erreur de certaines personnes, qui croyaient l'indépendance de la république mieux assurée par la rivalité de ses voisins, que par une réforme de ses lois. Pendant ce temps, la Russie, sous la puissante main de Pierre le Grand, s'était élancée vers l'Europe, et les marquis de Brandebourg étaient devenus rois. Celle-là ne pouvait pénétrer en Europe qu'en dominant la Pologne; ceux-ci ne pouvaient mettre en rapport leur titre avec leur puissance qu'aux dépens des États voisins : la Pologne fut la victime immolée à leur ambition.

Frédéric se glorifiait d'avoir empêché un embrasement général, et présentait aux philosophes, ses courtisans et ses flatteurs, le démembrement de la Pologne comme un acte de civilisation. « Savez-vous, écrivait-il à d'Alembert, à quelles gens j'ai affaire? Ils ne connaissent point le droit de propriété. Partout le plus fort opprime impunément le plus faible. J'établis dans ce pays

cent quatre-vingts écoles, tant protestantes que catholiques, et je me regarde comme le Solon et le Lycurgue de ces barbares. » On ne saurait insulter sa victime avec plus d'orgueil et plus d'impudeur.

Il s'efforçait de donner le change à l'Europe, dont l'opinion ne lui était pas tout à fait indifférente, tout philosophe qu'il était, et, s'il restait encore quelque doute dans les esprits sur le fatal génie qui avait préparé cet attentat, la lettre suivante achèverait de les dissiper :

« Quant à ce que vous ajoutez sur la guerre, je vous assure que personne n'en veut en Europe, et que si vous pouviez vous en rapporter au témoignage de votre impératrice de Russie, comme à celui de l'impératrice-reine, elles attesteraient que sans moi il y aurait eu un embrasement général. J'ai fait l'office du capucin, j'ai éteint les flammes.

« En voilà assez sur les affaires de la Pologne : je pourrais plaider cette cause devant tous les tribunaux de la terre, assuré de la gagner [1]. »

Marie-Thérèse, au contraire, sentait sa conscience se soulever au souvenir de cet attentat. « Je sais, disait-elle, que j'ai mis une tache à mon règne ; mais on me la pardonnerait si l'on savait à quel point j'y ai répugné. Que pouvais-je faire en présence de l'ambition de mes voisins? » Ce repentir, fût-il sincère, ne suffit pas cependant pour la justifier ; car elle avait non-seulement par-

[1] Lettre de Frédéric à Voltaire, Potzdam, 19 septembre 1774.

ticipé librement au partage, mais elle en avait donné elle-même l'exemple, en occupant sans motifs et sans déclaration le comté de Zips. Rien d'ailleurs ne lui eût été plus facile que de s'y opposer. Un langage ferme et une attitude résolue auraient suffi pour faire évanouir tous les projets du roi de Prusse. Ce prince n'eût osé se lancer de nouveau dans les hasards des batailles, assuré de rencontrer la France derrière l'armée autrichienne ; et la Russie, malgré ses victoires sur les Turcs, épuisée d'hommes et d'argent, engagée dans une guerre dont l'issue fût devenue plus incertaine par cette complication, eût certainement reculé à son tour devant cette suprême résolution, que plusieurs de ses ministres blâmèrent énergiquement, et que l'impératrice considérait elle-même comme une diminution de son influence dans une république où elle s'était habituée à dominer sans partage. Elle ne consentit au démembrement qu'afin de conserver son alliance avec la Prusse, et d'écarter l'intervention de l'Autriche dans ses démêlés avec l'empire ottoman.

S'il est juste de flétrir un acte qui portait une si profonde atteinte à la morale ainsi qu'à l'équilibre de l'Europe, on ne saurait également condamner avec trop d'énergie l'indifférence des puissances, qui n'avaient pris aucune part au partage. Les unes étaient enchaînées par la prudence, les autres par la faiblesse. Cet attentat consommé, l'équilibre de l'Europe fut en effet rompu. La Russie, appuyée d'un côté à la Baltique, de

l'autre à la mer Noire, ne devait plus rencontrer devant elle que des peuples trop affaiblis pour contre-balancer sa puissance, en sorte qu'elle pouvait désormais porter la masse de ses forces, sans être troublée dans ses desseins, soit contre la Suède, soit contre l'empire ottoman, soit enfin contre l'Allemagne. Elle entra plus complétement dans le système de l'Europe ; elle se trouva mêlée à tous les événements qui agitèrent dans la suite les peuples de cette partie du monde, et pesa sur elle de tout le poids d'une puissance colossale, d'autant plus redoutable qu'elle était moins connue. Avec la Pologne debout et forte, la Russie eût été condamnée à rester longtemps encore une puissance asiatique ; la Pologne démembrée, un champ plus vaste s'ouvrit à son activité. Ses rapports avec l'Europe se sont multipliés sans obstacles. Elle a pu s'abreuver, pour ainsi dire, à la source des idées modernes ; elle a trouvé en un mot à satisfaire son orgueil, ses passions et ses intérêts. C'est pour cela que toute tentative pour reconstituer la Pologne dans ses anciennes limites a rencontré et rencontrera toujours de sa part une résistance opiniâtre et invincible.

L'œuvre de la reconstitution de la Pologne serait aujourd'hui hérissée de difficultés ; la situation de cette ancienne république tient aux fondements mêmes de la politique européenne, et elle ne pourrait être changée que par une guerre générale, dont les résultats seraient au-dessus de la prévision humaine. Un moment la chose

eût été possible, c'est à l'époque où l'Europe tout entière était courbée sous la volonté d'un seul homme.

D'un autre côté, comment concevoir que la Russie voulût séparer de son empire tant de provinces conquises, pour en former une sorte d'État indépendant, se gouvernant par ses propres lois, s'administrant lui-même, délibérant dans des assemblées publiques, votant des impôts, en décidant l'emploi, en un mot examinant les titres de sa soumission envers la puissance protectrice ? Quelle serait pendant ce temps la position du peuple russe, condamné pour ainsi dire au spectacle de la liberté, dont il serait privé lui-même? Il en résulterait d'une part des désirs et des tentatives pour rompre les faibles liens qui attacheraient les deux États; de l'autre le regret des concessions, une irritation mal contenue, des exigences repoussées, enfin une lutte inévitable.

La Russie vient d'accomplir un acte de la plus haute importance, qui indique de sa part un changement complet dans la direction de sa politique, nous voulons parler de l'affranchissement des serfs. Cette grande mesure ne restera pas isolée. Dès lors il n'y aura plus aucun motif pour la Pologne de conserver ses rancunes et de se tenir en dehors de l'action gouvernementale. L'assimilation avec la Russie deviendra d'autant plus facile que les deux peuples appartiennent à la même race. C'est à notre avis la solution la plus désirable de la question polonaise; nous pourrions presque ajouter la seule possible, dans les conditions où se trouve l'Europe.

LIVRE VII.

Deux motifs pour lesquels l'impératrice avait désiré la paix : la révolution de Suède et la révolte de Pougatschef. — Coup d'œil sur les partis qui divisaient la Suède. — Mort d'Adolphe-Frédéric. — Avénement de Gustave III. — Son caractère. — Sa conduite dans les premiers jours de son règne. — Composition de la diète. — Comité secret. — Supériorité du parti russe. — Il abuse de ses avantages. — Intentions de Gustave soupçonnées. — Agitation dans les provinces. — Révolte simulée d'Hellichius. — De quelle manière fut trahi le secret de la conspiration. — Le roi s'empare du pouvoir. — Joie du peuple. — Nouvelle constitution. — Inquiétude de l'impératrice. — Fermeté de son langage. — Un Cosaque du Don, nommé Pougatschef, se fait passer pour Pierre III. — Les starovertzi ou vieux croyants. — État des Cosaques du Yaïk. — Troubles de ce pays. — Émigration des Kalmouks Tourgaouts. — Pougatschef est arrêté et s'évade. — Il se cache dans les steppes. — Caractère de ses principaux partisans. — Ligne du Yaïk. — Pougatschef s'empare de plusieurs forteresses. — Il fait révolter les Baschkirs, les Kalmouks, les Tschouwass et les Mordwins. — Il attaque la ville d'Orenbourg. — Agitation parmi les serfs. — Pougatschef bat le général Kar et assiége Oufa. — Véritable caractère de la révolte. — Le général Bibikof. — Gravité de la situation. — Manifeste de l'impératrice. — Sages dispositions de Bibikof. — Pougatschef lève le siége d'Orenbourg. — Succès des troupes russes. — Michelson marche contre Oufa. — Ses avantages. — Le prince Galitzin s'empare de Taticheva. — Découragement des rebelles. — Pougatschef est battu à Kargalé. — Prise d'Yaïtzk, d'Iletz et de plusieurs autres forteresses de la ligne du Yaïk. — Mort de Bibikof. — Michelson bat Savalatka et atteint Pougatschef à Varlamovo. —

Inaction des autres chefs russes. — Pougatschef dans les monts Ourals. — Il réunit de nouvelles troupes et marche contre Kazan. — Prise et incendie de la ville. — Michelson attaque les rebelles et les met en fuite. — Il atteint Pougatschef à Tzaritzin. — Pougatschef passe le Volga. — Conseil tenu par l'impératrice. — Elle annonce le projet de marcher en personne contre les rebelles. — Le général Panin est investi du commandement général. — Pougatschef entre dans Penza. — Il fait pendre l'astronome Lowitz. — Michelson parvient encore à l'atteindre et à le battre. — Fuite du rebelle dans les steppes. — Deux autres Pierre III. — Pougatschef est vivement poursuivi. — Souvorof remplace Michelson. — Le gouvernement cherche à ramener les Cosaques. — Trois Cosaques, amis de Pougatschef, s'engagent à le livrer. — Ils s'emparent de sa personne et le conduisent à Yaïtzk. — Fermeté de Pougatschef. — Il est conduit à Simbirsk dans une cage de fer. — Brutalité du général Panin. — Le sénat chargé de l'instruction du procès. — Pougatschef est conduit à Moscou et condamné à mort. — Il subit sa peine avec courage. — Causes de la révolte. — Réflexions.

Le congrès de Fokschani, où Grégoire Orlof avait blessé par ses hauteurs la fierté des plénipotentiaires ottomans, avait été rompu, contrairement aux intentions de Catherine, qui désirait la paix avec ardeur. La nouvelle de la révolution, que le roi de Suède venait d'accomplir dans son pays, ne lui avait laissé aucun doute sur le parti que la France tirerait de cet événement, soit pour lui susciter des embarras au nord de son empire, soit pour raffermir les résolutions chancelantes des ministres de la Porte. En effet, le divan, d'abord effrayé des exigences de la Russie, puis hésitant devant les nouveaux sacrifices que la guerre imposerait

à la Turquie, s'était laissé entraîner par la France à remettre les destinées de l'empire entre les mains du dieu des batailles.

Un autre motif portait encore l'impératrice à la paix, c'était la révolte de Pougatschef, qui, sous le nom de Pierre III, avait soulevé plusieurs provinces et privait la Russie des ressources qu'elle avait trouvées jusqu'alors dans les mines de l'Oural. La nécessité de poursuivre sans interruption le récit des négociations nous ayant obligé de passer ces deux événements sous silence, nous en ferons le sujet de ce livre.

Pendant le règne du faible Adolphe-Frédéric, la Suède n'avait cessé d'être en proie aux intrigues de deux factions, celle de la Russie, que fortifiait le concours de l'Angleterre, et celle de la France, qui avait longtemps dominé sans rivale dans le nord de l'Europe. Le gouvernement, devenu tout à fait oligarchique, s'était attaché non-seulement à abaisser l'autorité royale, mais encore à l'avilir. Il s'immisçait dans les détails les plus intimes de la maison du roi, nommait des gouverneurs à ses enfants et allait jusqu'à fixer la quantité de vin qui devait être servie sur sa table. Le sénat et la noblesse avaient donc concentré dans leurs mains tout le pouvoir, et ce pouvoir ils l'exerçaient de la façon la plus odieuse. La puissance législative résidait, il est vrai, dans l'assemblée des états; mais, dans l'intervalle de leurs sessions, ils étaient représentés par le sénat, dont la nomination n'appartenait pas réellement au roi, qui

ne pouvait en choisir les membres que sur une liste de trois candidats.

Ces deux factions se distinguaient par des dénominations particulières. Les partisans de la France se nommaient les *chapeaux;* ceux de la Russie étaient connus sous le nom de *bonnets.* Les premiers voulaient tirer l'autorité royale de l'indigne tutelle où le sénat la retenait; les seconds tendaient au contraire à l'affaiblir de plus en plus. Les uns et les autres étaient livrés à la plus effroyable corruption. Vendus à la France, à la Russie ou à l'Angleterre, ils se déshonoraient publiquement par l'aveu des pensions qu'ils en recevaient. Au moyen du parti des bonnets, l'impératrice de Russie tenait la France éloignée des affaires du Nord, et elle se flattait de former une ligue dont elle aurait été la tête. Le cabinet de Copenhague, par jalousie à l'égard de la Suède, s'était attaché à cette politique, et le roi de Prusse, que son alliance avait mis dans les intérêts de la Russie, la suivait par nécessité plutôt que par entraînement. C'est ainsi que dans le traité de 1764 il avait laissé insérer la clause qu'il ne serait porté aucune atteinte à la liberté de la nation suédoise, ce qui signifiait en d'autres termes que le roi ne pourrait secouer le joug humiliant du sénat. Lui-même, d'ailleurs, si nous en croyons quelques hommes politiques de ce temps-là, avait conçu le plan d'un partage de ce royaume, qui aurait fait tomber en sa possession Stralsund et la Poméranie suédoise. Il est certain qu'en Suède on redoutait son effroyable am-

bition beaucoup plus qu'on ne craignait la Russie. L'Autriche, dans ce projet, aurait trouvé une compensation à l'agrandissement de la Prusse, dans une extension de territoire aux dépens de la Turquie[1].

La mort d'Adolphe-Frédéric, arrivée le 12 janvier 1771, parut à la France une occasion favorable de reprendre en Suède l'influence que la Russie lui avait fait perdre. Le prince royal de Suède se trouvait alors à Paris, où le duc de Choiseul, persévérant dans la pensée d'attaquer sur tous les points l'influence russe, avait désiré l'entretenir de ses projets. Gustave était jeune (il avait à peine vingt-cinq ans), ardent et ambitieux, et, de plus, fin et réservé. Il entra dans toutes les vues du ministre avec d'autant plus de chaleur qu'elles s'accordaient avec ses désirs secrets. Après avoir écrit au sénat que son ambition était de ne régner que selon les lois, il s'était hâté de revenir en Suède. Le peuple fut séduit par ses manières pleines de douceur. Auprès de lui l'accès était facile. Loin de paraître s'appuyer sur un parti, il répétait souvent qu'il ne voulait s'attacher qu'à celui de la nation. Ses discours, ses vœux, sa conduite semblaient se borner à réunir les factions dans un même objet, le bien de la patrie, et à éteindre leurs inimitiés.

Cette politique habile trompa la plupart des esprits. Les ministres de Russie et d'Angleterre furent les seuls,

[1] *Diairies and correspondance of James Harris*, London.

avec un petit nombre d'hommes éclairés, que les apparences n'abusèrent pas. Ils voyaient que le roi, tout en protestant de son dévouement à la constitution, s'entourait secrètement des créatures de la France ; ils se méfiaient de son zèle trop ardent pour une constitution qui dominait l'autorité royale ; ils conjuraient donc les Suédois de s'attacher plus que jamais à leurs cours. Mais aucun de leurs mouvements n'échappait à l'œil vigilant de Gustave. Il prévoyait, s'il était trahi ou découvert, qu'il ne retrouverait plus l'occasion de détruire le pouvoir d'une aristocratie insolente et dure. Dès ce moment sa résolution fut arrêtée de choisir le temps où la diète allait se réunir pour faire éclater ses desseins.

Cette diète était ordinairement convoquée trente jours après la mort du roi. L'absence de Gustave avait obligé de la remettre au 25 du mois de juin. Les bonnets avaient une majorité marquée dans les trois ordres inférieurs, et, dans le comité secret, beaucoup de créatures dévouées. Ce comité était une portion essentielle de l'administration des diètes. C'était dans son sein que se préparaient les affaires, avant d'être portées à la décision des états, qui, peu versés dans la pratique administrative, se rangeaient ordinairement à l'avis du comité. Il se composait de soixante-douze membres, divisés en quatre députations. La première, appelée députation secrète, était chargée des affaires étrangères ; la seconde, de la défense de l'État, qui comprenait les fortifications, la guerre et la marine ; la troisième, de l'administration in-

térieure, et la quatrième des finances. Les paysans en étaient exclus.

Dans la composition du comité (11 juillet) les chapeaux furent en minorité. Ils n'avaient la supériorité que dans la chambre des nobles. Seulement, et c'était une chose importante, le maréchal de la diète, le baron de Lowenhaupt, leur appartenait. Lui seul avait le droit de convoquer le comité secret, ainsi que d'entrer et de voter dans tous les comités.

Dès l'ouverture de la diète, la division éclata entre les paysans et les nobles, au sujet des privilèges dont ces derniers étaient en possession. Il s'agissait aussi de savoir si l'on ajouterait de nouveaux engagements à ceux que juraient d'observer les rois de Suède en montant sur le trône. Pendant ce temps, Gustave travaillait en apparence à réunir les deux partis, persuadé qu'il n'y parviendrait pas, et paraissait indifférent à son intérêt personnel. Ces divisions servaient ses desseins, en ce qu'elles faisaient ressortir les vices du gouvernement. Des émissaires envoyés dans les provinces prêchaient ouvertement la nécessité d'une réforme et relevaient en même temps la sagesse du roi, qui semblait n'avoir d'autre but, au milieu de ces dissensions, que l'union des esprits et le bonheur de ses sujets.

Tandis que ces agents préparaient le peuple à désirer un changement dans l'État, Gustave s'appliquait à se faire un parti dans la jeune noblesse, tant des chapeaux que des bonnets. Ce parti devint même assez considé-

Hellichius, ayant exécuté de point en point les instructions du roi, fit partir sur-le-champ un officier de la garnison, qui, feignant de s'être échappé, courut en informer le prince Charles. Celui-ci réunit à la hâte cinq régiments et marcha contre Christianstadt, sous prétexte d'étouffer la révolte. On répandit en même temps le bruit parmi les troupes qu'on avait attenté à la vie du roi, qu'on voulait changer la constitution, et établir un État purement oligarchique sous la garantie de la Russie.

Le 16 août, le général Rudbeck arriva à Stockholm pour informer le comité secret de la révolte d'Hellichius. Le comité, sans manifester aucun trouble, prit cependant quelques mesures pour conjurer l'orage. Un bataillon du régiment d'Upland et un bataillon du régiment de Sudermanie furent mandés à Stockholm ; il envoya deux régiments de cavalerie investir Christianstadt, donna l'ordre au roi de ne pas quitter la ville, et fit expédier deux courriers pour y faire revenir les princes ses frères.

C'est à ce moment qu'on vit l'empire que Gustave avait sur lui-même. Loin de paraître effrayé de ces dispositions, il conserva son calme habituel et montra même le zèle le plus actif contre la rébellion. Le général Rudbeck en fut si frappé, que ses préventions s'évanouirent. Bientôt cependant il ne resta plus de doute au comité secret sur la participation du roi à la conspiration, dont le secret avait été trahi de la manière la

plus singulière. Mme du Barry ayant surpris Louis XV lisant une dépêche avec la plus sérieuse attention, sa curiosité fut excitée. C'était à l'époque où le duc de Choiseul, qu'elle n'aimait pas, jouissait encore de toute la plénitude de sa puissance. Elle attendit le sommeil du roi, s'empara de la dépêche et en communiqua le contenu à l'ambassadeur d'Angleterre. Le bruit du complot parvint en conséquence à Stockholm par cette voie et s'y répandit avec rapidité. On désignait les personnes qui devaient concourir à l'exécution ; on parlait du jour et du lieu où l'on croyait qu'il éclaterait ; mais lorsque, la veille, on vit Gustave faire répéter un opéra nouveau jusqu'à onze heures du soir, sans montrer la plus légère préoccupation, chacun se crut trompé dans ses prévisions.

Au lieu d'agir avec promptitude et vigueur, le comité secret perdit un temps précieux à rechercher le colonel Carnale, qu'il regardait comme l'âme du complot. Le roi, au contraire, averti du danger qui le menaçait par un homme attaché à la faction des bonnets, avait mis ce temps à profit et arrêté le coup d'État pour le 19 au matin. Les officiers dévoués à sa cause avaient reçu l'ordre de se rendre auprès de lui. Avant dix heures, il monta à cheval pour passer en revue le régiment d'artillerie qui tenait garnison dans la capitale. Suivant son habitude, il se montra civil et familier avec tout le monde. A son retour au palais, tous les officiers l'ayant suivi dans la salle des gardes, il leur peignit, avec cette

éloquence vive et gracieuse dont il était éminemment doué, sa triste position, la patrie livrée à de déplorables intrigues, les membres du gouvernement avilis par la corruption, et protesta que, loin de songer à détruire la liberté, son plus vif désir était de l'asseoir sur des bases solides.

Ses paroles, qui avaient d'abord surpris quelques-uns de ses auditeurs, ne tardèrent pas à pénétrer dans leur âme, et l'un d'eux, le baron de Liewen, s'étant prononcé, tous, à l'exception de trois seulement, furent entraînés par son exemple, et prêtèrent à l'instant même serment au roi. Ils étaient environ deux cents. Ils le suivirent alors dans la cour du château, où les soldats l'accueillirent par des cris de joie et des protestations de fidélité.

Les sénateurs avaient assisté à ce spectacle des fenêtres du palais. Lorsqu'ils voulurent quitter la salle et descendre sur la place, ils trouvèrent la porte du conseil gardée par un détachement de grenadiers. Des gardes furent placés à toutes les issues du château, devant lequel des chaînes même furent tendues. On distribua aux soldats de la poudre et des balles; on tira de l'arsenal plusieurs pièces de canon, qui furent amenées devant le palais, sur les ponts, à toutes les avenues. Les barrières furent fermées, et l'ordre fut donné de ne laisser sortir personne de la ville.

Le roi songeait cependant à tranquilliser les esprits. Il fit afficher en conséquence dans toutes les rues une

proclamation, où il exhortait ses fidèles sujets à ne concevoir aucune inquiétude et à repousser toute espèce d'insinuation à l'égard de ses intentions, déclarant, en outre, qu'il n'avait pris le pouvoir que pour les affranchir d'un gouvernement oppresseur. Les ministres étrangers ayant été invités à se rendre au palais, le roi leur dit : « C'est pour votre sûreté, messieurs, que j'ai souhaité vous voir ici, parce qu'il me serait pénible que vous eussiez à vous plaindre de quelque désordre. Je ne vous dirai rien au sujet de ce qui se passe ; vous avez dû le prévoir depuis longtemps. Mais il y a une chose que je ne veux pas vous laisser ignorer un seul instant et que je vous prie de communiquer incessamment à vos cours, c'est que tout ce qui est arrivé ne change rien au désir que j'ai de la paix, et que je cultiverai avec soin l'amitié de mes voisins et de mes alliés. »

Le général Rudbeck et tous les chefs des bonnets furent consignés. Les sénateurs eurent pour prison les appartements du palais ; mais ils se montrèrent bientôt aussi serviles qu'ils avaient été insolents. Le peuple, qui abhorrait l'aristocratie, fit éclater sa joie sans contrainte. Le reste du jour, Gustave reçut les serments des magistrats, des colléges et des milices, et visita les différents quartiers de la capitale. La nuit suivante, il ne prit aucun sommeil, fit en personne la ronde dans la ville, et donna l'ordre que les troupes ne quittassent pas les armes.

Toutes les rues cependant prenaient un air de fête.

Le lendemain, une foule immense remplissait la grande place. Le roi devait prêter serment à la nation. Dès qu'il parut, il se fit un profond silence. Il s'avança à cheval, son épée nue à la main, et, ayant élevé la voix, il expliqua les motifs de sa conduite. Il déclara, en terminant son discours, qu'il voulait borner ses désirs à être le premier citoyen d'un peuple libre. A ces mots, sa voix fut couverte par des cris d'enthousiasme. Il prononça ensuite son serment d'une voix distincte. Une assemblée générale des états fut annoncée pour le lendemain 21.

Dans les provinces, la révolution n'avait pas rencontré plus d'obstacles. Les troupes étaient rentrées dans leurs quartiers. Hellichius avait remis Christianstadt au prince Charles. Le prince Frédéric s'était assuré du général Pecklin. En un mot, la paix, la sécurité et l'espérance régnaient partout.

Le jour de l'assemblée des états, le palais fut entouré de troupes, et la cour qui fait face à la salle des séances remplie de canons. Le roi ayant exposé les désordres auxquels le pays était en proie, la confusion et la discorde régnant sans partage dans les assemblées publiques; les efforts qu'il avait faits pour réunir les esprits; la vénalité des uns, la lâcheté des autres, se leva tout à coup et s'écria : « Si quelqu'un peut nier cela, qu'il le dise. » Tout le monde garda le silence. Alors un secrétaire donna lecture de la nouvelle constitution. Elle contenait cinquante-sept articles, dont voici les principaux.

Le roi a le droit d'assembler et de dissoudre les états à volonté.

Les états assemblés ne peuvent délibérer que sur des objets proposés par lui.

Le roi dispose de tous les emplois civils et militaires, sauf les emplois supérieurs dans l'armée, pour lesquels il ne peut choisir que sur une liste de trois candidats présentés par le sénat.

Il ne peut créer de nouveaux impôts ni déclarer la guerre sans le consentement du sénat. Toutefois, en cas d'invasion ou de nécessité pressante, il se réserve la faculté d'établir quelques impôts, en attendant la convocation des états.

Il ne peut abroger les anciennes lois ni en faire de nouvelles. Ce droit appartient exclusivement à la nation.

Les tribunaux extraordinaires furent abolis comme des moyens de despotisme.

Le roi avait le droit de composer le sénat, à la seule condition d'en choisir les membres dans la noblesse. Le devoir des sénateurs, disait la constitution, est de conseiller et non de régner. Si cependant l'avis du sénat était unanime, le roi était tenu de s'y ranger.

Ajoutons qu'à l'exemple de Catherine, Gustave supprima la torture.

La lecture terminée, le roi demanda si tout le monde approuvait cette constitution. Les états ayant répondu par une acclamation générale, chaque membre la signa et prêta serment. Gustave ayant alors tiré de sa poche

un livre de prières, ôta sa couronne et entonna le *Te Deum laudamus*.

Les sénateurs arrêtés furent mis en liberté, à l'exception du général Pecklin.

Ainsi fut accomplie en moins d'une journée cette révolution, que l'état du royaume avait rendue inévitable. Gustave, après s'être emparé du pouvoir, s'en montra digne. Il organisa la marine et l'armée, rétablit les forteresses que la négligence du gouvernement avait laissées dans un funeste abandon ; il encouragea l'agriculture, imprima un certain essor à l'industrie, et fit exécuter de grands travaux de défense et d'utilité publique dans tous les ports de la Suède. Mais son ardeur à tout entreprendre à la fois obéra les finances du royaume, dont les ressources étaient loin d'être en rapport avec les projets de ce prince. Il serait superflu d'entrer dans de plus longs détails à ce sujet. Ce qu'il nous importe de savoir, c'est l'influence que cette révolution produisit sur les rapports de la Suède avec la Russie.

Toute révolution qui, dans un État, change la forme des institutions, ne manque jamais d'attirer l'attention des puissances voisines, surtout si elles ont avec lui des rapports suivis et des intérêts considérables. C'était le cas de la Russie à l'égard de la Suède. Catherine prétendait jouer dans ce royaume le rôle qu'elle jouait depuis longtemps en Pologne. Elle y avait favorisé, soutenu le parti de l'aristocratie, que Gustave venait de renverser, ce qui lui avait été d'autant plus facile que

nulle part la vénalité n'était plus générale et plus avouée.

Si la possession de la Pologne porta la puissance russe presque dans le cœur de l'Europe, la possession de la Baltique eût prodigieusement augmenté sa puissance maritime; mais la révolution que le roi venait d'accomplir semblait destinée à contenir l'influence de la Russie. Catherine en avait d'abord conçu beaucoup d'inquiétude. Elle reconnaissait dans cet événement la main de la France, qui lui avait déjà suscité la guerre de Turquie. Son premier soin fut d'appeler à la hâte un corps de vingt mille hommes sur les frontières de la Livonie et de la Finlande; mais en même temps elle se montra plus disposée à reprendre les négociations avec les Turcs. Elle comprenait fort bien que si Gustave, pour satisfaire les ressentiments du cabinet de Versailles ou son humeur aventureuse, venait à lui déclarer la guerre, la nécessité de tenir tête à la fois aux Ottomans, aux confédérés et aux Suédois, lorsque déjà plusieurs campagnes avaient considérablement diminué ses armées et affaibli ses finances, l'exposerait à subir des conditions au lieu d'en imposer.

Sa conduite, dans cette circonstance, fut pleine de dignité et prouve ce que nous aurons encore l'occasion de remarquer, combien, dans les plus pressants dangers, cette princesse était supérieure à la fortune. Elle venait d'apprendre que le roi de Suède rassemblait des troupes sur les frontières de la Norwége, et qu'il s'était rendu lui-même sur les lieux, sous prétexte de visiter les

provinces de son royaume. Elle écrivit sur-le-champ à son ministre à Stockholm, le comte d'Ostermann (5 novembre 1772), pour l'inviter à demander au gouvernement suédois des explications sur ces mouvements de troupes, ainsi que sur ses intentions au sujet du Danemark. Le ministre russe avait ordre de déclarer que, sa souveraine étant liée avec le roi de ce pays par les engagements les plus solennels, elle considérerait comme une agression contre son empire toute entre prise de la part du roi de Suède contre le roi de Danemark.

Ce langage ferme imposa à Gustave et fit sur lui l'effet du mors sur un coursier fougueux prêt à s'élancer dans l'arène. Il s'arrêta, examina sa résolution avec plus de calme, réfléchit que sa victoire sur l'aristocratie avait laissé dans le royaume des dissentiments et des regrets ; que la Russie profiterait de ses témérités pour exciter contre lui le parti vaincu ; enfin qu'il n'était pas encore temps de dévoiler ses projets. Il s'empressa de rassurer l'impératrice, protesta de son désir de conserver avec tous ses voisins des rapports d'amitié, suspendit ses armements et donna l'ordre à ses troupes de se disperser.

Nous avons rappelé aussi qu'à cette même époque un aventurier nommé Pougatschef était parvenu, à la faveur du nom de Pierre III, à se faire un parti considérable dans plusieurs provinces de l'empire. Déjà d'autres aventuriers, abusant de la crédulité du peuple, avaient essayé d'attirer les regards du public en se fai-

sant passer pour Pierre III, qu'ils annonçaient n'être pas mort. Tous avaient payé cette ambition de leur tête. Il était réservé à Pougatschef de troubler encore la Russie avec ce mensonge.

Emellian Ivanof Pougatschef était fils d'un Cosaque du Don de la Stanitza de Zimoveisk, aux environs de Simanskaya. Enfant, il avait perdu plusieurs dents au pugilat, mais il s'était fait remarquer dans ces luttes par sa force et son adresse. Il était de taille moyenne, maigre et nerveux. Il avait le teint basané, les cheveux châtains, la barbe rare, et une tache blanche sur la tempe gauche. Il servit d'abord dans l'armée que l'impératrice Élisabeth avait envoyée au secours de Marie-Thérèse contre le roi de Prusse. Il fit ensuite la campagne de 1769 contre les Turcs et se trouva au siége de Bender. Rentré dans son pays, où régnait une assez grande agitation, depuis que le gouvernement avait enlevé aux Cosaques une partie de leurs libertés, Pougatschef résolut de tirer parti de leur mécontentement. Il avait alors environ quarante ans.

On rapporte qu'appelé à Pétersbourg pour une réclamation, dont la décision dépendait du collége de la guerre, il se trouvait un jour dans les bureaux de ce ministère, où le général Totlleben le vit par hasard et parut frappé de sa ressemblance avec Pierre III. Ni l'étonnement du général, ni ses paroles n'échappèrent à Pougatschef, et dès ce moment peut-être conçut-il la pensée du rôle qu'il joua dans la suite. Cette circon-

stance lui aplanit les difficultés de sa mission ; sa demande lui fut accordée, et on le renvoya avec des présents.

Ce rôle convenait, du reste, à son esprit hardi et aventureux. Il vécut pendant quelque temps d'une vie vagabonde, mêlé à tous les mouvements qui agitèrent son pays, poursuivi par la justice et sans considération parmi les siens ; mais sa persévérance, son audace, ses espérances d'abord repoussées, puis partagées, fixèrent enfin sur lui l'attention des Cosaques, qui s'en servirent comme d'un instrument contre les agents du pouvoir.

Il y avait alors dans la petite Russie une race d'hommes, appelés par les chrétiens grecs *raskolnicks* ou hérétiques, mais qui se donnaient à eux-mêmes le nom de *starowertzi*, c'est-à-dire vieux croyants. Ces sectaires, qui ne différaient que très-peu des Grecs orthodoxes, tenaient pour sacriléges les rites de l'Église dominante. Pierre le Grand les avait persécutés, parce qu'il les avait trouvés dans les rangs des strélitz, et leur nombre s'était accru ; Catherine les laissa libres de suivre leurs croyances, et ils se tinrent en repos. Fidèle à ses principes de tolérance, elle avait, dès les premiers jours de son règne, proclamé sa volonté de leur laisser une liberté entière. Beaucoup d'entre eux avaient quitté la Russie, pour échapper à la persécution dont ils étaient l'objet. Elle leur ouvrit la porte de leur patrie, donna des ordres rigoureux au synode, pour qu'ils fussent traités avec

douceur et bienveillance, et elle leur permit, ce qui était en quelque sorte le signe caractéristique de leur secte, de porter la barbe longue.

Les starowertzi sont encore aujourd'hui l'expression la plus complète de la vieille nationalité moscovite. Ils sont aussi bien une secte politique qu'une secte religieuse. Tout ce que Pierre le Grand avait essayé de détruire est devenu pour eux l'objet d'une sorte de culte. Ils sont nombreux, plus instruits que les autres paysans, et surtout plus honnêtes. Telle est leur influence, que, dans un pays où l'opinion publique peut difficilement faire entendre sa voix, le gouvernement étudie et consulte l'impression que ses actes ont produit ou doivent produire sur l'esprit des starowertzi. Cette influence serait inexplicable, si l'on ne savait que la civilisation de l'Occident n'a fait qu'effleurer le sol de la plus grande partie de l'empire russe.

Cette secte n'est nulle part plus répandue que parmi les Cosaques. Pougatschef avait été baptisé parmi eux, et, s'il n'en suivait pas rigoureusement les dogmes, du moins affectait-il d'en partager les croyances. Poursuivi par la justice de Tcherskask pour vol d'un cheval, il s'était enfui en Pologne, où il avait trouvé un asile dans la *slobode* schismatique de Vetka. Il avait même espéré s'y faire des partisans. Mais les starowertzi, qui vivaient alors dans une profonde paix, fermèrent l'oreille à ses sollicitations. Soit donc qu'il ne se crût pas en sûreté au milieu d'eux, soit qu'il désespérât de leur faire par-

tager ses illusions, il les quitta pour se transporter chez les Cosaques du Yaïk.

Ce fleuve, dont l'impératrice changea dans la suite le nom en celui d'Oural, pour effacer le souvenir de la révolte de Pougatschef, coule d'abord le long de la chaîne jusqu'au fort d'Orskaïa, puis se dirige vers l'ouest et va se jeter dans la mer Caspienne, après un cours de 2,500 verstes. A sa droite, s'étendent les steppes du Volga; à sa gauche, les immenses et tristes déserts des Kirghiz. Ses eaux roulent silencieusement dans un lit profond et sablonneux, entre des rives privées d'arbres, jusqu'aux approches de la mer Caspienne, où des masses de roseaux servent d'asile à des animaux féroces. Ce qu'on nomme la chaîne de l'Oural n'est pas autre chose qu'un immense plateau, ou même encore une série de plateaux successifs, qui, depuis Moscou jusqu'à la chaîne, s'élèvent graduellement. Ce n'est qu'en Asie que quelques pics isolés atteignent une grande hauteur. La transition entre les deux mondes est par conséquent moins sensible qu'on ne se le figure.

Tel est le théâtre que Pougatschef avait choisi pour l'exécution de ses desseins. L'humeur indépendante des Cosaques, entretenue par une administration inintelligente et par le voisinage des Kirghiz, tribus nomades et féroces, avait atteint à cette époque un incroyable degré d'effervescence. La principale richesse des Cosaques du Yaïk consistait dans la pêche de l'esturgeon, dont le produit s'élevait à des sommes considérables. Le droit

de pêche était réglé par des lois qui en fixaient en même temps les limites ; mais il existait à cet égard entre le gouvernement et la population un dissentiment que les employés subalternes semblaient avoir pris à tâche d'aigrir par des vexations continuelles. Dans plusieurs circonstances, l'autorité de l'ataman, commandant suprême du pays, avait été méconnue. D'autre part, des députés envoyés à Pétersbourg, pour se plaindre de l'oppression qu'ils souffraient de la part des agents du pouvoir, avaient été éconduits ou emprisonnés. Par suite de ces dissensions, il s'était formé dans toute la contrée un parti puissant pour résister aux ordres de l'impératrice et massacrer même ses agents. Le général Traubenberg avait péri dans une sédition, sans que le gouvernement, occupé des affaires de Pologne et menacé par l'orage qui se formait du côté de la Turquie, eût osé venger cet outrage.

On était alors dans l'année 1771. Le gouvernement, à qui la guerre de Turquie imposait de grands sacrifices, venait de demander aux Cosaques de nouvelles recrues. Cet ordre avait excité dans toute la contrée la plus violente fermentation. Le général Freyman, accouru de Moscou, dispersa l'armée des rebelles et les poursuivit jusque dans Yaïtzk, où il rétablit la tranquillité par la terreur. Les prisons regorgeaient de victimes. L'administration nationale fut abolie et remplacée par une sorte de dictature militaire. Mais un grand nombre de Cosaques s'étaient enfuis dans les steppes ou dans les

marais du lac Kamysh-Sakmara. Quelques-uns trouvèrent un asile aux environs d'Yaïtzk, dans la maison de Cheloudiakof, qui favorisait en secret la révolte. Pougatschef s'y cacha lui-même pendant quelque temps, livré aux travaux les plus bas de la domesticité.

Trois cent mille Kalmouks Tourgaouts, avaient peu de temps auparavant, abandonné les bords du Volga, pour échapper à la domination moscovite, et s'étaient retirés dans la Soungarie, sur les frontières de la Chine. Le souvenir de cette immense émigration était encore présent à tous les esprits, et avait laissé parmi les habitants de ces régions un vague désir d'indépendance. Le gouvernement avait donné à cette horde, une des plus riches et des plus puissantes, des règlements qui, en restreignant le pouvoir de ses princes, devinrent l'occasion d'un soulèvement général. On avait persuadé au peuple qu'il serait forcé d'embrasser la religion chrétienne, de se livrer à l'agriculture et de fournir des troupes pour les armées. Les Tourgaouts, qui se livraient exclusivement aux soins de leurs troupeaux, déjà mécontents des pâturages qui leur avaient été assignés, plièrent leurs tentes, excités par les prédications de leurs prêtres, et passèrent l'Oural sur la glace.

Pougatschef, cependant, avait été arrêté et envoyé à Simbirsk, puis à Kazan, pour y être jugé et comme déserteur et comme ayant pris une part active à la révolte du Yaïk. Parvenu à s'évader (19 juin 1773), il descendit le Volga jusqu'à l'embouchure de l'Irghis, remonta

cette rivière, s'enfonça dans les steppes et se cacha pendant quelque temps dans la maison d'un Cosaque, Ivan Zaroubin, surnommé Tchika, dont l'ambition égalait au moins la sienne, et qui le fortifia par ses conseils dans la pensée du rôle qu'il s'était proposé de jouer. C'est alors en effet que Pougatschef annonça ouvertement aux Cosaques qu'il était Pierre III; qu'il s'était sauvé de Ropcha, au moment où ses assassins s'étaient présentés pour l'égorger; que ses ennemis avaient répandu le bruit de sa mort, pour s'assurer l'impunité du crime; qu'après avoir porté les armes sous un nom supposé, il s'était retiré parmi les fidèles, d'où, ayant appris que les Cosaques du Yaïk avaient résolu de secouer le joug de Catherine, il était accouru au milieu d'eux, prêt à partager leurs périls et leurs destinées. Il leur persuada que les Cosaques du Don ne tarderaient pas à se soulever à leur tour; qu'il avait à la frontière des sommes considérables; qu'ils seraient soutenus par les Ottomans, et qu'ils trouveraient au besoin un asile sur les terres du Grand Seigneur.

Lorsque les esprits sont ainsi agités, les fables les plus absurdes trouvent facilement créance. Les Cosaques crurent en effet ou feignirent de croire au récit de Pougatschef et le reconnurent pour ce qu'il voulait être. Un nommé Aristof, simple caporal dans le régiment de Tomsk, quoique d'origine noble, contribua par ses proclamations au soulèvement des Cosaques du Don. Nommé colonel, il se rendit particulièrement cher au

rebelle par ses cruautés; mais naturellement pervers, il sema souvent la désunion dans son propre parti par ses calomnies et ses mensonges.

Un autre de ses partisans, plus cruel encore, était Beloborodof, ainsi nommé de sa barbe blanche. C'était un simple canonnier. Pougatschef le fit successivement hetman des Cosaques et feld-maréchal. Il possédait toute sa confiance et jouissait en outre d'une grande considération, parce qu'il pouvait écrire son nom tant bien que mal. Du reste, vigilant et sévère, il savait maintenir, sans perdre de son autorité, la plus exacte discipline parmi les troupes. Mais un des traits les plus frappants de son caractère, si l'on se reporte au temps où il vivait et surtout aux sentiments religieux du peuple russe, était une disposition particulière à se moquer des croyances populaires, et à tourner en ridicule les cérémonies du culte.

Lorsque Pougatschef se vit à la tête d'une troupe de 300 hommes, il attaqua les colonies polonaises de l'Irghis, leur enleva leurs armes et leurs chevaux, et parut ensuite devant la ville d'Yaïtzk (18 septembre), dont les habitants lui eussent ouvert les portes, sans la crainte de la garnison. Simonof fit sortir contre lui 500 Cosaques avec du canon; mais une partie ayant passé du côté des rebelles, les autres se hâtèrent de rentrer dans la place. Simonof sortit lui-même le lendemain avec des forces considérables. Pougatschef recula dans les steppes, mais Simonof n'osa l'y poursuivre, craignant éga-

lement ses troupes travaillées par la sédition, et les dispositions des habitants, qu'il savait favorables aux rebelles. Déjà d'ailleurs les communications étaient coupées, et il allait se trouver lui-même au centre de l'insurrection, sans espoir d'être secouru.

La ligne du Yaïk était défendue contre les incursions des Baschkirs par une chaîne de petites forteresses ou plutôt de villages entourés de haies ou de cloisons en bois. Pougatschef porta d'abord ses efforts de ce côté. Il commença par le fort d'Iletz, qui protégeait les riches salines de ce nom. L'ataman, ou gouverneur du village, ayant manifesté l'intention de rester fidèle à son devoir, les Cosaques se jetèrent sur lui, le lièrent et se joignirent aux rebelles, au nombre de plus de trois cents.

Pougatschef courut aussitôt à Razsipnaya, dont il se rendit maître par la trahison des Cosaques (24 septembre).

Sur le chemin de Nijni-Ozernaya, il rencontra le capitaine Sourin avec une compagnie de mousquetaires, le battit, le fit pendre, comme il avait fait des gouverneurs d'Iletz et de Razsipnaya, et réunit sa compagnie à ses propres troupes. La forteresse lui fut livrée le 26.

La ville de Taticheva, située sur une hauteur près de Kamysh-Sakmara, était regardée, après Orenbourg, comme la plus importante de la ligne du Yaïk. C'était un carré irrégulier avec une muraille de poutres couchées les unes sur les autres, et garnie de chevaux de frise. Pougatschef s'en étant approché le lendemain l'emporta

d'assaut, après en avoir été repoussé trois fois, et la réduisit en cendres.

Tchernoretchenskaya (29 septembre), Sakmarsk (1er octobre) et Pretchistenskaya tombèrent successivement sous ses coups, les unes par la trahison, les autres par la force, de sorte qu'en moins de quinze jours il s'était emparé de sept forteresses et de vingt canons. Nulle part la résistance n'avait été sérieuse. Les habitants sortaient au-devant de lui avec le pain et le sel. Aussitôt qu'il apparaissait, les cloches s'ébranlaient dans les airs; le peuple se jetait la face contre terre; les popes lui présentaient la croix, et on le servait avec un respect mêlé d'adoration.

Mais ces premiers succès mirent à découvert son caractère féroce. Il avait déployé contre les officiers tombés en son pouvoir une impitoyable cruauté. Les uns avaient été pendus, les autres écorchés, d'autres hachés en morceaux. Le major Kharlof, qui commandait à Nijni-Ozernaya, avait une femme jeune et belle. Ce monstre la força d'assister au supplice de son mari. Deux mois entiers, il la traîna à sa suite, la faisant servir à ses brutales passions, et, au bout de ce temps, le dégoût l'ayant pris, il l'abandonna à ses Cosaques, qui la déchirèrent à coups de couteau.

Chacun fuyait à son approche. Il détruisait par le fer ou le feu les fermes et les maisons de campagne. Les Baschkirs, séduits par ses promesses, attaquèrent les villages russes et se joignirent en foule aux insurgés.

Les Kalmouks, les Tschouwass, les Mordwins, se laissèrent entraîner par cet exemple; la fidélité des serfs était ébranlée; enfin, cette révolte, qui avait eu de si misérables commencements, menaçait de devenir une guerre sociale.

Pougatschef marchait alors sur la route d'Orenbourg, à la tête de 3,000 hommes, tant infanterie que cavalerie. Orenbourg, capitale du gouvernement de ce nom, est située sur le Yaïk, dans une vaste plaine, à cinq cents lieues de Pétersbourg, à trois cent trente-quatre de Moscou. Au delà sont des solitudes immenses. Cette ville avait des fortifications régulières, un rempart et un fossé. Elle était le centre d'un commerce considérable avec l'Asie, le rendez-vous des caravanes boukhares, qui venaient y échanger les marchandises de l'Inde contre les produits manufacturés de la Russie. On y comptait à cette époque plus de deux mille marchands, presque tous Tartares. C'est en outre dans cette province que sont situées les riches mines de cuivre de l'Oural, dont les rameaux couvrent sa partie septentrionale. Ce vaste gouvernement, qui surpasse en étendue la monarchie prussienne, s'étend partie en Europe, partie en Asie. Le lieutenant général de Reinsdorp, qui en était gouverneur, passait pour un militaire actif et intrépide, mais peu capable. Il avait envoyé contre Pougatschef un détachement sous les ordres du colonel Bilof, qui, s'étant laissé surprendre dans les défilés des monts Ourals, se rendit sans combat et fut massacré.

Cette expédition ayant affaibli Orenbourg, Pougatschef redoubla de vitesse et parut en vue de la ville, dans les premiers jours du mois d'octobre. Sa présence y répandit une incroyable agitation. Les habitants, saisis de terreur, parlaient déjà de se rendre. Le général avait fait à la hâte quelques dispositions de défense. Les fossés furent nettoyés et les remparts entourés de chevaux de frise. La garnison, forte encore de 2,000 à 3,000 hommes et disposant de 70 canons, paraissait remplie d'ardeur; mais les Cosaques n'inspiraient pas la même confiance. On désarma les confédérés polonais, qui furent envoyés dans la forteresse de Troïtzka; on incendia le faubourg où Pougatschef avait déjà établi une batterie; enfin, tous les postes fortifiés, qu'il n'avait pas encore occupés, furent abandonnés, afin de concentrer la défense.

Ces mesures étaient peut-être dictées par la prudence, mais elles n'étaient pas de nature à inspirer beaucoup de confiance à la population. Dans un conseil de guerre, où le gouverneur avait appelé tous les fonctionnaires de la ville, chacun hésita. On semblait craindre de se compromettre en émettant un avis énergique. Reinsdorp commit en outre une faute grave, en lançant une proclamation remplie d'injures contre Pougatschef. Elle indigna les insurgés et fit peu d'effet sur les habitants.

Il y avait alors dans les prisons d'Orenbourg un malfaiteur nommé Chlopoucha, aussi célèbre par ses crimes que par son audace. Reinsdorp eut la fatale pensée de

s'en servir contre Pougatschef. Il le chargea de se rendre au camp des rebelles, d'y répandre son manifeste et de s'emparer de leur chef. Les plus grandes récompenses devaient payer sa fidélité et son adresse. Mais Chlopoucha fut à peine sorti de la ville, qu'il livra à Pougatschef le secret de sa mission. Quand il se présenta devant lui, les papiers du gouverneur à la main : « Je sais, lui dit gravement Pougatschef, je sais, mon frère, ce qui est écrit là-dedans. » Or, il ne savait ni lire ni écrire, mais il avait l'art de frapper les imaginations. Chlopoucha fut nommé colonel, et, comme c'était un homme plein de ressources et de hardiesse, il fut chargé du pillage des usines impériales. Il remplit en effet sa mission avec tant d'habileté, qu'il parvint à réunir sous ses ordres un corps de 3,000 hommes, la plupart Baschkirs et Kalmouks; qu'il procura aux insurgés des canons et de la poudre, et qu'il devint un des plus infatigables agents de la révolte.

Le 6 octobre, lendemain du jour où l'ennemi avait commencé à se montrer, le gouverneur fit sortir 1,500 hommes, sous les ordres du major Naoumof, pour le déloger de la position qu'il avait prise. Mais Naoumof, ayant remarqué que ses troupes hésitaient et qu'elles éprouvaient une sorte de terreur, rentra dans la ville, sans avoir rempli sa mission.

Reinsdorp réunit alors un nouveau conseil de guerre et mit en délibération s'il valait mieux affronter l'ennemi en rase campagne, ou bien l'attendre dans la

place. Starovo-Milioukof, qui commandait l'artillerie, appuya fortement la première proposition; mais son avis ne prévalut pas. On craignait qu'un échec ne décourageât tout à fait la garnison.

A trois verstes de la ville, on avait construit des magasins servant d'entrepôt pour les marchandises de l'Asie. Les rebelles les pillèrent le 8 octobre. Le colonel Borodin surprit le détachement, composé de 300 hommes, et le mit en pièces. Reinsdorp aurait voulu qu'on profitât de cet avantage, qui semblait avoir relevé le courage de ses soldats, pour attaquer l'ennemi avec de plus grandes forces; mais les officiers lui représentèrent que la garnison était abattue, et la fidélité des Cosaques incertaine. Il obtint cependant qu'on tenterait un nouvel effort. Naoumof ayant été chargé de diriger la sortie (12), le combat s'engagea immédiatement. L'artillerie de Pougatschef produisit sur les soldats de Naoumof une telle frayeur, que les Cosaques d'Orenbourg refusèrent de s'éloigner des portes de la ville. Bientôt le détachement fut cerné par des masses considérables de rebelles. Naoumof s'étant alors formé en carré opéra sa retraite dans le meilleur ordre possible, mais il perdit 117 hommes.

On renonça dès lors au système des sorties, et l'on résolut de s'en tenir à la défensive. Pougatschef, de son côté, n'osait exposer dans un assaut et ses troupes et ses succès. « Je ne veux pas, disait-il, risquer la vie de mes soldats, je réduirai la ville par la peste. » Il se borna donc

à battre la campagne, à tomber sur les fourrageurs et à tenir la garnison dans des alarmes perpétuelles. Il venait de brûler son camp, à cause du froid qui commençait à devenir très-vif, et il s'était établi à la slobode de Berdsk [1] située à sept verstes d'Orenbourg. Il y revint cependant le 2 novembre et commença contre la place une attaque formidable. Il lui était arrivé de nouveaux renforts; son artillerie s'élevait, dit-on, à 80 pièces, et son armée à 25,000 hommes. Ce n'étaient plus seulement les Cosaques, les Baschkirs et les Kalmouks qui accouraient sous ses drapeaux; les malfaiteurs et les forçats quittaient les lieux de leur punition, et les serfs abandonnaient en foule les travaux des champs ou des mines, les uns volontairement, les autres par contrainte.

Pougatschef échoua dans cette attaque, et lui-même faillit tomber entre les mains des Russes. Elle recommença le lendemain avec plus de fureur, au milieu d'un orage de neige. Du faubourg incendié, il n'était resté que l'église. Les rebelles y allumèrent du feu, et ils venaient s'y réchauffer à tour de rôle. Un canon avait été placé à la porte; Pougatschef en fit monter un autre sur le clocher. La place répondit à son feu; mais des deux côtés la perte fut insignifiante. A l'entrée de la nuit, le canon ayant cessé de gronder, un silence lugubre s'étendit tout à coup dans la plaine; les rebelles s'étaient

[1] *Slobode* veut dire *bourg, grand village.*

éloignés. Dès que le jour parut, Reinsdorp fit sortir de la ville un détachement de Cosaques avec les prisonniers, pour aller détruire les postes fortifiés que l'ennemi venait d'abandonner.

Sur l'avis donné par le gouverneur d'Orenbourg du danger de laisser la révolte gagner du terrain, la cour de Russie s'était empressée d'envoyer le général Kar sur le théâtre de la guerre. Celui-ci, parti en poste de Moscou, était arrivé dans les derniers jours d'octobre sur les frontières du gouvernement d'Orenbourg. Il prit aussitôt des mesures pour attaquer les rebelles. Il donna l'ordre au colonel Tchernychef, commandant de Simbirsk, d'occuper Taticheva, et au général Freyman de couvrir ses opérations, tandis que lui, avec le reste des troupes, marcherait en personne contre Pougatschef; mais trop plein de mépris pour l'ennemi qu'il avait en tête, il n'eut pas toute la prudence convenable. « Je ne crains qu'une chose, écrivait-il au comte Tchernychef, c'est que ces misérables ne prennent la fuite avant que je ne les aie rejoints, et que je ne puisse les châtier sur le théâtre même de leurs infamies. »

Au lieu d'attendre deux compagnies de grenadiers, destinées à renforcer le corps qu'il avait directement sous ses ordres, ainsi qu'une troupe de Baschkirs que le prince Ourakof lui amenait d'Oufa, il continua de marcher avec une extrême vitesse, pour couper le chemin à Chlopoucha, lequel ayant quitté Ovziano-Petrofski, dont il venait de soulever les colons et les Baschkirs, se diri-

geait vers Orenbourg avec des canons nouvellement fondus. Le major Chichkin, envoyé à Jouzéef (7 novembre) avec 400 soldats et 2 pièces d'artillerie, rencontra près de ce village 600 rebelles qu'il dispersa, malgré la défection d'une partie de sa troupe, s'y établit et fut rejoint dans la nuit par Kar et Freyman. Les rebelles dispersés la veille se présentèrent le matin en masses plus compactes. On les somma de se rendre; ils répondirent par des injures et commencèrent à tirer. Les troupes impériales, quoique fatiguées, se battirent bravement, et la victoire paraissait devoir couronner leurs efforts, lorsque des coups de canon tirés dans le lointain vinrent jeter dans leurs rangs une certaine hésitation. Kar lui-même s'en effraya, et, craignant pour ses communications avec Kazan, il se hâta de faire sonner la retraite. C'était Pougatschef en personne, avec lequel Chlopoucha était parvenu à opérer sa jonction. Leurs troupes réunies s'élevaient à 2,000 hommes et à 9 batteries. L'armée russe était excédée de fatigue; les soldats murmuraient et voulaient se rendre; les officiers manquaient d'expérience et d'autorité. Elle fut poursuivie et harcelée pendant huit heures, et, sans quelques canons qui protégèrent sa fuite, elle eût été anéantie; mais elle perdit ses bagages. Quant à la perte en hommes, Kar ne l'évalua qu'à 120, ce qui n'était point exact.

La défaite de ce général exposait le corps du colonel Tchernychef, qui avait reçu l'ordre de quitter Pérévolotzk et d'occuper Taticheva. Kar lui expédia aussitôt

de nouvelles instructions; mais déjà le colonel avait quitté sa position et il se trouvait le 13 à la Tchernoretchenskaya, où il apprit la défaite de son général.

La situation isolée de ce corps était devenue très-grave. Tchernychef n'osait ni revenir sur ses pas, ni continuer sa route. Le mieux eût été qu'il se fortifiât à Tchernoretchenskaya, jusqu'à ce qu'il pût être secouru. Mais pendant qu'il était en proie à ces inquiétudes, cinq Cosaques se présentèrent à lui, comme déserteurs de l'armée de Pougatschef, et lui proposèrent de le conduire en sûreté à Orenbourg par des sentiers détournés. Un de ces Cosaques était Padourof, député de sa nation à l'assemblée de Moscou. La médaille qu'il avait reçue à cette occasion lui servit à tromper Tchernychef. Celui-ci abandonna donc la forteresse au milieu de la nuit avec toute sa troupe, qui se composait de 2,000 hommes, en partie Cosaques et Kalmouks. Arrivé sur les bords de la Sakmara, à cinq verstes d'Orenbourg, il fit passer la rivière au capitaine Roujevski, avec l'artillerie et la troupe légère. Cet officier partit ensuite au galop avec trois Cosaques seulement pour annoncer au gouverneur l'arrivée de Tchernychef. Mais un corps de rebelles, qui se tenait en embuscade, tomba tout à coup sur les Russes, que le froid et une longue marche de nuit avaient presque abattus, s'empara de l'artillerie, désarma les soldats et les conduisit au camp de Pougatschef. 36 officiers furent pendus avec leur colonel, ainsi que la femme d'un enseigne.

Ce désastre jeta l'épouvante dans Orenbourg. Il venait d'y entrer 2,400 hommes et 20 canons, sous les ordres de Korf, sans que Pougatschef eût pu l'empêcher. Reinsdorp ordonna le 14 novembre une sortie vigoureuse, à laquelle participèrent toutes les troupes de la garnison ; mais les rebelles se bornèrent à tirer de loin, évitant avec soin un engagement général.

En apprenant la défaite du colonel Tchernychef et sa fin déplorable, Kar fut saisi d'un tel effroi que, laissant le commandement au général Freyman, il partit précipitamment pour Moscou, où son retour provoqua une indignation générale. L'impératrice irritée l'exclut du service par un oukase flétrissant.

Le bruit des avantages remportés par Pougatschef avait pénétré dans les vastes déserts qui bordent la Russie d'Europe, et agité les peuplades errantes de Baschkirs, de Kirghiz et de Tartares, répandues comme des troupeaux sauvages dans ces solitudes sans nom. A ces barbares se joignirent les malheureux serfs employés dans les mines de l'Oural. Le travail des mines fut suspendu. Les soldats de Pougatschef allaient enlever le métal dans les fabriques impériales, pour en fondre des boulets et des canons. Pougatschef ne se bornait pas à piller les mines ; dans plusieurs endroits il les détruisit et fit éprouver au gouvernement des pertes considérables.

La révolte faisait chaque jour de nouveaux progrès. Un corps de Kalmouks, que la sévérité de leurs chefs avait irrités, massacra le brigadier qui les commandait

et fit craindre qu'il ne passât dans les rangs des rebelles. La plus grande confusion régnait dans ces provinces désolées. Jusqu'à ce jour Pougatschef s'était montré avec le caractère qu'il avait annoncé au début de l'insurrection. Il affirmait que son ambition se bornait à mettre le grand-duc son fils sur le trône, n'aspirant pour lui-même qu'à se retirer parmi les pieux solitaires qui lui avaient ouvert un asile au temps de son infortune. Il affectait une grande piété. Chaque jour on célébrait la messe dans le camp; on y priait pour Pierre III. Quand il parcourait les villages, il jetait au peuple des pièces de monnaie. Il rendait lui-même la justice à la porte de sa tente, où deux Cosaques se tenaient debout, armés de piques ou de haches. On se prosternait devant lui et on lui baisait les mains. Ces dehors en imposaient à des esprits grossiers et superstitieux.

Il avait cependant, pour se procurer des succès, des qualités plus solides. Il était doué d'une activité prodigieuse, courant du siége d'une ville au ravage d'un canton, tenant ses troupes en haleine par des marches multipliées, et entretenant leur ardeur par l'espoir de riches dépouilles. Dans chaque régiment, composé de cinq cents hommes, les soldats étaient partagés par dizaines. Pougatschef avait établi une discipline sévère; il les inspectait lui-même la nuit. La désertion était punie de mort. Chacun, dans sa dizaine, répondait pour le déserteur. Les Cosaques seuls recevaient une paye régulière; les autres vivaient de pillage; mais, comme l'eau-

de-vie se vendait pour son compte, l'argent rentrait dans sa caisse par cette voie. Chacun s'armait comme il pouvait, celui-ci d'un pistolet, celui-là d'une baïonnette au bout d'un bâton, etc.

Le succès fut l'écueil contre lequel se brisa la fortune de Pougatschef. Il s'abandonna dès lors à ses passions brutales, et son caractère, naturellement féroce, ne s'imposa plus aucune contrainte. Plus de deux mille gentilshommes furent pendus, ou mis à mort par d'autres supplices non moins barbares[1]. Il n'épargna ni leurs femmes ni leurs enfants, voulant, disait-il, verser jusqu'à la dernière goutte le sang de cette noblesse orgueilleuse et tyrannique. Cependant, par une contradiction qui tient à la faiblesse humaine, il donnait à ses partisans les noms et les titres de cette noblesse proscrite. Aussi, l'impératrice le nommait-elle plaisamment *monsieur le marquis de Pougatschef*. Tchika se faisait appeler comte Tchernychef; Chigaef, comte Vorontzof; Outchinikof, comte Panin; Tchoumakof, comte Orlof.

On crut alors que si, au lieu de persécuter les nobles, il avait cherché à les attirer dans son parti, il aurait donné un point d'appui à la révolte et trouvé des encouragements auprès des gouvernements ennemis de la Russie. C'était l'opinion du résident français à Pétersbourg. Mais le caractère de l'insurrection ne permet guère de croire que l'introduction d'un pareil élément

[1] Lettre du résident français à Pétersbourg.

en eût modifié l'esprit, quand bien même, ce qui nous paraît douteux, il fût parvenu à pénétrer dans cette masse de sentiments et de passions diverses qui, au fond, tendaient à une réforme ou plutôt à un bouleversement des institutions sociales; Pougatschef ne pouvait guère d'ailleurs s'élever à des considérations politiques de cette importance. Avec des qualités remarquables comme chef de bandes, il se faisait lui-même une fausse idée de sa propre valeur et des circonstances qui le rendirent un moment si redoutable. A la cruauté il joignait une effroyable débauche. Trois enfants avaient été le fruit de son mariage avec une jeune Cosaque du Don. Du vivant de sa femme, il épousa la fille d'un Cosaque du Yaïk, Oustinaya, qu'il fit reconnaître pour impératrice et à laquelle il composa une cour de dames et de demoiselles d'honneur, femmes et filles de Cosaques.

Son camp était devenu un foyer de crimes et de désordres. Les meurtres, les viols, tous les attentats s'y commettaient impunément. Les Cosaques du Yaïk y jouissaient d'une liberté entière et se livraient à la plus effroyable licence. Ils ne voyaient dans Pougatschef qu'un homme dont ils avaient élevé la fortune. Ils gardaient en public vis-à-vis de lui une apparence de respect, mais en secret ils le traitaient comme un des leurs et sans plus d'égards. Ils buvaient fréquemment ensemble, et, lorsque les fumées du vin avaient exalté leurs cerveaux, leur familiarité dégénérait en violentes querelles et souvent même en coups. Pougatschef en

gémissait ; mais, persuadé qu'il lui serait impossible de secouer ce joug sans se perdre, il se bornait à déposer ses plaintes et sa douleur dans le sein de ses plus intimes amis, trouvant, suivant ses propres expressions, *que sa route était bien étroite*.

C'est peut-être à l'embarras de cette situation qu'il faut attribuer l'hésitation de Pougatschef dans des circonstances où il aurait dû frapper les plus grands coups. Il régnait alors à Moscou une secrète agitation. Le peuple parlait tout bas, mais librement. Ceux des nobles qui n'avaient pas quitté la ville ne se montraient qu'avec timidité. La terreur planait encore sur cette cité populeuse, où la peste avait fait d'effroyables ravages, et où des milliers de serfs n'attendaient pour se soulever que la présence des rebelles. Le gouverneur prince Volkonski avait distribué ses troupes dans les principaux quartiers, et placé des canons sur les points les plus vulnérables. Mais Pougatschef, ayant consumé son temps et une partie de ses forces au siége d'Orenbourg, perdit l'occasion de s'emparer de la seconde ville de l'empire.

Quoique délivrée de cette crainte, l'impératrice comprit cependant qu'il fallait à tout prix détruire la révolte, de peur qu'elle ne gagnât le cœur de la Russie. Elle fit transporter à Moscou quatre régiments d'infanterie, un régiment de hussards, avec de l'artillerie, et fit marcher contre Pougatschef le général Bibikof, qu'elle avait rappelé de la Pologne, où il avait fait la guerre avec

succès et modération. Le choix de ce général était une preuve de l'importance qu'elle attachait à la répression de la révolte. Bibikof vivait à cette époque dans une sorte de disgrâce, pour avoir désapprouvé le partage de la Pologne. Mais fidèle à ses principes, qu'il ne fallait ni solliciter ni rechercher aucune mission, mais l'accepter loyalement lorsqu'elle était offerte, il n'hésita pas à donner cette preuve de dévouement à son pays. C'était un militaire instruit, formé dans la guerre de sept ans, et qui avait montré, dans les emplois divers dont il avait été chargé, beaucoup de prudence et d'honneur, soit comme administrateur, soit comme général. Il réunissait dans sa personne les qualités qui forment les héros : justice, probité, intelligence, désintéressement, simplicité de mœurs. Sévère pour lui-même, bienveillant pour les autres, accessible à tous, il avait dans le caractère quelque chose d'antique.

Bibikof traversa Moscou en se rendant à Kazan, qu'il avait choisi pour être le centre de ses opérations. Sa présence dans cette ancienne capitale de l'empire y produisit un effet salutaire. Les mauvaises passions furent contenues et les espérances timides relevées. Du reste il était temps que le gouvernement portât toute son attention sur une guerre désastreuse, dont l'incapacité des généraux avait agrandi le théâtre. La terreur était si grande que les rebelles ne rencontraient presque plus aucun obstacle. Tornof, avec 600 hommes seulement, pillait la province de Nagaybatzk. Lorsqu'une ville

leur paraissait assez forte pour résister et la garnison déterminée à se défendre, ils se bornaient à lui couper ses communications en ravageant la campagne sur une grande étendue. Tchika en agissait ainsi à l'égard d'Oufa, où commandait Missoédof, quoiqu'il fût à la tête de 10,000 hommes. Oulianof, Davidof et Bélobórodof occupaient avec leurs troupes l'espace compris entre Kazan et Oufa, prêts à se porter contre l'une ou l'autre de ces deux villes.

Pougatschef avait donné l'ordre à Chlopoucha de s'emparer des forts d'Illinsk et de Verkhnoe-Ozernaïa, situés à l'est d'Orenbourg. Illinsk fut pris et le commandant massacré; mais les rebelles furent repoussés de Verkhnoe-Ozernaïa. Pougatschef furieux accourut au secours de son lieutenant. Il arriva devant la place, le 27 novembre. Un nouvel assaut n'ayant pas eu plus de succès, il se retira le soir avec précipitation, pour aller au-devant de trois compagnies de la ligne de Sibérie, que Stanislavski envoyait à Illinsk. Le major Zaëf entra le 27 dans la forteresse et fit à la hâte quelques dispositions de défense. Les rebelles ne tardèrent pas en effet à se présenter. « Ne tirez pas et sortez, crièrent-ils aux vedettes, voici votre empereur. » La première attaque fut repoussée. Pougatschef revint le 29 avec deux canons. Un boulet ayant détruit un des bastions, qui étaient en bois, les rebelles s'y jetèrent en poussant des clameurs sauvages. La citadelle fut envahie. Zaëf et presque tous les officiers, avec 200 soldats, furent passés au fil de l'épée.

Pougatschef fit grâce aux prisonniers, à l'exception du capitaine Kamechkof et de l'enseigne Voronof. « Pourquoi, leur demanda-t-il, avez-vous combattu votre empereur?—Tu n'es pas notre empereur, répondirent-ils avec courage. Notre souveraine est Catherine Alexienna. Tu n'es qu'un imposteur et un voleur. » Ils furent pendus à l'instant même. Pougatschef fit de nouveaux efforts pour s'emparer de Verkhnoe-Ozernaïa; mais il fut contraint de se retirer, et revint à la slobode de Berdsk.

Orenbourg, cependant, était aux abois. Reinsdorp attendait des renforts qui n'arrivaient pas. Il tenta, dans la nuit du 30 décembre, une nouvelle sortie, qui échoua comme les autres. Le sac de farine se vendait en secret vingt-cinq roubles; car on avait enlevé aux habitants leur blé et leur gruau. On leur faisait des distributions journalières; mais les vivres devenant chaque jour plus rares, on imagina de mêler au pain des peaux de bœufs et de chevaux. A la disette se joignirent des maladies, résultat des souffrances et des privations. Le peuple murmurait tout haut et semblait prêt à se soulever. Dans cette extrémité, Reinsdorp résolut de tenter une dernière fois le sort des armes. Toute l'armée sortit de la ville en trois colonnes, sous les ordres de Valenchtern, de Korf et de Naoumof (13 janvier 1774). La matinée était obscure, la neige profonde et les chevaux étaient épuisés. Les troupes ayant été accueillies par de vigoureuses décharges, la confusion se mit au milieu d'elles. Des nuées de rebelles accouraient de tous

les côtés. Il fallut songer à la retraite. Ce fut encore une perte de 400 hommes et de 15 canons.

Il n'y avait eu malheureusement jusqu'à ce jour aucun centre de direction ; chacun agissait d'après son inspiration ou son caractère. Les communications d'une ville à l'autre étaient difficiles. Les rebelles s'étaient attachés à les isoler, afin d'affaiblir la défense. Ils venaient de répandre le bruit qu'Orenbourg avait succombé. Ce bruit, parvenu à Yaïtzk, enhardit les partisans de Pougatschef, dont plusieurs passèrent aussitôt dans le camp des rebelles. Simonof, qui avait contenu le peuple par la crainte, se troubla tout à coup, et, si le capitaine Krilof n'avait pris, au milieu du désordre, le commandement des troupes, la terreur et la trahison eussent livré la place aux ennemis. Ceux-ci entrèrent dans la ville, le 31 décembre, et y furent reçus avec les plus vives démonstrations de joie. La forteresse fut alors assaillie avec fureur. Les assiégeants, ayant entassé sur la place publique et dans les rues adjacentes des monceaux de bois, établirent seize batteries à l'abri de ces barricades. La garnison de son côté déployait une égale intrépidité. Les sorties étaient fréquentes et presque toujours heureuses.

Telle était la situation, lorsque Bibikof arriva à Kazan dans les premiers jours de janvier. Il n'y trouva ni le gouverneur, ni aucun des principaux fonctionnaires. La plupart des nobles et des négociants avaient pris la fuite et s'étaient réfugiés dans les gouvernements où la

révolte n'avait pas encore pénétré. Il y convoqua immédiatement la noblesse de la province, qui mit beaucoup d'empressement à seconder ses efforts. Ses discours rendirent la confiance aux plus timides. Les nobles et les magistrats rivalisèrent de zèle pour former une légion de cavalerie, dont le commandement fut confié au général Larionof. A l'exemple des nobles de Kazan, ceux de Simbirsk, de Sviajsk et de Penza levèrent des troupes à leurs frais.

Ces préparatifs retinrent Bibikof à Kazan jusqu'à la fin du mois de février. Quoiqu'il affectât la plus grande confiance, il était intérieurement dévoré d'inquiétude. Les rapports qu'il adressait à son gouvernement, ses lettres à sa famille et à ses amis représentaient la situation comme très-grave, et il ajoutait que les paroles ne pouvaient en donner qu'une idée fort incomplète. Les communications étaient partout interceptées, les villages déserts ou au pouvoir des insurgés, les fabriques en ruines. La fidélité du peuple était ébranlée et le courage des troupes fort abattu. Les Kirghiz-Kaysaks passaient la frontière, se livraient impunément au pillage et enlevaient les habitants sans défense. Enfin, les Tartares de l'autre côté du Kouban, secrètement excités par la Porte, menaçaient de se jeter sur le territoire de l'empire.

L'impératrice avait publié, le 4 janvier, un manifeste contre le rebelle, dans le but de dévoiler son imposture et de le rendre l'objet de l'exécration publique, en met-

tant sous les yeux du peuple russe le tableau de ses cruautés. Ce manifeste fut suivi de plusieurs oukases. Par l'un elle invitait les Cosaques du Yaïk à rentrer dans l'obéissance, sous la promesse d'une amnistie générale ; par l'autre, la tête du rebelle était mise à prix.

L'Europe commençait à s'occuper de cette guerre. On croyait généralement que Pougatschef était un instrument du cabinet ottoman. Voltaire partageait cette croyance, et il écrivait à l'impératrice : « C'est apparemment le chevalier de Tott qui a fait jouer cette farce ; mais nous ne sommes plus au temps de Démétrius. » Catherine, que cette curiosité irritait, lui répondit avec un peu d'humeur : « Monsieur, les gazettes seules font beaucoup de bruit du brigand Pougatschef, lequel n'est en relation ni directe ni indirecte avec M. de Tott. Je fais autant de cas des canons fondus de l'un que des entreprises de l'autre. MM. de Pougatschef et de Tott ont cependant cela de commun que le premier file tous les jours sa corde de chanvre et que le second s'expose à chaque instant au cordon de soie. »

Mais ce mépris n'était que l'expression de sa mauvaise humeur ; nous avons la preuve de ses inquiétudes et de l'importance qu'elle attachait à cette guerre désastreuse, dans une autre lettre adressée au philosophe de Ferney : « M. le marquis de Pougatschef, lui écrivait-elle, m'a donné cette année du fil à retordre. J'ai été obligée, pendant plus de six semaines, de m'occuper de cette affaire avec une attention non interrompue. Il ne

sait ni lire ni écrire, mais c'est un homme extrêmement hardi, et je crois qu'après Tamerlan personne n'a plus détruit l'espèce humaine. » On défendit au peuple de prononcer son nom. Le gouvernement fit cependant recueillir et publier des détails sur l'origine et la vie du rebelle, afin de rendre son imposture plus évidente.

A l'imitation de Catherine, Pougatschef publia aussi plusieurs manifestes contre cette princesse. Il affranchit tous les paysans de l'empire et fit frapper des roubles à son effigie, avec cette inscription : Pierre III, empereur de toutes les Russies. On lisait sur le revers : *Redivivus et ultor*.

Le général Bibikof avait alors des forces suffisantes pour ouvrir la campagne avec avantage. Le sort de ses prédécesseurs, qui s'étaient perdus par excès de confiance, le rendait prudent. Quoiqu'il eût reçu l'ordre, à son départ, de terminer cette guerre au plus vite, il ne crut pas devoir en compromettre le succès par précipitation. Son dessein était de dégager d'abord Orenbourg et Oufa. Pougatschef bloquait la première de ces villes, et Tchika, le plus capable de ses lieutenants, assiégeait la seconde. Bibikof, ayant ordonné au prince Pierre Galitzin de se placer entre Orenbourg et Kazan, fit marcher vers Oufa le général Larionof. Le général Mandourof fut chargé de couvrir la ligne de Samara, et le lieutenant général de Collongues de garder la frontière de Sibérie ; enfin, il confia au lieutenant Derjavine le soin de protéger Penza et Saratof. Mais informé que Larionof

mettait beaucoup de lenteur et peu d'énergie dans ses opérations, il le remplaça par le colonel Michelson, dont il avait apprécié la valeur et la capacité dans la guerre de Pologne, où cet officier avait été blessé sous ses yeux.

Le théâtre de l'insurrection ainsi circonscrit, quoique ses limites fussent encore fort étendues, il ne s'agissait plus que d'agir avec vigueur. Pougatschef n'en manifesta aucune inquiétude, comptant sur la lenteur et l'incapacité des chefs, autant que sur la trahison des soldats. « Patience! patience! répondait-il à ceux qui le pressaient d'attaquer les Russes avant qu'ils fussent plus forts, ils tomberont eux-mêmes dans nos mains. » Il quitta cependant le siége d'Orenbourg pour se rapprocher d'Yaïtzk, avec le dessein de frapper un grand coup. Dans la nuit du 20 janvier, une partie du rempart ayant sauté, les rebelles s'élancèrent sur la forteresse, en poussant des cris sauvages. La rage des assiégeants échoua contre la bravoure intrépide et opiniâtre des assiégés, qui soutinrent la lutte pendant neuf heures, et qui forcèrent enfin Pougatschef à se retirer avec une perte de 400 hommes. Il fit encore, le 19 février, une tentative infructueuse, après laquelle il courut au-devant du prince Galitzin.

Les détachements confiés au major Moufel, à Derjavine, au colonel Bibikof et à Michelson, avaient commencé leurs opérations, et partout ils avaient contenu les rebelles. Moufel les avait chassés de Samara, leur avait fait 200 prisonniers et pris 6 canons ; Derjavine,

avec trois compagnies de fusiliers, avait suffi pour en imposer aux dissidents de l'Irghis, qui commençaient à s'agiter, ainsi qu'aux tribus nomades situées entre le Yaïk et le Volga. Le colonel Bibikof, frère du général en chef, après avoir dégagé le général Freyman, qui se trouvait à Bougoulm, au milieu des insurgés, avait repris vingt-cinq villages et reçu la soumission de 4,000 paysans.

Pendant ce temps, Michelson poursuivait sa route vers Oufa avec d'incroyables difficultés. La saison était rigoureuse. Les immenses plaines du gouvernement d'Orenbourg étaient couvertes d'une neige si épaisse, que les troupes avaient une peine extrême à marcher; mais le soldat russe est infatigable; il supporte sans se plaindre la faim, la soif et des marches d'une longueur qui abattraient le courage et les forces de tout autre. Tchika avait détaché un corps de 2,000 hommes avec 4 canons contre Michelson; mais celui-ci, l'ayant laissé derrière lui, atteignit le village de Joukova, et rencontra, le 26 mars, à Zoubouka, un autre corps de 10,000 révoltés, contre lequel il soutint un long et terrible combat. Les ennemis perdirent 3,000 hommes et 25 canons. Oufa délivré, Michelson courut à Tabinsk, où Tchika et Oulianof s'étaient retirés. Ils étaient encore sous l'impression de leur défaite, lorsque Michelson se présente, les attaque, les disperse et fait prisonniers les deux chefs des rebelles. La perte de Tchika eut un douloureux retentissement dans le cœur de Pougatschef; c'était son

confident, son ami, et, de tous les chefs de la révolte, le plus habile.

Les succès obtenus par Michelson étaient d'autant plus glorieux, qu'il n'avait eu à sa disposition que des moyens médiocres. Il avait remédié à la faiblesse numérique du corps placé sous ses ordres, par la promptitude et la vigueur de son action et surtout par le juste emploi de ses forces. Cette expédition avait donc complétement réussi.

Le prince Galitzin ayant passé la Kama, le 22 janvier, et rallié Bibikof et Mansourof, s'avançait avec confiance vers Orenbourg, lorsque, à la faveur d'une nuit d'orage, Pougatschef tomba sur son avant-garde, composée de 1,000 hommes, sous les ordres des majors Elaguin et Pouschkin ; il fut repoussé, mais Elaguin y perdit la vie. Le prince, ayant alors déposé ses provisions dans le fort de Saratchinski, continua sa marche sans être inquiété. Pougatschef fuyait de forteresse en forteresse, faisant de vains efforts pour s'y maintenir et forcé de les abandonner sans pouvoir les détruire. Ce fut à Taticheva qu'il résolut d'attendre l'ennemi. Située sur le chemin d'Orenbourg, cette place était sans murailles, ayant été brûlée par les rebelles au commencement de la guerre. Pougatschef fit élever à la hâte un rempart de neige, qui, foulée et battue, acquit une solidité presque égale à celle de la pierre. Le 22 mars, le prince Galitzin s'en approcha, et fut surpris de le trouver garni de canons. Un corps de 300 hommes, envoyé

pour reconnaître la place, fut repoussé, et, pendant trois heures, les rebelles répondirent sans interruption au feu des Russes; mais le colonel Bibikof, avec la colonne de droite, s'étant emparé des hauteurs voisines, le prince ordonna au général Freyman, qui commandait la seconde colonne, de monter à l'assaut. Les soldats s'élancèrent sur les remparts de glace, malgré le feu de sept canons, et s'y établirent après un combat acharné. La résistance des rebelles avait rendu l'action longue et sanglante. Ils y perdirent plus de 3,000 hommes et laissèrent 36 canons au pouvoir des Russes. Pougatschef, suivi seulement de quatre Cosaques, parvint à gagner son camp de Berdsk, où l'annonce de sa défaite avait déjà produit dans ses troupes une grande fermentation. On se hâta de charger le butin sur des chariots et de quitter la slobode. La plupart des hommes, qui ne l'avaient suivi que par l'amour du pillage ou par l'éclat de sa fortune, étaient maintenant consternés, et paraissaient déterminés à l'abandonner. Ils se représentaient leur souveraine irritée, et s'attendaient aux plus cruels supplices, s'ils étaient pris les armes à la main. On assure que Chigaef eut la pensée de livrer Pougatschef au gouverneur d'Orenbourg, et que Reinsdorp étonné perdit l'occasion de terminer tout d'un coup la guerre par la prise du rebelle. Quoi qu'il en soit, Pougatschef parvint, à force de supplications et de promesses, à retenir sous ses drapeaux le plus grand nombre de ses partisans; quelques-uns seulement l'abandonnèrent

pour aller faire leur soumission ; d'autres attendirent que la fortune se prononçât par de nouveaux événements.

Après sa défaite et la défection d'une partie de ses troupes, il ne lui resta plus qu'environ 2,000 hommes, avec lesquels il se retira à Kargalé, village situé à cinq lieues d'Orenbourg. Dès ce moment les affaires des Russes prirent une face nouvelle. Orenbourg débloqué, le général Reinsdorp avait envoyé 200 chasseurs avec 2,000 Cosaques, sous les ordres du major Zoubof, pour s'emparer des magasins de Berdsk, que les rebelles avaient été forcés d'abandonner en se retirant. Il s'y trouva 18 canons, des tonneaux remplis de monnaie de cuivre, des chevaux, du blé et d'autres provisions, que Zoubof fit transporter à Orenbourg. Les habitants et la garnison, qui souffraient depuis six mois les plus dures privations, pleuraient de joie à la vue de ces biens que le ciel paraissait leur avoir miraculeusement réservés. Reinsdorp appela Galitzin le sauveur d'Orenbourg. Le prince y fit son entrée le 26 mars, au milieu des transports de la population. Mais rien n'est comparable à la joie qu'en éprouva Bibikof. « J'ai une meule de moins sur le cœur, » écrivait-il à sa femme.

Galitzin, ayant résolu de porter les derniers coups à la révolte, prit 500 hommes de la garnison d'Orenbourg et se dirigea sur Kargalé. Pougatschef l'y attendait, plein de désespoir. Il y fut attaqué le 29 mars et battu de nouveau. La plupart de ses soldats tombèrent entre les mains des Russes ; les autres se dispersèrent. Chigaef,

Potchitalin, Padourof, ses principaux complices, furent du nombre des prisonniers. Le prince revint à Orenbourg avec sept canons, qu'il avait pris aux rebelles, et qui étaient leur dernière ressource. On apprit en même temps que Mansourof, envoyé pour délivrer Yaïtzk, avait complétement réussi (11 avril), et que Chlopoucha avait été fait prisonnier par les Tartares, comme il se rendait à Kargalé, où il avait laissé sa femme et ses enfants.

La chute d'Yaïtzk avait entraîné celle d'Iletz, d'Ozernaya et de Razipnaya, c'est-à-dire des forteresses les plus importantes de la ligne du Yaïk (6 et 7 avril). Mansourof avait trouvé quatorze canons dans Iletz. La présence du général Freyman dans la Baschkirie avait contenu l'humeur indépendante de ces tribus sauvages.

Pougatschef était en fuite, abandonné de presque tous ses partisans. Le gouvernement d'Orenbourg, naguère si troublé, renaissait au calme, et tout faisait présager la fin de cette guerre désastreuse. Ce fut à ce moment que mourut le général Bibikof, emporté à Bougoulm par une fièvre maligne, le 9 avril 1774, à l'âge de quarante-quatre ans. Il mourut avec la consolation d'avoir contribué, par son activité et sa prudence, à ramener la paix dans une contrée où régnaient auparavant les fureurs de la guerre civile. L'impératrice pleura en apprenant sa mort. Ne pouvant récompenser dans sa personne les services qu'il venait de rendre à l'empire, elle prit soin de sa famille, qu'il avait laissée dans la

pauvreté. Le prince Tcherbatof, comme le plus ancien lieutenant-général d'âge, prit le commandement des troupes.

Pougatschef s'était retiré sur le fleuve Meas, près des frontières de la Sibérie, où les débris de son armée ne tardèrent pas à le rejoindre. Le bas peuple, le peuple noir, comme disaient les Russes, le consola de ses derniers revers par son empressement à suivre sa fortune. Les Baschkirs s'agitaient de nouveau. Le colonel Stoupichin entra dans la Baschkirie et brûla quelques villages déserts; mais tout le pays se souleva et la guerre recommença avec plus de fureur qu'auparavant. Les rebelles couraient çà et là, pillant les fabriques impériales et se recrutant par la terreur qu'ils inspiraient. Le prince Galitzin avait envoyé le général Freyman à la poursuite de Pougatschef; mais le mauvais état des routes obligea ce général à s'arrêter.

Michelson, chargé de lui couper la retraite, se trouvait alors aux environs de Birsk, où il venait d'achever la dispersion des bandes qui troublaient cette coutrée. A la nouvelle des ravages commis par Pougatschef, il laissa le capitaine Melgunof à Birsk, avec 200 hommes de troupes régulières, et se mit lui-même en marche pour atteindre les ennemis, qui travaillaient à se fortifier près de Katof, au delà d'Ivanowski. Le 19 avril, il passa la Viatka sur la glace. A peine avait-il gagné l'autre rive que le dégel survint et que toutes les rivières débordèrent. Michelson franchit l'Oufa sur des barques.

Les chemins, entièrement défoncés par un amas incroyable de neige fondue, ralentissaient la marche de ses troupes et la rendaient pénible. Les soldats étaient dans la boue jusqu'aux genoux. De temps à autre, ils rencontraient quelques cabanes de Baschkirs; mais ces habitations abandonnées ne leur étaient d'aucune ressource. Le 5 mai seulement, ils aperçurent, près de Simsk, un corps de rebelles commandé par Salavatka. Après l'avoir dispersé, Michelson fit prendre un peu de repos à sa petite armée.

Salavatka s'était porté, avec environ 2,000 hommes et 8 canons, à quelque distance du village d'Ouisk, où il avait résolu d'attendre une troupe de Baschkirs, qui lui avaient promis de le joindre. Michelson ne lui en laissa pas le temps. Il l'attaqua de nouveau le 7 mai, le battit complétement, lui tua 300 hommes, lui prit ses canons et fit un nombre considérable de prisonniers. Salavatka se retira derrière le Jourzen, un des confluents de l'Oufa, où des renforts lui arrivèrent, ce qui n'empêcha pas Michelson de se mettre à sa poursuite. Mais ce dernier ayant appris sur sa route que Pougatschef s'était porté vers Magnitnaya, petite forteresse construite sur le Yaïk, prit la direction des monts Ourals, pour se réunir au général Freyman près des sources du Yaïk et tomber sur les rebelles avec toutes leurs forces. Pougatschef avait alors sous ses ordres 6,000 Baschkirs et paysans, et il attendait un renfort de 4,000 hommes que lui amenait Beloborodof.

Il est difficile de se faire une idée des obstacles que Michelson rencontra pendant sa marche. A la difficulté du terrain, à celle de se procurer des vivres dans un désert affreux, semé de landes marécageuses, venaient se joindre les attaques imprévues de quelques bandes de rebelles, qui, à peine dispersées, reparaissaient bientôt plus nombreuses. Les soldats étaient harassés de fatigue; cependant aucune plainte ne sortait de leurs bouches. Une troupe de Baschkyrs, qui les assaillit, le 13, fut entièrement détruite.

Michelson apprit en cet endroit que Pougatschef s'était emparé de Magnitnaya par trahison et de deux autres forteresses, et qu'il était en chemin pour attaquer Troïtzkoi. Quelques jours après, il reçut l'avis qu'il l'avait attaqué, et que, s'en étant rendu maître (20 mai), il en avait fait massacrer le commandant avec tous les officiers. Il suivait la ligne des forts, brûlant, saccageant et ne laissant partout que des ruines fumantes. Les habitants fuyaient avec terreur, privés d'aliments et cherchant des retraites où ils pussent être à l'abri de ses fureurs.

Le lieutenant général de Collongues, détaché pour observer les rebelles, les atteignit le 21. Pougatschef l'attendait en avant de Troïtzkoi, avec plus de 10,000 hommes et 30 canons. Blessé à la main, au siége de Magnitnaya et souffrant encore de sa blessure, il avait confié à Beloborodof le commandement des troupes. Le combat dura quatre heures et fut sanglant. L'artil-

lerie des rebelles, leur camp, où 3,000 prisonniers attendaient avec une horrible anxiété l'issue de la lutte, restèrent au pouvoir des Russes. Pougatschef avait essayé vainement de relever le courage de son armée; il était monté à cheval, le bras en écharpe; mais déjà sa voix n'était plus entendue, et il se vit bientôt lui-même entraîné dans la fuite. Du reste, après ce moment de confusion et d'effroi, la retraite se fit avec ordre et sans précipitation. Les vainqueurs étaient trop fatigués pour songer à la poursuite. Pougatschef échappa donc, et, quoiqu'il eût perdu son artillerie, il se trouva bientôt en état d'enlever plusieurs forteresses. La facilité avec laquelle il se recrutait était un sujet d'étonnement pour les Russes. Bibikof en avait pénétré la cause, et il écrivait à Fon-Vizin : « Pougatschef n'est qu'un mannequin. Ce n'est pas lui qui est grave, c'est le mécontentement général. » Les Baschkirs le surveillaient avec une méfiance ombrageuse. Les Cosaques du Yaïk ne le perdaient jamais de vue, et, prévoyant déjà la ruine de leurs espérances, ils méditaient de se faire pardonner leur révolte en le livrant aux Russes. Pougatschef ne l'ignorait pas, et il se proposait d'abandonner lui-même ses complices, quand il ne serait plus possible de prolonger la lutte. Il entretenait à cet effet des chevaux de course, afin de prévenir leurs desseins.

Michelson venait de sortir des monts Ourals, lorsqu'il apprit la victoire de Collongues. Il redoubla de vitesse dans la direction de Varlamovo, pour couper la retraite

à Pougatschef. Le 22 mai il découvrit son avant-garde. Au lieu d'une armée abattue et désorganisée qu'il s'attendait à rencontrer, il aperçut avec étonnement une troupe nombreuse, résolue et en bon ordre. Michelson s'était arrêté près d'un bois. Son aile gauche plia, fut enfoncée et perdit ses canons; mais sa cavalerie tomba sur les rebelles avec tant d'impétuosité, qu'ils furent culbutés avec une perte de 600 hommes, sans compter 500 prisonniers. Après les avoir poursuivis pendant quelques verstes, Michelson revint sur le champ de bataille, où il passa la nuit.

Pougatschef s'était sauvé avec 100 hommes seulement du côté du lac Argasée, où 700 Baschkirs se placèrent sous ses drapeaux. Pendant qu'il s'occupait à recueillir les débris de son armée, Salavatka mettait tout à feu et à sang sur l'Ay et le Jourzen, deux affluents de l'Oufa. Michelson courut au-devant de lui. A son approche, Salavatka passa l'Ay, dont il détruisit les ponts, et se retrancha de l'autre côté de la rivière, sur des hauteurs d'un accès difficile, où Pougatschef ne tarda pas à se joindre à lui.

Michelson, étant arrivé sur la rive opposée, s'y arrêta pour donner à sa troupe quelque repos. Le lendemain, 30 mai, quarante Cosaques, ayant chacun un chasseur en croupe, se jetèrent dans la rivière et gagnèrent l'autre bord, sur lequel ils se maintinrent, à la faveur d'un feu d'artillerie qui en éloigna les rebelles. Toute l'armée passa de la même manière Les barbares, effrayés de

tant d'audace, ne firent qu'une faible résistance. Ils perdirent 400 hommes, et Salavatka blessé faillit tomber au pouvoir des Russes.

Tout le pays situé au delà de l'Oufa était occupé par les Baschkirs. Ces tribus sauvages, s'étant attachées à la fortune de Pougatschef, avaient détruit leurs villages et abandonné leurs campagnes. Les Russes n'avançaient qu'avec précaution, précédés par des patrouilles. Une de ces patrouilles, étant tombée pendant la nuit au milieu des rebelles, ne put être dégagée que le matin. Cette troupe était celle de Salavatka, qui avait été dispersée quelques jours auparavant. Michelson, l'ayant battue de nouveau, se mit à sa poursuite; mais aux nombreux obstacles du terrain, à la difficulté de se procurer des vivres dans un pays dévasté, était venue se joindre l'indifférence, pour ne pas dire la trahison des autres chefs. Les uns par jalousie, les autres par frayeur, étaient restés pendant ce temps dans une complète inaction. Le général Freyman n'avait pas quitté la forteresse de Kizilsk; Stanislavski, dans d'aussi graves circonstances, avait donné sa démission; Collongues, retiré à Tcheliaba, où il avait appelé Jolobof et Gagrin, avait perdu le fruit de sa victoire en laissant Pougatschef reformer ses bandes; enfin, le prince Galitzin s'était borné à couvrir Orenbourg et Yaïtzk, qui n'étaient plus menacés.

C'est à cette inaction des chefs qu'il faut attribuer la prolongation de la lutte. Il semble cependant qu'après

cette succession de défaites, Pougatschef eût dû se trouver hors d'état de rien entreprendre de considérable. Il ne méditait pourtant rien moins que d'enlever Oufa par surprise. Michelson, informé de ce projet, passa l'Oufa dans la journée du 4 juin et rencontra le même jour l'armée des rebelles, qu'il attaqua sur-le-champ et qu'il mit en fuite, mais sans pouvoir les poursuivre, car il ne restait plus à chaque homme que deux cartouches. Il prit donc le parti de se rendre à Oufa, pour y déposer les blessés, prendre des munitions et procurer quelques jours de repos à son armée. Il croyait d'ailleurs les rebelles découragés par les nombreux échecs qu'ils venaient d'essuyer. Il n'en était rien, cependant. Pougatschef s'était enfoncé dans les monts Ourals, et il semblait se préparer à de plus grands efforts. Une armée nombreuse de Baschkirs, de Votiakes et d'autres barbares, s'étant approchée de Birsk, où les esprits étaient en fermentation, la garnison ne put défendre la ville, qui fut prise et incendiée, presque sous les yeux d'un corps de troupes russes campé aux environs d'Oufa.

Pougatschef, ayant alors franchi la rivière de ce nom, fut attaqué sans succès à Krasno-Oufimsk, et se rendit maître d'Osa. Le général Brandt, gouverneur de Kazan, en avait confié le commandement au major Skripitzin, et il avait écrit en même temps au prince Tcherbatof pour demander un prompt secours. Tcherbatof ne prit aucune mesure et n'envoya pas de secours, croyant suffisant l'ordre qu'il avait donné au major Douvé et au

colonel Obernibiésof de se réunir à Skripitzin, en cas de danger. Celui-ci repoussa d'abord les premiers assauts de l'ennemi ; mais en voyant les préparatifs qu'il faisait pour incendier ses murailles de bois, il perdit la tête et rendit la forteresse à Pougatschef, qu'il reçut à genoux avec le pain et le sel (21 juin). Pougatschef lui avait rendu son épée ; mais, informé qu'il avait écrit au gouverneur de Kazan pour justifier sa conduite, il le fit mettre à mort.

Ce retour de fortune inspira au chef des rebelles le hardi dessein de s'emparer de Kazan. Il franchit en conséquence la Kama (23 juin), prit, chemin faisant, deux brasseries impériales, dont il incorpora les ouvriers à sa bande, et, le 11 juillet, à l'entrée de la nuit, il parut sous les murs de Kazan, à la tête de plusieurs mille hommes. Le colonel Tolstoy, commandant la cavalerie de la place, était sorti à sa rencontre ; mais sa troupe avait été battue et lui-même tué. La garnison de Kazan, dont le chiffre atteignait à peine 1,500 hommes, était animée des meilleures dispositions, et l'on avait armé les bourgeois, que l'exemple des troupes encourageait à faire leur devoir. Le major général Paul Potemkin, arrivé la veille dans la ville, déployait la plus grande activité pour en compléter la défense.

Pougatschef, voulant profiter de l'étonnement dont sa présence inattendue avait frappé la population de Kazan, commença l'attaque le lendemain, au point du jour. Son armée s'avança du village de Tzarizina par le champ

d'Arsk. A l'entrée du faubourg s'élevaient des granges en briques et une maison de plaisance, défendues par un faible détachement. Les rebelles s'en emparèrent, après en avoir chassé les soldats, et ils y établirent leurs batteries. Une bande de paysans des fabriques, soutenue ou plutôt poussée par les Cosaques, s'élança aussitôt sur le faubourg, pendant que les Baschkirs attaquaient sur la gauche une slobode remplie de fabriques de drap. La slobode prit feu. Les ouvriers qui la défendaient, ayant à leur tête l'évêque Veniamine, furent saisis de terreur et prirent la fuite. Les deux troupes entrèrent alors dans la ville, que les habitants épouvantés se hâtèrent d'abandonner dans une confusion extrême, pour se réfugier dans la forteresse. La ville fut livrée à la plus effroyable dévastation, et, après que les barbares vainqueurs eurent été rassasiés de meurtres et de pillage, ils y mirent le feu; 2,867 maisons, 25 églises et 3 monastères devinrent la proie des flammes. Les habitants qui n'avaient pu trouver un asile dans la forteresse furent massacrés ou ensevelis sous les ruines fumantes de la ville. On voyait les rebelles accourir dans leur camp chargés de butin, les uns avec des habits de femme, les autres affublés de vêtements sacerdotaux. Les féroces Baschkirs poussaient devant eux des femmes et des enfants, qu'ils avaient sauvés de la ruine de la ville, mais auxquels ils réservaient un sort non moins affreux.

Nous avons laissé à Oufa le colonel Michelson, le véritable héros de cette guerre. Après s'y être pourvu de

munitions et avoir envoyé l'ordre au major Douvé de venir le joindre au plus vite, il avait pris la route de Birsk. Les rebelles dirigèrent contre lui un corps de 3,000 hommes, qui fut battu et dispersé. Michelson courut alors à Osa, où il espérait rencontrer Pougatschef. Sur sa route, il tailla en pièces un autre corps de 500 Baschkirs et Tartares (27 juin), et apprit, de la bouche même des prisonniers, que leur chef avait passé la Kama. Il redoubla de vitesse, afin de gagner cette rivière. Sa cavalerie la traversa à la nage, son infanterie sur des radeaux, que l'ennemi avait abandonnés au courant. Enfin, le 11 juillet, il n'était plus qu'à cinquante verstes de Kazan. Ses soldats étaient excédés de fatigue. Cependant telle était leur ardeur, qu'ils se remirent en marche presque aussitôt. Au lever du soleil, ils entendirent la canonnade dans la direction de la ville. Leur impatience redoubla. Mais une épaisse fumée qu'ils aperçurent dans le ciel, au-dessus de la ville, leur annonça le malheur qu'ils auraient voulu prévenir.

Averti de l'approche des Russes par une troupe de rebelles que Michelson venait de disperser, Pougatschef s'était porté à sept verstes en avant de Kazan, près du village de Tzarizina. Son armée était supérieure en nombre au corps de Michelson et de plus elle était victorieuse. Elle ne tint pas cependant contre la valeur de ces intrépides soldats. Après cinq heures d'une lutte acharnée, elle fut mise en fuite avec une perte de

800 hommes et de 8 canons, sans compter 180 prisonniers restés au pouvoir des vainqueurs. L'obscurité de la nuit sauva Pougatschef d'une plus grande perte. Du reste, la fatigue de sa troupe n'eût pas permis à Michelson de le poursuivre.

Pougatschef ne s'était éloigné que pour attirer sous ses drapeaux de nouveaux partisans, et, en effet, il ne tarda pas à reparaître avec une armée plus nombreuse (15 juillet). Un manifeste distribué à ses troupes leur annonçait qu'après qu'il aurait battu et détruit Michelson, il avait résolu de marcher contre Moscou. Celui-ci, de son côté, avait été renforcé par quelques centaines d'hommes de la garnison de Kazan. Il marcha donc à la rencontre des rebelles et prit de nouveau position à Tzarizina. Pougatschef avait ordonné à ses Cosaques du Yaïk, qui formaient la dernière ligne, de massacrer tous ceux qui seraient tentés de prendre la fuite. Cette mesure rendit l'action plus vive et plus acharnée. Toutefois le combat ne dura pas plus d'une heure. Ce fut encore à sa cavalerie que Michelson dut le succès de la journée. Dans le temps qu'il chargeait lui-même à la tête de ce corps, Kkarin tomba sur l'aile gauche des ennemis avec une telle impétuosité qu'ils se débandèrent et que chacun ne songea plus qu'à se sauver. Leur perte fut énorme. Ils laissèrent 2,000 morts sur le champ de bataille et 5,000 hommes au pouvoir des Russes, ainsi que leurs canons. La perte de Michelson ne fut que de 170 hommes tués ou blessés.

Les bandes rebelles s'étant dispersées commirent en tous lieux d'effroyables ravages. Beloborodof fut découvert dans les environs de Kazan et envoyé à Moscou, où il fut exécuté. Pougatschef, après avoir erré tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, afin d'échapper à la poursuite de Kharin, passa le Volga le 18 juillet avec 500 Cosaques et s'enfonça dans le désert, où ses bandes se reformèrent avec une incroyable rapidité. Sur sa route, les malheureux serfs, qu'il flattait des douceurs de la liberté, abandonnaient leurs travaux pour se joindre à lui. Souvent même ils lui amenaient leurs maîtres enchaînés pour qu'il disposât de leur sort. Pougatschef déclarait au peuple qu'il était libre et qu'il fallait anéantir les nobles. Il lui faisait faire des distributions gratuites de sel. Du reste, il avait considérablement abaissé le prix de ce produit, dans tous les lieux où ses armes s'étaient établies, et il avait réduit à trois kopeks l'impôt de la capitation.

Cet empressement du peuple à suivre sa fortune, ces efforts incroyables pour prolonger la lutte, ne sont pas les signes d'un soulèvement ordinaire. Il est impossible, en effet, de ne pas reconnaître d'une part le sentiment d'un peuple qui défend son indépendance, et de l'autre un effroyable désir de se venger d'une longue et dure oppression. Pourquoi cependant ne sommes-nous pas plus vivement excités? Est-ce la faute des historiens ou la nature même de la lutte? Ce qui nous émeut, en général, dans les grandes querelles des nations, c'est

l'intérêt qui s'attache à la pensée d'une puissante civilisation menacée de périr. C'est ce sentiment qui nous agite en voyant la Pologne succomber sous les coups de ses voisins. Mais ici rien de pareil ne frappe notre esprit. Nous n'avons à regretter ni gloire éclipsée, ni vertus abaissées, ni monuments détruits. Baschkirs et Kalmouks n'avaient à conserver qu'une sauvage indépendance, et, au fond, leur assujettissement rentrait dans les lois générales de la civilisation.

L'impératrice, déjà fort mécontente du prince Tcherbatof, dont l'incapacité avait laissé le feu de la révolte se ranimer et s'étendre, ne cacha plus son inquiétude à la nouvelle de la prise de Kazan. Elle convoqua sur le champ un conseil militaire, dans lequel elle annonça le dessein de prendre elle-même le commandement de l'armée. Un profond silence accueillit cette singulière communication. Soit doute, soit réserve, personne n'osait élever la voix, soit pour l'approuver, soit pour la combattre. Panin entreprit de le faire. Il essaya de persuader à l'impératrice que la révolte n'était pas aussi grave qu'on semblait le croire; que sa résolution aurait pour effet de porter le trouble dans tous les esprits, déjà si disposés à s'alarmer, et que, s'il fallait un chef d'une haute réputation militaire, son frère, le vainqueur de Bender, serait heureux de consacrer les derniers jours de sa vie à la défense de l'empire.

Le vieux Panin vivait alors à Moscou, dans une retraite presque absolue. Catherine, ayant agréé les offres

du ministre, fit expédier à son frère l'oukase qui lui conférait le commandement en chef de l'armée. Cet ordre fut accueilli à Moscou avec un profond sentiment de joie. Une sorte de terreur avait gagné les habitants de cette grande ville. On craignait de voir à chaque instant apparaître l'armée des rebelles, et ni le zèle des fonctionnaires, ni les dispositions des bourgeois, ni l'étendue et la force de la place, ne rassuraient la population, que le sort de Kazan avait frappée d'épouvante.

Pougatschef était à plus de soixante lieues de cette ville, que Michelson ignorait encore la route qu'il avait suivie, car tout le pays autour du Volga était soulevé. On mit alors en mouvement toutes les troupes des gouvernements de Kazan et d'Orenbourg. Tcherbatof et Galitzin se rapprochèrent de Kazan, pour couvrir cette ville, si l'usurpateur voulait tenter une nouvelle attaque ; Mouffel se rendit à Simbirsk, Mandourof à Sizran, et Michelson se porta de Tcheboksarof à Arzamas, afin de lui couper le chemin de Moscou.

Pendant que le major Mellin cherchait à découvrir sa retraite, Pougatschef ayant passé la Soura, le 20 juillet, entra le 27 à Saransk, où le peuple et le clergé le reçurent avec respect. Après avoir marqué son séjour dans cette ville par la mort de 300 nobles, hommes, femmes et enfants, qui n'avaient pu se dérober à sa fureur par la fuite, il en sortit pour se diriger vers Penza, dont les habitants lui ouvrirent eux-mêmes les portes. Partout la populace allait à sa rencontre ; partout

il faisait pendre les nobles et piller leurs maisons. Si d'une part il était poursuivi avec acharnement, de l'autre son armée se recrutait avec une prodigieuse facilité. La frayeur qu'il inspirait lui aplanissait tous les obstacles. Le pillage et le meurtre suivaient ses pas. Jamais l'insurrection n'avais pris un caractère aussi furieux. Le peuple se livrait contre les nobles aux plus effroyables vengeances. Les dissidents massacraient les prêtres. Les serfs, auxquels Pougatschef avait promis la liberté et la suppression des impôts, s'étaient soulevés de nouveau dans les gouvernements où la révolte n'avait été qu'imparfaitement apaisée.

Il employait mille ruses pour échapper à la poursuite des Russes. Pendant que leurs généraux attachés à ses traces se croyaient près de l'atteindre, ils apprenaient tout à coup qu'il s'était jeté sur un autre point, où il livrait tout à feu et à sang. Cette rapidité dans ses mouvements déconcertait toutes leurs mesures et fatiguait les troupes. Le bruit courut, et on le répétait avec une sorte de terreur, que, dans une seule journée, il avait été vu dans trois endroits différents, et fort éloignés les uns des autres. Ce bruit donnait à ses actions une couleur mystérieuse. Ce ne fut que plus tard, lorsqu'on découvrit que deux autres personnages avaient pris le nom de Pierre III, que le mystère s'évanouit. L'un était un serf fugitif nommé Eusiguénieff, l'autre le voleur Fierska. Tous les deux déployèrent contre les nobles les mêmes fureurs. Eusiguénieff prit Troïtzk; Fierska, s'étant

approché de Simbirsk, fut repoussé; mais, en se retirant, il en ravagea les environs.

De Penza, Pougatschef s'était dirigé vers Saratof avec 13 canons, 300 Cosaques et plus de 10,000 Kalmouks, Baschkirs, Tartares, la plupart n'ayant d'autres armes que des haches, des fourches ou des bâtons. Derjavine courut à sa rencontre avec une compagnie de Cosaques du Don; mais en apprenant que Pougatschef avait redoublé de vitesse, il craignit une défection de la part de sa troupe, et se hâta de rentrer dans la place avec deux Cosaques seulement. Les autres avaient attendu l'usurpateur pour lui faire leur soumission. Derjavine ayant abandonné Saratof le lendemain (5 août), les habitants se divisèrent : les uns penchaient pour la résistance, les autres voulaient au contraire négocier; les troupes elles-mêmes chancelaient dans leur fidélité.

Pendant ce temps, Pougatschef avait occupé une hauteur voisine, appelée montagne des Faucons, d'où il se mit à foudroyer la ville. Les troupes russes, déjà fort ébranlées, prirent la fuite ou se rendirent. Il ne restait plus au commandant que 60 soldats. Ce fut pourtant avec cette poignée d'hommes qu'il résolut de se faire jour à travers l'armée des rebelles. Aucun d'eux ne faiblit. Ils soutinrent pendant six heures un combat des plus acharnés et parvinrent à gagner le Volga, à la faveur de l'obscurité. Après leur retraite, Pougatschef entra dans Saratof, délivra les prisonniers, fit pendre les nobles et ouvrit au peuple les magasins et les greniers.

Deux compagnies d'artillerie, qui s'étaient rendues dès le commencement de l'attaque, furent incorporées dans ses troupes. Il fit périr leur capitaine, le prince Baratajef, et nomma colonel le major Salaconof, dont la défection avait entraîné les soldats.

Les affaires de Pougatschef avaient donc repris en peu de temps une prospérité vraiment incroyable. Son armée comptait 25,000 hommes, et son pouvoir s'étendait dans les trois gouvernements de Nijni-Novogorod, de Voronèje et d'Astrakan. De Saratof il se dirigea vers Dmitrafsk, dont il s'empara. A quelque distance de cet endroit, vers Dobrinka, l'astronome Lowitz, de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, était occupé à prendre des niveaux pour le canal projeté entre le Don et le Volga. Pougatschef ayant demandé ce qu'était cet homme, on lui répondit qu'il observait les astres. « Eh bien ! dit-il, qu'on le pende, afin qu'il s'en trouve plus près. » On l'entraîna en effet au quartier général du rebelle, dont les ordres furent ponctuellement exécutés, barbarie gratuite, qui suffirait pour déshonorer sa mémoire, si déjà il ne l'avait rendue exécrable par tant d'autres cruautés.

Il avait rencontré le 13 août, près de Kamichin, le major Ditz, avec environ 2,000 hommes, dont 500 Kalmouks. Au premier coup de canon, ceux-ci avaient pris la fuite. Ditz y perdit la vie, et les Cosaques, après s'être vaillamment défendus, furent contraints de se rendre. Pougatschef, ayant passé la nuit sur le champ

de bataille, s'empara le lendemain de Donbovka et marcha contre Tzaritzin, où commandait le colonel Tzypletef. Le brave Bochniak, le défenseur de Saratof, qui s'était fait jour avec tant d'audace et d'intrépidité, à travers l'armée des rebelles, se trouvait aussi dans la place. Pougatschef s'en approcha le 21 et fut repoussé. La défection d'un corps de Cosaques du Don envoyé à sa poursuite le ramena le lendemain sous les murs de la ville, contre laquelle il tenta un nouvel assaut du côté du Volga, mais sans plus de succès. Il se retira précipitamment vers Sarepta, à l'approche d'une armée russe. En effet, Michelson entra le même jour à Tzaritzin, après avoir fait sa jonction avec Mellin et Mouffel.

Pougatschef suivait le Volga, avec l'intention de gagner Tchernoyarsk. Michelson ne lui en laissa pas le temps. Il l'atteignit le 25, à Jabonnoi-Bûyerak, à cent cinq verstes de Tzaritzin. Auprès de ce village sont des gorges redoutables. Le chef des rebelles s'était posté avantageusement non loin de Vataga, où il occupait une redoute établie pour protéger cette station. Les Russes commencèrent l'attaque à la pointe du jour, et, au bout de quelques heures, leur feu, bien dirigé, avait mis les ennemis en pleine déroute. Des bandes entières de fuyards furent précipitées dans les gorges de la montagne et dans les eaux du Volga. Plusieurs années après cet événement, on remarquait entre le village et cette gorge une quantité considérable de tumulus affaissés sous l'amas des cadavres, qu'on s'était borné sans doute à

couvrir de terre [1]. 4,000 hommes parmi les rebelles étaient restés sur le champ de bataille; 7,000 avaient été faits prisonniers; le reste s'était dispersé.

Cette victoire abattit complétement la révolte. Pougatschef ayant perdu son armée, ses canons, ses bagages, et surtout le prestige qu'il avait exercé jusqu'à ce jour sur des hommes proscrits et malheureux, parvint encore cependant à se sauver au delà du Volga. Il gagna le désert, où quelques-uns de ses partisans eurent encore le courage d'aller le rejoindre; mais bientôt la faim et le découragement en déterminèrent un grand nombre à l'abandonner. Michelson avait pris d'ailleurs des mesures si habiles que Pougatschef ne pouvait manquer de tomber en son pouvoir. Pendant que le prince Dondoukof le poursuivait avec les Kalmouks, Mouffel et Mellin occupaient les routes du nord, le prince Galitzin couvrait le gouvernement d'Orenbourg, et Michelson était retourné à Tzaritzin, pour lui couper le chemin de la Russie méridionale.

Ce fut à ce moment que Souvorof, on ne sait pour quelle raison, vint prendre le commandement des troupes et enlever à Michelson la gloire de terminer la guerre. On ne pouvait du reste confier une pareille expédition à un homme plus actif, plus intrépide et plus capable d'en assurer le succès. Souvorof plaça son infanterie sur les chevaux enlevés à Pougatschef, et se mit aussitôt à

[1] Deuxième voyage de Pallas.

sa poursuite, au milieu des steppes, espèce d'océan de verdure, où il n'avançait que le compas à la main.

On pouvait donc considérer la guerre comme à peu près terminée. Tant que le chef cependant était libre et vivant, la sécurité n'était pas entière dans les contrées qu'il avait si profondément agitées. Antizof, le confident de ses projets, et l'un des chefs les plus influents des Cosaques, avait été fait prisonnier. On le traita avec distinction, on lui prodigua les faveurs et les promesses, afin de ramener par son crédit l'esprit de sa nation ; on lui rendit la liberté et on le renvoya vers ses concitoyens, avec la mission de leur dire que le gouvernement rétablirait leurs priviléges et leur accorderait pour la garde des frontières des gratifications, que l'impératrice avait été forcée de supprimer depuis la guerre de Turquie. La récolte ayant été mauvaise, et, dans beaucoup d'endroits, la guerre ayant empêché d'ensemencer les terres, Panin avait pris des mesures fort sages pour assurer la subsistance du peuple. Ses proclamations toutes pacifiques avaient retenu quelques bandes, prêtes à se joindre aux rebelles. D'autre part, le doute, l'inquiétude, la méfiance, avaient commencé à s'emparer des esprits. Le peuple se plaignait que Pougatschef l'exposât sans ménagement dans toutes les affaires ; qu'il ménageât au contraire ses Cosaques ; qu'il s'enfuît avec eux, s'il était vaincu, et qu'il leur distribuât le butin, s'il était vainqueur. Ces plaintes, encore aigries par les souffrances et par le peu d'espoir d'une meilleure fortune, produi-

sirent partout assez rapidement un changement, dont Panin sut tirer un parti avantageux par les sages mesures dont nous venons de parler.

Trois autres Cosaques, Tvogorof, Tedulef et Tchoumakof avaient été gagnés. Ils avaient été les amis de Pougatschef; ils s'engagèrent à le livrer aux Russes. Celui-ci, pressé par Souvorof, cherchait alors à gagner la mer Caspienne par les steppes du Kirghiz-Kaisaks. Ses compagnons avaient annoncé l'intention de suivre en tout lieu sa fortune; mais, avant de s'engager dans cette fuite périlleuse, ils désiraient, lui dirent-ils, ne pas abandonner à la vengeance des Russes leurs femmes et leurs enfants, qu'ils avaient laissés à Ouzeni, sous la protection des *vieux croyants*. C'est là qu'ils avaient résolu de le trahir.

Un jour que Pougatschef était seul dans sa cabane, livré à ses tristes pensées, ses armes pendues au mur, ils y entrèrent en grand nombre, pour mettre leur projet à exécution. Pougatschef, surpris et inquiet, fut cependant assez maître de lui-même pour leur dicter ses ordres. Il ajouta qu'ayant résolu de quitter promptement Ouzeni, ils eussent à se préparer à le suivre. Ils étaient parvenus pendant cet entretien à l'entourer complétement et à le séparer de ses armes. Ses dernières paroles avaient été accueillies avec une fureur mal contenue. « Nous t'avons suivi assez longtemps, lui répondirent-ils; c'est maintenant à toi à nous suivre. — Qu'est-ce à dire? s'écria Pougatschef. Voudriez-vous donc trahir

votre empereur? » Ayant fait de vains efforts pour les détourner de ce dessein, il appela Tvorogof, un jeune Cosaque d'Iletz, qui avait été son favori, lui tendit les bras et lui dit avec dignité : « Tiens, Tvorogof, lie les mains à ton empereur. » Tvorogof s'apprêtait à le faire, lorsque Pougatschef parvint à se dégager de leurs mains; mais épuisé bientôt par une lutte inégale : « Je vous suivrai, leur dit-il, mais que je sois libre ! » On le mit sur un cheval et l'on prit le chemin d'Yaïtzk. Il fit encore pendant la route quelques efforts pour échapper à leur surveillance; il parvint même à s'emparer du sabre et du pistolet d'un Cosaque; mais ils se jetèrent sur lui, le désarmèrent et lui lièrent les mains. C'est en cet état qu'ils le conduisirent à Yaïtzk.

Le capitaine Mavrin, membre de la commission d'enquête, commença aussitôt l'instruction du procès. Il interrogea Pougatschef sur son identité. L'usurpateur ne fit aucune difficulté pour y répondre, et il ajouta : « Il a plu à Dieu de se servir de mes crimes pour punir la Russie. » Il fut ensuite amené sur la place publique avec les autres insurgés. Les habitants le reconnurent. « C'est vous, leur dit Pougatschef, qui avez causé ma ruine. C'est vous qui m'avez engagé à prendre le nom de Pierre III. »

Souvorof étant arrivé à Yaïtzk, le commandant Siminof lui remit le prisonnier, qui fut dirigé sur Simbirsk, où Panin s'était déjà rendu pour le recevoir. Pougatschef avait été enfermé dans une cage de bois, sur

un chariot à deux roues, avec une escorte formidable. Souvorof ne le perdait pas de vue, et, une nuit qu'un incendie se déclara près de la cabane où il avait été déposé, on le tira de sa cage et on l'attacha avec son fils à un chariot, près duquel Souvorof fit lui-même sentinelle.

Le général Panin l'attendait au balcon de son hôtel, entouré d'un nombreux état-major. « Qui es-tu? demanda-t-il au prisonnier. — Je suis Pougatschef, fils d'Ivan, » répondit-il avec assurance. Le général, s'étant aperçu que son audace avait frappé le peuple d'étonnement et de pitié, ne put contenir son indignation. Il lui arracha la barbe et le frappa jusqu'au sang. Cet indigne traitement produisit sur le prisonnier une sorte de terreur. Il tomba aux genoux de Panin et lui demanda pardon. On lui lia les pieds et les mains ; on le remit ensuite dans sa cage et on le dirigea sur Moscou avec des précautions extraordinaires.

L'impératrice avait chargé le sénat d'instruire son procès, mais elle défendit d'appliquer les accusés à la torture. Pendant toute la route, Pougatschef ne perdit ni son calme ni sa gaieté. Chacun voulait voir cet homme extraordinaire qui avait inspiré tant de terreur. Toutes ses réponses avaient quelque chose de fier et d'arrogant. Il fut enfermé à l'hôtel de la Monnaie, où durant deux mois il fut exposé à la curiosité du public. S'il faut en croire Catherine, il termina lâchement sa carrière, ayant montré dans sa prison une si grande faiblesse, qu'on avait dû le préparer à ce terrible dénoûment.

« M. le marquis de Pougatschef, dont vous me parlez encore dans votre dernière lettre, écrivait-elle à Voltaire, a vécu en scélérat et va finir en lâche. » Mais ce récit est formellement contredit par les historiens russes eux-mêmes. Il paraît certain qu'il avait compté jusqu'au dernier moment sur la clémence de l'impératrice. Cet espoir s'étant évanoui, son courage lui revint tout entier et ne se démentit plus.

Le 10 janvier, jour de l'exécution, une foule immense couvrait la place de Moscou. Toutes les troupes étaient sous les armes, les officiers enveloppés dans des pelisses. Malgré le froid, qui était excessif, les fenêtres, les toits même étaient remplis de spectateurs, les rues de brillants équipages. Lorsqu'on aperçut les traîneaux des condamnés, ce fut d'abord un immense cri, puis un silence lugubre. Pougatschef, tête nue, saluait de tous les côtés. Le grand maître de la police lui ayant demandé s'il était le Cosaque du Don Emellian Pougatschef, il répondit d'une voix ferme : « Je le suis. » Pendant la lecture de l'arrêt, il parut plongé dans un profond recueillement, dont il ne sortait que pour faire des signes de croix et des génuflexions, les yeux fixés sur les églises de la ville, tandis que Perfilief, son favori, se tenait immobile, le regard sauvage. Après donc s'être prosterné plusieurs fois en se signant, il se tourna vers le peuple, le visage défait, salua et s'écria d'une voix saccadée : *Adieu, peuple orthodoxe. Pardonne-moi de t'avoir offensé. Adieu !* A un signal donné par le bourreau, ses

valets se jetèrent sur lui, et lui arrachèrent son touloup de mouton blanc et son kaftan de soie. Il se débattit, mais ils l'étendirent à la renverse, et un instant après ils présentèrent au peuple sa tête ensanglantée.

Perfilief subit le même traitement. Chagaef, Padourof et Tornof furent pendus. D'autres reçurent le knout et furent ensuite transportés en Sibérie. La ville d'Yaïtzk, où la révolte avait pris naissance, se nomma désormais Ouralsk; la stanitza de Pougatschef, Potemkinaya; sa cabane ne put être détruite, parce qu'elle avait passé en d'autres mains; mais ses meubles furent brûlés et les cendres jetées au vent. Ses deux femmes, cependant, ainsi que les enfants issus de leur mariage, ne furent l'objet d'aucune mesure de rigueur. L'impératrice chargea même le sénat de pourvoir à leur existence.

Ainsi finit cette révolte, qui avait embrasé l'empire, couvert plusieurs provinces de sang et de ruines et privé le gouvernement d'une partie de ses forces et de ses ressources. Le nom de Pierre III ne fut qu'un prétexte. Les malheurs publics, le désir de la liberté, les maux qu'entraînent à leur suite les longues guerres, furent les véritables causes des succès de Pougatschef. Le luxe de la cour, les prodigalités de l'impératrice, les fortunes scandaleuses de ses favoris, avaient jeté dans la nation des germes de mécontentement. Le peuple, déjà presque épuisé par la guerre, venait encore d'être frappé d'un horrible fléau, la peste, comme si la Providence avait eu dessein de répandre sur lui, jusqu'à la dernière

goutte, la coupe de sa colère. Lorsque les malheurs publics sont ainsi parvenus à leur comble, une sorte de délire saisit les masses populaires, et il semble qu'elles n'agissent plus d'elles-mêmes, mais qu'elles sont poussées par un souffle invisible et fatal.

La révolte avait en effet remué si profondément les populations, qu'il fallut plusieurs mois pour ramener le calme dans une contrée où, pendant sept ans, avaient régné les fureurs de la guerre civile. Les serfs avaient joui de trop de liberté pour se replacer sans contrainte sous l'autorité de leurs maîtres. Beaucoup de villes étaient détruites, beaucoup de villages déserts, les routes devenues impraticables. Dans plusieurs endroits la terre avait été laissée sans culture, et la famine menaçait de nouvelles calamités les vastes provinces de la Russie orientale. Aussi le gouvernement songea-t-il moins à abuser de sa victoire qu'à réparer les désastres de cette longue et sanglante lutte. La tâche était difficile. Il fallait, d'une part, empêcher des représailles qui semblaient légitimes, et de l'autre calmer les inquiétudes du peuple, qui s'effrayait du retour de l'oppression. Le bouleversement des fortunes, la dépopulation des campagnes, l'interruption des relations commerciales, avaient besoin d'une administration active, ferme et bienveillante à la fois. La révolte ayant trouvé un point d'appui chez les tribus nomades du Volga, du Yaïk et de l'Oural, le gouvernement, qui avait déjà fait quelques tentatives pour les fixer, poursuivit alors avec une

attention plus sérieuse l'exécution de ses desseins.

Au delà de la chaîne de l'Oural et du fleuve de ce nom s'étend un immense plateau, qui va rejoindre à l'est la frontière de la Chine et au midi les montagnes de la Perse et du Caboul. La plus grande partie du steppe est habitée par les hordes kirghizes, qui sont d'origine tartare et qui professent la religion de Mahomet. La richesse de ce peuple consiste dans le soin de ses troupeaux, et sa principale industrie dans la préparation des peaux de chèvres et de moutons. Sa position entre l'Europe et l'Asie, sur la route de la Chine et de l'Inde, avait déjà fixé l'attention de la Russie. Tant que ces hordes barbares conserveraient leur indépendance et leurs mœurs sauvages, la route de l'Asie lui serait fermée ou du moins entourée de dangers. Au lieu d'employer la force pour les soumettre, ce qui d'ailleurs eût été difficile, Catherine suivit une marche plus appropriée à sa politique; elle fit construire, sous le feu des forts de l'Oural, des mosquées et des écoles. Les Kirghiz accoururent dans les mosquées, et les enfants des principales familles commencèrent à fréquenter les écoles. D'autre part, elle favorisa les relations commerciales, qui jusqu'alors avaient été faibles et peu régulières entre les deux peuples. Orenbourg devint un marché considérable, où les Kirghiz amenaient les produits de leurs steppes, des troupeaux d'agneaux et de moutons, des cornes d'antilopes, de la racine de garance, des tissus de poil de chèvre, des peaux qu'ils préparaient

avec assez d'habileté. Ils y trouvaient des objets manufacturés, tels que draps, velours, cuirs ouvrés, perles fausses, tabac, miroirs, haches, faucilles, ciseaux, chaudrons, etc.

Aujourd'hui ces hordes barbares, sans être entièrement soumises, ne jouissent plus de la même indépendance, et il n'est pas douteux qu'elles ne deviennent un jour, sous l'empire d'un gouvernement plus doux et mieux éclairé, d'utiles sujets pour la Russie et d'intrépides défenseurs de ses droits.

Les Kalmouks avaient pris une part plus active à la révolte. Ils avaient subi depuis plus longtemps l'influence de la domination moscovite. Il fut moins difficile de resserrer les faibles liens qui les rattachaient à l'empire. Après l'émigration dont nous avons parlé plus haut, le gouvernement leur avait enlevé leur juridiction particulière et les avait rendus justiciables des tribunaux de l'empire. Comme leur indépendance ne servait en réalité qu'à nourrir leur penchant au pillage, ces tentatives de Catherine pour les assujettir à une existence plus régulière n'avaient rien en soi de tyrannique. Mais d'une part la résistance, de l'autre les excès, expliquent la facilité que trouva Pougatschef dans son entreprise et entretinrent cette longue agitation, qui se termina par la perte de leur liberté. Leur territoire fut considérablement réduit. A chaque campement fut attaché un surintendant, désigné sous le nom de *pristof*, et un comité administratif, résidant à Astrakan,

s'occupa exclusivement de leurs affaires, sous la présidence d'un curateur général. Telle est, à peu de chose près, l'organisation qui les régit encore de nos jours.

Pougatschef avait mis en œuvre un autre élément, dont il convient de tenir un compte sérieux, pour bien juger du caractère de cette révolte : c'était l'élément religieux. Nous avons dit quelques mots des raskolniks, secte à la fois religieuse et politique, à laquelle Pougatschef appartenait, ainsi qu'un grand nombre de Cosaques. L'impératrice, qui par opinion était philosophe et tolérante, ne persécuta jamais personne pour ses croyances. Elle avait même, au commencement de son règne, ouvert les portes de leur patrie à beaucoup de ces dissidents, que des mesures de rigueur avaient forcés de chercher un asile dans les États voisins, et elle avait rappelé aux sentiments de la charité chrétienne les chefs de l'Église orthodoxe. Mais la révolte de Pougatschef lui ouvrit les yeux sur le danger d'une secte qui formait une association mystérieuse constamment armée contre le pouvoir, et elle reconnut alors qu'au fond de ces dissentiments se cachait une pensée politique, dont le but était de rompre la chaîne que Pierre avait établie entre son empire et la civilisation de l'Occident. Elle voyait les paysans raskolniks toujours prêts à soustraire aux recherches des agents administratifs tout déserteur ou vagabond qui, sous un prétexte religieux, courait se réfugier dans leurs isbas. Or, dans un pays aussi vaste, au milieu de populations disséminées sur une immense

étendue, l'action du pouvoir, déjà difficile, était complétement réduite à l'impuissance. Les fugitifs passaient d'une isba dans une autre, changeaient de noms et de vêtements, et, lorsqu'ils avaient laissé croître leur barbe, pouvaient braver la loi avec impunité.

Sans se départir de ses principes de tolérance, Catherine comprit qu'il fallait d'abord enlever aux hérétiques ce caractère d'association mystérieuse qui les rendait si formidables, et leur donner, en quelque sorte, un caractère légal, en les contraignant de pratiquer ouvertement leurs croyances. Elle leur laissa leurs livres religieux, leur manière de prier et de faire le signe de la croix, en un mot toutes leurs pratiques extérieures, qui constituaient, à vrai dire, leur dissidence dans la foi; mais elle exigea qu'ils admissent parmi eux des ministres officiels et dépendant de l'autorité administrative. Ces ministres furent chargés en outre des registres de l'état civil, car c'était encore une prétention de ces sectaires de dérober au gouvernement leurs naissances et leurs décès, et, afin de faire disparaître toutes les traces de division entre eux et l'Église orthodoxe, de laquelle ils ne différaient en réalité que sur des questions de détail, leur nom de *raskolniks* fut changé en celui d'*édinovertzi*, c'est-à-dire *ayant la même croyance.* L'État fit même élever à ses frais des églises, où les cérémonies religieuses furent célébrées suivant les anciens usages.

C'est donc en se plaçant à ces divers points de vue que cette lutte acharnée, qui n'apparaît d'abord que

comme la tentative d'une ambition personnelle, mérite l'attention de l'histoire. Les malheureux serfs que Pougatschef avait entraînés dans la révolte avaient été poussés par le désir naturel de la liberté; mais, comme rien ne les y avait préparés, ils s'en rendirent indignes par les effroyables cruautés qu'ils exercèrent. Que faut-il en conclure, sinon que l'esclavage enfante l'oppression, qu'il dégrade la nature, détruit les lois morales, et qu'il est aussi contraire à la justice qu'aux intérêts d'un bon gouvernement ?

LIVRE VIII.

Catherine se détache de G. Orlof. — Faveurs dont elle le comble. — Potemkin devient favori. — Son éducation. — Son caractère. — Son ambition. — Il s'applique à éloigner des affaires les hommes dont il redoute l'influence. — Voyage de l'impératrice à Moscou. — Elle y publie plusieurs oukases importants. — Elle supprime des droits onéreux au commerce et à l'industrie. — Règlements concernant l'administration du sel, des mines, etc. — Dispositions favorables aux serfs. — État de l'Europe. — Second voyage du prince Henri à Pétersbourg. — Mort de la grande-duchesse. — Voyage du grand-duc à Berlin. — Son mariage avec la princesse de Wurtemberg. — Inquiétude de la cour de Vienne. — Relations de cette cour avec la Porte. — Elle se fait céder la Bukovine. — Son désir d'une alliance avec la Russie. — La Turquie est poussée à la guerre. — Troubles de Crimée. — La France retient le divan. — Convention explicative du traité de Kainardji. — Mort de Maximilien-Joseph de Bavière. — Convention entre la cour de Vienne et l'électeur palatin. — État de l'Europe favorable aux desseins de l'Autriche. — Frédéric II s'assure de la France. — Il conclut un traité avec le duc de Deux-Ponts et se met à la tête de ses troupes. — Marie-Thérèse sollicite la médiation de Catherine. — Congrès de Teschen. — L'Angleterre recherche l'alliance de l'impératrice de Russie. — Harris, duc de Malmesbury. — Traité des neutres. — L'influence du roi de Prusse décline à Pétersbourg. — La cour de Vienne gagne du terrain. — Entrevue de Mohilef entre Catherine et Joseph. — Ses résultats. — Efforts de Frédéric pour conserver l'alliance russe. — Il envoie à Pétersbourg le prince héréditaire, son neveu. — Traité d'alliance entre la Russie et l'Autriche. — Voyage du grand-duc et de la grande-duchesse. — Comment il fut préparé. — Caractère du grand-duc. — Rapprochement entre

Panin et le prince Potemkin. — Préparatifs de guerre. — Affaires de Crimée. — Ce pays est réuni à l'empire. — Comment la France avait voulu contenir l'ambition de Catherine. — Ses communications à l'Angleterre. — Résultats de l'occupation russe en Crimée. — Le cabinet de Versailles détermine la Porte à traiter. — Clauses favorables aux deux principautés de Moldavie et de Valachie. — Importance de la conquête de la Crimée pour la domination russe dans le Caucase. — Description de cette chaîne de montagnes. — Des peuples qui l'habitent. — Action de la Russie sur les populations caucasiennes. — Traité de protectorat avec Héraclius, prince de Géorgie. — Établissement d'une ligne militaire du Don à Tiflis. — Occupations de Catherine dans l'intérieur de ses États. — Statue de Pierre le Grand.— Institution des ordres de Saint-Vladimir et de Saint-Georges. — Améliorations apportées dans l'armée de terre. — Intrigues de cour. — Despotisme de Potemkin. — Dégradation morale de l'impératrice. — A. Orlof. — Voyage de Crimée. — Effet qu'il produit en Europe. — Traité de commerce entre la France et la Russie. — Situation du commerce anglais en Russie jusqu'à cette époque. — Entrevue de Stanislas-Auguste et de Catherine. — L'empereur Joseph à Kherson. — Importance de cette ville au point de vue commercial. — Fin du voyage. — Potemkin se prépare à la guerre.

A l'époque où Grégoire Orlof était parti pour le congrès de Fokschani, ses rapports avec l'impératrice avaient tout à fait changé de nature. Depuis longtemps Orlof s'était détaché d'elle. Il avait répudié son amour, sans renoncer à ses faveurs, et il aurait considéré comme un attentat contre ses droits toute prétention à lui enlever le cœur de Catherine, qui souffrait de ses infidélités, de ses emportements et de ses mépris.

Ce fut dans ces circonstances que, résolue d'étouffer les dernières étincelles de son amour, sollicitée d'ailleurs par un parti puissant que révoltait la hauteur d'Orlof,

elle lui confia les négociations du congrès ouvert à Fokschani. Il paraît certain que l'impétuosité de son caractère, aigri par les intrigues dont il était l'objet, l'avait porté dans le congrès à des exigences et à des duretés inouïes, et que l'impératrice irritée lui avait envoyé l'ordre de se retirer à son château de Ropcha. Orlof avait obéi, la rage dans le cœur. Mais, au bout de quelques mois, la bienveillance et les présents de sa souveraine l'avaient apaisé. Cette princesse ne cessa pas en effet, sous cette apparence de sévérité, de le traiter avec une bonté qui se ressentait de son ancienne faveur. Inconstante dans ses passions, elle ne le fut jamais dans ses amitiés, et le souvenir d'une affection éteinte avait toujours sur son esprit un empire qui donnait à ses liaisons un charme inexprimable. Elle obtint pour son ancien amant le diplôme de prince du saint-empire, attacha à ce titre la qualification d'*Altesse*, lui donna 10,000 paysans, et lui assura une pension de 150,000 roubles. Grégoire Orlof, vaincu par ces marques éclatantes de considération, consentit à vivre éloigné de la cour et à voyager pendant quelque temps en Europe.

On semblait s'être fait un devoir, depuis qu'il avait quitté la Russie, de ne pas prononcer son nom. On le croyait en Hollande, prêt à visiter l'Angleterre, la France, l'Italie, lorsqu'il reparut soudain à la cour, au grand étonnement des courtisans. Malgré les observations de Panin, il fut accueilli avec faveur et il obtint

même le renvoi de Wasiltschikof, dont le pouvoir commençait à décliner ; enfin, il parut aussi puissant qu'autrefois. Ses ennemis tremblèrent. Panin lui-même crut sa disgrâce certaine ; mais Orlof ne possédait plus le cœur de Catherine. Panin ne tarda pas à s'en apercevoir, et dès lors il travailla sans relâche à détruire les dernières traces de son influence.

L'impératrice avait déjà remarqué Potemkin, dont la mâle beauté avait fait sur elle une vive impression. Lié d'amitié avec les Orlof, Potemkin avait pris une part active à la révolution qui avait mis la couronne sur la tête de Catherine, et il en avait été récompensé par de grandes faveurs. Nommé colonel dans un des régiments des gardes, gentilhomme de la chambre avec un traitement de 2,000 roubles, et ensuite chambellan, fonctions recherchées par les plus grands seigneurs de Russie, parce qu'elles permettaient d'approcher fréquemment de la personne du souverain, il porta ses regards plus haut. Catherine s'en aperçut et lui fit comprendre que son hommage lui plaisait. Il fallait renverser le pouvoir d'Orlof ou tromper ses regards jaloux. La conduite de Potemkin fut des plus extraordinaires. Il partit pour l'armée, s'y distingua, revint à la cour, et presque aussitôt il se condamna à une solitude profonde. Il feignit même de vouloir se faire moine, espérant que le bruit de sa résolution arriverait aux oreilles de l'impératrice et irriterait son amour. En effet, Catherine lui envoya la comtesse de Bruce pour l'arracher à sa solitude, et,

le lendemain, toute la cour se prosternait devant l'astre nouveau qui venait d'apparaître si brusquement sur l'horizon.

Lorsque l'impératrice avait fait choix d'un favori, elle le nommait son aide de camp général, afin qu'il pût l'accompagner en tout lieu. Il occupait l'appartement au-dessous du sien, avec lequel il communiquait par un escalier dérobé. Il recevait 100,000 roubles le jour de son installation, et ensuite 12,000 par mois. Le maréchal de la cour avait ordre de lui entretenir une table de vingt-quatre couverts et de pourvoir aux dépenses de sa maison.

Potemkin avait trente-huit ans lorsqu'il conquit ce titre de favori, qui avait été l'objet constant de ses désirs. C'était un homme remarquable par la beauté de sa figure et par l'élégance de ses formes. Sa taille était haute, sa force prodigieuse, son air martial, mais tempéré par infiniment de grâce. Son regard vif et passionné révélait une âme ardente et une imagination pleine de feu.

Potemkin fit sentir à l'impératrice qu'elle devait assurer, par des honneurs et des titres réels, une existence brillante à l'homme qu'elle avait honoré de son affection. Elle saisit donc le moment où la paix venait d'être conclue avec la Turquie, pour lui conférer le grade de général en chef et le titre de comte. Son brevet portait que c'était en considération des services qu'il avait rendus à l'empire pendant la guerre, ainsi que des sages

conseils qui avaient contribué à accélérer la conclusion de la paix. Peu de temps après, elle obtint pour lui du gouvernement autrichien le titre de prince.

Un des premiers soins du nouveau favori fut d'écarter des affaires Orlof et Panin, dont le crédit lui faisait ombrage, l'un par le souvenir d'une passion à peine éteinte, l'autre à cause de son mérite. Il voulait établir son autorité sur une base plus solide que celle d'un amour passager. Après avoir gagné le cœur de Catherine, il avait résolu de s'emparer de son esprit et d'unir sa destinée à la sienne en l'associant aux grandes entreprises de son règne.

C'est en cela qu'il était supérieur à Orlof, dont l'esprit n'était pas capable d'une application soutenue, et qui d'ailleurs n'avait jamais eu de goût pour les affaires sérieuses. Autant celui-ci était doux, bienveillant, sans fiel et fidèle à ses amitiés, autant Potemkin était passionné, hautain, jaloux et insidieux. Aussi n'eut-il pas de grands efforts à faire pour détruire l'influence de son rival.

Mais il n'en fut pas de même de Panin. Quoique ce ministre n'eût qu'une médiocre instruction, les connaissances générales qu'il avait acquises, d'abord comme ambassadeur, ensuite comme ministre des affaires étrangères, sa probité qui le plaçait fort au-dessus de la corruption, la douceur de son caractère, une sorte de bonhomie, enfin l'appui du roi de Prusse, pour lequel il professait ouvertement une grande admiration,

avaient donné à son crédit une base si solide qu'il ne fallut rien moins pour le renverser qu'un changement complet dans les alliances de la Russie. L'impératrice n'avait jamais eu pour lui une bien grande sympathie; mais elle n'avait pas oublié qu'il s'était attaché à sa fortune, lorsqu'il y avait quelque danger à le faire. La Russie ne comptait d'ailleurs à cette époque qu'un très-petit nombre d'hommes politiques, et, de tous les favoris, Potemkin fut le seul qui porta ses vues plus haut que sa faveur. Panin avait cependant l'esprit si paresseux qu'il restait quelquefois plusieurs jours sans ouvrir les dépêches que lui adressaient les ministres russes auprès des cours étrangères. Une chose le distinguait, c'était un sentiment profond de son importance. Ce sentiment, quoique empreint d'une certaine vanité, donnait à ses paroles et à ses actes un caractère d'autorité qui convenait au premier ministre d'un grand empire.

Potemkin avait subi comme tous les hommes l'influence de la direction donnée à ses premières idées. Né dans les rangs obscurs de la noblesse, il fut destiné dès son enfance à l'état ecclésiastique et envoyé à l'université de Moscou. Il y acquit assez de connaissances en philosophie et en théologie pour conserver toute sa vie un goût décidé en faveur de ces études. Lorsqu'il fut parvenu à ce haut degré de fortune dans lequel il se soutint jusqu'à sa mort, les souvenirs de sa première éducation ne s'effacèrent jamais de son esprit. Il aimait à conduire la discussion sur les matières de théologie ;

à rechercher les causes des querelles religieuses qui avaient amené la séparation des Églises grecque et latine. On le voyait quelquefois passer des occupations militaires ou politiques à des frivolités peu dignes d'un ministre ; il se plaisait à traiter des questions de théologie avec ses généraux, et des questions de guerre avec les archevêques. L'influence de ces idées, jointe au *libertinage de ses mœurs*, l'avait rendu superstitieux à l'excès. Il croyait aimer Dieu, tandis qu'il n'était obsédé que par les terreurs de l'enfer.

Potemkin avait l'esprit vif et pénétrant, mais peu solide et plus étendu que juste. Silencieux et attentif à écouter, il devinait aisément ce qu'il ne savait pas. Quoiqu'il ne fût jamais sorti du territoire de l'Empire, il avait saisi le caractère particulier de chaque nation, dans ses rapports avec les ministres des puissances étrangères. Doué d'une mémoire excellente, il avait beaucoup d'élévation dans l'âme et une grande connaissance des hommes. Prompt à concevoir, plein de feu avant d'entreprendre, il perdait son activité au moment de l'exécution ; les détails le rebutaient. Il ne quittait le repos dans lequel il était souvent comme engourdi, que par des efforts peu durables ; ses habitudes de paresse reprenaient aussitôt leur empire.

Magnifique jusqu'à la prodigalité, fastueux à l'excès, il était quelquefois d'une avarice presque sordide. On remarquait en un mot dans cette nature bizarre les plus étranges contrastes. Hautain et familier, ambitieux et

insouciant, naïf et malicieux, triste dans les plaisirs, courant après les voluptés et les rejetant avec dégoût, hardi et dissimulé, recherchant les fatigues et les périls et soupirant sans cesse après le repos; enfin, inquiet, inconstant, rassasié d'hommages et de jouissances, il sentait en lui-même cette amertume de la vie et ce vide immense dont n'est jamais atteint l'homme qui est modéré dans ses désirs.

Dans un pays où les rangs étaient marqués par le nombre des chevaux qu'on avait le droit d'atteler à sa voiture, Potemkin allait à huit chevaux comme l'impératrice et le grand-duc. Il nommait sans autorisation jusqu'au grade de lieutenant-colonel inclusivement, et disposait, sans en rendre compte, des fonds immenses qui lui étaient confiés. Cependant, comblé d'honneurs, dominant la cour, plus puissant qu'un roi, il manquait à son orgueil une dernière faveur, le trône. Il laissa percer ce désir; mais d'un mot l'impératrice l'arrêta. Elle lui déclara qu'elle l'aimait, mais qu'elle pouvait étouffer son amour, si les marques de sa bonté ne suffisaient pas à son ambition.

Cette princesse fit à cette époque un voyage à Moscou. Son entrée y fut magnifique. On y célébra des fêtes pour la conclusion de la paix. Elle distribua des récompenses aux généraux qui s'étaient distingués dans la dernière guerre. Roumiantzof reçut une terre de 5,000 paysans, 100,000 roubles, un service de vaisselle plate, une épaulette en diamants, un chapeau orné d'une

branche de laurier, et la plaque de Saint-Georges. Alexis Orlof obtint une pension de 6,000 roubles avec une épée garnie de diamants. Les généraux Paul Potemkin, Panin, Dolgorouki, Soltikof, Tchernychef, reçurent aussi des marques éclatantes de la munificence impériale.

Après ces témoignages de satisfaction donnés aux hommes qui l'avaient servie dans la guerre, Catherine jeta les yeux sur le peuple, dont la condition malheureuse la touchait. Elle s'empressa d'abolir toutes les taxes que la nécessité l'avait forcée de lui imposer, telles que la capitation extraordinaire de 80 kopeks[1], l'impôt qui frappait chaque fourneau des mines de fer, ainsi que les fonderies de cuivre, celui de 4 roubles[2] par poud de fer coulé[3]; enfin la taxe de 1 pour 100 sur toutes les marchandises fabriquées en Russie.

Quelque temps auparavant, elle avait aboli un autre impôt qui frappait les propriétaires de mines de cuivre d'un dixième de leur minerai au profit de la couronne. Outre le préjudice que cet impôt causait aux propriétaires de mines, il avait un autre inconvénient beaucoup plus grave, c'était d'empêcher la Russie d'entrer en concurrence avec la Suède sur les marchés de l'Europe.

Elle consacra son séjour dans cette ancienne capitale de l'empire par la publication de plusieurs oukases d'un

[1] Le *kopek* vaut environ cinq centimes.

[2] Le *rouble assignation* valait un peu plus d'un franc.

[3] Le *poud* est de 16 kilogrammes 280 grammes.

intérêt général. La révolte de Pougatschef, en portant le trouble et la dévastation dans un grand nombre de provinces, y avait suspendu le mouvement commercial. La Sibérie surtout en avait souffert, et le manque de numéraire, dans une contrée appauvrie et dépourvue de population, aggravait encore cet état de choses. Catherine, voulant y porter remède, établit une banque à Tobolsk. Elle en confia la direction à Godowzof, dont elle avait apprécié l'intelligence et les services, dans les opérations de celle de Saint-Pétersbourg. Dès ce moment, le commerce de la Sibérie reprit un peu d'activité.

Les grandes distances, en élevant les frais de transport du numéraire, avaient rendu presque impossibles dans toute la Russie les transactions commerciales. Ce fut donc un immense bienfait pour cet empire que la substitution d'un papier à la monnaie. La première banque d'assignation, créée en 1770, entra si naturellement dans les besoins du peuple, qu'elle fonctionna sans hésitation et sans secousse.

L'impératrice compléta quelques années après (1786) ses institutions de crédit par l'établissement d'une banque de prêt sur hypothèques. Cette banque, ouverte à tout le monde, sauva les petits propriétaires des exactions des usuriers.

Elle publia dans le même temps un règlement général pour l'administration intérieure de ses États. Elle se rendit au sénat dans l'appareil le plus imposant, fit lire l'oukase et le fit enregistrer en sa présence. Par cette

ordonnance, elle affranchit les commerçants de la capitation et du recrutement. Ses pensées étaient tournées vers le commerce et l'industrie, qui sont les sources de la richesse publique, et elle s'efforçait de donner cette direction à l'activité de son peuple.

C'est dans ce but qu'elle supprima beaucoup de droits onéreux, des impôts dont la rigueur nuisait au mouvement des affaires. Tels étaient ceux qui frappaient les ruches à miel, la cire, les salines des particuliers, les boutiques, les magasins, les auberges, les ateliers de teinture, les tanneries, les savonneries, les briqueteries, la pêche, les moulins, les étuves, les bains publics, la préparation des huiles, la fonte des suifs, etc.

La Russie méridionale possède une richesse de sel qui n'a pas son égale dans le monde ; les lacs, les ruisseaux, les rivières même en contiennent en abondance. Mais le lac Elton est celui dont la richesse paraît inépuisable. Il fournit à lui seul du sel à la plus grande partie de l'empire. Avant le règne de Catherine, le transport en était difficile et peu sûr. Cette princesse ayant fait construire deux routes, qui du lac aboutissaient au Volga, le transport du sel fut opéré au moyen de chariots attelés de bœufs. Des villages furent fondés de distance en distance, et dans ces villages fut établi, aux frais du gouvernement, un service régulier de postillons-voituriers. Les steppes immenses de la Russie méridionale sont en général privés d'eau. Catherine y pourvut en faisant creuser cinquante puits sur la route

de Patrowska, et trente-quatre sur celle de Nikolajewsk. Elle défendit en outre de labourer la terre dans une étendue de quinze verstes aux environs du lac, et de dix verstes dans toute la longueur des deux routes, afin que les bœufs affectés au transport du sel pussent trouver un pâturage suffisant.

Chaque cercle avait son magasin de sel, qui devait toujours être fourni pour deux ans. Un inspecteur était chargé d'en surveiller l'achat et la vente. Dans les gouvernements où la couronne s'en était réservé le monopole, les particuliers ne pouvaient vendre le leur qu'aux magasins de l'État, où chacun avait le droit de s'approvisionner. C'était aux chambres des finances que l'impératrice avait confié l'administration des mines de sel. Elles devaient toujours connaître et la quantité exploitée dans chaque gouvernement et la quantité consommée. Si l'on découvrait de nouvelles mines ou des lacs salants, elles en faisaient aussitôt étudier la nature, la qualité et l'étendue, et elles en informaient le gouvernement.

Catherine comprenait si bien que c'est par le commerce et l'industrie qu'un empire comme la Russie peut se procurer tous les produits nécessaires à ses besoins, qu'elle encouragea par des priviléges ces deux branches de la richesse publique. Les marchands étaient divisés en trois classes. L'oukase dont nous avons parlé les affranchit de la capitation. On levait seulement sur eux une imposition annuelle de 1 rouble pour 100 de

leur capital; mais, comme on n'en recherchait pas rigoureusement la valeur, cette loi eut pour effet de multiplier le nombre des industriels et de donner en conséquence une plus grande activité aux affaires. Le commerce acquit plus de considération et aussi plus de sécurité.

Cette classe de sujets, qu'elle appelait elle-même l'état mitoyen, le tiers état, formait le milieu entre la noblesse et les paysans. Catherine y plaçait tous ceux qui, sans être gentilshommes ou serfs, s'occupaient d'arts, de sciences, de commerce; ceux qui, nés de parents roturiers, avaient étudié dans les écoles du gouvernement, ainsi que les enfants des officiers et écrivains de chancellerie. Cette classe, ajoutait-elle, mérite qu'on en fasse mention, parce que l'État peut s'en promettre de grands avantages.

A son avénement au trône, l'impératrice avait trouvé beaucoup d'incertitude et d'obscurité dans la législation des mines. Depuis le règne de Pierre le Grand, chaque souverain avait adopté un système différent. Elisabeth, ayant moins consulté l'intérêt de ses peuples que sa générosité, avait aggravé cette situation, en donnant des mines à ceux de ses courtisans qu'elle voulait récompenser, et en attachant à ses concessions un grand nombre de paysans de la couronne, ce qui avait causé plusieurs insurrections. En 1776, Catherine avait institué, sous la présidence du comte Panin, une commission qui fut chargée de trouver un remède à ces

maux. L'oukase du 25 mai 1779 fixa le sort des paysans attachés aux mines. Leur tâche fut déterminée de manière à concilier l'exécution des travaux avec la justice et l'humanité; on augmenta leur salaire; on fixa non-seulement la durée du travail, mais encore la saison pendant laquelle ils devaient être occupés aux mines, afin de leur laisser le temps de se livrer aux occupations de la terre et aux soins domestiques. Ce fut un grand bienfait pour les malheureux serfs, que rien ne protégeait auparavant contre l'arbitraire de leurs seigneurs.

Dans toutes les entreprises des particuliers, la couronne exigeait des droits qui arrêtaient l'essor de l'industrie. Ainsi, tout l'argent retiré des mines devait être livré au gouvernement, qui en fixait lui-même la valeur. Il percevait une taxe sur chaque fourneau; un dixième du cuivre et du fer brut; un dixième des minerais non épurés; il se faisait enfin livrer pour un prix déterminé les ustensiles nécessaires à l'artillerie.

Une partie du cuivre que la couronne achetait aux particuliers était converti en monnaie. La couronne l'achetait sur le pied de six roubles par poud, et le livrait à la circulation, sous forme d'espèces, avec un bénéfice de 150 pour 100. Cet énorme bénéfice ne pouvait être obtenu qu'à la condition d'empêcher l'exportation du cuivre, et par conséquent de comprimer l'essor d'une des plus grandes industries de l'empire. C'est en effet ce qui existait depuis longtemps. Mais si, d'une part, le gouvernement pouvait obliger les propriétaires

de mines à lui livrer leurs produits, il n'avait pas les mêmes moyens pour empêcher le cuivre de fabrication étrangère de pénétrer en Russie, à son propre coin. Telles sont toujours les conséquences des fausses mesures. On veut éviter un danger, on tombe dans un plus grand.

Catherine modifia cette législation. Elle renonça aux droits impériaux et supprima les taxes arbitraires. Elle avait déjà renoncé aux livraisons pour le service de l'artillerie et de la marine; par l'oukase de grâce, à l'occasion de la paix de 1775, elle supprima tout à fait la dîme sur les minerais, la taxe sur les fourneaux et le dixième du cuivre et du fer brut. Ce qui restait à faire fut l'objet d'un autre oukase, en date du 28 juin 1782. Elle permit alors aux propriétaires de mines d'or et d'argent de les exploiter pour leur compte, moyennant une légère contribution; mais elle ne leur accorda plus ni paysans ni forêts. Elle affranchit de toute espèce d'impôt les propriétaires des mines de cuivre qui augmenteraient leurs produits.

Les mines d'or et d'argent de Kolyvan et de Nertschinsk, les plus productives de la Russie, furent placées sous la direction immédiate du cabinet de Pétersbourg. Chaque usine principale avait un comptoir présidé par un surintendant des mines ou par un directeur des fonderies. Les autres mines de la couronne étaient administrées par les soins du sénat. Dans les gouvernements où existaient des chambres de finances, c'étaient elles

qui dirigeaient, sous ses ordres, les mines de la couronne; c'était à elles que les inspecteurs adressaient leurs rapports. Il leur fut défendu, par le règlement de 1792, de se mêler de celles des particuliers.

Catherine avait résolu d'imprimer à ces dernières une activité que les entraves de l'ancienne législation avait paralysée. Elle étendit le droit de propriété à tous les produits minéraux cachés dans la terre, à la réserve d'un dixième au profit de la couronne, et elle en autorisa l'exportation moyennant un droit très-léger.

Telles étaient les occupations de cette princesse, occupations plus dignes d'honorer sa mémoire que les conquêtes dont elle avait agrandi ses États.

L'Europe semblait être à cette époque dans une de ces situations où les peuples se sentent menacés par quelque tempête. La France, depuis la mort de Louis XV, gouvernée par un roi juste, modeste, éclairé, mais d'une extrême faiblesse, était réduite à déplorer l'abaissement de sa politique. La Porte Ottomane, contrainte de souscrire à un traité humiliant, ne cherchait que l'occasion de venger l'affront fait à ses armes. L'une et l'autre étaient inquiètes, irritées; mais leur impuissance était manifeste. Un intérêt commun unissait encore les puissances qui s'étaient partagé les dépouilles de la Pologne. Une secrète jalousie pouvait cependant faire naître soudain de graves difficultés. L'avidité de l'Autriche avait indigné ses complices et soulevé leurs réclamations. Les Polonais se plaignaient que Marie-Thérèse et Frédéric

eussent étendu leur part au delà des limites que le traité de partage leur avait assignées ; l'impératrice de Russie était mécontente[1]. On pouvait donc prévoir qu'un événement quelconque, tel qu'il en surgit souvent dans la vie des peuples, amènerait une collision.

Désireux de prévenir les suites que pourrait avoir l'irritation de Catherine, le roi de Prusse eut la pensée d'envoyer de nouveau son frère à Pétersbourg. Il ne doutait pas que l'esprit conciliant de ce prince ne calmât l'impératrice. Frédéric, dont la santé s'affaiblissait rapidement, ne voyait pas sans une grande inquiétude les liens de son alliance avec la Russie menacés de se rompre. La cour de Vienne affectait une sorte d'indifférence à son égard ; Catherine paraissait fatiguée de ses flatteries ; enfin, le comte Panin, que son dévouement pour la Prusse avait rendu suspect aux autres puissances, était alors si négligé, que chacun regardait sa disgrâce comme certaine[2]. L'impératrice jouissait en secret du trouble de son allié, sans avoir encore de projet arrêté sur de nouvelles alliances. Elle accueillit donc le prince Henri, pour lequel d'ailleurs elle avait une haute estime, avec une bienveillance marquée. Ce prince, de son côté, acheva de gagner sa confiance, à l'occasion d'un événement qui plongea la cour dans le deuil. La grande-duchesse ayant perdu la vie en donnant le jour à son

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*
[2] *Ibid.*

premier enfant, Henri ne quitta plus le grand-duc ; il lui prodigua les consolations d'un esprit philosophique, et parvint non-seulement à ramener le calme dans son âme, mais encore à le réconcilier tout à fait avec sa mère, à l'égard de laquelle il était animé d'une sorte d'aversion mêlée de crainte et de méfiance. L'impératrice en fut profondément touchée, et, d'après le désir qu'elle exprima de voirs on fils contracter promptement un nouveau mariage, le prince Henri lui proposa la princesse de Wurtemberg, petite-nièce du roi de Prusse. La princesse avait été promise au prince héréditaire de Darmstadt ; mais Frédéric, pour qui c'était une occasion de resserrer ses liens avec l'impératrice, fit consentir ce jeune prince à céder sa fiancée au grand-duc[1]. Catherine ayant agréé ce choix, le grand-duc partit aussitôt pour Berlin, où il fut reçu avec des honneurs extraordinaires (21 juillet 1776). Frédéric joua son rôle de vieux courtisan, et fut surtout prodigue de flatteries à l'égard du maréchal Roumiantzof, de sorte que cet illustre guerrier, déjà plein d'admiration pour le roi de Prusse, se laissa tout à fait enivrer. Quant au grand-duc, ses sentiments pour ce prince étaient si connus, qu'il ne semblait pas possible de les exalter davantage. Après qu'il eut vu sa fiancée et réglé quelques points relatifs à son mariage, il reprit la route de Pétersbourg, où la princesse de Wurtemberg le suivit de près. De ce mariage sont nés trois fils et cinq

[1] *Mémoires du comte de Hordt.*

filles. Les trois fils ont été Alexandre, Constantin et Nicolas.

L'Autriche n'avait pas vu sans quelque déplaisir ce nouveau lien entre la Prusse et la Russie. Le prince de Kaunitz, ordinairement si prudent, si mesuré, ne paraissait plus occupé qu'à susciter des conflits. Il s'était de nouveau rapproché de la Porte qui, désireuse de s'en faire un appui dans le cas probable où la guerre éclaterait, lui laissait prendre sur ses résolutions un empire presque absolu, oubliant trop vite qu'elle avait été naguère victime de sa confiance. Par un inconcevable aveuglement, elle venait de permettre que l'Autriche, sous prétexte de régler les limites qui séparaient la Hongrie de la Valachie, gardât la Bukovine dont la Russie l'avait mise en possession au moment du partage de la Pologne. Ce district établissait une liaison directe et une communication facile entre la Transylvanie et la Gallicie que la cour de Vienne avait acquise sur la Pologne. A l'époque où les Autrichiens occupèrent ce district, la Turquie n'avait pas le pouvoir de s'y opposer. Plus tard, réfléchissant qu'il ne lui convenait pas de se brouiller avec cette cour que son alliance avec la France lui rendait moins suspecte, elle prit le parti de le lui céder par trois conventions successives, à la date des 7 mai 1775, 12 mai 1776 et 25 février 1777. Le divan déjà trompé obéissait, en ne croyant satisfaire que sa haine, à l'influence de la cour de Vienne. Cette cour ambitieuse, d'accord avec celle de Versailles, irritait à dessein les rancunes que le traité de

Kainardji avait laissées dans le cœur des Ottomans.

Depuis que le partage de la Pologne avait rapproché les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, les scrupules de Marie-Thérèse, son éloignement pour l'impératrice de Russie, avaient fait place au désir d'une alliance plus intime. Tous ses efforts avaient tendu à détruire l'influence du roi de Prusse, et c'était encore dans ce but qu'elle excitait les inquiétudes de la Porte et qu'elle avait entraîné la France dans ses jalousies, tout en dérobant à cette puissance le secret de ses intrigues. Il est certain que les rapports entre la Russie et la Prusse ne se soutenaient plus en quelque sorte que par l'habitude d'une ancienne intimité, et que, dans l'esprit de Catherine, une alliance avec l'Autriche devait remplir plus utilement ses vues; mais rien n'était plus opposé à son caractère que de céder à la crainte ou à la menace.

Tout cependant éloignait alors de la guerre la pensée de l'impératrice : l'armée désorganisée, la flotte incomplète et mal équipée, l'épuisement de ses finances, et, dans l'intérieur de son palais, des scènes de débauches, dont la honte remontait jusqu'à elle. Ses ministres étaient plus occupés de leurs plaisirs ou du soin de conserver leur pouvoir que des affaires de l'État; elle-même, enfin, ne montrait plus l'activité qu'elle avait déployée dans sa jeunesse, d'où résultait une sorte de langueur dans toute l'étendue de ce vaste empire[1].

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Si la paix était nécessaire à la Russie pour réparer ses pertes, elle ne l'était pas moins à l'empire ottoman dont les plaies avaient été plus larges, et que ses malheurs avaient laissé dans la même confiance de ses forces, sans l'avoir éclairé sur ses fautes ni sur les moyens de les prévenir. Le divan, aveuglé par les promesses fallacieuses de la cour de Vienne, n'avait cherché qu'à se soustraire aux obligations du traité de Kainardji, surtout en ce qui concernait l'indépendance des Tartares. Poussé enfin par d'imprudentes suggestions, il venait de déclarer à l'ambassadeur russe, prince Repnin, qu'à moins que le khan de Crimée ne rentrât sous la domination de la Porte et que l'impératrice ne rendît Kertsch et Iénikalé, la paix ne pouvait subsister.

Ces menaces intempestives décidèrent la Russie à faire avancer des troupes sur la frontière de Crimée et à occuper Pérékop. Déjà même le maréchal Roumiantzof avait reçu l'ordre d'assembler une armée sur les rives du Dniester, lorsque le prince Repnin calma le divan. Malgré les succès qu'elle avait obtenus dans la dernière guerre, et quoiqu'elle se fût assurée des dispositions du roi de Suède, l'impératrice ne désirait pas rompre la paix. Le moment ne lui paraissait pas opportun pour faire passer la Crimée sous sa domination.

Après la paix de Kainardji, Sahib-Guéraï avait été porté au trône de Crimée; mais tel était le trouble qui régnait parmi les Tartares, qu'il s'éleva bientôt une foule de compétiteurs au pouvoir. Quelques-uns en

avaient joui pendant la guerre, et ils avaient laissé des traces de leur influence, au moyen de laquelle il leur fut possible de se former un parti puissant. Dewlet-Gueraï attaqua Sahib et le força de quitter la péninsule (1775). Chahyn profite à son tour de l'agitation des esprits pour rassembler une armée de Nogaïs, et, secondé par des troupes russes, il remporte près de Taman une victoire complète sur Dewlet. Chahyn avait passé quelque temps à Pétersbourg, où des espérances entretenues avec soin l'avaient jeté dans les bras de la Russie.

Les succès qu'il venait d'obtenir ayant attiré sous ses drapeaux un grand nombre de Tartares et de Circassiens, il pénètre par Caffa dans l'intérieur de la presqu'île et réduit son rival à négocier avec les Russes. Ceux-ci avaient occupé Pérékop et s'étaient déclarés ouvertement en faveur de Chahyn. Dewlet, abandonné par les Tartares et n'ayant ni les moyens ni le courage de continuer une lutte inégale, ne savait à quoi se résoudre. Le prince Prozorofski l'avait sommé de descendre du trône et de quitter la Crimée, dont les routes resteraient libres pour assurer honorablement sa retraite. Telle était sa position, lorsqu'il reçut de Constantinople l'ordre de se retirer à Sinope.

La politique tortueuse du Grand Seigneur semblait entretenir à dessein les troubles de la Crimée, où ses intrigues ne tendaient en réalité qu'à favoriser les vues de Catherine sur cette contrée. Au lieu de travailler sé-

rieusement à pacifier les Tartares, dont l'indépendance pouvait encore servir de rempart à l'empire ottoman contre l'ambition du cabinet russe, il s'appliquait à semer la désunion, au moyen de ses émissaires. Les députés que Chahyn avait envoyés à Constantinople pour demander l'investiture (mars 1777) y furent l'objet d'une surveillance ombrageuse. On traîna les négociations en longueur, et on finit par reléguer les députés dans l'île de Rhodes. Mais ces fausses démarches eurent pour résultat d'indisposer le khan et d'affaiblir les liens qui avaient uni les deux peuples.

Chahyn avait résolu d'introduire parmi les Tartares la civilisation européenne. Il leva des troupes, leur assigna une paye régulière, abolit une partie des formes de l'ancien gouvernement et diminua les redevances que les myrzas percevaient sur les cultivateurs; mais il commit la faute de s'en approprier les produits et de se livrer à des entreprises que l'état de ses finances ne lui permettait pas d'achever. Il s'occupait alors à former un corps d'artillerie et ne projetait rien moins que l'établissement d'une marine. Pour conduire à bien ces projets, il eût fallu beaucoup de prudence et point de précipitation. Bientôt les ressources devinrent insuffisantes. Chahyn afferma les revenus de l'État; mais les percepteurs ayant exigé les impôts avec beaucoup trop de rigueur, le mécontentement éclata. On reprochait au khan sa dépendance envers la Russie; il avait en effet, après son installation, expédié des députés à Pétersbourg

pour reconnaître la suzeraineté politique de l'impératrice; on croyait qu'il avait abandonné la religion musulmane, parce qu'il avait adopté une partie des mœurs chrétiennes; le divan semait lui-même ces bruits, et, en croyant empêcher les khans de s'affermir, sa politique les poussait dans les bras de la Russie. Tel fut en effet le succès de ces manœuvres que Chahyn, inquiet pour sa sûreté, se hâta de prévenir les desseins de ses ennemis en invoquant les secours de l'impératrice. Mais avant que les troupes fussent entrées dans la presqu'île, les Tartares, soulevés par les émissaires de la Porte, s'étaient jetés sur les Russes dispersés dans la Crimée et le Kouban et en avaient égorgé un grand nombre (octobre 1777). Chahyn lui-même fut contraint de prendre la fuite, après avoir reçu deux blessures, et de chercher un asile au quartier général des Russes.

La Porte ayant alors nommé un nouveau khan, Bakhty-Gueraï, celui-ci venait d'entrer dans le port de Balaclava, escorté par cinq vaisseaux de ligne, lorsque l'armée russe envahit la Crimée (octobre 1777). Les Tartares furent défaits. Caffa, Koslof et Balaclava tombèrent au pouvoir des vainqueurs, qui reconduisirent Chahyn triomphant dans sa capitale.

Bakhty avait à peine disparu de la scène, qu'on vit aussitôt apparaître Selym (janvier 1778), lequel, ayant remporté quelques avantages, reçut de la Porte les insignes de l'autorité avec le firman d'installation. Mais Chahyn marche contre lui à la tête de 8,000 Russes et

le force de regagner la flotte ottomane dans le port de Balaclava.

Selym fit encore quelques tentatives, et le sultan continua d'agiter secrètement les esprits. Mais les tentatives échouèrent, et la Russie fit signifier à la Porte qu'elle regarderait comme une déclaration de guerre son refus de reconnaître Chahyn comme seul et légitime khan.

Les ministres ottomans penchaient pour la guerre, et l'Autriche les y poussait, afin d'empêcher la Russie de se joindre au roi de Prusse dans la guerre qui paraissait inévitable au sujet de la succession de Bavière. Une armée ottomane se formait dans les environs de Khotin, et Hassan-Pacha venait d'entrer dans la mer Noire avec une flotte considérable.

La Russie, de son côté, ne restait pas inactive. Pendant que Souvorof se fortifiait en Crimée, le maréchal Roumiantzof réunissait une armée de 70,000 hommes sur les frontières méridionales de l'empire. Hassan ayant protesté contre la présence de quelques vaisseaux russes dans les eaux d'Iénikalé, et traité ces vaisseaux de corsaires, Souvorof répondit que ses troupes avaient été appelées au secours de la Crimée par le gouvernement tartare et qu'il était du devoir et de la dignité de l'impératrice de faire respecter sa protection.

A Constantinople, la crainte, l'indignation, la fureur agitaient les esprits. Les ministres passaient d'une résolution à une autre, suivant l'influence qui dominait

dans le conseil. De fréquentes conférences avaient lieu entre les membres du divan et les ambassadeurs étrangers. Ce fut la France qui assura le maintien de la paix. Une secrète jalousie à l'égard de l'Autriche, dont la puissance, si elle fût parvenue à s'emparer de la Bavière, aurait incontestablement menacé l'indépendance de l'Allemagne, et plus encore la crainte que la Russie ne s'unît plus intimement à l'Angleterre, avaient déterminé le cabinet de Versailles, d'une part à seconder les vues de Catherine, et de l'autre à rester fidèle au traité de Westphalie dans la question de la succession de Bavière.

Lorsque, dans le traité de Kainardji, la Russie avait stipulé l'indépendance des Tartares, il était facile de voir qu'elle n'avait eu d'autre but que d'établir dans ce pays le fondement de son autorité. Les efforts du divan, pour se soutraire aux obligations de ce traité, l'agitation entretenue parmi les Tartares, avaient servi les desseins de l'impératrice, en lui fournissant l'occasion d'intervenir dans leurs démêlés. La France avait longtemps encouragé les dispositions hostiles de la Porte; mais ensuite, mieux éclairée sur les dangers auxquels cette politique exposait l'empire ottoman, inquiète d'ailleurs des tendances de la cour de Vienne, elle avait tout à coup changé de système et fait autant d'efforts pour la conservation de la paix, qu'elle en avait fait auparavant pour amener une rupture. C'était l'opinion du comte de Vergennes que la tactique de la

Russie triompherait toujours de l'indiscipline des Turcs, et qu'il fallait, au prix même de quelques sacrifices, empêcher une lutte, dont le résultat serait la destruction de l'empire ottoman. Il avait, comme ambassadeur, engagé dans cette voie la politique de la France; il n'eut rien de plus à cœur, en arrivant au ministère, que de la faire prévaloir par les instructions qu'il donna à son successeur, le vicomte de Saint-Priest (13 septembre 1777).

L'impératrice de Russie était à cette époque l'arbitre presque absolu de l'Europe. Frédéric s'efforçait par ses flatteries de conserver son crédit à Pétersbourg; l'Autriche en eût volontiers fait autant; mais Catherine, quoique fière de voir l'orgueil impérial s'abaisser jusqu'à la prière, paraissait inébranlable dans ses résolutions et laissait Marie-Thérèse entre la crainte et l'espérance[1].

L'Angleterre avait confié le soin de négocier un traité d'alliance offensive et défensive à l'homme le plus capable de réussir. Cet homme était le chevalier Harris, depuis duc de Malmesbury, aimable, séduisant, fécond en ressources, et très-indifférent sur le choix des moyens. Menacée dans ses colonies, l'Angleterre comptait alors plus d'ennemis que d'alliés. Aussi désirait-elle ardemment une alliance avec la Russie. Mais le ministre anglais trouva dans l'esprit de Catherine des préventions

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

fortement enracinées, quoique dissimulées sous une apparence d'amitié pour la nation anglaise. En politique, l'impératrice ne se laissait conduire ni par le sentiment, ni par les passions. Tout était subordonné à l'intérêt de son empire, et elle ne restait fidèle à ses alliances qu'autant qu'elles concouraient à l'accomplissement de ses desseins.

La France jouissait alors en Russie de la faveur que l'Angleterre y avait autrefois possédée. L'impératrice avait témoigné au vicomte de Saint-Priest, notre ambassadeur à Constantinople, combien sa modération lui avait été agréable. C'est lui en effet qui avait calmé l'ardeur irréfléchie du divan ; c'est à son influence que la Porte avait cédé, lorsqu'elle s'était arrêtée sur la pente où l'entraînaient de secrètes excitations. Elle avait réfléchi que la peste sévissait d'une manière épouvantable au centre même de l'empire, et que la cour de Vienne, après l'avoir poussée à la guerre, la laisserait s'épuiser dans une lutte inégale, pour la sacrifier ensuite à la Russie. L'exemple récent de la Pologne était bien de nature à justifier ces craintes. La raison prévalut dans les conseils de la Porte. Des conférences ouvertes à Aïnehly-Qavâq, maison de campagne située à l'extrémité septentrionale du canal, près de Constantinople, sous l'inspiration de l'ambassadeur français, aboutirent enfin à la convention explicative du traité de Kainardji, qui fut signée le 21 mai 1779, par le reïs-efendi et par M. de Stachief, ministre de Russie. Cette convention

rétablit les rapports réguliers entre les deux empires, assura le trône à Chahyn-Gueraï et consacra l'indépendance des Tartares, dont les khans, après avoir été librement élus, devaient obtenir du sultan l'investiture spirituelle. La Porte retira ses troupes de la Crimée, étendit les priviléges dont jouissaient déjà les deux principautés de Moldavie et de Valachie, et fut en outre contrainte d'accorder quelques droits nouveaux aux bâtiments russes, auxquels le traité de Kainardji avait ouvert l'entrée de la mer Noire.

L'impératrice de Russie n'avait pas oublié que les intrigues de la cour de Vienne avaient failli lui susciter une nouvelle guerre avec la Turquie. L'occasion de lui en témoigner son ressentiment s'offrit dans la question de la succession de Bavière. L'électeur Maximilien-Joseph, dernier mâle de la ligne bavaro-palatine, était mort le 30 décembre 1777. La branche aînée, représentée par Charles-Théodore, électeur palatin, possédait les États du Rhin avec le haut Palatinat. Maximilien-Joseph croyait avoir pourvu suffisamment aux intérêts de la Bavière, en renouvelant le pacte de succession mutuelle avec la branche aînée de sa maison. Par ce pacte de famille et de succession, les deux électeurs s'étaient engagés à n'admettre aucune divisibilité dans les possessions des deux branches, et ils devaient se procurer la garantie des cours de Versailles et de Berlin, tant ils redoutaient l'ambition de celle de Vienne. Mais déjà Charles-Théodore avait pris avec cette cour des engage-

ments tout à fait contraires. Ce prince n'avait que des enfants naturels, auxquels il désirait avec ardeur assurer des avantages que leur naissance leur refusait. C'est par ce sentiment que l'Autriche avait pénétré dans son cœur, et que ses promesses l'avaient amené à manquer à ses engagements envers l'électeur de Bavière et à sacrifier les intérêts de sa maison. Les négociations avaient commencé en 1775, dans le plus profond secret. Le 3 janvier 1778, c'est-à-dire quatre jours après la mort de Maximilien-Joseph, une convention avait été signée à Vienne entre l'électeur palatin et le gouvernement autrichien, dont les troupes occupèrent presque aussitôt la basse Bavière.

On prévoyait depuis longtemps que cette succession serait une cause de guerre; car l'Autriche n'avait jamais dissimulé ses prétentions. Mais, quelle ne fut pas la consternation de l'Allemagne à la nouvelle du traité qui procurait à cet empire un si prodigieux accroissement de territoire! Les états de Bavière firent des représentations à l'électeur et lui déclarèrent qu'ils ne lui reconnaissaient pas le droit de disposer d'eux sans leur consentement. Charles-Théodore ne tint aucun compte de leur protestation, et, résolu de braver le sentiment public, il se borna à inviter l'assemblée à produire ses titres.

Tout semblait favoriser les projets de la cour de Vienne. Les liens qui l'unissaient au cabinet de Versailles lui assuraient, sinon le concours de la France, du moins sa neutralité. La guerre maritime, dans

laquelle cette puissance venait de s'engager pour l'indépendance des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, pouvait d'ailleurs avoir pour effet de détourner son attention des affaires de l'empire. Par la même raison, l'Angleterre était encore plus éloignée d'intervenir, et enfin, la Russie, sur le point d'attaquer l'empire ottoman, paraissait avoir un intérêt plus grand encore à fermer les yeux sur l'usurpation de l'Autriche.

Il est vrai que l'électeur de Deux-Ponts, Charles-Auguste-Christian, avait signé avec son oncle, l'électeur palatin, un traité en vertu duquel ce dernier ne devait rien statuer relativement à la succession, sans son exprès consentement. Mais quelle digue pouvait-il opposer à la puissance autrichienne? Nul doute donc qu'il n'eût été forcé de souscrire à la convention du 3 janvier, si le roi de Prusse ne l'avait couvert de sa protection, et ne lui avait fait espérer l'appui de la France. Le cabinet de Versailles, quoique effrayé de l'ambition effrénée de l'Autriche, n'osait, à la veille d'une guerre contre les Anglais, blâmer ouvertement son allié, et, dans cette déplorable indécision, elle laissait sans instruction son ministre à Munich. Lorsque Frédéric se fut assuré du désir secret de cette cour, il envoya l'ordre à son agent à Munich d'agir de concert avec le ministre de la cour de France. L'effet que produisit cette confiance spontanée fut merveilleux.

Il ne s'agissait plus que de décider le duc de Deux-Ponts à protester contre la convention du 3 janvier. Ce

prince vivait dans de continuelles perplexités. Il avait réclamé la protection de la France et de la Prusse comme garantes du traité de Westphalie. Mais la France était tiède et Frédéric ne lui inspirait pas une entière confiance. La cour de Vienne lui avait offert la Toison-d'Or, le payement de ses dettes et l'assurance de la couronne de Bourgogne, avec la cession immédiate du comté de Falkenstein. D'autres fois elle l'effrayait sur les suites de sa résolution, en lui faisant entendre qu'il ne tenait qu'à elle de s'arranger avec le roi de Prusse, moyennant l'abandon en sa faveur de la principauté de Leuchtenberg.

Malheureusement la réputation de Frédéric ne donnait que trop de poids à ces insinuations. Mais dans les circonstances décisives, ce prince n'hésitait jamais. Jugeant qu'il fallait rassurer le duc de Deux-Ponts, il s'engagea par un acte formel à soutenir les droits de la maison palatine à la succession de la Bavière contre les prétentions de la cour de Vienne. Ce traité fixa les irrésolutions du duc, qui, de son côté, prit l'engagement de ne jamais se séparer du roi de Prusse, de n'écouter ni accepter aucune proposition sans son agrément, et d'assurer au roi un secours de 12,000 hommes.

Le 10 avril, le roi se mit en marche pour la Silésie, avec la garnison de Berlin et de Potzdam. Il avait écrit à d'Alembert peu de temps auparavant: « Quelque pesant que ce fardeau de la guerre soit pour ma vieillesse, je le porterai gaiement, pourvu que par mes travaux je con-

solide la paix de l'Allemagne. Il faut opposer une digue au principe tyrannique d'un gouvernement arbitraire, et réprimer une ambition démesurée qui ne connaît de bornes que celles d'une force assez puissante pour l'arrêter. Il faut donc nous battre. »

Ces démonstrations, après avoir étonné la cour de Vienne, commencèrent à lui inspirer des craintes sérieuses. La Saxe réclamait une part de la succession; d'autres princes faisaient valoir des droits ou élevaient des prétentions plus ou moins fondées. L'Allemagne tout entière paraissait prête à sortir de son long repos. La cour de Vienne, ayant échoué dans son projet d'effrayer le roi de Prusse, essaya de le séduire. Mais Frédéric sut élever sa politique au-dessus de ses intérêts particuliers. En agissant différemment, il eût porté atteinte à la constitution de l'empire et détruit de ses propres mains le système qui lui avait coûté tant d'efforts et tant de victoires.

Rien jusqu'à ce jour n'avait pu vaincre l'obstination de l'empereur, que le désir de s'illustrer par des actions éclatantes rendait sourd à toutes les sollicitations, ainsi qu'aux craintes de sa mère. Le danger de plonger l'empire dans les malheurs d'une guerre injuste et ruineuse arrêtait seul Marie-Thérèse; car il lui coûtait d'abandonner la proie dont sa longue ambition semblait lui avoir rendu la possession légitime. Elle accusait le roi de Prusse de chercher à troubler la paix de l'Allemagne; elle se plaignait d'être en quelque sorte contrainte de

prendre les armes pour la défense de sa couronne, à un âge où elle n'aspirait qu'à occuper son âme d'autres soins et d'autres pensées [1]. Cette princesse avait un art singulier pour mêler dans ses discours l'ambition et la piété. Elle s'adressa directement à l'impératrice de Russie, qui ne fut pas dupe de ce langage artificieux. Catherine reçut la fumée de l'encens, mais elle n'en fut point enivrée. Délivrée de toute inquiétude au sujet de la guerre avec la Turquie, elle saisit cette occasion de prendre une part directe aux affaires d'Allemagne. Elle invita l'impératrice reine à se désister de ses prétentions injustes sur la Bavière et lui déclara qu'en cas de refus elle joindrait ses troupes à celles du roi de Prusse. Le prince Repnin, qui commandait en Pologne une armée de 40,000 hommes, reçut en effet l'ordre de se tenir prêt à marcher.

Cette déclaration, appuyée par des mesures aussi vigoureuses, fut un coup de foudre pour la cour de Vienne. Elle ne fit d'abord qu'augmenter l'obstination de l'empereur; mais sa mère était résolue à ne pas engager sa vieillesse dans les hasards d'une guerre dont elle reconnaissait au fond l'injustice. Les provinces de l'empire étaient fatiguées. Les troupes se plaignaient que leur solde ne leur fût pas exactement payée. Aussi redoutait-elle une explosion, dont la pensée la remplissait de frayeur. Dans cette perplexité, elle eut recours à la médiation de la France. Un congrès ayant été tenu à

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Teschen, dans la haute Silésie, entre les représentants de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie et de la France, la cour de Vienne fut laissée en possession de la basse Bavière, qu'elle avait envahie, mais elle dut consentir à la réunion des margraviats d'Anspach et de Bareuth en faveur de la Prusse, ce à quoi elle s'était toujours opposée. La portion de la Bavière cédée à l'Autriche fut comprise entre le Danube, l'Inn et la Saltz. La Prusse obtint en outre d'autres arrangements, qui avaient pour but d'écarter le danger d'un nouveau conflit. Enfin, le reste, c'est-à-dire, la plus grande partie de la succession de Bavière, fut garanti à la maison palatine, représentée par Charles-Théodore (13 mai 1779). Les négociateurs furent loués d'avoir, en ménageant avec habileté la dignité de la cour de Vienne, la convenance de la Prusse et les intérêts de l'électeur palatin, maintenu la paix de l'Allemagne.

C'est ainsi que la Russie fut admise à la garantie du traité de Westphalie, objet constant de son ambition. Ainsi se réalisait la pensée de Pierre le Grand de faire de son vaste empire une puissance européenne. La cour de Russie n'avait dissimulé ni son orgueil ni sa joie de ce résultat. Elle considérait la paix de l'Allemagne comme son ouvrage, et l'impératrice en jouissait avec une plénitude de sentiment que justifiait l'importance du rôle qu'elle avait joué et l'importance plus grande encore des avantages politiques dont elle ne devait pas tarder à recueillir les fruits.

En effet, il ne se traita plus en Europe aucune affaire considérable sans que la Russie n'intervînt. A cette époque, la guerre d'Amérique, dans laquelle la France avait pris parti contre les Anglais en faveur de leurs colonies révoltées, occupait l'attention de l'univers. Toutes les puissances de l'Europe s'y rattachaient par des liens plus ou moins éloignés. Au moment où la paix d'Hubertsbourg avait ramené le repos dans le monde, l'Angleterre, qui, par sa marine, était la puissance dominatrice, avait mis peu d'empressement à rechercher les alliances continentales; mais la révolte de ses colonies, l'union de la France et de l'Espagne, les débuts de cette guerre, lui firent comprendre qu'elle avait commis une faute grave en restant isolée. Elle avait donc jeté les yeux sur la Russie, où l'influence qu'elle avait acquise par ses relations commerciales était encore fort étendue. Il s'agissait de séparer cette cour de la Prusse, qui n'avait jamais pardonné à l'Angleterre sa défection, au moment où elle était engagée dans une suprême lutte contre toutes les forces de l'Europe. Le comte Panin, ministre des affaires étrangères, tenait à cette alliance parce qu'elle était son ouvrage, et surtout parce qu'il la croyait utile aux intérêts de son pays. La Russie sortait à peine de la guerre qu'elle avait soutenue contre l'empire ottoman; elle en était sortie, sinon épuisée, du moins fort languissante. Un changement soudain dans ses alliances l'aurait inévitablement entraînée dans de nouveaux périls, pour une cause qui

lui était étrangère. Ces considérations politiques étaient en outre fortifiées par le caractère du ministre, dont la modération et la douceur naturelle avaient dégénéré en une sorte d'indolence.

Nous avons dit que la cour de Londres avait confié cette importante mission au chevalier Harris, depuis duc de Malmesbury, négociateur adroit, plein de ressources et d'une prodigieuse activité. Harris ne fut pas longtemps à s'apercevoir de la répugnance du comte Panin à seconder les vues de l'Angleterre. Cependant, comme l'influence du ministre paraissait à son déclin, et que d'autre part l'impératrice commençait à se fatiguer des importunités du roi de Prusse, dont les flatteries ne lui inspiraient plus que du dégoût, il conçut l'espoir de briser les faibles liens qui subsistaient encore entre les deux cours.

Le prince Potemkin jouissait alors d'un crédit presque illimité. Ennemi de Panin, il entra naturellement dans les vues du ministre anglais, auquel il ménagea plusieurs entrevues avec l'impératrice. Potemkin n'avait aucun parti pris au sujet des alliances de sa cour. Tout occupé à cette époque du projet de rétablir l'empire d'Orient, soit au profit d'un petit-fils de Catherine, le prince Constantin, soit aussi peut-être dans des vues personnelles, il inclinait cependant pour une alliance avec l'Autriche, moins éloignée que la Prusse de favoriser cette ambitieuse prétention.

Harris s'était aussi ménagé l'amitié des Orlof, quoique

cette famille, autrefois si puissante, ne possédât presque plus aucune influence, depuis que la faveur de Potemkin l'avait éclipsée. Du reste, les uns et les autres professaient un grand éloignement pour les Français, dont l'esprit leur paraissait frivole et l'amitié peu solide.

Le ministre anglais pouvait, en quelque sorte, se flatter d'entraîner l'impératrice, malgré l'opposition de Panin; car, en toute occasion, cette princesse lui témoignait autant de considération personnelle que de sympathie pour sa nation. « Mais après tout, disait-elle, de quel droit puis-je me mêler d'une guerre étrangère à mes intérêts, pour un sujet qu'on suppose que je ne comprends pas?— Si dans le siècle dernier, répliquait Harris, un de vos prédécesseurs avait tenu ce langage, je l'aurais compris; mais depuis que la Russie est devenue la première puissance de l'Europe, elle ne peut voir avec indifférence qu'il s'y accomplisse aucun événement important, sans y prendre part. Que Votre Majesté, ajoutait-il, compare notre conduite, dans sa guerre contre la Turquie, avec celle de la France. Son intervention mettrait le comble à la grandeur de son règne. Si Pierre le Grand pouvait, du sein de sa gloire, voir la flotte russe, qu'il avait tirée du néant, unie à celle des Anglais, tenir l'empire des mers, il serait contraint de se dire à lui-même qu'il n'est pas le plus grand souverain de la Russie. »

Cette flatterie outrée ne déplaisait pas à Catherine;

mais, sa vanité satisfaite, elle examinait froidement les avantages et les inconvénients de la mesure proposée. C'est alors que l'influence de Panin reprenait son empire. Il faisait observer que le roi de Prusse avait été comme la sentinelle avancée de la Russie ; qu'il s'était contenté du second rôle pour laisser à l'impératrice tout l'éclat du premier ; qu'il serait injuste de méconnaître les services que ce monarque avait rendus à l'empire ; qu'une alliance avec l'Angleterre allumerait un incendie général ; que la Russie n'avait aucun intérêt dans la querelle, et qu'elle aurait rempli ses devoirs d'amie en offrant sa médiation aux parties belligérantes, afin d'arrêter l'effusion du sang.

Cette réponse, car tel paraît avoir été le résultat des conférences de l'impératrice avec le ministre anglais, était loin de satisfaire ce dernier. Potemkin le servait de tout son pouvoir ; mais, dans les questions de cette nature, le comte Panin avait dans le conseil une autorité incontestable. D'ailleurs, son désir de ne pas engager sa patrie dans une guerre nouvelle était parfaitement d'accord avec celui de l'impératrice qui, malgré son apparente partialité pour l'Angleterre, ne voyait pas sans une secrète joie une lutte, dont le résultat devait être l'affaiblissement des puissances belligérantes. Lorsque cependant elle réfléchissait au danger auquel cette lutte inégale exposait la Grande-Bretagne, elle en manifestait son inquiétude, et, dans ce moment, elle aurait été disposée à intervenir ; puis, à la nouvelle d'un

avantage remporté par la flotte anglaise, sa politique prévalait sur ses craintes.

Le ministre anglais passant ainsi du doute à l'espérance, de l'espérance au découragement, laissait éclater sa mauvaise humeur dans sa correspondance. « Je suis pleinement convaincu, écrivait-il à lord Stormond, que nous n'avons rien à attendre de cette cour. Les chefs sont trop riches pour se laisser corrompre, trop têtus pour être persuadés, et trop ignorants pour écouter la simple vérité [1]. »

Il paraissait donc convaincu de l'inutilité de ses efforts, lorsqu'un événement inattendu vint ranimer tout à coup ses espérances. Deux bâtiments russes, *la Concordia* et *le Saint-Nicolas*, appartenant à des armateurs de Saint-Pétersbourg et d'Archangel, avaient été capturés dans la Méditerranée par des vaisseaux de guerre espagnols et conduits à Cadix, où leurs cargaisons avaient été vendues. Rien ne pouvait exciter plus sûrement l'indignation de Catherine. Elle se regardait comme la créatrice du commerce de son empire, et elle ressentait avec une extrême vivacité toutes les tentatives qui paraissaient avoir pour but d'en gêner la liberté. « C'est mon enfant que mon commerce, disait-elle quelquefois. Je ne souffrirai pas qu'on le tourmente. » Son irritation était si vive qu'elle fit remettre immédiatement une note au chargé d'affaires d'Espagne pour demander une réparation prompte et éclatante de l'insulte faite à son pavillon.

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Cette voie amicale pouvait suffire à la dignité du gouvernement russe, et elle suffit en effet, comme nous le verrons dans la suite. Mais elle eût trompé l'attente du ministre anglais, qui, en irritant l'orgueil de Catherine, s'était flatté de l'attirer dans les liens d'une alliance avec sa nation. Potemkin ayant obtenu qu'une flotte serait armée à Cronstadt, Harris se crut au moment de triompher; car l'ordre en avait été donné à l'insu de Panin. Ce ministre en parut d'abord consterné. La vue du péril dont il est menacé le fait sortir de son indolence. Il s'enferme, se recueille, puis, feignant de partager le ressentiment de l'impératrice, il lui propose un projet plus étendu pour la défense des neutres, fondé sur les principes sacrés du droit des nations. Une pareille proposition ne pouvait manquer de plaire à une souveraine qui à un esprit altier joignait une grande élévation de vues. Outre l'avantage de mettre son commerce à l'abri de la violence, elle entrevoyait la gloire de devenir l'arbitre de la mer, comme elle avait été, au congrès de Teschen, la régulatrice du continent.

Le comte Panin fit aussitôt recueillir sur cette matière toutes les opinions des publicistes, et en ayant extrait la substance, il en composa la déclaration publiée le 28 février 1780; elle fut motivée sur les préjudices notables que la guerre causait au commerce des États neutres. Le principe fondamental était celui-ci : qu'une nation indépendante et neutre ne perd pas ses droits par l'état de guerre entre deux puissances, attendu que la paix existe

pour elle avec l'une ou l'autre des puissances belligérantes. La déclaration contenait donc les dispositions suivantes :

1° Que les vaisseaux neutres pourront naviguer librement de port en port et sur les côtes des nations en guerre ;

2° Que les effets appartenant aux sujets des puissances en guerre seront libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande ;

3° Que, pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui où il y a, par la disposition de la puissance qui attaque avec des vaisseaux arrêtés et à une distance suffisante, un danger évident d'y entrer ;

4° Que ces principes serviront de règle dans les procédures et jugements sur la légalité des prises.

Quant au moyen de reconnaître les marchandises de contrebande, l'impératrice déclara s'en tenir à l'énonciation qui en avait été faite dans les articles 10 et 11 de son traité de commerce avec la Grande-Bretagne.

Il ne suffisait pas de proclamer des droits, il fallait surtout les faire respecter. Le roi de Danemark fut le premier à s'enrôler sous les drapeaux de cette sainte croisade. Par un traité particulier conclu le 9 juillet suivant, l'impératrice et lui s'engagèrent à équiper séparément un certain nombre de vaisseaux de guerre pour protéger leurs bâtiments de commerce. Toute infraction aux principes énoncés dans la déclaration devait être

poursuivie d'abord par la voie des représentations, et, au cas de déni de justice, par des représailles.

Le roi de Suède hésita d'autant moins à se lier par un traité semblable, qui fut signé le 9 septembre de la même année, que quelque temps auparavant il avait lui-même proposé l'armement d'une flotte commune. La proposition en avait été rejetée par le cabinet de Saint-Pétersbourg, comme ayant un caractère d'hostilité, mais en même temps on avait paru d'accord sur la nécessité d'adopter certaines mesures pour assurer la liberté du commerce du Nord[1].

Le comte Panin aurait désiré que le roi de Prusse demandât son accession au traité des neutres, comme un moyen de resserrer les liens de son alliance. Frédéric, devenu de plus en plus timide et parcimonieux, craignait que cet acte ne l'entraînât dans des engagements qui troubleraient la paix de son royaume ou qui l'exposeraient à des frais de subsides. En conséquence, il avait donné l'ordre au comte de Goertz, son ministre à Pétersbourg, d'éluder prudemment toutes les propositions qui lui seraient faites à ce sujet. Catherine, de son côté, avait témoigné au comte Panin quelque éloignement pour admettre Frédéric à son système. Ce sentiment était-il sincère? Il est permis d'en douter, quoique depuis longtemps elle ne cachât plus sa froideur à l'égard de ce prince, et que les sentiments plus favorables qu'elle

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

avait pris de l'empereur Joseph eussent achevé d'effacer dans son esprit les impressions d'une longue influence.

Il arriva cependant que Frédéric sollicita lui-même quelque temps après son accession au traité des neutres. L'entrevue de Mohilef l'avait jeté dans un trouble extrême. Plus il voyait les liens de son alliance se relâcher, plus il s'efforçait de les resserrer. Ce fut le seul motif de son accession (8 mai 1781) ; mais tel était alors son discrédit à la cour de Russie, qu'il ne fallut rien moins que l'intervention du roi de Danemark pour vaincre les répugnances de l'impératrice.

La France et l'Espagne, au contraire, avaient accueilli la déclaration avec la plus vive satisfaction et s'étaient empressées d'y adhérer. Il était en effet pour elles d'une grande importance que leur commerce ne fût ni interrompu ni troublé; que leurs vaisseaux marchands pussent être employés au transport des troupes, et que les pays d'où elles tiraient la plus grande partie des matières de guerre et de marine, tels que la Russie et la Suède, restassent ouverts à leurs bâtiments, sans avoir à redouter la rencontre des flottes anglaises qui dominaient dans la mer du Nord.

Les principes de la déclaration, fondés sur le droit commun, n'étaient au fond que l'application des lois qui régissaient les guerres continentales. C'était un premier pas vers un ordre régulier; car jusqu'à ce jour l'empire des mers avait été livré à un effroyable brigandage. L'impératrice de Russie put donc se glorifier

d'avoir proclamé les droits sacrés des nations ; elle put voir avec orgueil presque tous les souverains de l'Europe, le Danemark, la Suède, l'Autriche, la Prusse, l'Espagne, la France et le Portugal, la suivre avec une sorte de soumission dans cette noble voie.

Le chevalier Harris avait mis tout en œuvre pour rompre cette ligue, sachant qu'elle était particulièrement dirigée contre l'Angleterre ; que la capture des deux bâtiments russes n'avait été que le prétexte de la déclaration, et que le vrai motif était la crainte qu'avait éprouvée Panin de voir triompher l'influence anglaise. Il offrit de reconnaître les principes du traité, si l'impératrice voulait s'engager avec son gouvernement dans une guerre offensive et défensive ; mais Catherine resta ferme dans sa première résolution.

Harris continuait à lutter sans relâche. Son ardeur et sa persévérance augmentaient avec les obstacles. Potemkin ne lui avait donné jusqu'ici qu'un appui stérile. L'impératrice, de son côté, s'était bornée à des démonstrations amicales. « Je ferai tout pour vous servir, lui disait-elle, excepté de me mêler à la querelle ; car je serais responsable devant mes sujets et devant l'Europe des conséquences qu'entraînerait une conduite différente. Si j'étais plus jeune, je serais peut-être moins sage. Aujourd'hui mes vœux les plus ardents sont pour la paix. »

Le ministre anglais avait alors déterminé son gouvernement à lui offrir la possession de Minorque, per-

suadé qu'un grand intérêt était seul capable de vaincre la résolution de cette princesse [1]. C'était une idée du prince Potemkin. A voir le peu de succès de ses efforts, quoique secondés par le plus puissant des ministres, par les séductions de la flatterie et par des intrigues dont les fils aboutissaient jusque dans le cabinet de l'impératrice, on ne saurait trop s'étonner de la raison supérieure qui contenait l'ambition de Catherine dans les limites de ses véritables intérêts.

Du reste, elle savait résister avec non moins de fermeté aux entraînements du parti contraire. Après que la Grande-Bretagne eut déclaré la guerre à la Hollande, cette république, comme signataire du traité des neutres, avait sollicité l'intervention de la Russie. On s'efforça de persuader à l'impératrice que les Hollandais ne se trouvaient exposés à la colère de l'Angleterre qu'à cause de leur accession à la neutralité armée. On était si loin de s'attendre à cette mesure vigoureuse de la part des Anglais, que la nouvelle avait frappé d'étonnement et de stupeur les cabinets de Berlin et de Pétersbourg. Frédéric surtout en avait été saisi d'indignation, et, dans sa colère, il ne songeait à rien moins qu'à soulever l'Europe contre la Grande-Bretagne. Il employait toutes les ressources de son esprit pour donner à la déclaration de guerre le caractère d'une menace. Les puissances neutres, de leur côté, se plaignaient que leurs

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

bâtiments fussent exposés à plus de persécutions, et que leur commerce fût presque entièrement interrompu.

Le ministre anglais soutenait que la ligue neutre n'était point en question dans les différends de l'Angleterre avec les Hollandais; que ceux-ci avaient les premiers provoqué la Grande-Bretagne, en se liant par un traité avec ses colonies révoltées, et, qu'au lieu d'accuser l'ambition de son gouvernement, il serait plus juste de reconnaître que le soin de sa dignité avait été le seul motif d'une aussi grave résolution.

Toutefois des ordres furent donnés à l'escadre russe de la Baltique pour agir avec plus de vigueur contre les vaisseaux, à quelque nation qu'ils appartinssent, qui gêneraient le commerce des neutres. L'impératrice se devait en effet à elle-même de soutenir sa déclaration, et, prévoyant en outre qu'elle pourrait être obligée de se mêler plus activement à la lutte, elle avait d'une part fait sonder les intentions du roi de Prusse et de l'autre offert sa médiation.

Pendant que ce prince hésitait, incertain lui-même des véritables intentions de Catherine, l'influence de l'Autriche parvenait à s'établir complétement à Pétersbourg. Depuis que sa complicité dans le partage de la Pologne avait rétabli entre ces deux cours des rapports longtemps interrompus, Marie-Thérèse n'avait plus montré le même éloignement pour l'impératrice de Russie. L'intérêt avait prévalu sur ses sentiments. Les difficultés qu'elle avait ensuite rencontrées dans la suc-

cession de Bavière, son attitude presque suppliante, la force que le roi de Prusse avait puisée dans son alliance avec la cour de Russie, avaient fait naître le désir d'une plus grande intimité.

Le jeune empereur était dévoré d'une soif de gloire qu'il cherchait partout à satisfaire. A la première occasion qui s'était présentée de se livrer à son ambition, il avait trouvé sur sa route le roi de Prusse, dont la puissance avait pu braver, à l'abri de son alliance avec la Russie, les armes de l'Autriche. Lui enlever cette alliance devint dès ce moment le principal objet de ses soins. Les dispositions de Catherine étaient à cette époque très-favorables à ce projet. D'une part, la cour de Vienne était dans une meilleure situation que le roi de Prusse, dont chacun se méfiait, pour ramener la paix en Europe; de l'autre, il semblait à cette princesse que le concours de la maison d'Autriche lui permettrait d'exécuter plus facilement ses desseins contre l'empire ottoman; car l'empereur Joseph, occupé lui-même d'ouvrir à ses peuples le commerce du Levant par le Danube et la mer Noire, ne paraissait pas éloigné de seconder les vues de l'impératrice sur cette mer. Ainsi leurs idées s'accordant sur ce sujet, une entrevue fut jugée nécessaire pour établir les bases de leur alliance. Elle eut lieu à Mohilef.

On ne saurait se figurer l'inquiétude qui s'empara du roi de Prusse à la nouvelle de cette entrevue. Le comte de Goertz prit soin de rappeler que l'Autriche, dans la

dernière guerre, s'était montrée constamment favorable aux Ottomans. C'était un négociateur expérimenté, chargé par le grand Frédéric de plusieurs missions délicates et difficiles, qu'il avait remplies avec succès. Il parla des nouveaux projets de la cour de Vienne sur la Bavière; il insinua que Marie-Thérèse avait paru longtemps opposée au voyage de son fils, pour lequel elle affectait de redouter l'influence d'une cour dissipée et pleine d'intrigues. Frédéric se livra, de son côté, à sa verve satirique et ne tarit pas en sarcasmes contre le jeune empereur. Mais tout cela vint échouer contre la résolution de l'impératrice, que les flatteries de ce prince avaient dégoûtée et qui, dans cette circonstance, témoigna publiquement son mépris pour des propos indignes d'un souverain.

Le roi de Prusse avait déjà fait quelques tentatives pour se rendre Potemkin favorable; il essaya de le séduire par la promesse du trône de Courlande. Ses promesses, ses flatteries, ses insinuations, jointes à la crainte qui poursuivait ce favori de se voir précipiter dans l'obscurité, si la mort venait à frapper l'impératrice, firent en effet sur cette âme hautaine une impression assez vive pour le livrer pendant quelque temps à une sombre mélancolie.

Quelque grande que fût l'influence de Potemkin sur l'esprit de Catherine, elle n'allait pas cependant jusqu'à ébranler ses résolutions, lorsque cette princesse avait tracé à sa politique la route qu'elle devait suivre.

Personne du reste n'avait ce pouvoir, parce que personne n'avait des vues aussi étendues, une connaissance plus parfaite des moyens d'en assurer l'exécution, et plus de persévérance dans l'accomplissement de ses desseins. Aussi vit-on Potemkin, désireux d'effacer les impressions défavorables que la cour de Vienne avait conçues de ses sentiments, montrer les égards les plus empressés au jeune empereur.

Ce prince était arrivé, le 23 mai 1780, à Mohilef, où l'impératrice le joignit deux jours après. Le résultat de leurs conférences fut qu'ils attaqueraient de concert l'empire ottoman, dont ils se partageraient les dépouilles, et qu'ils rétabliraient les républiques de la Grèce. Joseph aurait obtenu la Valachie, et Catherine aurait en outre favorisé de tout son pouvoir l'échange de la Bavière, que ce prince désirait avec ardeur, contre les Pays-Bas autrichiens. Du reste, il protesta de son désir de ne point troubler la paix de l'Allemagne au sujet de la Silésie, bornant sa gloire à rejeter les Turcs au delà du Bosphore. Mais il aurait manifesté la résolution d'étendre les frontières de son empire vers le golfe Adriatique, aux dépens de la Bosnie et de la Servie[1].

A la suite de cette entrevue, Joseph visita la Russie. Il admira sur sa route les améliorations en tout genre que l'impératrice avait introduites et les progrès merveilleux de la puissance russe. A Toula, une manufacture

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

d'acier, qui doit à cette princesse d'avoir été relevée et perfectionnée, fixa les regards étonnés de Joseph. Il rejoignit ensuite l'impératrice à Pétersbourg, où de nouveaux honneurs l'attendaient. A l'Académie des sciences, on lui montra, au milieu d'une riche collection de cartes, celle de son voyage depuis Vienne jusqu'à Pétersbourg. A celle des beaux-arts, il trouva son portrait avec ces vers d'Horace :

...Multorum providus urbes
Et mores hominum inspexit...

Nous avons parlé de la vive inquiétude que ce voyage et cette entrevue avaient inspirée au roi de Prusse. Il se doutait que la cour de Russie allait lui échapper. Dans son ressentiment, il se laissait emporter aux démarches les plus extraordinaires. La cour de France n'était pas au fond plus satisfaite ; son ministre à Pétersbourg avait uni ses efforts à ceux du comte de Goertz pour empêcher le traité d'alliance [1], sans vouloir paraître effrayée ou surprise. Frédéric ne pouvait, au contraire, dissimuler sa mauvaise humeur et ses craintes. Il redoubla de flatterie et de bassesse ; il descendit jusqu'à la prière envers Potemkin ; enfin, il usa d'un moyen qui lui avait déjà réussi, ce fut d'envoyer à Pétersbourg le prince héréditaire, son neveu ; mais il ne recueillit de cette démarche maladroite que la honte de l'avoir faite. Le négociateur n'avait ni l'esprit, ni l'expérience du prince

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Henri. L'impératrice lui montra beaucoup de froideur pendant qu'elle traitait le comte Cobentzel, ministre de la cour de Vienne, avec la plus grande distinction. Elle trouvait ce prince lourd, réservé et étourdi ; elle semblait même ne pouvoir dissimuler à son égard une sorte d'aversion fort éloignée de son caractère. Le prince royal ne fit en conséquence qu'un très-court séjour en Russie et se retira peu satisfait (septembre 1780).

Après le retour de l'empereur dans ses États, des conférences furent établies à Pétersbourg, dans le but de discuter en détail toutes les parties du traité d'alliance. Mais au moment de conclure, une question d'étiquette faillit le rompre. Les partisans de la Prusse agissaient pendant ce temps avec une ardeur extrême, et ils étaient en effet parvenus à faire naître entre les deux cours impériales une méfiance, que combattaient d'autre part les sentiments réciproques de Joseph et de Catherine. Frédéric, par ses complaisances, parut même un instant sur le point de ressaisir son ancienne faveur. L'empereur en fut si alarmé qu'il se relâcha aussitôt de ses prétentions et qu'il s'empressa de souscrire aux exigences de Catherine. Les négociations avaient été conduites cependant avec le plus profond secret. On apprit que l'alliance était seulement défensive et que l'assistance devait être accordée lorsqu'une des parties contractantes la demanderait. Du reste, le traité fut signé, sous forme de lettres, par les deux souverains eux-mêmes.

Joseph saisit cette occasion pour prier l'impératrice de

permettre au grand-duc de visiter la cour de Vienne avec la grande-duchesse. Il savait que ce prince n'était pas favorable à l'alliance autrichienne, que son penchant le portait vers le roi de Prusse, dont il admirait passionnément la gloire militaire, à l'exemple de l'infortuné Pierre III, et il espérait que son séjour à Vienne aurait une heureuse influence sur ses sentiments.

L'impératrice le désirait, sans vouloir le paraître, persuadée qu'il en serait détourné par son entourage, qui prendrait soin d'exciter son humeur ombrageuse. Elle fit donc appeler Repnin, dont elle appréciait le caractère et la capacité. Repnin vivait depuis longtemps dans une sorte de disgrâce. Catherine s'ouvrit à lui, et lui promit le retour de sa faveur, s'il parvenait à déterminer le grand-duc, sans que ce prince soupçonnât le désir qu'elle avait de ce voyage. Repnin était le neveu de Panin; le grand-duc ne pouvait par conséquent le croire complice d'un projet auquel son oncle avait le plus puissant intérêt à s'opposer. Il fit entendre au jeune prince qu'étant appelé par sa naissance au gouvernement du plus grand empire du monde, sa gloire exigeait qu'il se montrât digne de ses destinées; qu'il devait parcourir les cours étrangères, étudier le caractère des souverains, l'esprit des peuples, les constitutions qui les régissent, afin de rapporter dans ses États une moisson de connaissances, dont ses sujets recueilleraient les fruits.

Ce langage produisit un effet merveilleux sur le grand-duc, dont l'esprit, contenu par la volonté impérieuse de

sa mère, crut apercevoir à travers ces brillantes images une sorte d'émancipation. Il se trouvait encore dans cette heureuse disposition, lorsqu'une lettre amicale de l'empereur vint ranimer sa joie et son impatience. L'assurance que la grande-duchesse trouverait à Vienne sa mère et d'autres membres de sa famille l'emporta sur la crainte de désobliger le roi de Prusse. Il ne voulut cependant prendre aucune détermination, avant d'avoir consulté Panin, qui ne fit, contre son attente, aucune objection au voyage, dans la pensée qu'il tournerait à l'avantage de l'empire (juin 1781).

Mais alors une autre crainte s'empara de l'esprit du prince et de celui de la grande-duchesse ; c'était que l'impératrice ne s'opposât à leur désir. Cette crainte était si vive, qu'ils ne l'abordèrent qu'avec une extrême agitation. Catherine feignit une grande surprise et une inquiétude plus grande encore. Elle objecta que leur absence la priverait des douceurs de leur société ; qu'elle redoutait pour eux les dangers d'un si long voyage, les séductions des cours étrangères ; elle céda cependant après une longue conversation, afin, ajouta-t-elle, qu'il ne lui fût pas reproché de les avoir privés des connaissances qu'ils avaient le droit d'acquérir pour mieux gouverner un jour l'empire. Elle y mit seulement pour condition qu'elle tracerait elle-même le plan de leur voyage et qu'elle désignerait les personnes qui auraient l'honneur de les accompagner. Le grand-duc et la grande-duchesse acquiescèrent à tout avec empresse-

ment, satisfaits d'avoir obtenu de la tendresse de leur mère un agrément qu'ils n'avaient osé espérer. Ils demandèrent pour unique faveur qu'il leur fût permis de comprendre parmi les personnes de leur suite le prince Kourakin, et Versailles parmi les cours qu'ils se proposaient de visiter. Le premier point leur fut accordé sans peine, à cause de la nullité du personnage; mais ce ne fut pas sans difficulté qu'ils obtinrent le second. Quant à Berlin, l'impératrice fut inflexible, malgré leurs prières et les efforts du roi de Prusse. Il leur fut même défendu de traverser le territoire prussien.

Panin avait ignoré jusqu'à ce moment l'artifice de son neveu. Lorsqu'il fut parvenu à le découvrir, furieux d'avoir été le jouet de cette intrigue, il n'omit rien pour effrayer le grand-duc et la grande-duchesse sur ce voyage mystérieux. Il leur représenta l'ambition de Potemkin, l'immoralité des hommes qui entouraient l'impératrice, et ne l'épargna pas elle-même. Enfin, il leur fit craindre qu'on ne les séparât de leurs enfants et qu'on eût peut-être conçu contre eux-mêmes quelque noir attentat. Ces images terribles jetèrent le grand-duc dans une si prodigieuse agitation, dans des terreurs si poignantes, qu'il annonça formellement sa résolution de ne pas quitter la Russie. A peine cependant se trouvait-il hors de l'influence de Panin que sa confiance renaissait. Il voyait les choses sous un jour moins sombre; il accueillait avec une joie puérile les protestations

de l'ambassadeur autrichien, et paraissait de nouveau impatient de partir.

Ce prince était un mélange bizarre des sentiments les plus opposés. Son éducation, confiée au comte Panin et à un gentilhomme livonien, avait été peu développée sous le rapport de l'esprit ; mais, en revanche, on avait été fort attentif à étouffer dans son cœur le germe des mauvaises passions. Jusqu'à son premier mariage, son isolement avait été presque absolu. Personne, si ce n'est ceux que sa mère avait elle-même désignés, n'était admis dans son intimité. Aussi, les sentiments qu'il avait conçus pour elle tenaient plus de la crainte que de l'affection.

Sa première femme, la princesse de Darmstadt, ambitieuse et résolue, avait aisément trouvé le secret de le gouverner, et sa domination avait été si complète, qu'il ne voyait, ne sentait et n'agissait que par elle. L'impératrice avait plus d'une fois blâmé sa belle-fille, mais, sans succès, parce que la grande-duchesse avait dans le caractère autant d'audace et de résolution qu'elle-même.

La princesse de Wurtemberg, sa seconde femme, était d'un esprit tout différent. Autant la princesse de Darmstadt était absolue et ambitieuse, autant celle-ci était affectueuse et modeste. La première l'avait dominé par sa supériorité, la seconde le gouverna par la tendresse, et, comme elle était dévouée à la grandeur de sa famille, elle fortifia dans le cœur de son mari les sentiments que Panin lui avait inspirés pour le roi de Prusse. Ainsi que

tous les esprits faibles, le grand-duc était méfiant, susceptible, emporté et mobile dans ses affections. Ce qu'il aimait aujourd'hui avec ardeur, il le détestait le lendemain sans discernement. Sa volonté était impatiente, mais sans durée; son esprit faux, son jugement incertain. Gatchina, où le grand-duc et la grande-duchesse passaient une partie de l'année, formait une seconde cour, où les mécontents pouvaient donner carrière à leur mauvaise humeur.

L'alliance avec l'Autriche avait porté le dernier coup à l'influence déjà fort ébranlée du comte Panin. Dans un pays où l'opinion publique n'a qu'une action très-indirecte sur le pouvoir et sur les hommes qui l'exercent; où la faveur du souverain est, pour ainsi dire, le souffle qui anime tout, on ne perd pas cette faveur sans trouble ni sans regret. Ce fut le sort de Panin. Depuis trente ans qu'il dirigeait les affaires de l'empire, son crédit n'avait souffert aucune atteinte, et il s'était habitué à regarder la fortune comme une divinité propice, dont il croyait n'avoir à craindre aucun retour. Le sentiment de sa disgrâce l'étonna sans l'abattre, et il parut même aller au-devant de ses coups. Il se plaignait depuis quelque temps de l'altération de sa santé et parlait de sa résolution de se retirer à la campagne, ajoutant que, privé des bonnes grâces de l'impératrice à laquelle il avait consacré sa vie, il ne pouvait supporter le poids de son indifférence; mais ce langage n'était qu'un artifice; car dans le même temps il employait en secret

toutes les ressources que sa longue influence lui avait laissées, pour regagner la confiance de sa souveraine. Il était même parvenu à rattacher Potemkin aux intérêts du roi de Prusse, et, à la faveur de cette nouvelle intrigue, sa disgrâce resta suspendue sur sa tête; mais du reste il n'était plus consulté, et c'est à peine si, dans le conseil, il lui était permis d'exprimer son opinion.

Le secret de son rapprochement avec Potemkin s'explique, de la part de ce dernier, par la crainte que lui avait inspirée le crédit naissant de Bezberodko et par le désir de ménager le grand-duc, qu'il avait traité jusqu'à ce jour avec un mépris outrageant. De secrétaire du général Roumiantzof, Bezberodko était devenu chef du cabinet de l'impératrice, dont il avait gagné la faveur par ses complaisances. C'était un esprit lourd et sans ordre, mais très-actif. Travailleur infatigable, doué d'une mémoire extraordinaire et d'une prodigieuse facilité, il dirigeait presque seul toute l'administration intérieure de l'empire, et, lorsque Panin eut quitté le ministère des affaires étrangères, il recueillit une grande partie de sa succession. Il savait du reste concilier le travail avec le goût des plaisirs, qu'un revenu considérable lui permettait de satisfaire avec une sorte de prodigalité.

Pendant ce temps, l'impératrice avait porté ses regards sur les provinces nouvellement conquises, devenues presque désertes par l'effet de la guerre et d'une mauvaise administration. Elle avait tiré de l'Allemagne

et de la Livonie, contrée populeuse, une centaine de familles, pour en peupler le gouvernement d'Azof. Rien ne fut épargné pour l'établissement de ces colonies : matériaux de construction, instruments de labourage, graines, bétail, objets divers pour la formation de manufactures.

Potemkin, dont le goût pour les grandes choses s'associait aux vues de l'impératrice, s'en occupa avec une ardeur extrême. Il obtint l'autorisation de visiter ces nouveaux établissements et de s'arrêter quelque temps à Kherson. Mais son voyage avait un autre but, qu'il voulait dérober aux Turcs et à l'Europe ; il désirait se concerter avec les chefs tartares de la Crimée, dont la conquête avait été résolue et devait être la première opération de la campagne.

L'empereur, de son côté, ne montrait pas une moins grande ardeur pour l'exécution de ce projet, qu'il avait traité avec légèreté, lorsque l'impératrice de Russie s'en était ouvert à lui, et comme un rêve de son imagination. Il venait même de transmettre à Pétersbourg des cartes levées avec soin des frontières de la Turquie d'Europe, avec un plan de campagne qu'il avait rédigé lui-même[1]. D'après ce plan, Belgrade et Otschakof devaient être attaquées les premières, et, une fois tombées en leur pouvoir, servir de base d'opérations pour marcher hardiment contre Constantinople.

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Quoique le plus profond secret eût été gardé dans ces communications, il était presque impossible que l'Europe n'eût pas quelque pressentiment de ce nouvel attentat; car on faisait avec une activité prodigieuse des préparatifs immenses tant sur terre que sur mer. La grande armée, destinée au siége d'Otschakof, devait être commandée par Potemkin. Le maréchal Roumiantzof était désigné pour prendre le commandement d'une armée d'observation sur les frontières de la Pologne, et le prince Repnin, à la tête d'un corps de réserve considérable, devait au besoin soutenir l'armée d'observation. Outre ces deux divisions, qui s'élevaient chacune de 35,000 à 40,000 hommes, Paul Potemkin et Souvorof étaient prêts à se porter, le premier sur les côtes occidentales de la mer Caspienne, le second dans le Kouban. On travaillait activement à Kherson à mettre à flot dix vaisseaux de ligne, et l'escadre de la Méditerranée devait être considérablement renforcée, sans dégarnir Cronstadt, où resteraient huit ou neuf bâtiments avec cinquante galères, pour tenir en respect le roi de Suède[1].

Ainsi tout concourait à seconder les vues ambitieuses de l'impératrice : la faveur de l'Autriche, la connivence de l'Angleterre, la conduite réservée de la Prusse, l'isolement de la France et la faiblesse de la Turquie. L'Europe était dans l'attente et l'inquiétude, lorsque la

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

guerre éclata soudainement, à l'occasion d'une attaque tentée contre Chahyn-Gueraï par ses deux frères. La Porte, après avoir accordé l'investiture spirituelle à ce prince, avait continué à l'égard des Tartares le système déplorable dont nous avons déjà parlé, et qui consistait à semer la division au milieu d'eux pour les empêcher de s'affermir. Elle prétendait en outre imposer des gouverneurs particuliers aux peuples du Kouban ainsi qu'aux Tartares Nogaïs, et elle venait d'envoyer Soleïman-Aga à Soudjâg, pour faire soulever ces derniers contre Chahyn. Les tentatives de Soleïman échouèrent auprès des Abazes, mais il parvint à faire émigrer en Roumélie un *aoul* de Nogaïs [1], et ses émissaires firent soulever, au mois de juillet 1781, quelques hordes tartares. La Porte justifiait l'émigration des Nogaïs par la conduite des Russes, en 1778, qui avaient enlevé de la Crimée, 75,000 Grecs et Arméniens, pour les transporter dans les steppes d'Azof, où beaucoup périrent de froid. Un grand nombre de Tartares avaient alors quitté la Crimée, dont la population fut réduite à 100,000 habitants, où la culture fut presque partout abandonnée, et où Chahyn-Gueraï poursuivait le cours de ses exactions. Mais la misère d'une part et le fanatisme de l'autre produisirent à la fin ce qu'ils produisent toujours, quand l'oppression est montée à son comble ; la nation se souleva, secrètement ex-

[1] *Aoul*, réunion de trente ménages.

citée par la Porte, qui fit surgir deux compétiteurs au pouvoir, les deux propres frères du khan (juin 1782). L'un, Behâder-Gueraï, était *calga* ou lieutenant de son frère dans le Kouban; le second, Arslân, avait été chargé de régler différentes affaires avec la garnison turque de Soudjâg. Celui-ci leva le premier l'étendard de la révolte, et, réuni ensuite à son frère, ils repoussèrent les troupes envoyées pour les soumettre. Behâder courut alors à Caffa, d'où Chahyn effrayé se hâta de sortir, pour se réfugier d'abord à Iénikalé, puis à Kertsch, au milieu des troupes russes.

Cette agression servit à souhait les projets de l'impératrice, qui, n'ayant besoin que d'un prétexte, saisit avec empressement, sans paraître l'avoir recherchée, l'occasion que lui offrait la fortune de réunir la Crimée à sa couronne. On savait cependant que de secrètes négociations avaient été nouées à ce sujet, et l'agitation permanente entretenue à dessein parmi les Tartares, en faisant pressentir une révolte prochaine, avait jeté l'Europe dans la plus vive inquiétude. On connaissait les projets de Catherine, son ambition audacieuse, et la plupart des puissances étaient alors elles-mêmes dans une situation à laisser consommer un nouvel attentat.

Il est vrai que la France, dans cette prévision, s'était hâtée de mettre fin à la guerre qu'elle soutenait contre l'Angleterre pour l'indépendance des colonies américaines. A des conseils prudents et vigoureux, elle avait ajouté des secours plus efficaces, en faisant parvenir à

Constantinople des sommes considérables[1]. Mais, dans l'intervalle, le cabinet de Saint-James avait regagné à Pétersbourg une partie de l'influence qu'il avait perdue depuis le traité des neutres, et il paraissait résolu de la conserver à tout prix ; car, après avoir reçu de son gouvernement cette importante information, Harris avait aussitôt cherché une voie secrète pour la faire parvenir à l'impératrice, dans l'espoir d'exciter sa colère contre la France[2].

Le ministère anglais ne se dissimulait pas la gravité d'une si prodigieuse atteinte à l'équilibre de l'Europe ; il reconnaissait le scandale qui résulterait d'un démembrement de la Turquie ; mais il craignait encore plus de laisser prendre à la France une trop grande autorité dans les questions européennes, s'aveuglant à dessein sur le danger que ferait courir à l'Europe le développement de la puissance russe. Toutes ces considérations étaient subordonnées aux avantages commerciaux que les Anglais retiraient de leur alliance avec la Russie. Leurs ministres feignaient de croire, en refusant de s'associer à la France pour contenir l'ambition de l'impératrice, que le roi de Prusse ne permettrait jamais à cette princesse de consommer la ruine de l'empire ottoman.

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

[2] L'opinion du chevalier Harris, qui n'avait aucun intérêt à ménager la dignité de la France, contredit formellement le fait avancé par le comte de Ségur, dans ses *Décades*, t. Ier, que la cour de Versailles avait cédé aux menaces des deux cours impériales, et avait consenti à l'invasion de la Crimée.

Frédéric, bien qu'opposé à ces vues ambitieuses, troublé d'ailleurs par les armements de l'Autriche, n'avait aucun désir de s'engager dans la lutte avec ses seules forces, et il ne l'eût tenté qu'avec le concours de la France et de l'Angleterre. D'autre part, il craignait que la France, retenue par les liens de son alliance avec la cour de Vienne, ne fît que des démonstrations impuissantes, et le laissât lui-même exposé aux attaques de ses puissants voisins.

Quant à l'Autriche, sa résolution paraissait prise de fermer l'oreille à toute autre considération qu'à celle d'une ambition insensée. Satisfait d'avoir supplanté Frédéric auprès de Catherine, l'empereur Joseph resserrait chaque jour les liens de son alliance avec cette princesse, prêt à tout sacrifier, respect des traités, repos de l'Europe, à sa jalousie plus encore qu'à la crainte du roi de Prusse. Il avait donc mis sur pied des forces considérables : 145,000 hommes destinés à occuper la Moldavie et la Valachie ; 160,000 hommes pour tenir tête au roi de Prusse; et il avait en outre décidé Catherine à faire avancer un corps de 50,000 hommes sur la Warta, pour observer les mouvements de l'armée prussienne[1].

[1] Le comte de Ségur affirme dans ses *Mémoires et souvenirs* que l'Autriche avait engagé la France, en voyant le péril dont l'ambition de Catherine menaçait l'Europe, à opposer une digue à la puissance russe ; mais qu'ayant trouvé la cour de Versailles insensible à cette crainte, l'empereur avait changé de système et resserré ses liens

L'impératrice entretenait à ce sujet avec l'empereur une correspondance particulière, dont ses ministres eux-mêmes n'avaient pas le secret. Au moment où les troubles de la Crimée avaient éclaté, elle avait paru inquiète et incertaine; mais, sur l'assurance que lui donna Joseph qu'il accomplirait avec empressement et sincérité les devoirs que lui imposait son alliance; qu'elle pouvait le regarder comme son général et son armée comme la sienne (août 1782), elle désira la guerre avec une ardeur extrême, déterminée à porter les plus rudes coups à l'empire ottoman.

Avant de faire entrer ses troupes dans la péninsule, elle rendit compte des motifs qui l'y déterminaient, dans un manifeste où elle disait en substance que la dernière guerre contre les Turcs ayant été suivie des plus grands succès, elle aurait eu le droit de réunir la Crimée à son empire; qu'elle n'y avait renoncé que par le désir de rétablir la bonne intelligence entre les deux États. « Mais, ajoutait-elle, nos espérances ont été trompées; l'inquiétude naturelle aux Tartares, fomentée par des insinuations dont la source nous est connue, a détruit notre ouvrage et poussé une partie de ce peuple à la révolte. En conséquence, nous avons été obligée d'envoyer

avec le cabinet de Pétersbourg. L'opinion contraire étant fondée sur la correspondance diplomatique du comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, et le comte de Ségur n'apportant aucune preuve à l'appui de la sienne, celle-là doit être regardée comme la seule vraie.

nos troupes dans la Crimée, ce qui est pour notre empire une nouvelle occasion de dépenses.

« Le maintien de la paix avec la Porte exige que nous prévenions les tentatives de nos ennemis. Nous nous devons à nous-même et à la sûreté de nos États de mettre un terme à ce danger. Ainsi, nous réunissons à notre empire la Crimée, l'île de Taman et tout le Kouban, comme une juste indemnité des pertes et des dépenses que nous avons faites pour la conservation de la paix[1]. »

Ce manifeste parut à Pétersbourg, le 27 mars 1783, lorsque déjà les troupes étaient près d'entrer en Crimée. La France, plus troublée que jamais en recevant cette communication, en avait exprimé sa surprise et son indignation. Après avoir essayé vainement de détourner l'impératrice de ses nouveaux projets de conquête, par l'incertitude du succès et par les malheurs qui pourraient en résulter pour l'Europe, Louis XVI avait offert sa médiation. Mais Catherine se montra d'autant plus offensée de ces observations, qu'elle n'avait plus d'inquiétude sur les dispositions de la cour de Vienne; qu'elle savait la Prusse trop prudente pour s'engager témérairement dans la lutte, et l'Angleterre trop jalouse de la France pour s'associer à des démarches, dont elle comptait bien, au contraire, profiter, au détriment de sa rivale. Elle se borna donc à charger ses ministres de

[1] *Mémoires du baron de Tott.*

répondre qu'ayant déjà conquis presque toute la Crimée et le Kouban, la médiation n'avait plus d'objet.

L'impératrice avait en effet bien jugé des dispositions de l'Angleterre, dont toute l'attention était fixée à ce moment sur les négociations ouvertes à Paris pour la conclusion de la paix. « Je ne puis vous donner une idée, écrivait le ministre anglais au chevalier Harris, de l'anxiété de la France au sujet des affaires de la Turquie, et des peines qu'ils ont prises pour nous persuader d'agir de concert. Jusque-là ces craintes ont produit un bon effet ; car le traité a marché plus rapidement, et je suis convaincu qu'ils en deviendront plus traitables[1]. » Le gouvernement anglais poursuivait d'ailleurs un autre but, à savoir une quadruple alliance entre l'Angleterre, la Prusse, le Danemark et la Russie. Il apercevait dans ce projet l'avantage d'être maître de la Baltique et de disposer, en cas de guerre, de presque toutes les flottes de l'Europe.

A Vienne comme à Paris on estimait que l'empire ottoman n'était pas en état de résister à une nouvelle attaque, et que la Russie pouvait lui porter des coups mortels. Mais la cour de Vienne ne paraissait pas s'en inquiéter. Elle se trouvait d'ailleurs si profondément engagée par son alliance avec l'impératrice, qu'elle était en quelque sorte contrainte de rester sous sa dépendance, sous peine de la rejeter dans les bras de la Prusse,

[1] *Diairies and correspondance of James Harris*, 27 juillet 1783.

pensée qui lui causait d'effroyables terreurs. Le cabinet de Versailles avait essayé, sans succès, de la délivrer de cette crainte, en affirmant que Frédéric était intéressé au maintien de l'empire ottoman. En vain faisait-il entrevoir à l'empereur le danger auquel le développement de la puissance russe exposerait dans l'avenir les possessions autrichiennes. L'empereur se refusait à admettre ce danger. Il ne croyait pas que sa dignité lui permît de garder la neutralité, si la guerre éclatait sur ses frontières, et il prétendait qu'il y aurait pour lui plus d'inconvénient à prendre une attitude hostile, persuadé que le roi de Prusse n'attendait que cette occasion pour ressaisir à Pétersbourg l'influence qu'il y avait perdue.

Le comte de Vergennes continuait pendant ce temps à faire sortir l'Angleterre de son indifférence. Il se bornait à lui demander un langage ferme, dont il croyait l'effet inévitable. « Si la France et l'Angleterre s'entendaient, écrivait-il à M. d'Adhémar, le poids de leur union assurerait le repos de l'Europe ; mais si elles se divisent, elles deviendront l'instrument des passions d'autrui et se créeront des rivaux qui profiteront de leur épuisement pour asseoir leur domination sur des bases inébranlables. » Le roi d'Angleterre le pensait ainsi. Il s'en était ouvert au ministre français à Londres, auquel il disait : « Si nous laissons consommer un pareil attentat, l'Europe deviendra comme un bois, où il n'y aura de sûreté pour personne. » Mais lorsque M. d'Ad-

hémar représentait à Fox que la formation d'une puissance maritime en Orient était contraire aux intérêts commerciaux de l'Angleterre, ce ministre se bornait à répondre : « Nous ne craignons pas cela. » La position de la Crimée, la commodité et l'étendue de ses côtes, la sûreté et la grandeur de ses ports, d'où une flotte russe pourrait arriver en quelques heures aux portes de Constantinople, n'étonnaient ni n'effrayaient les ministres anglais. Que serait devenue cependant la communication entre l'Europe et l'Asie, si, dans le cas d'une guerre maritime, la Russie, maîtresse des bouches du Danube, eût dominé sans rivale dans la mer Noire, la seule voie restée ouverte au commerce du monde ?

Le cabinet de Versailles avait également sondé le roi de Sardaigne. Ce prince ne paraissait pas éloigné de s'engager dans une ligue avec la France, mais il aurait voulu borner son action à occuper la Lombardie, où, disait-il, il s'établirait si bien que l'empereur, occupé contre les Turcs, aurait de la peine à le déloger. La France n'ayant osé favoriser ce dessein, qui eût peut-être arrêté la cour de Vienne, ne trouva plus autour d'elle que des difficultés insurmontables. Le roi de Prusse convenait que les intérêts de la France, de l'Espagne et de la Sardaigne étaient les mêmes que les siens ; mais il n'osait engager sa vieillesse dans une guerre européenne contre un parti formé de l'Autriche de la Russie, de l'Angleterre, du Danemark et peut-être de la Suède.

Le comte de Vergennes continuait à lutter contre la faiblesse des uns et la connivence des autres. Il disputait pied à pied le terrain à l'ambition de Catherine. Convaincu, d'ailleurs, que l'empire ottoman, où la peste faisait d'effroyables ravages, succomberait inévitablement sous les coups de ses ennemis, il proposa de laisser à l'impératrice la Crimée et le Kouban, à la condition qu'elle n'entretiendrait pas de marine militaire dans la mer Noire, ou du moins qu'elle n'y aurait pas de navires au-dessus de vingt canons. Mais Catherine avait trop de fierté, et surtout elle connaissait trop bien la situation de l'Europe pour se lier ainsi les mains.

Pendant ce temps, les hostilités avaient commencé, et le prince Potemkin était parti de Pétersbourg, pour prendre le commandement des troupes. Bakhty-Gueraï, à la faveur des troubles, avait de nouveau reproduit ses prétentions; mais, pendant qu'il attendait à Qârasoû le firman de la Porte, le général Belmann enlevait Caffa sans résistance et rétablissait le faible Chahyn sur le trône (fin de l'année 1782), jusqu'à ce que fatiguée des nouvelles agitations, qui furent comme le dernier soupir de l'indépendance des Tartares, Catherine réunit pour toujours la Crimée à son empire (avril 1783). Potemkin reçut le serment des mirzas. Chahyn-Gueraï, qui n'avait jamais été qu'un instrument des desseins de la Russie, fut contraint d'abdiquer. Il vécut quelque temps à Kalouga, avec une pension de 100,000 roubles que l'impératrice lui paya jusqu'à sa mort; mais l'ennui, les

regrets et peut-être aussi le peu de considération qu'on lui montra, vinrent jeter sur son âme un voile de tristesse. Il se rendit à Constantinople, où le sultan l'accueillit d'abord avec honneur; puis, le souvenir de sa trahison ou plutôt de sa faiblesse ayant effacé rapidement ces premières impressions, il fut exilé dans une île de la Grèce où on l'étrangla.

L'impératrice promit aux Tartares de respecter leurs libertés, et leur permit de se choisir des juges parmi eux. Sa pensée était de tourner vers l'agriculture les habitudes de ce peuple. Elle les exempta de l'obligation de loger les troupes, et leur accorda le privilége de ne pas fournir de recrues pour la formation des armées [1]. Cependant, malgré le soin qu'elle apporta à faire accepter sa domination, les Tartares ne passèrent pas de la liberté à la soumission, sans éprouver des regrets et sans tenter de se soustraire à ce nouveau joug. Ils attendirent, pour se soulever, que les troupes russes se fussent retirées de la presqu'île. Mais Potemkin prit des mesures énergiques pour étouffer ces premières semences de rebellion. Il envoya l'ordre à son cousin, Paul Potemkin, d'entrer immédiatement en Crimée, et mit à sa disposition des forces considérables pour terminer la guerre en peu de temps. Ce général s'acquitta de sa mission avec autant de promptitude que de zèle, et, comme l'insurrection n'avait pas de racines, les Tar-

[1] *Voyage en Crimée*, par Reuilly.

tares n'opposèrent à ses armes qu'une faible résistance. La domination russe fut dès lors solidement établie. Le prince Prosorofski resta dans la presqu'île avec des troupes suffisantes pour la garder. Le lieutenant général Souvorof occupa le Kouban avec cinq régiments d'infanterie, trente escadrons de dragons et de hussards et vingt-cinq escadrons de Cosaques, distribués dans plusieurs lignes de redoutes et protégés par de petits forts.

On a reproché à Catherine d'avoir employé la cruauté pour assujettir les Tartares, dont la plupart préférèrent abandonner leur patrie plutôt que de subir sa domination. Ce reproche manque de vérité à l'égard d'une princesse qui, souveraine d'un peuple esclave et armée d'un pouvoir absolu, ne donna jamais des ordres violents. A défaut d'humanité, sa raison lui eût conseillé une tout autre politique. Pendant le voyage qu'elle fit en Crimée, quelques années après, le comte de Ségur et le prince de Ligne ayant eu la curiosité de voir le visage d'une femme tartare, dont un long voile couvre habituellement les traits, s'étaient cachés dans la campagne. Mais ils furent découverts, poursuivis, et peu s'en fallut qu'ils ne fussent victimes de leur curiosité. Le prince de Ligne ayant raconté à table leur aventure, Catherine jeta sur eux un regard sévère et leur dit : « Messieurs, cette plaisanterie est d'un très-mauvais goût et d'un très-mauvais exemple. Vous êtes au milieu d'un peuple conquis par mes armes, je veux qu'on respecte ses lois, son culte, ses mœurs et

ses préjugés. Si l'on m'avait raconté cette aventure sans m'en nommer les héros, loin de porter mes soupçons sur vous, j'en aurais accusé quelques-uns de mes pages et je les aurais sévèrement punis. »

Elle s'empara de la Crimée en employant la ruse, la séduction, en y semant la discorde ; mais elle ne persécuta personne. Aussi, les Tartares qui avaient quitté leur pays, au moment de la conquête, ne tardèrent pas à y revenir, en apprenant que leurs frères vivaient tranquilles et heureux sous son gouvernement. Est-ce à dire qu'il n'y eut aucun excès commis ? Il est dans la nature de tous les conquérants d'abuser de leur victoire, et c'est ce qui rend la guerre un des plus horribles fléaux dont soit affligée l'espèce humaine, de quelque éclat qu'elle entoure ses triomphes. La ville de Caffa avait été à demi ruinée ; d'antiques monuments furent détruits ; l'ignorance et l'enivrement d'une part, la résistance de l'autre, produisirent en Crimée ce qu'ils produiront toujours, des vexations, des outrages, des violences. Mais ce n'est point dans des faits isolés qu'il convient de juger de l'esprit d'un gouvernement. Nous venons de voir avec quel respect l'impératrice voulait que fût traité le peuple tartare. Ce qui nous étonne bien davantage, c'est l'indifférence avec laquelle toutes les puissances de l'Europe envisagèrent cette conquête. La Porte Ottomane ne trouva ni encouragement, ni appui. Une flotte de cent soixante voiles qu'elle expédia au mois d'août, sur les côtes de la mer Noire, avec une protestation contre l'occupation de

la Crimée, ayant trouvé la presqu'île dans un état respectable de défense, elle renonça à l'attaquer.

La possession absolue de la Crimée allait rendre la Russie et plus riche et plus formidable, en lui ouvrant de nouveaux débouchés et en lui assujettissant la mer Noire, par où elle menaçait Constantinople. Les meilleurs bois de construction pour la marine croissaient dans les montagnes du Caucase, qui bordent cette mer. Le sol de la Crimée renferme des mines d'or, d'argent et de fer; le sel y est abondant; les terres sont fécondes, les forêts remplies de gibier, et le poisson foisonne dans la mer Noire et dans la mer d'Azof.

L'outrage que la Porte venait de recevoir pouvait cependant lui inspirer le désir et la volonté d'en tirer vengeance. L'indifférence de l'Europe rassurait l'impératrice. Une seule puissance lui laissait quelque inquiétude, c'était la Suède. Catherine fit demander une entrevue à Gustave. Ce prince était ambitieux et ardent; mais la bonne intelligence qui régnait à cette époque entre la Russie et l'Angleterre; le désir que manifestait le roi de Prusse de n'être point troublé dans ses conquêtes; le traité récent contracté entre la cour de Vienne et celle de Saint-Pétersbourg, étaient autant de digues qui retenaient son ambition. Il mit donc le plus grand empressement à se rendre à l'invitation de l'impératrice.

La ville de Frédéricksham, dans la Finlande russe, avait été choisie pour le lieu des conférences. Catherine y fit transporter les pièces détachées d'un palais en bois

construit à Saint-Pétersbourg, avec un ameublement d'un goût remarquable. Elle s'y rendit ensuite en yacht, le 29 juin 1783, accompagnée des comtes Tchernychef, Strogonof, de Bezberodko, du grand écuyer Naryschkin, de son favori Lanskoï et de la princesse Daschkof. Gustave avait à sa suite le comte de Creutz, son premier ministre, le général Armfeld et Munck. Pendant les trois jours qu'ils passèrent à Frédéricksham, ce ne fut qu'une succession de fêtes. Mais, au milieu des plaisirs, Catherine n'oubliait pas que son voyage avait pour objet un intérêt plus important. Elle entretint Gustave de ses projets de guerre contre la Turquie, mit un art infini à le captiver, et, en effet, elle obtint qu'il garderait la neutralité. Dans un voyage qu'il avait fait à Pétersbourg, en 1776, sous le nom de prince de Gothland, Catherine avait étudié le caractère de Gustave; elle avait remarqué en lui une grande présomption et elle avait trouvé le secret de ses faiblesses. On assure du reste que ce prince, dont le goût pour la dépense n'était pas en rapport avec ses ressources, reçut pour prix de ses complaisances un présent d'un million d'écus.

L'orage paraissait donc prêt à éclater de nouveau contre l'empire ottoman, car Potemkin avait résolu de forcer les Turcs à une rupture. La Porte, ne voyant autour d'elle aucune puissance disposée à courir les chances de sa fortune, craignait maintenant de recommencer les hostilités, avant d'avoir fermé les blessures qu'elle avait çreues. La France elle-même, prévoyant que la guerre

entraînerait inévitablement la ruine de l'empire ottoman, mit un zèle extrême à retenir le divan sur cette pente fatale. Elle savait qu'une armée russe, sous les ordres de Paul Potemkin, bordait les frontières de la Crimée; que le prince Repnin, à la tête de 40,000 hommes, pouvait se porter immédiatement sur le point menacé, et que le feld-maréchal Roumaintzof rassemblait un troisième corps d'armée dans son gouvernement de Kief; enfin, une puissante escadre parcourait les eaux de la mer Noire, et plusieurs vaisseaux de ligne se tenaient en observation dans la mer Baltique.

Cet appareil imposant, fortifié par les conseils des cours de Vienne et Versailles, décida la Porte à réprimer les mouvements de fureur dont elle avait été saisie en apprenant l'invasion de la Crimée. Elle prit donc le parti de céder, malgré l'exaspération du peuple et l'effervescence des troupes, et consentit à signer un nouveau traité, qui donnait à la Russie la Crimée, l'île de Taman, avec une grande partie du Kouban (21 juin 1783).

La Russie et l'Autriche profitèrent de la faiblesse de la Porte pour lui arracher de nouvelles concessions en faveur des principautés. Depuis le traité de Kainardji, le divan avait essayé de ressaisir une partie de l'autorité que ce traité lui avait enlevée, de sorte que la Moldavie et la Valachie gémissaient de nouveau sous l'oppression ottomane. L'envoyé russe et l'internonce d'Autriche ayant présenté au divan des observations à ce sujet, les

ministres en reconnurent la justesse et prirent en conséquence l'engagement de faire exécuter dans toute leur étendue les obligations du traité de Kainardji, qui avait réglé le sort des principautés.

Cette nouvelle convention fixa le tribut que la Porte était autorisée à lever sur la Moldavie et la Valachie, sans qu'elle pût rien exiger au delà. Elle garantit la position des hospodars contre les retours d'un despotisme arbitraire, régla les présents qu'ils seraient tenus de faire au Grand Seigneur, à leur avénement, et stipula d'une manière formelle que ces présents ne pourraient être fournis par les raïas.

Les deux principautés de Moldavie et de Valachie étaient autrefois considérées par les Turcs comme un pays dans lequel ils avaient le droit de commettre impunément toute espèce de brigandages. Les pachas, les cadis et autres fonctionnaires des villes voisines, exigeaient d'autorité des tributs ou des présents, et frappaient même des contributions au préjudice des malheureux raïas. L'approvisionnement de Constantinople se faisait à cette époque par les îles de l'Archipel, la Moldavie, la Valachie et par les provinces de l'Asie qui avoisinent la mer Noire et la mer de Marmara. Les deux principautés étaient en quelque sorte le grenier de la capitale. C'était de là que Constantinople tirait les bœufs, les chevaux, les moutons, le miel, la cire, les grains, le beurre, le suif, le fromage, ainsi que la plus grande partie des matériaux de construction. Les bois employés

pour la marine étaient coupés dans les forêts de la Moldavie. Non-seulement la Porte prenait presque toujours à crédit, mais elle exigeait encore que les malheureux raïas en opérassent eux-mêmes le transport. On ne saurait se figurer à combien de vexations étaient exposés les Moldaves et les Valaques. Les Turcs fixaient arbitrairement le prix de ces produits, que souvent même ils refusaient de payer. Les hospodars se gardaient bien de réclamer contre ces horribles vexations, qu'ils augmentaient à leur tour par des manœuvres odieuses, et qui devenaient ainsi pour eux-mêmes une source scandaleuse de bénéfices. La Porte, par exemple, fixait la quantité de produits qui devaient lui être livrés par les principautés. Que faisaient alors les hospodars? ils en exigeaient le double, le triple, souvent davantage, parce que le prix auquel ils étaient livrés ne s'élevant jamais au-dessus du tiers de leur valeur, ils demeuraient possesseurs du surplus, qu'ils vendaient ensuite pour leur propre compte. Ces manœuvres portaient ainsi le double caractère du monopole et de la concussion.

La convention dont nous venons de parler fit cesser cette effroyable tyrannie. Elle plaça les deux principautés dans des rapports plus réguliers avec l'empire ottoman, et, grâce à la fermeté de la Russie et de l'Autriche, elles purent respirer en liberté, sous la protection vigilante de ces puissances. Des consuls, résidant à Bukarest et à Jassy, furent chargés de surveiller l'exécution de ces nouveaux engagements. Leur présence,

sans faire disparaître tous les abus, contint cependant l'autorité des hospodars et mit un frein à leurs exactions.

Avec une administration intelligente, la Moldavie et la Valachie pourraient s'élever à une prospérité sans limites. Le sol y est d'une merveilleuse richesse. Les plaines qui aboutissent au Danube, dont le cours leur sert de ceinture, produisent en abondance du blé, du seigle, de l'orge, du maïs, du lin, du chanvre, du tabac, des fruits de toute espèce. Le froment donne jusqu'à 25 pour 1, le seigle 30, le millet 300. Les magnifiques pâturages qui s'étendent au pied des Carpathes nourrissent d'immenses troupeaux de bœufs, qui auraient un débouché facile sur les marchés du midi de l'Europe. On y trouve des salines de sel gemme et des montagnes de sel presque inépuisables; enfin, les forêts des Carpathes sont encore vierges.

Aucune ville n'est mieux située que Marseille pour entretenir avec les principautés d'utiles relations commerciales. L'Autriche, de son côté, qui fournit aux Moldo-Valaques de la poterie, des toiles, des calicots, des draps, des soieries, des tulles, des dentelles, des voitures de luxe fabriquées à Vienne, et les beaux chevaux des haras de la Hongrie, paraît avoir un égal intérêt à ce que les principautés ne soient plus opprimées par les Turcs.

La Russie avait fait un pas immense en prenant possession du pays que baigne la mer Noir. A l'influence que la Porte avait exercée sur les peuples du Caucase

allait succéder la sienne, plus active, plus habile et beaucoup plus puissante. La chaîne de montagnes qui va de la mer Noire à la mer Caspienne, et dont les sommets semblent se perdre dans les nues, était habitée par des peuples à demi sauvages, jaloux de leur indépendance, appartenant à des races diverses, et que la Porte n'avait jamais assujettis complétement; à l'est, les Lesghiz; au centre, les Tchetchentses et les Ossètes, et à l'ouest, les Tcherkesses ou Circassiens.

Les Lesghiz, un des peuples les plus barbares du Caucase, en occupaient les plus hautes vallées : les uns suivaient la religion mahométane; les autres adoraient encore le soleil, la lune, les arbres et les fleurs. Leurs femmes n'étaient pas moins remarquables par leur beauté que par leur courage.

Le pays occupé par les Tchetchentses et les Ossètes s'étend depuis les sources du Terek jusque vers la cime du Caucase, et domine les communications avec la Géorgie. C'est le séjour des hivers éternels. Les défilés qui traversent leurs montagnes étaient autrefois fortifiés, et il suffirait aujourd'hui, pour les rendre imprenables, d'y élever seulement quelques travaux d'art.

Lorsqu'on a franchi le Kouban et le Terek, on se trouve sur le territoire des Tcherkesses ou Circassiens, qui s'étend sur les flancs septentrionaux du Caucase, entre le Malka, la Baksan et le Terek. Les Circassiens se divisent en un grand nombre de tribus, dont une des plus remarquables est celle des Kabartaïs. La vaste

plaine de la Kabarda, coupée dans sa longueur par deux chaînes de montagnes, qui la parcourent de l'ouest à l'est, est douée d'une grande fertilité.

Sous la dénomination de Tchetchentses, on comprend généralement les tribus du versant oriental ou de la mer Caspienne; sous celle de Tcherkesses, les peuples du versant occidental ou de la mer Noire. Aux premiers appartiennent les Ingusches, les Lesghiz, les Kistes, les Kumikes; aux seconds, les Ubiches, les Ossètes, les Adighés, les Kabardiens et les Abschases; mais ils diffèrent d'ailleurs de race, de mœurs et de langage. Les Tchetchentses sont plus sauvages et plus fanatiques; les Tcherkesses plus chevaleresques. Ces derniers forment une sorte de république fédérative. Chaque tribu a sa constitution féodale. Ils ont une grande réputation de beauté, de force et de bravoure. Les femmes se distinguent par leurs formes délicates, par la blancheur de leur teint et par ces grâces voluptueuses, dont les harems de Constantinople étaient si avides.

Sans les divisions qui régnaient entre leurs princes, les Circassiens auraient été difficiles à subjuguer; mais, toujours armés les uns contre les autres, leurs querelles ouvrirent la porte à l'ambition de leurs puissants voisins. Quelques-unes de leurs tribus se livraient à l'agriculture, d'autres à la pêche, presque toutes au brigandage. Ils avaient de magnifiques forêts de chênes, d'ormes et d'aunes, dont ils ne tiraient aucun avantage. Leurs richesses consistaient principalement

en troupeaux de chèvres, de bœufs et de brebis, dont ils vendaient la laine et la graisse dans les ports de la mer Noire.

Ce fut vers les tribus chrétiennes que le cabinet de Saint-Pétersbourg dirigea d'abord son action. Une certaine conformité de croyances les disposait plus naturellement en sa faveur, et le bruit de la puissance russe, proclamée par ses triomphes sur les armées ottomanes, lui donnait un avantage incontestable dans les rapports qu'il avait déjà liés avec elles. Paul Potemkin fut chargé d'engager des négociations plus actives avec quelques-unes de ces tribus. A force de présents, de promesses, et en les flattant de l'espoir d'une indépendance, qui devait être illusoire, il réussit à persuader Héraclius, prince de Géorgie, de faire hommage de ses États à l'impératrice de Russie (24 juillet 1783).

Depuis plusieurs siècles, la Géorgie était sous la domination des schahs de Perse, lorsque la mort de Nadir (Thamas-Kouli-Khan) vint relâcher les liens de vasselage, et laissa la Géorgie exposée sans défense aux irruptions des autres peuplades barbares du Caucase. Les wallys ou vice-rois de Géorgie invoquèrent l'assistance d'Elisabeth ; mais ce fut sous le règne de Catherine II que les rapports avec ces peuples prirent une très-grande activité. Elle ne se borna pas à faire explorer le Caucase par des savants, elle y porta la gloire de ses armes; elle y répandit l'or et les séductions de toute sorte; enfin, elle y jeta les fondements d'une puissance qui

d'un côté menace la Perse, et de l'autre la Turquie.

Le premier acte sérieux, par lequel elle avait annoncé sa résolution de subjuguer toutes les tribus du Caucase, fut l'établissement de la ligne militaire du Don à Tiflis, par Wladi-Kawkas et Dariel (1777). Cette ligne fut garnie de *stanitzas* ou postes fortifiés, dont la défense fut confiée aux Cosaques. Quelque temps après, deux autres lignes, celles du Kouban et du Terek, furent occupées de la même manière. Un certain nombre de forts, élevés dans l'intérieur des montagnes, sur les bords de la mer Caspienne et de la mer Noire, compléta ce système de défense.

La première de ces routes, qui en est aussi la plus importante, assura les communications de la Russie avec la Géorgie et la Colchide. Elle se dirige d'Iekaterinograd, en remontant le cours du Terek jusqu'à Wladi-Kawkas, où elle s'enfonce dans les montagnes, atteint ensuite l'étroit passage auquel les anciens avaient donné le nom de Portes Caspiennes et qui est connu de nos jours sous celui de Dariel, descend jusqu'au pied du Kasbek, à travers d'effroyables abîmes, et entre dans la Géorgie pour aboutir à Tiflis.

Le traité de protection imposé à Héraclius portait qu'à l'avenir ce prince ne se nommerait plus wallys, titre qui eût rappelé sa dépendance de la Perse, mais tsar de Géorgie, comme chrétien et allié de la Russie. Il reçut à cette occasion l'ordre de Saint-André enrichi de diamants.

C'était un pas immense pour la domination de la Russie dans le Caucase; car la Géorgie touche à l'Arménie, dont elle n'est séparée que par le cours de l'Araxe. De là elle pouvait étendre ses bras puissants, d'un côté à la mer Noire, à travers l'Imirétie et le Guriel, l'ancienne Colchide, et de l'autre à la mer Caspienne, par la possession de Bakou, qui était à la fois une place de commerce et une position militaire. Une route stratégique passant par Kislar, autre port sur la mer Caspienne, et traversant le territoire des Kumikes, reliait Bakou à Astrakan.

Sous le rapport commercial, la Géorgie offrait aux Russes un vaste marché, où ils pouvaient écouler leurs produits manufacturés contre les productions naturelles de cette fertile contrée, consistant en riz, en safran, en garance, en coton, en soie, en vins, en cochenille, etc.

Ces grands soins ne détournaient pas Catherine de l'administration intérieure de ses vastes États. Au mois d'août de cette année 1782, elle avait inauguré la statue de Pierre le Grand, ouvrage d'un sculpteur français, Falconnet. La statue est posée sur un rocher de granit d'un seul morceau. Le cheval est à toute course, dressé sur ses pieds de derrière, et paraît vouloir s'élancer dans la Newa. Pierre le Grand, le regard fixé sur le fleuve, étend la main droite vers lui comme pour en prendre possession. Que telle ait été l'intention de l'artiste, ou qu'il ait voulu figurer, par le noble et vigoureux coursier

parvenu au sommet du roc, les difficultés que le législateur avait su vaincre, l'idée était grande; mais il eût fallu conserver au rocher ses aspérités. Aux pieds du cheval se roule un long serpent, symbole de l'envie; il dresse la tête, et, en s'attachant aux flancs de l'animal, lui sert de point d'appui.

Ce monument remarquable, consacré à la mémoire du véritable fondateur de la puissance russe, est digne de la femme célèbre qui continua sa pensée avec un génie non moins grand que le sien. Il s'élève à l'entrée du port, sur la rive gauche de la Newa, au centre d'une vaste place, entre l'Amirauté et le palais du Sénat. Il avait fallu toute la persévérance de l'impératrice pour exécuter ce projet. Le rocher fut amené de la Finlande sur des boulets de canon roulant dans des coulisses de cuivre. La cérémonie de l'inauguration se fit avec beaucoup de solennité et fut une occasion pour Catherine de manifester sa clémence.

Au mois d'octobre suivant, elle institua l'ordre civil et militaire de Saint-Vladimir. Chaque chevalier jouissait d'une pension de 600 roubles pour la première classe, de 400 pour la seconde, de 200 pour la troisième, et de 100 pour la dernière. L'institution portait que, pour obtenir cet ordre, il fallait avoir servi l'État pendant trente-cinq ans, sans tache ni reproche. Les insignes étaient un ruban rouge au milieu de deux bandes noires.

Ces sortes d'institutions ont pour but d'exciter les

instincts d'honneur et de courage, dont les hommes portent les germes au fond du cœur. Déjà en 1769, pendant la guerre de Turquie, l'impératrice avait créé l'ordre purement militaire de Saint-Georges, dont le grand cordon ne peut être conféré qu'au général en chef d'une armée après une victoire. Il était également divisé en quatre classes, à chacune desquelles elle avait aussi attaché une pension. Le cordon était noir liséré de jaune, et sur la croix était l'effigie de saint Georges à cheval, terrassant le dragon. Jamais souverain n'abusa moins de ces décorations que Catherine II. Aussi furent-elles toujours entourées d'un grand prestige.

Le prince Potemkin, auquel on attribuait la gloire d'avoir réuni la Crimée à l'empire, en reçut le surnom de Taurien, et fut nommé gouverneur général de la Tauride, avec le titre de grand amiral de la mer Noire. Comme il était déjà gouverneur d'Azof et d'Astrakan, il réunit ainsi sous sa direction, nous pourrions presque dire sous sa domination, une étendue de pays si considérable, que plusieurs royaumes de l'Europe ne l'égalaient pas. L'impératrice le rendit plus puissant encore en le nommant président du conseil de guerre, faveur qui plaçait dans ses mains ce qu'il avait désiré avec le plus d'ardeur, l'armée. Une fois maître des forces de l'empire, il s'appliqua sérieusement à y introduire des réformes. Quoique porté au changement par sa nature mobile, inquiète, capricieuse, il faut cependant reconnaître qu'au milieu de ses bizarreries, il imprima à son

administration un grand caractère èt qu'il mit l'état militaire de la Russie sur un pied presque égal à celui des puissances de l'Europe les plus respectées.

Le soldat russe se distingue par des qualités incomparables. Il est brave, sobre, patient. Il obéit sans raisonner, et supporte les fatigues sans se plaindre. Les Russes croient en général à la prédestination. Quels dangers n'affronte-t-on pas avec cette croyance? Le grand Frédéric, qui avait eu l'occasion de les étudier, et qui était si bon juge en cette matière, disait qu'il était plus facile de les tuer que de les vaincre, et il ajoutait qu'avec de pareils soldats il aurait conquis le monde.

La cavalerie cependant était mauvaise, surtout la cavalerie pesante. Les Cosaques formaient seuls une excellente cavalerie légère. Les défauts de cette arme tenaient en grande partie au mode de recrutement. Les colonels étaient payés comme si leurs régiments étaient toujours au complet, quoiqu'ils ne le fussent jamais en temps de paix. Recevaient-ils l'ordre de marcher, ils se remontaient au plus vite et dans les plus mauvaises conditions, de sorte que leurs chevaux étaient mal dressés ou ne l'étaient pas du tout.

Quelque chose de pareil existait dans l'infanterie. Les officiers chargés de conduire les recrues à leur destination devaient les fournir de bas, de souliers et pourvoir à leur subsistance. Ils les forçaient au contraire à se munir de vivres avant de quitter leurs communes, et, lorsqu'ils s'arrêtaient dans un village, ils distribuaient leurs

recrues dans les maisons des paysans, qui n'osaient réclamer contre ces réquisitions arbitraires.

L'organisation de l'armée était en outre restée en arrière, sous le rapport de l'habillement et des armes. Ces détails paraîtront peut-être minutieux et de peu d'importance. Ils ont cependant une plus grande part qu'on ne saurait le croire dans les succès ou les revers d'une campagne. Si le costume du soldat est lourd, gênant, il l'embarrasse dans ses marches et pendant l'action ; si ses armes sont difficiles à manier, il est moins prompt dans ses mouvements, et perd ainsi un temps précieux, soit qu'il attaque, soit qu'il se défende.

Potemkin fit disparaître quelques-uns des vices que nous venons de signaler. Il défendit aux soldats de porter les cheveux longs et poudrés, afin de ménager leur temps. Les habits se ressentaient encore, malgré les réformes de Pierre le Grand, d'un certain goût oriental. Il leur donna des pantalons, des bottines et des habits à basques courtes ; mais en même temps il les enveloppa de casaques chaudes et commodes, qui les garantissaient contre l'intempérie des saisons. Enfin, à des fusils longs et pesants il en substitua d'un plus petit calibre. Ces réformes donnèrent aux troupes russes un meilleur aspect et les rendirent plus légères dans les marches et plus promptes dans les manœuvres. L'infanterie conserva le vert ; la cavalerie, le bleu ; l'artillerie et le génie, le rouge. Les régiments appartenant aux mêmes

représentant aux princes de l'empire le danger auquel ils seraient désormais exposés, s'ils laissaient la maison d'Autriche prendre un si prodigieux développement. Persuadé que la tempête éclaterait d'abord sur lui, il redoubla d'efforts, et, en effet, il était parvenu à faire entrer dans les mêmes intérêts tous les membres du corps germanique, par des considérations de nature à leur inspirer à eux-mêmes les plus grandes inquiétudes.

Lorsque la cour de Vienne eut connaissance du traité d'union, elle invoqua les droits de son alliance avec la Russie; mais l'impératrice, qui jouissait intérieurement des terreurs de son allié, se borna pour le moment à offrir sa médiation. Il paraît, en effet, qu'elle était elle-même fort éloignée de désirer pour l'Autriche un agrandissement qui lui eût donné sur le corps germanique une trop grande influence[1]. Elle voulait, au contraire, que cette influence fût partagée, afin de rester elle-même, en toute occasion, l'arbitre des destinées de l'Allemagne. Ainsi, pendant que le comte Roumiantzof effrayait le duc de Deux-Ponts, auprès duquel il était accrédité, le cabinet russe était bien résolu de borner son intervention à des paroles, à des promesses, ou même encore à des armements plus apparents que sérieux.

D'ailleurs, la cour de Russie était à cette époque troublée par des intrigues domestiques. La faction ennemie

[1] *Mémoires du comte de Ségur*, t. II.

de Potemkin travaillait avec plus d'ardeur que jamais à détruire la puissance de ce ministre. Elle se servait de la faveur d'Yermolof, que Potemkin traitait avec une hauteur insultante, après lui avoir ouvert le chemin de la fortune. Peu dangereux par lui-même, à cause de son indolence, le favori obéissait à l'impulsion que lui donnaient Bezberodko et le comte Vorontzof. Il est vrai de dire que Potemkin offrait à ses ennemis de fréquentes occasions de l'attaquer. Son orgueil, son despotisme, ses excessives prodigalités, qui l'avaient réduit plusieurs fois à la nécessité d'avouer à l'impératrice qu'il avait fait servir à ses dépenses personnelles les sommes destinées au service de l'État, étaient des armes puissantes dans les mains de ses ennemis. Il était cependant jusqu'alors sorti victorieux de ces attaques.

La lutte était devenue beaucoup plus vive. Trop confiant dans l'amour de l'impératrice, Yermolof renouvela ses accusations. Catherine fut ébranlée et montra quelque froideur à son ministre. Chacun le croyait perdu; tout le monde l'abandonna. Mais Potemkin connaissait mieux que personne les moyens qui devaient lui ramener le cœur de l'impératrice et les hommages des courtisans. La cour était à Tsarskoie-Selo, où elle célébrait l'anniversaire du couronnement de l'impératrice. Potemkin paraît tout à coup au cercle de cette princesse. La surprise est immense. A la vue de son rival, qui semble le braver, Yermolof ne peut se contenir. Il éclate et provoque par son arrogance la fureur de Potemkin.

Le prince avait des élans d'audace. Il se précipite dans l'appartement de Catherine et lui déclare qu'il faut qu'elle choisisse entre lui et Yermolof. Après ce sacrifice, ajouta-t-il, rien ne saurait égaler mon zèle et mon dévouement pour vous. Quelques heures après, Yermolof quittait le palais, sans même avoir pu obtenir la faveur de prendre congé de l'impératrice.

Potemkin n'ignorait pas que le cœur de cette princesse avait besoin d'être occupé. Il lui présenta un officier aux gardes nommé Momonof, et le fit accepter comme aide de camp général. Momonof avait des traits réguliers, mais sa figure manquait d'éclat. Quoique infatué de sa beauté, il était cependant spirituel, instruit, et parlait avec facilité plusieurs langues de l'Europe.

Chaque fois qu'un favori était sur son déclin, on voyait aussitôt une foule de compétiteurs s'efforcer d'attirer sur eux les regards de l'impératrice, les uns protégés par Potemkin, les autres par Orlof et Panin, qui travaillaient de concert à détruire cette funeste influence du prince, dont la hauteur et l'insolence surpassaient peut-être le pouvoir; quelques-uns enfin par l'impression qu'ils croyaient avoir produite sur l'esprit de leur souveraine. Jamais pareil scandale n'avait été donné au monde. A cette époque de la vie de Catherine, toute décence avait disparu de la cour, où régnait une effroyable dissipation. Les ministres eux-mêmes, uniquement attentifs à leurs intérêts, plus occupés d'intrigues que des affaires de l'empire, se laissaient emporter

par ce courant impétueux. Les scènes les plus violentes se jouaient publiquement, sans que la pudeur en parût offensée. Potemkin, qui s'était attribué le rôle de pourvoyeur, était jaloux de ce droit et s'indignait que d'autres eussent les mêmes prétentions. Tant que le favori se montrait soumis à sa volonté, il employait sa puissance à prolonger sa faveur; mais si, fatigué du joug, il essayait de s'y soustraire, Potemkin s'en plaignait comme d'une tentative de rébellion.

De pareilles luttes occasionnaient souvent, en présence même de l'impératrice, des scènes violentes qu'elle était impuissante à réprimer. Elle en sentait l'indécence; elle s'en plaignait amèrement, jusqu'à verser des larmes; mais vaincue par l'habitude des sens, elle n'avait plus assez d'empire sur elle-même pour se relever de cette dégradation. D'autres fois elle accusait la dureté, les violences, les mépris même de Potemkin ; mais telle était sa faiblesse, qu'elle était comme contrainte de tout souffrir; et, lorsque cet homme bizarre avait quitté la cour, mécontent et irrité, elle ne tardait pas à le rappeler par de nouveaux témoignages d'affection, ou par des présents, qu'il acceptait avec une sorte de hauteur, sans lui adresser un remerciement. Si cependant Catherine prenait un ton d'autorité, auquel personne n'avait jamais résisté, on voyait alors ce favori, ordinairement si audacieux, s'abaisser jusqu'à la prière et solliciter son pardon avec des larmes.

Aucun ministre avant lui n'avait joui d'un pouvoir

aussi absolu. Grégoire Orlof avait été plus aimé, mais son crédit n'avait jamais atteint cette hauteur. L'idée cependant qu'un retour d'affection pouvait ramener le règne de ce rival troublait souvent le repos de Potemkin, bien qu'il affectât à cet égard une sorte d'indifférence. Un voyage qu'Alexis Orlof fit alors à Saint-Pétersbourg, suivi de plusieurs conférences secrètes avec l'impératrice, avait jeté la consternation parmi les favoris. Chacun exprimait ses craintes ou ses espérances. Les courtisans attendaient, pour régler leur conduite, un signe de la volonté souveraine. L'impératrice, au contraire, souffrait de ces rivalités, et voulait surtout éviter un éclat. La faveur des Orlof était passée; mais le souvenir de leurs services vivait encore dans son cœur. « Soyez ami avec Potemkin, dit-elle à Alexis; je vous le demande pour le repos de ma vie. Engagez cet homme extraordinaire à être plus circonspect dans sa conduite, et plus attentif aux devoirs que lui imposent les grandes charges dont il est revêtu. Si vous faites cela, vous augmenterez les obligations que j'ai déjà contractées envers vous, et vous aurez contribué à mon bonheur domestique, comme vous avez contribué à la gloire de mon règne. »

Alexis Orlof avait dans le caractère plus de résolution et plus d'énergie que son frère, beaucoup de franchise et de loyauté, mais une étrange morale au sujet de l'obéissance. « Vous savez, madame, répondit-il à l'impératrice, que je suis votre esclave et que ma vie est à vous;

si Potemkin est un obstacle à votre bonheur, donnez-moi vos ordres, il disparaîtra ; mais rechercher l'amitié d'un homme que je méprise et que je regarde comme le plus grand ennemi de votre empire, je ne le puis. »

L'impératrice fondit en larmes. « Je sais, ajouta-t-il, que Potemkin n'a aucun attachement pour Votre Majesté ; qu'il ne recherche en toute chose que son intérêt ; qu'il s'efforce de vous détourner des affaires, et de vous endormir dans une voluptueuse sécurité, pour n'être point troublé dans la jouissance du pouvoir suprême. Il a ruiné vos armées, endommagé vos flottes ; il éloigne de vous l'affection de vos sujets, et, ce qui est plus criminel encore, il a noirci votre réputation aux yeux du monde. Son art, c'est la perfidie. Si vous avez résolu de punir un homme aussi dangereux, ma vie est à votre service ; mais, s'il ne sagit que d'un rapprochement, je ne puis vous être d'aucune utilité ; car, dans une affaire de cette nature, je vois qu'il faut pour réussir de la dissimulation et de la duplicité. »

Ce langage extraordinaire ne produisit pourtant sur l'impératrice qu'une impression de tristesse et de regret. Elle déclara au comte que sa pensée ne pouvait admettre des moyens aussi violents, et, l'ayant remercié de son dévouement, elle le congédia. Le bruit de cette conversation ne tarda pas à transpirer, et, comme d'ailleurs les Orlof parlaient avec beaucoup de liberté, Potemkin sut en profiter pour les perdre complétement dans l'esprit de l'impératrice. Grégoire ne survécut pas

longtemps à cette nouvelle disgrâce. La mort ayant également enlevé Panin[1], dont le crédit n'avait cessé de décliner depuis l'abandon de l'alliance prussienne, il ne resta plus autour du trône, de tous les hommes considérables qui avaient pris une part plus ou moins directe à la révolution de 1762, personne qui pût balancer l'influence de Potemkin.

L'âge, au lieu de calmer les passions de cette princesse, semblait au contraire les irriter par l'habitude qu'elle avait contractée de s'y abandonner sans contrainte. Le poids de cette dégradation morale, joint aux violences qu'elle était forcée de souffrir et aux intrigues dont elle était comme enveloppée, une vie enfin de dissipation et de désordre, détruisaient insensiblement sa santé.

Lorsque Potemkin eut confondu les intrigues de ses ennemis, il résolut le voyage de Crimée, où tout avait pour but d'éblouir les yeux et de frapper les cours de l'Europe par le spectacle pompeux de la puissance russe. Ce voyage ne fut en effet qu'une marche triomphale. Des sommes énormes y avaient été dépensées. Des troupes d'ouvriers remplissaient tous les lieux par où l'impératrice devait passer. La nature elle-même fut contrainte de se plier aux volontés du ministre. Déjà des courriers avaient porté ses ordres aux gouverneurs des provinces; déjà de nombreux détachements avaient été

[1] Grégoire Orlof et Panin moururent à peu d'intervalle l'un de l'autre, au mois d'avril de 1783.

dirigés vers la route que l'impératrice devait parcourir. Les ministres des cours étrangères furent invités à l'accompagner; enfin, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse devaient se trouver sur son passage.

La nouvelle de ce voyage fit une profonde sensation dans toute l'Europe. On savait que l'impératrice avait rêvé la destruction de l'empire ottoman ; on connaissait ses intrigues en Égypte; on n'ignorait pas que ses consuls dans l'Archipel encourageaient secrètement les Grecs à la révolte; qu'elle faisait élever à Saint-Pétersbourg une foule de jeunes gens de cette nation; qu'elle avait donné au second de ses petits-fils le nom de Constantin, et qu'elle avait rendu à la Crimée son ancien nom de Tauride, afin de réveiller les souvenirs de gloire des Hellènes. On disait publiquement qu'elle avait une flotte à Kherson et à Sébastopol; que Potemkin rassemblait 100,000 hommes en Ukraine et dans la Crimée; qu'elle aurait une entrevue avec le roi de Pologne près de Kief, pour y dresser les bases d'une alliance commune aux deux États; enfin, que l'empereur Joseph avait déjà donné des ordres pour la formation d'un camp de 60,000 hommes sur les frontières de la Silésie, et l'on fut fondé à croire que la France favorisait ces vues ambitieuses, lorsqu'on apprit qu'un traité de commerce venait d'être conclu entre les deux cours de Versailles et de Saint-Pétersbourg.

Depuis plusieurs siècles, les Anglais étaient en possession du commerce exclusif de toute la Russie, et ils

inondaient ce vaste empire non-seulement de leurs produits, mais encore de ceux de l'Europe. Les vins de France, dont les Russes faisaient une consommation immense, le sucre et le café de nos colonies, étaient portés sur des bâtiments anglais, ce qui procurait à leurs armateurs le bénéfice du fret. Outre que nos vins étaient frappés par la douane impériale de droits exorbitants, les négociants français étant obligés d'acquitter ces droits en rixdallers[1] et de payer également en rixdallers tous les objets qu'ils tiraient de la Russie, tandis que les Anglais jouissaient du privilége de payer en monnaie du pays, il en résultait une différence de 9 à 12 pour 100 en leur faveur.

Ces entraves éloignaient les navires français des ports de la Baltique, et, tandis que l'Angleterre employait à son commerce avec la Russie plus de deux mille vaisseaux, à peine si vingt des nôtres osaient se montrer dans les mêmes mers. La France, obligée par conséquent de recevoir des Anglais les productions de la Russie, telles que le chanvre, les bois de construction pour la marine, les fers, les grains, le cuivre, etc., était en réalité tributaire de l'Angleterre, sa rivale. Du reste, cet état de choses n'était pas moins désavantageux à la Russie, car en éloignant de ses marchés les négociants étrangers, elle recevait de seconde main, conséquemment à un prix plus élevé, les marchandises qu'elle re-

[1] Article 16 du traité de 1766. — Ordonnance de 1771.

cherchait le plus, telles que les soies, les vins de France et les laines d'Espagne. Les Russes, n'ayant encore que peu d'expérience comme manufacturiers, ne pouvaient soutenir la concurrence des Anglais, qui avaient d'ailleurs le plus grand intérêt à comprimer l'industrie nationale. Les produits bruts, les matières premières, sortaient des ports de la Russie sur des bâtiments anglais, pour y revenir sous une autre forme, après avoir successivement enrichi les armateurs, les maisons de commerce et les manufactures anglaises. Leurs bâtiments chargeaient du cuir et des grains et rapportaient des souliers et de la bière. Les fers de Russie se transformaient en quincaillerie anglaise, qui, ne rencontrant sur les marchés de l'empire aucune concurrence sérieuse, rendait les Russes doublement tributaires de l'Angleterre. Telle était cependant l'influence de l'habitude que les productions anglaises jouissaient dans tout l'empire d'une faveur qui en éloignait les autres. Les Russes trouvaient d'ailleurs dans leurs relations avec les Anglais des avantages que nul autre peuple n'était en mesure de leur procurer. Ils obtenaient pour leurs achats un crédit de dix-huit mois, tandis que les Anglais payaient comptant les marchandises qu'ils achetaient. L'intérêt, l'habitude, tout concourait à maintenir le commerce de la Russie dans la dépendance de l'Angleterre.

Avant la fondation de Pétersbourg, Archangel, malgré l'inconvénient de doubler le cap Nord, était le centre de ce commerce, l'entrepôt des marchandises de l'Eu-

rope et de la Sibérie. La fondation de cette capitale et la conquête de la Livonie ayant ouvert aux Anglais une voie nouvelle, leur commerce prit une bien plus grande activité. Outre les ports de Revel, de Riga et de Narva, devenus autant d'échelles commerciales, ils établirent des comptoirs dans les villes de l'empire les plus importantes, à Moscou, à Toula, à Astrakan, etc., d'où ils étendirent leurs opérations jusqu'au delà de la mer Caspienne. Ils firent même fabriquer dans le pays, à deux tiers meilleur marché qu'en Angleterre, les matières premières qu'ils y trouvaient en abondance, telles que fers, chanvre, bois de construction. Les bénéfices qu'ils retiraient de ce commerce étaient immenses. Mais un avantage non moins considérable était d'avoir sans cesse à leur disposition tout ce qui servait à l'entretien ainsi qu'au développement de leur marine.

En résumé, il résultait de ces priviléges trois choses également funestes aux étrangers et aux Russes : renchérissement des produits étrangers en Russie, stagnation du commerce de cet empire, exploitation exclusive des produits indigènes par les Anglais.

Le mal semblait être parvenu à son dernier période. Cependant, il s'aggrava encore après l'établissement de la banque d'assignation en 1769 (1er janvier). Les négociants anglais devinrent alors les régulateurs de la hausse et de la baisse des effets publics en Russie. Catherine ayant été obligée, pour soutenir ses grandes entreprises, d'avoir recours à des emprunts, à l'altération

des monnaies, ressources toujours fâcheuses, à la multiplication des billets d'assignation, se mit à la discrétion des Anglais, qui formaient à Saint-Pétersbourg une puissante corporation, ayant ses lois, ses coutumes, ses assemblées. Le change baissait au gré de leurs spéculateurs et finit par tomber d'une manière effrayante. L'intérêt de la dette publique s'éleva jusqu'à 8 pour 100, tandis que le change du rouble, valant originairement 4 fr. 50 c. de notre monnaie, tomba à 2 fr. 50 c.

La première création d'assignations ou billets de banque remontait au règne d'Élisabeth. Le nombre en fut d'abord limité ; mais il s'accrut, sous Catherine, dans une proportion trop considérable. La Russie était encore à cette époque fort dépourvue d'espèces d'or et d'argent. La monnaie de cuivre est difficile à transporter. Le papier avait donc cet avantage qu'il pouvait circuler facilement. Aussi fut-il reçu avec faveur. Le mal fut que la somme des assignations devint bientôt sans proportion avec celle qui devait en répondre, ce qui diminua la confiance, et, comme ces billets n'étaient pas remboursables, du moins en argent, ils furent promptement dépréciés. Cependant, la mesure eut au fond un bon résultat ; elle multiplia les transactions et contribua à développer le crédit public.

Quoique le change fût devenu plus favorable aux Russes depuis la paix de Kainardji, les inconvénients que nous avons signalés plus haut pesaient encore ce-

dans les ports de France à un droit de 30 pour 100; le traité en affranchit les marchandises russes venant des ports de la mer Noire, sur bâtiments russes, moyennant la justification de leur provenance.

Nous ne parlerons des articles qui garantissaient aux sujets russes établis en France, et aux Français résidant en Russie, la liberté de conscience, l'exercice public de leur culte, la pleine jouissance de leurs propriétés, et aux Russes l'affranchissement du droit d'aubaine, que comme d'un progrès dans les mœurs publiques et d'un signe visible de l'esprit philosophique dont l'Europe subissait l'influence, et dont la France était particulièrement travaillée.

Malheureusement, la Révolution française éclata deux ans après. Catherine, qui n'avait aucun besoin de nous et qui, en outre, avait pris en aversion les changements survenus dans notre pays, livra de nouveau la Russie aux Anglais, et adopta, sous cette influence ennemie, les mesures les plus rigoureuses contre le commerce français[1]. Ce fut un malheur pour la France; car aucun pays de l'Europe ne pouvait nous offrir de plus grands débouchés. Nos produits commençaient à y jouir de beaucoup de faveur. La Russie nous donnait, en échange, ses céréales, ses bois de construction, ses mâts, ses cuirs, ses laines, etc.

Lorsque tout fut prêt pour le départ, l'impératrice se

[1] Oukases des 8 février, 29 mars et 9 avril 1793.

mit en route (18 janvier), au bruit des décharges de l'artillerie. Un peuple immense, accouru sous les murs du palais, poussait des acclamations et adressait au ciel des vœux pour son voyage. Le cortége était composé de quatorze voitures et de cent vingt-quatre traîneaux. Quarante traîneaux supplémentaires suivaient pour les besoins du service. Parmi les personnes de distinction que l'impératrice avait désignées pour l'accompagner, on remarquait le comte de Cobentzel, ambassadeur d'Autriche, dont l'esprit et la gaieté faisaient oublier la laideur; le comte de Ségur, Fitz-Herbert, ministre d'Angleterre, caractère indépendant et mélancolique, mais d'un commerce plein de charme; le prince de Ligne, un des esprits les plus fins de ce siècle si fertile en esprits distingués. Catherine était dans un carrosse particulier avec son favori Momonof et sa première dame d'honneur. Mais elle accordait successivement à ces trois ministres, ainsi qu'au prince de Ligne, la faveur de sa société.

Les journées avaient été réglées de la manière la plus commode. On partait à neuf heures du matin; on s'arrêtait à midi et l'on repartait à trois heures, pour s'arrêter de nouveau à sept, dans des maisons appartenant ordinairement à la couronne, où tout avait été disposé avec une magnificence inouïe. Cinq cents chevaux attendaient à chaque poste. Des deux côtés de la route s'élevaient de distance en distance d'immenses bûchers, dont les flammes prolongeaient en quelque sorte le jour et produisaient un effet magique par l'éclat qu'elles

répandaient sur de vastes plaines couvertes de neige. Dans quelques endroits, c'étaient des particuliers qui avaient l'honneur d'offrir l'hospitalité à leur souveraine; mais ils recevaient d'avance tout ce qui était nécessaire pour rendre leurs habitations dignes de l'auguste voyageuse, et, en les quittant, elle leur en faisait don.

L'impératrice passait un jour ou deux dans chaque ville importante, autant pour y prendre du repos que pour se faire rendre compte des ressources et des besoins du pays qu'elle traversait. Elle avait l'habitude de dire que *l'œil du maître engraisse les chevaux*. Elle savait questionner et écouter. « On en apprend plus, disait-elle encore, en parlant à des ignorants qu'en s'adressant aux savants, qui seraient honteux de ne pas répondre, même sur des choses dont ils n'ont aucune connaissance, et qui n'osent jamais prononcer ces quatre mots si commodes pour nous ignorants : *Je ne sais pas*. » Elle ne se bornait pas à interroger les autorités, que l'intérêt semble toujours convier à cacher la vérité aux princes; elle s'adressait aux évêques, aux propriétaires, aux marchands, aux paysans eux-mêmes. Dans un voyage qu'elle avait fait sur les bords du Volga, elle avait demandé aux habitants de ces rives s'ils étaient contents de leur sort. La plupart étaient pêcheurs. « Nous serions satisfaits du fruit de nos travaux, répondirent-ils, si l'on ne nous obligeait pas à envoyer à vos écuries une assez grande quantité de sterlets qui se vendent fort cher; c'est un lourd tribut. — Vous faites bien de m'en avertir, leur

dit-elle en riant. Je ne savais pas que mes chevaux mangeassent du sterlet. » Cet abus fut supprimé.

A Kief, l'impératrice rencontra Potemkin, qui avait pris les devants, afin de voir par lui-même si ses ordres avaient été fidèlement exécutés. Elle y fut reçue par les comtesses Branicka et Skavrowska, nièces du prince et dames du palais de l'impératrice, à laquelle elles présentèrent plusieurs seigneurs de la Pologne russe, empressés de faire leur cour à leur nouvelle souveraine. Une foule immense venue de tous les points de l'empire donnait à Kief un aspect des plus animés. On y rencontrait des Tartares, des Cosaques à l'air fier, des princes du Caucase, des députés des Kirghiz et des Kalmouks, des évêques, des gouverneurs de provinces, plusieurs étrangers de distinction. Les regards étaient frappés d'une infinie variété de costumes; les oreilles des sons les plus étranges.

L'hiver venait de finir, et la nature avait déjà repris un aspect riant et riche. On avait tout prévu pour varier les plaisirs de Catherine. Les fleuves devenus navigables permettaient de continuer le voyage par eau. Au-dessus d'Ekaterinoslaf, le cours du Dnieper est traversé par une chaîne de granit, qui s'étend entre cette ville et Alexandrof, sur une longueur de plus de quinze lieues. C'est dans cet espace que sont situés les treize rapides, pompeusement décorés du nom de *cataractes*. Après la conquête de la Crimée, il avait été question de rendre les cataractes navigables. Potemkin avait employé des

milliers d'ouvriers à faire disparaître les masses de rochers qui sortaient du sein du fleuve, et qui s'avançaient du rivage jusqu'au milieu de son lit. Le peu de succès de ces travaux les avait fait abandonner.

La flotte destinée à descendre le Dnieper consistait en cinquante bâtiments de différentes grandeurs, meublés avec un luxe oriental. C'est ici que l'imagination de Potemkin avait déployé le plus de richesses. Les rives du fleuve avaient été couvertes d'élégantes habitations, où le peuple joyeux était accouru pour jouir de la vue de sa souveraine. D'immenses troupeaux animaient les prairies. Une multitude de bateaux remplis de jeunes garçons et de jeunes filles environnaient continuellement la flotte impériale et lui formaient une sorte de cortége, du sein duquel s'élevait un concert de chants rustiques ou nationaux. De quelle foule de sentiments l'âme se trouve comme inondée, en songeant que la baguette magique de cet homme extraordinaire avait seule créé ces villages, dans des lieux qui, peu de jours auparavant, n'étaient qu'une triste solitude ! Catherine, dont l'esprit solide était si prompt à saisir le vrai caractère des choses, ne se laissa point éblouir par cet appareil de richesses et de bonheur. Elle n'ignorait pas que ces contrées avaient été tout récemment ravagées par la guerre et par les vices d'une mauvaise administration ; mais, en paraissant ajouter foi à ces mensonges, elle avait pour but de frapper l'esprit de ses nouveaux sujets par le spectacle de sa puissance, et de répandre

au milieu d'un peuple étranger à toute industrie des sommes abondantes destinées à la faire naître.

Tout cependant n'était point artifice. Dans cet immense gouvernement, qui n'était à peu de chose près qu'un vaste désert, lorsque Potemkin en avait pris possession, son génie avait fait sortir une foule de villages florissants et créé une population active et industrieuse, en y appelant des colons grecs, allemands, polonais, et en y établissant des soldats invalides et des matelots congédiés, auxquels il avait donné des terres comme récompenses de leurs services.

A Kaniow, l'impératrice trouva le roi de Pologne Stanislas-Auguste, qui l'attendait pour lui rendre hommage. Cette entrevue avait un attrait particulier pour les spectateurs, à cause des relations qui avaient jadis existé entre ces deux personnages. Catherine et Poniatowski ne s'étaient pas revus, depuis que la fortune les avait portés l'un et l'autre sur le trône. Stanislas-Auguste avait sollicité cette entrevue avec beaucoup d'instance. Pénétré de l'idée que le souvenir de son ancienne faveur pourrait troubler le repos de l'impératrice ou porter ombrage aux favoris, « assurez-la bien, écrivait-il au prince de Nassau, qu'il ne sera point question du passé. » Ce prince, auquel on ne pouvait reprocher qu'une extrême faiblesse avec beaucoup de suffisance, était doué d'ailleurs d'un esprit éclairé. Après le démembrement de son royaume, toutes ses pensées avaient eu pour but de corriger les vices déplorables de l'administration.

milliers d'ouvriers à faire disparaître les masses de rochers qui sortaient du sein du fleuve, et qui s'avançaient du rivage jusqu'au milieu de son lit. Le peu de succès de ces travaux les avait fait abandonner.

La flotte destinée à descendre le Dnieper consistait en cinquante bâtiments de différentes grandeurs, meublés avec un luxe oriental. C'est ici que l'imagination de Potemkin avait déployé le plus de richesses. Les rives du fleuve avaient été couvertes d'élégantes habitations, où le peuple joyeux était accouru pour jouir de la vue de sa souveraine. D'immenses troupeaux animaient les prairies. Une multitude de bateaux remplis de jeunes garçons et de jeunes filles environnaient continuellement la flotte impériale et lui formaient une sorte de cortége, du sein duquel s'élevait un concert de chants rustiques ou nationaux. De quelle foule de sentiments l'âme se trouve comme inondée, en songeant que la baguette magique de cet homme extraordinaire avait seule créé ces villages, dans des lieux qui, peu de jours auparavant, n'étaient qu'une triste solitude ! Catherine, dont l'esprit solide était si prompt à saisir le vrai caractère des choses, ne se laissa point éblouir par cet appareil de richesses et de bonheur. Elle n'ignorait pas que ces contrées avaient été tout récemment ravagées par la guerre et par les vices d'une mauvaise administration ; mais, en paraissant ajouter foi à ces mensonges, elle avait pour but de frapper l'esprit de ses nouveaux sujets par le spectacle de sa puissance, et de répandre

au milieu d'un peuple étranger à toute industrie des sommes abondantes destinées à la faire naître.

Tout cependant n'était point artifice. Dans cet immense gouvernement, qui n'était à peu de chose près qu'un vaste désert, lorsque Potemkin en avait pris possession, son génie avait fait sortir une foule de villages florissants et créé une population active et industrieuse, en y appelant des colons grecs, allemands, polonais, et en y établissant des soldats invalides et des matelots congédiés, auxquels il avait donné des terres comme récompenses de leurs services.

A Kaniow, l'impératrice trouva le roi de Pologne Stanislas-Auguste, qui l'attendait pour lui rendre hommage. Cette entrevue avait un attrait particulier pour les spectateurs, à cause des relations qui avaient jadis existé entre ces deux personnages. Catherine et Poniatowski ne s'étaient pas revus, depuis que la fortune les avait portés l'un et l'autre sur le trône. Stanislas-Auguste avait sollicité cette entrevue avec beaucoup d'instance. Pénétré de l'idée que le souvenir de son ancienne faveur pourrait troubler le repos de l'impératrice ou porter ombrage aux favoris, « assurez-la bien, écrivait-il au prince de Nassau, qu'il ne sera point question du passé. » Ce prince, auquel on ne pouvait reprocher qu'une extrême faiblesse avec beaucoup de suffisance, était doué d'ailleurs d'un esprit éclairé. Après le démembrement de son royaume, toutes ses pensées avaient eu pour but de corriger les vices déplorables de l'administration.

milliers d'ouvriers à faire disparaître les masses de rochers qui sortaient du sein du fleuve, et qui s'avançaient du rivage jusqu'au milieu de son lit. Le peu de succès de ces travaux les avait fait abandonner.

La flotte destinée à descendre le Dnieper consistait en cinquante bâtiments de différentes grandeurs, meublés avec un luxe oriental. C'est ici que l'imagination de Potemkin avait déployé le plus de richesses. Les rives du fleuve avaient été couvertes d'élégantes habitations, où le peuple joyeux était accouru pour jouir de la vue de sa souveraine. D'immenses troupeaux animaient les prairies. Une multitude de bateaux remplis de jeunes garçons et de jeunes filles environnaient continuellement la flotte impériale et lui formaient une sorte de cortége, du sein duquel s'élevait un concert de chants rustiques ou nationaux. De quelle foule de sentiments l'âme se trouve comme inondée, en songeant que la baguette magique de cet homme extraordinaire avait seule créé ces villages, dans des lieux qui, peu de jours auparavant, n'étaient qu'une triste solitude! Catherine, dont l'esprit solide était si prompt à saisir le vrai caractère des choses, ne se laissa point éblouir par cet appareil de richesses et de bonheur. Elle n'ignorait pas que ces contrées avaient été tout récemment ravagées par la guerre et par les vices d'une mauvaise administration; mais, en paraissant ajouter foi à ces mensonges, elle avait pour but de frapper l'esprit de ses nouveaux sujets par le spectacle de sa puissance, et de répandre

au milieu d'un peuple étranger à toute industrie des sommes abondantes destinées à la faire naître.

Tout cependant n'était point artifice. Dans cet immense gouvernement, qui n'était à peu de chose près qu'un vaste désert, lorsque Potemkin en avait pris possession, son génie avait fait sortir une foule de villages florissants et créé une population active et industrieuse, en y appelant des colons grecs, allemands, polonais, et en y établissant des soldats invalides et des matelots congédiés, auxquels il avait donné des terres comme récompenses de leurs services.

A Kaniow, l'impératrice trouva le roi de Pologne Stanislas-Auguste, qui l'attendait pour lui rendre hommage. Cette entrevue avait un attrait particulier pour les spectateurs, à cause des relations qui avaient jadis existé entre ces deux personnages. Catherine et Poniatowski ne s'étaient pas revus, depuis que la fortune les avait portés l'un et l'autre sur le trône. Stanislas-Auguste avait sollicité cette entrevue avec beaucoup d'instance. Pénétré de l'idée que le souvenir de son ancienne faveur pourrait troubler le repos de l'impératrice ou porter ombrage aux favoris, « assurez-la bien, écrivait-il au prince de Nassau, qu'il ne sera point question du passé. » Ce prince, auquel on ne pouvait reprocher qu'une extrême faiblesse avec beaucoup de suffisance, était doué d'ailleurs d'un esprit éclairé. Après le démembrement de son royaume, toutes ses pensées avaient eu pour but de corriger les vices déplorables de l'administration.

milliers d'ouvriers à faire disparaître les masses de rochers qui sortaient du sein du fleuve, et qui s'avançaient du rivage jusqu'au milieu de son lit. Le peu de succès de ces travaux les avait fait abandonner.

La flotte destinée à descendre le Dnieper consistait en cinquante bâtiments de différentes grandeurs, meublés avec un luxe oriental. C'est ici que l'imagination de Potemkin avait déployé le plus de richesses. Les rives du fleuve avaient été couvertes d'élégantes habitations, où le peuple joyeux était accouru pour jouir de la vue de sa souveraine. D'immenses troupeaux animaient les prairies. Une multitude de bateaux remplis de jeunes garçons et de jeunes filles environnaient continuellement la flotte impériale et lui formaient une sorte de cortége, du sein duquel s'élevait un concert de chants rustiques ou nationaux. De quelle foule de sentiments l'âme se trouve comme inondée, en songeant que la baguette magique de cet homme extraordinaire avait seule créé ces villages, dans des lieux qui, peu de jours auparavant, n'étaient qu'une triste solitude! Catherine, dont l'esprit solide était si prompt à saisir le vrai caractère des choses, ne se laissa point éblouir par cet appareil de richesses et de bonheur. Elle n'ignorait pas que ces contrées avaient été tout récemment ravagées par la guerre et par les vices d'une mauvaise administration; mais, en paraissant ajouter foi à ces mensonges, elle avait pour but de frapper l'esprit de ses nouveaux sujets par le spectacle de sa puissance, et de répandre

au milieu d'un peuple étranger à toute industrie des sommes abondantes destinées à la faire naître.

Tout cependant n'était point artifice. Dans cet immense gouvernement, qui n'était à peu de chose près qu'un vaste désert, lorsque Potemkin en avait pris possession, son génie avait fait sortir une foule de villages florissants et créé une population active et industrieuse, en y appelant des colons grecs, allemands, polonais, et en y établissant des soldats invalides et des matelots congédiés, auxquels il avait donné des terres comme récompenses de leurs services.

A Kaniow, l'impératrice trouva le roi de Pologne Stanislas-Auguste, qui l'attendait pour lui rendre hommage. Cette entrevue avait un attrait particulier pour les spectateurs, à cause des relations qui avaient jadis existé entre ces deux personnages. Catherine et Poniatowski ne s'étaient pas revus, depuis que la fortune les avait portés l'un et l'autre sur le trône. Stanislas-Auguste avait sollicité cette entrevue avec beaucoup d'instance. Pénétré de l'idée que le souvenir de son ancienne faveur pourrait troubler le repos de l'impératrice ou porter ombrage aux favoris, « assurez-la bien, écrivait-il au prince de Nassau, qu'il ne sera point question du passé. » Ce prince, auquel on ne pouvait reprocher qu'une extrême faiblesse avec beaucoup de suffisance, était doué d'ailleurs d'un esprit éclairé. Après le démembrement de son royaume, toutes ses pensées avaient eu pour but de corriger les vices déplorables de l'administration.

L'armée était complétement désorganisée, les finances sans ordre ; conséquemment la Pologne était faible et pauvre. Stanislas-Auguste avait la malheureuse conviction que, sans l'agrément de la Russie, il lui serait impossible d'entrer librement dans la voie des réformes. Il insista particulièrement sur l'augmentation des troupes et sur la levée des impôts [1]. L'impératrice lui promit de seconder ses vues et lui donna l'assurance qu'elle maintiendrait les limites actuelles de la république contre l'ambition de ses voisins. De nouveaux bruits circulaient à cette époque au sujet d'un second partage. L'empereur Joseph, que Stanislas vit à son retour, lui donna la même assurance, *décidé à ne pas souffrir qu'un seul arbrisseau fût distrait de la Pologne.*

Il est possible que ces promesses fussent sincères. La situation de l'Europe était menaçante. La Russie et l'Autriche se reprochaient mutuellement d'avoir agrandi la Prusse. La Russie avait renoué de bons rapports avec la France. L'Autriche n'ignorait pas que Frédéric-Guillaume, successeur du grand Frédéric, travaillait à soulever la Belgique. Il était donc fort important pour ces deux cours, non-seulement de calmer l'irritation qui se manifestait en Pologne, mais encore d'empêcher les Polonais de se jeter tout à fait dans les bras de la Prusse, dont les intrigues devenaient de plus en plus inquiétantes.

[1] *Coup d'œil sur les causes réelles de la décadence de la Pologne*, par Komarzewski, ancien lieutenant général.

Tout porte à croire que l'impératrice, loin de désirer alors un second partage, s'y serait, au contraire, opposée de tous ses efforts. Elle était irritée contre le roi de Prusse, dont la vanité ambitieuse menaçait de troubler l'Europe, et qui semblait prétendre, quoique depuis si peu de temps sur le trône, à régler les intérêts des autres puissances.

Pour le malheur de la Pologne, les mêmes partis qui, par leurs divisions, avaient causé les malheurs de leur patrie, existaient encore aussi divisés qu'auparavant, et se livraient aux mêmes agitations. Les esprits sages convenaient que les partisans de l'étranger achèveraient la ruine de la république; mais leurs avertissements se perdaient dans le tumulte des passions. Vainement on leur disait : « N'attendez votre salut ni de Vienne, ni de Pétersbourg, ni de Berlin. Soyez Polonais. La Prusse vous pousse contre la Russie, dont l'intérêt présent est d'empêcher un nouveau démembrement, qui affaiblirait son influence. Si vous cédez à ses suggestions, la guerre éclatera inévitablement, et votre pays en sera le théâtre, ou bien vos ennemis finiront par s'entendre et vous serez les victimes de cet accord. »

Stanislas-Auguste ayant quitté Kaniow, l'impératrice continua son voyage par eau. Après une navigation assez pénible, la flotte s'arrêta à Ekaterinoslaf, où Catherine fut logée dans un somptueux palais construit par Potemkin, sur la rive du Dnieper. De toutes ces magnificences, il n'est resté que des ruines, parce que les

Russes ne prennent aucun soin des monuments de leur gloire.

Ekaterinoslaf, création de Potemkin, s'élève en avant des cataractes du Dnieper. Elle est le chef-lieu du gouvernement de ce nom, qui fournit au commerce une quantité considérable de céréales. L'impératrice passa dans cette ville plusieurs jours, pendant lesquels les fêtes recommencèrent. Potemkin fit manœuvrer un corps de 12,000 hommes, au milieu desquels brillait son régiment de cuirassiers. L'impératrice en éprouva une si grande satisfaction qu'elle écrivit de sa main au gouverneur de Saint-Pétersbourg : « Je suis arrivée ici et j'y ai trouvé le tiers de cette belle cavalerie, dont quelques médisants prétendent nier l'existence. Cependant, j'ai vu cette troupe et je l'ai vue dans un état de perfection dont aucun corps n'approche. Je vous prie de le dire aux incrédules et de vous appuyer de ma lettre, pour faire cesser les jugements des malintentionnés. Il est temps enfin que l'on rende une justice entière à ceux qui se dévouent à mon service ou à celui de l'État avec autant de zèle que de succès. »

L'empereur Joseph, qui avait devancé l'impératrice à Kherson, alla au-devant d'elle jusqu'à Kaldak. Elle voulut, dès ce moment, achever son voyage par terre. Tout le long de la route d'Ekaterinoslaf à Kherson, on aperçoit de petites pyramides entourées d'une balustrade. Ces monuments indiquent les lieux où Catherine s'arrêta. Ces déserts sont encore pleins de son souvenir,

quoiqu'elle n'ait fait que les traverser rapidement. Kherson était comme la capitale d'un nouvel empire. Tout y frappait les yeux d'étonnement. Fondée en 1778, sur la rive droite du Dnieper, à sept lieues de son embouchure, cette ville avait pris dans un si petit nombre d'années un accroissement prodigieux. On y voyait une forteresse presque achevée, de vastes casernes, un arsenal garni de munitions de guerre, plusieurs édifices publics, des églises, des magasins, des boutiques remplies de marchandises, et, dans son port, une multitude de vaisseaux marchands. Le gouvernement avait donné le terrain à tous ceux qui s'étaient engagés à construire des maisons, et les avait affranchies d'impôts durant un grand nombre d'années.

Catherine créa des villes par centaines, qui toutes atteignirent un assez haut degré de prospérité, et dont quelques-unes sont devenues extrêmement puissantes, tant son discernement était sûr et son coup d'œil profond ! Ces villes n'étaient d'abord que le siége des autorités ; mais, comme d'ailleurs leur situation était parfaitement choisie, elles attiraient naturellement l'industrie et le commerce, dont l'activité étendait au loin sa bienfaisante influence.

En vue de faciliter les transactions commerciales, Catherine avait établi, le 17 septembre 1782, un comptoir de banque à Kherson, et, quelques jours après, elle avait publié un autre oukase pour faire jouir d'une entière liberté le commerce des bois et des grains. Près de là

sont les pays d'où l'on tire les munitions navales. Non loin encore sont la Podolie et la Volhynie, si fertiles en céréales. Le transport par le Dnieper est facile. Les plaines immenses qui l'avoisinent nourrissent de nombreux troupeaux de bœufs et de moutons, qui procurent au commerce du suif, de la laine et des peaux. Les riches provinces de la Russie méridionale touchent en quelque sorte à Kherson par les rivières que le Dnieper reçoit dans son cours, telles que le Boug, le Soltz, le Sem, la Desna, dont les rives sont en plusieurs endroits couvertes de belles forêts.

Mais, pour être juste, il faut convenir que la position de cette ville était mal choisie. A l'embouchure du fleuve, qui forme en cet endroit un vaste lac marécageux, auquel les Turcs avaient donné le nom de Liman, la navigation est très-difficile. Des vents du nord-est le laissent fréquemment rempli de bas-fonds, et l'on ne rencontre pas une profondeur au-dessus de sept pieds, dans la partie où il pourrait offrir passage à des vaisseaux. Près de Kisimis, à cinq lieues au-dessus de Kherson, les navires de commerce peuvent seuls remonter le fleuve par une passe qui a près d'une demi-lieue de long. Ceux qui tirent plus d'eau sont obligés de s'arrêter à Gloubok, mouillage qui servait de port à Kherson. C'est là que le Dnieper forme le vaste golfe appelé Liman. Pour y pénétrer du côté de la mer, il faut enfiler un canal dont la profondeur est très-inégale. Son cours est resserré du côté d'Otchakof par un banc couvert de cinq à six

pieds d'eau, et du côté de Kinbourn, par une langue de sable, dont la position change sans cesse. Le Liman, qui a plus d'un mille de largeur, est assez profond pour recevoir de grands vaisseaux, mais ils s'y altèrent promptement, à cause de la nature de l'eau, et ils ne peuvent, en outre, remonter le fleuve que déchargés.

Le Liman est fermé par les glaces, environ deux mois de l'année. La navigation du Dnieper est interrompue depuis le 1er décembre jusqu'à la fin d'avril. Accru alors par la fonte des neiges et par des pluies abondantes, il se déborde et forme en plusieurs endroits des lagunes que les chaleurs de l'été n'absorbent pas entièrement. L'infection de ces marais et des îles remplies de roseaux dont le Liman est semé rendait le séjour de Kherson si malsain, que, dans l'espace de trois ans, soit fatigue, soit insalubrité, un nombre considérable d'hommes y avaient trouvé la mort.

Mais ces vices de Kherson n'étaient alors aperçus que par un petit nombre de personnes, tandis que partout on était frappé du mouvement de la population. Des marchandises de toute espèce, étalées aux yeux des étrangers, de brillants magasins, des chantiers en activité, le port rempli de navires, attestaient le génie puissant qui présidait à ces travaux. Une chose étonnait surtout l'imagination, c'est qu'avant cette époque Kherson n'était qu'un désert dépourvu d'arbres et de végétation. Catherine y jouissait donc de toute sa gloire. Sur une porte de la ville, on lisait en caractères grecs :

C'est ici le chemin de Byzance. C'était bien là du reste la pensée qui avait présidé à sa création.

Une flotte ottomane avait paru dans les eaux du Borysthène (Dnieper), avec le projet, disait-on, d'arrêter la marche de l'impératrice. On délibéra sur le parti qu'il serait bon de prendre. Le prince de Nassau proposa de la détruire. Catherine, ayant examiné sur une petite carte la position des Turcs, rejeta le papier et dit en souriant : « C'est un avant-coureur de la jolie petite guerre que nous aurons bientôt. — Vous savez, ajouta-t-elle en se tournant vers le comte de Ségur, que votre France, sans savoir pourquoi, protége toujours les musulmans. » On ne cachait plus, en effet, les desseins formés contre la Turquie ; on parlait de faire revivre la Grèce; *mais que faire de Constantinople?* disait l'empereur Joseph.

L'impératrice partit ensuite pour la Crimée, où les mirzas la recurent avec de grands témoignages de dévouement et de respect. L'empereur l'y accompagna. A Baghtschi-Saraï, elle logea dans le palais des khans, situé en face d'une colline, qui, à la nuit, fut illuminée et parut tout en feu. On y avait meublé pour elle des appartements dans le goût français, mais elle s'en offensa. Elle voulut que ce palais fût conservé dans sa tenue orientale. Partout elle laissa des traces de sa générosité.

En quittant la Crimée pour retourner à Saint-Pétersbourg, Catherine prit sa route par Pultava, où Potemkin lui ménagea une surprise digne de sa brillante imagi-

nation, et qui dut plaire singulièrement à l'orgueil des Russes. On sait que c'est à Pultava que Pierre le Grand remporta sur Charles XII cette fameuse victoire qui obligea le héros suédois à chercher un asile sur les terres du Grand Seigneur. Les troupes russes, divisées en deux corps, donnèrent à l'impératrice une fidèle représentation de la bataille. « Voilà donc à quoi tiennent les empires, » dit-elle au prince de Ligne, qui venait de lui faire remarquer la faute que commit le roi de Suède : « sans cette faute, nous ne serions pas ici. »

C'est à Pultava que Potemkin se sépara d'elle. Informé que les Turcs, inquiets et irrités, ne paraissaient pas éloignés de recommencer la guerre, il tenait à ne pas quitter le théâtre où les hostilités pouvaient éclater à chaque instant. Son désir était d'ouvrir la campagne lui-même, et son ambition de conquérir le grand cordon de Saint-Georges, le seul dont il ne fût pas décoré, parce qu'il n'était donné qu'au général victorieux, après une grande bataille. Il venait d'éblouir l'impératrice ; il se proposait, par la guerre, d'élever si haut sa fortune, que les sourdes intrigues qui s'agitaient autour de lui vinssent expirer à ses pieds. Il ne comptait pour rien l'Europe ; il la croyait trop divisée et trop frappée de stupeur pour opposer aucun obstacle à ses desseins ambitieux.

LIVRE IX.

Nouveaux bruits de guerre. — Potemkin la désire. — L'Angleterre et la Prusse y poussent la Porte ottomane. — Position de la France à Constantinople. — État des relations politiques de l'Europe. — L'impératrice paraît favorable au maintien de la paix. — La Russie et la Porte se reprochent réciproquement leur conduite. — Le divan déclare la guerre. — L'Autriche cesse ses rapports avec la Porte. — Lenteurs de cette dernière puissance. — Etat de son armée. — Premières opérations des armées ennemies. — Plan de campagne. — Hésitations de Potemkin. — De la part que prennent les Grecs dans cette guerre. — Lambro-Cazzoni. — Les Turcs sont repoussés au delà du Danube. — Siége d'Otschakof. — Le prince de Nassau détruit la flotte turque. — Souvorof. — Gustave III déclare la guerre à la Russie. — Ses succès. — Inquiétude de Catherine. — Fautes de Gustave. — Bataille navale d'Hogland. — Mort de l'amiral Greig. — Etat de l'armée suédoise. — Le prince royal de Danemark attaque la Suède. — Courage et belle conduite de Gustave. — Il réprime la révolte de ses troupes et modifie la constitution au profit du pouvoir royal. — Echec de l'armée autrichienne dans le Banat. — Prise d'Otschakof. — Fin de la campagne de 1788. — Potemkin à Saint-Pétersbourg. — Ouvertures pour la paix. — Obstacles. — Agitation en Pologne. — Luchesini, ministre prussien à Varsovie. — Les favoris Momonof et Zoubof. — Nouvelles négociations au sujet de la paix. — Faiblesse du cabinet de Versailles. — Opérations militaires au nord et au midi. — Succès des Russes dans la mer Baltique. — Bataille navale de Swensksund. — Paix de Varéla entre la Suède et la Russie. — Convention de Reichenbach entre la Prusse et l'Autriche. — Batailles de Galatz, de Fokschani et de Rymnick. — Prise de Bender

et d'Ismaïl. — Potemkin revient à Pétersbourg pour dissiper les intrigues de ses ennemis. — Fête qu'il donne à l'impératrice. — Les hostilités continuent. — Succès des Russes. — Le prince Repnin bat l'armée du grand visir. — L'amiral Ouchakof maintient la supériorité de la marine russe dans la mer Noire. — Le sultan demande la paix. — Elle est signée à Iassy. — Paix de Sistov entre l'Autriche et la Porte ottomane. — Résultats de la guerre. — Mort de Potemkin.

La présence de l'impératrice dans la Crimée avait redoublé les inquiétudes de l'Europe. On savait que Potemkin désirait la guerre, qu'il rassemblait à cet effet une armée de 100,000 hommes dans les provinces méridionales de l'empire, et qu'il excitait Boulgakof, le ministre russe à Constantinople, à prendre un ton menaçant dans ses rapports avec la Porte. Il faut dire aussi que, de part et d'autre, on n'exécutait pas loyalement les conditions du traité de paix. Les Turcs continuaient secrètement à soutenir les Lesghiz ; les Russes, pour réprimer les incursions des Tartares du Kouban, les avaient poursuivis jusque dans leurs montagnes. Enfin, l'Angleterre et la Prusse, dénaturant à dessein l'esprit du traité de commerce que la France venait de conclure avec la Russie, en profitaient pour aigrir le sultan et lui persuader qu'il existait entre ces deux puissances un accord secret pour la ruine de son empire.

Le comte de Ségur fit tomber ces bruits, en déclarant que son gouvernement ne verrait pas avec indifférence

l'inexécution d'une convention dont il était en quelque sorte l'auteur, et le duc de Choiseul, pour regagner à Constantinople le terrain que les intrigues de l'Angleterre et de la Prusse lui avaient fait perdre, trompé d'ailleurs par les dispositions de l'Autriche, dont les frontières se garnissaient de troupes, engagea le divan à se préparer à la guerre. Catherine blâma Potemkin, apaisa le divan et donna des ordres formels à son ministre à Constantinople pour qu'il agît de concert avec celui du roi de France.

Ce concert était devenu nécessaire; car les intrigues de l'Angleterre et de la Prusse avaient pris à cette époque une activité prodigieuse, non-seulement à Constantinople, mais sur d'autres points de l'Europe, notamment en Belgique, où elles avaient poussé le peuple à la révolte contre la maison d'Autriche.

Au moment où la Russie avait rompu ses liens avec la cour de Prusse, il régnait dans les rapports respectifs des puissances européennes une très-grande incertitude. Frédéric II n'avait jamais abandonné la pensée d'un rapprochement avec la France, dont les armes avaient exposé son royaume à d'immenses dangers. Appuyé d'un côté sur la Russie et de l'autre sur la France, la Prusse aurait pris en Allemagne la place que la maison d'Autriche y avait occupée depuis Charles-Quint. Il était du reste de l'intérêt de la France qu'il ne s'élevât pas dans cette partie du monde une domination assez forte pour menacer l'indépendance des autres États. Tant que

le duc de Choiseul avait été maître du pouvoir, ce ministre, dévoué à l'Autriche, n'avait laissé au roi de Prusse aucun espoir de rompre le traité de 1756, qui avait uni deux puissances dont la rivalité avait ensanglanté presque tous les champs de bataille de l'Europe; Mais le partage de la Pologne, préparé et consommé avec un si prodigieux oubli de la dignité de la France, avait porté la première atteinte à l'alliance autrichienne. Le comte de Vergennes inclinait de son côté vers la Prusse, depuis que la cour de Vienne, en s'alliant avec la Russie, paraissait avoir livré l'empire ottoman à l'ambition de Catherine. La position de la France et de la Prusse établissait donc entre elles une communauté d'intérêts. Celle-ci était inquiète des arrangements pris au sujet de la Bavière, dont Catherine s'était engagée à favoriser l'échange contre les Pays-Bas autrichiens; celle-là ne pardonnait pas à l'empereur d'avoir sacrifié l'empire ottoman pour satisfaire ses vains désirs de renommée.

Au milieu de ce conflit de sentiments et d'intérêts, un changement de ministère en Angleterre vint imprimer tout à coup une autre direction au mouvement politique des cours de l'Europe. Le grand Frédéric, dont le ressentiment contre l'Angleterre avait été si vif, se montra fort empressé de rechercher l'amitié de Fox[1]; mais le cabinet de Saint-James, sans repousser tout à fait ses avances, ne les avait accueillies qu'avec une certaine

[1] *Diaries and correspondence of James Harris.*

réserve, flottant lui-même en ce moment entre plusieurs systèmes d'alliance qu'il essayait de rattacher à Pétersbourg. Catherine, qui suivait attentivement la marche de la nouvelle administration, avait paru manifester le désir de nouer avec elle des relations plus intimes. Fox s'était hâté de conclure la paix avec la France, et, pénétré du danger où le défaut d'alliance avait jeté la Grande-Bretagne, il avait essayé de former des liens sérieux avec les puissances du continent. Dans les conseils de Pétersbourg, un parti puissant, composé de Bezborodko, des comtes Ostermann et Vorontzof, ne dissimulait pas ses sympathies pour l'Angleterre. Catherine elle-même traitait le ministre anglais à sa cour avec une distinction remarquable; mais ses sentiments ne tardèrent pas à se refroidir. Fox ayant quitté le ministère, le nouveau cabinet semblait hésiter à seconder les desseins de l'impératrice contre l'empire ottoman. Après avoir soutenu les premiers pas de la Russie dans la carrière maritime, l'Angleterre se reprochait maintenant ses complaisances et paraissait résolue à ne pas souffrir une domination qui prétendait à l'empire des mers.

Telle était la nature de leurs rapports lorsque fut conclu le traité de navigation et de commerce entre la France et la Russie. La Prusse et l'Angleterre s'unirent plus étroitement. Il s'agissait pour l'une de forcer Catherine à se séparer de l'Autriche, et pour l'autre de la faire repentir de ses complaisances pour la France. L'Europe fut donc travaillée par cette double influence;

mais nulle part elle ne le fut plus activement qu'en Suède, en Pologne et à Constantinople.

La France était elle-même dans une situation exceptionnelle. Ses anciennes liaisons l'attachaient à la Suède, à la Pologne et à la Turquie; ses nouvelles alliances l'avaient rapprochée de la Russie, dont la politique menaçait l'existence de ces trois États. Il semblait donc impossible qu'elle se prononçât dans un sens ou dans un autre, sans rompre l'un ou l'autre de ces liens. D'un côté, elle ne pouvait se prêter aux excitations qui ne tendaient qu'à pousser la Pologne, la Turquie et la Suède contre la Russie; de l'autre, elle ne pouvait approuver, encore moins seconder les desseins de ses alliés contre l'empire ottoman. Elle avait donc à lutter contre cette ambition avouée et contre les intrigues de l'Angleterre et de la Prusse. Si l'alliance avait été sincère, elle aurait assuré la paix du monde; mais il n'en était point ainsi. Dans le temps que l'empereur protestait de ses intentions bienveillantes à l'égard de la Turquie, persuadé, suivant ses propres expressions, que la présence des *turbans* à Constantinople était moins à craindre pour ses possessions que ne le serait celle des *chapeaux*, il se prêtait complaisamment aux projets de l'impératrice contre l'indépendance de cet empire.

Cependant, lorsque la nouvelle des troubles du Brabant eut été connue, le comte de Ségur fit comprendre à l'empereur que le projet de détruire l'empire ottoman était une folie; que la France ne le souffrirait pas, dût-

elle s'unir à la Prusse, et il fit craindre à l'impératrice que la Suède ne s'engageât dans une alliance avec l'Angleterre et la Prusse pour la défense de cet empire.

L'empereur, effrayé de la tournure que prenaient les événements, promit en effet de renoncer à ce projet, et Catherine elle-même, dont les idées paraissaient en ce moment tournées vers l'intérieur de son empire, se montra disposée au maintien de la paix. Ses ministres, loin de partager les vues de Potemkin, s'efforçaient de lui en montrer le danger, au dedans par la désorganisation de l'armée, l'épuisement des finances et la stagnation du commerce; au dehors par l'agitation de la Suède, l'irritation de la Pologne, l'impuissance de la France et le peu de sécurité de l'alliance autrichienne, à cause des troubles du Brabant. La noblesse redoutait le poids de nouvelles charges, et les ministres un accroissement de pouvoir pour Potemkin. L'impératrice ébranlée se relâcha de ses prétentions, et consentit à ce qu'un nouveau projet de pacification, approuvé par la France, fût soumis au divan.

Le différend ne reposait que sur quelques points peu essentiels qu'une loyale explication eût aplanis. Mais, d'une part, le ressentiment de la défaite et de perpétuelles excitations; de l'autre, l'orgueil de la victoire et une ambition qui n'était pas pleinement satisfaite, entretenaient la méfiance entre les deux couronnes et donnaient lieu à de fréquentes récriminations. Il régnait dans les montagnes du Caucase une agitation que la

Porte ne cherchait point à calmer. Un prophète nommé Mansourah appelait aux armes les populations musulmanes; les féroces Lesghiz avaient attaqué les États du roi d'Imirette; les Tartares du Kouban avaient fait prisonniers plus de mille Russes; enfin la garnison d'Otschakof se livrait à des brigandages sur les frontières de l'empire. Dans plusieurs endroits, la fureur du peuple s'était portée à de bien plus graves excès. A Candie, le pavillon russe avait été foulé aux pieds, et le consul contraint de se mettre sous la protection du ministre de France; à Rhodes, le consul avait été tué.

La nouvelle de ces attentats étant parvenue à Kherson, pendant que l'impératrice était encore dans cette ville, on craignit qu'elle ne fût entraînée à prendre sur-le-champ une résolution extrême. Il semblait difficile de calmer son indignation, et non moins difficile de faire entendre au divan des conseils de prudence. La Porte se plaignait que les intrigues de la Russie eussent ébranlé partout la fidélité de ses peuples; la Russie lui reprochait à son tour d'exciter en secret les Tartares du Kouban, dont les courses portaient l'effroi et la dévastation sur les terres de l'empire. « S'ils sont vos sujets, disait-elle, punissez-les; s'ils ne le sont pas, permettez que nous les punissions nous-mêmes. »

Catherine cependant avait autorisé les ministres de France et d'Autriche à lui présenter de nouvelles propositions d'accommodement; mais Potemkin avait résolu d'en empêcher l'effet. Il élevait à chaque instant

des réclamations exorbitantes, gênait le commerce de la mer Noire et ne tenait aucun compte des plaintes que cette conduite provoquait de la part du Grand Seigneur. Il venait d'ordonner à tous les officiers de rejoindre leurs corps. Les troupes du Caucase furent renforcées, et l'on pressait en même temps de grands armements à Sébastopol et à Kherson. Enfin il fut enjoint à Boulgakof d'exiger une prompte réponse aux diverses réclamations que la Porte avait constamment repoussées. La Russie demandait : 1° l'établissement d'un consul à Varna; 2° la liberté de construire une église grecque à Constantinople; 3° la reconnaissance du tsar Héraclius comme vassal de la Russie; 4° la soumission des Tartares, dont les excursions troublaient le territoire de l'empire; 5° une déclaration précise au sujet des préparatifs de guerre que faisait la Porte ottomane; 6° enfin, la cession de la Bessarabie, comme l'unique moyen de mettre un terme aux disputes élevées touchant les limites des deux empires.

La réponse du divan fut très-prompte et très-nette. Elle refusait l'établissement d'un consul à Varna, sous prétexte que cette ville ne consentirait pas à le recevoir, ainsi que la construction d'une église grecque à Constantinople. La proposition de reconnaître le tsar Héraclius comme vassal de la Russie était contraire au dernier traité; enfin, le divan trouvait étrange que la Russie exigeât du Grand Seigneur qu'il contînt et réprimât les brigandages des Tartares, c'est-à-dire d'un peuple

qu'elle avait soustrait à sa domination. Quant à la déclaration relative aux préparatifs de guerre, il se bornait à répondre qu'il en ferait connaître les motifs lorsque la cour de Russie aurait elle-même rendu compte de ses armements, et notamment de la construction d'une flotte sur la mer Noire.

La Porte ne s'en tint pas là ; elle demanda à son tour : 1° que les troupes russes évacuassent la Kartalinie, et que l'impératrice cessât de protéger le tsar Héraclius ; 2° que les bâtiments russes, soupçonnés d'apporter dans les ports de l'empire ottoman des marchandises prohibées, fussent assujettis à une sévère visite ; 3° que les consuls russes fussent tenus de se borner aux fonctions relatives au commerce ; 4° qu'il fût permis au Grand Seigneur d'entretenir à son tour des consuls dans les villes commerçantes de la Russie ; 5° enfin, que la cour de Pétersbourg cessât d'appuyer les prétentions des Moldaves et des Valaques, et de fomenter l'esprit de révolte parmi les Grecs.

Il eût été facile d'empêcher que ces dissentiments ne devinssent plus sérieux ; mais, à Pétersbourg comme à Constantinople, l'intrigue dénaturait les faits, et la passion obscurcissait les jugements. L'Angleterre et la Prusse, étonnées que la Russie eût d'abord cédé, persuadèrent aux ministres ottomans que l'impératrice n'attendait, pour attaquer l'empire, que le licenciement des troupes ; que la Russie était en proie à la disette et manquait d'argent ; que l'empereur d'Autriche était oc-

cupé par les troubles du Brabant; que le roi de Suède avait pris une attitude menaçante; que la Pologne était prête à se soulever, et que la France, en supposant qu'elle restât fidèle à son alliance avec l'impératrice, était trop occupée de ses troubles intérieurs et trop engagée par ses finances, pour être un allié utile ou un ennemi dangereux.

Il eût été facile de donner un éclatant démenti à ces prévisions; car la France est toujours un allié utile ou un ennemi dangereux, lorsque ses destinées sont confiées à des mains habiles et dirigées par des hommes qui ont le sentiment de sa puissance et de sa dignité. Malheureusement il n'en était pas ainsi à cette époque. Le cardinal de Loménie, ministre des affaires étrangères, était faible, timide et méfiant. Il se bornait à conseiller la modération, lorsqu'il aurait fallu prendre un langage ferme et montrer qu'au besoin on saurait recourir aux armes. Il n'osa soutenir les Hollandais contre l'empereur, ni les Turcs contre Catherine. L'Angleterre et la Prusse redoublèrent d'audace, entraînèrent le divan, et la guerre fut résolue.

La France ne jouissait plus à Constantinople que d'une autorité douteuse, depuis le traité de commerce qu'elle avait conclue avec la Russie, et dont ses ennemis affectaient d'exagérer la valeur, en l'assimilant à un traité d'alliance. Elle se trouvait donc placée dans cette situation qu'elle s'exposait à perdre le reste de son influence, en s'attachant à la Russie, ou à s'aliéner l'es-

prit de Catherine, si elle essayait de contenir son ambition. Sa voix avait donc perdu son autorité, et sa modération passait pour faiblesse ou pour connivence. Si, au lieu d'hésiter et de craindre, elle eût au contraire annoncé hautement son intention de soutenir partout le droit des nations, comme elle y était engagée par la justice et par son intérêt, l'empereur eût mis un frein à son ambition, et Catherine n'eût osé compromettre sa gloire, sous les yeux de l'Europe attentive, dans une guerre dont le résultat était incertain.

Au milieu de ce chaos d'intrigues, l'impératrice parut cependant hésiter. Obéissait-elle à un noble sentiment, à l'approche des maux affreux que la guerre entraîne? ou bien n'était-ce qu'une feinte modération? Quoi qu'il en soit, un courrier était parti pour Constantinople, chargé de nouvelles propositions, lorsqu'elle apprit que Boulgakof avait été conduit au château des Sept-Tours. Le divan ne voyait déjà plus l'abîme ouvert sous ses pas. Plus la Russie avait montré de retenue, plus il avait mis de hauteur dans ses demandes. Enfin, sous prétexte qu'il était dangereux de se laisser prévenir, il proclama, le 18 août 1787, à la suite d'une délibération tumultueuse, que la paix était rompue, et fit attaquer dans le Liman par la flotte turque la frégate russe *la Rapide*.

La Porte avait donc manqué de prudence et de justice. Non contente d'avoir agi avec précipitation, elle venait de violer dans la personne d'un ambassadeur le droit des nations, respecté par toutes les puissances. Tel

était le fruit des conseils de l'Angleterre et de la Prusse. Le duc de Choiseul et le baron de Herbert, ambassadeur d'Autriche, mirent tout en œuvre, protestations, prières, menaces même, pour obtenir l'élargissement de Boulgakof. Le grand visir répondit au duc de Choiseul que, si le ministre russe était délivré, les troupes d'Asie, dans leur fureur, porteraient au camp le désordre et la révolte. Une sourde fermentation régnait en effet dans la ville, où les chrétiens n'osaient se montrer. D'horribles menaces étaient proférées contre les Russes, et la populace demandait la tête de Boulgakof.

Celui-ci avait refusé l'intervention des ambassadeurs étrangers. Il croyait que Choiseul favorisait en secret les Ottomans, et, du fond de sa prison, il savait encore se procurer des informations utiles qu'il faisait parvenir à son gouvernement. Il conserva du reste une dignité calme, puisant dans la culture des lettres la force et la consolation qu'elles ne refusent jamais à ceux qui les aiment.

Le divan avait aggravé sa situation aux yeux de l'Europe par une mesure violente, qu'il prenait pour le signe de sa force. Son manifeste, dont on attribue la rédaction au chevalier Ainslies, ambassadeur de la Grande-Bretagne, se ressentit de cette irritation. Il reprochait à la Russie de porter atteinte au droit souverain qu'avait la Pologne de modifier sa constitution, sous prétexte de la garantie qu'elle lui avait imposée en 1775.

La déclaration de l'impératrice, au contraire, fut empreinte d'une grande modération. Ses protestations en faveur de la paix avaient au moins l'avantage de mettre de son côté les apparences de la justice. Elle reprochait aux Turcs l'infraction du dernier traité, et se bornait à justifier l'obligation où elle était de prendre les armes, par la nécessité de défendre son empire contre une agression injuste. Mais, dans le secret du cabinet, on ne cachait pas le projet de détruire l'empire ottoman. On avait eu soin de laisser transpirer ce secret, afin d'y habituer les ministres des puissances étrangères, et l'on publia même des prophéties des patriarches Jérémie et Nicon annonçant la chute de l'islamisme. Ces prophéties plaisaient singulièrement au peuple russe, et le disposaient à la guerre.

La France et l'Espagne n'avaient cessé, pendant ce temps, de travailler à un rapprochement entre la Russie et la Porte. La position de la première était fort délicate. Le traité de commerce qu'elle venait de conclure, et dont elle désirait recueillir les fruits, l'obligeait à de certains ménagements à l'égard de l'impératrice, et pouvait d'un autre côté inspirer quelque méfiance à la Porte, dont l'Angleterre et la Prusse égaraient les conseils. Le duc de Choiseul redoublait de zèle et d'activité. La cour de Vienne secondait ses efforts; mais en voyant ces deux puissances continuer à remuer l'Europe, exciter la Suède, agiter la Pologne et soulever le Brabant contre la domination autrichienne, l'empereur envoya l'ordre au

baron de Herbert de mettre ses sujets sous la protection de la France et de quitter Constantinople (16 février 1788).

La Porte, qui avait entrepris cette guerre avec plus de confiance que de sagesse, mit beaucoup de lenteur à rassembler ses forces. Ce ne fut que le 17 mars que le grand visir, ayant fait déployer l'étendard du prophète, se rendit au camp, et donna l'ordre aux troupes de se diriger vers Sofia. De son côté, Hassan-Pacha ne mit à la voile pour la mer Noire que le 19 mai suivant. Sa flotte, composée de 110 bâtiments, devait prendre à Sinope des troupes de débarquement, ainsi que le matériel nécessaire pour opérer une descente en Crimée.

Quelques jours après, une escadre d'observation entra dans l'Archipel, et, pour compléter cet appareil imposant, le pacha de Négrepont fut chargé de croiser dans l'Adriatique avec deux vaisseaux de ligne et une corvette, pour intercepter le commerce de Trieste. Mais, du reste, persuadée que les menaces de la cour de Vienne ne seraient suivies d'aucun effet, la Porte ne prit aucune mesure pour couvrir les frontières de l'empire du côté de l'Autriche.

Les troupes de terre, en se rendant à Sofia, avaient ravagé tous les environs de la capitale. La Bulgarie même était comme un désert. Les habitants, obligés de se retirer dans les montagnes, pour échapper aux outrages de ces barbares, avaient perdu leurs troupeaux

et vu leurs terres dévastées. Ces dévastations avaient produit un autre mal, la disette.

Le camp du grand visir, établi au nord de Sofia, dans une vaste plaine, était défendu par environ 90,000 hommes, dont plus d'un tiers de cavalerie, 100 pièces de parc et de siége, 180 canons de bataille et 20 mortiers; mais l'insubordination y régnait. Les troupes se révoltèrent pour avoir leur solde, et ce ne fut qu'à force de rigueur, ou plutôt de cruauté, que l'ordre fut rétabli. Le pacha de Bosnie occupait cette province avec 27,000 hommes; le prince de Valachie en avait 18,000; enfin, le pacha d'Ismaïl protégeait la Bessarabie avec un autre corps de 25,000 hommes.

L'expédition de Moldavie et la prise de Sabatz décidèrent le grand visir à se rapprocher de Nissa, la seule place forte qui existât entre Constantinople et Belgrade; car les Autrichiens et les Russes, après s'être emparés de la Moldavie et avoir fait prisonnier Ypsilanti, vainqueurs à Torsburg, le 29 avril, et à Galatz, le 21 mai, avaient franchi la ligne du Sereth et débouchaient en Valachie par les défilés des monts Carpathes. Mavrogeni, prince de Valachie, repoussa d'abord les Autrichiens; mais ces derniers ayant battu les Turcs à Martineschti, le 18 septembre, et les ayant contraints de repasser le Danube dans un désordre extrême, Mavrogeni put à peine se maintenir dans le Banat. Le prince de Cobourg, ne trouvant plus d'obstacle, marcha sur Bukarest, où il entra le 10 novembre.

Potemkin, qui avait appelé cette guerre de tous ses vœux, sembla, dès qu'elle eut été déclarée, avoir perdu la faculté d'agir. Pendant quinze jours, il avait paru silencieux, indécis, consterné. Il ne savait où prendre des vivres; il ne donnait aucun ordre; il ne s'était formé aucun plan de campagne. Après beaucoup d'hésitation et de lenteur, il fut cependant convenu que les Russes commenceraient leurs opérations par le siége d'Otschakof, et que les Autrichiens se porteraient contre Belgrade. Mais, comme il était urgent de pourvoir à la défense des différents points contre lesquels on supposait que les Turcs tourneraient leurs armes, on dirigea 40,000 hommes vers le Kouban et le Caucase; 30,000 veillèrent à la défense de la Crimée, et l'on échelonna, depuis Kherson jusqu'au Boug, plusiers corps de troupes; enfin, le général Roumiantzof, avec lequel Potemkin venait de se réconcilier, avait réuni près de Kief une armée de 70,000 hommes, pour agir en Moldavie.

L'armée du Kouban, sous les ordres de Paul Potemkin, poursuivit les Tartares depuis l'Alaba jusqu'aux montagnes de neige, brûla leurs villages et fit transporter plus de 5,000 habitants dans les hautes vallées du Caucase. Un chef intrépide, le scheich Mansour, avait paru, trois ans auparavant, au milieu des populations circassiennes, se servant de la parole et des armes pour y détruire les croyances chrétiennes mal affermies et rétablir partout l'islamisme, dont l'affaiblissement avait

ouvert la porte à l'influence étrangère. Ce ne fut qu'après une lutte acharnée et souvent heureuse qu'il tomba dans les mains des Russes.

L'impératrice n'avait pas négligé de s'assurer de la Grèce, et l'on vit alors avec quelle prévoyance elle avait su lier les destinées de ce pays avec celles de son empire. Nous avons rapporté ailleurs comment elle avait établi dans presque toutes les îles vénitiennes de l'Archipel des consuls et des vice-consuls, choisis parmi les Grecs et les Albanais. La plupart de ces hommes avaient un parti puissant dans leur patrie. Benaki, un des plus riches primats de Calamata, avait été nommé consul général à Corfou ; un autre Grec de l'Archipel, qui se disait issu de l'illustre famille des Comnènes, avait été nommé à Céphalonie ; Zagouriski, le plus intrépide chef de bandes de l'Albanie, rude, ignorant, mais actif, dévoué et jouissant d'un grand crédit sur les siens, avait obtenu le vice-consulat de Zante.

Lorsque la guerre eut été déclarée, Catherine s'occupa de réaliser ses projets. Ses émissaires parcoururent la Grèce pour y préparer une insurrection. Ils levèrent en Albanie une petite armée de Sulliotes, qui défit en plusieurs rencontres les troupes d'Ali, pacha de Janina. Les Grecs établis à Trieste armèrent à leurs frais, sous pavillon russe, un certain nombre de corsaires, dont le commandement fut confié à Lambro-Cazzoni, de l'île de Zea. Il était d'une bravoure héroïque, et nourrissait contre les Turcs une haine profonde et invétérée. Sorti

du port de Trieste avec une vieille frégate et quelques barques idriotes, il recueillit sur les rivages de l'Épire et dans les îles vénitiennes une foule de Grecs et d'Albanais, avec lesquels il ne craignit pas de se mesurer contre la marine ottomane.

L'impératrice avait pris des mesures pour lui faire parvenir des secours; mais ses ordres furent mal exécutés. Enfin, elle venait d'envoyer dans l'Archipel le général Tamara, pour diriger les opérations militaires, lorsque la paix fut conclue. Le général russe ayant signifié à Lambro-Cazzoni de cesser les hostilités, celui-ci répondit avec une sorte de hauteur que si l'impératrice avait fait sa paix, il n'avait pas encore fait la sienne. En effet, il continua ses courses jusqu'à ce que, pressé par des forces infiniment supérieures, il fut contraint d'abandonner la Grèce. L'impératrice l'accueillit avec faveur et lui donna un grade élevé dans ses troupes.

Dès le mois de mai, l'armée de Roumiantzof était sortie de ses quartiers et s'était avancée jusque sur les bords du Dniester. Les Turcs, témoins de ce mouvement, avaient à leur tour abandonné les frontières de la Pologne pour se rapprocher d'Iassy; mais les Autrichiens, les ayant suivis dans cette marche rétrograde, remportèrent sur eux plusieurs avantages, et, réunis ensuite aux Russes, ils firent tomber sous leurs coups toute la Moldavie et la Valachie. Au bout de quelques mois, les Ottomans avaient été rejetés au delà du Danube.

Potemkin avait établi son quartier général à Elisabeth,

ville neuve sur l'Ingoul. Il avait formé deux nombreuses divisions de son armée, s'était réservé la première, et avait confié la seconde aux lieutenants généraux Paul Potemkin et Samoïlof. Celle-ci, ayant passé le Boug, marcha sur la droite de ce fleuve, tandis que l'autre division suivait la rive gauche. A la fin de juin, les deux corps s'étaient réunis au village d'Alexandrof, près d'Otschakof, dont on commença de suite l'investissement.

La place n'était pas en état de soutenir une attaque sérieuse ; mais le prince perdit beaucoup de temps par son indolence naturelle, et, sa flotte ayant été dispersée par les vents, les Turcs purent y jeter des vivres et des secours. Otschakof, située sur la rive droite du Borysthène et près de son embouchure, occupe une pente qui conduit au fleuve. Un fossé et un chemin couvert étaient alors les seuls ouvrages qui la protégeassent[1].

Les Russes avaient à peine paru devant la place qu'ils furent attaqués ; mais ils restèrent maîtres du terrain. Une tentative dirigée contre Kinbourn fut également repoussée (24 septembre). Les Turcs revinrent à la charge, soutenus par des troupes de terre (18 octobre 1787), mais Souvorof les rejeta dans leurs retranchements, où il n'hésita pas à les suivre. Le combat fut sanglant : trois fois les Russes furent repoussés, trois fois Souvorof les ramena, quoique blessé lui-même, sous le feu des ennemis,

[1] *Mémoires du baron de Tott.*

forçant la victoire à se fixer sous ses drapeaux. Les Turcs laissèrent le champ de bataille couvert de morts, et entre les mains des Russes un grand nombre de prisonniers.

Sur mer, quelques galères russes avaient suffi pour écarter le danger dont l'escadre ottomane avait paru menacer la Crimée. Elles avaient brûlé ou coulé à fond plusieurs chaloupes ennemies. La flotte russe, au commencement de la guerre, n'était composée que de dix-neuf vaisseaux, distribués dans les différents ports de la mer Noire, et elle était par conséquent inférieure en nombre à la flotte ottomane. Elle était commandée par le prince de Nassau, qui se couvrit dans cette campagne d'une gloire éclatante, par une bravoure et une audace qui tiennent du prodige. Caractère fougueux et résolu, il possédait un coup d'œil sûr et rapide, avec un sang-froid si remarquable, qu'au milieu même du combat ses ordres étaient toujours clairs et précis.

Lorsque le capitan-pacha était venu mouiller devant Otschakof avec une flottille nombreuse et quinze vaisseaux de guerre, le prince de Nassau conçut le dessein de l'attaquer avec la flottille de Kherson, qu'on supposait à peine capable de tenir la mer. Chacun s'étonna de son audace; personne n'osait croire au succès. Nul autre que lui, en effet, n'eût peut-être réussi. Il détruisit dans quatre combats cette formidable flotte ottomane et fit plus de prisonniers qu'il n'avait de soldats. Les débris de la flottille turque ayant été contraints de s'enfermer dans

Otschakof, Nassau bloqua le port et voulait que Potemkin donnât l'assaut, pendant que lui-même tenterait une attaque par mer. Les Turcs étaient alors si découragés que ce coup de main eût terminé la guerre. Mais Potemkin s'y refusa, quoique l'approche de l'hiver menaçât de rendre les opérations du siége plus longues et plus difficiles. On semblait ne s'occuper que de plaisirs. Le camp était rempli de femmes et d'étrangers. Les fêtes s'y succédaient sans interruption. Bientôt cependant le froid devint excessif. Potemkin donnait à chaque instant des ordres, qu'il retirait ensuite. Après avoir perdu par ses hésitations l'occasion de s'emparer de la ville, il laissait l'armée se détruire par l'inaction et le désordre.

Le nom de Souvorof a fait tant de bruit en Europe, qu'au début de sa glorieuse carrière nous ne pouvons nous dispenser de faire connaître cet homme extraordinaire. Issu d'une famille pauvre et sans crédit, Souvorof ne dut son avancement qu'à son mérite. Entré à l'âge de treize ans dans le régiment de Semenof, il parvint de grade en grade jusqu'à celui de général en chef. Plein de bienveillance pour ses soldats, dont il partageait les amusements et les fatigues, il en était adoré. Sobre, actif, infatigable, sa manière de vivre était celle d'un Scythe. Il se couchait à six heures du soir et se levait à deux heures du matin. Il se jetait habituellement sur une botte de paille, vêtu et armé. Ses repas ne consistaient que dans quelques mets grossiers, qu'il arrosait d'eau-

de-vie ou de kouass. Sur des esprits simples, ses mœurs dures, les écarts de son imagination aussi vive qu'exaltée, ses gestes, sa contenance, tout produisait une profonde impression. Ses soldats le croyaient marqué du sceau de la divinité pour la gloire de la Russie. Souvent il parcourait le camp en chemise, montant à poil un cheval de Cosaque. Le matin, au lieu de faire battre la diane ou le rappel, il sortait de sa tente et chantait trois fois comme un coq. C'était le signal du réveil, quelquefois celui de la marche ou du combat. Du reste, c'était un homme d'un esprit solide, d'une instruction très-étendue, lisant et étudiant beaucoup, fidèle à sa parole et inaccessible à la corruption. Railleur à l'égard des courtisans, dont il aimait à faire ressortir les ridicules, le maréchal Roumiantzof fut le seul homme devant lequel il ne cessa jamais d'être respectueux. D'abord ses manières étonnèrent, mais on s'y habitua, et, dans la suite, on ne vit plus en lui qu'un homme extraordinaire, une sorte de génie inspiré.

Jamais Souvorof ne laissa la discipline se relâcher parmi ses troupes. Lorsqu'il visitait les ambulances, il faisait prendre à ceux qu'il trouvait sérieusement malades de la rhubarbe et du sel, distribuait des coups de verges à ceux qui n'étaient que faibles, et quelquefois il les chassait tous, en disant qu'il n'était pas permis aux soldats de Souvorof d'être malades.

Une des causes de la confiance que les troupes avaient en lui était sa dévotion. Il obligeait les capi-

taines à faire la prière à haute voix, à la tête de leurs compagnies, et maltraitait les officiers étrangers ou livoniens, qui ne savaient pas les prières russes.

Mais il était dans sa nature d'outrer les meilleures choses. L'amour de la discipline le rendit souvent impitoyable ; sa passion pour la gloire de sa patrie dégénéra quelquefois en cruauté. Il ne ménageait ni le sang de ses soldats ni celui des ennemis vaincus, de sorte qu'il acheta plus d'une fois la victoire par de terribles sacrifices, et qu'il poursuivit ses sanglants succès avec une sorte de joie féroce. Au terrible combat de Brzesc, qui lui fraya le chemin de Varsovie, il harangua ainsi ses soldats : « Camarades et frères, notre mère m'a ordonné de massacrer tous les Polonais ; massacrons-les. » Souvorof était passionné pour la gloire de Catherine et pour celle du nom russe ; et, comme toute passion a ses écarts, la sienne le portait à désirer la ruine de leurs ennemis. Parmi ces ennemis, les Français révolutionnaires et *assassins de leur roi*, avaient le plus de droit à sa haine. « Mère, écrivait-il à l'impératrice, fais-moi marcher contre les Français. » Son désir venait d'être exaucé, et il s'avançait en effet par la Gallicie, à la tête de 40,000 hommes, lorsque cette princesse mourut.

On a contesté à Souvorof ses talents militaires, attribuant à la fortune une suite presque continuelle de succès. Il avait au contraire les qualités qu'on admira dans César, le coup d'œil prompt et sûr et la rapidité

des mouvements. Nul ne savait mieux que lui profiter de ses avantages par la hardiesse de ses marches et la vigueur de ses attaques.

Il avait l'habitude d'annoncer ses succès en quelques mots saillants, comme César. Après la prise d'Ismaïl, il écrivit à l'impératrice : « Gloire à Dieu, gloire à vous aussi ! la ville est prise et m'y voilà ! »

Pendant que les Russes obtenaient des succès au midi de leur empire, un ennemi plus dangereux que les Turcs se déclara tout à coup dans le nord. Depuis que Gustave III avait, avec l'appui de la France, relevé le pouvoir royal, la Russie, dont ce coup d'autorité avait diminué l'influence, n'avait cessé de manifester des regrets et d'encourager le parti vaincu. Il paraissait donc évident que la moindre circonstance briserait les liens déjà fort relâchés qui unissaient encore ces deux puissances. On crut généralement que cette circonstance allait se présenter au moment où la guerre éclata entre la Russie et la Porte. En effet, celle-ci avait sollicité de la Suède une alliance offensive et défensive. Cette alliance n'eut pas lieu ; mais Gustave n'en fit pas moins des préparatifs, comme s'il avait eu la pensée de commencer les hostilités. Il armait des galères sur la Baltique et rassemblait en Finlande une armée de 30,000 hommes.

Le violent désir qui le poussait à la guerre avait d'ailleurs un autre motif que l'amour de la gloire. Une grande fermentation régnait alors en Suède, où le parti

constitutionnel travaillait avec un extrême ressentiment à se relever de sa défaite. Gustave méditait en conséquence de donner une direction différente à ce mouvement de l'opinion publique, et il espérait que le succès de ses armes, en lui ramenant les esprits, consoliderait son autorité. Il pouvait, en effet, sans trop de présomption, concevoir de telles espérances; car la frontière russe était dégarnie de troupes, et c'est à peine si, dans toute la Finlande, l'impératrice avait mille hommes à lui opposer.

Mais, d'autre part, l'armée suédoise n'était ni exercée ni disciplinée, Gustave plaçant le courage personnel au-dessus de la discipline, dont il méprisait les lois, comme indignes d'un esprit élevé. Le matériel, depuis longtemps négligé, était entièrement délabré; les munitions étaient insuffisantes; le service des vivres, celui des ambulances présentaient les mêmes désordres et n'étaient ni mieux entendus ni mieux réglés[1].

Telle était cependant la sécurité de l'impératrice que, sans les lenteurs du roi, la Finlande russe eût été perdue et la capitale de l'empire menacée. La guerre n'avait pas encore été déclarée que déjà des officiers dévoués à Gustave avaient commencé les hostilités[2]; mais ils furent mal soutenus, ce qui permit à l'impératrice de prendre à la hâte quelques dispositions. Elle fit remettre au roi

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

[2] *Ibid.*

de Suède, le 18 juin 1788, par le comte Razoumofski, son ambassadeur, une note ayant pour but de connaître l'objet de ces armements. Le roi, que l'Angleterre et la Prusse poussaient à la guerre, affecta, de son côté, des craintes qu'il n'avait point. Il prétendit que le ministre russe entretenait des intelligences avec ses ennemis; qu'il excitait contre lui une partie de la nation, et il feignit même d'être inquiet des armements de la Russie, tandis qu'il était évident que la frontière du nord était dégarnie de troupes, et qu'au moment où la guerre fut déclarée, l'impératrice allait envoyer toutes ses forces dans l'Archipel[1]. Il est encore évident qu'à cette époque Razoumofski n'avait reçu de son gouvernement que des instructions pacifiques. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. La Russie, ayant déjà sur les bras toutes les forces de l'empire ottoman, eût commis une faute impardonnable en blessant par de vaines démonstrations une puissance voisine, dont elle avait tant de motifs de redouter l'intervention.

Dans la note que l'ambassadeur russe avait remise au roi, note tout à fait pacifique, quelques expressions piquèrent vivement ce prince. Il y était question des *personnes ayant part au gouvernement de la nation suédoise*. Cette phrase, qui du reste n'était ni impropre ni inconvenante, eu égard à la forme constitutionnelle de ce pays, excita pourtant à un si haut degré la susceptibilité

[1] *Décade historique*, t. III, par le comte de Ségur.

de Gustave, qu'il donna huit jours au ministre russe pour sortir du royaume, ne pouvant croire, dit-il, qu'il eût été autorisé par sa cour à tenir un pareil langage. Sur le refus du comte Razoumofski, qui déclara ne pouvoir quitter son poste sans un ordre de sa souveraine, Gustave le fit embarquer d'autorité, et partit lui-même pour se mettre à la tête de ses troupes (23 juin), malgré les remontrances des ministres de France, d'Espagne et d'Autriche. Cette mesure était grave; il l'aggrava encore en refusant toute conférence avec les généraux russes que l'impératrice lui envoya pour négocier, et en faisant remettre à cette princesse, par le secrétaire de la légation suédoise à Saint-Pétersbourg, une note menaçante qui devait avoir pour effet de rendre impossible tout retour à la paix.

Gustave demandait : 1° que le comte Razoumofski fût puni d'une manière exemplaire ; 2° que l'impératrice lui cédât à perpétuité, comme dédommagement des frais auxquels il avait été entraîné pour le besoin de sa défense, toute la partie de la Finlande et de la Carélie, avec le gouvernement et la ville de Kexholm, tels qu'ils avaient été cédés à la Russie par la paix de Nidstadt et d'Abo, en rétablissant la frontière à Systerbeck ; 3° que l'impératrice acceptât sa médiation pour lui procurer la paix avec la Porte ottomane, en l'autorisant à offrir à celle-ci la cession entière de la Crimée et le rétablissement des frontières d'après le traité de 1774, ou, s'il ne pouvait décider la Porte à faire la paix à ces condi-

tions, à lui offrir le rétablissement de ses frontières, telles qu'elles existaient avant la guerre de 1766. Il exigeait en outre, pour la sûreté de ces offres, que l'impératrice désarmât sa flotte, rappelât ses vaisseaux dans la Baltique, et retirât ses troupes en deçà de ses frontières, déclarant qu'il ne pouvait accepter la moindre modification à ces propositions, sans compromettre sa gloire et l'intérêt de ses peuples.

Sans même attendre la réponse à cette note impérieuse, dont la fierté de Catherine se trouva blessée, il se mit en campagne, et, après avoir perdu un temps précieux devant le fort de Nyslot, il s'avança, le 19 juillet, vers la petite ville de Frédérikshame. Ce fut un grand bonheur pour l'impératrice que le roi de Suède eût jeté les premiers feux de sa fureur guerrière contre une place, qui, sans être très-forte, l'était assez néanmoins pour le retenir quelque temps sous ses murs. Frédéricksham est située sur une hauteur. D'un côté s'étend la mer, de l'autre un lac de cinq lieues de tour. L'espace qui les sépare était fortifié par des ouvrages de terre et de fascines. Elle ne pouvait en conséquence être entièrement investie.

Si Gustave eût été aussi prompt à agir qu'il l'avait été dans ses menaces; si surtout, au lieu de consumer son ardeur et de fatiguer ses troupes sous les murs de Frédéricksham, il eût précipité sa course vers Saint-Pétersbourg, il y aurait surpris l'impératrice et enlevé la Livonie sans tirer l'épée, car il n'y avait en ce mo-

ment, pour protéger cette province, que deux régiments incomplets.

On ne peut se faire une idée du trouble et de la confusion que la nouvelle de sa marche avait déjà répandus dans la capitale de la Russie. Tous les hommes en état de porter les armes furent mis en réquisition; mais ces recrues, composées en grande partie de cochers, d'ouvriers, de domestiques, jeunes ou vieux, n'avaient aucune habitude du service militaire. Il fallait les équiper, les former, les instruire; tout cela demandait du temps, et Gustave pouvait à chaque instant paraître aux portes de la ville.

La terreur avait aussi pénétré dans le palais. Mais Catherine ne s'abandonna pas à une indigne faiblesse, car de sa fermeté dépendait le sort de l'empire. Toutefois, en se préparant à repousser l'invasion, elle se disait à elle-même qu'elle ne devait pas exposer sa personne à tomber au pouvoir de son ennemi. En conséquence, des ordres furent donnés pour gagner Moscou, si le danger devenait imminent. On emballa bijoux, meubles précieux, argent, papiers : des chevaux étaient réunis à tous les relais de poste.

On demandait un jour à l'impératrice ce qu'elle aurait fait si Gustave, après s'être emparé de Saint-Pétersbourg, se fût mis à sa poursuite sur la route de Moscou : « Ce que j'aurais fait, répondit-elle avec fierté; j'aurais livré chaque jour une bataille, et voici ce qui serait arrivé : l'armée suédoise affaiblie et détruite aurait

trouvé son tombeau dans les plaines de la Russie avant d'avoir atteint Moscou. »

Elle ne négligeait rien cependant pour mettre la frontière en état de défense et renforcer les troupes disséminées en Livonie. Toutes ses mesures furent aussi promptes que vigoureuses. Il ne fallait donc qu'un souffle de la fortune pour ramener la confiance. Le roi de Suède avait perdu beaucoup de temps devant Frédéricksham. La flotte suédoise fut ensuite retenue par des vents contraires, et l'armée fit une perte considérable en hommes, en voulant s'emparer d'une hauteur qui dominait la baie.

Les Russes mirent habilement ce temps à profit. Leur armée s'éleva bientôt à 12,000 hommes. Leur flotte ayant mis à la voile du port de Cronstadt, le 3 juillet 1788, avec dix-sept vaisseaux de ligne, rencontra, quelques jours après, celle des Suédois qui en avait quinze. L'amiral Greig commandait la première ; le duc de Sudermanie, frère du roi, assisté de l'amiral Wrangel, avait le commandement de la seconde. Elles s'abordèrent à Hogland[1], sans avantage décisif. Chaque nation perdit un vaisseau. Seulement, après un combat qui avait duré cinq heures, les Russes continuèrent à tenir la mer, tandis que la flotte suédoise, obligée de rentrer dans ses ports, où rien n'existait pour qu'elle pût ré-

[1] Ile du golfe de Finlande, située en face de Frédéricksham, à environ dix lieues en mer.

parer ses avaries, y demeura en quelque sorte bloquée[1].

Ce fut la dernière action glorieuse de Greig. Il mourut le 15 octobre de la même année, regretté de tous les marins et pleuré par l'impératrice, qui honora sa mémoire par un monument public. Entré au service de la Russie en 1764, Greig avait apporté dans les constructions navales d'importantes améliorations. C'est lui qui, à Tchesmé, avait étudié la côte et préparé l'incendie de la flotte ottomane.

Les derniers événements, célébrés à Pétersbourg par des réjouissances publiques, y avaient ramené la joie et la confiance. Gustave, qui avait entrepris cette guerre sans réflexion, séduit par des conseils peu judicieux et trompé par de faux avis[2], commençait à mieux apprécier la faute qu'il avait commise. On lui avait représenté la Russie comme épuisée par la guerre, et surtout comme incapable de soutenir une lutte sur mer. Cependant elle avait trouvé en peu de jours des ressources suffisantes non-seulement pour se défendre, mais encore pour attaquer. De plus, cette flotte si mal équipée, montée par des recrues sans expérience, venait de forcer l'escadre suédoise à regagner précipitamment ses ports.

La Finlande, que son inclination portait vers la Russie[3], réduite à une extrême misère et se voyant me-

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

nacee de plus grands malheurs, désapprouvait ouvertement une guerre dont elle n'apercevait pas le but. Si l'on ajoute à ces causes le dénûment des troupes, l'influence d'un premier échec, le découragement et le dégoût succédant à des espérances follement conçues, on conviendra qu'il ne restait au roi de Suède que peu de moyens de sortir avec honneur d'une entreprise dans laquelle il venait de découvrir qu'il avait à lutter contre un ennemi beaucoup plus redoutable que les soldats russes, l'esprit de révolte qui fermentait parmi ses troupes.

L'aristocratie suédoise n'avait pas encore pardonné à ce prince la perte d'une partie de ses priviléges. Il régnait par conséquent au fond des cœurs une irritation toute prête à éclater. Un des articles de la constitution voulait que le roi ne pût entreprendre une guerre offensive sans le consentement des états. Cet article fut le prétexte dont se servirent les ennemis de Gustave pour lui refuser leur concours. Leur but était de rétablir, avec l'appui de la Russie, l'ancienne forme de gouvernement.

Les lenteurs du roi, le découragement des troupes, les mauvaises dispositions des habitants de la Finlande, en donnant un point d'appui aux intrigues des mécontents, avaient achevé de détruire l'autorité de Gustave. Les uns parlaient de retraite, les autres de propositions de paix ; quelques-uns même, plus hardis, voulaient que la Finlande se détachât tout à fait de la Suède pour s'ériger

en république. Ce projet, conçu à une autre époque par Sprengtporten, produisit en ce moment une agitation extraordinaire.

Il aurait fallu, pour dissiper cet orage, plus de résolution et de hardiesse que n'en avait montré Gustave; il aurait fallu surtout des succès. Or, il avait laissé aux Russes le temps de rassembler leurs forces, et aux officiers mécontents celui de former une ligue qu'il ne lui était plus possible de détruire. En effet, lorsqu'ayant résolu d'enlever la ville assiégée, il ordonna au colonel Hestesko de monter à l'assaut avec son régiment, le colonel lui fit observer que le chemin, coupé par un marais presque impénétrable, était rempli de dangers; le roi prit un air d'autorité et répliqua qu'il voulait être obéi. C'était sans doute ce que les conjurés avaient prévu; car ils lui déclarèrent qu'ils verseraient volontiers leur sang pour la patrie, si ce sacrifice était nécessaire à sa gloire, mais qu'ils ne pouvaient le suivre, sans un ordre exprès du sénat, au delà des frontières, pour satisfaire son ambition. Gustave trouva les soldats également sourds à sa voix, et tout le régiment d'Abo, dont Hestesko était colonel, mit bas les armes sur-le-champ. Le colonel, voyant le roi prêt à céder à un mouvement de colère, lui dit tout bas : « Sire, prenez garde qu'une fausse démarche ne vous fasse perdre la couronne[1]. » (Août.) Gustave envoya l'ordre à Siegeroth, qui devait

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

concourir avec la flotte à l'attaque de Frédéricksham, de se rembarquer immédiatement, et il se retira lui-même à Kymengorod, remettant à un autre temps le soin de punir cette offense. Le blocus de Nyslot fut précipitamment levé. Dans le camp retranché de Kymengorod, défendu par une rivière, des lacs d'un abord difficile, et couvert par une flottille qui croisait le long des côtes, Gustave n'avait à redouter aucune insulte de la part des Russes; mais les soldats rebelles de Frédéricksham y avaient apporté l'esprit de sédition.

L'impératrice pouvait donc à ce moment conclure une paix avantageuse et reprendre en Suède une partie de l'influence qu'elle y avait perdue. Ses premiers succès lui avaient fait concevoir de plus grandes espérances. Jugeant de l'esprit de la nation par les dispositions des troupes, et croyant la ruine de Gustave assurée, elle rejeta avec une sorte de hauteur la médiation de ses propres alliés [1].

Gustave paraissait en effet perdu; car le prince royal de Danemark, excité par l'impératrice, venait de se jeter sur la Norwége, s'était emparé de la ville et du port de Stromstadt et s'avançait vers Gothenbourg. Peu de temps avant cette brusque attaque, il avait fait un voyage dans cette ville, où se trouvait alors le duc de Sudermanie, et, comme personne ne soupçonnait son dessein, il avait été comblé d'attentions, et on l'avait

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

laissé prendre sur l'état de la place des connaissances dont il aurait profité sans la fermeté du roi.

Ce qui devait être la ruine de Gustave devint son salut. Le peuple, indigné contre les officiers rebelles, leur avait montré publiquement son mépris, et les soldats eux-mêmes, honteux d'avoir compromis l'honneur des armes suédoises, désiraient trouver l'occasion de se faire pardonner leur conduite. Le roi étant accouru à Gothenbourg, sa présence y releva le courage des habitants, que l'invasion de l'armée danoise avait jetés dans la consternation. Gustave, dans cette circonstance, se montra supérieur à la fortune. « Je sais, dit-il aux officiers et aux bourgeois, qu'il y a des traîtres à mon service; qu'ils s'éloignent, et que tous ceux qui aiment leur patrie s'arment pour sa défense. » Son courage, sa confiance et son activité changèrent en peu de jours l'aspect de la ville.

D'autre part, le résident anglais à Copenhague, Elliot, et le ministre prussien, avaient menacé le prince royal de l'intervention de leurs cours, s'il ne cessait immédiatement les hostilités. En présence d'une déclaration aussi ferme, et sur la nouvelle que le général Armfeld accourait avec 10,000 hommes au secours de la place, l'armée danoise évacua la Suède (12 novembre), et le prince royal fut contraint de signer la paix.

Cette paix, en rendant à Gustave la liberté de ses mouvements, lui permit d'exécuter le dessein qu'il avait conçu de punir les rebelles et de prévenir le retour de

la rébellion par la réforme de l'État. L'invasion du royaume, pendant laquelle il s'était montré plein de résolution et de bravoure, lui avait concilié la faveur du peuple. A peine rentré dans sa capitale, il fit arrêter les chefs des conjurés et ressaisit son empire sur les troupes par des actes de vigueur et de clémence.

Il comprenait cependant que le pouvoir lui échapperait de nouveau, tant qu'une aristocratie turbulente et vénale menacerait la royauté. Les bourgeois de Stockholm, encore tout pénétrés d'admiration pour sa conduite, s'unirent à lui dans cette circonstance, pour abattre les priviléges de la noblesse. Une diète fut convoquée le 2 février 1789. Les volontaires de la Dalécarlie, dont il avait exalté les souvenirs, accoururent dans la capitale, tout prêts à lui donner des preuves de leur dévouement. Assuré du concours des deux derniers ordres, le roi dressa un nouvel acte constitutionnel, désigné sous le titre d'*acte d'union et de sûreté*, et, partie par la douceur, partie par l'autorité, il obtint que les nobles y adhérassent. Ils le firent, mais ils n'oublièrent jamais l'impression de leur défaite.

La nouvelle constitution reconnaissait le pouvoir héréditaire du roi, avec le droit de veiller à la sûreté du royaume, de déclarer la guerre, de faire la paix, de conclure des traités et de nommer à tous les emplois. Elle consacra l'égalité des droits pour tous les citoyens, et c'est par là surtout qu'elle obtint la faveur de la nation, dont elle flattait les instincts démocratiques.

Les partisans de Gustave redoutaient qu'après ce triomphe il ne se laissât emporter à des mesures de rigueur. Ils sentaient qu'il fallait d'abord rétablir l'ordre et la tranquillité, et que, pour atteindre ce but, la paix était nécessaire. Le trésor était vide; les troupes manquaient des choses les plus indispensables, et, profondément découragées par leurs souffrances, elles soupiraient après le repos [1]. On ne se flattait pas d'obtenir une paix avantageuse; mais on se fût trouvé satisfait d'avoir opposé une barrière à l'ambition de Catherine et retardé la ruine de l'empire ottoman.

Le moment paraissait d'ailleurs favorable pour un rapprochement. Potemkin languissait devant Otschakof; les Polonais, excités par la Prusse, ne cessaient de demander l'évacuation de leur territoire occupé par les troupes russes; enfin, l'armée autrichienne venait d'éprouver dans le Banat un échec si considérable, que la nouvelle en avait répandu à Pétersbourg une immense consternation. Amis et ennemis crurent que l'empire était en danger, et Catherine, qui le craignait aussi, eût fait alors tous les sacrifices compatibles avec son honneur pour obtenir une paix générale.

Le prince de Ligne appréciait ainsi la situation dans une lettre à l'empereur Joseph : « Pouvait-on penser que cet empire ottoman si délabré eût pu mettre l'empire russe dans un tel péril? Le plan des Turcs était fort

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

beau; car si le roi de Suède avait attaqué trois semaines plus tôt ou plus tard, et si le capitan-pacha avait réussi, comme il le devait, à écraser avec sa forêt de mâts les pauvres bateaux de pêcheurs et les galères de cuisine qui formaient toute la flotte de notre romanesque navigation du Borysthène, le roi serait arrivé à Pétersbourg et le pacha à Kherson. »

L'impératrice, quoique irritée, avait donc annoncé qu'elle accepterait la médiation de la France et de l'Espagne. Mais la fortune, en revenant sous ses drapeaux, fit perdre à ses ennemis l'occasion de mettre fin à la guerre. Le prince de Nassau, ayant attaqué l'escadre ottomane dans le Liman, remporta sur les Turcs une victoire complète, suivie de la prise d'Otschakof (6 décembre). La ville fut attaquée et défendue avec un incroyable acharnement. Les Russes, après avoir franchi les fossés sur les corps amoncelés des blessés et des morts, rencontrèrent sur les remparts, dans les rues, dans chaque maison, une résistance désespérée. La ville fut inondée de sang. Rien ne fut épargné, ni l'âge, ni le sexe. Les armées russes, composées à cette époque de différentes nations nouvellement soumises, ne pouvaient être contenues dans l'enivrement d'une sanglante victoire. Les Cosaques Zaporogues, peuple à demi sauvage, montèrent à l'assaut avec des chemises blanches sur leurs armures, afin que la vue de leurs vêtements ensanglantés les excitât mutuellement au carnage. Le massacre dura trois jours. Plus de 20,000 Turcs péri-

rent. Il est difficile de connaître exactement la perte des Russes ; mais l'ardeur de l'attaque et la vigueur de la défense portent à croire qu'elle fut grande.

Potemkin, ayant appris que l'on jetait des doutes sur son courage, s'était promené au pas, à plusieurs reprises, sous le canon d'Otschakof. Un général major eut la cuisse emportée auprès de lui par un boulet[1], ce qui n'a point empêché Castera d'affirmer que Potemkin ne quitta pas le camp tant que dura l'assaut. Ce prince avait au contraire une valeur téméraire. Il était brave par réflexion. Un jour qu'il visitait une batterie, pendant que les boulets pleuvaient autour de lui : « Demandez au prince de Ligne, dit-il au comte Branicki, si son empereur a été plus brave à Sabatz que moi ici[2]. »

Les volontaires français se distinguèrent encore au siége d'Otschakof. Le baron de Damas s'était élancé, à la tête de quatre cents grenadiers ; le comte de Bombelles s'empara d'un étendard musulman. Ils reçurent tous la croix de Saint-Georges. Mais ce fut dans les récompenses accordées aux généraux russes que l'impératrice témoigna combien cette victoire lui causait de joie et d'orgueil. Elle donna au prince Potemkin cent mille roubles, un bâton de commandement garni de diamants et le grand cordon de Saint-Georges. Repnin eut une

[1] *Voyage de deux Français dans le nord de l'Europe*, t. IV.
[2] *Mémoires du prince de Ligne.*

épée ornée de brillants, Souvorof un panache de diamants. Les autres récompenses furent proportionnées au mérite et à la valeur dont chacun avait fait preuve. Tous les soldats reçurent une médaille d'argent. Le colonel Bauer, que Potemkin avait expédié pour porter cette nouvelle à l'impératrice, obtint un régiment et fut l'objet d'autres faveurs.

La prise d'Otschakof avait été précédée par celle de Khotin, qui est la clef de la Moldavie. Les troupes austro-russes, commandées par le prince de Cobourg et le comte Soltikof, ayant emporté d'assaut les ouvrages avancés, qui n'étaient pas susceptibles d'une longue défense, tuèrent dans cette première attaque ou firent prisonniers environ seize cents hommes. Dès lors le bombardement commença et en peu de temps la ville fut réduite à un état si déplorable que le gouverneur se vit dans la nécessité de capituler. La garnison obtint de se retirer à Bender, mais tout le matériel de la place fut la proie du vainqueur : cent cinquante-trois pièces de canon, quatorze mortiers, des provisions de tout genre.

Après la prise d'Otschakof, le général Kamenski, qui commandait l'avant-garde de l'armée d'Ukraine, ayant porté ses troupes en avant, sur trois colonnes, par une marche rapide, enveloppa les Turcs près de Kalkusta, les attaqua vivement et les contraignit à prendre la fuite. Les Turcs perdirent leurs bagages et leur artillerie, et ne purent se rallier de longtemps. Telle fut la fin de la campagne de 1788.

Potemkin ayant alors distribué ses troupes sur les terres des Moldaves et envoyé la cavalerie derrière le Dniester, partit pour Saint-Pétersbourg, impatient de jouir de son triomphe. L'accueil qu'il reçut de l'impératrice était de nature à flatter son orgueil. A deux lieues de distance de la capitale, la route par laquelle il devait arriver avait été illuminée, et à son entrée dans la ville tous les canons de la forteresse le saluèrent, honneur qui n'était rendu qu'à la souveraine. Le prince alla descendre à son palais, où Catherine arriva peu d'instants après et s'entretint longtemps avec lui. Durant deux mois les fêtes se succédèrent sans interruption. Les courtisans, quoique jaloux de sa gloire et de son crédit, rivalisèrent de zèle pour célébrer ses succès.

Dès lors Potemkin n'eut plus qu'un seul désir, celui de la paix. Il aurait voulu que l'impératrice se rapprochât de l'Angleterre et de la Prusse, dont l'amitié lui aurait assuré la paisible possession de ses nouvelles conquêtes. Il prétendait que l'alliance avec la France n'était d'aucun avantage pour la Russie, tandis que le retour vers sa rivale aurait pour résultat de forcer les Turcs et les Suédois à la paix. Mais Catherine avait, comme nous le savons, beaucoup de fierté dans l'âme. Elle eût été humiliée si les ennemis avaient pu se vanter de l'avoir réduite à désirer leur amitié. Il en résulta que la Prusse, trompée dans ses espérances, ne garda plus de modération et lui suscita de nouveaux ennemis. Catherine, de son côté, informée des intrigues de cette cour, envoya

le prince de Nassau à Vienne, à Versailles et à Madrid, pour dénoncer les vues ambitieuses du roi de Prusse. La France avait conçu le plan d'une quadruple alliance avec l'Autriche, la Russie et l'Espagne. L'impératrice, dont le comte de Ségur avait vaincu les derniers scrupules, n'y apportait qu'une seule condition, celle de garantir l'intégrité de la Pologne. Le refus de la France et les hésitations de l'Espagne ayant blessé cette princesse, la négociation fut abandonnée.

Catherine résolut alors de veiller elle-même au sort de la Pologne, et, dans ce but, elle fit proposer au roi un traité d'alliance entre les deux couronnes. Malheureusement la haine que les Polonais ressentaient pour la Russie avait été nouvellement envenimée. En vain quelques esprits sages, le roi en tête, voulaient qu'on profitât de ce retour de l'impératrice pour réformer la constitution et organiser l'armée. Ils affirmaient que cette princesse avait des sentiments généreux; que les promesses de la Prusse seraient illusoires, et que, la paix conclue, la Pologne serait encore sacrifiée.

Mais Luchesini détruisit l'effet de ces conseils et de ces tristes prévisions en irritant les passions des Polonais et en nourrissant, par de vaines promesses, leurs folles espérances. Doué d'une grande activité, politique habile, courtisan adroit, esprit souple et insinuant, c'était un des hommes les plus dangereux que la république eût rencontrés dans cette longue carrière de déceptions et d'aveuglement qui la conduisirent à sa ruine. Il avait

vécu dans l'intimité du grand Frédéric, ce qui lui donnait, outre ses qualités personnelles, son instruction profonde et variée et sa prodigieuse mémoire, une considération universelle. Sa finesse pénétrait les secrets de tous les partis. A la fois ardent et dissimulé, il se couvrait si habilement des apparences de la franchise, que les Polonais le croyaient sincèrement attaché à leurs intérêts. Luchesini parlait sans cesse de la générosité de son maître, de l'artifice de Catherine qui, dans le péril où son ambition l'avait jetée, caressait les Polonais pour les tromper, tandis que le roi de Prusse n'avait qu'un seul désir, celui de protéger l'Europe contre les desseins des barbares du Nord.

Séduits par l'éclat de ces espérances, que l'ambassadeur anglais prenait soin d'exalter à son tour, en leur promettant l'appui de son gouvernement, les Polonais ne se bornèrent pas à rejeter l'alliance proposée par l'impératrice, ils demandèrent avec plus de hauteur le renvoi immédiat des troupes russes, sans réfléchir au danger d'une démarche qu'ils n'avaient pas le pouvoir de soutenir. Nous verrons en effet à combien de malheurs, de déceptions et de perfidies le souvenir de cette injure exposa la Pologne. Nous en réservons le récit pour le livre suivant.

Au milieu des honneurs dont aucun ministre avant lui n'avait joui, Potemkin nourrissait un chagrin profond. Blessé des airs de hauteur que Momonof affectait de prendre envers les courtisans, et de la familiarité

avec laquelle il le traitait lui-même, il avait supplié l'impératrice de rompre avec ce favori. Le refus de Catherine avait laissé dans son âme un sombre mécontentement. Habitué à voir plier toutes les volontés sous la sienne, Potemkin ne put se résigner à perdre la moindre partie de ce pouvoir enivrant. Il quitta Pétersbourg au mois de mai 1789, pour aller rejoindre ses troupes; mais l'inquiétude, l'ennui, la satiété, comme un feu caché sous la cendre, consumaient son âme.

Du reste, il put encore se réjouir de la chute de son rival. Catherine venait d'apprendre que Momonof la trompait et qu'il entretenait avec la princesse Tcherbatof, une de ses dames d'honneur, une intrigue amoureuse. Elle portait au plus degré le sentiment de sa dignité, mais sans petitesse. Après avoir fait de vains efforts pour ramener son infidèle favori, elle manda les deux coupables auprès d'elle, les dota richement, leur donna une terre de deux mille paysans, assista à la bénédiction nuptiale, posa de ses mains une parure de diamants sur le front de la mariée et leur ordonna d'aller vivre à Moscou. Telle fut toujours la manière dont elle se vengea des personnes qui avaient trahi son affection. On sait combien elle avait été humiliée, outragée, menacée même, durant le règne éphémère de son mari, par la comtesse Vorontzof, sa maîtresse. Catherine, montée sur le trône, oublia ces pénibles souvenirs, et non-seulement elle laissa vivre près d'elle, libre et tranquille, son heu-

reuse rivale, mais encore de riches dons prouvèrent que la vengeance était une passion étrangère à son cœur.

Depuis quelque temps, elle avait remarqué un jeune lieutenant aux gardes, Platon Zoubof, d'une famille ancienne, et protégé par Nicolas Soltikof, dont il était parent. Lorsqu'au printemps de cette année elle se rendit à Tsarskoie-Selo, Zoubof sollicita et obtint la faveur de commander le détachement qui devait escorter l'impératrice. Il dîna même avec elle, et, le lendemain, il parut à la cour, donnant familièrement le bras à cette princesse, suivi des courtisans, chapeau bas. Soltikof l'avait poussé dans cette voie pour s'en faire un appui contre Potemkin.

Zoubof était un homme de trente et quelques années, d'une taille moyenne, souple et nerveuse. Il avait de beaux yeux et le front haut, parlait bien le français et n'était pas sans instruction. Son pouvoir sur l'esprit de Catherine fut plus grand que n'avait jamais été celui d'Orlof et de Potemkin; mais il le dut à la faiblesse où l'âge avait réduit les facultés de cette princesse; car du reste il n'avait aucune des qualités brillantes ou solides de ces deux favoris. Étranger aux affaires lorsqu'il parvint à la faveur, il répondait à ceux qui venaient lui demander des instructions : « Faites comme vous faisiez auparavant. » Étendu au fond d'un fauteuil, il daignait à peine jeter un regard sur les courtisans empressés de lui offrir leurs hommages. Ceux qu'il avait

honorés d'une parole ou d'un regard se retiraient heureux et consolés de leur bassesse. Tout pliait à ses pieds. Il fut décoré du titre de grand maître de l'artillerie, nommé comte, ensuite prince, et comblé de biens et d'honneurs.

La dernière campagne avait été heureuse pour la Russie, malgré les lenteurs de Potemkin et l'échec des Autrichiens dans le Banat. Elle s'était terminée par la prise d'Otschakof, dont la possession était d'une haute importance, comme position militaire et comme voie commerciale. La prise de Khotin avait assuré la conquête de la Moldavie. Les Ottomans avaient évacué en outre la Valachie, et avaient été repoussés de la Crimée ; les Tartares du Kouban s'étaient dispersés ; enfin, les Autrichiens ayant réparé leur défaite en prenant Dubitza, Sabatz et Novi, venaient de purger tout le Banat des troupes ottomanes. Dans le nord, le roi de Suède avait été chassé de la Finlande russe, et son armée navale se trouvait bloquée à Wiborg.

Telle était la position des puissances belligérantes, lorsque le prince Potemkin partit de Pétersbourg pour aller prendre le commandement de l'armée. C'était par de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent que la Russie, presque épuisée, pouvait forcer les ennemis à demander la paix. Elle y serait sans doute parvenue, car elle avait dans la nature de son gouvernement et dans l'esprit de ses peuples des ressources presque infinies. De leur côté, ses ennemis avaient déployé

la plus grande activité pour lui susciter des embarras.

Ces ennemis étaient de deux sortes : les uns déclarés, les autres non déclarés, mais connus. Les premiers étaient faibles par eux-mêmes, et, livré à leurs seules forces, ils eussent été incontestablement détruits. Il était moins facile d'atteindre les seconds, qui agissaient contre elle par des moyens secrets. C'étaient l'Angleterre et la Prusse. Catherine connaissait leurs desseins; elle était informée de leurs intrigues à Constantinople, à Varsovie, à Stockholm et à Copenhague. Leurs ministres égaraient les conseils de la Porte en l'aigrissant contre la France, dont elle se croyait trahie; leurs subsides entretenaient les vues ambitieuses du roi de Suède. En Pologne, Luchesini agitait les esprits, qu'une folle ardeur conduisait à la ruine de la république. Enfin, le Danemark, cédant soit à leurs insinuations, soit à leurs menaces, venait de répudier l'alliance de l'impératrice, ce qui laissait à Gustave la liberté de porter toutes ses forces contre la Russie.

Ce prince désirait la continuation de la guerre, moins encore par ambition que par le besoin de sa nature mobile et inquiète, qui le portait vers les actions éclatantes; il croyait d'ailleurs qu'il ne pouvait conserver la couronne, dans un pays où la royauté n'était entourée d'aucun prestige, que par l'opinion qu'il donnerait de son courage. Il voulait, suivant ses propres expressions, occuper la scène. C'est pourquoi il avait feint de se croire plus offensé qu'il ne l'était en réalité; et, pour fermer

la voie à tout retour vers la paix, il avait exagéré à dessein la violence de son manifeste [1].

C'était par un tout autre sentiment que l'Angleterre et la Prusse le poussaient à la guerre. La première n'avait pu se consoler de la perte de son influence, dont le cabinet de Versailles était alors en possession auprès de Catherine; la seconde poursuivait avec une ardeur incessante et par tous les moyens la réalisation de son rêve, l'occupation de Thorn et de Dantzig. Il fallait, pour atteindre ce double but, susciter partout des ennemis à la Russie et contraindre l'impératrice à se jeter dans les bras des deux puissances alliées. Ce n'était pas toutefois chose facile. Catherine était fière, et son irritation contre ces deux puissances était extrême. Dans ce moment, la France eût obtenu de cette princesse les plus grandes faveurs; mais il régnait dans ses conseils tant de faiblesse, tant d'hésitation, un tel dégoût de la guerre, qu'elle perdit l'occasion de reprendre en Europe l'influence qu'elle y avait si longtemps exercée; de sorte que l'impératrice, malgré ses répugnances, prévoyant le moment où elle serait en quelque sorte obligée de se rapprocher de l'Angleterre, traita Whiltwort, son ministre, avec plus de bienveillance qu'auparavant.

Lorsque le comte de Ségur avait été envoyé à Pétersbourg, son gouvernement l'avait chargé de faire adroitement, tout en évitant de compromettre la dignité du

[1] *Mémoires du prince de Ligne.*

roi, quelques ouvertures au sujet d'une alliance commune entre la France, l'Autriche, l'Espagne et la Russie. Tant que l'Angleterre et la Prusse étaient restées attachées à la Russie, les insinuations de la France n'avaient été accueillies qu'avec froideur. Tous les ministres russes étaient plus ou moins dévoués à l'Angleterre, et Potemkin lui-même, croyant la France intéressée à contenir la Russie, avait paru fort opposé à ce dessein. Mais les événements que nous avons racontés, ayant changé en hostilité cachée les relations d'amitié qui liaient depuis si longtemps la Russie et l'Angleterre, l'impératrice ouvrit une oreille plus attentive aux propositions du comte de Ségur. Elle déclara même qu'elle ne serait pas éloignée de faire la paix avec la Porte, par l'entremise de la France, à la condition que les quatre puissances garantiraient l'intégralité de la Pologne, comme moyen d'arrêter les vues de la Prusse sur Thorn et Dantzig; et, pour que personne ne suspectât sa sincérité, elle annonça que le prince Potemkin était muni de pleins pouvoirs. En effet, le vice-chancelier Ostermann reçut l'ordre d'entrer immédiatement en correspondance avec le duc de Choiseul, ministre de France à Constantinople, pour la conclusion d'un armistice de six mois.

Cette quadruple alliance aurait sans aucun doute mis fin à la guerre et sauvé la Pologne d'un nouveau partage. Les négociations avaient été conduites avec un si grand mystère, que la cour de Londres n'en eut connaissance que par la trahison d'un commis du vice-chance-

lier. Le roi de Prusse en conçut beaucoup d'inquiétude; car, ne désirant pas la guerre, il craignit d'y être entraîné malgré lui. L'avis de Hertzberg, au contraire, fut qu'il fallait redoubler d'audace et effrayer la France, qui n'avait osé soutenir les Hollandais; il était persuadé qu'on verrait aussitôt s'écrouler les bases de la quadruple alliance. Ce ministre impérieux et vindicatif, resté maître du pouvoir après la mort du grand Frédéric[1], avait résolu de faire repentir Catherine de l'abandon où elle avait laissé la Prusse. L'Angleterre se trouvait à cette époque dans une situation analogue. Elles se rapprochèrent, et ce fut sous cette double influence que l'Europe entière fut agitée. Elles firent alors des démonstrations menaçantes, dont le prompt effet justifia les prévisions de Hertzberg. Le cardinal de Loménie ayant mis sous les yeux du roi un tableau des malheurs de la guerre, et ajouté que l'état des finances ne permettait pas d'espérer, sans demander au peuple de nouveaux sacrifices, qu'elle fût conduite avec succès, on s'empressa de donner à la Prusse des assurances d'amitié, et l'on convint avec l'Angleterre d'un désarmement réciproque. Cette convention fit perdre aux Hollandais tout espoir d'être soutenus, et à la France le prestige de son autorité. L'Espagne enfin, séduite par les flatteries de la Prusse, refusa formellement, après des incertitudes sans nombre, d'entrer dans la quadruple alliance.

[1] Ce prince était mort le 17 août 1786.

Le comte de Ségur en reçut la nouvelle au mois de mars 1789. Les instructions que lui transmit à ce sujet le comte de Montmorin, ministre des affaires étrangères, portent le caractère d'une inconcevable faiblesse. Il répugnait au roi de garantir l'intégralité de la Pologne, dont il avait cependant blâmé le partage, et de s'engager dans une alliance avec la Russie, dans le temps que cette puissance était en guerre contre La Porte, la plus ancienne alliée de la France. Le ministre ajoutait qu'il fallait travailler avant toute chose à ramener la paix, et que, la paix une fois assurée, l'alliance deviendrait inutile.

Cette note prouve jusqu'à l'évidence que l'Angleterre et la Prusse avaient jugé sainement de la situation du cabinet de Versailles. Les ministres de Louis XVI reculaient d'épouvante à la pensée de la guerre. On peut affirmer cependant qu'elle n'eût pas eu lieu. Peut-être, d'ailleurs, eût-elle sauvé la monarchie, ou du moins éloigné sa ruine, en ouvrant aux passions populaires une voie où elles se fussent apaisées. L'impératrice de Russie, à laquelle il n'était plus possible de cacher ces dispositions, en éprouva un vif mécontentement; dès lors, elle s'éloigna d'une puissance dont l'amitié était stérile, et elle se rapprocha sensiblement de l'Angleterre, amie et ennemie ardente, qui lui promettait une paix avantageuse.

Pendant qu'on faisait ainsi des tentatives pour la paix, au nord et au midi la guerre continuait avec des chances

variées. Le maréchal Roumiantzof, ayant partagé son armée en trois corps, dirigea l'un sur Jassy, ville ouverte, située dans un terrain fangeux, au centre d'une ceinture de collines, l'autre contre la Valachie, et la troisième vers Bender. Kamenski, après avoir battu une division de l'armée ottomane, avait attaqué près de Galatz le pacha Ibrahim, l'avait fait prisonnier, et s'était emparé de son camp.

Dans le nord, les affaires de Catherine avaient pris une tournure moins favorable. Michelson, après avoir mis en déroute un corps de Suédois, et obtenu un succès brillant à Kiros, s'était avancé avec témérité sans être soutenu, avait été repoussé avec perte et s'était retiré blessé. Si ce général manquait de prudence, Pouschkin n'avait pas assez d'activité. Pendant qu'il détachait trop tard une partie de ses troupes pour s'emparer de la province de Savolax, Gustave pénétrait sur le territoire russe à la tête de 10,000 hommes. Mais lui-même commit la faute de s'engager trop avant, sans avoir assuré sa retraite. Son plan consistait à prendre les forts de Nyslot, de Frédéricksham et de Wiborg avec son armée de terre, et les ports de Hagfort et de Cronstadt avec sa flotte, après quoi l'armée et la flotte devaient se réunir pour attaquer Saint-Pétersbourg. Le roi fut heureux au début de la campagne. Fier d'un premier succès, remporté près de Davidstadt, il parut aussitôt devant Frédéricksham, dont une flottille de chaloupes canonnières bloquait le port.

Le prince de Nassau se trouvait encore à Cronstadt, occupé de rassembler ses galères. La flotte suédoise, encombrée de troupes et de chevaux, manquait de munitions et de vivres. Après de vains efforts pour pénétrer dans l'intérieur des terres, l'armée ne tarda pas à succomber au découragement. Gustave reconnut alors la faute qu'il avait commise en s'engageant dans une mer ennemie, entouré d'une flotte supérieure en nombre, et menacé dans sa retraite. Le prince de Nassau, accouru de Cronstadt, attaqua sur-le-champ la flotte suédoise, mouillée à Biorkaxsünd ; mais l'attaque ayant eu lieu pendant la nuit, au milieu d'une obscurité profonde, fut sans résultat.

La flotte suédoise profita le matin d'une brise favorable pour opérer sa retraite. Mais les bâtiments de transport, s'étant trop approchés de la côte afin d'éviter le feu des ennemis, y échouèrent et devinrent presque tous la proie des flammes. Du haut de son yacht, Gustave fut témoin de ce désastre, sans pouvoir l'empêcher. Lui-même se vit obligé de monter sur un autre vaisseau, tant le sien avait été maltraité.

Les Russes avaient placé cinq vaisseaux de ligne dans la passe par où devait sortir la flotte suédoise, et le reste de leurs vaisseaux, sous les ordres de l'amiral Tchitchagof, attendaient à quelque distance, prêts à fondre sur l'ennemi, lorsque le moment serait favorable. Les Suédois, poussés par un bon vent, s'avançaient avec résolution, quoique exposés au feu des Russes. Un de leurs

bâtiments échoua. Deux brûlots furent aussitôt lancés contre la flotte russe. Le premier sauta avant d'avoir atteint l'ennemi, qui évita le second en filant ses câbles. Mais un des vaisseaux de la flotte suédoise, qui se trouvait sous le vent, ne put échapper à sa course impétueuse, et, comme la passe était étroite, il sauta en entraînant tout l'équipage dans l'abîme. Ce fut alors une horrible confusion. Une épaisse fumée couvrit la mer; six ou sept vaisseaux suédois, ne distinguant plus leur route, échouèrent. D'autres tombèrent au pouvoir des Russes, qui, avec de meilleures dispositions, auraient pu s'emparer de toute la flotte. Après ce désastre, les débris de la marine suédoise se réfugièrent à Sweaborg. La Suède avait perdu, pendant une campagne de trois mois, 12 vaisseaux de soixante à soixante-dix canons, avec plus de 6,000 hommes.

Pendant ce temps, on faisait à Pétersbourg des préparatifs immenses pour la campagne suivante. L'impératrice désirait avec ardeur la fin de cette guerre, dans la crainte que la Prusse ne finît par s'y engager; elle se proposait en conséquence de porter ses plus grands efforts contre la Finlande. Les succès qu'elle venait d'obtenir contre les Turcs lui permettaient de disposer d'une partie des troupes, que l'affaiblissement de ce peuple semblait rendre moins nécessaires.

Au milieu de l'ivresse du succès, on soupirait néanmoins après la paix; mais on croyait alors Gustave fort peu disposé à écouter des propositions de ce genre, dans

l'espoir d'entraîner le roi de Prusse, auquel l'honneur et l'intérêt faisaient un devoir de soutenir les Suédois et d'empêcher la ruine de l'empire ottoman. On se trompait cependant. D'une part, Gustave désirait secrètement la paix avec autant d'ardeur que l'impératrice, et, de l'autre, Frédéric-Guillaume était trop ménager de son trésor et trop occupé de ses plaisirs pour les livrer aux hasards d'une guerre, dont il espérait recueillir les fruits, sans en courir les risques[1].

Ainsi, des deux côtés on se préparait à de vigoureux efforts, chacun étant persuadé que la campagne serait décisive. Le prince de Nassau avait flatté l'impératrice de nouveaux triomphes sur mer, et, dans cette espérance, tout avait été sacrifié aux opérations de la flotte. Une très-grande activité régnait dans les ports de Cronstadt, de Wiborg, de Saint-Pétersbourg et de Revel. De son côté, Gustave se flattait de réunir plus de trois cents voiles. Sa grande flotte, sous les ordres de son frère, le duc de Sudermanie, avait pris la mer sur la fin du mois d'avril, pendant que lui-même, avec une seconde flotte, semait la terreur sur les côtes de la Russie, incendiant les magasins, détruisant les batteries ennemies et menaçant la capitale de l'empire. Mais emporté par ces premiers succès, il entra sans être soutenu dans le golfe de Wiborg, où il fut aussitôt bloqué par la flotte russe, et d'où il ne parvint à sortir qu'avec une perte considérable.

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

Après ce désastre, chacun, s'abandonnant aux plus tristes pressentiments, désespérait de la fortune de Gustave. Jamais ce prince ne se montra cependant avec plus de grandeur que dans cette circonstance, où le sort du royaume dépendait de son courage. Il s'était arrêté à Swensksund, avec les débris de sa flotte, dans un archipel de rochers, poursuivi avec ardeur par la flotte russe. Malgré l'abattement de ses troupes, il déclara qu'il n'irait pas plus loin et qu'à Swensksund on lui élèverait un monument ou un tombeau. Ce noble langage électrisa ses marins et ses soldats, qui firent des prodiges de valeur.

La flotte russe était supérieure à celle des Suédois; mais une partie se tint à l'écart, dès le commencement du combat, malgré les ordres contraires du prince de Nassau, et ne prit aucune part à l'action. Le combat se prolongea pendant dix heures avec un prodigieux acharnement. Quatre frégates russes, commandées par des officiers anglais, Dennisson, Marshall, Yung et Perry, avec trois chebecs et une batterie flottante, furent prises et coulées à fond. Marshall continua son feu, après que son vaisseau, privé de tous ses mâts et presque submergé, eut échoué sur un banc de sable, qui seul l'empêcha de couler à fond. Lui-même, blessé mortellement, debout sur le tillac, appuyé sur son lieutenant, les cuisses et les genoux enveloppés dans un drapeau, donnait encore des ordres avec un admirable sang-froid. A chaque lame, son vaisseau était près de se briser. Enfin

il s'entr'ouvrit et s'abîma dans les flots, tout l'équipage ayant les yeux attachés sur le crucifix que le prêtre russe élevait de toute la hauteur de son bras. La frégate de Dennisson ne fut échouée qu'à neuf heures et demie du soir, et jusqu'à ce moment elle avait soutenu le feu des Suédois. Dans l'intervalle, les galères et les chaloupes russes qui n'avaient pris aucune part au combat s'étaient éloignées sans être poursuivies. 53 vaisseaux, 1,400 canons, 300 officiers et près de 6,000 hommes restèrent au pouvoir des vainqueurs (9 juillet).

Malgré sa défaite, le prince de Nassau se proposait d'attaquer de nouveau les Suédois, lorsqu'un courrier apporta la nouvelle de la conclusion de la paix. Catherine, justement effrayée de ce désastre, au moment où elle avait cru son ennemi terrassé, avait fait elle-même des propositions d'accommodement, et comme Gustave, de son côté, était hors d'état de poursuivre sa victoire, la paix fut signée sans discussion à Varéla, le 14 août, par les généraux Igelstrom et Armfeld.

La mort de l'empereur Joseph[1], dont l'inconstance et l'ambition avaient troublé le repos de l'Europe, fit concevoir aux amis de la paix l'espérance d'un rapprochement entre les cours de Vienne et de Berlin ; car Léopold, qui n'avait ni l'humeur inquiète, ni le génie aventureux de son prédécesseur, semblait vouloir borner son ambition à rétablir l'autorité impériale partout

[1] 20 février 1790.

affaiblie ou ébranlée, et à ressaisir l'influence que Joseph avait perdue sur les États de la Confédération germanique. Il sentait que, pour atteindre ce but, la paix lui était nécessaire; en la demandant avec dignité, il se mit en mesure de soutenir la guerre avec vigueur, s'il ne trouvait pas dans ses ennemis des dispositions favorables.

Il se trouva cependant que Frédéric-Guillaume était animé du même désir. En vain Hertzberg, qui depuis la mort du grand Frédéric avait dirigé la politique de la Prusse, employa-t-il son influence pour l'en détourner, en lui représentant la Pologne prête à se jeter dans ses bras, la Russie épuisée par la lutte qu'elle soutenait au nord et au midi de son empire, la Hongrie mécontente et agitée, la Belgique en pleine révolte, les finances de l'Autriche ruinées, ses armées battues et découragées, la gloire enfin d'avoir soutenu l'empire ottoman, opposé une barrière à l'ambition de Catherine, affermi et étendu sur toute l'Allemagne la puissance de sa maison. Les courtisans, qu'importunait la domination de ce ministre impérieux, étaient parvenus à faire entendre au roi qu'il précipitait le royaume dans un abîme; qu'il sacrifiait son bonheur à l'éclat d'une vaine gloire; que la guerre achèverait de consumer les forces de l'Allemagne et la laisserait exposée à l'invasion des idées révolutionnaires, dont le feu avait commencé d'embraser la France; ils ajoutaient que le roi de Suède, malgré tous ses efforts, n'avait pu s'emparer de la Finlande;

que la Pologne, faible et divisée, n'était d'aucun secours pour la coalition; que l'Autriche, loin d'être abattue, venait de rassembler une armée formidable, et que, si Catherine traitait avec les Turcs, la Prusse resterait exposée aux coups de ses puissants voisins; enfin, on lui fit entrevoir l'honneur de devenir le pacificateur de l'Europe. Ce prince voluptueux, qui était parvenu à concilier ses plaisirs avec une sorte de mysticisme religieux, ne fut pas difficile à persuader. Hertzberg perdit aussitôt de son importance, et cette sorte de disgrâce devint le signal de la paix, qui fut signée à Reichenbach, le 27 juillet 1790.

Ce rapprochement imprévu produisit une prodigieuse sensation à Pétersbourg. Catherine, déjà fatiguée de la guerre, malgré ses succès contre les Turcs, suivait d'un œil inquiet les intrigues de l'Angleterre et de la Prusse. Les dispositions des Polonais étaient devenues menaçantes; le sultan ne montrait aucun désir de la paix; Gustave venait de sortir victorieux d'une action où son courage avait brillé du plus grand éclat, et tout semblait faire craindre que le roi de Prusse ne prît une part directe à la lutte. Ce prince n'était pas disposé à intervenir, mais il espérait que les Turcs, débarrassés de l'Autriche, pousseraient la guerre avec plus de vigueur, et que l'impératrice, menacée au nord par le roi de Suède, serait forcée de se jeter dans ses bras. L'événement trompa ses espérances. Catherine, ayant trouvé Gustave satisfait de la gloire d'avoir soutenu la lutte

contre le plus grand empire du monde, déjoua par une prompte résolution les projets de ses ennemis. Le roi, d'ailleurs, s'était lui-même aperçu depuis longtemps qu'il n'était qu'un instrument des desseins ambitieux de ses alliés, dont il n'avait reçu que des promesses; il était irrité surtout contre le roi de Prusse, dont l'inaction lui semblait une trahison ou une lâcheté[1]. Il avait écrasé son peuple sous le poids des charges publiques, et il craignait sans cesse un de ces retours imprévus de l'opinion, tels que celui qui l'avait exposé à perdre sa couronne. Il accueillit donc avec empressement les ouvertures que lui fit l'impératrice, et, dix-huit jours après la convention de Reichenbach, la paix fut signée à Varéla.

Gustave était entré dans la lutte sans avoir été offensé; il en sortait plus affaibli et sans avantage, n'ayant laissé que l'opinion d'une bravoure impétueuse et d'un esprit inconstant. Catherine, au contraire, après avoir écarté par une paix honorable le danger qui menaçait les frontières de son empire, restait libre d'agir plus énergiquement contre les Turcs. L'armée du midi venait d'obtenir de brillants succès. Les Turcs, forcés dans leurs retranchements de Galatz par le lieutenant général Derfelden, furent atteints, le 21 juillet, près de Fokschani, par le général Souvorof.

L'armée ottomane, forte de 40,000 hommes, venait de quitter Brailow, avec le dessein d'attaquer le prince

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

de Cobourg, qui avait son camp à douze milles de Fokschani, sur la rive droite du Sereth, au bourg d'Atschud, près d'un ruisseau, le Stratusch, qui se jette dans le Sereth. Les Autrichiens, très-inférieurs en nombre, couraient risque d'être écrasés, s'ils étaient surpris avant d'être secourus. Mais aussitôt qu'il eut appris la marche des Turcs sur Fokschani, le prince de Cobourg se hâta d'en informer Souvorof (19 septembre), qui se trouvait à Karaptochesti, dans les environs de Birlat.

Le général russe exécuta son mouvement avec autant de promptitude que de secret. Afin de dérober aux Turcs le bruit de sa marche, il suivit entre les montagnes et à travers les bois un chemin très-court, mais difficile; fit en trente-six heures vingt-quatre lieues de France, et, ayant passé le Sereth sur les pontons des Autrichiens, il atteignit le camp du prince de Cobourg, sans avoir été découvert. Le lendemain, deux ponts furent jetés sur le Stratusch, et l'armée combinée le franchit en deux colonnes.

Les ennemis ne s'étaient pas encore montrés. Ce ne fut que le troisième jour qu'une patrouille de Cosaques aperçut quelques centaines de Turcs, dont le nombre grossit ensuite jusqu'à 4,000. Les Cosaques ayant lâché pied les attirèrent à dessein à peu de distance de l'armée, où ils furent attaqués avec tant de vigueur, qu'ils laissèrent environ 600 hommes sur le champ de bataille et qu'il en périt un plus grand nombre dans la Putna.

La nuit ayant été employée à jeter des pontons sur

cette rivière, les Russes la passèrent avant le jour, les Autrichiens après eux, et les deux corps atteignirent sans obstacle le sommet des collines qui bordent la rive, où ils se mirent aussitôt en ordre de bataille. Les Autrichiens formèrent l'aile droite en neuf carrés de deux lignes, avec une troisième ligne de cavalerie, et les Russes la gauche en six carrés, dont le troisième de cavalerie. La ligne entière avait un développement d'un demi-mille.

L'armée s'ébranla à six heures du matin; elle avait à peine fait quelques centaines de pas que 15,000 cavaliers ottomans tombèrent sur l'aile droite du prince de Cobourg, pendant qu'un autre corps de cavalerie attaquait l'aile gauche. Celui-ci parvint même à percer les carrés; mais, après un combat qui dura deux heures, les ennemis forcés de reculer furent partout culbutés et prirent la fuite.

A moitié chemin de la Putna à Fokschani, les alliés furent arrêtés par un bois épais qu'ils furent obligés de tourner. Le terrain, dans l'espace d'un demi-mille, était couvert de ronces, où les hommes et les chevaux s'écorchaient jusqu'au sang. Cette marche pénible était en outre retardée et inquiétée par les attaques incessantes des Turcs. Lorsque ces derniers, toujours repoussés, furent arrivés sous le canon de leur camp, ils disparurent tout à coup, pour ne pas gêner le feu de leur artillerie. Les alliés, de leur côté, ayant précipité leur marche, les boulets passèrent sur leurs têtes, sans les atteindre. Les

retranchements furent attaqués à la baïonnette et emportés.

A peu de distance du camp, les Turcs avaient fortifié le couvent de Saint-Samuel, où quelques janissaires s'étaient jetés pour couvrir la retraite des troupes. La porte en ayant été enfoncée à coups de canon, les malheureux janissaires furent hachés. Un autre couvent, celui de Saint-Jean, situé non loin du premier, fut également attaqué et pris après un combat d'une heure.

La bataille de Fokschani avait commencé à six heures du matin ; à dix heures, l'armée ottomane était en pleine déroute. Elle avait perdu 2,000 hommes, non compris les prisonniers, 16 drapeaux, 12 canons, des magasins considérables et son camp rempli de richesses. La perte des Autrichiens et des Russes fut presque insignifiante. Les Turcs avaient 40,000 hommes ; les alliés en comptaient à peine 25,000 : 18,000 Autrichiens et 7,000 Russes.

Après leur défaite, les Turcs avaient reculé jusqu'au delà du Danube, où le grand vizir, ayant réuni sous ses ordres une armée beaucoup plus nombreuse, passa le fleuve à Hirsova et se dirigea sur le Buséo, entre Fokschani et Brallow, avec le dessein d'attaquer le prince de Cobourg. Souvorof se trouvait posté sur la rivière de Milkov, à un mille de Fokschani. Le 6 septembre, il fut informé par le prince de Cobourg de la marche de l'armée ottomane, et le lendemain un avis le pressa d'accourir à son secours. Souvorof ne répondit

que ces mots : « Je marche. » Il partit au milieu de la nuit, franchit le Birlat et se réunit le lendemain aux Autrichiens, à travers des torrents de pluie et des chemins affreux.

Les Turcs ignoraient encore l'arrivée de Souvorof. Ils s'étaient portés rapidement sur la rivière de Rymnick, à quatre milles des Autrichiens, et s'occupaient à retrancher leur camp. Devant eux était le village de Bochsa, garni d'artillerie, et à leur droite un grand bois. Pour arriver jusqu'à eux, il fallait donc traverser le Rymnick, rivière, il est vrai, peu profonde, que les troupes alliées passèrent sans pontons, le 21 septembre, avant le jour. Les Russes occupaient la gauche, les Autrichiens la droite et le centre.

Les Turcs ne connurent que fort tard le mouvement des ennemis. Ils firent avancer contre les Russes, dont ils avaient découvert la faiblesse, 15,000 hommes de leur meilleure cavalerie, pour les envelopper; mais l'artillerie autrichienne les força de se retirer avec une perte considérable. Le grand vizir, qui se croyait à l'abri d'une surprise derrière le village de Bochsa, couvert en outre sur sa droite par un bois dans lequel on avait élevé de nombreux retranchements, fondit en personne sur le corps du prince de Cobourg, avec la moitié de ses troupes. Ses intrépides cavaliers se jetaient avec une sorte de rage sous le feu des canons et jusque sur les baïonnettes. Six fois ils revinrent à la charge; six fois les Autrichiens les repoussèrent. Les hussards hongrois se montrèrent par-

ticulièrement admirables de bravoure. Ils parvinrent à se faire jour à travers ces masses énormes, dont ils firent un carnage horrible.

Pendant ce temps, Souvorof avait tourné Bochsa et, ayant trouvé de l'autre côté du village un terrain étendu, il s'y était sur-le-champ formé en bataille. L'artillerie ottomane, placée dans le bois de Kringumacher, vomissait des tourbillons de mitraille, dont les Russes furent d'abord incommodés; mais rien ne put arrêter leur marche impétueuse. A mesure que les troupes alliées se rapprochaient du bois, l'angle qu'elles formaient se rétrécissait, et, quand enfin les Autrichiens se furent développés sur la lisière, la situation des Turcs devint extrêmement périlleuse; car, de son côté, Souvorof avait lancé contre le front du bois ses intrépides bataillons, pendant que sa cavalerie franchissait les fossés et les parapets, et chargeait les janissaires avec une fureur inouïe. Les Turcs se défendaient en désespérés avec le sabre et le poignard, et ne reculaient pas encore. Mais les Cosaques et les Arnautes ayant fondu sur la cavalerie ottomane et attaqué le bois par derrière, pendant que les hulans autrichiens exécutaient le même mouvement du côté opposé, la terreur s'empara des Turcs; le désordre se mit dans leurs rangs, et bientôt la fuite devint générale.

En vain le grand vizir se jeta au-devant d'eux pour les ramener au combat. Il s'était fait porter en voiture sur le lieu de la bataille, à cause d'une affection phthisi-

que dont il était atteint; on le vit alors monter à cheval, et, le Koran à la main, les conjurer, au nom de ce livre sacré, de tenter un dernier effort. Rien ne put arrêter leur course, ni les prières, ni son exemple, ni la pensée de leur déshonneur. Il fit même pointer contre les fuyards deux pièces de campagne. Leur frayeur était si grande, qu'ils l'entraînèrent lui-même dans leur fuite.

Depuis quatre heures de l'après-midi, où les alliés étaient restés maîtres du bois, jusqu'au soleil couchant, où ils parvinrent sur les bords du Rymnick, les Turcs furent poursuivis sans relâche et avec ardeur. Un grand nombre avaient trouvé la mort dans les eaux de cette rivière, dont le cours était obstrué dans plusieurs endroits par des chariots et des bagages.

Les troupes étaient harassées de fatigue. Souvorof établit son camp sur la rive, à peu de distance des Autrichiens. Mais, dès le lendemain, à la pointe du jour, il fit passer la rivière à deux régiments de Cosaques pour s'emparer du camp abandonné par les Turcs et se mettre de nouveau à leur poursuite. Ce camp, distinct de l'autre, était le camp particulier du grand vizir. Ils y trouvèrent des richesses considérables.

Les Turcs avaient perdu plus de 10,000 hommes, tant tués que noyés, et laissé dans les mains des vainqueurs 68 canons, 12 mortiers, 100 drapeaux, avec des munitions de toute espèce. Quant aux alliés, leur perte ne dépassa pas 600 hommes.

Le grand vizir s'était arrêté à Braïlow, où il s'occupait

à réunir les débris de son armée. Mais telle était la terreur qu'avait laissée le souvenir récent de leur défaite sur l'esprit de ses troupes, que, ne se croyant plus en sûreté dans cette ville, elles le contraignirent à passer le Danube, et qu'ensuite elles se débandèrent.

La nouvelle de la bataille de Rymnick produisit autant de stupeur à Constantinople que de joie à Pétersbourg et à Vienne. Souvorof fut proclamé le sauveur de l'armée autrichienne. L'impératrice lui donna le surnom de Rymnickski, le titre de comte et le grand cordon de Saint-Georges; l'empereur Joseph lui écrivit de sa main une lettre flatteuse.

Pendant ce temps, le général Kamenski s'était emparé de Galatz, sur le Danube, et l'avait réduite en cendres. L'amiral Ribas enleva le fort d'Atchibeï, sous le feu de l'escadre ottomane. Le prince Repnin, après avoir défait le séraskier Hassan-Pacha (12 septembre), l'avait contraint de se renfermer dans Ismaïl; enfin, le colonel Platof, détaché du corps d'armée du prince d'Anhalt-Bernbourg, battit le bey de Roumélie et lui tua 600 hommes.

Ces différents corps embrassaient tout le terrain qui servait de théâtre aux opérations de la guerre. Derrière eux s'avançait l'armée principale, commandée par le prince Potemkin. Son dessein étant de rejeter les Turcs au delà du Danube, il s'approcha de Bender et fit remonter le Dniester à cinquante chaloupes canonnières.

Le général Samoïlof ayant reçu l'ordre d'attaquer

avec les Cosaques un des faubourgs de la ville, cette première attaque eut un plein succès. Bientôt, en effet, le gouverneur effrayé offrit de se rendre. On trouva dans la place des provisions immenses de farines et de biscuits ; 300 canons, 25 mortiers, beaucoup de poudre, des boulets et des armes de toute espèce. Potemkin chargea Valérien Zoubof, frère du favori, officier plein de bravoure, de porter à l'impératrice la nouvelle de la reddition de Bender. Zoubof reçut à cette occasion la croix de Saint-Georges et fut promu au grade d'adjudant-major.

Aucune récompense n'approcha de celle qui fut accordée à Potemkin. L'impératrice lui donna 100,000 roubles, une couronne d'émeraudes taillée en laurier et enrichie de diamants, et fit en outre frapper une médaille en son honneur. D'un côté était la figure de Potemkin, de l'autre une carte de la Crimée, avec un plan d'Otschakof et de Bender.

La prise d'Ismaïl, ville de guerre et de commerce, située à l'une des embouchures du Danube, couronna glorieusement la campagne. Souvorof était à Galatz, lorsque Potemkin lui envoya l'ordre de prendre Ismaïl, à quelque prix que ce fût. Avant la paix de Kainardji, la place n'était protégée que par une simple muraille ; mais les Turcs en ayant alors compris l'importance, des travaux considérables, du côté de la terre, y avaient été exécutés, sous la direction d'ingénieurs allemands. Le côté du fleuve avait été seul négligé, et il se trouvait

entièrement ouvert, les Turcs ne croyant pas que les Russes pussent avoir jamais une flottille de guerre dans le Danube.

Souvorof, ayant passé le Pruth, s'approcha de la ville et trouva l'amiral Ribas dans le Danube avec sa flottille, occupé à fortifier une île en face d'Ismaïl. Les troupes de terre et de mer s'élevaient à peine à 28,000 hommes, et leur artillerie ne consistait qu'en quarante pièces de campagne. Lorsque Souvorof eut reconnu la place, il vit clairement le danger de l'entreprise.

Le gouverneur d'Ismaïl était un vieux guerrier, qui avait refusé deux fois le viziriat, et la garnison était forte de 36,000 à 40,000 hommes, tous éprouvés et remplis de courage. L'armée russe s'était formée en demi-cercle, à douze cents mètres environ de la ville. De l'île, où il avait établi des batteries, l'amiral Ribas y jetait continuellement des bombes, et, comme la flottille ottomane s'était réfugiée dans le port, sous la protection d'Ismaïl, Ribas s'en approcha davantage, ouvrit un feu très-vif et brûla ou coula presque tous leurs bâtiments.

L'assaut avait été résolu dans un conseil de guerre, lorsqu'un courrier du prince Potemkin apporta à Souvorof l'ordre de ne pas risquer un assaut, s'il n'était pas certain de réussir. « L'armée, répondit le général, a été deux fois aux portes d'Ismaïl; il serait honteux qu'à la troisième fois elle se retirât sans entrer. » Souvorof, ayant donc tout disposé pour l'attaque, rentra dans sa

tente et passa la nuit auprès du feu, avec quelques officiers de sa suite. A trois heures après minuit, une fusée lancée de la tente du général avertit les troupes de se préparer; à quatre heures, une seconde fusée les invita à se former; une troisième, lancée une heure après, fut le signal de l'assaut. L'armée avait été formée sur six colonnes, trois sous les ordres du lieutenant général Potemkin, trois sous ceux du général Samoïlof. Souvorof occupait le centre avec une partie de son état-major. « Mes amis, dit-il à ses soldats, les provisions ne tarderont pas à nous manquer. Les drôles qui sont là-dedans (il montrait Ismaïl) en regorgent, allons les prendre. »

Le temps, qui avait été clair pendant la nuit, se couvrit tout à coup et se chargea d'un brouillard épais, dont les vapeurs ne furent dissipées qu'à neuf heures du matin. Cette circonstance permit aux colonnes de s'approcher en silence de la place. A la distance d'environ cent cinquante mètres, elles furent accueillies par un feu de mitraille épouvantable. L'air parut embrasé, et dans toute la ville retentit le cri d'*Allah!* Arrivés sur le bord du fossé, les Russes le comblèrent avec des fascines et se trouvèrent au pied du rempart. Dès ce moment l'artillerie de la place devint inutile. Les soldats se mirent aussitôt à dresser leurs échelles, mais dans beaucoup d'endroits elles se trouvèrent trop courtes; ils y suppléèrent en se donnant la main et en s'aidant de leurs baïonnettes qu'ils enfonçaient entre les pierres du rempart. Pendant ce temps, les arquebusiers se tenaient au

bord du fossé, afin de protéger l'attaque des colonnes par un feu continu de mousqueterie. Le général Lasci, qui conduisait la deuxième colonne, fut le premier sur le rempart. A six heures, la première et la troisième y étaient aussi. La sixième, commandée par le général Koutouzof, ayant été obligée de porter secours à la quatrième et à la cinquième, qui avaient été culbutées dans le fossé, n'arriva que très-tard. A huit heures toutes les troupes étaient dans la place ; mais ce ne fut qu'à trois heures de l'après-midi que les Russes en furent maîtres complétement. Les Turcs se défendirent, dans les rues et jusque dans les maisons, avec un grand courage ; les femmes elles-mêmes prirent part à la lutte, et, armées de poignards, elles se jetaient sur les Russes avec une audace prodigieuse. Le pillage dura trois jours. Rien ne saurait peindre l'horreur de ce spectacle. La ville était inondée de sang. Plus de 30,000 Turcs avaient trouvé la mort en combattant, 10,000 furent faits prisonniers. Les Russes, de leur côté, avaient perdu considérablement de monde : 33 lieutenants-colonels, 398 officiers sur 656 ; 4,000 soldats, sans compter 4,000 autres, qui succombèrent à leurs blessures. Tels sont les sacrifices au prix desquels les hommes achètent la gloire, c'est-à-dire une vaine fumée qui les enivre sans les satisfaire. Les Russes furent enterrés ; les Turcs jetés dans le Danube. On trouva dans la place, dont le général Koutouzof fut nommé gouverneur, 232 canons, 345 drapeaux, 1,000 chevaux et des provisions immenses. Catherine

fit frapper une médaille pour perpétuer le souvenir de cette victoire.

Des conférences pour la paix avaient été établies à Jassy; mais, d'une part, les Russes exigeaient beaucoup, de l'autre, les Turcs ne se croyaient pas assez humiliés pour accepter des conditions trop dures. Tout en désirant la fin de la guerre, l'impératrice ne voulait souffrir aucun médiateur entre elle et le sultan; les bons offices même lui faisaient ombrage[1]. Ses ministres cependant ne cessaient de lui représenter les finances épuisées, la nation fatiguée par le poids des impôts, l'empire dépeuplé par des levées continuelles. Aux représentations de ses ministres venait se joindre l'influence du favori, contre lequel Potemkin ne pouvait dissimuler ni son dédain ni sa haine. Zoubof, de son côté, se servait de sa faveur pour miner le crédit du prince, qui s'était fait, par son orgueil et son despotisme, autant d'ennemis qu'il y avait de courtisans.

Potemkin se flattait que sa présence suffirait pour dissiper ces intrigues. Il accourut donc à Pétersbourg, où l'impératrice, voulant reconnaître par les plus hautes marques d'estime les nouveaux services qu'il venait de rendre à l'empire, fut prodigue d'honneurs à son égard. Pendant une semaine, la route de la capitale fut illuminée à plusieurs lieues de distance. Chaque jour elle envoyait des courriers, chargés de lui rapporter de ses

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

nouvelles. Aucun souverain n'avait encore donné au plus illustre de ses sujets de pareils témoignages d'estime. Le prince entra dans Pétersbourg le 11 mars 1791. Jamais il n'avait paru si hautain. Autrefois c'était par le sentiment de sa faveur; aujourd'hui il se persuadait que sa gloire le plaçait au-dessus des autres hommes. Son âme cependant était inquiète et abattue. Il se livrait, pour tromper son ennui, aux plaisirs les plus violents. Toujours entouré de femmes, sans pouvoir apaiser l'ardeur de ses désirs, il consumait sa santé, qui déjà avait subi de rudes secousses. Tout l'irritait, la contradiction comme la flatterie.

Ce fut dans ces circonstances qu'il donna dans son palais de Taurique, à l'impératrice, une fête qui surpassa par sa magnificence tout ce que l'imagination peut concevoir. Ce palais, qui était un don de Catherine, est situé sur les bords de la Newa, à l'une des extrémités de la ville. C'est un des plus gracieux monuments de Pétersbourg. Il ne consiste qu'en un corps de logis, accompagné de deux ailes; mais la façade, composée d'une immense colonnade, lui donne un aspect imposant. Rien n'égalait l'élégance, le luxe, la richesse des appartements intérieurs. Le marbre de Carrare, taillé en vases d'une grandeur merveilleuse, le disputait par la perfection du travail aux brillantes étoffes de soie, dont toutes les pièces étaient tendues.

Le maître de ce palais semblait avoir eu le dessein de vaincre la nature, en réunissant sous une voûte im-

mense, soutenue par des pilastres en forme de palmiers, les plantes les plus rares, les fleurs les plus exquises, les arbustes les plus variés, toute la flore en un mot de l'univers connu. Des tuyaux cachés versaient des flots de chaleur; des canaux de métal, remplis d'une eau tiède, entretenaient une température toujours égale; enfin, du sein de ce lieu de délices, où les sens étaient enivrés par le parfum des fleurs, l'œil s'étendait à travers de grandes croisées, pour mieux en faire éprouver le charme, sur un ciel rigoureux, sur une vaste campagne toute couverte de frimas. Des statues d'un grand prix s'élevaient de distance en distance; mais une seule dominait toutes les autres et paraissait être la reine, la déesse de ce lieu: c'était celle de Catherine.

C'est pour elle que Potemkin avait préparé cette fête extraordinaire, à laquelle avaient été invitées toutes les personnes de distinction qui se trouvaient à Pétersbourg. Les apprêts avaient répondu à la grandeur de sa conception. Enfin, le jour désiré avec impatience arriva. A six heures du soir, un bal masqué annonça le commencement de la fête. L'impératrice ne tarda pas à paraître. A l'approche de sa voiture, des rafraîchissements, des mets, des habits furent distribués au peuple, dont la foule immense entourait le palais. Potemkin alla recevoir sa souveraine. Il était vêtu d'un habit écarlate, et portait un manteau de dentelle d'or parsemé de pierreries.

Catherine fit son entrée dans le vestibule, aux sons

d'une musique harmonieuse. De là, elle passa dans la principale salle, où une estrade avait été préparée pour elle. La foule qui l'avait suivie se distribua dans les loges et sous la colonnade. Les grands-ducs Alexandre et Constantin, à la tête de la plus belle jeunesse de la cour, exécutèrent un ballet, auquel succédèrent des représentations théâtrales, des chœurs et de nouvelles danses. Ce qui frappait le spectateur dans cette foule immense, c'était la diversité des costumes. Depuis la mer Glaciale jusqu'aux montagnes du Caucase, depuis la mer Baltique jusqu'au fleuve Amour, tous les peuples soumis à la domination de Catherine II y étaient représentés par des seigneurs de la cour. Quel est l'homme, quelle est la femme surtout, en se voyant l'objet de tant d'hommages, en voyant son sceptre ombrager tant de nations diverses, qui n'eût senti monter jusqu'à son cœur une pensée d'orgueil?

Bientôt après, tous les appartements illuminés furent ouverts à la curiosité de la foule. Partout s'exhalaient des parfums. Tout étincelait sous l'éclat des lumières, que réfléchissaient des milliers de glaces et des globes de cristal. Le palais paraissait en feu. Une table de six cents couverts avait été dressée. Potemkin, debout derrière l'impératrice, la servit lui-même, jusqu'à ce qu'elle lui eût ordonné de s'asseoir. Catherine, contre sa coutume, ne se retira qu'à une heure après minuit. A son départ, des chœurs nombreux, mêlés à un orchestre imposant, firent entendre un hymne en son

honneur. Catherine, profondément émue, se tourna vers Potemkin pour lui témoigner sa satisfaction. Le prince se jeta aux pieds de sa souveraine, s'empara de sa main et l'arrosa de larmes.

Cependant les hostilités avaient été reprises entre la Russie et la Porte. Le prince Repnin, qui commandait en chef, en l'absence de Potemkin, ouvrit la campagne avec un succès inespéré. Le général Goudovitch ayant reçu l'ordre d'attaquer un corps de 30,000 Turcs que le séraskier Batal-Bey avait rassemblés sur les frontières du Kouban, les Russes, quoique inférieurs en nombre, marchèrent au combat sans hésiter, défirent les Turcs, s'emparèrent de leur camp et firent Batal-Bey prisonnier. Anapa fut emportée d'assaut, et, comme c'était le seul point de la côte d'Abasie par où les Turcs eussent conservé avec les Circassiens une communication régulière, la possession de cette place affermit la domination russe dans la mer Noire et lui ouvrit une plus large voie pour pénétrer dans le Caucase.

De son côté, le général Koutouzof passa le Danube, entra dans la Bulgarie, attaqua près de Babadaghi un autre corps de 15,000 Turcs, prit leur camp et la ville, qui fut réduite en cendres, et poursuivit avec ardeur les débris de leurs troupes.

Ces succès donnèrent aux soldats russes une confiance extraordinaire. D'un autre côté, cette guerre avait pour eux beaucoup d'attrait, à cause du riche butin qu'ils trouvaient dans le camp des Turcs; car ceux-ci avaient

l'habitude d'emporter avec eux tout ce qu'ils avaient de précieux, ne voulant pas se priver, pendant toute une campagne, des jouissances de la paix. Le soldat russe, sous ce rapport, était dans des conditions plus favorables pour combattre. Sobre à l'excès, sans recherche dans ses habits, jamais embarrassé par un attirail inutile, comptant sur la victoire pour se pourvoir de ce qui lui manquait, il était en outre patient et asservi à la discipline, moins encore par l'habitude de l'obéissance que par le sentiment de son infériorité à l'égard de ses chefs.

Les rencontres qui venaient d'avoir lieu entre les troupes russes et différents corps de l'armée ottomane, bien qu'à l'avantage des premiers, n'indiquaient pourtant rien de décisif. La grande armée ottomane, que le grand vizir Yousouf devait commander en personne, s'assemblait sous Matchin, en Bulgarie. Le nombre en était considérable. On l'évaluait à plus de 100,000 hommes. Le prince Repnin en avait à peine 40,000; mais il suppléa au nombre par la hardiesse de ses mouvements. Il franchit le Danube et marcha contre le vizir avec tant de rapidité que sa présence remplit les Turcs d'étonnement et de crainte. Ils se défendirent cependant avec beaucoup de courage; mais l'attaque des Russes avait été si prompte et si vigoureuse, qu'à la fin ils succombèrent.

Les Turcs n'avaient plus d'armée; quelques débris dispersés au delà du Danube ne pouvaient arrêter la

marche des Russes. La terreur avait remplacé la confiance. Le grand vizir n'ignorait pas qu'il eût fallu beaucoup de temps pour rassembler de nouvelles troupes, et leur donner le courage nécessaire pour se présenter encore devant l'ennemi. Ackerman et Kilia, tombés au pouvoir des Russes, les avaient rendus maîtres des embouchures du Danube. Le contre-amiral Ouchakof avait maintenu constamment dans la mer Noire, contre des forces supérieures, la gloire du pavillon russe. Sorti de Sébastopol, au mois de juillet 1791, il aperçut le long des côtes de la Roumélie l'escadre ottomane, sous la protection d'une batterie établie sur le rivage. Les Russes, que leurs succès avaient singulièrement enhardis, marchèrent à sa rencontre et ouvrirent aussitôt le feu. La bataille dura depuis cinq heures du matin jusqu'à huit heures du soir. Les Turcs, dont la perte était considérable, ayant alors pris la fuite, Ouchakof rallia ses vaisseaux et se dirigea sur Varna, afin de couper au grand vizir la communication avec Constantinople. Le sultan effrayé[1] demanda la paix, et, à son grand étonnement, ses propositions furent écoutées avec faveur.

L'impératrice eut l'habileté de se montrer généreuse. La prise d'Ismaïl avait épuisé et vainqueurs et vaincus. La Russie manquait d'argent, et son crédit en Europe

[1] Abdul-Ahmid était mort en 1789, laissant le trône à Sélim III, son neveu, fils de Mustapha.

s'était affaibli. D'autre part, elle voyait l'Angleterre et la Prusse, dont ses derniers succès avaient redoublé les alarmes, décidées à ne pas souffrir que l'empire ottoman succombât. La Silésie se remplissait de troupes ; la Belgique s'était soulevée contre la domination autrichienne ; la Hongrie s'agitait sourdement; Gustave armait de nouveau, et la Pologne, entraînée par des conseils perfides, n'écoutait plus la voix de la raison. On reprochait à Catherine de sacrifier à son ambition le repos de l'Europe, en empêchant les rois de réunir leurs efforts contre la Révolution française, dont les principes menaçaient leurs pouvoirs souverains.

Toutes ces considérations parurent frapper Catherine, qui, résolue d'ajourner ses projets contre l'empire ottoman, donna des instructions si précises à ses plénipotentiaires, que la paix, dont les préliminaires avaient été arrêtés à Galatz, le 11 août 1791, fut signée à Jassy, le 9 janvier 1792, par le comte Bezberodko et le grand vizir Yousouf. Elle avait elle-même fixé les bases des négociations, et repoussé avec fierté la médiation de l'Angleterre. C'est peut-être l'époque de son règne où elle montra le plus la force de son caractère.

La cour de Vienne, de son côté, avait déposé les armes, sans avoir obtenu d'autre avantage, par le traité de Sistov (4 août 1791), que la ville d'Orsowa démantelée.

La Russie restitua toutes ses conquêtes, à l'exception d'Otschakof et du pays situé entre le Dnieper et le

Dniester; elle stipula quelques garanties en faveur des principautés danubiennes, et, afin de les préserver contre les retours trop fréquents d'un despotisme barbare, elle obtint que les hospodars seraient nommés pour sept ans au moins. En couvrant ainsi de sa protection les populations chrétiennes de la Turquie, elle jetait les fondements de ce puissant protectorat, dont l'Europe s'est plus d'une fois inquiétée, et qui doit tôt ou tard conduire l'empire ottoman à une dissolution inévitable.

Ces conditions parurent aux Turcs d'autant plus favorables qu'ils avaient craint d'être rejetés en Asie. On exalta la générosité de l'impératrice. Les rapports entre la Russie et la Porte devinrent plus fréquents, et prirent même dans la suite un caractère d'intimité, qui rendit l'influence de la première presque absolue à Constantinople.

Telle fut la fin de cette guerre qui avait coûté près d'un million d'hommes aux puissances belligérantes, affaibli leur marine et ruiné leurs finances. Elle eut pour résultat d'affermir la domination moscovite sur la mer Noire, et de lui assurer la possession de la Crimée avec les contrées limitrophes. Ces contrées n'étaient encore que des déserts; l'impératrice en fit sortir Kherson et Odessa, comme des sentinelles avancées, pour préparer les voies à de nouvelles conquêtes.

Au premier bruit des succès de Repnin, Potemkin avait quitté Pétersbourg; mais les secousses du voyage avaient achevé d'abattre sa constitution déjà tant

ébranlée par ses derniers excès. Il s'efforça pourtant de vaincre sa faiblesse pour reprendre sur Repnin son ancien ascendant. Il lui reprocha durement d'avoir conclu la paix sans sa participation [1]. Le général victorieux produisit ses instructions, et répondit qu'il ne devait compte qu'à l'impératrice de la manière dont il les avait exécutées; Potemkin exigeait des conditions plus dures, et l'on craignit un moment que la guerre ne recommençât.

Ces scènes violentes, le dépit de voir ses projets renversés et la guerre terminée en son absence avec autant de rapidité que de bonheur, avaient consumé en lui les dernières étincelles de la vie. Cependant, par l'effet de son caractère ardent et impérieux, croyant vaincre le mal par la seule force de sa volonté, il éloigna les médecins, et ne prit plus pour nourriture que des viandes fortes et des vins chauds. Ce régime détermina une inflammation si grave, que tout espoir de le sauver s'évanouit. Le séjour de Jassy lui devint alors insupportable, et il se fit transporter à Otschakof. Peut-être espérait-il que la vue de cette ville, dans laquelle il était entré en vainqueur, en réveillant ses souvenirs, ranimerait ses forces épuisées. Peut-être voulait-il appeler ces souvenirs mêmes au secours de ses dernières pensées, et mourir pour ainsi dire dans le sein de sa gloire.

[1] Nous avons dit plus haut que la paix fut signée le 9 janvier 1792, mais que les préliminaires l'avaient été à Galatz le 11 août 1791.

Il partit de Jassy le 15 octobre 1791, à trois heures du matin ; mais à peine avait-il fait quelques verstes qu'il lui fut impossible de supporter le mouvement de la voiture. On s'arrêta, on le descendit, on le coucha au pied d'un arbre, où quelques minutes après il expira dans les bras de la comtesse Branicka, sa nièce favorite. Ainsi mourut, âgé de cinquante-cinq ans, sur un grand chemin, cet homme extraordinaire, qui avait été entouré de tant d'hommages, et honoré des plus grandes faveurs de sa souveraine.

Potemkin est un exemple frappant de la loi morale qui régit les intelligences. Parvenu au plus haut degré des honneurs, il ne posséda jamais la paix de l'âme, parce qu'il était profondément corrompu et sans principes. En vain s'efforçait-il d'imposer silence aux agitations de son cœur par de nouvelles faveurs de la fortune; lorsqu'il pensait avoir atteint le sommet où il avait espéré monter, croyant s'y trouver à l'abri des tempêtes morales, ses lassitudes mortelles, comme le rocher de Sisyphe, le ramenaient à de nouvelles épreuves.

La Russie lui dut quelques réformes utiles. Il avait de grandes vues et une passion ardente pour la gloire de l'empire; mais il fit trop souvent servir au mal l'influence qu'il avait sur l'esprit de l'impératrice. Comme il connaissait mieux que personne les passions et les faiblesses de cette princesse, il déployait un art infini à les faire tourner à l'avantage de sa fortune ou de ses haines.

Il lui avait inspiré une sorte d'aversion pour le grand-duc, qu'il traitait lui-même avec beaucoup de hauteur, en lui persuadant que la turbulence de ce prince, son humeur bizarre et sa jalousie le porteraient à détruire les glorieuses institutions de son règne. Tous ceux dont le mérite offusquait ses regards, ou dont il redoutait l'influence par leurs services ou leur position, le maréchal Roumiantzof, le comte Panin, le prince Repnin, Alexis Orlof, étaient les objets de ses sarcasmes ou de ses calomnies. Ce dernier surtout lui inspirait autant d'inquiétude que de haine. C'était dans un duel avec lui qu'il avait perdu un œil. Il redoutait son intelligence et sa résolution. Potemkin consuma sa vie dans ces luttes secrètes; il sema la méfiance, la jalousie et la crainte parmi les membres du gouvernement, sacrifia son intelligence à l'intrigue, et mourut sans laisser de regrets, avec la réputation d'un homme extraordinaire, plutôt que d'un grand homme.

LIVRE X.

Bezberodko et Markof. — Fin de la guerre de Turquie. — Situation de la Pologne. — Parti russe et parti prussien. — Travaux de la diète. — Le ministre prussien Buchholz. — Protestation du ministre russe contre les changements introduits dans la constitution polonaise. — Le parti prussien pousse la Pologne contre la Russie. — Traité d'alliance entre la Prusse et la Pologne. — De quelle manière l'impératrice déconcerte les projets de ses ennemis. — Desseins du roi de Prusse sur Dantzig. — Aveuglement des Polonais. — Constitution du 3 mai. — État de l'Europe. — Traité de Pilnitz. — Rapprochement entre la Russie et la Prusse. — Confédération de Targowice. — Moyens de défense des Polonais. — Trahison de Frédéric-Guillaume. — Les Russes envahissent la Pologne. — J. Poniatowski revêtu du commandement des troupes. — Kosciuszko. — Retraite de l'armée polonaise. — Stanislas-Auguste négocie avec l'impératrice. — Il adhère à la confédération. — Effet que produit cette résolution. — Le roi de Prusse fait entrer ses troupes en Pologne. — Diète de Grodno. — Déclarations de la Prusse et de la Russie. — Leurs ministres oppriment la diète. — Délégation chargée de traiter avec la Russie. — La diète forcée de signer un traité avec la Prusse. — Protestation de la diète au sujet de cette violence. — Second partage de la Pologne. — Insurrection de Varsovie. — Soulèvement des provinces. — Kosciuszko nommé dictateur. — Plan d'Igelstrom pour comprimer l'insurrection. — Désordres à Varsovie. — État de l'armée insurgée. — Siége de Varsovie par Frédéric-Guillaume. — Insurrection de la Grande-Pologne. — Le roi de Prusse lève le siége de Varsovie. — Bataille de Maciowice. — Kosciuszko fait prisonnier. — Les troupes russes marchent contre Varsovie. — Assaut de Praga. — Capitulation de Varsovie. — Troisième partage de la Pologne. — Abdi-

cation de Stanislas-Auguste. — Coalition des puissances contre la France. — Convention entre la Russie et l'Angleterre. — La Russie devient l'asile des principaux émigrés. — Conduite de Catherine à leur égard. — Ses principes et sa conduite. — Le Suisse La Harpe, gouverneur des grands-ducs. — Réunion de la Courlande à la Russie. — Importance de cette acquisition. — Projets de Catherine sur la Perse. — Coup d'œil sur les relations commerciales entre l'Europe et l'Asie. — Catherine profite des troubles de la Perse pour réaliser ses projets. — Zoubof nommé chef de l'expédition contre la Perse. — Premières opérations de la campagne. — Mort de Catherine. — Appréciations sur le règne de cette princesse.

Après la mort de Potemkin, Bezberodko était devenu le ministre le plus influent du conseil ; mais son crédit baissa peu à peu, et il ne tarda pas à être éloigné des affaires importantes, lorsque Zoubof en eut pris la direction. Celui-ci avait donné toute sa confiance à Markof, homme d'esprit, plein de morgue et de hauteur, et c'est dans des conciliabules composés de ces deux hommes et du prince Nicolas Soltikof que se traitaient les intérêts les plus considérables de l'empire.

Fils d'un paysan, Markof était parvenu du poste de secrétaire du prince Galitzin à celui de ministre plénipotentiaire à la Haye, ensuite à l'ambassade de Paris, d'où sa cour l'avait envoyé en Suède. Il avait accompagné le prince Repnin au congrès de Teschen, et il s'était fait remarquer dans ces différentes missions par la finesse et l'activité de son esprit. Il croyait faire oublier son origine par une certaine recherche dans ses manières. Du reste, libertin et joueur, sa maison était le rendez-vous de tous

les jeunes débauchés de la cour. Il vivait même publiquement avec une artiste française, qu'il avait amenée de Stockholm.

Lorsque la guerre de Turquie eut cessé d'occuper le cabinet de Pétersbourg, l'impératrice tourna ses regards vers la Pologne, qui se débattait dans les chaînes dont les trois puissances l'avaient chargée. Les esprits les plus ardents, excités par les manœuvres de la Prusse, affectaient de regarder la Russie comme l'auteur de tous leurs maux, et ils s'efforçaient de lui témoigner la haine dont ils étaient animés, par une violente opposition dans la diète. Catherine avait espéré qu'une alliance offensive et défensive mettrait à sa disposition un corps de troupes polonaises. Elle avait gagné le roi, qui, soit faiblesse soit conviction, se servait de son influence pour préparer la nation à recevoir favorablement ce projet. Mais Frédéric-Guillaume mit tout en œuvre pour faire échouer la négociation, et il y parvint.

La division des partis ne permettait pas d'espérer que la diète prît ses décisions à l'unanimité. On désirait en conséquence qu'elle se confédérât. Nous avons déjà dit que, dans ces sortes d'assemblées, la majorité décidait de toutes les questions. Tant que durait la confédération, la république était concentrée tout entière dans la diète, qui levait des troupes, assignait les fonds nécessaires pour leur entretien, formait des alliances, et exerçait en un mot tous les actes de la souveraineté. La diète se confédéra le 7 octobre 1788, et nomma pour son maré-

chal, Malakowski. L'acte de confédération contenait plusieurs articles, dont deux surtout avaient une grande signification. L'un portait que la forme actuelle du gouvernement serait maintenue; l'autre qu'on augmenterait l'armée, autant que l'état des finances le permettrait.

Les Russes accueillirent ce projet avec faveur. Le ministre prussien eut ordre de demander des explications au sujet de l'alliance avec la Russie, et remit, le 12 octobre, aux États confédérés, une note portant que, si cette alliance n'avait d'autre but que d'assurer l'intégrité de la Pologne, son maître ne la trouvait pas nécessaire, cette intégrité étant suffisamment garantie par le traité de partage, et que, dans le cas où elle devrait servir à d'autres vues, il serait obligé de prendre de son côté certaines mesures, dont l'Europe ne manquerait pas de s'alarmer. Il ajoutait que la Pologne n'avait à redouter aucune attaque; qu'elle était placée sous la garantie des puissances; qu'aucune d'elles ne songeait à rompre ses obligations, et que le roi de Prusse était prêt à contracter une alliance intime avec la république, si la Pologne croyait avoir besoin de s'unir plus étroitement avec une puissance voisine.

La déclaration de Buchholz produisit dans la diète une agitation extraordinaire. Radziwill et Oginski, chefs du parti prussien, voulaient qu'on votât des remercîments à ce ministre. Dans l'état d'exaltation où se trouvaient les esprits, les résolutions les plus violentes eussent été

prises, si la Russie n'eût ramené le calme dans l'assemblée par une déclaration modeste, et surtout par l'annonce du retrait des troupes qu'elle entretenait en Pologne. On est surpris, au premier abord, de la facilité avec laquelle Catherine parut abandonner un projet dont elle avait désiré l'exécution avec tant d'ardeur. Mais, si l'on réfléchit qu'à cette époque le roi de Suède venait d'envahir la Finlande, on a le secret de cette subite résolution.

La faveur de la Prusse était arrivée à son apogée ; son ministre à Varsovie recevait communication de tous les actes importants ; il était admis aux conférences des membres de la députation, avec le ministre d'Angleterre, qui, de son côté, flattait les Polonais d'une grande ligue projetée contre la Russie et l'Autriche, à la faveur de laquelle il serait aisé à la république de reviser sa constitution, et d'établir ses rapports internationaux d'une manière plus conforme à ses intérêts.

La diète adopta la proposition de porter à 100,000 hommes les troupes de la république ; mais ce chiffre ambitieux n'était pas en rapport avec les ressources du pays. Lorsqu'il fallut établir les impôts nécessaires à l'entretien de l'armée, chacun se récria. Les grands propriétaires, le clergé, les possesseurs de domaines, tous dissimulèrent leur fortune, pour être imposés au-dessous de la valeur réelle de leurs propriétés. Ainsi, la somme des impôts s'étant trouvée inférieure aux calculs sur lesquels on avait fondé l'espoir d'une si puissante

armée, celle-ci fut réduite à 60,000 hommes, et encore ne fut-elle jamais au complet.

L'ambassadeur russe ayant protesté contre les actes de la diète, qu'il représenta comme une infraction à la forme de gouvernement consacrée par le traité de garantie de 1775, sa protestation fut l'objet des plus violents débats. Ceux qui la combattirent se fondaient sur ce principe que, comme puissance indépendante, la Pologne avait le droit de s'administrer suivant ses besoins; d'établir des lois nouvelles et d'abolir les anciennes; que le gouvernement consistait dans la réunion du roi, du sénat et des nonces; que ces trois pouvoirs, légalement réunis, avaient la puissance législative, conséquemment le droit d'apporter à la constitution les changements que les circonstances rendaient nécessaires, et qu'il serait absurde et monstrueux qu'une puissance étrangère prétendît s'y opposer.

Les passions avaient été si vivement exaltées, que les amis de la paix craignaient d'élever la voix. On s'éloignait du ministre russe avec une sorte d'affectation ; on ne tenait aucun compte de ses avis; on refusait d'écouter ses réclamations; on lui témoignait en un mot d'autant plus de mépris qu'on avait montré auparavant plus de bassesse. Le roi, dont la pénétration avait aperçu l'abîme où les partisans de la guerre allaient précipiter la nation, eut le courage (il en fallait alors pour lutter contre l'opinion publique) d'exposer à la diète les malheurs que la guerre entraînerait, et il se prononça pour l'alliance

russe, comme étant plus avantageuse à la Pologne, sous le double point de vue politique et commercial. Il fit observer que l'impératrice, loin de désirer la chute de la république, se prêterait au contraire à toutes les mesures qui auraient pour but de la rendre forte et respectable ; que c'était à Catherine qu'ils devaient la restitution des portions de territoire dont l'Autriche et la Prusse s'étaient emparées, contrairement au traité de partage, et que la provoquer par des manifestations qui avaient un caractère évident, si ce n'est d'hostilité, du moins de mauvais vouloir, était une grande imprudence, au moment où la nation allait s'occuper de réformes ; que c'était se créer des embarras, et peut-être même faire naître des dangers, au milieu desquels la Pologne trouverait sa perte.

L'opinion du roi était celle de la France. La cour de Versailles, dont l'indolence avait laissé consommer le premier partage, voyant alors cette malheureuse république entourée de voisins avides et menacée de nouvelles calamités, avait entrevu que la Russie, par la grandeur de son empire, était celle des puissances qui avait le moins besoin d'agrandissement, et, dans cette persuasion, elle avait conseillé aux Polonais de s'attacher fortement à l'impératrice, quelque pénible que dût leur paraître ce rapprochement. C'était dans l'année 1783 que le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, avait donné ce conseil au palatin de Mazovie. Aucune liaison n'existait à cette époque entre

la France et la Russie. Ce n'était donc point en vue d'un intérêt personnel que le cabinet de Versailles poussait la Pologne dans la voie de cette politique. Il croyait sincèrement que la situation de la république exigeait ce sacrifice.

Les flatteries de la Prusse, ses insinuations, ses promesses, avaient bouleversé les têtes. Le 29 mars 1790, la diète adopta, séance tenante, le traité d'alliance avec Frédéric-Guillaume. Du reste, le moment avait été bien choisi par les ennemis de l'impératrice : c'était celui où la maison d'Autriche, fatiguée de la guerre qu'elle soutenait contre la Turquie, obligée de réprimer la révolte des Pays-Bas, inquiète pour la Hongrie, où régnait une sourde fermentation, allait déposer les armes [1]. La Prusse était à cette époque la puissance prépondérante du continent. D'accord avec l'Angleterre, elle se flattait que les Turcs, n'ayant plus à combattre les Autrichiens, presseraient les Russes au midi, pendant que le roi de Suède pousserait plus activement ses opérations dans le nord, et que l'effet de cette double action serait de forcer Catherine à recevoir les conditions qu'elle-même prétendait dicter.

Mais l'impératrice évita cet écueil en traitant directement avec Gustave. Déjà ce prince avait réfléchi que l'Angleterre et la Prusse lui avaient donné plus de promesses que de secours; qu'il avait compromis ses finances

[1] La convention de Reichenbach est du 27 juillet suivant.

par des emprunts ruineux, et qu'en définitive il n'avait pu conquérir la Finlande. Il accueillit donc avec empressement les ouvertures de l'impératrice, et fit partir pour Varéla, lieu des conférences, le baron d'Armfeld. La discussion ne languit pas; car le besoin de la paix était réciproque. Il y fut arrêté que chaque puissance rendrait ses conquêtes et se renfermerait dans ses anciennes limites. Catherine permit au roi de tirer des blés de la Russie par les ports de la Baltique, sans acquitter ni droits de péage, ni droits de douane.

La paix de Varéla déconcerta la ligue anglo-prussienne. D'autre part, le prince Repnin et Souvorof pressaient de plus en plus les Turcs. La prise d'Ackerman et de Kilia les rendit maîtres des embouchures du Danube; l'escadre ottomane essuya des pertes considérables; enfin, le grand vizir fut de nouveau battu par le prince Repnin, pendant que Souvorof enlevait Ismaïl et menaçait Varna.

La Prusse, effrayée de ces succès, se préparait sérieusement à la guerre. Les Polonais venaient de stipuler les secours qu'ils fourniraient à la Porte, et Gustave, de nouveau sollicité, semblait regretter la paix. Catherine craignit, si le roi de Prusse entrait dans la lutte, de perdre les fruits de ses dernières victoires. Son empire était affaibli, la source de ses revenus presque épuisée, et son ambition paraissait avoir soulevé l'indignation et la colère de l'Europe, qui se plaignait de ne pouvoir, à cause d'elle, mettre un frein aux fureurs révolution-

naires de la France. Dès lors, cette princesse cessa de décliner la médiation des cours de Londres et de Berlin. Elle donna même des instructions si précises à ses plénipotentiaires, que la paix fut conclue à Jassy, le 9 janvier 1791, lorsque le divan s'y attendait le moins. La Porte ne perdit qu'Otschakof et le territoire compris entre le Boug et le Dniester.

La Pologne avait été dans son droit en concluant avec la Prusse un traité d'alliance. C'était seulement une faute grave, ainsi que l'avenir ne tarda pas à le démontrer. Elle était aussi dans les limites de son droit en modifiant sa constitution; car la garantie de la Russie ne pouvait avoir pour effet d'empêcher les réformes que le temps devait amener. Son tort fut d'avoir agi par entraînement plutôt que par raison. Le parti qui triomphait alors paraissait frappé de vertige. Il voyait la Russie engagée dans une guerre terrible, où, malgré ses victoires, elle consumait ses forces; il venait de voir l'Autriche abandonner son alliance; il se crut autorisé à être injuste. Les Russes avaient formé en Pologne des magasins considérables, ils avaient tout acheté à des prix fort élevés et payé comptant. L'opposition obtint que ces magasins seraient évacués et que les troupes qui les gardaient sortiraient immédiatement des terres de la république.

Outre l'intérêt politique par lequel Frédéric-Guillaume avait été guidé, et qui consistait à soustraire l'empire ottoman aux coups de la Russie, le roi s'en était proposé un autre plus direct qu'il ne tarda pas à dévoiler. Le

traité d'alliance devait être suivi d'un traité de commerce, dont la première condition était la cession de Thorn et de Dantzig. Les produits de la Pologne descendaient à Dantzig par la Vistule. La possession de cette ville, en rendant la Prusse maîtresse de tout le cours de la Vistule, aurait donc aneanti le commerce de la Pologne, par les droits dont il aurait plu au roi de Prusse de le frapper.

Ce prince offrait en échange le secours d'un corps d'infanterie proportionné à la cavalerie polonaise, ainsi qu'une diminution des droits de douane sur l'exportation des produits polonais. Il gênait à dessein le commerce de la république. Chaque jour Dantzig voyait diminuer sa population, et cette ville, resserrée par les provinces prussiennes, était exposée à voir tarir entièrement la source de sa prospérité. Les marchandises polonaises importées à Dantzig, ou sortant de cette ville, étaient frappées d'un droit de 12 pour 100, tandis que ce droit n'était que de 2 pour 100 lorsqu'elles suivaient la route d'Elbing et de Stettin.

Le roi de Pologne ayant écrit directement à Frédéric-Guillaume pour le prier de faire cesser les maux dont se plaignaient ses sujets, celui-ci fit proposer à la diète une nouvelle transaction par laquelle les droits de péage établis sur la Vistule seraient abaissés, si la république voulait, pour le dédommager des pertes que cet abaissement de droits ferait éprouver à son trésor, lui céder Thorn et Dantzig. Ces deux villes, ajoutait-il, ne sont qu'un

embarras pour la Pologne, tandis que la Prusse trouverait dans cette acquisition le complément de sa défense.

Les Polonais, en se séparant de la Russie, s'étaient mis dans la nécessité de subir les lois de la Prusse. Il eût été plus sage de profiter, à cette époque, des dispositions de l'impératrice, qui, au lieu de gêner le commerce de la Pologne, avait au contraire affranchi de toute espèce de droits l'exportation des denrées de ce pays à Kherson. Cette ville, en devenant par la suite le principal entrepôt des marchandises polonaises, avait l'avantage sur Dantzig, dont la voie était embarrassée d'entraves ruineuses, de leur ouvrir un large débouché par la mer Noire. D'ailleurs, la plupart des produits exportés par Dantzig, Elbing et Kœnigsberg, se récoltaient dans les provinces voisines du Pont-Euxin, et rien n'était plus facile que de les faire descendre à Ackerman par le Dniester, à Otschakof par le Boug, et à Kherson par le Dnieper. Catherine n'avait pas borné là ses faveurs. Par l'oukase du 29 septembre 1784, elle avait décrété que les marchandises de la Pologne qui prendraient la route de Kherson jouiraient des mêmes avantages que les productions russes de même nature. Elle affranchit en outre l'introduction dans son empire des denrées de la Pologne par le gouvernement d'Ekaterinoslaf.

La proposition de la Prusse avait rencontré dans la diète une si grande opposition, que le roi n'insista pas, résolu d'y revenir dans un moment plus opportun. Il se borna donc au traité d'alliance, tenant à honneur, disait-

il, d'être l'ami d'une nation aussi brave que noble. Luchesini, son ministre à Varsovie, ayant insinué que l'impératrice avait offert à son maître la possession de toute la Grande-Pologne, à la seule condition qu'il resterait neutre dans la guerre de Turquie, la diète, sans examiner si cette insinuation avait quelque fondement, vota le projet d'alliance (20 mars 1790), et consentit même à reprendre immédiatement les négociations relatives au traité de commerce.

En effet, elle s'en occupa sur-le-champ. Mais Thorn et Dantzig étaient toujours l'obstacle insurmontable. Les ministres d'Angleterre et de Hollande faisaient observer que le roi de Prusse pouvant ruiner le commerce de la Pologne, il serait plus sage de consentir à ce sacrifice, moyennant un dédommagement convenable. Plusieurs membres de la diète se montraient favorables à la cession des deux villes, dans l'espoir de s'attacher plus étroitement Frédéric-Guillaume. La majorité cependant continuait à lutter contre ces dangereuses influences. Elle affirmait que les productions de la Pologne ne pouvaient soutenir la concurrence sur les marchés de la Silésie, du Brandebourg et de la Prusse, dont la prospérité semblait exiger l'anéantissement du commerce de la république. Cette opinion prévalut, appuyée par le parti russe, qui fit en outre décréter l'intégrité de la Pologne.

Frédéric-Guillaume n'en témoigna publiquement aucun chagrin. Il s'empressa même de féliciter le roi et la diète de la révolution qui venait de donner à la Pologne

une constitution régulière. Cette constitution du 3 mai était en effet, malgré ses imperfections, un progrès sensible. En rendant la couronne héréditaire, elle détruisait l'influence que les puissances étrangères avaient exercée sur les élections, influence fatale qui perpétuait l'anarchie, devenue en quelque sorte une des conditions de cette malheureuse république. Elle établissait deux Chambres, définissait la prérogative royale et couvrait la responsabilité du roi par la signature des ministres. Les villes, qui ne jouissaient auparavant d'aucun droit politique, devaient avoir désormais leurs représentants à la diète. La carrière des emplois publics fut ouverte aux bourgeois, et, afin d'affaiblir en l'étendant la puissance oligarchique, dont la Pologne avait éprouvé les inconvénients, chaque diète était obligée de conférer des titres de noblesse à un certain nombre de bourgeois.

Habitués à regarder la nation comme circonscrite dans une classe, les législateurs polonais n'avaient pu s'affranchir de cette influence. Au lieu d'abattre les barrières de l'aristocratie, ils se bornèrent à les abaisser; au lieu de renoncer à leurs privilèges, ils aimèrent mieux les rendre accessibles à la bourgeoisie; ils conservèrent ainsi à la nouvelle constitution le caractère aristocratique de l'ancienne. Les nobles eurent leurs colléges électoraux, les plébéiens les leurs; égaux, il est vrai, mais distincts. Ceux-ci, en devenant représentants à la diète, officiers à l'armée, employés dans toutes les branches de l'administration, ne devenaient cependant gen-

tilshommes que lorsqu'ils étaient parvenus aux degrés supérieurs.

Un autre vice, dans lequel la Commission avait entraîné la diète, était la trop grande division de la puissance exécutive. Plusieurs Commissions, dont le roi n'était que le président, administraient toutes les affaires du royaume, guerre, justice, finances, etc., sous le contrôle de la diète, qui réunissait ainsi dans ses mains tous les pouvoirs. Or, dans un pays où les assemblées publiques étaient si nombreuses, les passions si mobiles, les intérêts si divers, les préjugés si profonds, une constitution aussi vicieuse aurait ramené tôt ou tard tous les anciens désordres.

C'était dans la Chambre des nonces qu'étaient d'abord discutés les projets de lois, les impôts et les emprunts publics, les déclarations de guerre, les traités de paix et d'alliance. Le sénat, composé des évêques, des palatins, des castellans et des ministres du roi, n'était à proprement parler qu'un conseil royal. L'initiative des lois était réservée à la Chambre des nonces. Le sénat pouvait suspendre les décisions de la diète; mais, si la loi revenait devant lui, après un second vote, il ne pouvait refuser sa sanction.

La tolérance de tous les cultes fut reconnue loi de l'État; le *liberum veto* aboli, ainsi que l'usage des confédérations, dont les factions avaient tant abusé. Le pouvoir judiciaire, en devenant indépendant, assura la bonne administration de la justice. Il fut créé deux

juridictions, une de première instance dans chaque palatinat, et des tribunaux d'appel dans chaque province. Les juges devaient être élus dans les diétines. Un tribunal supérieur, composé des membres des états, et nommé à l'ouverture de l'assemblée, connaissait en outre des crimes contre la nation et le roi. La liberté se trouvait par là garantie et contre les dangers du despotisme et contre ceux de l'anarchie.

Cette constitution, qui avait réuni la presque unanimité des suffrages, fut partout accueillie avec faveur. L'empereur Léopold, le roi de Prusse, le pape, la Russie elle-même avaient adressé à Stanislas-Auguste soit des félicitations, soit des assurances de paix. Il semblait donc qu'à cette époque les ennemis de la Pologne se fussent évanouis. Cependant quelques jours s'étaient à peine écoulés que ces dispositions bienveillantes avaient fait place à des projets tout contraires, dont il convient de faire connaître les causes.

Lorsque Léopold était monté sur le trône, l'ébranlement de la monarchie autrichienne, autant que la nature de son esprit, ami de la paix, lui avaient inspiré le désir de se retirer de la lutte. Ce désir était aussi celui du roi de Prusse. Dans la pensée de ce prince, la monarchie prussienne, agrandie et fortifiée par son prédécesseur, n'avait qu'un danger à courir, celui d'une alliance entre la Russie et l'Autriche. Or, dès que ce danger se trouvait écarté, il ne voyait plus d'inconvénient à se rapprocher de la cour de Vienne. Tel avait été le motif de la conven-

tion de Reichenbach. Considérant ensuite que le mouvement révolutionnaire de la France menaçait le repos de l'Europe, les deux souverains avaient songé à s'unir plus étroitement. Ce fut le but de la conférence de Pilnitz (septembre 1791), où furent posées les bases du traité de Vienne.

La mort de l'empereur Léopold, arrivée le 1er mars 1792, opéra le rapprochement de la Prusse et de la Russie. Frédéric-Guillaume, qu'une pensée unique occupait alors, à savoir une croisade contre la Révolution française, croisade dont il voulait être le héros, avait besoin d'être rassuré sur les intentions de ses voisins. Catherine, ayant aperçu le parti qu'elle pouvait tirer des dispositions du roi, s'empressa de donner son approbation au traité de Pilnitz; mais elle y mit pour condition que Frédéric-Guillaume romprait son alliance avec la Pologne. Quoique cette clause fût restée secrète, dès ce moment le ministre prussien à Varsovie changea de langage. La constitution du 3 mai, dont il avait loué la sagesse, ne fut plus regardée que comme une œuvre révolutionnaire. On affectait d'établir une certaine solidarité entre les excès des jacobins et les efforts des Polonais pour réformer leurs lois. Déjà même le bruit d'un second partage circulait publiquement. Stanislas-Auguste, effrayé de ces rumeurs, en instruisit les ministres étrangers, dont les réponses vagues ne firent que redoubler les craintes des Polonais. Le ministre d'Autriche déclara que sa cour n'en avait pas

connaissance; celui de Russie qu'il n'avait reçu aucune instruction à ce sujet, et Luchesini que son maître était devenu tout à fait étranger à ce qui se passait en Pologne.

Stanislas-Auguste comprit alors que la république était menacée de nouveaux dangers. Il proposa d'adopter sur-le-champ des mesures énergiques, afin de mettre le pays en état de défense; il voulait qu'on armât la noblesse et la bourgeoisie. Mais les meneurs de la diète combattirent cet avis avec chaleur, dans la crainte que le tiers état, si on lui donnait des armes, ne vînt à s'emparer du gouvernement. Il n'y avait cependant que deux partis à prendre : ou vivre en paix avec la Russie, ou, si la lutte devenait inévitable, faire jaillir des entrailles du peuple un cri d'indépendance et de liberté.

La paix de Jassy ayant laissé à Catherine l'emploi de ses forces, cette princesse ne quitta plus des yeux la Pologne. Rien ne pouvait plus alors gêner sa politique. La Suède avait désarmé; l'Angleterre, ayant repris à Pétersbourg son ancienne position commerciale, avait entraîné la Hollande dans sa défection; le roi de Prusse lui avait sacrifié son alliance; la Turquie sortait à peine d'une guerre où ses forces s'étaient épuisées, et la France tournait toute son énergie contre elle-même.

Catherine convoqua à Pétersbourg les chefs de son parti : Rzewski, vieilli par un séjour de cinq ans en Sibérie, où il avait appris à ramper devant ses oppresseurs; Félix Potocki, qui avait rêvé la couronne de Po-

logne et qui aspirait maintenant à succéder à Stanislas-Auguste. Issu d'une illustre famille, rien ne manquait à sa grandeur, ni la fortune, ni l'éclat de la parole, ni les talents politiques. Le désir d'une vaine gloire tourna toutes ces qualités à la ruine de sa patrie. Branicki, jadis l'agent des amours de Catherine et de Poniatowski, compléta ce triumvirat honteux. Il était resté l'ami du roi, qu'il s'attachait à maintenir dans la dépendance de la Russie. Son mariage avec une nièce du prince Potemkin en avait fait en outre un des hommes les plus considérables de la Pologne.

De Pétersbourg, où avaient été arrêtées, dans un conciliabule secret, les mesures qui devaient achever la ruine de leur patrie, ces trois Polonais se rendirent à Targowice, petite ville du palatinat de Braclaw, et firent signer à leurs partisans, le 14 mai 1792, une confédération sous la protection de la Russie. Quatre jours après, le ministre russe Boulgakof, qui avait remplacé Stackelberg à Varsovie, déclara publiquement que, sollicitée par plusieurs Polonais d'un rang élevé, l'impératrice avait envoyé l'ordre à ses troupes d'entrer en Pologne, en vertu de la garantie, pour y rétablir l'ancienne forme de gouvernement. Il rappela dans sa déclaration que la constitution avait été violée; que la diète, au lieu d'être libre, s'était formée sous le nœud de la confédération, et s'était prolongée au delà du terme fixé par la loi; que la Pologne n'avait cessé, pendant la guerre de Turquie, d'entraver les opérations des troupes russes, en nuisant à leurs ap-

provisionnements et surtout en exigeant brusquement l'évacuation des magasins qu'elles avaient formés sur le territoire de la république. Catherine s'y plaignait en outre d'avoir été insultée dans le sein même de la diète, et elle considérait comme une trahison la démarche faite auprès de la Porte ottomane pour une alliance offensive et défensive contre son empire.

Les Polonais auraient pu répondre que l'acte de confédération, loin d'être une protestation contre la Russie, avait été concerté avec le ministre de cette puissance; que la prolongation de la diète n'était point une nouveauté; car, sans remonter bien haut dans les annales de la Pologne, celle de 1775 avait duré deux ans; et qu'enfin l'envoi d'un ministre à Constantinople n'avait été ni prévu ni défendu par la constitution.

Du reste, la diète reçut la déclaration de guerre avec dignité. Elle décréta qu'on lèverait deux régiments de Tartares, deux de Cosaques et quatre régiments de volontaires; que les milices des palatinats seraient organisées, et que la république, pour subvenir aux dépenses de la guerre, contracterait un emprunt de vingt millions. Mais ces mesures étaient tardives. Bientôt même on se refroidit, et la consternation fit place à l'enthousiasme[1].

La diète avait transmis à Luchesini le manifeste de la Russie et réclamé les secours stipulés par son traité

[1] *Histoire de la révolution de Pologne en* 1794, par Zaïonczek. Paris, 1797. In-8°.

d'alliance avec la Prusse. Stanislas-Auguste écrivit lui-même, le 31 mai, à Frédéric-Guillaume. Luchesini répondit que son maître, n'ayant pris aucune part à la constitution du 3 mai, n'était point lié par le traité en question ; mais la réponse du roi mérite plus particulièrement d'être rapportée.

« J'avouerai avec franchise, disait-il, qu'après ce qui s'est passé depuis un an, il était aisé de prévoir les embarras dans lesquels la Pologne se trouve aujourd'hui engagée. Dans plus d'une occasion, le marquis de Luchesini en a manifesté ses justes appréhensions. En regardant d'un œil tranquille la nouvelle constitution que la république s'est donnée à mon insu, je n'ai jamais songé à la soutenir ni à la protéger. J'ai prédit au contraire que ces mesures provoqueraient le ressentiment de l'impératrice et attireraient à la Pologne les maux qu'on prétendait éviter. L'événement a justifié mes appréhensions..... Votre Majesté sentira donc que les choses ayant entièrement changé depuis l'alliance que j'ai contractée avec elle, et les conjonctures présentes, amenées par la constitution du 3 mai, n'étant point applicables aux engagements qui s'y trouvent stipulés, il ne tient pas à moi de déférer à son attente. (8 juin.) »

Les vrais motifs du changement de Frédéric-Guillaume étaient d'une part l'effroi que lui inspirait la Révolution française, dont il désirait avec ardeur réprimer les excès, et de l'autre la crainte d'avoir à combattre les

Russes pendant que ses troupes seraient occupées contre la France. Il avait donc renoué ses liens avec l'impératrice, et résolu, par un accord secret, la ruine de la Pologne.

Cette lettre, en faisant évanouir les dernières illusions des Polonais, leur fit comprendre en même temps qu'ils ne devaient plus compter que sur eux-mêmes. Malheureusement ils ne vivaient plus dans ces siècles si glorieux pour eux, où le patriotisme embrasait toutes les âmes. La diète s'était séparée le 29 mai, se réservant de reprendre ses travaux, si les circonstances devenaient plus graves. C'était une grande faute et presque une désertion, au moment où la patrie était menacée d'une redoutable invasion. Elle avait investi le roi d'une sorte de dictature, oubliant que ce prince, par la nature de son esprit et par des souvenirs dont il ne pouvait complétement se dégager, était peu capable de l'exercer. D'ailleurs, la lenteur que la diète avait apportée dans ses opérations fut continuée par la Commission de la guerre. Les membres de cette Commission étaient au-dessous de leur tâche. Les uns, ouvertement dévoués à la Russie, les autres, effrayés de la responsabilité qui pesait sur eux, semblèrent laisser au hasard le soin de sauver la Pologne. Il y avait en outre un vice qui frappait leurs mesures d'impuissance. Les impôts rentraient lentement, lorsqu'il eût fallu tenir pour ainsi dire dans la main toutes les ressources de la nation. Aussi, l'habillement, l'équipement et l'armement des troupes s'en

ressentirent. La plupart des régiments n'avaient qu'un seul bataillon ; l'artillerie était mal exercée ; les généraux n'avaient jamais commandé ; plusieurs même n'avaient jamais fait la guerre. Les charges étant vénales, les officiers étaient sans expérience, et enfin, pour dernier trait au tableau, les soldats étaient presque de nouvelles recrues et ils manquaient des choses les plus nécessaires[1].

Déjà cependant les Russes avaient franchi la frontière et envahi plusieurs districts. Une armée de 50,000 hommes, commandée par le général Kochowski, était entrée en Ukraine (22 mai). Une division de 20,000 hommes, sous les ordres de Kreczetnikof, se dirigeait sur la Lithuanie. Depuis Riga jusqu'à Kaminiek, leurs troupes formaient un cordon formidable. La confédération de Targowice, auprès de laquelle résidait un ministre russe, avec le titre de ministre plénipotentiaire, entra sur le territoire de l'Ukraine, à la suite de l'armée. Une autre confédération s'était formée en Lithuanie, sous les mêmes auspices. Elles se réunirent peu de temps après, et Brzesc sur le Boug, où la fusion s'effectua, fut dès lors considérée comme le siége du gouvernement légitime. A mesure que les Russes s'avançaient dans le centre de la Pologne, la noblesse des palatinats, soit crainte, soit conviction ou intérêt, s'empressait d'adhérer à la confédération. Le peuple et les paysans

[1] *Histoire de la révolution de Pologne en 1797*, par Zaïonczek.

se tenaient tranquilles et presque indifférents sur leurs destinées. Ce n'était proprement qu'à Varsovie et dans deux ou trois grandes villes qu'on remarquait une vive agitation.

Le roi avait confié le commandement de l'armée de l'Ukraine à son neveu Joseph Poniatowski, esprit frivole et sans expérience, qui ne l'avait accepté qu'avec répugnance. A peine trouva-t-il quelques mille hommes en état de combattre. Il eût désespéré de la fortune, s'il n'avait eu le bonheur de rencontrer dans Kosciuszko, qui commandait sous ses ordres, un de ces hommes intrépides, ardents dans leurs convictions, fermes dans leurs desseins, qui savent relever les espérances abattues. Les troupes de la république occupaient les woïwodies de Braclaw et de Kiow. On travaillait, à Dobno, à former un camp de 12,000 hommes. L'armée de Lithuanie, où l'on avait envoyé le prince de Wurtemberg, comptait environ 8,000 hommes, 3,000 à Wilna et 5,000 à Grodno, mais la plupart sans armes.

Pour s'opposer à l'armée russe, qui s'avançait sur trois colonnes dans un pays plat et sans forteresses, Poniatowski avait partagé la sienne en trois corps. Il garda le commandement du premier, donna le second à Kosciuszko et confia le troisième à Wielhorski. Les Polonais défendaient chaque poste avec une grande bravoure. Cependant la crainte d'être séparés les uns des autres les fit se replier sur Polonna, où se trouvaient leurs magasins. Les Russes, ayant précipité leur marche, batti-

rent un de leurs corps et arrivèrent à Polonna presque en même temps que l'armée polonaise. La place était si mal fortifiée que l'armée ne put s'y maintenir. Kosciuszko, chargé de contenir l'ennemi, s'en acquitta heureusement. Les Polonais, poursuivis par la division Markof, avaient opéré leur retraite sur Ostrog, position excellente, mais dépourvue de munitions. Ils furent en conséquence forcés de continuer leur mouvement rétrograde jusqu'à Dobno, sans cesser d'être poursuivis. C'est là qu'on avait commencé la formation d'un camp de 12,000 hommes, pour lequel on avait réuni des approvisionnements considérables. L'armée espérait donc y trouver quelque repos, lorsqu'elle reçut l'ordre de se retirer sur le Boug, pour en défendre le passage depuis Dubienka jusqu'à Opalin.

Zabiello, qui avait reçu les mêmes ordres, ne tarda pas à se rendre à son poste avec l'armée de la Lithuanie, dont le commandement venait d'être retiré au prince de Wurtemberg. Judicki ne l'avait exercé que peu de temps; car, battu près de Mir, il avait été remplacé par Zabiello, qui avait trouvé l'armée dans un effroyable désordre.

Le Boug prend sa source en Gallicie et se dirige du midi au nord, le long de cette province, jusqu'à Dubienka. De là, il coule partie en Pologne, partie en Lithuanie, jusqu'auprès de Zakroczim, où il se jette dans la Vistule, à quelques milles de Varsovie. Son lit est large, mais peu profond. La défense de Dubienka fut confiée à Kosciuszko. Poniatowski se plaça au-dessous

de cette ville avec sa division, tandis que Wielhorski fut chargé de couvrir Opalin. Zabiello occupa tout l'espace compris entre cette ville et Brzesc, où quelques jours après il concentra toutes ses forces.

Ici commencent les dernières douleurs de la Pologne. Le 17 juillet, 18,000 Russes, commandés par Kochowski, attaquèrent à Dubienka la division de Kosciuszko, qui les repoussa. Les Russes s'étant alors jetés du côté de la Gallicie avec le dessein de tourner la position, Kosciuszko fut obligé de se retirer sur Krasnystaw.

Pendant ce temps, le roi avait continué de négocier. Dans l'espoir de séparer les intérêts de la Russie de ceux de la Prusse, il avait offert le trône de Pologne pour le second des petits-fils de Catherine, le prince Constantin. L'impératrice refusa cette offre et pressa le roi d'adhérer à la confédération de Targowice. Stanislas-Auguste, voyant alors clairement qu'une défense vigoureuse était le seul moyen qui restât de sauver la Pologne, publia un manifeste pour appeler aux armes la nation tout entière. « Nous remettons, disait-il, à la vertu de chaque citoyen les destinées de la patrie et les nôtres. Nous voulons partager tous ses dangers et mourir avec elle. »

Mais bientôt les revers éprouvés par les troupes de la république firent craindre de plus grands malheurs. Dans cette cruelle extrémité, le conseil de guerre supplia le roi de s'adresser directement à l'impératrice, et de demander au général russe un armistice jusqu'au

retour du courrier qui devait rapporter la réponse de cette princesse. Le roi écrivit donc la lettre suivante, dont nous n'avons supprimé que les phrases les moins importantes :

Varsovie, 22 juin 1792.

« MADAME MA SOEUR,

« Je n'emploierai ni détours ni longueurs ; elles ne conviennent point à ma situation. Je vais m'expliquer avec franchise ; daignez me lire avec bonté et sans préoccupation. Il vous importe à vous, madame, d'influer en Pologne et de pouvoir y faire passer vos troupes, toutes les fois que vous voudrez vous occuper ou des Turcs ou de l'Europe. Il nous importe à nous d'être à l'abri des révolutions continuelles, dont chaque interrègne doit nécessairement devenir la cause, en y appelant tous nos voisins, et en nous armant nous-mêmes les uns contre les autres. Il nous importe enfin d'avoir un gouvernement intérieur mieux réglé.

« Or, voici le moment de concilier tout cela. Donnez-moi pour successeur votre petit-fils, le prince Constantin ; qu'une alliance perpétuelle unisse les deux pays, et qu'un traité de commerce y soit joint. Jamais les circonstances n'ont rendu plus facile l'exécution de ce plan.

« La diète m'a donné le pouvoir de faire un armistice, mais non de conclure la paix. Je commence donc par vous prier, par vous conjurer de nous accorder au plus tôt une suspension d'armes, et j'ose vous répondre du reste, pourvu que vous m'en laissiez le temps et les moyens. Il

se fait ici actuellement un si grand changement dans les esprits, que ces propositions y seraient accueillies avec enthousiasme. Mais je ne dois pas vous cacher que, si vous exigiez à la rigueur ce que porte votre déclaration, il ne serait plus en mon pouvoir de faire ce que je désire avec tant d'ardeur. »

En attendant la réponse de l'impératrice, le général russe informa le roi qu'un armistice ne pouvait avoir lieu, tant qu'il existerait en Pologne un parti qui refuserait de s'unir aux confédérés, et qu'il fallait accéder à la confédération ou mettre bas les armes (27 juin). La guerre continua donc. Les Polonais affaiblis, découragés et manquant de tout, ne se bornèrent plus qu'à fermer aux Russes le chemin de Varsovie. En conséquence, les corps de réserve placés à Brzesc et à Bilok furent renforcés; les troupes de l'Ukraine, sous les ordres du prince Poniatowski, remportèrent à Zielince un avantage assez considérable contre une division de l'armée ennemie; mais les Russes n'en continuèrent pas moins à s'avancer vers la capitale, dans la direction de Lubonil, de Wlodava et de Brzesc.

L'armée de la république, réduite alors à 35,000 hommes dans un affreux dénûment, reçut l'ordre de se replier sur Varsovie et de prendre position à Granne, sur le Boug, entre Grodno et Varsovie. On tira de la réserve de Praga un corps de troupes qui fut dirigé vers le confluent du Boug et de la Vistule; mais il était facile de prévoir que la lutte ne serait pas longue.

Depuis que la Prusse s'était rapprochée de la Russie, elle avait tenu ses regards attachés sur la Pologne, comme un vautour sur sa proie. La noblesse de la Grande-Pologne ayant témoigné le désir de prendre les armes contre les ennemis de la constitution du 3 mai, le roi de Prusse avait réprimé cet élan généreux, et déclaré avec une certaine hauteur que, si les Polonais ne se hâtaient d'accéder aux vœux de Catherine, il ferait entrer ses troupes sur les terres de la république. Déjà même on pouvait remarquer dans l'armée prussienne des mouvements qui semblaient annoncer l'exécution prochaine de cette menace.

Telle était la situation de ces malheureux Polonais, lorsque Stanislas-Auguste reçut la réponse de l'impératrice ; elle était conçue en ces termes :

« Monsieur mon frère,

« J'ai reçu la lettre qu'il a plu à Votre Majesté de m'écrire, le 22 juin. Je me conforme volontiers à son désir d'écarter toute discussion directe entre nous, sur ce qui a produit la crise actuelle des affaires. Il s'agit de rendre à la république son ancienne liberté et sa forme de gouvernement garantie par nos traités avec elle, et renversée violemment par la révolution du 3 mai, au mépris des lois sacrées de la justice. C'est donc en entrant dans des vues aussi saines, que Votre Majesté pourra me convaincre de la sincérité des dispositions qu'elle me témoigne et du désir qu'elle a

de concourir au véritable bien de la Pologne. La plus saine partie de la nation vient de se confédérer pour réclamer ses droits injustement ravis. Je lui ai promis mon appui, et je me flatte que Votre Majesté ne voudra pas attendre la dernière extrémité pour se rendre à des vœux aussi prononcés, et qu'en accédant promptement à la confédération formée sous mes auspices, elle me mettra à même, conformément à mes souhaits les plus sincères, de pouvoir me dire, monsieur mon frère, de Votre Majesté, la bonne sœur, amie et voisine. »

La dernière illusion des Polonais s'étant évanouie avec cette lettre, la situation de la république s'offrit alors à tous les yeux sous les plus sombres couleurs. Les ressources étaient épuisées ; il ne restait plus dans les caisses de l'État que 300,000 francs. D'un autre côté, les Russes continuaient à marcher vers la capitale, et l'on redoutait en outre d'apprendre à chaque instant que les Prussiens étaient entrés sur le territoire de la Pologne.

Le jour même où il avait reçu la réponse de l'impératrice, Stanislas-Auguste avait convoqué le conseil de surveillance. Sept membres votèrent pour l'accession à la confédération ; cinq émirent un avis contraire. Ces derniers auraient voulu que le roi se rendît au camp ; qu'il risquât une bataille, et, s'il était battu, qu'il se retirât dans la Gallicie ou en Hongrie. S'il eût suivi ce conseil, les Polonais n'auraient plus eu qu'à s'ensevelir sous les ruines de la république ; car leur résistance,

quelque noble, quelque héroïque qu'elle eût été, aurait autorisé toutes les horreurs de la guerre. Le roi préféra se réunir aux voix de la majorité, et il signa, le 23 juillet 1792, la déclaration suivante : « J'accède avec toute l'armée à la confédération de Targowice, dans l'espoir que les mesures proposées par l'impératrice rendront le bonheur à mon pays. »

Cette résolution fut accueillie par les troupes et par les partisans exagérés de la constitution du 3 mai avec une injuste sévérité. Les uns étaient égarés par l'amour de la patrie, les autres par la haine qu'ils portaient au roi, dont la personne fut attaquée dans des libelles injurieux et pleins de fiel. La consternation était universelle. Les deux maréchaux de la diète quittèrent Varsovie, où le peuple ne cachait plus ni sa douleur ni ses craintes.

Par le seul fait de l'accession du roi à la confédération, le gouvernement avait passé tout entier dans les mains des confédérés, qui songèrent alors à donner un centre à leurs opérations par l'établissement d'une généralité, sorte de gouvernement provisoire. Tous les fonctionnaires publics furent destitués, les décrets de la diète anéantis, les tribunaux ordinaires remplacés par un tribunal de confédération, et à la commission de guerre furent substitués deux grands généraux de la couronne, un pour la Pologne, l'autre pour la Lithuanie, comme sous l'ancienne constitution.

La Généralité, devenue un instrument dans les mains

des Russes, leur livra la forteresse de Kaminieck, qui les rendit maîtres de la Podolie; fit transporter dans l'arsenal de Varsovie toute l'artillerie de la république, qui se trouva par ce moyen à leur disposition, et distribua les troupes nationales en Ukraine et en Volhynie, au milieu des troupes russes. Une partie de ces troupes se voyant condamnées à la misère, menacées d'être licenciées, et contraintes d'assister à la ruine de leur patrie, sans pouvoir s'y opposer, se laissèrent engager au service de la Russie.

Pendant ce temps, Branicki, à la tête de quinze députés envoyés par la Généralité, mettait aux pieds de Catherine les hommages des confédérés, et la félicitait d'avoir arrêté, par sa fermeté et sa sagesse, les progrès de l'esprit monarchique. Les députés ayant parlé d'un traité d'alliance, l'impératrice ne fit aucune réponse. Les circonstances n'étaient plus les mêmes et probablement aussi ses desseins à l'égard de la république.

On attendait avec une vive inquiétude l'ouverture de la diète convoquée à Grodno; car les bruits d'un nouveau partage, répandus au commencement de cette guerre, prenaient maintenant beaucoup de consistance. La diète avait à peine commencé ses travaux, que la Prusse annonça publiquement (16 janvier) qu'un corps de troupes, sous le commandement du général Mollendorf, venait d'entrer en Pologne; qu'elle en avait informé les cours de Vienne et de Pétersbourg, et que cette mesure, approuvée par ces deux cours, était fondée sur la nécessité

de préserver ses États du foyer révolutionnaire qui menaçait d'embraser toute l'Europe. Le 24 février suivant, elle annonça qu'elle avait occupé Dantzig et son territoire, avec le consentement des autres puissances. En effet, Frédéric-Guillaume, qui venait de terminer un arrangement avec l'Angleterre, avait fait de l'occupation de cette ville une condition expresse de la continuation de la guerre contre la République française.

En réponse à la déclaration du 16 février, le chancelier Malakowski demanda la retraite immédiate des troupes étrangères. Les confédérés eurent recours à des protestations vigoureuses; ils annoncèrent que, dans aucun cas, ils ne prendraient part à une négociation qui tendrait à séparer la moindre partie du territoire de la république, et l'on put croire en effet que la diète était disposée à s'opposer par les armes à de nouveaux projets de spoliation, lorsqu'on la vit convoquer le ban et l'arrière-ban de la pospolite. Mais le ministre russe arrêta cet élan. Il fit remettre à la diète, le 20 février, une note dans laquelle il témoignait sa surprise au sujet de cette mesure, dont il n'avait pas été prévenu, et il engageait la Généralité à s'interdire à l'avenir toute démarche précipitée qui pourrait attirer sur la Pologne les forces d'une puissance aussi redoutable que la Prusse.

La Généralité ayant reçu à Grodno l'ordre de s'y constituer en diète, le roi fut contraint de s'y rendre (22 avril). Mais déjà les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin avaient réglé leurs nouvelles limites, aux dépens

du territoire de la république (25 mars et 29 avril). Leurs déclarations, que Sievers remit le 9 avril à la confédération générale de Grodno, et dont le colonel Igelstrom, commandant les troupes russes à Varsovie, donna communication au corps diplomatique, portaient que, « pour étouffer le foyer des troubles révolutionnaires, l'impératrice et le roi de Prusse avaient jugé nécessaire de renfermer la Pologne dans des bornes plus étroites et de constituer son gouvernement de telle sorte qu'il eût cependant assez d'activité et d'énergie pour réprimer les désordres et dominer les factions. »

Pendant ce temps, on employait la terreur pour soumettre les esprits. Igelstrom s'était rendu maître des subsistances de Varsovie, en mettant l'embargo sur tous les bâtiments chargés de grains pour cette ville. Dans les provinces envahies, les habitants avaient été forcés de prêter serment aux nouveaux possesseurs. Le roi déplorait amèrement les malheurs de la république. Il aurait voulu s'interdire toute participation à des mesures violentes qui tendaient à la ruine de la Pologne. Mais Catherine le contraignit à garder une couronne dont le poids accablait son front. « Toutes les raisons de bienséance, écrivait-elle à son ambassadeur, exigent qu'il tienne entre les mains les rênes de l'État, jusqu'à ce qu'il l'ait tiré de la crise actuelle. C'est à ce prix que je pourrai me résoudre à lui assurer un sort heureux dans la retraite qu'il médite. »

Depuis que la Généralité, devenue l'instrument des

trois puissances, eut déclaré (11 mai) incapables d'élire ou d'être élus tous ceux qui n'avaient point accédé à la confédération de Targowice, ou qui, y ayant accédé, avaient ensuite protesté contre ses décisions, les confédérés les plus ardents se répandirent dans les palatinats, employèrent la fraude et la violence pour défendre l'entrée des diétines aux hommes courageux dont ils redoutaient l'influence, tandis qu'ils y entraînaient les citoyens timides, dont ils étaient sûrs de diriger les volontés. Les troupes russes, qui se tenaient à peu de distance de ces réunions, paraissaient toujours prêtes à seconder les actes les plus arbitraires, et, dans plus d'un endroit, les officiers désignèrent eux-mêmes les nonces sur lesquels devaient se porter les suffrages des électeurs.

On comprend qu'une diète ainsi composée résistât faiblement aux desseins des puissances étrangères. Il faut cependant le dire, à la gloire de quelques hommes courageux, plusieurs voix se firent entendre pour flétrir ces manœuvres odieuses, et pour protester contre la force qui tenait la république asservie. Walewski, maréchal de la diète, ayant refusé de prendre les voix sur des propositions qu'il ne croyait pas devoir écouter, sortit de la salle, malgré les menaces de Sievers, qui fit aussitôt confisquer ses biens. Dans le sénat, on ne compta jamais plus de dix membres ; à la chambre des nonces, on remarqua que quinze woïvodies n'avaient envoyé aucun député à la diète.

Le roi, en ouvrant l'assemblée (17 juin), exprima ses

craintes sur le sort qui menaçait la Pologne, et fut d'avis de recourir à la voie des négociations comme à la seule qui pût sauver la république, si le salut était encore possible. On eut la pensée de réclamer la médiation de l'Autriche; on se flattait encore de séparer les intérêts de la Russie de ceux de la Prusse; mais cette illusion s'évanouit, lorsque le 19 juin les ministres de ces deux cours eurent demandé par une note collective que la diète nommât des délégués, munis de pleins pouvoirs, pour traiter d'un nouveau partage. En vain Kossakowski appuya la demande. La diète se borna à désigner une députation (23 juin) chargée de s'entendre avec le ministre russe sur l'objet de la délégation.

Sievers, ayant donné l'ordre aux troupes russes d'entourer la salle où la diète s'était réunie, fit signifier à tous les nonces que pas un d'eux ne sortirait, pas même le roi, avant que l'affaire ne fût terminée. En dépit de ces menaces, la discussion fut longue et animée. Plusieurs nonces voulaient qu'on s'exposât à tous les dangers, à la mort même, plutôt que de souscrire au démembrement de la république. « C'est ainsi que nous pourrons dire, s'écriait Mikorski, n'avoir cédé qu'à la force. Comment alors persuadera-t-on à l'Europe que la cession de nos provinces a été le résultat d'une libre négociation? — Périssons plutôt avec honneur, disait un autre, et ne nous couvrons pas d'une honte éternelle, dans l'espoir illusoire que nous pourrons sauver quelques débris du naufrage. On nous menace de la Sibérie :

eh bien! ces déserts nous retraceront notre dévouement et nous y laisserons le souvenir de notre gloire. » Cependant l'opinion contraire prévalut. Soixante-treize voix contre vingt décidèrent que la députation serait autorisée à signer le traité.

La diète consigna dans une sorte de protestation les motifs de cette suprême résolution. « Abandonnés à nous-mêmes, y était-il dit, dépourvus de tout appui étranger, n'ayant d'autres ressources qu'un très-petit nombre de troupes et un trésor épuisé; assiégés par mille fléaux, dont le poids devient de jour en jour plus accablant, l'humanité elle-même semble nous interdire une guerre que nous ne pourrions soutenir, et qui ferait répandre en pure perte le sang des citoyens. Il ne nous reste donc plus d'autre parti que de prendre à témoin de notre innocence et des maux que nous éprouvons, ce Dieu juste et tout-puissant qui juge le cœur des hommes, ainsi que l'univers entier qui voit l'oppression et la violence déployées contre nous. »

Ce vote ne concernait que la Russie. La diète avait espéré, par sa promptitude à obéir, obtenir l'appui de l'impératrice pour résister aux prétentions du roi de Prusse; mais c'était encore une illusion. Le lendemain de la signature (18 août) du traité avec la Russie, Buchholz demanda que la délégation fût autorisée à conclure une *négociation finale* avec le roi son maître. Sur le conseil de Stanislas-Auguste, l'affaire fut déférée au ministre russe, auquel on remit en même temps une

relation détaillée de la conduite de la Prusse à l'égard de la république. Mais, sans tenir compte des reproches contenus dans cette note, Sievers déclara que la diète n'avait d'autre parti à prendre que de souscrire promptement au désir du roi de Prusse, afin d'éviter de plus grands malheurs. En vain la diète s'indigna de ce conseil ; en vain elle réclama la retraite de l'armée prussienne ; trop faible pour soutenir longtemps une lutte inégale, elle céda. Les instructions qui furent données à la députation lui enjoignaient toutefois de ne s'occuper que d'un traité de commerce et non d'une cession de territoire. Les esprits, dans le sein de la diète, étaient fort irrités contre le roi de Prusse. Elle décréta que quiconque émettrait le vœu d'autoriser les délégués à signer un traité de partage serait déclaré traître à la patrie. Les ministres de Russie et de Prusse ayant annoncé, le 28 août, que leurs troupes allaient entrer dans les palatinats de Cracovie et de Sandomir, qui n'avaient pas été compris dans le plan du second partage, cette communication y excita le plus effroyable tumulte. Sievers ajouta qu'il avait fixé un terme à la discussion, afin de faire cesser le scandale des opposants. Ce terme était le 31 du même mois. Il fit, en effet, entourer la diète par quatre bataillons de grenadiers avec de l'artillerie (2 septembre).

La diète, n'ayant plus de liberté, autorisa la députation à signer le traité de partage, sous la condition qu'il ne serait ratifié qu'après la signature des articles rela-

tifs au traité de commerce. Mais cette restriction ayant déplu au roi de Prusse, Buchholz remit à la diète une note menaçante. Sievers lui-même, qui n'avait pas approuvé cette réserve, déclara, avec non moins de hauteur, qu'il fallait signer le traité purement et simplement, sous peine d'aggraver leur sort; et, comme sa déclaration avait soulevé la plus vive indignation, il ne garda plus de mesure et fit enlever, dans la nuit du 2 au 3 septembre, quatre nonces dans leur propre maison, sous prétexte qu'ils professaient des principes de jacobinisme. Il joignit la dérision à l'outrage, en protestant le lendemain de son respect pour la liberté de la parole, n'ayant voulu, dit-il, que prévenir les suites d'une opposition inutile, qui, en se prolongeant, deviendrait criminelle. La diète ayant fait une démarche auprès de lui pour obtenir la liberté des quatre nonces, il s'en plaignit comme d'une offense personnelle.

Le lendemain, à la pointe du jour, le château où siégeait la diète fut enveloppé de troupes russes : quatre pièces de canon furent braquées contre les portes, et les avenues en furent gardées avec le plus grand soin pour empêcher les nonces de sortir. Rautenfeld, qui commandait les troupes, ayant pris place au milieu de l'assemblée, pressa le roi d'ouvrir la discussion. Mais les nonces paraissaient résolus à ne pas rompre le silence, tant qu'ils ne pourraient pas délibérer librement. Rautenfeld sortit alors, prit les ordres de Sievers, et revint annoncer que pas un nonce ne quitterait la salle avant d'avoir signé le

traité; qu'il était autorisé, si cela ne suffisait pas, à employer les moyens les plus rigoureux pour vaincre cette résistance muette. La diète, malgré ces menaces, ne montra ni trouble ni frayeur. Le plus profond silence régnait dans l'assemblée. Rautenfeld se levait déjà pour faire entrer un détachement de troupes russes, lorsqu'Ankwicz, nonce de Cracovie, proposa un moyen qui devait concilier, selon lui, l'inaction de la diète avec le désir des deux cours. Le maréchal devait demander aux nonces s'ils consentaient à ce que la députation signât le traité. Le silence passerait pour consentement. Trois fois le maréchal adressa la question à l'assemblée. Aucune voix ne s'étant élevée pour protester, il déclara qu'il n'y avait pas d'opposition, et que par conséquent la délégation était autorisée à signer... « Bien éloignés cependant, dirent les nonces, de reconnaître la légalité des motifs par lesquels la cour de Berlin entreprend de justifier sa violence; menacés par des troupes étrangères, prisonniers dans l'enceinte de nos délibérations, nous donnons à la députation l'injonction qui nous a été arrachée par la force. »

L'acte d'adhésion contient les plaintes les plus vives sur la captivité du roi, sur les dévastations commises en Pologne par les troupes étrangères, et se termine par ces paroles remarquables : « Dans cette situation, nous déclarons solennellement que ne pouvant empêcher, « même au péril de nos jours, l'effet d'une force oppressive, nous laissons à notre postérité, peut-être plus

« heureuse que nous, les moyens qui nous manquent « de sauver notre patrie, et, dans cette espérance, nous « acceptons le projet qui nous a été présenté par l'am- « bassadeur, quoiqu'il soit contraire à nos vœux, à nos « opinions et à nos lois. »

Le traité donnait à la Prusse la ville de Czenstokof, dans la Petite-Pologne; la meilleure partie de la grande, avec Thorn et Dantzig. Elle étendit ses frontières jusqu'à la rive gauche de la Pilica, de Skierniewk à Bzwka.

La Russie eut la moitié de la Lithuanie, les palatinats de Polodie, de Polotsk et de Minsk; une portion de celui de Wilna, avec la moitié de ceux de Novogrodek, de Brzesc et de Volhynie.

Après avoir ainsi dépouillé la Pologne, les deux puissances firent insérer dans le traité qu'elles lui garantissaient le reste. Nous verrons plus tard ce que devint cette garantie. L'Europe paraissait être devenue tout à fait indifférente aux malheurs de la Pologne. La Porte seule avait répondu à son appel, mais uniquement pour lui exprimer le regret de ne pouvoir lui donner aucun secours. Ainsi fut consommé le second partage.

Il restait une dernière humiliation à faire subir à ce peuple jadis si fier, si glorieux, le seul qui eût pratiqué la liberté au milieu de la servitude dans laquelle gémissait toute l'Europe. Avant de se séparer, la diète fut contrainte de s'occuper d'un traité de commerce et d'alliance avec la Russie. Depuis que cette puissance exerçait

en Pologne sa pleine domination, on avait pu voir à quoi avaient abouti toutes les tentatives de discussion. Il ne pouvait en être autrement, aujourd'hui surtout que la république n'avait plus d'autre existence que celle qu'il convenait à l'impératrice de lui laisser. En effet, le traité fut signé le 16 octobre 1793, tel que Sievers l'avait présenté, ce ministre ayant déclaré qu'il n'y souffrirait aucun changement. Par ce dernier acte, qui consomma l'asservissement de la Pologne, la Russie se fit reconnaître un droit de garantie et de protection sur la république, de sorte qu'il était interdit aux Polonais de faire aucun acte de souveraineté sans l'assentiment de cette puissance. Catherine se réserva la direction de la guerre, la conduite des relations diplomatiques et le droit de passage pour ses troupes à travers la Pologne, sur un simple avertissement.

Après la conclusion du traité, la diète demanda que les troupes quittassent le territoire de la république. Rien n'était plus juste que cette demande; mais elle cachait un plan d'insurrection, auquel on travaillait depuis longtemps. Déjà cependant des mesures avaient été prises pour la sortie des troupes ; déjà même quelques corps étaient en marche, et il ne devait rester qu'un petit nombre de soldats aux environs de Varsovie, lorsque tout à coup l'ambassadeur russe envoya l'ordre à Igelstrom de suspendre son mouvement de retraite.

L'armée polonaise devait être réduite à 12,000 hommes. Comme cette réforme était extrêmement péni-

ble aux Polonais, on craignait qu'elle ne devînt une occasion de troubles, et que les soldats congédiés n'ouvrissent leurs cœurs aux espérances des factieux. Cette mesure, quoique décidée dans l'automne de 1793, ne fut en effet définitivement exécutée qu'au mois de mars de l'année suivante. Elle rencontra même de grands obstacles.

Après la chute de la république, les principaux chefs du parti national avaient quitté la Pologne, sans cesser d'entretenir avec leurs compatriotes des rapports qui servaient à nourrir leurs douleurs et leurs espérances. Ils se flattaient de faire sortir l'Europe de son apathie, en l'effrayant sur le danger de laisser prendre à la Russie un trop grand développement. Mais la plupart des souverains étaient à cette époque dominés par une autre crainte, celle de l'esprit révolutionnaire, dont l'explosion menaçait leurs trônes. Les malheureux Polonais ne tardèrent pas à se convaincre qu'ils ne devaient compter que sur leurs propres efforts.

Kosciuszko s'était retiré à Leipzig avec Hugues Kollontay, Zaïonczek et Ignace Potocki. Informés que leurs amis préparaient une insurrection, ils envoyèrent secrètement Zaïonczek à Varsovie, pour mieux se rendre compte de l'état de l'opinion publique, et y étudier les ressources de leurs partisans. Il trouva des hommes impatients de lever l'étendard de la guerre; mais c'étaient en général des jeunes gens sans expérience, qui prenaient leur ardeur pour les signes de la force. Le peuple, qui n'avait jamais joui d'aucun droit, voyait avec indifférence des intri-

gues dont son bien n'était pas l'objet. Zaïonczek en jugea ainsi; il engagea les conjurés à remettre l'exécution de leurs projets à un autre temps, et Kosciuszko, ne trouvant pas que sa présence fût en ce moment nécessaire, quitta la Pologne et se rendit en Italie.

Les Russes le croyaient encore dans cette contrée, quand il se montra tout à coup dans Cracovie, fut nommé général en chef, et publia, le 24 mars 1794, l'acte d'insurrection. Malgré les rapports de Zaïonczek, les conjurés avaient décidé Kosciuszko à venir se mettre à leur tête, quoiqu'ils ne possédassent ni armes, ni chevaux, ni provisions. Les nobles voyant la Russie procéder avec une grande activité à la réduction de l'armée, et d'autre part frémissant d'horreur à la pensée de soulever les paysans, voulurent tenter un dernier effort avant que les forces de la Pologne fussent complétement anéanties. Madalinski, qui avait reçu l'ordre de licencier son régiment, quitta, le 12 mars, son quartier de Pultusk, traversa la Vistule, surprit les détachements prussiens stationnés le long de la frontière, et, les ayant battus les uns après les autres, il marcha vers la Gallicie, afin de hâter par sa présence le soulèvement du palatinat de Cracovie.

L'acte d'insurrection conférait la dictature à Kosciuszko jusqu'à la délivrance de la patrie. Six jours après, informé que Madalinski était poursuivi par 7,000 Russes, sous les ordres de Tormassof, le dictateur sortit de Cracovie avec environ 6,000 hommes, 12 pièces de canon, et livra aux Russes, près de Raslawice (4 avril),

un combat qui dura cinq heures et dans lequel il obtint un avantage considérable. Les ennemis perdirent 400 hommes avec une partie de leur artillerie. Deux escadrons polonais envoyés contre les rebelles avaient tourné bride et s'étaient réunis à Kosciuszko. Ce général ne put cependant se mettre à la poursuite des Russes, car ses propres troupes avaient été fort maltraitées, et, suivant Zaïonczek, le désordre était si complet que, la nuit venue, il n'osa rester sur le champ de bataille, de peur d'y être attaqué. Ce succès étendit toutefois le mouvement insurrectionnel, qui entraîna dans sa course les palatinats de Chelm et de Lublin, ainsi que trois régiments polonais au service de la Russie.

Lorsque l'insurrection avait éclaté, les Russes n'avaient à Varsovie qu'un très-petit nombre de troupes. Igelstrom y fit entrer toutes celles qui occupaient les villages d'alentour et fit occuper les faubourgs par les troupes polonaises. Il régnait dans la ville une si grande agitation que ces mesures produisirent peu d'effet sur l'esprit des habitants. Depuis longtemps on y conspirait dans l'ombre; on excitait la population avec des affiches, des pièces de théâtre, des propos absurdes, avec des nouvelles quelquefois vraies, plus souvent fausses; mais au fond les factieux n'avaient ni plan, ni chef, et vivaient sous l'empire de perpétuelles illusions. Après le combat de Raslawice, l'agitation monta à son comble. Vainement le général russe fit incarcérer quelques individus suspects; il n'était plus au pouvoir de personne d'arrêter les Polonais

sur la pente qui les entraînait vers de nouvelles calamités.

Séparer les insurgés les uns des autres ; couper leurs communications, et empêcher le mouvement de se répandre dans les provinces où il n'avait point encore éclaté, telle fut dès ce moment la pensée d'Igelstrom. Il fit passer la Vistule à une partie de ses troupes et les établit sur la rive gauche, depuis l'embouchure de la Pilica jusqu'aux frontières de la Gallicie. Le premier corps, sous les ordres du colonel Apraxin, occupa tout l'espace qui s'étend de Pulawg à Sandomir ; le second, sous le commandement du colonel Beckleschef, s'étendit de Pulawg jusqu'à l'embouchure de la Pilica. Le passage de Kurczew, situé à moitié chemin entre cette embouchure et Varsovie, fut garni de canons. Le théâtre de la guerre ainsi circonscrit, Kosciuszko n'avait plus aucune communication avec les autres palatinats.

Mais, d'autre part, l'insurrection se propageait avec rapidité. Partout se formaient des confédérations particulières : à Sandomir, à Chelm, à Lublin, à Lesck, à Vlodimir, à Wilna. La situation d'Igelstrom, entouré d'ennemis, réduit à se méfier de tout le monde, ne recevant ni instructions ni secours, était devenue si grave, que lui-même la croyait désespérée. A Varsovie, on travaillait nuit et jour dans l'arsenal ; on fabriquait des cartouches ; on fondait des balles ; on mettait l'artillerie en état de service.

L'annonce qu'une armée prussienne s'approchait dans

la direction de cette capitale augmenta la fermentation populaire, et un mémoire impérieux qu'Igelstrom fit remettre au conseil permanent, le 15 avril, pour demander l'arrestation de vingt personnes, porta l'irritation aux dernières limites. On assure que, dans la soirée du 16, plus de 50,000 cartouches furent distribuées de main en main dans tous les quartiers de la ville. Vers trois heures du matin, on remarqua quelque mouvement dans l'arsenal. A quatre heures, c'était le jeudi saint, un détachement de gardes à cheval sortit de la caserne et attaqua le piquet russe, placé avec deux pièces de campagne entre cette caserne et la porte de fer du jardin du palais de Saxe. Le piquet, trop faible pour se défendre, s'étant retiré après avoir tiré deux coups à mitraille, le détachement hacha les roues des canons et rentra dans sa caserne. Peu après, toute la garde à cheval sortit. Deux escadrons se portèrent à l'arsenal et deux autres aux magasins à poudre.

Tel fut le commencement des hostilités. Dès ce moment, des coups de canon tirés de l'arsenal donnèrent aux troupes de la république le signal de se rendre à leurs postes, et à la populace de se rassembler. Le général Tzichosky criait de ses fenêtres : Aux armes ! aux armes ! Il envoya l'ordre en même temps au régiment Dzianlinski d'entrer dans la ville et de marcher au château. Les trois compagnies de la milice du Trésor et les escadrons de la cavalerie nationale, qui avaient leurs postes à Praga, étaient accourus au premier bruit. Dans

tous les lieux éloignés, les Russes avaient été enlevés, maltraités ou massacrés. Une troupe de bas peuple, à laquelle s'étaient mêlés des soldats congédiés, étant sortie de la vieille ville par la porte du faubourg de Cracovie, s'avança vers la rue Électorale, pour essayer de pénétrer dans la rue Mioclova, où se trouvait le quartier général des Russes. Mais Igelstrom ayant déjà pris quelques mesures pour protéger ce poste, cette troupe fut dispersée. Quelques-uns se jetèrent alors dans les maisons voisines et se mirent à tirer sur les Russes. Presque au même instant, une autre bande de 100 à 150 hommes, qui s'était portée sur la rue Longue, fut également repoussée. Enfin, une troisième eut le même sort. Les Russes, après l'avoir chassée, la poursuivirent jusqu'à la porte Sakouzin, où ils furent contraints de s'arrêter, parce qu'on tirait sur eux des fenêtres.

Igelstrom se disposait à sortir de la ville, d'après l'avis qu'il avait reçu du roi que la fureur du peuple se calmerait, lorsque son neveu, qu'il avait envoyé au près de ce prince pour prendre à cet effet les mesures nécessaires, fut assassiné par le peuple, en traversant le faubourg de Cracovie. Une bande de 200 individus ayant pénétré en même temps dans la cour du palais de la République, appelé palais de la Commission, tira à mitraille et à coups de fusil contre les troupes russes qui se trouvaient dans la rue Longue et dans celle du quartier général. Le major Wimpfen accourut au secours de ses compatriotes avec un bataillon du régiment de

Sibérie, tomba sur les Polonais, les mit en fuite et s'empara de leur canon.

Quoique les attaques tentées contre le quartier général eussent été repoussées, les insurgés étaient cependant parvenus à resserrer les Russes dans un si étroit espace, que leurs communications étaient complétement interrompues, et qu'ils ne pouvaient plus ni donner des ordres, ni en recevoir.

Igelstrom voulut alors entrer en négociation avec le commandant polonais; mais celui-ci exigeait que les Russes se rendissent à discrétion, comme prisonniers de guerre. Il fallait, en effet, ou mettre bas les armes, ou tenter un suprême effort pour sortir de la ville. Quelque danger qu'il y eût à prendre ce dernier parti, car toutes les rues étaient au pouvoir des insurgés, et les soldats russes, harassés de fatigue, étaient profondément découragés, on le tenta. Les troupes s'étant réunies dans la cour de la Commission, elles en sortirent en ordre de bataille et se mirent aussitôt en marche. A chaque pas, la lutte recommençait. Les Russes trouvaient à chaque rue des ennemis infatigables, et des fenêtres des maisons pleuvait sur eux une grêle de projectiles. Après des obstacles sans nombre et des dangers sans cesse renaissants, ils parvinrent cependant à opérer leur retraite, mais non sans avoir éprouvé une perte considérable. L'insurrection de Varsovie avait coûté à la Russie plus de 2,000 hommes et 42 pièces de canon.

Les Polonais se mirent alors à réparer les fortifications

de Varsovie. Kosciuszko congédia le conseil provisoire, établit un conseil suprême et composa des tribunaux auxquels il confia la répression des désordres. Le peuple de Varsovie n'avait souillé sa victoire par aucun excès. Le seul acte par lequel il eût manifesté sa colère fut le pillage de l'hôtel d'Igelstrom. Mais quelques jours après, tous les billets de banque et 95,000 ducats trouvés dans les caisses furent fidèlement rapportés au conseil de régence. Ni le ministre prussien Buchholz, ni les personnes attachées à l'ambassade russe, ne furent inquiétés. On donna une garde au premier. Deux princesses russes, qui n'avaient pas quitté Varsovie, furent traitées avec beaucoup d'égards.

Mais le peuple, là comme ailleurs, mobile dans ses affections, méfiant par instinct, parce qu'il manque de lumière pour se conduire, ouvrit bientôt l'oreille à des conseils pernicieux. Enhardi par le succès, il ne connut plus de frein et il se servit du glaive de la justice pour frapper les victimes de ses fureurs. L'évêque Kossakowski, Zabiello, Ozorowski et Ankwicz furent jugés et pendus comme traîtres. Ozorowski était un vieillard de soixante-dix ans, qu'il fallut porter dans un fauteuil jusque sous la potence. L'évêque Massalski fut pendu en habits pontificaux. Pendant le procès, le peuple s'était ameuté autour du tribunal, et il avait, par des cris menaçants, intimidé les juges. Le roi était en quelque sorte prisonnier dans son palais. Deux officiers municipaux, placés auprès de sa personne, étaient chargés de sur-

veiller sa conduite et devaient l'empêcher de quitter Varsovie. Du reste, il n'avait plus aucune part dans le gouvernement.

Le début de l'insurrection semblait promettre des succès. Grochowski défendait les frontières de la Gallicie; Giedroye avait soulevé la Samogitie, et Jasinski, avec 600 hommes, chassa les Russes de Wilna et s'empara de la ville. L'insurrection avait éclaté si soudainement et s'était répandue avec tant de rapidité que, dans beaucoup d'endroits, les Russes avaient été surpris, massacrés ou dispersés. Mais elle s'affaiblit peu à peu, faute d'avoir concentré son action. On reconnut alors combien avaient été profondes les vues de l'impératrice, lorsqu'elle avait exigé la dispersion de l'armée républicaine dans l'Ukraine et la Volhynie, c'est-à-dire au milieu de ses propres troupes. En effet, si cette armée fût restée entière, elle aurait sans aucun doute suivi le mouvement général, et son intervention eût rendu possible le triomphe de la cause nationale, tandis qu'il n'y eut que des tentatives isolées, qui, par cela même, furent frappées d'impuissance. Les chefs d'ailleurs se méfiaient les uns des autres et se soupçonnaient réciproquement.

Souvorof, que l'impératrice avait chargé du désarmement des soldats polonais, était parti de Kherson au mois de mai 1793, à la tête de 10,000 hommes, et s'était dirigé à marches forcées vers la Russie Rouge. Les mesures étaient si bien prises et elles furent exécutées avec tant de précision, que le désarmement de 8,000 Po-

lonais, répandus sur une superficie de deux cents lieues, s'effectua sans difficulté, en moins de quinze jours [1]. Souvorof reçut ensuite l'ordre d'aller prendre le commandement des troupes russes qui se trouvaient en Pologne.

Les chefs de l'insurrection polonaise avaient commis une faute grave en ne prenant pas pour centre de leurs opérations les provinces où la nature du terrain est plus favorable à la défense, telles que la Polésie, qui avait en outre l'avantage de confiner à la Lithuanie, où la cause polonaise comptait un grand nombre de partisans. La Pologne est une vaste plaine ouverte de tous les côtés, sans forteresses qui puissent arrêter une armée ennemie. Une bataille perdue portait aussitôt les vainqueurs sous les murs de la capitale, désorganisait la défense, affaiblissait la résistance et ne laissait aux Polonais que l'alternative d'être anéantis ou de courber le front sous un joug plus humiliant et plus dur.

La possession de Varsovie qui, au premier abord, avait paru si favorable aux succès de l'insurrection, lui fut au contraire funeste, en l'obligeant à y laisser une partie de ses forces. Les excès auxquels se livra la populace lui aliénèrent en outre beaucoup d'hommes honnêtes qui, tout en désirant la délivrance de leur patrie, redoutaient de voir tomber le gouvernement dans des mains sanguinaires; car les démagogues, à l'imi-

[1] *Histoire de la Révolution de Pologne en* 1794, par Zaïonczek.

tation des Jacobins, ne voyaient partout que des traîtres. On désignait à la vengeance du peuple les citoyens dont la présence gênait leurs horribles desseins, sous prétexte qu'ils étaient dévoués à la Russie. Les prisons se remplirent. Mais, trouvant trop de lenteur dans les formes ordinaires de la justice, les factieux envahirent les cachots et en tirèrent les prisonniers pour les égorger. Non contents d'avoir privé le roi de toute autorité, ils éloignèrent des emplois tous ses partisans, et montrèrent par toute leur conduite que leurs sentiments avaient moins pour objet l'amour de la patrie que la haine pour les citoyens modérés.

Ces déplorables réactions nuisirent aux mesures qu'il eût fallu prendre contre les ennemis du dehors. La défense de la capitale fut négligée. Les hauteurs de Praga qui pouvaient, au moyen de quelques travaux, mettre Varsovie à l'abri d'un coup de main, ne furent pas fortifiées. Cependant, malgré ces fautes, l'insurrection polonaise, grâce à l'énergie de Kosciuszko, se soutint pendant sept mois avec assez de bonheur contre des forces considérables. On peut voir, du reste, combien les Polonais étaient dégénérés et peu dignes de cette liberté qu'ils paraissaient aimer si passionnément. Chez les nobles, ce n'était qu'hésitation et apathie; chez les paysans, défiance de la noblesse; les uns et les autres ne cherchaient qu'à s'affranchir de toute contribution. L'approvisionnement de l'armée se faisait difficilement; les recrues n'arrivaient qu'avec lenteur et n'avaient pas

le temps de se former. Kosciuszko avait compté sur une levée générale du peuple, croyant avec sincérité que l'amour de l'indépendance ébranlerait la Pologne jusque dans ses antiques fondements. Mais les nobles, qui voulaient perpétuer l'esclavage, s'opposaient de toutes leurs forces à l'enrôlement des paysans. A peine permirent-ils qu'une partie de leurs serfs prissent les armes.

Quoique le dictateur fût alors à la tête de 15,000 hommes, l'état misérable de ses troupes, composées en grande partie de paysans, lui ôtait en quelque sorte la possibilité de prendre l'offensive. Placé entre Varsovie et Cracovie, il paraissait uniquement occupé à couvrir ces deux villes. On s'étonne qu'il ne soit pas tombé sur Igelstrom, dont l'armée avait été désorganisée par l'insurrection de la capitale, et qui, ne pouvant rien tenter avant d'avoir reçu des renforts, s'attachait à tenir Kosciuszko en échec.

Pendant ce temps, deux puissantes armées, russe et prussienne, avaient franchi les frontières de la Pologne et menaçaient le dictateur. Frédéric-Guillaume avait pris lui-même le commandement de ses troupes. Après avoir chassé les faibles détachements d'insurgés qu'il avait rencontrés sur sa route, il atteignit, le 6 juin, près de Sielce, l'armée de la république, sous les ordres de Kosciuszko. Celui-ci avait pris une excellente position, qu'il défendit pendant quatre heures avec une grande bravoure; mais, vaincu par le nombre et plus encore par la supériorité de l'armée ennemie, il ne se retira

cependant qu'après que deux de ses généraux eurent été tués.

Malgré la perte qu'il venait d'éprouver, Kosciuszko fut en état deux jours après de soutenir, près de Chelm, un nouveau combat, qui dura six heures, mais qui se termina par un nouveau désastre. Winiaski, effrayé ou vendu, livra Cracovie aux Prussiens et courut cacher sa honte au milieu des troupes russes (15 juin).

Madalinski, découvert par la perte de cette ville, fut obligé d'abandonner toutes ses positions. L'armée de la république, de plus en plus resserrée, et menacée en outre par les Autrichiens, dont on venait d'apprendre l'entrée dans les palatinats de Chelm et de Lublin, semblait toucher à sa ruine. Rien, en effet, ne pouvait plus la sauver. En vain Kosciuszko fit un appel à toute la nation; en vain la Lithuanie s'agita; en vain les Polonais essayèrent de soulever la Courlande; Souvorof ayant repris Wilna, toute la Lithuanie fut inondée de troupes russes.

Ces échecs successifs retentirent dans Varsovie avec un prodigieux éclat. La populace s'ameuta le 28 juin, força les prisons et massacra les prisonniers. Kosciuszko parvint, à force d'énergie, à réprimer ces désordres, mais il ne put empêcher la jonction des Russes et des Prussiens, dont l'armée combinée s'approcha de la capitale.

Varsovie occupe sur la rive gauche de la Vistule un coteau assez élevé, au centre d'une plaine sablonneuse, qui n'est interrompue que par deux monticules situés à peu de distance l'un de l'autre. Un rempart de terre

était la seule fortification de cette grande ville. Au moment de l'insurrection, on avait élevé des redoutes de distance en distance, mais ces travaux n'étaient point encore achevés lorsque les ennemis se présentèrent.

Kosciuszko avait partagé l'armée en quatre corps : le premier, sous les ordres de Dombrowski, avait son camp à Czernichow, en face des Russes ; Zaïonczek et Mokranowski occupaient Wola et Gurce : ils étaient opposés aux Prussiens ; enfin, Kosciuszko et Madalinski couvraient la place du côté de Mokatow. Leurs forces réunies s'élevaient à 22,000 hommes, dont 17,000 d'infanterie et 5,000 de cavalerie. Toutes leurs lignes étaient garnies de canons. Un échec éprouvé par Kosciuszko, près de Zakroczim, ayant dégagé les communications des différents corps ennemis, les Prussiens attaquèrent le village de Wola et l'emportèrent d'assaut. Ils y établirent aussitôt des batteries pour foudroyer le camp de Gurce. Le 2 août, le général Schwerin somma le commandant de Varsovie, Ortowski, de se rendre. La sommation était accompagnée de la lettre suivante adressée par le roi de Prusse à Stanislas-Auguste :

« Monsieur mon frère,

« La position qu'occupent les armées auprès de Varsovie, et les moyens efficaces qu'on commence à employer pour la réduire, doivent avoir convaincu Votre Majesté que le sort de cette ville n'est pas douteux. Je m'empresse de mettre celui des habitants entre les mains de Votre Ma-

jesté. Une prompte reddition et l'exacte discipline que je ferai observer à mes troupes, destinées à entrer dans Varsovie, assureront la vie et la propriété de tous les habitants paisibles de cette résidence. Un refus à la première et dernière sommation que mon lieutenant général Schwerin vient d'adresser au commandant de Varsovie, entraînera immanquablement et justifiera en même temps les extrémités fâcheuses auxquelles on expose une ville ouverte, qui provoquerait par son opiniâtreté les horreurs d'un siége et la vengeance des deux armées. Si, dans la position où Votre Majesté se trouve, il lui est permis d'informer les habitants de Varsovie de cette alternative, et si on les laisse maîtres de leurs délibérations, je prévois d'avance avec un plaisir extrême que Votre Majesté deviendra leur libérateur. En cas contraire, je regrette d'autant plus l'inutilité de cette démarche que je ne serai plus dans le cas de la répéter, quelque vif que soit l'intérêt que je prends à la conservation de Votre Majesté et de tous ceux que les liens du sang et leur dévouement ont appelés auprès de sa personne.

« Que Votre Majesté veuille agréer, en tout cas, l'expression de la haute estime avec laquelle je suis de Votre Majesté le bon frère.

« Frédéric-Guillaume. »

Du camp de Wola, le 2 août 1794.

La réponse de Stanislas-Auguste, remplie de sentiments généreux, respire en même temps la résignation

d'une âme que la fortune, après avoir élevée bien haut, menace de plonger dans les plus profonds abîmes.

« L'armée polonaise, sous le commandement du généralissime Kosciuszko, séparant Varsovie du camp de Votre Majesté, la position de Varsovie n'est pas celle d'une ville qui puisse disposer de sa reddition. Dans cette situation, rien ne justifierait les extrémités dont me prévient la lettre de Votre Majesté ; car cette ville n'est ni dans le cas de l'acceptation, ni dans celui du refus de la sommation qu'a fait parvenir le lieutenant général de Schwerin au commandant de Varsovie. Mon existence ne m'intéresse pas plus que celle des habitants de cette capitale. Mais, puisque la Providence a voulu m'élever au rang qui me permet de manifester à Votre Majesté ces sentiments de fraternité, je les invoque pour la détourner des idées de cruauté et de vengeance, si contraires à l'exemple que les rois doivent aux peuples, et (je le pense sincèrement) tout opposés à votre caractère personnel.

« Stanislas-Auguste. »

Varsovie, 3 août 1794.

Quelques avantages remportés par les Polonais ne servaient qu'à retarder un dénoûment que chacun prévoyait avec effroi. Il ne fallait en effet rien moins qu'un événement extraordinaire pour sauver la Pologne d'une ruine certaine. Mais on n'avait osé se livrer à cette espérance, lorsqu'on apprit tout à coup que la Grande-

Pologne s'était insurgée et que le mouvement se propageait avec rapidité. Kosciuszko détacha Madalinski avec 1,500 hommes de cavalerie et quatre bataillons d'infanterie; mais ce général, ayant été repoussé avec une perte de 700 à 800 hommes au passage de la Narew, ne put se réunir aux insurgés.

Cet échec, loin de décourager les Polonais, sembla redoubler leur ardeur. L'armée prussienne, délogée de plusieurs de ses positions devant la capitale, avait déjà perdu beaucoup de monde. Sur ces entrefaites, l'insurrection de Posen éclata. La terreur s'empara de Frédéric-Guillaume. Il craignit d'être séparé de ses propres États, si l'insurrection continuait à se répandre, et il ne songea plus qu'à opérer sa retraite. Dans la nuit du 5 au 6 septembre, toutes ses positions furent abandonnées. Le général Kamenski, détaché par Kosciuszko à la poursuite des ennemis, atteignit leur arrière-garde et fit essuyer aux Prussiens une perte considérable. Bientôt toute la Pologne fut en feu. Madalinski, ayant réparé son échec, avait pénétré dans la Prusse occidentale, s'était emparé de Bromberg, et menaçait Culm et Graudentz. Zalonczek défendait avec 6,000 hommes les frontières de la Gallicie. Jasinski était opposé au général Fersen. Dombrowski occupait la Grande-Pologne, et, réuni à Madalinski, il balançait dans cette province les forces beaucoup plus nombreuses du roi de Prusse.

Sierakowski disputait avec plus d'acharnement que de succès la Lithuanie au général Souvorof, dont l'acti-

vité et le génie triomphaient de tous les obstacles. Après avoir battu les insurgés dans deux rencontres (17 et 19 septembre), Souvorof se disposait à marcher sur Brzesc, où Sierakowski s'était retiré, lorsqu'il reçut l'avis que le dictateur accourait au secours de cette ville. Il se rapprocha de Grodno, où Repnin venait d'entrer en vainqueur, avec le dessein de se réunir ensuite au général Fersen, pour se porter contre Varsovie avec toutes leurs forces.

La défaite de Sierakowski eut un douloureux retentissement dans le cœur des Polonais. Kosciuszko ayant envoyé l'ordre à tous les corps disséminés sur les deux rives de la Vistule de venir le joindre, et au général Mokranowski de se porter sur les derrières de Souvorof, il chargea Sierakowski, dont il avait renforcé la division, de tenir tête à ce général. Pour lui, il courut au-devant de Fersen avec 10,000 hommes et 22 canons, afin de l'arrêter au passage de la Vistule et de l'empêcher de se joindre à Souvorof. Mais Fersen trompa la vigilance du général Poninski. Au lieu de tenter le passage à Pulava, comme celui-ci l'avait supposé, il jeta un pont à Kosienice et passa le fleuve en cet endroit.

Kosciuszko avait pris une forte position à Maciowice, et il achevait de s'y retrancher, lorsque le 10 octobre, à la pointe du jour, le général Fersen attaqua ses retranchements. Deux fois les Russes furent repoussés. Fersen les ayant ralliés une troisième fois, ils s'élancèrent en colonnes serrées et enlevèrent successivement toutes les

batteries. « En avant! en avant! leur criait Denisoff. Si nous devons succomber, qu'aucun de nous du moins ne revienne pour dire le lieu de notre honte. » Kosciuszko était partout. Au fort de la mêlée, un coup de lance l'atteint à l'épaule gauche; son sang jaillit. Il s'élance nonobstant pour rallier ses escadrons en déroute. Son cheval glisse près d'un fossé, s'abat et le renverse. A l'instant, mille ennemis l'entourent. Un coup de sabre lui fait à la tête une large blessure, et il tombe en s'écriant : *Finis Poloniæ!*

Les destins allaient en effet s'accomplir. Ce que ce grand homme n'avait pu faire avec son zèle infatigable, son amour ardent pour la patrie, son désintéressement, avec l'autorité qu'il avait sur les troupes, le respect que ses vertus inspiraient à toute la nation; ce qu'il n'avait pu faire avec tous ces moyens, personne n'osa l'espérer. Kosciuszko tombé mourant entre les mains des Russes, ses soldats étaient accourus à Varsovie, dans un désordre extrême, mais résolus de défendre jusqu'à la mort ce dernier asile de l'indépendance nationale.

Poniatowski se trouvait sur la route de Souvorof avec environ 15,000 hommes, lorsqu'il apprit la perte de la bataille. Il parvint, par d'habiles manœuvres, à échapper aux Russes, se replia sur Varsovie, et prit aussitôt position en avant de Praga. Tous les corps polonais disséminés dans les provinces se disposèrent à le joindre; mais leur marche était devenue difficile, à cause des nombreux détachements ennemis qui leur coupaient la commu-

nication avec la capitale. Poniatowski attaqua, le 19 octobre, le général prussien Klinckowström, afin de dégager Dombrowski et Madalinski. Le combat fut long et sanglant. Les Polonais laissèrent un grand nombre de prisonniers au pouvoir des vainqueurs. Chaque jour ne fut plus marqué que par une défaite. Dombrowski fut battu près de Thorn; Ilinski, repoussé sur la Narew, perdit 400 hommes et 7 canons; Grabowski, enveloppé auprès d'Ostrolenka, sur les frontières de la Lithuanie, avait été fait prisonnier; tous les autres corps avaient éprouvé de pareils désastres.

Souvorof parut devant Praga, le 22 octobre, à dix heures du matin, après avoir opéré sa jonction avec le général Fersen. Le faubourg de Praga, situé sur la rive droite de la Vistule, en face de Varsovie, communiquait avec cette ville, dont il dominait la situation, par un pont de bateaux, et pouvait être regardé comme une seconde ville. Dans la nuit du même jour, les Russes élevèrent trois batteries, une de 22 canons, à l'aile droite commandée par le lieutenant général Derfelden; une autre de 16, au centre, où commandait Paul Potemkin; et une troisième de 48 canons, à l'aile gauche, sous les ordres du général Fersen. Ce fut le 3 novembre, à cinq heures du matin, que fut donné le signal de l'attaque. La nuit était noire. L'armée russe, formant sept colonnes, avait un aspect terrible. Elle s'ébranla sous les yeux de son chef, qui, du haut d'une éminence, suivait et dirigeait ses mouvements. Les deux premières colonnes furent exposées au

feu croisé de plusieurs batteries partant des îles du fleuve; mais elles franchirent le retranchement, tuèrent 2,000 hommes et firent 2,000 prisonniers. Il périt, en outre, près de 1,000 hommes dans la Vistule. Les autres colonnes obtinrent le même succès. Les rues et les places publiques ruisselaient de sang. Un incendie, qui dévora plusieurs maisons, accrut encore l'horreur de cette scène. Il y eut, en tout, 15,000 hommes tués ou noyés; le reste fut fait prisonnier. A neuf heures du matin, l'assaut était terminé. Le drapeau russe flottait sur les ruines sanglantes de Praga.

Varsovie était plongée dans la douleur. Une incroyable exaltation régnait cependant parmi le peuple. Le roi, les magistrats et les bourgeois, convaincus de l'inutilité de la résistance et du danger d'irriter les vainqueurs par de plus longs délais, s'étaient prononcés pour une prompte capitulation. Mais les troupes et une grande partie du peuple voulaient s'ensevelir sous les ruines de Varsovie plutôt que de se rendre. Ce sentiment honorable était combattu par des hommes auxquels on ne pouvait reprocher aucune faiblesse. Ignace Potocki, dont le dévouement à la Pologne n'était ni obscur ni nouveau, parvint cependant à se faire écouter avec faveur, et il fut chargé de négocier une capitulation honorable. Il se rendit à la tente du général russe; mais Souvorof ayant déclaré qu'il ne traiterait qu'au nom du roi, on lui députa trois magistrats municipaux, qui se bornèrent à demander sûreté pour les personnes et garantie

pour les propriétés. Souvorof ayant accordé ces demandes : « Il est un autre article dont vous ne parlez pas, ajouta-t-il, c'est l'oubli du passé ; je l'accorde aussi. » Mais il exigea que les armes lui fussent remises. Tous ceux qui refusèrent d'être compris dans la capitulation eurent la liberté de sortir de la ville. Une partie des troupes avait refusé de rendre les armes. Elles quittèrent Varsovie avec Wawrzecki, Dombrowski et le chancelier Kollontay, sans être inquiétées ni poursuivies.

La capitulation ayant été signée, les magistrats firent publier, le 8 novembre, que l'armée russe entrerait le lendemain dans Varsovie. Au même instant, les prisonniers de guerre furent mis en liberté. Le 9 au matin, tous les postes furent livrés aux Russes, qui en prirent possession dans le plus grand ordre. Les magistrats ayant présenté à Souvorof les clefs de la ville sur un coussin de velours, il les prit, les porta à ses lèvres, et dit en les élevant vers le ciel : « Dieu tout-puissant, je te rends grâce de ne m'avoir pas fait payer les clefs de cette ville aussi chèrement que... » Ses regards, tournés vers Praga, achevèrent sa pensée et frappèrent les assistants d'une secrète terreur.

Catherine, en lui conférant la dignité de feld-maréchal, lui écrivit : « Je n'ai pas à craindre de faire à cause de vous des injustices et des passe-droits ; ce n'est pas moi, mais vous-même qui venez de vous créer feld-maréchal. » Elle lui donna en toute propriété, sur les nouvelles possessions domaniales de la Lithuanie, pour en

jouir immédiatement, tout le district de Kobrin, avec les bourgs, les châteaux et les villages qui en dépendaient, contenant une population de 6,922 habitants. Du reste, la conduite de Souvorof, pendant son séjour en Pologne, lui mérita la reconnaissance des Polonais. Après avoir soumis ou désarmé les troupes nationales échappées aux derniers désastres, il travailla sans relâche à fermer les plaies dont ce malheureux pays avait été frappé.

La prise de Varsovie porta le dernier coup à l'insurrection. Kosciuszko, Kapustay et Ignace Potocki ayant été conduits à Pétersbourg, les différents corps qu'ils avaient commandés se rendirent les uns après les autres. La république de Pologne, dont Catherine, Léopold et Frédéric-Guillaume se partagèrent les débris (24 octobre 1795), cessa dès lors d'exister, et son nom de figurer sur la carte de l'Europe. Outre ceux dont nous venons de parler, le poëte Niemcewicz, nonce à la diète et aide de camp de Kosciuszko, le général Koper, le cordonnier Kilinski, conseiller municipal de Varsovie et colonel de l'armée insurrectionnelle, enfin une foule d'autres, allèrent expier dans les déserts glacés de la Sibérie leur dévouement à la patrie.

Les cachots de la Prusse reçurent Madalinski, Georges Grabowski, et l'Autriche ouvrit ses prisons pour Zaïonczek, Kopczynski, auteur d'une grammaire polonaise, Stanislas Potocki, Hugues Kollontay, vice-chancelier de la couronne, et le principal rédacteur de la constitution du 3 mai.

Ce nouveau partage donna aux Russes toute la Lithuanie jusqu'au Niemen, qui devint la limite entre l'empire de Russie et les États du roi de Prusse, avec 1,200,000 habitants.

L'Autriche s'étendit sur la rive gauche du Boug, à la limite des possessions moscovites, dans les palatinats de Cracovie, de Sandomir et de Lublin, qui renfermaient 1 million d'habitants.

La Prusse prit sa part dans les palatinats de Mazovie et de Podlachie, sur la rive droite du Boug. Elle eut en outre quelques débris de la Lithuanie, de la Samogitie, du palatinat de Cracovie, évalués à mille lieues carrées et à 1 million d'habitants. Le cours de la Vistule sépara ses possessions de celles de l'Autriche.

Le roi n'avait pas encore cependant résigné ses fonctions. Non-seulement il n'avait pris aucune part ni directe ni indirecte à la révolution, mais il en avait été victime. Il avait vu son autorité outragée, sa personne suspecte et ses amis éloignés des affaires. Néanmoins sa chute fut arrêtée dans les conseils des trois puissances, qui eurent la cruauté de choisir pour la signature de l'acte de son abdication le jour anniversaire de son couronnement (25 novembre 1795). Stanislas-Auguste, qui auparavant avait désiré descendre du trône, s'y refusa avec dignité, lorsque cet acte lui eut été imposé par les ennemis de la Pologne; mais on lui fit observer que ses dettes, qui étaient considérables, ne seraient point payées, et qu'on ne pourvoirait à son avenir ainsi

qu'au sort de sa famille, que lorsqu'il aurait donné cette marque de soumission. Il signa donc, quoiqu'à regret, et prit immédiatement la route de Grodno, qui lui avait été assigné pour sa résidence.

Si l'on ne connaissait la situation de l'Europe à l'époque où la Russie, l'Autriche et la Prusse mirent fin à l'un des plus anciens États, on s'étonnerait à bon droit qu'elles n'eussent éprouvé aucun empêchement de la part des autres puissances. Nous avons déjà vu dans quelle prodigieuse faiblesse la dernière guerre avait laissé l'empire ottoman, réduit à former des vœux stériles en faveur des insurgés. La Suède avait les mains liées par le traité de Varéla. L'Angleterre avait trouvé le prix de son indifférence dans les avantages commerciaux dont Catherine lui avait assuré de nouveau la possession. Restait la France; car l'Autriche, ayant pris sa part des dépouilles de la Pologne, n'avait manifesté ni volonté ni désir de s'opposer aux desseins de ses anciens alliés.

Depuis que la Révolution avait changé en France l'ordre social, la Russie n'avait plus entretenu avec ce pays que des rapports très-éloignés. Elle y conservait encore cependant un ambassadeur. Mais après que la Convention eut rompu avec toutes les monarchies de l'Europe, en leur jetant la tête de Louis XVI, l'impératrice avait pris des mesures pour arrêter dans son cours le torrent qui menaçait de tout engloutir. Une coalition se forma. La Russie et l'Angleterre en étaient l'âme;

l'Autriche, la Prusse et la Suède devaient en être le bras. Ce fut aussi à cette époque que le cabinet britannique, poussé par sa haine contre la France et par le désir de s'emparer de nouveau du commerce de la Russie, reprit son ancienne faveur à la cour de Saint-Pétersbourg. La convention signée à Londres, le 25 mars 1793, entre le roi de la Grande-Bretagne et l'impératrice de Russie, porta le caractère de cette persévérance dans ses vues, dont le gouvernement britannique ne s'est jamais écarté.

Par l'article III, les deux puissances s'engagèrent à prendre toutes les mesures qui seraient en leur pouvoir pour troubler le commerce de la France.

Par l'article IV, elles s'obligèrent à unir leurs efforts, dans le but d'empêcher les puissances non impliquées dans la guerre d'accorder une protection quelconque, soit directement, soit indirectement, en vertu de leur neutralité, au commerce ainsi qu'aux propriétés des Français, en mer ou dans les ports de France.

Ce dernier article était une violation des droits des neutres, dont Catherine, à une autre époque, avait revendiqué la liberté. Ce furent du reste les seuls sacrifices qu'elle fit à la coalition. Elle avait des idées trop élevées pour se laisser guider par des sentiments de haine dans une question de cette nature. Elle voyait l'Autriche et la Prusse engagées contre la République française dans une guerre longue, terrible, qui devait infailliblement les affaiblir. C'était par la promesse de faire marcher

elle-même son armée contre la France, qu'elle pouvait maintenir les liens de la coalition ; c'est en faisant de nouvelles concessions à l'Angleterre qu'elle encourageait cette puissance à fournir aux États coalisés les moyens de continuer la guerre. C'est ainsi qu'elle remplissait les obligations du traité de Pilnitz[1]. Sa flotte, qui devait appuyer celle des Anglais, ne leur fut d'aucun secours. Elle était mal équipée, mal servie, et l'impératrice disait à ce sujet que ses officiers apprendraient à cette école à battre un jour les Anglais eux-mêmes.

La Russie était devenue le refuge d'un grand nombre d'émigrés de distinction. Esterhazi, émissaire des princes français, les comtes de Saint-Priest et de Bombelles, le duc de Choiseul-Gouffier, Calonne, ex-contrôleur des finances, et, le premier de tous, le comte d'Artois, étalaient à la cour de Catherine ou beaucoup de faste ou beaucoup de prétentions. Il entrait dans les vues de cette princesse de couvrir ces hôtes illustres de sa protection. Elle laissa même prendre à quelques-uns de ces hommes une certaine influence ; elle en employa d'autres ; enfin elle accorda tant à leurs instances qu'aux sollicitations des Anglais un oukase contre la France, qui eut pour effet de suspendre immédiatement les dispositions du traité de commerce conclu le 30 décem-

[1] La convention de Pilnitz, dont la Pologne avait été la première cause, étendit son objet aux affaires de la France. Léopold et Frédéric-Guillaume avaient traité seuls à Pilnitz (25-27 août 1791); mais, plus tard, Catherine adhéra au traité.

bre 1786; de défendre l'entrée des navires français dans tous les ports de la Russie, et celle de ses propres vaisseaux dans les ports de la France ; le rappel des consuls et autres agents russes résidant en France, ainsi que l'éloignement des consuls et agents français autorisés dans tout l'empire ; enfin, elle obligea tous les Français établis sur les terres de sa domination de quitter la Russie ou d'abjurer les principes de la Révolution. D'un autre côté, la Russie était alors le seul pays où les journaux français pénétrassent librement. Un jour que l'impératrice y trouva un article, dans lequel on la qualifiait de Messaline : *Puisque cela ne regarde que moi,* dit-elle, *qu'on le laisse distribuer*.

Elle avait confié l'éducation de ses petits-fils à Laharpe, qui, dans une cour absolue, professait, mais avec sagesse, des opinions républicaines. Catherine lui avait donné sa confiance, et elle l'honorait de son estime. Mais Laharpe avait des envieux. Sa conduite ne pouvant donner prise à la calomnie, ils attaquèrent ses sentiments. On fit entendre à l'impératrice que, dans le poste qu'il occupait, les opinions de Laharpe étaient dangereuses. Ces attaques souvent renouvelées ayant fini par frapper l'impératrice, elle fit venir Laharpe dans son cabinet. « Allons, asseyez-vous, monsieur le jacobin, lui dit-elle, j'ai quelque chose à vous dire. — Je proteste d'abord, répondit Laharpe, contre la qualification qu'il a plu à Votre Majesté de me donner, j'ignore comment je l'ai méritée. » Alors Catherine lui fit part des accusa-

tions dirigées contre lui. La réponse de Laharpe fut aussi noble que la conduite de l'impératrice fut grande. « Lorsque vous m'avez confié, lui dit-il, l'éducation des grands-ducs, Votre Majesté savait que j'étais Suisse et par conséquent républicain. Mais vous êtes trop juste pour regarder aujourd'hui comme criminel ce qui ne vous le paraissait point alors. Fidèle à mes devoirs, je les remplis avec conscience; je m'efforce de me rendre digne de la confiance que vous m'avez témoignée, en inspirant à vos petits-fils des sentiments élevés, et en les préparant à se rendre dignes de vous. Telle a toujours été ma conduite. Votre Majesté pourra s'en convaincre en se faisant rendre compte de mes travaux. »

Catherine, frappée de cette noble franchise, lui-dit : « Monsieur, soyez républicain, jacobin, tout ce que vous voudrez; je vous crois honnête homme, cela me suffit. Restez auprès de mes petits-fils ; conservez toute ma confiance et donnez-leur vos soins avec votre zèle accoutumé. »

La destruction de la Pologne, en bouleversant le droit public de l'Europe, entraîna la chute de la Courlande. On sait que les duchés de Courlande et de Sémigale relevaient de cette république, qui en conférait l'investiture par les mains de ses rois. La Pologne ayant cessé d'exister comme État, la Courlande obtenait-elle de plein droit son indépendance, ou se trouvait-elle assujettie, envers les nouveaux possesseurs, aux mêmes obligations qui la liaient auparavant à la république? La dernière suppo-

sition était impossible, car auquel des ravisseurs serait-elle soumise? La destruction de la Pologne devait donc avoir pour effet de délier la Courlande de toutes ses obligations.

Cette province avait sur la mer Baltique près de cent lieues de côtes, où d'excellents ports, des baies et des anses parfaitement abritées s'ouvraient aux grands comme aux petits navires. Le port de Windau n'est jamais fermé par les glaces, et il pourrait, au moyen de quelques travaux, être mis en état de contenir cent vaisseaux de ligne. Outre ses immenses forêts, qui couvrent les deux cinquièmes de son territoire, la Courlande produit une quantité considérable de blé, de lin et de chanvre, dont elle livre une partie au commerce d'exportation.

Le vieux Biren était mort depuis longtemps. Pierre, son fils aîné, qui lui avait succédé comme duc de Courlande, avait, pendant une longue absence, abandonné le pouvoir entre les mains d'un conseil, dont l'administration fut la première cause de sa ruine; car le duc ayant refusé d'approuver ses actes, le conseil lutta d'abord contre lui et finit par préparer la soumission de la Courlande à la Russie.

L'impératrice n'ignorait pas que beaucoup de Courlandais, habitués aux plaisirs de Saint-Pétersbourg, exposés à la cupidité de leur duc, désiraient ardemment changer leur joug. De son côté, elle n'avait rien négligé pour les entretenir dans cette résolution. Le peuple lui-

même se disait qu'il valait mieux obéir à une puissante souveraine qu'à un prince méprisé au dehors par sa faiblesse, et détesté par ses sujets à cause de sa tyrannie. La réunion à la Russie n'inspirait donc aucune répugnance à la masse des Courlandais.

Lorsque tous les esprits eurent été préparés à ce changement, l'impératrice manda Biren à Pétersbourg et fit convoquer en même temps les États de Courlande, où fut proposée la réunion à la Russie. Quelques membres cependant combattirent ce projet et s'indignèrent qu'une semblable proposition eût été faite en l'absence du duc. Mais le général Palhen ayant paru tout à coup au milieu de l'assemblée, sa présence y répandit un si grand effroi que la proposition fut immédiatement adoptée. Le lendemain, 15 mars 1795, on dressa l'acte par lequel les duchés de Courlande et de Sémigale et le cercle de Pilten se donnaient à la Russie. « Nous savons par expérience, y disaient les Courlandais, combien le système féodal, qui nous attachait à la Pologne, était incommode et contraire à la prospérité de la patrie. C'est pourquoi nous nous soumettons à Sa Majesté Impériale, Catherine II, avec d'autant plus de confiance que jusqu'ici elle s'est montrée la protectrice généreuse de tous nos droits. »

Biren apprit à Pétersbourg que de prince souverain il était devenu simple sujet de la Russie. L'impératrice lui servit une pension de cent mille écus, et lui acheta cinq cent mille ducats ses domaines de Courlande.

Catherine avait réalisé les rêves de Pierre le Grand; elle avait réuni à l'empire russe, tant au midi qu'à l'occident, des provinces plus étendues que ne l'étaient plusieurs États de l'Europe. Par la conquête de la Crimée, elle menaçait Constantinople; par la possession de la Pologne et la réunion de la Courlande, elle touchait à toutes les affaires de l'Europe. Ses flottes, qu'elle pouvait rendre formidables, parties de deux points opposés, couvraient les mers et portaient en tout lieu les signes de sa puissance.

Si l'on jette un coup d'œil sur la carte, on est frappé de l'étendue de l'empire russe. Il semble que l'impératrice, après tant de succès, aurait dû borner son ambition à réparer les malheurs de la guerre, à faire fleurir le commerce, à développer les éléments de la richesse nationale, à favoriser l'accroissement de la population, en un mot, à mettre en harmonie la grandeur de son empire avec ses forces. L'âge semblait même le lui conseiller, mais elle se laissa entraîner au projet de reprendre les provinces rendues à la Perse par l'impératrice Anne.

Pierre le Grand avait formé le dessein de rétablir le commerce de l'Orient sur ses anciennes bases. La mort l'ayant empêché d'en poursuivre la réalisation, ses successeurs abandonnèrent ce projet, soit qu'ils n'en eussent pas compris la grandeur, soit que les circonstances ne leur eussent pas permis de s'en occuper. C'est à Catherine qu'était réservée la gloire d'achever l'œuvre de ce prince.

La région caucasienne, formée par une chaîne de montagnes qui sépare l'Europe de l'Asie, est bornée au nord par le Terek et le Kouban (l'Hypanis de Strabon); au midi par le fleuve Kur, qui coule parallèlement à la chaîne dans presque toute sa longueur, et à l'est par la mer Caspienne. Les défilés qui la traversent étaient jadis fortifiés, et les murailles, dont on voit encore quelques ruines, étaient connues dans l'antiquité sous le nom de Portes Caspiennes.

Du pied du Kasbek, où il prend sa source, le Terek se dirige au nord, à travers des rochers et des précipices, sépare à l'ouest la grande et la petite Kabarda, puis, tournant brusquement à l'est, arrose le pays des Tchetcheutses et va se jeter par plusieurs bras dans la mer Caspienne, après avoir parcouru les plus belles parties du Caucase.

Le cours du Kouban est plus étendu, mais moins pittoresque. Sorti des marais qui baignent la base septentrionale de l'Elbrus, il se dirige vers Wladikawkas, en traversant la ville des Cosaques, Jekaderinodar, et va porter ses eaux partie dans la mer Noire et partie dans la mer d'Azof.

Le Kasbek, sommet central du Caucase, est la grande communication de la Russie et de la Géorgie. C'est sur les flancs de la montagne, au milieu des neiges et des abîmes, que passe la route militaire, qui, du nord au midi, traverse le Caucase tout entier.

Les peuples sauvages de ces montagnes, de mœurs et

de races diverses, divisés par d'anciennes rivalités, n'avaient pour protéger leur indépendance contre l'ambition de la Russie que leurs demeures escarpées. A l'est, dans les plus hautes vallées, habitaient les Lesghiz; au centre, les Tchetchentses et les Ossètes, qui dominaient les communications avec la Géorgie ; à l'ouest jusqu'à la mer Noire, les Tcherkesses ou Circassiens; enfin, le vaste pays situé le long de cette mer, et connu sous le nom de Mingrélie, l'ancienne Colchide, comprenait l'Imirétie et le Guriel, que Soliman-Khan avait défendus jusqu'à sa mort contre les armes et l'or de la Russie. Cette partie du Caucase est couverte d'immenses forêts et renferme dans son sein des mines de cuivre, de fer et d'acier d'une richesse inappréciable. Ailleurs ce sont de splendides vallées, telle que le Kakhet, la plus riche et la plus fertile de la Géorgie.

La possession des provinces caucasiennes, en assurant à la Russie la domination de la mer Caspienne, l'eût rendue maîtresse de tout le commerce de l'Orient. C'était en effet vers ce but qu'avait tendu constamment la politique de Catherine. Nous verrons que la situation intérieure de la Perse rendait facile l'exécution de ce projet.

Le premier acte de cette politique avait été l'établissement de la ligne militaire du Don à Tiflis, et plus tard de celle du Kouban et du Terek. En 1783, elle avait obtenu d'Héraclius une partie de la haute Arménie, qui s'étendait d'un côté à la mer Caspienne, de l'autre au pachalik

d'Erzeroum, et vers le midi s'approchait du cours de l'Araxe.

Les côtes de la mer Caspienne étaient partagées entre les Russes, les Persans et les Tartares. Les premiers possédaient les villes maritimes d'Astrakan, de Gurief et de Kislar. Astrakan et Gurief dominaient les cours du Volga et du Yaïk; Kislar, sur la rive gauche du Terek, à quinze lieues de son embouchure, couvrait les frontières de l'empire du côté de la Perse. Astrakan, appelé pompeusement l'Alexandrie du Volga, avait été l'un des entrepôts les plus considérables de l'univers. Astrakan d'un côté, et Soldaïa de l'autre, étaient, avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, les deux grandes stations maritimes des Tartares, la voie commerciale de l'Asie et de l'Europe, soit par le Don, soit par les caravanes du Kouban.

Après la prise de Constantinople, le détroit des Dardanelles ayant été fermé et les relations avec l'Asie interrompues, Astrakan fut délaissé; mais en étendant leur empire vers le midi, les Russes s'ouvrirent le commerce de la Perse avec la Géorgie. Alors reparurent les caravanes de Khiva et de la Boukharie, les négociants de la Perse et de l'Inde. La Russie réprima les brigandages des Tartares; la sécurité régna de nouveau sur les côtes, et le commerce de la mer Caspienne reprit une grande activité.

Ce commerce était depuis plus d'un siècle entre les mains des Anglais, qui, en 1744, avaient obtenu de la

Russie la permission d'établir par la mer Caspienne des relations directes avec la Perse. Ils avaient fondé une factorerie à Meschec ; ils y attirèrent les soies du Ghilan, les cotons du Mazanderan, et poussèrent des caravanes jusque dans la Grande-Tartarie.

Les Anglais ne bornèrent pas leur activité à ces opérations commerciales. Ils se mêlèrent aux troubles de la Perse, et par là ils compromirent leurs établissements de la mer Caspienne. Les capitaines Elton et Woodrof ayant fait construire sur le Volga, au grand étonnement des Russes, des vaisseaux plus forts que ceux qu'on avait jusque-là osé lancer sur cette mer orageuse, ils se rendirent redoutables à Nadir-Schach (Thamas-Kouli-Khan). Ce prince avait de grandes vues. Comprenant le parti qu'il pourrait tirer de pareils auxiliaires, il leur offrit de brillants avantages, et parvint en effet à se les attacher. La mer Caspienne devint plus particulièrement l'objet de sa vigilance ; il en fit étudier les côtes par le capitaine Elton, avec le dessein d'y fonder un établissement qui assurât ses conquêtes dans la Khivie, et qui protégeât la province d'Astérabad contre les incursions des Tartares. Mais ces mesures inspirèrent à la Russie autant d'inquiétude que d'indignation. Elisabeth ne put souffrir que des Anglais eussent mis leurs talents au service d'une puissance ennemie, et, dans sa colère, elle retira à la nation tout entière les priviléges commerciaux qu'elle lui avait accordés.

Plusieurs voies mettent la mer Caspienne en commu-

nication avec l'Asie. Le Volga, le plus puissant de ses affluents, traverse toute la Russie australe et orientale, et la rattache par la Kama aux monts Ourals, remplis de richesses minérales. Le Yaïk la fait communiquer avec Orenbourg, qui était jadis le rendez-vous des caravanes de l'Inde, de Khiva, de la Tartarie et des Boukhares. En reliant la mer Caspienne à l'Aral, soit par un canal, soit au moyen de caravanes et de postes militaires, la Russie aurait ouvert une route facile aux produits de la Tartarie chinoise, du Thibet, du Cachemyr et de l'Inde, par l'Amou-Daria et le Syr-Daria (l'Oxus et le Jaxarte des anciens), dont les deux bassins paraissent la meilleure voie de communication entre les plateaux de la Chine, le Turkestan et la Russie méridionale.

C'est dans cette pensée que Pierre le Grand avait résolu de s'emparer de la mer d'Aral, afin de pénétrer par ses deux affluents jusqu'en Boukharie et à Samarcande; c'est dans ce but que la Russie avait fait les plus grands efforts pour s'emparer de Khiva, qui domine le cours de l'Amou-Daria, et qu'elle avait porté une attention toute particulière sur le port d'Astérabad, qui commande le défilé des Portes Caspiennes, et qui, par sa position sur la côte méridionale de la mer Caspienne, est la clef de la Perse, du côté du Turkestan. Le jour, en effet, où cette ville tomberait au pouvoir des Russes, l'indépendance de la Perse serait sérieusement menacée. Pendant qu'une armée descendrait du Caucase, une autre franchirait sans obstacle le défilé des Portes Caspiennes et se trouverait

bientôt sous les murs de Hérat, au cœur même de la monarchie persane.

La Khivie, entourée de déserts arides, doit à l'Amou-Daria une fertilité merveilleuse. De nombreux canaux, qu'alimentent les eaux du fleuve, courent dans toutes les directions et forment partout des îles verdoyantes. Ici ce sont des pâturages, qui nourrissent de belles races de bœufs, de chevaux et de moutons ; là s'étendent de vastes campagnes, couvertes de sarrasin et de froment.

C'est au moyen de caravanes que les *sartys* ou négociants de la Khivie transportent à Astrakan et à Boukhara les produits de la contrée. Mais, obligés de traverser des déserts arides et d'éviter les attaques des hordes nomades, ce n'est qu'à force de persévérance et de courage qu'ils parviennent à franchir la distance qui les sépare de Boukhara. Cette distance est de sept jours de marche.

Le Turkestan, situé sur les confins du Caboul et de la Chine, leur fournit du coton filé et des étoffes de soie qui n'ont de prix que par l'éclat de leur couleur; des peaux d'agneaux, des cachemires et des porcelaines chinoises. De Khiva, les caravanes se dirigent sur Manghichlak, où des navires russes les transportent à Astrakan, pour être ensuite répandues dans l'intérieur de l'empire. Les marchands de Khiva prennent en échange des velours, des draps légers, des torsades d'or et d'argent, du sucre et des ustensiles de cuivre et de fonte.

De tout temps, la Boukharie a été la voie naturelle pour le commerce de la Perse, de l'Inde et de la Chine.

La Russie est le seul pays où les Boukhares puissent écouler les produits de l'Asie centrale. C'est pour cela qu'ils ont toujours cherché à multiplier leurs relations avec Orenbourg, Astrakan et Nijni-Novogorod. Obligé d'éviter le territoire de Khiva, à cause des dangers dont nous avons parlé plus haut, le commerce languit; mais, si cette province tombait au pouvoir des Russes, la sécurité renaîtrait et les communications, aujourd'hui si difficiles, prendraient aussitôt une très-grande activité. L'Oxus pourrait être uni par un canal avec la mer Caspienne, et, à défaut, une route protégée par des forts conduirait les caravanes, à travers les steppes des Turcomans, des côtes de cette mer jusqu'à celles de la mer d'Aral. Dans une guerre maritime, ce serait la seule voie ouverte au commerce du monde.

Depuis la mort de Catherine, les efforts de la Russie pour s'emparer de ce commerce ne se sont pas ralentis un seul instant. Elle a établi sous le canon d'Orenbourg un immense bazar, où se rendent chaque année les caravanes kirghizes et boukhares. La nécessité de protéger ces caravanes l'a forcée de porter ses armes jusque dans le Turkestan. Après s'être assuré la possession absolue de la mer Caspienne par deux établissements considérables, l'un à l'embouchure de l'Oural, Gurief, l'autre à celle de l'Embach, sur la côte orientale, elle a fondé, à soixante lieues au sud de ce dernier fleuve, la forteresse d'Alexandrof, par où elle s'est mise en communication avec la mer d'Aral, au moyen d'une ligne de puits et de

colonies militaires. Les Turcomans, qui infestaient ce pays, ont été rejetés sur les frontières de la Perse; le khan de Khiva s'est courbé sous le joug des tsars; les Russes ont remonté le Syr-Daria jusqu'à la ville d'Ak-Metschid, dont ils se sont emparés, et, en pénétrant dans le pays des Kirghiz de la grande horde, au nord et à l'est de la mer d'Aral, ils ont occupé toutes les routes par lesquelles passent les caravanes. Il ne leur reste plus qu'à franchir les monts Moustagh, qui ferment le bassin de l'Aral, pour entrer dans le grand désert de Gobi et des Tartares tributaires de la Chine.

Qu'on se représente la Russie sillonnée par des chemins de fer et reliée à l'Europe occidentale : les montagnes s'abaissent, les mers et les fleuves sont franchis, la civilisation ne rencontre plus d'obstacle. Rien de plus grand n'aura été conçu et exécuté, depuis que les peuples se déchirent sans se connaître, et l'on pourrait alors prévoir la fin de ces conquêtes violentes, qui ont ensanglanté le monde, pour satisfaire l'orgueil des hommes auxquels nous avons donné le nom de *grands*, parce qu'ils ont beaucoup détruit.

Le traité de Kainardji avait donné à la Russie la souveraineté de la Kabarda. Dès lors, elle s'était attachée à nouer des relations avec les peuples sauvages qui occupaient les gorges des montagnes. Les Ossètes, maîtres des célèbres défilés du Dariel, lui en ouvrirent pour ainsi dire les portes; elle couvrit ses frontières contre les incursions des tribus ennemies, par la ligne armée du

Kouban et du Terek, qui se composait de huit forts et d'un grand nombre de redoutes. En 1781, une escadre russe avait paru dans la mer Caspienne, avec la mission de former un établissement militaire sur les côtes de la Perse ; mais, cette tentative ayant échoué, Catherine sema la division parmi les peuples du Caucase. Les princes chrétiens de la Géorgie furent les premiers qui subirent cette influence secrète. Gagnés par l'or et les présents de l'impératrice, ils acceptèrent son protectorat et ouvrirent à ses armées les défilés de leurs montagnes. En 1787, le littoral de la Circassie devint pour la première fois un centre d'opérations militaires. Anapa, que les Turcs avaient fondé pour protéger leur commerce avec les habitants du Caucase, fut pris d'assaut en 1791, et le traité de Jassy valut ensuite à la Russie la souveraineté de la Géorgie et des pays voisins. Anapa fut restitué à la Porte; mais l'obligation qu'elle contracta de réprimer les incursions des tribus de la rive gauche du Kouban ne pouvait manquer d'être une occasion perpétuelle de chicanes et de guerre ; car la Turquie était impuissante à faire reconnaître son autorité sur des peuples qui vivaient dans un état habituel de brigandage. D'autre part, les Russes comprenaient trop bien l'importance d'Anapa, comme position commerciale et stratégique, pour ne pas essayer de la reprendre. Cette ville est en effet la clef du passage qui conduit de la mer à la ligne du Kouban, le long d'une chaîne de montagnes inaccessibles sur les autres points de la côte. Les popu-

lations du sud, quand elles ne peuvent plus communiquer avec Anapa, sont presque entièrement isolées du nord; car c'est par Anapa que les produits de la Circassie arrivent à la mer Noire et que ceux de l'Europe sont introduits dans le pays.

Depuis la mort de Thamas-Kouli-Khan, la Perse n'avait pas cessé un instant d'être livrée à l'anarchie. Quelques fantômes de rois s'étaient succédé sur le trône des sophis; mais enfin cette immense monarchie s'écroula, et chaque gouverneur ou khan se rendit souverain absolu dans sa province. Héraclius, prince de Géorgie, autrefois vassal de la Perse, brave et habile, s'était soutenu contre les Turcs avec l'appui de la Russie, qui, pour prix des secours qu'il en avait obtenus, l'avait en quelque sorte contraint de recevoir une garnison dans Tiflis, sa capitale, et de reconnaître la suzeraineté de l'impératrice.

Il existait dans le Mazanderan, sur la côte méridionale de la mer Caspienne, une tribu turcomane, connue sous le nom de Kadjars, qui devait son origine à d'anciens sujets ottomans réfugiés en Perse. A la faveur des désordres, un membre de cette tribu, Mohammed-Khan, s'était déclaré indépendant en 1748, et, s'étant emparé du Mazanderan, du Khoraçan et du Guilan, il avait été sur le point de se rendre maître de la Perse entière, lorsqu'il tomba au pouvoir d'un de ses rivaux, Kérym-Khan, qui lui fit trancher la tête (1758).

Son fils, Mohammed-Aga, était aussi tombé entre les

mains de Kérym ; mais il parvint à s'échapper, reprit les anciennes provinces que son père avait possédées, et se fit proclamer souverain de la Perse, après avoir réuni, avec le secours de ses frères, les membres dispersés de cette monarchie. L'ambition de Mohammed, qui ne voulait souffrir aucun partage de son autorité, n'avait pas tardé à exciter la jalousie de ses frères, et à plonger la Perse dans de nouveaux troubles. Mohammed, ayant marché contre eux, en fit deux prisonniers et leur fit trancher la tête au milieu de son camp. Il fondit ensuite sur le Guilan, pilla Rechet et contraignit Hideat-Khan, gouverneur de la province, à se réfugier avec sa famille dans la factorerie russe d'Enzelly.

La Russie, qui depuis longtemps cherchait à s'établir sur la mer Caspienne, dont la possession lui était nécessaire, d'un côté pour étendre son influence dans le Caucase, et de l'autre pour pénétrer dans la Perse, favorisait en secret les tentatives que faisaient les gouverneurs des provinces voisines pour se rendre indépendants. Du reste, cette politique persévérante, tantôt astucieuse et tantôt hardie, a produit ici les mêmes effets que dans le Caucase ; elle a détruit l'anarchie qui dévorait ces malheureuses contrées et leur a procuré une sécurité dont elles avaient cessé de jouir. Au point de vue des intérêts commerciaux, les relations qui en étaient la conséquence devenaient pour les deux peuples une source de richesses.

L'impératrice avait donc un double intérêt à protéger

les princes fugitifs. Sa dignité y était en outre engagée; car Mohammed avait chassé de Férabad, le meilleur port du Mazanderan, le contre-amiral Woinovitch, et détruit l'établissement que les Russes y avaient fondé. Mais occupée en ce moment de ses préparatifs de guerre contre la Porte ottomane, elle ferma les yeux sur ces violences et sollicita même l'alliance de Mohammed, dans la crainte qu'il ne s'unît au sultan.

Dès ce moment, les princes fugitifs furent traités avec moins d'intérêt. L'un d'eux fut massacré par les soldats du général Paul Potemkin, qui commandait à Kislar et dans le Caucase; l'autre ne reçut qu'une froide hospitalité. On resta sourd aux plaintes qu'il fit parvenir jusqu'aux pieds du trône sur la mort de son frère, et on le rendit même l'objet d'une indigne surveillance, pour l'empêcher de quitter Astrakan.

Après avoir soumis toute la Perse, Mohammed ne songea plus qu'à châtier le tsar Héraclius qui avait soutenu ses frères dans leur résistance. Il parut donc en Géorgie avec une armée de 50,000 hommes et mit tout à feu et à sang. Tiflis fut pris et brûlé (octobre 1795) et le tsar Héraclius obligé de chercher une retraite dans les plus hautes montagnes. Le vainqueur se retira avec un immense butin, traînant à sa suite plus de 50,000 prisonniers, qui furent vendus comme esclaves.

L'orgueil de Catherine s'indigna de ce nouvel outrage. La guerre de Pologne était finie, et elle se trouvait en paix avec tous ses voisins. Malgré la rigueur de la sai-

son, ses troupes eurent ordre de se rendre à Kislar. Quelques régiments avaient plus de huit cents lieues à faire. Tous devaient traverser les steppes d'Astrakan et du Kouban, déserts arides, où, dans l'espace d'une longue route et à des distances infinies, on rencontrait à peine quelques traces de l'homme. Sahli-Khan, le dernier des frères de Mohammed, était encore à Astrakan, entouré d'une surveillance ombrageuse. Catherine le tira de son abaissement pour le faire servir à ses desseins. Il parut alors à la cour, fut comblé d'honneurs et traité en souverain. Il partit ensuite pour l'armée avec un manifeste en langue persane, dans lequel il exhortait ses sujets à secouer le joug du tyran et à recevoir les Russes comme des libérateurs.

La cour avait fondé sur cette expédition de merveilleuses espérances. Déjà Catherine voyait sa couronne enrichie par de nouvelles conquêtes. Les courtisans l'entretenaient dans ces pensées flatteuses, et, chose incroyable, une foule d'intrigants et d'ambitieux sollicitaient par avance des emplois dans les provinces à conquérir. On avait choisi pour faire la conquête de la Perse Valérien Zoubof, frère du favori, brave soldat, mais général peu capable. Il avait fait la guerre en Pologne, où il avait eu une jambe emportée. C'était néanmoins un très-bel homme, d'une figure douce et agréable, mais d'un esprit sans culture et de mœurs affreuses.

Il n'existe que deux passages par lesquels on puisse franchir le Caucase : celui de Demir-Capou, appelé Porte

de Fer, et celui de Vladikawkas. Le premier suit le rivage de la mer Caspienne, relie Astrakan à Kislar et aboutit à Bakou par le territoire des Kumikes; le second est sur la route de la Russie en Perse; mais des précipices, des torrents débordés, des rochers d'une hauteur prodigieuse, étaient à cette époque des obstacles presque insurmontables pour une armée chargée de bagages. Le chemin qui longe la mer Caspienne n'est pas lui-même sans danger; car, de distance en distance, des rochers à pic descendent jusque dans les eaux. Cependant, les défilés y sont moins étroits et la chaîne est moins escarpée. Elle laisse même, dans quelques endroits, de grandes plages à découvert.

L'armée russe n'eût donc pas facilement pénétré dans la Géorgie, si les abords en avaient été soigneusement gardés. Mais, après l'avoir ravagée, Mohammed s'en était retiré, et Héraclius, sorti de sa retraite, était rentré dans Tiflis. Les Russes ayant alors franchi le Koï-Sou entrèrent sur le territoire de Tarkou, dont le khan avait reconnu la suzeraineté de l'impératrice, et s'emparèrent ensuite de Derbent, dont le territoire, resserré entre les montagnes et la mer, est fermé au nord par une ancienne porte de fer. La position de cette ville, au débouché des Portes Caspiennes, était une conquête importante. Le Daghestan, dont Derbent était la capitale, s'étend le long de la mer Caspienne, depuis le Soulak, qui le sépare des Tcherkesses, jusqu'au Chirvan. Un rameau de la chaîne du Caucase l'entoure à l'ouest; mais ce ra-

meau, en pénétrant au centre jusqu'à Derbent, où il forme le défilé des Pilæ Sarmaticæ, partage le pays en deux moitiés, réunies par ce défilé. Au nord et au midi de la montagne sont de vastes plaines marécageuses mais fertiles, entrecoupées de ruisseaux et de champs de blé. La ville, bâtie sur une colline et dominée par la citadelle, était entourée de hautes murailles qui aboutissaient à la mer, dont le rivage est si bas, qu'à l'exception des bateaux pêcheurs, aucun bâtiment de commerce ne peut en approcher qu'à la distance d'une verste.

Quoique les Russes n'eussent eu à combattre jusqu'alors que contre les Lesghiz, qu'il était impossible de poursuivre dans leurs montagnes presque inaccessibles[1], ces premiers succès firent cependant une profonde sensation à Saint-Pétersbourg, et l'Europe entière était dans l'admiration.

L'armée ayant continué sa marche occupa Bakou, puis Chamakhy, ancienne capitale du Chirvan, alors ruinée, jadis renommée par ses manufactures. Ce fut le terme de ses succès. Les chaleurs du mois de juillet, les pluies abondantes qui leur succédèrent, jointes à la mauvaise nourriture, répandirent la contagion parmi les troupes. Elles se rapprochèrent des montagnes, où l'air est plus pur; mais un autre ennemi les attendait. Les peuples barbares du Caucase, soutenus par un corps de

[1] *Voyage de Potocki dans les steppes d'Astrakan*, t. Ier. Potocki tenait ces détails de Zoubof lui-même.

cavalerie persane, les harcelaient sans cesse, et quoique les Russes, dans ces combats incessants, eussent presque toujours l'avantage, ils ne pouvaient cependant se procurer un repos dont ils avaient un si grand besoin.

Mohammed n'avait pas encore paru. Il attendait les ennemis derrière l'Araxe, aux environs de Tauris, où de vastes plaines auraient permis à sa cavalerie de se développer avec avantage. C'est là qu'il avait résolu de les attirer. La contrée située entre l'Araxe et le Cyrus ayant été dévastée, les Russes n'y trouvèrent qu'un désert affreux où tout manquait. L'armée ne comptait plus alors que 18,000 hommes, malgré les efforts qu'avait faits pour la renforcer le général Goudowitsch, qui commandait dans le Kouban. Mais, avant d'avoir aperçu les soldats de Mohammed, la nouvelle de la mort de l'impératrice parvint au camp, et, peu de jours après, le général reçut l'ordre de rentrer en Russie.

Depuis quelque temps, la santé de l'impératrice s'était légèrement altérée, sans cependant que cette altération l'eût forcé d'interrompre ni ses plaisirs ni ses fatigues. Ses jambes s'étaient enflées et elle ne montait et ne descendait plus qu'avec beaucoup de peine l'escalier du palais. Le Grec Lambro Cazzoni, que l'impératrice avait reçu à la cour après la paix de Jassy, essaya de la guérir avec des bains froids d'eau de mer. D'abord elle s'en trouva bien; mais, au bout de quelque temps, ses jambes enflèrent davantage. Son sang et ses humeurs,

en refluant au cerveau, paraissaient rendre l'apoplexie inévitable.

Le 14 octobre, il y avait eu réunion à la cour, et Catherine avait été fort gaie. La nouvelle que Moreau avait été forcé de repasser le Rhin avait excité sa bonne humeur. Le lendemain, après avoir travaillé avec ses secrétaires, elle pria le dernier, en le renvoyant, de l'attendre dans l'antichambre. Il attendit en effet pendant quelque temps; mais le valet de l'impératrice, Zacharie Constantinowitsch, étonné de n'être point appelé, et n'entendant aucun bruit, ouvrit la porte et trouva sa maîtresse renversée entre les deux portes qui conduisaient de son alcôve à sa garde-robe. On la posa sur un matelas, on la transporta auprès d'une fenêtre, et le docteur Rogerson, son premier médecin, la fit saigner deux fois. Elle parut soulagée et revint à la vie; mais elle ne recouvra ni la parole ni le sentiment de l'existence.

Des courriers avaient été expédiés à Gatschina, où résidait le grand-duc [1]. Paul arriva au palais avec la grande-duchesse, à huit heures du soir. La confusion était générale dans ce palais, où la veille régnaient la joie et le plaisir. Les abords en étaient encombrés par les voitures. Paul, sans faire paraître aucune émotion, ne s'occupait qu'à donner des ordres pour son avéne-

[1] C'est un château où le grand-duc passait l'automne. Il est situé à dix verstes de Tsarskoie-Selo.

ment au trône. Il avait été suivi de Gatschina par une foule d'hommes, dont le costume et le langage contrastaient singulièrement avec la brillante cour de sa mère.

Le peuple croyait que l'impératrice était morte dès la veille et que des raisons politiques obligeaient à cacher sa mort; mais ce bruit était faux. Catherine était restée plongée dans une léthargie profonde ; les remèdes qu'on lui avait administrés n'avaient ramené en elle que les apparences de la vie. A dix heures du soir, elle parut même se ranimer tout à coup; mais c'était le dernier effort de la nature. Un instant après, elle poussa un faible cri et expira.

Aussitôt que la nouvelle en fut connue, une consternation générale remplit le palais et la ville. Les courtisans, les étrangers de distinction qui résidaient en Russie, regrettèrent une souveraine dont ils avaient si souvent admiré l'esprit, les grâces sans affectation, les manières aimables, et cette liberté de mœurs que la Russie ne connaissait pas avant elle. Les femmes attachées à sa personne, tous ses domestiques pleuraient une maîtresse indulgente, bonne, généreuse et d'une humeur toujours égale; les jeunes grandes-duchesses furent profondément affligées ; elles aimaient sincèrement leur grand'mère, qui s'occupait de leurs plaisirs avec une sollicitude extrême. Le peuple enfin, qui, sous le règne de Catherine, n'avait ressenti aucune de ces violentes secousses qui sont quelquefois si terribles dans les gouvernements absolus, le peuple, dont elle rendit le sort

meilleur, ne vit pas sans effroi la fin d'un règne constamment heureux. Ce peuple, qu'on a pris l'habitude de se représenter comme abruti sous le poids de ses fers, était fier de sa souveraine.

A l'âge de soixante-sept ans, cette princesse conservait des restes de beauté. Ses cheveux, qu'elle portait légèrement poudrés et flottants sur les épaules, étaient toujours arrangés avec un goût parfait; sa taille, quoique épaisse, ne manquait ni de grâce ni de majesté. Elle était ordinairement vêtue à la russe, c'est-à-dire d'une robe verte assez courte, qui formait par devant une espèce de veste, dont les manches étroites descendaient jusqu'au poignet. Autant elle était enjouée dans l'intimité, familière sans s'abaisser, autant elle était en public majestueuse et réservée. C'est alors qu'elle justifiait le nom de Sémiramis du Nord que lui avait donné Voltaire. Elle marchait lentement, à petits pas, le front haut, le regard calme et souvent baissé.

Rien n'était plus simple que sa vie, plus régulier que ses habitudes, plus égal que son humeur. On ne la vit jamais s'emporter à la colère, s'abandonner à la tristesse ou se livrer à une joie immodérée. Elle n'avait ni les caprices, ni les petitesses, ni les jalousies de son sexe; son affection trahie n'éclatait point en reproches; elle l'arrachait de son cœur sans trouble et sans amertume, et le souvenir de l'offense ne la rendait point injuste.

Tous ceux qui l'approchaient étaient ravis des charmes de son esprit et de la grâce de ses manières; mais l'atta-

chement qu'elle inspirait à ceux qu'elle avait honorés de sa confiance ou de son amitié prenait le caractère d'un culte. On ne pouvait en effet s'empêcher d'être frappé de la simplicité de ses paroles et de la grandeur de ses actions. Ce contraste avait quelque chose de très-séduisant. Elle disait si naturellement les choses les plus flatteuses ou les plus élevées, qu'elle seule ne paraissait pas en sentir le prix.

Quand elle fut parvenue au trône, elle ne changea rien à sa manière de vivre ; elle se levait à six heures du matin, faisait elle-même son feu, et travaillait ensuite avec ses secrétaires. Sa table était servie comme celle d'un particulier ; elle n'y admettait jamais plus de huit personnes, et l'étiquette en était bannie. Du reste elle y gardait la plus grande sobriété.

Sa cour, au contraire, était d'une magnificence inouïe, sans avoir rien de théâtral. Catherine inspirait le respect et l'admiration par le sentiment qu'elle donnait de sa supériorité, et non par cette sorte d'idolâtrie, dont quelques souverains ont aimé à se rendre l'objet.

Philosophe par réflexion, elle ne fut point enivrée par l'éclat de la grandeur ; religieuse par politique, elle ne laissa jamais insulter en sa présence ni la religion ni les bonnes mœurs, et elle ne souffrait même, à cet égard, aucune plaisanterie indécente. Sa raison admettait toutes les croyances ; sa politique, d'accord avec les sentiments du peuple russe, lui faisait une loi de la tolérance. « Dans un grand empire, qui étend sa domina-

tion sur autant de peuples divers qu'il y a de croyances parmi les hommes, la faute la plus nuisible à la tranquillité de ses habitants serait, disait-elle, l'intolérance. La persécution irrite ; la tolérance adoucit les esprits et étouffe les disputes. » Elle avait mis ce précepte en pratique, en réunissant chaque année, dans un banquet solennel, les ministres des différents cultes, qui se trouvaient présents à Pétersbourg. Elle recueillit les fruits de cette sage conduite, car le clergé russe, dont cependant elle avait diminué les richesses et borné l'autorité, ne cessa point de lui montrer un attachement soumis et respectueux.

Les jésuites avaient trouvé dans son empire, après la suppression de leur ordre, un asile sûr et honorable. En vain leurs ennemis les y poursuivirent et tentèrent de les rendre suspects à l'impératrice ; elle repoussa leurs instances avec dignité, et, blessée de leur importunité, elle répondit que toute nouvelle démarche exposerait le souverain pontife à perdre dans ses États le peu d'autorité dont elle le laissait jouir.

Plus on étudie cette femme extraordinaire, plus on est frappé de sa grandeur. On admire l'étendue de son esprit, sa pénétration, son aptitude merveilleuse à tout comprendre, l'énergie de son caractère, cette raison ferme et modérée qui ne l'entraînait jamais au delà des bornes. Elle savait récompenser avec discernement, encourager avec bienveillance, louer publiquement et blâmer en secret. Le mensonge répugnait à sa nature ;

sa franchise était sans arrière-pensée. Aussi, la vérité ne la blessait pas, et elle honorait la résistance, quand elle était inspirée par la justice et l'amour du bien. « On sévit dans les pays despotiques, disait-elle, contre les écrits par trop mordants; c'est une faute. Ces écrits ont la propriété de tenir éveillée l'attention du gouvernement, et, en les poursuivant avec l'idée de faire sentir plus vivement le poids du pouvoir, on court le risque d'arriver à l'obscurantisme par la crainte que chacun a d'écrire. » Sa maxime favorite était celle-ci : *Vivez et laissez vivre*. Un des plus grands poëtes de ce siècle, Derjavine, obscur soldat jusqu'à trente ans, depuis lieutenant dans la garde et sénateur, attaqua librement les vices de la société. Ses mordantes satires, qu'on eût à peine tolérées dans un pays libre, ne lui attirèrent jamais ni dégoût ni disgrâce.

Mais à côté de ce brillant tableau, l'histoire ne saurait cacher l'ombre qui en obscurcit l'éclat. Deux passions également funestes dominèrent cette princesse, l'amour de l'homme et l'amour de la gloire. L'une porta une atteinte profonde aux bonnes mœurs; l'autre nuisit au bonheur du peuple, dont la gloire ne s'achète qu'au prix des plus grands sacrifices. Lorsqu'elle parvint à l'empire, elle s'y trouvait préparée par une étude approfondie du caractère, des besoins et du génie du peuple russe. Son esprit, fortifié par la méditation, lui avait donné le secret de sa force; l'état de l'Europe, affaiblie et divisée, secondait son ambition. Sa conduite, pendant

quelque temps, fut marquée par une certaine réserve, à laquelle contribua l'influence d'Orlof. Ce favori, sans être doué d'une grande intelligence, avait un caractère loyal, une âme élevée, des sentiments dévoués et ardents. Mais aussitôt qu'elle se fut détachée de lui, elle ne mit plus aucun frein à ses désirs; elle se laissa corrompre par tous ceux qui, à défaut de son cœur, aspiraient à partager son pouvoir. Potemkin l'enivra d'encens et l'enveloppa de mensonges. Son génie pervers, sa malignité, sa dépravation, remplirent la cour d'intrigues et de plaisirs grossiers. Le besoin des sens, au lieu de s'éteindre avec l'âge, devint au contraire plus impérieux, et livra la fin de son règne à d'indignes favoris, dont l'influence fut pernicieuse. Sous les yeux de l'impératrice, la violence et l'oppression n'osaient se montrer ouvertement; mais au loin, elles ne gardaient plus de mesure, et chaque agent du pouvoir, jusqu'au plus infime, se livrait sans contrainte aux plus effroyables excès.

Le règne des favoris ne fut pas seulement un scandale, ce fut encore un fardeau pour l'Etat, qui vit engloutir dans ce gouffre une partie de ses finances. On évaluait à plus d'un million de roubles par an l'entretien du favori, outre les pensions énormes dont jouissaient tous ceux qu'un nouveau caprice avait replongés dans l'obscurité. Potemkin seul, en deux ans de faveurs, se fit donner pour plus de 9 millions de roubles, tant en bijoux qu'en pensions et en palais, et 37,000 paysans.

Le nombre de serfs, dont tous ces favoris furent gratifiés, peut être porté, sans exagération, à 150,000 au moins. La famille du prince Orlof en obtint, pour son compte, environ 45,000.

A part ces taches, qui se perdaient en quelque sorte dans l'immense éclat de la gloire, le règne de Catherine II est un des plus grands et des plus extraordinaires dont l'histoire gardera le souvenir. Ses tentatives pour corriger la barbarie de son peuple, la magnificence de sa cour, le talent de ses ministres, le succès de ses armes, ses immenses ressources, l'étendue de son empire, ses desseins connus et suivis avec persévérance, avaient inspiré à l'Europe beaucoup d'étonnement, une grande admiration et une sorte de terreur. Tout ce que Pierre Ier avait rêvé de grandeur, elle le réalisa; ce que Voltaire exprimait d'une manière poétique par ces mots d'une lettre au prince Galitzin : « Ce fut Pierre qui forma l'homme, mais c'est Catherine qui l'anime du feu céleste. » Non-seulement elle recula les limites de l'empire; mais, chose plus importante, elle donna à l'influence russe en Europe un poids qui devint quelquefois un péril pour l'indépendance des autres États. C'est elle qui enseigna à sa politique à parler avec autorité. Si cette politique fut souvent trop fière, trop ambitieuse et presque arrogante, elle donna toutefois à la nation une grande idée de sa puissance, en même temps qu'elle lui inspira une confiance sans borne dans les hommes que la Providence avait choisis pour présider à ses destinées.

Catherine avait en effet inspiré au peuple russe le sentiment de sa force au plus haut degré; car, malgré les sacrifices qu'elle fut obligée de lui demander, il est singulier qu'elle ait pu non-seulement lui faire supporter sans murmure sa domination, mais encore la lui faire aimer, surtout si l'on considère qu'elle était étrangère par la naissance, et plus étrangère encore par l'éducation.

Pierre le Grand s'était servi des étrangers pour accomplir ses grands desseins; mais son génie farouche, engagé dans une lutte immense avec la barbarie, n'avait pas même respecté la tête de son fils. Catherine, au contraire, comme femme et comme philosophe, accomplit son œuvre par la modération, et elle ne choisit pour ministres, pour généraux, pour amants, que des Russes. « Saignez, saignez-moi bien, dit-elle un jour à son médecin, afin qu'il ne reste plus dans mes veines une seule goutte de sang allemand. » La nation, ne pouvant douter de ses sentiments, ferma les yeux sur ses faiblesses, subit avec résignation les sacrifices qui servaient à augmenter sa gloire et sa puissance, et elle partageait l'orgueil de sa souveraine, quand elle disait : « Je suis venue pauvre en Russie, mais je m'acquitte envers elle, en lui laissant pour dot la Pologne et la Tauride. »

Ces deux acquisitions, dont l'une a porté la Russie presque au centre de l'Allemagne, et dont l'autre l'a élevée au rang des grandes puissances maritimes, ne sont pa les seuls actes de ce long règne qui aient ré-

pandu le plus d'éclat sur le nom de Catherine. Le peuple se laisse éblouir par la gloire des armes, dont il supporte quelquefois le fardeau avec impatience ; mais les hommes sages, qui en apprécient mieux le néant, font consister la véritable gloire dans les institutions qui assurent aux peuples une meilleure distribution des biens que la Providence leur a départis ; c'est à cette gloire que Catherine a le plus de titres. Ses règlements pour l'instruction publique, ses réformes judiciaires, sa sollicitude pour les classes laborieuses, ses lois pour développer les forces productives de la nation, la simplicité de ses mœurs, la dignité de ses rapports soit avec ses sujets, soit avec les ministres des puissances étrangères, ont fait de son règne l'époque la plus brillante, la plus tranquille et la plus glorieuse de la Russie.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE VI.

LIVRE VII.

LIVRE VIII.

LIVRE IX.

LIVRE X.

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.


Stanford University Libraries
3 6105 124 415 543

